

L'ECONOMIE BELGE

1983

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1983

I

Analyse
conjoncturelle



BRUXELLES

IMPRIMERIE PUVREZ S.A.
AVENUE FONSNY 59

1984

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE

BELGE

EN

1983

I

Analyse

conjoncturelle

Belgique - Ministère des Affaires économiques

L'Économie belge en 1983

Première partie : analyse conjoncturelle

Bruxelles : Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Études et de la Documentation.

1984 - XVI, 100 p. - 20,5×28,5 cm

I.S.S.N. 0771 - 7385

D/1984/1226

Prix : 200 FB.

Les données de cette publication peuvent être reprises moyennant indication claire de la source.

AVANT-PROPOS

La présentation classique de « l'Économie belge en 19.. », mieux connue sous l'appellation « Livre blanc du Ministère des Affaires économiques » a été profondément modifiée.

Les éditions précédentes présentaient à la fois un aperçu synthétique de l'évolution économique au cours de l'année écoulée et un ensemble aussi complet que possible de tableaux et graphiques commentés devant servir d'ouvrage de référence commode.

Un aperçu de la conjoncture ne peut pas paraître trop tard; à cette fin, il n'est pas nécessaire d'attendre la dernière statistique. Par contre, le matériel statistique n'est souvent disponible que tardivement, ce qui entraîne des retards dans la publication. Pour remédier à cette contradiction, la présente édition a été scindée en deux parties.

La première partie, l'analyse conjoncturelle, paraît plus tôt que précédemment sous la forme d'un texte continu, illustré de tableaux et graphiques appropriés, et destiné à donner une description aisée de l'économie.

La seconde partie rassemble des tableaux et graphiques accompagnés d'un commentaire concis, indispensable à leur interprétation correcte. Elle constitue de la sorte un ouvrage de référence regroupant des statistiques de diverses provenances, travaillées de telle manière qu'elles forment un outil pratique pour l'utilisateur.

En outre, la nouvelle présentation du « Livre blanc » trouve sa place dans la réforme des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques. La « Lettre mensuelle de conjoncture » fournit une information rapide qui est complétée et approfondie — entre autres par des dossiers sur des sujets particuliers — dans l'« Aperçu économique trimestriel ». Ces trois publications présentent donc une information continue sur l'évolution de l'économie belge, ce qui est l'une des missions de la Direction générale des Etudes.

Bruxelles, mai 1984.

AVANT-PROPOS

La présentation classique de « L'économie belge en 19... » nous connue sous l'appellation « Livre blanc du Ministère des Affaires économiques » a été profondément modifiée.

Les éditions précédentes présentaient à la fois un aperçu synthétique de l'évolution économique au cours de l'année écoulée et un ensemble aussi complet que possible de tableaux et graphiques commentés de façon à offrir un ouvrage de référence économique.

L'aspect de la conjoncture ne peut pas paraître trop tard à cette fin. Il est en effet nécessaire d'attendre la dernière statistique. Par contre, le matériel statistique n'est souvent disponible que tardivement et qui entraîne des retards dans la publication. Pour remédier à cette situation, la présente édition a été scindée en deux parties.

La première partie, l'analyse conjoncturelle, paraît plus tôt que précédemment sous la forme d'un texte continu illustré de tableaux et graphiques synthétiques et destinés à donner une description aisée de l'économie.

La seconde partie, rassemblant des tableaux et graphiques accompagnés d'un commentaire concis, indépendante à leur interprétation correcte. Elle constitue de la sorte un ouvrage de référence toujours des statistiques de diverses provenances, traduits de telle manière qu'ils soient au même principe pour l'utilisateur.

En outre, la nouvelle présentation du « Livre blanc » trouve sa place dans la réforme des publications de la Direction générale des Statistiques et la Documentation du Ministère des Affaires économiques. Le « Livre blanc » sera désormais « fourni aux intéressés, après avoir été complété et approfondi — entre autres par des données sur des sujets particuliers — dans le « Aperçu conjoncturel pour l'économie belge ». Cette publication nous présentera donc une information continue sur l'évolution de l'économie belge, ce qui est l'une des missions de la Direction générale des

Etudes

Bruxelles, mars 1984

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	VII
<i>Table des matières</i>	IX
<i>Liste des tableaux</i>	XI
<i>Liste des graphiques</i>	XIII
<i>Liste des abréviations utilisées</i>	XIV
1. Le contexte international	1
1.1. L'activité réelle à l'étranger	1
1.2. Les tensions financières internationales	7
SYNTHESE 1	10
2. L'économie belge en 1983 : un redressement modéré	11
2.1. La politique économique	11
A. Coordination internationale et convergence des objectifs de politique économique	11
B. Les objectifs et les instruments de la politique économique en Belgique	12
a. La politique des revenus et des prix	12
b. L'équilibre budgétaire	13
c. La politique de l'emploi	13
2.2. Les composantes fortes	13
2.2.1. Le commerce extérieur	13
A. Evolution générale	13
B. Répartition par branche d'activité	15
C. Répartition géographique	17
D. Balance commerciale	18
E. Compétitivité	19
2.2.2. La production	21
A. La production industrielle globale (sans la construction)	21
B. Production par secteur	26
C. Les enquêtes de conjoncture	30
2.2.3. Le marché des capitaux et l'évolution des taux d'intérêt	33
A. Le marché des obligations	33
B. La marché des actions	36
C. Les taux d'intérêt	39
2.2.4. Le revenu des sociétés	42
SYNTHESE 2.2.	45
	IX

2.3.	Les composantes faibles	47
2.3.1.	L'emploi	47
	A. La population active	47
	B. L'emploi salarié	47
	C. Les autres facteurs influençant le marché du travail et le niveau du chômage	49
	D. L'évolution du chômage complet indemnisé	50
2.3.2.	Le revenu des ménages et la consommation privée	53
	A. Compte du revenu des ménages	53
	B. Consommation privée	53
2.3.3.	Les investissements	60
	A. Diagnostic de la faiblesse	60
	B. Investissements productifs	64
	C. Origines des déficiences de l'investissement productif	66
	D. Investissements publics	70
	E. Les logements	70
2.3.4.	Les transports	72
	A. Les transports routiers	72
	B. Les transports ferroviaires	72
	C. Les transports par eau	73
	a. La navigation intérieure	73
	b. Les transports maritimes	74
	D. Les transports aériens	76
	SYNTHESE 2.3.	77
2.4.	Les composantes hésitantes	78
2.4.1.	Les finances publiques	78
	A. Finances de l'Etat	78
	B. Finances des pouvoirs subordonnés	83
2.4.2.	Les prix	85
2.4.3.	Le franc belge	89
	A. Evolution du taux de change	89
	B. Les interventions	90
	SYNTHESE 2.4.	92
3.	Synthèse générale	93
3.1.	Les indicateurs macro-économiques	93
3.2.	L'avenir qui se dessine	95
	<i>Publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation</i>	99

LISTE DES TABLEAUX

1 – Production industrielle dans les principaux pays 1981-1983	3
2 – Solde commercial dans les principaux pays 1981-1983	4
3 – Chômage dans les principaux pays 1981-1983	5
4 – Prix à la consommation dans les principaux pays 1981-1983	6
5 – Valeur de diverses monnaies par rapport au dollar US	7
6 – Réalignement des taux pivots dans le S.M.E.	9
7 – Indices du commerce extérieur de l'U.E.B.L. 1983	14
8 – Commerce extérieur de l'U.E.B.L. par branches d'activité 1983	16
9 – Répartition géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L. 1983	17
10 – Mesures de la situation concurrentielle de la Belgique comparée à 14 pays de l'O.C.D.E. 1970-1983	20
11 – Indices de la production industrielle 1974-1975 et 1979-1983	22
12 – Consommation apparente brute d'énergie primaire 1979-1983	24
13 – Indices de la production industrielle par régions 1982-1983	26
14 – Balance pétrolière 1979-1983	27
15 – Emissions sur le marché des obligations en 1983	38
16 – Actifs financiers détenus par les entreprises et les particuliers 1981-1983	34
17 – Indices des cours de la Bourse de Bruxelles 1981-1983	36
18 – Fonds communs de placement agréés et leurs actifs 1982-1983	37
19 – Evolution des titres et capitaux échangés 1976-1983	38
20 – Comparaison par rubrique des indices boursiers de la Bourse de Bruxelles 1981-1983	39
21 – Taux d'escompte : comparaison internationale 1981-1983	40
22 – Taux d'intérêt 1983	41
23 – Revenu des entreprises en 1974 et de 1981 à 1983	43
24 – Rentabilité et endettement des entreprises 1974-1982	44
25 – Coût salarial, part salariale et marge bénéficiaire 1974 et 1981-1983	44
26 – Evolution des gains et pertes d'emploi 1978-1983	48
27 – Evolution de la mise au travail par les pouvoirs publics 1982-1983	49
28 – Extension du travail à temps partiel 1981-1983	50
29 – Evolution du chômage complet indemnisé 1979-1983	51
30 – Chômage complet indemnisé, prépensions, pertes d'emploi par secteur 1980-1983	52
31 – Evolution du compte des ménages 1981-1983	54
32 – Commerce de détail selon les déclarations T.V.A. 1982-1983	55
33 – Evolution de la consommation de services selon les déclarations à la T.V.A. 1982-1983	57
34 – Immatriculation de voitures particulières 1978-1983	58
35 – Enquêtes de conjoncture auprès des ménages belges 1982-1983	59
36 – Formation brute de capital fixe 1970-1975 et 1975-1980	60
37 – Taux d'investissement et contribution des secteurs d'activité à la croissance de la valeur ajoutée 1968-1974 et 1975-1981	61
38 – Investissement par emploi et évolution de la productivité du travail 1968-1974 et 1975-1981	63
39 – Investissements selon les déclarations à la T.V.A.	65
40 – Part salariale normalisée	68
41 – Taux de rendement net du capital fixe	68
42 – Logements nouveaux	71

43 — Transports ferroviaires : marchandises et voyageurs 1981-1983	72
44 — Résultats des enquêtes de l'I.T.R. sur le transport routier 1981-1983	73
45 — Evolution du nombre d'entreprises de transport professionnel routier de marchandises 1981-1983	79
46 — Navigation intérieure : transports par voie navigable à l'exportation, à l'importation, en transit et en trafic intérieur 1981-1983	74
47 — Activités des principaux ports belges 1982-1983	74
48 — Activités par port de mer 1982-1983	75
49 — Activités des aérodromes belges 1981-1983	76
50 — Opérations budgétaires sur base de caisse, besoins de financement du trésor et leur couverture 1981-1983	78
51 — Recettes fiscales totales 1981-1983	79
52 — Répartition des dépenses courantes 1981-1983	80
53 — Charges d'intérêt de la dette publique 1970, 1975 et 1980-1983	81
54 — Taux d'intérêt de la dette flottante et rendement de la dette consolidée 1970, 1975 et 1980-1983	82
55 — Finances communales : années budgétaires 1977-1983	84
56 — Répartition régionale des dotations du Fonds des Communes, 1977-1983	84
57 — Indice H.W.W.A. des prix mondiaux des matières premières, 1980-1983	85
58 — Indices des prix de gros 1981-1983	86
59 — Indices des prix à la consommation 1981-1983	87
60 — Contribution en % à la croissance des prix, par catégories de l'indice 1982-1983	89
61 — Evolution de la valeur du franc belge par rapport aux autres monnaies du S.M.E.	90
62 — Indicateurs macro-économiques, Belgique 1983	94
63 — Produit intérieur brut 1983	94

T.C.T. Trimestre de travail
 T.p.p. Temps équivalent plein-temps
 T.R.B. Trimestre Régulier brut
 T.V.A. Taxe sur la valeur ajoutée
 U.E.R.L. Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
 U.L.B. Université Libre de Bruxelles
 US-dollar

LISTE DES GRAPHIQUES

1 – Evolution de la production industrielle dans quelques pays	10
2 – Indicateur synthétique de la B.N.B.	32
3 – Principales émissions du secteur public	35
4 – Commerce extérieur	45
5 – Production industrielle	46
6 – Evolution des chômeurs complets indemnisés	77
7 – Evolution des prix de gros et des prix à la consommation	88
8 – Indicateur de divergence hebdomadaire moyen du franc belge dans le S.M.E	91
9 – Evolution des prix à la consommation, des salaires, de la productivité et du coût salarial par unité produite	92

D.T.S. Droit de timbre spécial
 E.C. Unité monétaire européenne
 E.U.R.Y. L.A. France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Danemark
 E.U.R.O. Office National des Communautés Européennes
 F.A.B.I.M.E.T.A.L. Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Mécaniques
 F.B. Franc belge
 F.F. Franc français
 F.L. Franc luxembourgeois
 F.M.I. Fonds Monétaire International
 F.O.B. France à bord
 F.P. Franc des Pays-Bas
 H.W.A. Handwerker Wirtschaftswissenschaftliches Archiv
 I.C.C. Institut Belgo-Luxembourgeois du Change
 I.N.A.M.I. Institut National d'Assurance Maladie Invalidité
 I.N.S. Institut National de Statistique
 I.R.E.S. Institut de Recherches Economiques et Sociales (Université Catholique de Louvain)
 I.R.G. Institut de Recherches et de Statistique
 I.R.L. Livre irlandais
 I.T.R. Institut pour le Transport routier
 I.T. Les Nations
 M.A.B. Ministère des Affaires économiques
 M.B. Ministère belge
 M.A.C.E. Monographie des activités économiques dans la Communauté européenne
 C.F.I.O. Classification - Entrées-Sorties
 O.C.D.E. Organisation de Coopération et de Développement économique
 O.N.E.M. Office National de l'Emploi
 O.N.E.S. Office National de Statistique Sociale
 O.P.E.V. Organisation des Pays Exportateurs de Produits
 P.B. Produit intérieur brut
 P.N.P. Produit national brut
 P.V.A. République Fédérale d'Allemagne
 S.M.E. Système monétaire européen
 S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de Fer Belges
 S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie
 S.N.C.V. Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

LISTE DES ABREVIATIONS

A.R.	Arrêté royal.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.I.F.	Coût, assurance, fret.
C.M.T.	Chômeurs mis au travail.
C.S.T.	Cadre spécial temporaire.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
DKR	Couronne danoise.
D.M.	Mark allemand.
D.T.S.	Droit de tirage spécial.
Ecu	Unité monétaire européenne.
EUR-7	R.F.A., France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Danemark.
Eurostat	Office Statistique des Communautés Européennes.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
FB	Franc belge.
FF	Franc français.
FL	Franc luxembourgeois.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.O.B.	Franco à bord.
HFL	Florin des Pays-Bas.
H.W.W.A.	Hamburger Weltwirtschaftliches Archiv.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Institut de Recherches économiques et sociales (Université Catholique de Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
IRL	Livre irlandaise.
I.T.R.	Institut pour le Transport routier.
LIT	Lire italienne.
M.A.E.	Ministère des Affaires économiques.
M.B.	Moniteur belge.
N.A.C.E.- C.L.I.O.	Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne. Classification « Entrées-Sorties ».
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économique.
O.N.Em	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
P.I.B.	Produit intérieur brut.
P.N.B.	Produit national brut.
R.F.A.	République Fédérale d'Allemagne.
S.M.E.	Système monétaire européen.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

T.C.T.	Troisième circuit de travail.
T.e.p.	Tonne équivalent pétrole.
T.R.B.	Tonneau Registre brut.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.L.B.	Université libre de Bruxelles.
US-dollar	Dollar des Etats-Unis d'Amérique.

1. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

De plus en plus évidente depuis de nombreuses années, l'interdépendance des économies nationales continue de s'intensifier. Par le passé, le ralentissement de la croissance économique et l'augmentation du chômage étaient envisagés dans un cadre strict. Aujourd'hui, le commerce mondial et les échanges économiques et financiers qui lient étroitement entre les économies des Inter-

nats telles qu'une approche globale devient indispensable.

Cet ouvrage débute en conséquence par un aperçu de l'économie mondiale et des principaux pays tiers. Une telle démarche permet de mettre en évidence les liens entre deux continents aux divergences qui existent entre la zone de francs et l'Europe belge.

1.1. L'ACTIVITÉ RÉELLE À L'ÉTRANGER

Après une longue période de récession, une reprise mondiale de l'activité s'est produite en 1982 dans la plupart des pays industrialisés. L'O.C.D.E. évalue à 3 % l'augmentation du produit national de l'ensemble de ses membres alors qu'un recul de 0,5 % était enregistré en 1981. Sur les sept grands pays de cette Organisation (1), l'activité industrielle nationale a augmenté globalement de 3,5 % alors qu'une baisse de 5 % était prévue au second semestre.

Ce nouveau démarrage de l'activité trouve son origine aux États-Unis. Après une à la fin de 1981, la reprise américaine s'est poursuivie dans ce pays pendant toute l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un simple rebond à partir du deuxième trimestre, mais

ralenti durant les derniers mois. Le produit intérieur brut, à prix constants, a augmenté de 2,5 % par rapport à 1981, année pendant laquelle il avait reculé de 1,9 %. La croissance a affecté différemment les divers secteurs de l'économie aux côtés de l'investissement productif s'est vu freiné par l'augmentation de dépenses. Le développement de nouvelles entreprises en matière de biens d'équipement a été particulièrement important. Le secteur du développement a enregistré un doublement de son chiffre d'affaires au premier trimestre de 1982. Le secteur des stocks. Les dépenses en matière de recherche et développement, le secteur de l'intérêt de la recherche et développement ont été particulièrement importants. Le secteur de l'intérêt de la recherche et développement ont été particulièrement importants.

(1) États-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, France, République Fédérale d'Allemagne, Italie.

1. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

De plus en plus évidente depuis de nombreuses années, l'interdépendance des économies nationales continue de s'intensifier. Par le passé, le ralentissement de la croissance économique et l'augmentation du chômage étaient envisagés dans un cadre étroit. Aujourd'hui, le commerce mondial et les tensions économiques et financières qu'il engendre, créent entre les économies des interac-

tions telles qu'une approche globale devient indispensable.

Cet ouvrage débute en conséquence par un aperçu de l'économie mondiale et des principaux pays tiers. Une telle démarche permet de mettre en évidence les traits aussi bien communs que divergents qui existent entre le reste du monde et l'économie belge.

1.1. L'ACTIVITÉ RÉELLE A L'ÉTRANGER

Après une longue période de récession, une reprise modérée de l'activité s'est produite en 1983 dans la plupart des pays industrialisés. L'O.C.D.E. évalue à 3 % l'augmentation du produit national de l'ensemble de ses membres alors qu'un recul de 0,5 % était enregistré en 1982. Dans les sept grands pays de cette Organisation (1), l'activité industrielle (tableau 1) a augmenté globalement de 3,5 % alors qu'une baisse de 5 % s'était produite un an auparavant.

Ce nouveau démarrage de l'activité trouve son origine aux *Etats-Unis*. Apparue à la fin de 1982, la reprise économique s'est poursuivie dans ce pays pendant toute l'année écoulée, à un rythme très élevé à partir du deuxième trimestre, plus

ralenti durant les derniers mois. Le produit intérieur brut, à prix constants, a augmenté de 3,3 % par rapport à 1982, année pendant laquelle il avait reculé de 1,9 %. La croissance a affecté différemment les divers secteurs de l'économie; ceux relatifs à l'investissement productif n'ont été touchés que tardivement et modérément. Le changement de politique des entreprises en matière de stocks a joué un rôle important : à une politique de déstockage a succédé au début du troisième trimestre un début de reconstitution des stocks. Les mesures de restructuration des entreprises, la baisse des taux d'intérêt durant le second semestre, l'annonce puis la mise en œuvre d'un programme considérable d'équipement militaire portant sur plusieurs années ont

(1) Etats-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, France, République fédérale d'Allemagne, Italie.

contribué à renforcer durant l'année un mouvement qui trouve son origine principale dans le soutien apporté par la consommation privée (+6,5 % en 1983) en général, par les biens durables (+15,4 %) en particulier; le secteur automobile, ainsi que la construction, spécialement de logements, en ont été les bénéficiaires principaux.

Considérable donc aux Etats-Unis, l'amélioration de l'activité a été également notable dans quelques pays européens. Hormis une certaine hésitation au deuxième trimestre, le redressement conjoncturel s'est poursuivi à allure modérée tout au long de l'année au Royaume-Uni; pour les trois premiers trimestres, le taux de croissance du P.I.B. atteint 2,8 % par rapport à la période correspondante de 1982. En République fédérale, le redressement conjoncturel apparu en début d'année s'est confirmé au fil des mois; il demeure cependant modéré après deux années de récession : le P.N.B. a progressé de 1,2 % en 1983 alors qu'il diminuait de 1,1 % en 1982. Dans ces deux pays, la consommation des ménages surtout est à la base de cette évolution.

Au *Royaume-Uni*, le ralentissement du déstockage et la croissance, continue durant l'année, de la consommation privée — liée à la modération de la hausse des prix ainsi qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la diminution de l'épargne, marquée notamment par un endettement croissant des ménages — ont provoqué une certaine reprise de la production intérieure et surtout un accroissement des importations. Au second semestre, l'amélioration de la conjoncture internationale s'est reflétée dans les exportations; l'activité industrielle a alors bénéficié de la reprise : au quatrième trimestre, l'indice a progressé de 1,1 % par rapport au trimestre précédent et de 3,9 % par rapport à la période

correspondante de 1982 tandis que pour l'ensemble de l'année, l'accroissement s'établit à 2,6 %.

A la base du retournement en *République fédérale*, il faut citer le ralentissement de la hausse des prix, qui favorise le pouvoir d'achat, l'expansion monétaire et la baisse des taux d'intérêt, les mesures gouvernementales d'aide en faveur de l'investissement et du logement, ainsi que la reprise économique intervenue en Amérique du Nord. La demande intérieure — en particulier la construction immobilière et les biens de consommation durables comme l'automobile — a progressé en premier lieu : à prix constants, la consommation privée a augmenté de 1 %, les investissements en équipement de 4,5 % et les investissements en immeubles de 0,9 %. La demande extérieure, par contre, est demeurée faible pendant la première partie de l'année, en recul par rapport à 1982, mais la tendance s'est nettement améliorée par la suite.

Soumis à des mesures de restriction de la demande intérieure, la France, les Pays-Bas et l'Italie n'ont pu compenser que tardivement, par l'élargissement des marchés extérieurs, l'affaiblissement de leur marché national. Dans ces trois pays, l'activité industrielle a stagné ou s'est contractée davantage.

En *France*, l'évolution conjoncturelle a été influencée par le plan d'assainissement mis en place après la dévaluation du franc français de mars, et qui visait à réduire la consommation privée et à rétablir l'équilibre des comptes avec l'étranger. Le produit intérieur brut marchand a augmenté de 0,7 % en volume; la production s'est accrue de 1,3 % dans l'industrie et de 0,4 % dans les autres secteurs. La demande intérieure a stagné; la consommation des ménages s'est accrue de 1,1 %, mais la formation brute de capital

fixe a diminué de 1,9 %. Les importations ont régressé de 0,5 % cependant que les exportations s'accroissaient de 3,8 %, l'amélioration se produisant principalement durant la seconde partie de l'année.

La stagnation économique s'est poursuivie aux *Pays-Bas*. Le programme d'austérité lancé en 1982 et renforcé par la suite a contribué à l'absence de progression de la consommation privée. L'augmentation de 3,5 % des investissements bruts des entreprises est due principalement à l'industrie pétrolière ainsi qu'à l'industrie chimique, aux industries alimentaires et aux entreprises d'utilité publique.

En *Italie* enfin, poursuivant une évolution en cours depuis le milieu de 1982, l'activité économique a continué de se dégrader lentement pendant la plus grande partie de l'année écoulée. Une légère amélioration de la demande est apparue à partir de l'automne mais elle ne s'est traduite que très tardivement dans les chiffres de la production. Le recul du P.N.B. est évalué à 1 % par rapport à 1982, année déjà marquée par la stagnation; pour le premier semestre, la baisse atteint même 3 % par rapport à la période correspondante de 1982. Le fléchissement de la production industrielle devrait atteindre plus de 5 %.

Tableau 1 — Production industrielle dans les principaux pays 1981-1983

1980=100, corrigé des variations saisonnières

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983			
			I	II	III	IV
Belgique	97,2	97,0	96,8	98,2	101,2	104,1
France	99,0	97,0	98,0	98,0	98,0	98,0
Pays-Bas	98,0	94,0	95,0	97,0	95,0	96,0
République fédérale d'Allemagne	99,0	96,0	94,0	96,0	96,0	99,0
Royaume-Uni	96,3	98,0	99,5	99,5	101,5	102,9
Italie	97,8	95,2	94,6	90,2	91,8	93,0
CEE	97,8	96,2	96,0	96,1	97,0	98,4
Etats-Unis	102,7	94,3	94,2	98,3	103,2	105,8
Japon	101,0	101,4	101,4	102,9	106,6	108,9

Source : O.C.D.E. : *Principaux indicateurs économiques*, mai 1984.

Au *Japon* également, l'effet d'entraînement de la demande intérieure a constitué au second semestre un facteur important de la reprise mais la demande extérieure a aussi joué un rôle considérable.

Les *pays en voie de développement* ne semblent guère avoir bénéficié en 1983 de la reprise économique apparue dans le monde industrialisé. Leur produit intérieur brut accuserait un recul de 0,6 % contre une progression de 1,2 % en

1982 (2). L'évolution a été particulièrement défavorable pour les pays d'Afrique (-0,7 % contre +1,2 %) et l'Amérique latine (-2,9 % contre -1,2 %).

Le regain d'activité dans quelques pays a freiné la dégradation du commerce mondial (tableau 2). D'après l'O.C.D.E. (3), les exportations de ses pays membres auraient augmenté de 1,75 % en volume et leurs importations, de 3,25 %. Les exportations des pays de l'O.P.E.P. auraient fléchi de près de 8 % cependant que celles des pays en développement non producteurs de pétrole croissaient d'un peu plus de 4 %. Partout, une amélioration sensible du premier au second semestre peut être mise en évidence : les ventes à l'extérieur de produits manufacturés des membres de l'O.C.D.E. ont augmenté

de 7,25 % en volume durant la seconde partie de l'année alors que la croissance s'était limitée à 4,5 % durant la première. Un mouvement analogue est observé pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole (7,5 % contre 4,25 %) et ceux membres de l'O.P.E.P. (28 % contre -23 %).

Deux groupes de pays ont réduit le déficit du compte de leurs opérations courantes : les pays de l'O.C.D.E. dans leur ensemble (24 milliards de dollars en 1983 contre 30 milliards un an auparavant) et ceux en développement non exportateurs de pétrole (45 milliards contre 65 milliards); le déficit des pays de l'O.P.E.P. a environ doublé en un an (31 milliards contre 16 milliards). Les autres pays accusent un excédent de 4 milliards (4).

Tableau 2 — Solde commercial (a) dans les principaux pays 1981-1983

Moyennes mensuelles, millions de U.S.-dollars.

Pays ou groupes de pays	1981	1982	1983			
			I	II	III	IV
U.E.B.L.	- 531	- 452	- 102	- 54	- 36	..
France	-1 602	-1 919	-1 809	-1 282	- 856	- 754
Pays-Bas	212	304	316	383	223	410
République fédérale d'Allemagne	1 049	1 784	1 789	1 533	1 143	1 131
Royaume-Uni	52	- 205	- 681	- 856	- 591	- 619
Italie	-1 291	-1 045	- 895	- 646	- 752	- 325
CEE	-2 856	-2 267	-1 670	-1 546	-1 203	..
Etats-Unis	-2 270	-2 640	-2 694	-4 660	-5 440	-6 004
Japon	758	594	1 380	1 870	1 830	1 650

(a) Exportations F.O.B. — Importations C.I.F. Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*, mai 1984.

(2) D'après les *Wharton Econometric Forecasting Associates*.

(3) *Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, décembre 1983.

(4) Le poste « erreurs et omissions » ne permet pas de trouver l'équilibre pour le monde dans son ensemble.

L'emploi apparaît comme le principal bénéficiaire de l'évolution économique actuelle aux Etats-Unis; il a également progressé au Japon et au Canada. Par contre, il s'est détérioré dans tous les pays industrialisés d'Europe. Les taux de croissance différents réalisés en 1983 expliquent ces résultats divergents : ce n'est en principe qu'à partir d'une certaine expansion des économies (3 % en général) qu'une augmentation de l'emploi est constatée dans les pays développés.

Le taux de chômage moyen (tableau 3) s'est élevé à 10,1 % de la population active dans la C.E.E. contre 9,1 % en 1982 et à 9,4 % aux Etats-Unis contre 9,5 % un an auparavant. Cependant, l'examen des moyennes annuelles ne reflète pas clairement l'amélioration constatée dans certains pays. Aux Etats-Unis par exemple, le taux est passé de décembre 1982 à décembre 1983 de 10,7 % à 8,2 %; de plus, d'après une enquête faite auprès des ménages, l'emploi y a augmenté de près de 4 millions d'unités et le nombre des

chômeurs y a fléchi de 11,9 millions à 9,2 millions.

En Europe, le chômage a augmenté partout. Au Royaume-Uni, sa croissance a été sensible au premier trimestre; une stabilisation s'est ensuite produite, suivie en fin d'année par une légère dégrè. A ce moment, le nombre des chômeurs complets représentait 12,9 % de la population active. En République fédérale, l'accroissement du nombre de sans-emploi s'est poursuivi toute l'année, mais à un rythme allant en se ralentissant. En France, la détérioration de l'emploi a été compensée pendant une partie de l'année par diverses mesures administratives telles que la prolongation de la scolarité et les pré-retraites; leur influence a moins joué par la suite. Aux Pays-Bas, l'augmentation de la population active a causé une forte progression du nombre de chômeurs dont le taux désaisonnalisé atteignait 14,7 % en novembre. En Italie, l'emploi a encore diminué dans l'industrie et l'agriculture, diminution qui n'a pu être compensée par l'augmentation dans les services.

Tableau 3 — Chômage dans les principaux pays 1981-1983

En % de la population active, corrigé des variations saisonnières

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983			
			I	II	III	IV
Belgique	11,1	13,1	14,3	14,6	14,6	14,9
France	7,3	8,0	8,0	8,1	8,0	8,2
Pays-Bas	8,6	11,4	12,9	13,8	13,9	14,0
République fédérale d'Allemagne	4,4	6,1	7,1	7,8	7,9	7,6
Royaume-Uni	10,6	12,4	13,2	13,2	13,3	13,1
Italie	8,3	8,9	9,6	10,0	9,4	10,0
CEE	7,8	9,1	9,9	10,2	10,1	10,2
Etats-Unis	7,5	9,5	10,4	10,0	9,3	8,4
Japon	2,2	2,4	2,6	2,6	2,7	2,6

Source : O.C.D.E. : *Principaux indicateurs économiques*, mai 1984.

La hausse des prix à la consommation (tableau 4), le grand problème des dernières années, s'est encore ralentie en 1983, en dépit de la reprise de la demande, une légère accélération étant cependant perceptible dans certains pays au cours des derniers mois. En 1983, la hausse moyenne des prix à la consommation pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. a

atteint 5,3 %. Elle avait été de 7,8 % en 1982 et de 10,5 % en 1981.

Comme pour le chômage, ces moyennes recouvrent cependant des résultats fort différents de pays à pays : 3 % en République fédérale, 4,6 % au Royaume-Uni, 9,6 % en France et 14,6 % en Italie.

Tableau 4 — Prix à la consommation dans les principaux pays 1981-1983

1980=100

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983			
			I	II	III	IV
Belgique	107,6	117,0	122,9	124,5	127,5	129,1
France	113,4	126,8	133,6	137,4	140,3	143,0
Pays-Bas	106,7	113,1	114,7	115,5	116,6	117,8
République fédérale d'Allemagne	105,9	111,5	113,6	114,3	115,4	116,0
Royaume-Uni	111,9	121,5	124,0	126,5	128,2	129,6
Italie	117,8	137,3	150,9	155,3	158,8	164,3
CEE	111,1	122,1	127,4	129,9	132,0	134,2
Etats-Unis	110,4	117,1	118,8	120,3	121,7	122,8
Japon	104,9	107,7	108,6	109,8	109,5	110,7

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*, mai 1984.

Les prix des matières premières, en net recul en 1981 et en 1982, n'ont progressé que très modérément en 1983 et les termes de l'échange des pays en voie de développement, producteurs de matières premières, avec les pays industrialisés se sont à nouveau détériorés. A l'accroissement des capacités productives auquel il a été procédé au cours des années antérieures

s'ajoute l'impérieuse nécessité pour de nombreux producteurs de matières premières de s'assurer des rentrées de devises (5).

Les pays producteurs de pétrole n'ont pas été épargnés par cette évolution. La consommation de produits énergétiques a continué de se réduire dans le monde et

(5) Voir également *infra* : « Les tensions financières internationales ».

les prix ont baissé en dépit des efforts des pays membres de l'O.P.E.P. En mars 1983, l'Organisation a fixé à 17,5 millions de barils-jour la production maximum de ses membres. En même temps, elle a ramené le prix de référence du brut de 34 à 29 dollars le baril.

D'après l'O.C.D.E., les négociations salariales ont abouti en 1983 à une progression d'environ 6 % des gains horaires dans les industries manufacturières de la zone.

Des écarts fort considérables existent entre les différents pays industrialisés et, comme l'augmentation de la productivité diffère également de pays à pays, des différences importantes en ce qui concerne l'évolution des coûts unitaires de la main-d'œuvre sont enregistrées : ceux-ci ont diminué de 0,25 % dans les industries manufacturières aux Etats-Unis et de 1,25 % en Allemagne fédérale. Au Japon et au Royaume-Uni, ils ont faiblement progressé (1,2 %). En France et en Italie, la hausse atteint 8 % et 15,75 % respectivement.

1.2. LES TENSIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

La position prédominante du dollar américain et la crise mondiale de la dette ont contribué à l'accroissement des tensions financières dans le monde en 1983.

En dépit de l'importance du déficit commercial et du solde négatif élevé du

compte courant de la balance des paiements des Etats-Unis, le dollar américain a connu pendant toute l'année une tendance haussière nettement marquée (tableau 5) grâce à l'afflux de capitaux étrangers à la recherche d'un placement sûr et d'un rendement élevé.

Tableau 5 — Valeur de diverses monnaies par rapport au dollar-U.S. 1982-1983

\$/cents par unité monétaire.

Unité monétaire	1982	1983			
	IV	I	II	III	IV
FB	2,0529	2,1110	2,0178	1,8838	1,83357
FF	14,143	14,517	13,403	12,561	12,251
DM	39,998	41,513	40,256	37,828	37,344
LIT	0,06968	0,07139	0,06773	0,06351	0,06156
YEN	0,38697	0,42436	0,42109	0,41252	0,42714
HFL	36,526	36,545	35,820	33,816	33,300
£	164,81	153,28	155,21	150,95	146,91

Source : Federal Reserve Board.

Les grandes banques d'émission sont intervenues à plusieurs reprises sur les marchés des changes en vendant des dollars, pour éviter des fluctuations trop rapides des cours. Ces interventions ne pouvaient avoir qu'une influence limitée. De plus, pour éviter que se creuse trop profondément l'écart entre l'évolution du dollar et celle de leur monnaie, les banques d'émission des grands pays industrialisés n'ont pu qu'infléchir leur politique monétaire de façon à la rapprocher suffisamment de celle menée par le Federal Reserve Board.

Dans l'ensemble, les taux d'intérêt, qui avaient fortement baissé au cours du 2^e semestre de 1982, se sont stabilisés en 1983, une baisse n'étant plus possible suite aux besoins de financement énormes du gouvernement des Etats-Unis et à la reprise économique.

L'endettement excessif de nombreux pays en voie de développement a continué de susciter des difficultés. La faiblesse persistante des marchés d'exportation de nombreux produits et la hauteur des taux d'intérêt ont fait que certaines échéances n'ont pu être respectées. En conséquence, de nombreux Etats ont dû négocier, souvent à l'intervention du Fonds Monétaire International, le rééchelonnement des paiements de leurs dettes extérieures (1). Cette solution n'est cependant qu'un expédient : les menaces demeurent à la fois sur le commerce international par les contraintes qui restent peser sur les pays débiteurs et la méfiance suscitée dans la communauté bancaire, et sur cette communauté elle-même, par l'importance des ressources qui sont ainsi gelées. Ce manque de ressources a obligé le Fonds Monétaire International de relever les quotas

du Fonds d'environ 47 % (les D.T.S. augmentent ainsi de 61 à 90 milliards) et d'étendre le rôle des accords généraux d'emprunts.

L'endettement global des pays en voie de développement dépassait 660 milliards de dollars au milieu de 1983, les pays de l'Amérique latine représentant à eux seuls près de la moitié de ce montant. Les intérêts de leur dette en 1983 égalaient pour l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique près de 50 % de leurs recettes d'exportations. Par ailleurs, les créances des 10 principales banques américaines sur ces 4 pays, le Vénézuéla et la Yougoslavie formaient, à la fin de 1982, 166 % de leurs capitaux et fonds propres.

De telles évolutions sont évidemment de nature à engendrer des tensions de plus en plus grandes. Même en ayant des moyens additionnels, le Fonds Monétaire International ne sera plus en mesure de jouer son rôle d'intermédiaire financier si les pays débiteurs ne montrent pas plus de rigueur dans la gestion de leur dette. Ces ressources nouvelles ne serviront alors qu'à accentuer le cercle vicieux.

Dans un monde où le dollar et les taux d'intérêt sont hauts, il devient de plus en plus difficile de combler les dettes. En outre, beaucoup de pays débiteurs sont des exportateurs de produits de base; suite au ralentissement du commerce mondial, leurs recettes d'exportations ne suffisent plus à la fois à payer leur dette et à importer les produits nécessaires pour faire fonctionner leur économie. Si ce cercle vicieux n'est pas rompu, une crise financière internationale devient inévitable.

(1) Entre 1980 et 1982, plus de 20 pays ont dû négocier de tels arrangements; pour la seule année 1983, 29 pays ont procédé à cette opération pour un montant total de 68,8 milliards de \$.

En Europe, après de difficiles négociations, il a été procédé, le 21 mars 1983, au septième réalignement des taux pivots dans le S.M.E. (tableau 6). Déjà fin 1982, un nouveau réalignement était envisagé, mais des élections en mars en France et

en République fédérale n'ont pas permis un ajustement plus tôt dans l'année. De plus, la France voulait à tout prix éviter une nouvelle dévaluation, la troisième en deux ans et demi.

Tableau 6 — Réalignements des taux pivots dans le SME

En %.

Monnaies	24 septembre 1979	30 novembre 1979	23 mars 1981	5 octobre 1981	22 février 1982	14 juin 1982	21 mars 1983
FB/FL	0	+5	0	0	-8,5	0	+1,5
DKR	-2,9	0	0	0	-3	0	+2,5
DM	+2	+5	0	+5,5	0	+4,25	+5,5
FF	0	+5	0	-3	0	-5,75	-2,5
IRL	0	+5	0	0	0	0	-3,5
LIT	0	+5	-6	-3	0	-2,75	-2,5
HFL	0	+5	0	+5,5	0	+4,25	+3,5

Source : *Economie européenne*, n° 18, nov. 1983, p. 122.

Malgré certaines difficultés lors des négociations (2), des points positifs peuvent être soulignés. La réévaluation effective du Mark par rapport au Franc français atteint 8 %, pourcentage plus petit qu'à l'occasion des réalignements d'octobre 1981 et juin 1982. En outre, le gouvernement français a accepté de prendre certaines mesures d'accompagnement de nature à diminuer les tensions entre le

FF et le DM.

« Par rapport aux mouvements observés dans le système monétaire international, les variations nominales au sein du S.M.E. ont été plus modestes et plus cohérentes » (3). Le Système Monétaire Européen apparaît donc comme un îlot de stabilité dans un contexte monétaire mondial particulièrement instable.

(2) Comme ces négociations n'avaient pas abouti avant l'ouverture des marchés des changes le lundi 21 mars 1983, ceux-ci ont été fermés ce jour-là pour la première fois depuis la création du S.M.E.

(3) *Economie européenne*, n° 18, nov. 1983, pp. 127-128.

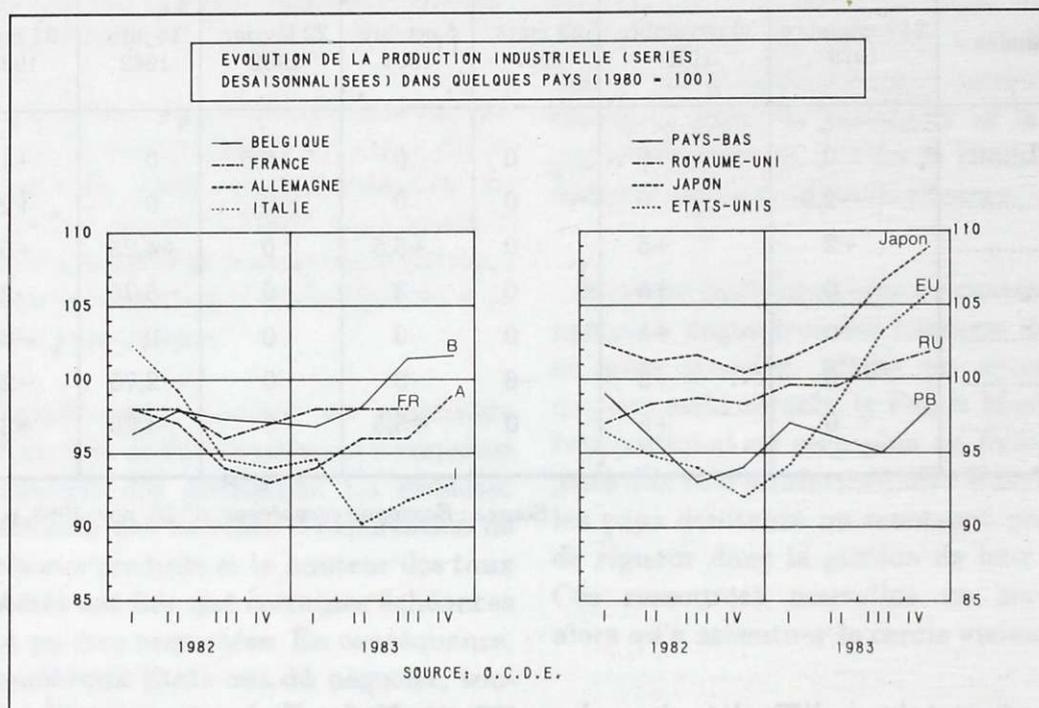
SYNTHÈSE 1

La reprise, qui se dessinait déjà aux Etats-Unis à la fin de 1982, a été amorcée et entraînée par la demande des consommateurs qui a augmenté de 6,5 % en 1983. Cette demande et l'influence américaine ont joué avec un certain retard et une moindre force au

Royaume-Uni et en République fédérale d'Allemagne.

Ce regain important d'activité ressort du graphique 1 présentant l'évolution de l'indice de la production industrielle.

Graphique 1



Au Japon, la demande intérieure a également, dès le second semestre, entraîné un redressement auquel la demande extérieure a aussi contribué de manière considérable.

La France, l'Italie, les Pays-Bas, soumis à des mesures de restriction, n'ont pu compenser que tardivement, par l'élargissement de leurs marchés extérieurs, l'affaiblissement de leur marché intérieur.

L'évolution des taux de change a été dominée en 1983, comme les deux

années précédentes, par l'appréciation du dollar. Son taux de change effectif arrive à un niveau de 40 % supérieur à celui du troisième trimestre de 1980.

Le système monétaire européen fonctionne comme une zone de stabilité dans un contexte monétaire mondial particulièrement instable.

La dette globale des pays en voie de développement et de plusieurs pays à économie planifiée d'Europe et d'Asie est estimée en 1983 à plus de 700 milliards de \$.

2. L'ÉCONOMIE BELGE EN 1983 : UN REDRESSEMENT MODÉRÉ

Analyser la situation économique en 1983 en n'énumérant que différentes grandeurs n'aurait pas mené à une compréhension claire de l'évolution réelle. Le choix s'est donc porté sur une répartition groupant les composantes qui ont contribué, dans une mesure plus ou moins grande, au redressement. Les composantes classiques du produit national brut et les autres grandeurs macroéconomiques, aussi bien dans le domaine réel que monétaire, ont été utilisées comme fil conducteur.

Quelque arbitraire qu'elle soit, une répartition en composantes fortes, faibles ou hésitantes donne la possibilité de situer certaines évolutions dans leur contexte spécifique. Les critères utilisés pour qualifier la composante sont en général son taux de croissance, ou bien sa variation annuelle en pour-cent et, dans certains cas, sa hauteur absolue. A cet égard, il ne faut pas oublier qu'un tel aperçu représente un instantané alors que par ailleurs, le temps réel continue de s'écouler.

2.1. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'interdépendance des différentes économies a nécessité la recherche, dans le domaine de la politique économique, d'actions mieux coordonnées. Une politique économique nationale et autonome est à peine pensable dans le monde actuel. Au sein de la C.E.E., la tendance est de plus en plus marquée vers une politique nationale et communautaire homogène.

A. COORDINATION INTERNATIONALE ET CONVERGENCE DES OBJECTIFS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La crise économique à laquelle est confrontée l'économie occidentale depuis

cette dernière décennie, a été caractérisée par des hausses de prix et par une croissance faible. A l'heure actuelle, il faut faire face à un chômage élevé, à des problèmes structurels liés au modèle industriel et, pour les finances publiques, à des déficits budgétaires importants ainsi qu'à un endettement toujours croissant.

En vue de s'attaquer à ces problèmes, une série de mesures de politique économique ont été élaborées au niveau européen et il a été insisté auprès des Etats membres de la C.E.E. pour que leur politique soit le reflet de ces objectifs. Il y a lieu de mener une politique anti-inflationniste mobilisant en même temps, en

faveur de l'investissement productif, les économies réalisées. La politique budgétaire devrait être axée sur une contraction des déficits budgétaires par le biais d'une réduction des dépenses publiques. Il faudrait établir une politique des prix et des revenus, dans laquelle l'évolution des salaires et des prix ne soit pas de nature à compromettre la position concurrentielle et la rentabilité des entreprises. La politique de l'emploi devrait tenir compte des modifications structurelles qui caractérisent le marché du travail. La politique commerciale devrait être orientée vers la suppression des obstacles, surtout non tarifaires, au sein du marché de la C.E.E.

B. LES OBJECTIFS ET LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN BELGIQUE

Comme la plupart des petites économies ouvertes, la Belgique s'attache à poursuivre principalement les objectifs européens proposés, avec cependant les accommodements nécessaires. Il va de soi que le dosage de ces mesures appartient au pouvoir national.

En 1983 également, le gouvernement a pu disposer de « pleins pouvoirs » (1). A cet égard, ses intentions étaient de poursuivre ses efforts en vue d'éliminer les déséquilibres fondamentaux de l'économie belge.

a. *La politique des revenus et des prix*

La politique des revenus constitue, depuis 1982, la pierre angulaire de l'action gouvernementale de redressement économique et financier. Elle vise essentiellement la modération salariale

afin d'aligner les coûts salariaux sur ceux des principaux concurrents de la Belgique.

En 1982, la liaison automatique des salaires à l'indice des prix à la consommation était remplacée par un système d'indexation forfaitaire : les rémunérations augmentaient d'un montant correspondant à l'indexation du salaire minimum lors du franchissement de l'indice-pivot; compte tenu de la structure des salaires, 52,5 % seulement de la masse salariale était restée indexée. A la suite de l'échec des négociations sur un accord national, cette formule fut encore maintenue pendant une partie de l'année. Au premier septembre 1983 cependant, après deux indexations forfaitaires, l'indexation proportionnelle fut à nouveau appliquée; toutefois, les adaptations s'effectuent désormais lorsque la moyenne mobile sur quatre mois de l'indice des prix dépasse l'indice-pivot (2).

Par ailleurs, une loi permet que le retour à l'indexation proportionnelle dépende de « la norme de compétitivité », valable pour 1983 et 1984, selon laquelle les coûts du travail par rapport à la moyenne de l'année précédente ne peuvent augmenter dans une plus forte mesure que la moyenne pondérée de ceux des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique (3).

D'autres dispositions particulières limitent les revenus de certaines catégories de la population. Pour les agents de l'Etat, également soumis à la même procédure d'indexation, il faut mentionner le report à l'exercice 1984 de la prime de fin d'année et la reconduction du prélèvement de solidarité jusqu'à fin 1984. Les

(1) Loi du 6 juillet 1983; M.B. du 8 juillet 1983.

(2) Il faut souligner que la composition de l'index lui-même est modifiée; le nouvel indice entre en vigueur le 1 janvier 1984.

(3) Loi du 11 avril 1983; M.B. du 16 avril 1983.

honoraires des médecins sont limités à leur niveau du 1^{er} janvier 1983.

Le blocage sélectif des prix fut prolongé jusqu'à la fin de 1983 et la croissance des loyers maintenue à 6 % pour 1983.

b. L'équilibre budgétaire

Ainsi que l'année précédente, des efforts ont été effectués pour contrôler l'augmentation des dépenses publiques en 1983. La politique de modération a donc été poursuivie, avec comme principal objectif pluriannuel, la réduction du besoin de financement de l'Etat à 7 % du P.I.B. en 1985.

En mars 1983, le gouvernement constatait sur base de l'évolution récente que le déficit budgétaire dépasserait de 52,4 milliards le montant de 443 milliards prévu au projet de budget déposé en octobre 1982. Des mesures furent prises afin de diminuer les dépenses de 39,4 milliards (entre autres report de la prime de fin d'année des agents de l'Etat) et d'augmenter les revenus (entre autres majoration des cotisations sociales de 6 milliards de francs et relèvement de la cotisation d'assurance chômage portée temporairement de 0,87 à 2,87 %).

c. La politique de l'emploi

La politique de l'emploi menée par le gouvernement en 1983 reste axée essentiellement sur l'allégement des coûts et charges des entreprises, selon le schéma classique d'amélioration de la rentabilité, des investissements et donc de l'emploi.

Le dispositif utilisé a été la modération salariale, complétée en 1983 par un dispositif d'embauche compensatoire (voir chapitre 2.3.1. : l'emploi) et d'autres formes de réduction ou d'aménagement du temps de travail ainsi que la création directe d'emploi par les pouvoirs publics (troisième circuit de travail, stages des jeunes) et des incitations fiscales à la création d'emplois (entre autres exonération ou réduction de la cotisation patronale à la sécurité sociale).

Le chiffrage des résultats obtenus en 1983 par ces mesures est délicat en l'absence de données exhaustives. L'embauche compensatoire devrait concerner 30.000 à 40.000 personnes; le travail à temps partiel s'étend indéniablement tandis que le troisième circuit de travail concerne environ 15.000 personnes. Les exonérations de sécurité sociale auraient contribué à la création d'environ 5.000 emplois.

2.2. LES COMPOSANTES FORTES

2.2.1. LE COMMERCE EXTÉRIEUR (1)

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

Grâce à l'amélioration de la capacité concurrentielle des entreprises, provoquée par la dévaluation du franc belge de février 1982 ainsi que par les mesures qui l'ont accompagnée et malgré la stagnation du commerce international pendant une partie de l'année écoulée, les exportations de l'U.E.B.L. sont demeurées soutenues jusqu'après la période de vacances; elles ont bénéficié en outre de l'appui provenant de la forte croissance de l'économie américaine ainsi que du climat favorable qui s'est développé dans certains pays européens. Les données relatives aux mois de septembre et d'octobre indiquent cependant qu'elles connaissent un certain flottement.

Pour les dix premiers mois de 1983, les ventes à l'étranger atteignent un montant de 2 157,4 milliards de francs (2). Leur augmentation est de 9,4 % en valeur par rapport à la période correspondante de 1982, ce qui équivaut à une hausse en volume de 2,5 % et à un accroissement des prix de 6,8 %. Pour les huit premiers mois de 1983, l'expansion réelle atteignait encore 4,8 %; elle se chiffrait à 3,2 % pour les trois premiers trimestres. Il est difficile de dire dès à présent si ce ralentissement sensible traduit un réel essoufflement de l'effort à l'exportation ou s'il ne reflète que certaines difficultés passagères nées des grèves de septembre et d'octobre. En effet, les enquêtes de la Banque Nationale de la fin de l'année indiquaient que la demande en provenance de l'étranger demeurait ferme.

Tableau 7 — Indices du commerce extérieur de l'U.E.B.L. 1983

Variations en %, 1983 sur 1982, 10 mois

Catégories de biens	Importations			Exportations		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Matières premières et auxiliaires	3,6	9,1	13,2	6,0	6,1	12,4
Biens d'équipement	-8,1	11,9	2,8	-2,3	3,7	1,3
Biens de consommation durables	-0,1	10,1	10,0	8,6	13,3	23,0
Biens de consommation non durables	-4,7	4,9	- 0,3	3,6	6,4	10,2
<i>Total ...</i>	-4,3	7,9	3,5	2,5	6,8	9,4

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(1) Lorsque cette partie fut rédigée, les données relatives à l'année entière n'étaient pas encore disponibles; dès que ce sera le cas, un aperçu de l'évolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. sera publié dans : *Aperçu trimestriel de l'évolution économique*, Direction générale des Etudes et de la Documentation, Ministère des Affaires économiques.

(2) A titre de comparaison, les exportations s'étaient élevées à 1 971,3 milliards pour les dix premiers mois de 1982, en hausse de 16,7 % par rapport à la même période de 1981.

Les importations de l'U.E.B.L., au terme des dix premiers mois de l'année, se sont chiffrées à 2 268,4 milliards de francs (3). Elles ont crû de 3,5 % en valeur par rapport à la période correspondante de l'année précédente; cet accroissement cache en fait une diminution du volume importé de 4,3 % et une hausse des prix moyens à l'importation de 7,9 %. Pour les huit premiers mois de l'année, leur décroissance réelle atteignait 5,4 %; elle fut réduite à 5,2 % pour les trois premiers trimestres (tableau 7).

Une inversion des évolutions en volume, aussi bien pour les exportations que pour les importations, s'est donc produite avec une certaine ampleur durant les deux derniers mois pour lesquels des données sont disponibles.

Du tableau 7 ci-avant, il apparaît que toutes les catégories de biens, à l'exception de ceux d'équipement, participent à l'augmentation en volume des exportations; la croissance est même relativement importante pour ce qui concerne les biens de consommation durables. A l'importation, seules les matières premières et auxiliaires haussent en volume. La diminution des achats de biens de consommation, insignifiante pour les biens durables (4), plus importante pour les non durables, reflète le recul de la consommation privée et pourrait éventuellement traduire une substitution entre produits importés et produits indigènes. La baisse des biens d'équipement marque l'évolution négative des investissements dans le pays.

B. RÉPARTITION PAR BRANCHES D'ACTIVITÉ

Le tableau 8 indique l'évolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. pour les

branches d'activité N.A.C.E.-C.L.I.O. au cours des dix premiers mois de 1983. Il permet de constater que quatre branches ont accru leurs ventes à l'extérieur plus rapidement que la moyenne.

La branche *textile et habillement*, dont la hausse de la production fut très rapide, réalise la croissance la plus forte; elle est due aux tapis (+15,2 %), aux tissus et produits de la filature (+12,9 %), à la bonneterie et tricots (30 % mais son importance globale est faible) ainsi qu'aux autres produits. Par contre, les articles d'habillement n'augmentent que faiblement (+6,3 %). Un an auparavant, la branche dans son ensemble avait réalisé une performance identique à celle de l'année écoulée mais sensiblement inférieure à la moyenne de 1982.

Les *autres industries* progressent sous l'impulsion principale des produits de la récupération (+19,5 %), des caoutchoucs et plastiques (+15,5 %), des bois et meubles (+15,2 %) et de l'orfèvrerie et diamants taillés (+12 %). Le papier cependant apparaît plus faible (+6,3 %).

Comme en 1982, les *produits métalliques et électro-techniques* sont demeurés bien orientés sous l'impulsion des véhicules et moteurs automobiles (+18,9 %) dont la hausse toutefois est en recul par rapport à 1982 (+26,9 %). Les machines industrielles et agricoles augmentent moins rapidement que la moyenne (8,2 %) cependant que les autres moyens de transport régressent considérablement (-12 %) alors qu'ils avaient connu une remarquable augmentation en 1982 (+27,1 %). Les installations et fournitures électriques connaissent une croissance (+9,9 %) plus rapide qu'en 1982 (+7,0 %) et quelque peu plus élevée que la moyenne, ce qui n'était pas le cas il y a un an.

(3) Au terme des dix premiers mois de 1982, les importations atteignaient un montant de 2 191,1 milliards, en augmentation de 14,8 % par rapport à la période correspondante de 1981.

(4) Pour les huit premiers mois, elle atteignait cependant 1,2 %.

En 1982, toutes les sous-branches du secteur chimique, à l'exception des matières synthétiques et artificielles, avaient participé à la hausse : en 1983, seuls la pétro- et la carbochimie, les produits pharmaceutiques, les produits chimiques destinés à l'industrie et à l'agriculture ainsi que les autres produits connaissent des taux de croissance importants (13,5 % environ pour les deux premières rubriques, 16,5 % environ pour les deux autres). Par contre, les matières synthétiques et artificielles (+2,7 %), la chimie de base (+6,1 %) et les produits d'hygiène et domestique (+5,8 %) sont demeurés à la traîne.

Pour ce qui concerne les autres branches, il y a lieu de mentionner :

- le recul des *produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche* dû à la chute des produits végétaux (-8,2 %) alors que ceux-ci avaient augmenté de près de 22 % en 1982;
- la tenue modeste des *produits minéraux*, tout comme en 1982, due à la faiblesse des produits C.E.C.A. (+3,8 %) et aux métaux non ferreux (+3,0 %) que ne parviennent pas à contrebalancer les tubes en acier (+20,6 %), principalement destinés à l'U.R.S.S., et les matières non métalliques (+11,6 %);

Tableau 8 — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. par branches d'activité 1983

10 mois

Branches d'activité NACE-CLIO	Importations			Exportations			Solde (10 ⁹ F)
	Val. abs. (10 ⁹ F)	Ecart en % (a)	Impor- tance rel.	Val. abs. (10 ⁹ F)	Ecart en % (a)	Impor- tance rel.	
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	140,9	- 0,2	6,2	54,2	- 3,0	2,5	- 86,7
Energie	405,7	-12,2	17,9	184,5	3,8	8,6	-221,2
Prod. minéraux	264,3	10,8	11,6	359,9	6,5	16,7	95,6
Prod. chimiques	255,9	10,8	11,3	333,9	11,4	15,5	78,0
Prod. métalliques et élec- tro-techniques	587,7	6,6	25,9	571,8	11,9	26,5	- 15,9
Industries alimentaires	130,3	- 0,8	5,7	160,0	5,1	7,4	29,7
Textile et habillement	128,8	7,0	5,7	152,0	13,2	7,0	23,2
Autres industries	354,8	12,5	15,7	341,0	12,8	15,8	- 13,8
<i>Total ...</i>	2 268,4	3,5	100,0	2 157,4	9,4	100,0	-111,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Par rapport à la période correspondante de 1982.

— le faible comportement, par rapport à 1982, des industries alimentaires

causé par la chute de 8,7 % des exportations de lait.

La faible croissance des importations est essentiellement causée par le recul important des achats à l'étranger de produits énergétiques et en particulier de produits pétroliers (-14,9 %) mais également de houille (-27,3 %) alors qu'en 1982, ces deux rubriques avaient augmenté de 15,5 % et 36,5 % respectivement. De plus, une diminution des produits importés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche due aux produits végétaux (-3,5 %) ainsi que des industries alimentaires, causée par la viande (-1,7 %) et le lait (-14,1 %), doit être également mentionnée.

Pour ce qui concerne les autres branches, des taux de croissance largement supérieurs à la moyenne sont notés (tableau 8). Les hausses les plus importan-

tes proviennent des métaux non ferreux (+18,9 %), des produits pharmaceutiques (+20,1 %), des matières synthétiques et artificielles (+20,4 %) et de l'orfèvrerie et diamants taillés (+23,9 %).

C. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau 9 donne un aperçu de la répartition géographique du commerce extérieur. D'une part, il convient de remarquer les taux de croissance importants des ventes aux Etats-Unis, au Japon ainsi qu'à l'U.R.S.S. et de manière générale aux pays à commerce d'Etat. Pour ce qui concerne plus spécialement les pays de la C.E.E., une faible croissance ou un recul des exportations vers les pays dont l'économie est faible (France, Italie) sont notés, cependant qu'à destination des

Tableau 9 — Répartition géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L. 1983

10 mois

Pays ou groupes de pays	Importations			Exportations			Solde (10 ⁹ F)
	Val. abs. (10 ⁹ F)	Ecart en % (a)	Imp. relat.	Val. abs. (10 ⁹ F)	Ecart en % (a)	Imp. relat.	
C.E.E.	1 528,3	10,6	67,4	1 519,6	9,2	70,5	- 8,7
dont Pays-Bas	416,7	7,6	18,4	307,7	9,0	14,3	-109,0
France	325,8	7,9	14,4	396,0	3,9	18,4	70,2
R.F.A.	479,5	9,2	21,2	464,7	15,4	21,6	- 14,8
Italie	86,3	9,4	3,8	99,1	- 0,3	4,6	12,8
Royaume-Uni	193,2	26,8	8,5	212,0	11,5	9,8	18,8
U.R.S.S.	50,0	- 3,7	2,2	26,7	34,4	1,3	- 23,3
Etats-Unis	143,5	- 8,0	6,3	112,1	29,8	5,2	- 31,4
Japon	48,6	15,9	2,2	15,1	21,2	0,7	- 33,5
Arabie Saoudite	23,0	-79,0	1,0	26,9	11,2	1,3	3,9
Hong Kong, Taïwan, Corée du Sud	14,2	-14,6	0,6	17,3	- 9,3	0,8	3,1
Pays industrialisés	1 938,7	9,4	85,4	1 844,7	9,7	85,5	- 94,0
P.V.D.	256,9	-25,7	11,3	238,2	4,8	11,0	- 18,7
Pays à commerce d'Etat	71,3	- 1,3	3,1	54,1	32,8	2,5	- 17,2

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Par rapport à la période correspondante de 1982.

pays où un redressement de l'activité s'est produit (R.F.A., Royaume-Uni), les ventes augmentent mais à un taux moindre qu'en 1982. D'autre part, aucune modification importante n'apparaît en 1983 dans la répartition géographique des exportations par grandes catégories de pays, les pays en développement perdant une modeste partie de leur importance relative au profit des pays tiers industrialisés.

A l'importation, une modification importante apparaît dans la structure géographique : la part des pays industrialisés passe en un an de 80,9 % du total à 85,4 %; ce mouvement se produit au détriment des pays en développement dont l'importance relative chute de 15,8 % à 11,3 %. Les importations de produits pétroliers sont à l'origine de cette évolution : ainsi, les achats à l'Arabie Saoudite se contractent de près de 80 %.

D. BALANCE COMMERCIALE

Entre les dix premiers mois de 1982 et la période correspondante de 1983, le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. s'est fortement contracté, passant de 220,1 milliards à 111 milliards.

Ce résultat favorable est causé en ordre principal par la réduction importante du solde négatif de la branche *énergie* (-221,2 milliards contre -284,4 milliards) et en particulier des produits pétroliers (-133 milliards contre -196 milliards) et de celui des produits métalliques et électro-techniques (-15,9 milliards contre -40,2 milliards) dû à l'apparition d'un boni (7,8 milliards) pour les véhicules et moteurs automobiles (-2,9 milliards en 1982) et à la réduction du déficit des installations et fournitures électriques (-2,5 milliards contre -8,7 milliards).

Une amélioration du solde positif se produit pour les textiles et l'habillement

(+23,2 milliards contre +14,0 milliards) causée par les tapis et les tissus, les industries alimentaires (+29,7 milliards contre +20,9 milliards) et les produits chimiques (+78 milliards contre +68,9 milliards) due principalement à la pétro- et carbochimie ainsi qu'aux produits destinés à l'industrie et à l'agriculture.

Une détérioration du solde positif apparaît dans les produits minéraux (95,6 milliards contre 99,4 milliards) entraînée par l'accroissement du déficit des métaux non ferreux (-22 milliards contre -3 milliards), lequel n'est pas compensé par l'apparition de surplus plus importants qu'en 1982 dans les autres sous-branches.

Enfin, deux branches connaissent une faible dégradation de leur solde négatif :

- les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (-86,7 milliards contre -85,3 milliards);
- les autres industries (-13,8 milliards contre -13,2 milliards); l'orfèvrerie et les diamants taillés voient apparaître un solde négatif (-9 milliards contre +4,7 milliards).

Le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les pays tiers industrialisés dans leur ensemble ne s'est guère alourdi (-94 milliards contre -89,5 milliards); cependant, en leur sein, des modifications sont apparues puisque les échanges avec les pays d'Europe occidentale présentent désormais un solde négatif de 17,9 milliards contre un surplus de 27,4 milliards en 1982; il est dû aussi bien aux pays de la C.E.E. - légère aggravation du déficit avec les Pays-Bas et diminution du surplus vis-à-vis de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni que ne compense pas la réduction du solde négatif avec la R.F.A. - qu'aux autres. Par contre, les échanges avec l'Amérique du Nord affichent en 1983 un solde plus favorable qu'un an auparavant (-35,3 milliards contre -77,6 milliards) et en particulier

avec les Etats-Unis (-31,4 milliards contre -69,6 milliards).

La contraction du déficit commercial de l'U.E.B.L. provient en conséquence non seulement de la baisse du solde négatif des échanges avec les pays à commerce d'Etat (-17,2 milliards contre -31,5 milliards) mais surtout de la réduction de celui vis-à-vis des pays en développement (-18,7 milliards contre -118,6 milliards) et en particulier de ces pays producteurs de pétrole.

Les termes de l'échange en prix ont poursuivi leur lente dégradation : l'indice passe en effet de 85,8 en 1982 à 84,9 en 1983. Toutefois, la hausse des exportations et la baisse des importations en volume ont plus que contrebalancé cette dégradation résultant de l'affaiblissement du cours du franc belge sur le marché réglementé. Le coefficient de couverture des importations par les exportations monte de 90 en 1982 à 95,1 en 1983.

Pour ce qui concerne la balance des paiements, il y a lieu de remarquer que le déficit des opérations courantes a été ramené de 101,5 milliards de francs pour les trois premiers trimestres de 1982 à 20,6 milliards pour la même période en 1983. Le déficit des transferts s'est légèrement contracté (-41,5 milliards contre -45,4 milliards) cependant que celui des transactions sur biens et services (-56,1 milliards) faisait en 1983 place à un surplus (+20,9 milliards), dû pour la plus grande partie à la diminution sensible du solde négatif des transactions sur marchandises causée principalement par la croissance très lente des paiements des importations.

E. COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité est la capacité d'écouler des biens et services nationaux sur les

marchés intérieurs et extérieurs à des prix qui couvrent les coûts et autorisent une marge bénéficiaire suffisante pour financer les investissements et justifier la continuation de l'activité.

La compétitivité est donc la condition essentielle pour le développement du produit national, de l'emploi, de l'équilibre de la balance des paiements.

A l'encontre de l'évolution au cours des années soixante et au début des années septante, la compétitivité belge semble s'être détériorée, au vu de la comparaison internationale de l'expansion économique, de l'emploi, du solde du commerce extérieur, du taux de change qui a notamment exigé la dévaluation du FB en 1982.

C'est pourquoi le Gouvernement a axé le premier volet de son programme de redressement sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Cependant, la notion même de compétitivité est difficile à cerner, notamment sur le plan quantitatif. Et les résultats des estimations peuvent différer selon la source et l'usage qu'on veut en faire.

Vu l'absence de statistiques complètes et indiscutables en la matière et vu la nécessité de faire des comparaisons internationales sur base d'une méthodologie commune et neutre, une appréciation très générale de l'évolution a été faite à partir du calcul de l'O.C.D.E., donnant l'évolution, pour 15 pays, de trois indicateurs jugés par l'Organisation comme une indication imparfaite mais valable de l'évolution relative de la compétitivité. Les trois indicateurs retenus sont les indices du coût unitaire de la main-d'œuvre, de la valeur moyenne des exportations des produits manufacturés et des prix à la consommation. Chacun des indices d'un pays donné a été rapporté à la moyenne pondérée des indices correspondants des 14 autres pays (tableau 10).

Tableau 10 — Mesures de la situation concurrentielle de la Belgique comparée à 14 pays de l'O.C.D.E. 1970-1983 (a)

1980=100, sur base d'une monnaie commune

Années	Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière	Valeur moyenne des exportations de produits manufacturés	Prix à la consommation
1970	98,6	95,3	92,5
1971	99,3	91,2	90,9
1972	101,6	93,5	92,9
1973	99,6	96,2	93,0
1974	101,9	102,2	95,1
1975	103,6	94,8	97,8
1976	103,3	94,2	100,4
1977	107,8	93,8	104,7
1978	105,7	95,5	105,8
1979	102,5	98,3	104,0
1980	100,0	100,0	100,0
1981	91,5	93,0	94,0
1982	77,6	88,4	85,4
1983	72,9	86,9	84,4

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*.

(a) Une baisse signifie une amélioration de la situation vis-à-vis des 14 autres pays.

Après avoir augmenté de 1970 à 1977, le coût unitaire relatif de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière a baissé par rapport à la moyenne des 14 autres pays de l'O.C.D.E. retenus pour la comparaison, en faveur donc de la compétitivité des entreprises. Cette évolution a été influencée par la dévaluation du FB et la réévaluation d'autres monnaies, par l'accroissement de la productivité et par la modération salariale. Une évolution analogue, mais moins prononcée, est reflétée par les deux autres indices.

Pour les trois séries, le gain est moins prononcé en 1983, en dépit des mesures

prises, ce qui peut être un signe de retournement et un avertissement.

En outre, la perte de vitalité de l'économie belge, mesurée sur base de la balance des opérations courantes avec l'étranger, n'est pas uniquement due à l'évolution de la compétitivité exprimée en indices relatifs, mais aussi au dynamisme des entreprises, aux rigidités de l'appareil administratif au niveau des entreprises, des pouvoirs publics et des échanges internationaux, ainsi qu'à des éléments structurels, tels que le vieillissement de l'appareil industriel.

2.2.2. LA PRODUCTION

Afin de fournir une image suffisamment nuancée de l'évolution de la production industrielle, la présente section offre d'abord un aperçu général et régional de celle-ci et ensuite un examen par secteur; enfin, les résultats des enquêtes de conjoncture effectuées par la Banque Nationale complètent et corroborent l'analyse.

A. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE GLOBALE (SANS LA CONSTRUCTION) (1)

Depuis le début de la crise économique en 1975, la production industrielle s'est située à un niveau très bas. A la croissance systématique de 3 à 4 %, caractéristique de la période 1958-1974, succède en 1975 une forte détérioration qui n'a pu être rattrapée qu'en 1978. Le premier mouvement favorable de la conjoncture ne se produit qu'en 1979, lorsque la production progresse de presque 5 %; pendant les deux années suivantes cependant, elle se remet à fléchir; en 1981, elle ne dépassait plus que de 1 % le niveau atteint en 1974 et en 1982, elle continuait à stagner au même niveau qu'un an auparavant.

En 1983, et pour la première fois depuis le mini-sommet conjoncturel de 1979, une nouvelle avance était notée, l'accroissement oscillant entre 2 et 3 %. Comme les données concernant la deuxième partie de

l'année et surtout le quatrième trimestre sont provisoires, il n'est pas possible de fournir des chiffres précis quant au résultat de l'année. La même incertitude règne également pour la plupart des données relatives aux différents secteurs.

Par rapport aux résultats de la production depuis 1974, l'évolution en 1983 peut être qualifiée de très favorable, puisqu'en août et septembre, l'indice désaisonnalisé s'est rapproché du sommet conjoncturel de 1979 et que la moyenne annuelle de la production industrielle dépasse de quelque 3 % celle de 1974 (tableau 11). Comparée avec la période de croissance continue d'avant 1974, 1983 demeure néanmoins une année de faible conjoncture : à cette époque en effet, les « récessions » étaient caractérisées par un taux de croissance qui est à présent celui de 1983, tandis que le terme « conjoncture favorable » signifiait une progression aux alentours de 7 %.

Il est cependant indéniable qu'un revirement s'est produit au cours de l'été 1983. La production avait, certes, déjà quelque peu progressé durant les premiers mois de l'année, mais il s'agissait plutôt d'une croissance limitée, ne compensant que très lentement le fléchissement entamé pendant l'automne de 1982. Dès le mois de juin, la production s'est accélérée et en août également les résultats ont été exceptionnellement bons.

(1) La construction est traitée au chapitre « Investissements ».

Tableau 11 — Indices de la production industrielle 1974-1975 et 1975-1983

1970=100

Branches d'activité	Moyennes annuelles							1983 (corrige des variations saisonnières) Ecart en pour-cent par rapport au trimestre correspondant de 1982 (a)			
	1974	1975	1979	1980	1981	1982	1983 (a)	I	II	III	IV
	Indice général (non compris la construction)	120,0	108,4	125,9	124,3	121,0	121,3	123,9	+ 0,9	+ 0,2	+ 3,0	+ 0,5
Indice général (y compris la construction) ...	115,9	106,4	113,7	113,7	107,1	106,3	103,8	- 2,3	- 0,6	+ 3,0	- 0,2
Indices par genre d'affectation de la production											
Matières premières et biens intermédiaires	118,8	103,3	125,1	123,4	118,5	116,4	117,9	+ 0,5	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,0
Biens de consommation non durables	119,1	112,4	125,4	125,2	126,4	130,7	133,3	- 0,4	+ 0,5	+ 3,6	- 0,7
Biens de consommation durables	122,7	116,4	121,7	120,9	117,8	121,2	124,1	+ 0,9	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1
Biens d'investissement (y compris la construction)	122,5	118,4	132,8	128,5	124,1	126,7	130,5	+ 1,4	+ 0,7	+ 3,7	- 1,3
Construction	98,6	97,0	69,9	73,2	60,6	58,2	47,2	- 13,3	- 6,0	- 0,7	- 1,0
Industries extractives	74,7	69,4	53,2	55,5	51,5	51,8	48,9	- 1,3	- 9,3	+ 2,3	+ 2,6
Charbonnages	65,6	58,1	39,7	40,7	38,4	39,6	37,1	- 2,9	- 12,7	+ 4,3	+ 2,8
Carrières	103,9	113,2	111,0	121,9	107,7	101,2	96,3	+ 5,7	- 5,7	- 1,9	+ 10,6
Industries manufacturières	122,8	110,9	130,4	128,5	125,2	125,4	128,4	+ 1,1	+ 0,7	+ 2,8	+ 0,3
Industrie alimentaire et boissons	121,0	119,4	130,1	132,4	137,5	144,8	145,9	- 2,5	+ 1,6	+ 2,7	- 4,1
Industrie du tabac	124,8	124,6	120,3	120,9	123,9	130,0	131,3	+ 2,5	+ 2,1	- 4,0	+ 8,6
Industrie textile	100,9	86,0	87,5	90,4	87,8	87,3	93,3	+ 5,7	- 1,7	- 0,8	+ 5,9
Confection et chaussures	115,6	110,9	95,8	92,9	90,1	92,5	94,0	+ 2,4	- 3,5	+ 4,6	- 1,3
Bois	162,4	154,1	165,5	177,6	174,1	176,0	172,8	- 1,5	- 1,5	- 2,7	+ 2,7
Papier et carton	122,2	103,3	123,3	122,4	123,9	124,9	129,1	+ 2,6	0,0	- 0,3	+ 6,0
Chimie et caoutchouc	141,9	121,2	162,1	153,7	155,1	158,3	165,9	+ 2,0	+ 0,3	+ 6,0	+ 1,2
Raffineries de pétrole	101,2	95,0	110,8	107,2	93,3	75,3	66,9	- 5,0	- 1,1	+ 1,2	+ 6,5
Produits minéraux non métalliques	108,0	95,3	111,6	111,5	97,5	91,0	86,7	- 2,7	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2
Métallurgie de base	121,6	89,3	113,5	108,1	102,4	92,8	93,3	+ 4,2	- 1,8	+ 4,6	+ 8,1
Fabrications métalliques	118,1	113,4	133,2	129,4	125,3	127,6	131,5	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,6	- 0,4
Ouvrages en métaux non mécaniques	111,2	110,9	125,0	125,7	118,9	119,0	120,9	+ 0,3	- 0,6	+ 3,7	- 0,1
Machines non électriques et mécanique fine	122,0	119,4	129,7	124,7	121,0	114,9	113,6	- 0,7	+ 5,4	+ 0,1	+ 3,0
Matériel de transport	115,5	122,8	179,0	168,2	172,9	191,2	203,9	+ 2,7	+ 6,4	- 4,5	- 1,1
Machines et appareils électriques	128,0	115,3	129,3	126,7	117,5	118,3	124,1	+ 0,1	+ 1,8	+ 5,7	- 5,3
Electricité	135,6	129,0	163,4	162,3	166,6	165,6	172,4	- 0,6	+ 5,2	+ 4,3	- 4,9

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques. I.N.S. et D.G.E.D.

En septembre et octobre, la production n'a pu se maintenir, mais son niveau est demeuré nettement plus élevé qu'au cours des premiers mois de l'année; elle s'est stabilisée ensuite en novembre et décembre.

L'impulsion principale provient essentiellement du redressement des exportations, conséquence d'une meilleure compétitivité de l'économie belge et de la reprise à l'étranger. Ceci n'apparaît toutefois de manière évidente que pour les données relatives aux secteurs du matériel de transport et du textile.

Le regroupement des données de la production selon la destination des biens montre que l'amélioration conjoncturelle est moins que par le passé basée sur le cycle des stocks. L'indice des matières premières et des produits intermédiaires a progressé moins rapidement qu'attendu dans une telle phase de la conjoncture. Cette production n'a augmenté que de 1 %, ce qui n'a même pas suffi à récupérer le recul de 2 % environ de l'année antérieure. A titre de comparaison, cette donnée avait crû de presque 6 % au cours de la reprise de 1979.

La balance énergétique présente quelques caractéristiques importantes. La consommation primaire d'énergie a diminué en 1983 de 5 %, retombant ainsi au

niveau d'avant les années septante. Cette diminution a affecté les sources énergétiques dont la part dans la consommation totale est la plus grande : le pétrole (-12 %) et les combustibles solides (-15 %). De ce fait, le profil de la consommation s'en est trouvé plus diversifié (tableau 12).

La diminution de la part du pétrole dans la consommation globale d'énergie primaire la rapproche de 40 % contre 60 % en 1972 et rencontre ainsi l'un des objectifs les plus importants de la C.E.E.

En 1983, la consommation de gaz naturel a augmenté de 6 % par rapport à 1982, à la suite principalement de l'accroissement des fournitures aux centrales électriques (voir plus loin); toutes les autres livraisons (secteur industriel, vente par le truchement de la distribution publique) n'ont guère changé.

La part de l'énergie nucléaire dans la balance énergétique primaire est importante. Elle s'approche de 15 %, soit le taux envisagé seulement pour la période suivant la mise en marche des deux centrales — Doel IV et Tihange III — en construction. Ce résultat a pu être atteint grâce à l'excellente utilisation des unités nucléaires en fonction et à l'évolution négative de la consommation globale d'énergie primaire.

Tableau 12 — Consommation apparente brute d'énergie primaire 1979-1983

1 000 t.e.p., % du total

Sources d'énergie	1979	%	1980	%	1981	%	1982	%	1983	%	1983 — 1982
Combustibles solides	10 963	22,3	11 288	24,0	11 197	25,2	10 827	25,6	9 190	22,9	-15
Pétrole	25 363	51,7	23 304	49,6	20 692	46,5	19 723	46,7	17 400	43,3	-12
Gaz naturel	10 350	21,1	9 902	20,0	9 133	20,5	7 539	17,8	7 975	20,0	+ 6
Energie nucléaire	2 575	5,2	2 982	6,3	3 093	7,0	3 794	9,0	5 400	13,4	+42
Autres (a).....	-147	-0,3	-429	-0,9	364	0,8	376	0,9	195	0,5	-
<i>Total ...</i>	49 104	100,0	47 047	100,0	44 479	100,0	42 259	100,0	40 160	100,0	- 5

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité.

Jusqu'en 1983, la production de matières premières et de produits intermédiaires était inférieure de 1 % à celle de 1974, cependant que la production industrielle totale croissait de près de 4 % entre 1974 et 1983. Il s'agit là de l'indication d'une évolution structurelle favorable, puisque la part relative de ce groupe de marchandises moins élaborées accuse un net recul dans l'ensemble de la production.

La plus forte croissance au cours de cette décennie a été enregistrée par les biens de consommation non durables, dont l'indice dépasse en 1983 de quelque 11 % celui de 1974. En 1983, la progression de ce groupe de biens a cependant été plutôt limitée (+2 %), alors qu'au cours de l'année précédente, il avait connu une avance relativement forte. C'est probablement le seul groupe de biens dont le niveau de production a subi très nettement l'influence de la demande intérieure des ménages. Indéniablement, les ventes ont été influencées favorablement par la dévaluation, bien que son incidence principale soit apparue surtout pendant les deuxième et troisième trimestres de 1982. Par la suite, la production a stagné jusqu'à la forte remontée durant le troisième trimestre de 1983, qui a conduit à un sommet assez élevé, lequel n'a pas pu être maintenu pendant les derniers mois de l'année.

Entre 1974 et 1983, la production de biens de consommation durables ne s'est accrue que dans une très faible mesure (+2 %). Ce groupe de biens a, dès le début des années septante, enregistré le plus net fléchissement de la demande, la plupart des ménages disposant déjà de ces produits sur lesquels l'expansion des années soixante était en majeure partie basée (voiture, appareils ménagers, mobilier, etc.) et le marché ne servant plus qu'à leur remplacement. En conséquence,

jusqu'il y a quelques années, leur production a été inférieure à celle de 1974. En 1982 et 1983 par contre, une croissance relativement importante de la production a été notée, mais elle semblait surtout la conséquence d'une forte progression de l'assemblage automobile, non pas sous l'effet d'un quelconque développement conjoncturel mais plutôt sous celui d'investissements considérables par des entreprises multinationales du secteur automobile dans quelques usines belges d'assemblage.

La production de biens d'investissement a dépassé, en 1983, de presque 7 % celle de 1974. Par rapport à 1982, l'accroissement a été de 3 %, poursuivant ainsi l'amélioration limitée de 1982 par rapport à 1981 (+2 %). Compte tenu du bas niveau des investissements dans l'industrie belge, il est évident que la croissance de ce groupe de biens doit être attribuée quasi intégralement à l'amélioration des exportations.

Au niveau régional, certaines évolutions divergentes apparaissent. Dans la région flamande, l'indice de la production industrielle, en forte augmentation (+4 %), dépasse de 18 % (15 % en 1982) la moyenne nationale (tableau 13).

En Wallonie, par contre, l'indice s'est stabilisé au niveau de 1982, en contraction déjà de 4,3 % par rapport au résultat de 1981. Il est de 21 % inférieur (19 % en 1982) à l'indice du Royaume.

A Bruxelles, le recul atteint 4,6 %, contre une montée de 1,6 % en 1982; l'indice est de 18 % inférieur à la moyenne nationale, contre 13 % en 1982.

L'indice de la production industrielle en Wallonie est de 33 % en dessous de celui de la Flandre (30 % en 1982).

Tableau 13 — Indice de la production industrielle par région 1982-1983

1970=100.

	1982	1983	1983			
			I	II	III	IV
Flandre	139,5	145,9	149,9	146,8	137,2	149,9
Wallonie	98,2	97,9	95,7	102,2	90,0	103,6
Bruxelles	105,9	101,0	104,5	103,8	91,9	103,7
<i>Le Royaume ...</i>	121,3	123,9	125,8	126,2	115,4	128,3

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

B. PRODUCTION PAR SECTEUR

Dans l'industrie extractive, la tendance au fléchissement s'est poursuivie. L'extraction charbonnière n'a pas pu maintenir l'accroissement limité de la production de l'année antérieure : pendant la première moitié de l'année, l'activité a été particulièrement faible et l'amélioration durant le deuxième semestre n'a pu apporter la compensation. Il en est résulté un recul de plus de 6 % par rapport à 1982 dû pour le bassin du Sud (-25,4 %), à l'approche de la fermeture du siège du Roton et pour le bassin campinois (-5,9 %), à l'instauration d'un système de chômage partiel entraîné par les difficultés d'écoulement liées au recul de la consommation intérieure. La consommation a diminué dans les cokeries (-20 %) et les centrales électriques (-20,6 %) par la mise en marche de centrales nucléaires. Ce recul se fait sentir également au niveau des importations (-27,3 %).

Dans les carrières, l'indice fut très déprimé durant les deuxième et troisième trimestres et l'activité relativement élevée au début et à la fin de 1983 n'a pas suffi pour clôturer l'année au même niveau qu'en 1982.

Considérée par secteur, la croissance limitée de la production dans l'industrie manufacturière peut être qualifiée de générale. La majorité des secteurs a enregistré une progression de 1 à 3 %; les exceptions se limitent à trois d'entre eux, où l'amélioration oscillait entre 5 et 7 % et à trois autres où la production a marqué un recul plus ou moins grand.

Le fléchissement le plus considérable concerne la production des raffineries de pétrole. La transformation de pétrole brut a diminué de 9 % et l'indice pondéré de la production de 15 %. Après la fermeture de deux raffineries, le taux moyen d'utilisation s'est à peine amélioré, se situant aux alentours de 60 à 65 %, et ce à la suite de la contraction des livraisons intérieures (-12 %). La consommation de carburants pour les transports routiers est demeurée relativement constante, mais la substitution du diesel à l'essence s'est poursuivie. La consommation de gasoil et de fuel léger pour le chauffage a fortement régressé (4,8 millions de tonnes en 1983, contre 5,2 millions en 1982) à cause de leur remplacement par d'autres énergies ainsi que des économies de consommation réalisées. La substitution de combustibles nucléaires au fuel lourd

pour la production d'électricité est l'une des causes du recul rapide de la consommation pétrolière (tableau 14).

Le deuxième secteur où la production a connu un *fléchissement* assez important est celui de l'*industrie des minéraux non métalliques* (principalement matériaux de construction). Dès 1981 déjà, l'indice entamait une chute, qui s'est prolongée jusqu'au début de 1983. A partir du troisième trimestre de 1983, la

production s'est mise à se redresser et cette tendance s'est maintenue pendant le quatrième trimestre. Néanmoins, la moyenne annuelle est encore de 5 % inférieure à celle de l'année antérieure et de près de 20 % à celle de 1974. Ici également, l'explication réside dans une certaine reconstitution des stocks et une légère amélioration des exportations, vu que la construction n'a pas donné de signes de redressement.

Tableau 14 — Balance pétrolière 1979-1983

En millions de tonnes

	1979	1980	1981	1982	1983	1983 — % 1982
Huiles brutes et produits intermédiaires mis en œuvre	34,0	33,6	29,3	25,2	23,1	- 8,3
<i>Offre</i>	41,9	41,6	36,8	35,8	34,7	- 3,1
Production de produits pétroliers	32,2	31,6	27,5	23,4	21,7	- 7,3
Importation de produits pétroliers	9,7	10,0	9,3	12,4	13,0	+ 4,9
<i>Demande</i>	41,0	41,4	38,7	36,1	34,6	- 4,0
Marché intérieur	23,6	21,3	18,8	18,2	16,1	-11,4
Exportation	14,9	17,6	17,0	15,3	16,0	+ 4,2
Soutes (maritimes)	2,5	2,5	2,9	2,6	2,6	-
Variations des stocks	+0,9	+0,2	-1,9	-0,3	..	..
<i>Fournitures sur le marché intérieur</i>	23,6	21,3	18,8	18,2	16,1	-11,4
Essences pour autos	3,1	2,9	2,7	2,7	2,6	- 3,7
Gasoil	9,9	8,5	7,8	7,1	6,8	- 4,2
— autos	(1,7)	(1,8)	(1,8)	(1,9)	(2,1)	(+ 6,4)
— chauffage (+ fuel léger)	(8,2)	(6,7)	(6,0)	(5,2)	(4,7)	(- 9,5)
Fuel lourd	6,8	6,6	5,2	5,3	3,6	-32,7
Autres	3,3	2,8	2,6	3,1	3,2	+ 3,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

La transformation du bois a, elle aussi, reculé en 1983, bien qu'il ne se soit agi que de quelques pour-cent. En effet durant les neuf premiers mois de l'année, la production avait été orientée à la baisse, mais au cours du quatrième trimestre, une reprise est apparue. La faiblesse de la demande, tant intérieure qu'extérieure, de biens de consommation durables — dans le cas présent, les meubles — et de matériaux de construction expliquent probablement cette évolution.

Parmi les secteurs qui améliorent leur production, la croissance la plus forte a été observée dans l'industrie textile (+7 %), laquelle s'est redressée vigoureusement pendant le premier trimestre, pour ensuite se déprimer légèrement au cours des mois d'été et à nouveau croître durant l'automne.

Les données détaillées, encore incomplètes, font apparaître que cette fois-ci, l'activité n'a pas été uniquement soutenue par le tissage, mais qu'une progression sensible s'est produite dans la filature; seule la bonneterie semble continuer à stagner. Grâce à cette évolution, la production de l'industrie textile dépasse, en 1983, de 15 % environ le creux de 1978, mais reste de 12 % inférieure à son sommet historique de 1972-1973.

Dans les secteurs complémentaires du textile — la confection et la chaussure —, la production s'est de même légèrement accrue en 1983 (+2 %). La croissance aurait été quasiment pareille dans la confection et dans l'industrie beaucoup moins importante des chaussures et des pantoufles. Pour ce dernier secteur, dont la production s'était fortement et systématiquement dégradée depuis 1969 (en 1981, elle ne se chiffrait plus qu'à un cinquième de celle de 1969), le revirement apparu en 1982 semble se confirmer.

Deuxième secteur de croissance relativement importante en 1983, l'industrie chimique et du caoutchouc, caractérisée par une croissance exceptionnelle au cours des années soixante, a réussi, après la crise, à réaliser encore une avance, laquelle s'est chiffrée lors de la reprise de 1979, à 8 %. L'augmentation a été moins considérable en 1983 (5 %).

Les détails par sous-secteur font apparaître que la croissance s'est surtout reposée sur la chimie de base et les plastiques. Pour cette dernière branche, cela signifie la poursuite du développement entamé en 1982 déjà, tandis que la chimie de base a profité de la reconstitution des stocks. Pour les autres sous-secteurs, les données disponibles indiquent que l'essor qui, pendant les trois années antérieures, avait caractérisé la savonnerie, est arrivé à son terme en 1983 et que sa production tend vers une stabilisation. Après une forte décroissance pendant les deux années antérieures, une stabilisation similaire se dessine dans l'industrie du caoutchouc. Dans l'industrie de l'azote, le recul entamé en 1982 semble s'accélérer encore.

Le troisième secteur dont la croissance dépasse la moyenne (+ 4,1 %) est celui de la production d'électricité; avant 1974 cependant, son expansion aurait été considérée comme anormalement basse, surtout compte tenu de la stagnation, voire du léger recul enregistré pendant la période de 1980 à 1982. La production a connu un accroissement plus élevé que la consommation intérieure, celle-ci ne progressant que légèrement. Tant en ce qui concerne l'industrie que les ménages, la tendance aux économies d'énergie persiste et freine la consommation. L'avance s'explique donc principalement par les échanges d'énergie avec l'étranger lesquels présentent un solde positif et par l'accroissement de la consommation

(+ 17 %) pour le pompage d'eau dans les bassins de retenue des centrales.

Les « autres secteurs » — pour lesquels la production n'a connu qu'une amélioration marginale — comprennent l'alimentation et les boissons, le tabac, le papier et le carton; peu de données précises les concernant sont dès à présent disponibles.

Des données précises par contre existent pour la métallurgie. Dans la métallurgie de base, c.à.d. la production et la première transformation de métaux, les résultats du premier trimestre sont déjà nettement meilleurs que ceux du creux de la deuxième moitié de 1982. La montée a été brièvement interrompue au cours du deuxième trimestre pour reprendre à un rythme ralenti au cours du deuxième semestre de l'année. La croissance de la production (+1,5 %) provient principalement d'une amélioration limitée dans les secteurs de l'acier et de la première transformation (+3 % par rapport à 1982), où la réaction à la reprise conjoncturelle a été cependant bien plus faible que par le passé (en 1979 par exemple, l'accroissement atteignait presque 10 %). Cette situation est due beaucoup moins aux problèmes structurels dans le secteur belge de l'acier qu'aux changements sous-jacents dans le processus de production mondial vu que les besoins en métaux diminuent.

Ceci se fait également sentir dans la régression de la demande mondiale de métaux non ferreux, laquelle a conduit à un effritement de la production de ce sous-secteur pendant les neuf premiers mois de 1983. Au cours du quatrième trimestre toutefois, elle a connu une remontée de sorte que le résultat de l'année est de 1 % environ inférieur à celui de 1982.

Dans les fabrications métalliques, la croissance de la production serait un peu plus élevée en 1983 qu'en 1982 (3 % et 1,9 % respectivement). Toutefois, c'est dans ce secteur que les indices de la production peuvent subir les modifications les plus importantes. Les indices y demeurent longtemps provisoires (jusqu'à 11 mois dans certaines branches) et les écarts entre les données provisoires et les données définitives sont parfois très importants.

Les données trimestrielles montrent que le niveau de la production a surtout progressé au deuxième trimestre et ce dans tous les sous-secteurs, bien que dans une mesure différente, mais principalement dans la construction mécanique et le matériel de transport et, dans celui-ci, grâce essentiellement au fort accroissement dans le montage automobile. Le troisième trimestre, également, s'est révélé relativement favorable : la production de matériel électrique et de la construction non mécanique s'est accélérée et dans la construction mécanique, le niveau plus élevé du trimestre précédent s'est maintenu. Seul le matériel de transport a enregistré un fléchissement de sa production, qui ne doit vraisemblablement pas être attribué au montage automobile, mais plutôt aux autres branches (construction aéronautique et navale, matériel ferroviaire). Le quatrième trimestre enfin, a connu globalement un léger recul, surtout dans les secteurs où la croissance avait été très forte en début d'année.

Le recul de 1980 et 1981 a été en grande partie compensé par la progression en 1982 et 1983. Ici également, l'avance de la production est presque certainement la conséquence d'un accroissement des parts sur un marché international en stagnation. En effet, aucune amélioration de la demande intérieure ne s'est produite vu la très faible propension à l'investisse-

ment et la demande languissante de biens de consommation durables, conséquence du passage d'un marché d'expansion à un marché de remplacement.

C. LES ENQUÊTES DE CONJONCTURE

A côté des indices de production, les résultats des enquêtes effectuées par la Banque Nationale fournissent également des informations importantes. Les résultats principaux se rapportent à l'appréciation de l'utilisation des capacités de production et du niveau des stocks.

L'appréciation des stocks permet de déduire qu'en 1983, ceux-ci se sont situés à un niveau légèrement plus élevé que la normale, mais avec une tendance à la baisse vers la fin de l'année. Cette diminution a été sensible surtout pour les biens d'investissement et plus limitée pour les produits intermédiaires. Pour les biens de consommation, ils sont en accroissement. De manière générale, au cours de la première moitié de l'année, les stocks ont été plus amples qu'en 1982, mais pendant le deuxième semestre, ils sont tombés au-dessous de leur niveau de l'année précédente.

Les stocks sont demeurés anormalement élevés toute l'année durant dans un certain nombre de secteurs, notamment la bonneterie, les meubles, le cuir, les fibres synthétiques, la construction non mécanique, les machines et appareils électriques. L'évolution a été meilleure dans les secteurs où les stocks étaient importants en début d'année et se sont amenuisés progressivement par la suite pour atteindre un niveau normal : les métaux non ferreux, les matériaux de construction, la construction mécanique. Dans quelques secteurs cependant, les stocks ont été très

bas durant toute l'année, en particulier dans deux secteurs confrontés, au niveau mondial, à un très grand surplus de capacité de production, le raffinage de pétrole et la sidérurgie, mais aussi pour les machines agricoles, l'industrie lainière et la transformation du papier. Enfin, le niveau des stocks a été quasi normal pendant l'année entière dans certains autres secteurs comme l'industrie chimique et le montage automobile, bien que dans ce dernier, les stocks aient semblé s'amplifier vers la fin de l'année.

Les données relatives à l'utilisation des capacités posent quelques problèmes d'interprétation. Ainsi, elles semblaient, en 1982, refléter davantage l'élimination structurelle de matériel vieilli que l'évolution conjoncturelle. Au cours de cette année, le taux moyen d'utilisation avait augmenté de 1 %, bien que la conjoncture industrielle n'ait connu aucun changement. La progression aurait donc dû être attribuée à la radiation d'inventaire de certaines installations vieillies et non pas uniquement à une activité accrue. Tel était indubitablement le cas pour la sidérurgie, où l'utilisation des capacités était passée de 69,7 % en 1981 à 75,3 % en 1982, alors que pendant cette même période la production diminuait de près de 20 %. La même situation, quoique moins prononcée, s'est produite pour les minéraux non métalliques, où le taux d'utilisation des capacités a grimpé de 1 point de pour-cent, tandis que la production rétrécissait de presque 7 %, ainsi que pour l'industrie textile et le secteur du papier, où l'utilisation a augmenté en une bien plus forte mesure que le modeste accroissement de la production ne l'aurait laissé prévoir.

En 1983, le phénomène contraire s'est produit : le taux d'utilisation du potentiel a baissé d'un point de pour-cent, tandis que la production globale a progressé de 2

à 3 %. Dans certains secteurs l'écart est particulièrement sensible : ainsi, dans la sidérurgie et la transformation du métal, le taux d'utilisation a reculé de 6,5 et 2,7 points de pour-cent respectivement, tandis que la production avançait de 3 % environ. Il semble peu probable que les investissements dans ces secteurs aient été assez élevés pour expliquer cette distorsion; il semblerait plutôt que l'amélioration de la conjoncture ait incité les chefs d'entreprise à reclasser des biens d'équipement qu'ils avaient définitivement condamnés un an plus tôt. Comme le mode de calcul semble changer avec l'évolution conjoncturelle, le taux d'utilisation, à l'heure actuelle, n'apparaît pas pouvoir être employé comme indicateur de la conjoncture industrielle.

Un meilleur point d'appui est fourni par les éléments du baromètre de la conjoncture établi par la Banque Nationale et remanié au cours de 1983 (2). Celui-ci a atteint un creux en janvier et s'est ensuite amélioré constamment jusqu'en septembre pour quasiment se stabiliser pendant les derniers mois de l'année. Sa montée a commencé quelque trois mois avant le revirement réel de la conjoncture industrielle et s'est arrêtée un mois avant le ralentissement de la production réelle, suivant ainsi assez exactement la conjoncture.

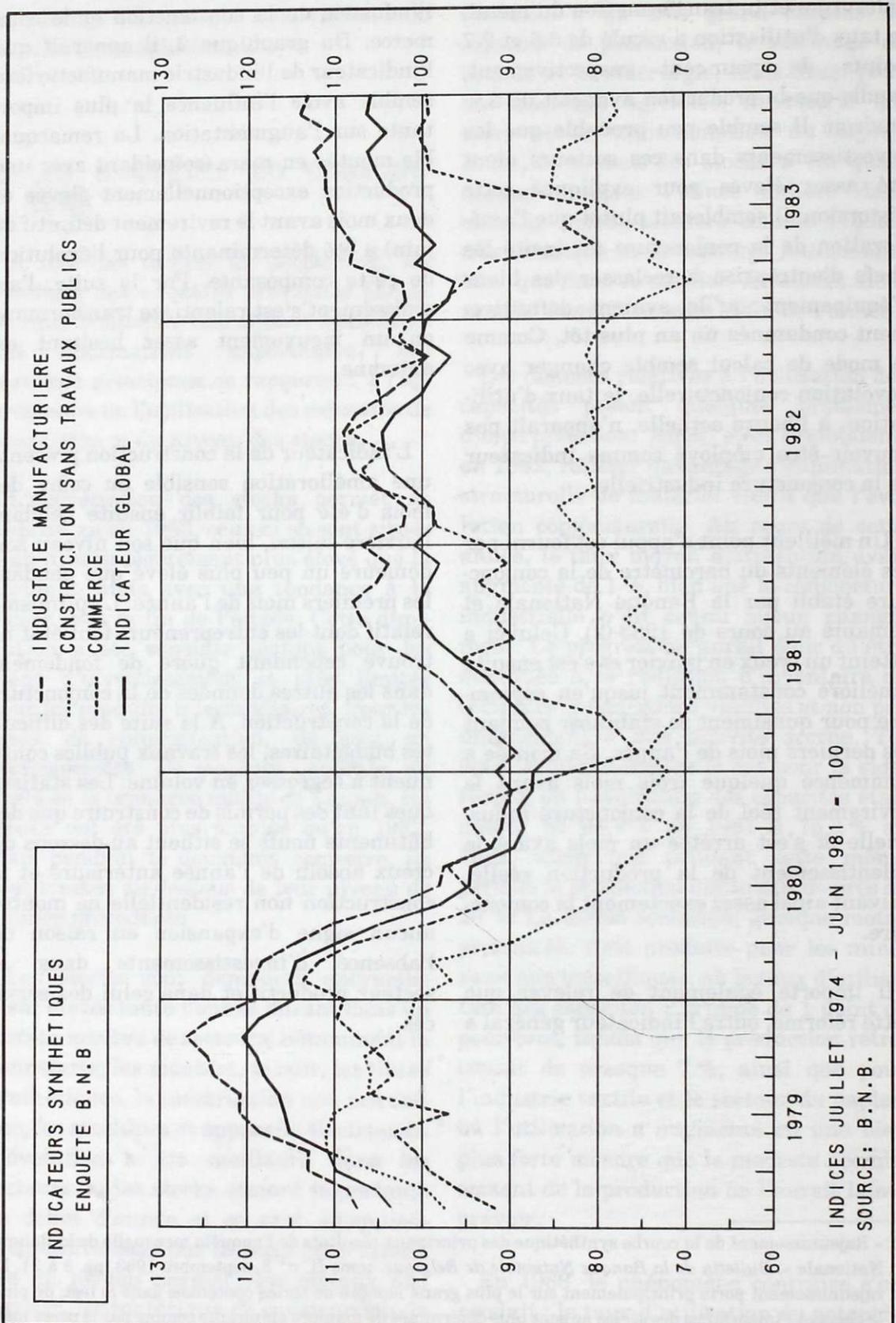
Il importe également de relever que cette réforme, outre l'indicateur général a

conduit à l'établissement d'indicateurs séparés pour l'industrie manufacturière, l'industrie de la construction et le commerce. Du graphique 2, il apparaît que l'indicateur de l'industrie manufacturière semble avoir l'influence la plus importante sur l'augmentation. La remarquable montée en mars (coïncidant avec une production exceptionnellement élevée et deux mois avant le revirement définitif de juin) a été déterminante pour l'évolution de cette composante. Par la suite, l'accroissement s'est ralenti, se transformant en un mouvement assez hésitant en automne.

L'indicateur de la construction présente une amélioration sensible au cours des mois d'été pour faiblir ensuite pendant l'arrière-saison, bien que son niveau soit demeuré un peu plus élevé que pendant les premiers mois de l'année. L'optimisme relatif dont les entrepreneurs font état ne trouve cependant guère de fondement dans les autres données de la conjoncture de la construction. A la suite des difficultés budgétaires, les travaux publics continuent à régresser en volume. Les statistiques tant des permis de construire que des bâtiments neufs se situent au-dessous du creux absolu de l'année antérieure et la construction non résidentielle ne montre aucun signe d'expansion en raison de l'absence d'investissements dans le secteur productif et dans celui des services.

(2) « Rajeunissement de la courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, tome II, n° 3, septembre 1983, pp. 3 à 31. Le rajeunissement porte principalement sur le plus grand nombre de séries contenues dans le test; de plus, le choix et l'importance des séries ne sont plus déterminés de manière empirique comme par le passé mais se fondent à présent sur l'analyse statistique des composantes. En outre, la partie statistique du bulletin de la Banque Nationale présente des résultats plus ventilés.

Graphique 2



2.2.3. LE MARCHÉ DES CAPITAUX ET L'ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT

A. LE MARCHÉ DES OBLIGATIONS

L'ample offre de liquidités a rendu possible le placement en 1983, d'un

montant exceptionnel d'obligations publiques et, en marge de celles-ci, de quelques émissions privées. Le tableau 15 fournit un aperçu du volume des émissions.

Tableau 15 — Emissions sur le marché des obligations en 1983

En milliards de francs.

Emissions	Période	Montant	Total
Etat belge 1983-91	février	112	322,5
1983-90-94	mai	140	
1983-92	novembre	70,5	
Institutions d'utilité publique			
Fonds des Routes 1983-91	janvier	53	166,8
Fonds des Routes 1983-91	septembre	72,8	
S.N.L. 1983-91	avril	16	
R.T.T. 1983-90	octobre	25	
Secteur public			489,3
Secteur privé			12,5
<i>Total ...</i>			501,8

Sources : Banque Nationale de Belgique; Commission de la Bourse de Bruxelles.

L'origine de ces liquidités et leur placement en effets à longue échéance peuvent être attribués à plusieurs facteurs.

En premier lieu, les exportations de capitaux furent plus faibles, certainement pendant les trois premiers trimestres de

l'année, que les deux années précédentes, et les actifs financiers aux mains des entreprises et des particuliers ont été plus importants, ceux-ci étant plus largement convertis que les années antérieures en obligations d'Etat (tableau 16).

Tableau 16 — Actifs financiers détenus par les entreprises et les particuliers 1981-1983

Variations en milliards de francs.

Période	Actifs en FB		Actifs en monnaies étrangères	Autres actifs	Total
	Total	Dont actifs à plus d'un an			
1981 1 ^{er} trim. .	+ 92,3	+ 76,4	+47,8	+25,5	+165,6
2 ^e trim. ..	+105,5	+ 6,1	+24,9	+28,8	+159,2
3 ^e trim. ..	+ 40,8	+ 92,8	+43,3	+34,8	+118,9
4 ^e trim. ..	+119,5	+ 34,6	+34,9	-14,4	+140,0
1982 1 ^{er} trim. .	+ 90,5	+ 80,0	+28,9	+ 7,9	+127,3
2 ^e trim. ..	+143,9	+ 63,2	+14,9	+32,2	+191,0
3 ^e trim. ..	+109,6	+ 66,6	+25,5	+34,8	+169,9
4 ^e trim. ..	+150,5	+111,9	+ 8,1	-28,6	+130,0
1983 1 ^{er} trim. .	+132,6	+143,3	+ 8,5	+ 6,9	+148,0
2 ^e trim. ..	+203,7	+125,2	+ 3,1	+53,5	+260,3
3 ^e trim. ..	+ 89,7	+ 50,8	+12,1	+46,5	+148,3
4 ^e trim. ..	+173,4	+ 67,8	+33,8	-21,9	+185,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

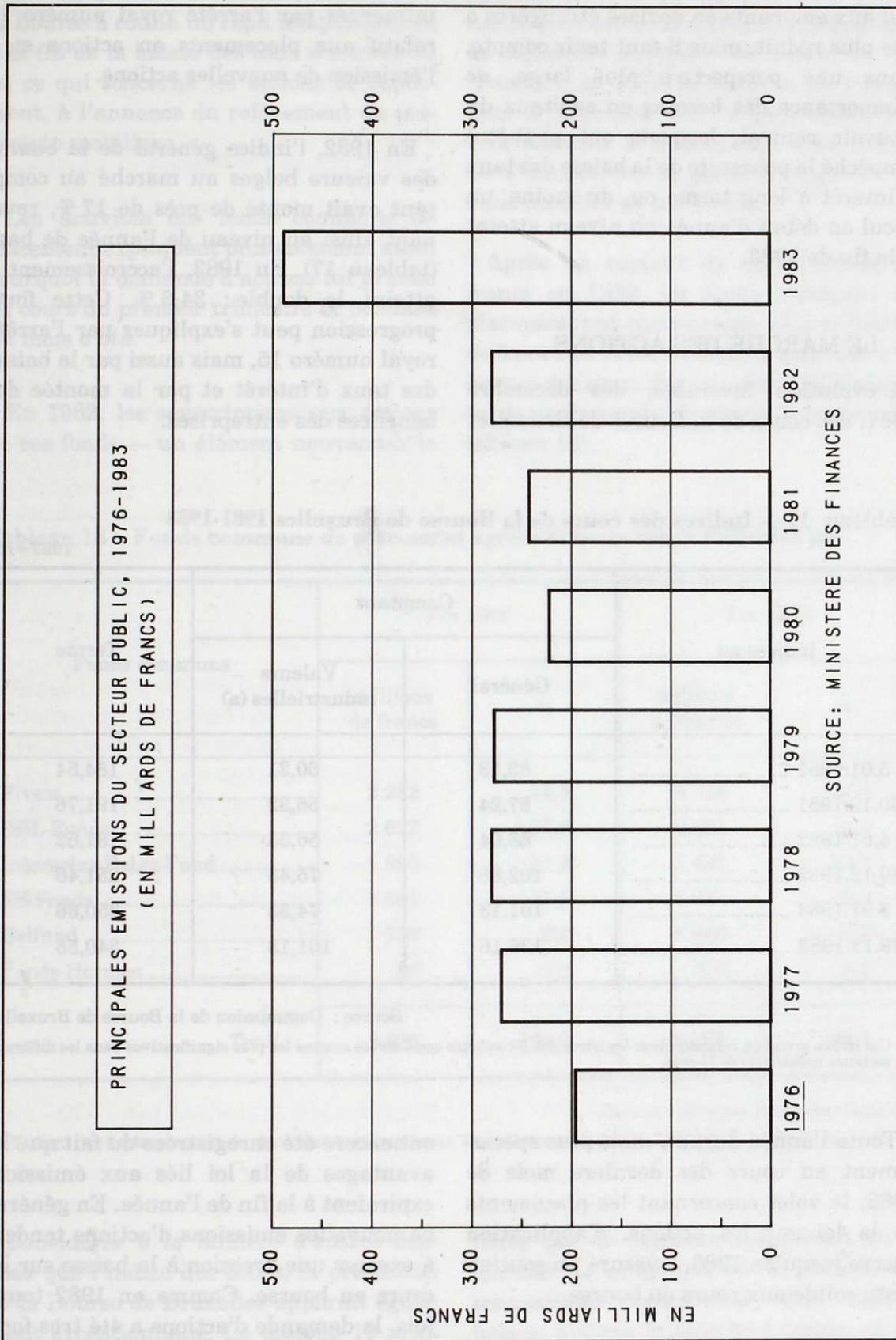
Un deuxième facteur important est constitué par la faible demande de crédit, tant de la part des entreprises que des ménages. La loi sur les actions (1) a permis aux entreprises de réunir plus facilement des capitaux à risque, ce qui, lié aux faibles prestations d'investissement en 1983, a mené à une demande de crédit fort déprimée. Les ménages également ont moins recouru au crédit que les années précédentes, ce qui doit être attribué au fléchissement continu de la construction résidentielle et au recul des achats de biens de consommation durables. L'apparition simultanée d'une épargne assez élevée et d'une faible demande de crédit a eu pour conséquence que tant le consortium des banques que les investisseurs institutionnels ont dû faire face à un excédent de liquidités.

L'évolution des taux d'intérêt (voir ci-après sous C.) a conduit au placement des liquidités disponibles en obligations d'Etat. La structure normale des taux d'intérêt réapparue en 1982 et la faible baisse du taux du coupon des emprunts obligataires au cours de cette année-là ont également caractérisé le marché en 1983. La baisse du taux du coupon a même été plus prononcée qu'en 1982 et, comme les perspectives d'évolution des taux du coupon étaient toujours orientées à la baisse, du moins jusqu'en octobre 1983, aucun motif n'incitait au placement à court terme.

Grâce à la part importante prise par les obligations de l'Etat, le secteur public a pu en 1983 financer dans une large mesure son déficit sur le marché belge des obligations, et ce davantage que les années précédentes (graphique 3).

(1) A.R. n° 15 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges (M.B. du 12 mars 1982).

Graphique 3



Ce résultat ne peut être considéré comme entièrement positif. Certes, l'appel aux emprunts en devises étrangères a été plus réduit, mais il faut tenir compte, dans une perspective plus large, de l'importance des besoins en capitaux du pouvoir central, lesquels ont peut-être empêché la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à long terme ou, du moins, un recul en début d'année au niveau atteint à la fin de 1983.

B. LE MARCHÉ DES ACTIONS

L'évolution favorable, dès décembre 1981, des cours de la Bourse de Bruxelles

s'est poursuivie en 1983. Indéniablement, les cours en bourse ont été fortement influencés par l'arrêté royal numéro 15 relatif aux placements en actions et à l'émission de nouvelles actions.

En 1982, l'indice général de la bourse des valeurs belges au marché au comptant avait monté de près de 17 %, revenant ainsi au niveau de l'année de base (tableau 17). En 1983, l'accroissement a atteint le double : 34,6 %. Cette forte progression peut s'expliquer par l'arrêté royal numéro 15, mais aussi par la baisse des taux d'intérêt et par la montée des bénéfices des entreprises.

Tableau 17 — Indices des cours de la Bourse de Bruxelles 1981-1983

1963=100.

Indices au	Comptant		Terme
	Général	Valeurs industrielles (a)	
5.01.1981	83,13	60,21	184,54
30.12.1981	87,24	56,32	191,76
4.01.1982	88,04	56,33	191,62
30.12.1982	102,88	75,43	251,46
3.01.1983	101,13	74,33	250,66
29.12.1983	136,16	101,13	340,58

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Cet indice prend en considération les titres des 30 sociétés considérées comme les plus significatives* dans les différents secteurs industriels de la cote.

Toute l'année durant, mais plus spécialement au cours des derniers mois de 1983, le volet concernant les placements de la loi sur les actions, d'application encore jusqu'en 1985, a assuré un soutien assez solide aux cours en bourse.

Pendant les derniers mois, plusieurs augmentations de capital d'entreprises

ont encore été enregistrées du fait que les avantages de la loi liés aux émissions expiraient à la fin de l'année. En général, de nouvelles émissions d'actions tendent à exercer une pression à la baisse sur les cours en bourse. Comme en 1982 toutefois, la demande d'actions a été très forte en fin d'année grâce au volet « placements » de l'arrêté royal numéro 15, de

sorte qu'il n'y a pas eu d'effritement des cours des actions. En octobre néanmoins, la Bourse a connu un repli temporaire, dû à la fin de la baisse des taux d'intérêt et, en ce qui concerne les actions de rendement, à l'annonce du relèvement du pré-compte mobilier.

Les activités des fonds communs de placement expliquent probablement aussi pourquoi la demande d'actions fut grande au cours du premier trimestre et pendant les mois d'été.

En 1982, les souscriptions aux actions de ces fonds — un élément nouveau à la

Bourse — s'étaient concentrées surtout pendant le mois de décembre. Le grand nombre de ces souscriptions a encouragé la demande d'actions au cours du 1^{er} trimestre de 1983. Il convient de remarquer à ce propos que l'argent réuni doit être converti à concurrence d'au moins 60 % en actions de sociétés belges et ce dans un délai de trois mois.

Après un rapport de 8,9 milliards de francs en 1982, les fonds communs de placement ont encore réuni 13,5 milliards de francs en 1983. Grâce à ce succès et à la hausse des cours des actions, le capital des fonds communs de placement a triplé (voir tableau 18).

Tableau 18 : Fonds communs de placement agréés et leurs actifs 1982-1983 (a)

Fonds communs	Fin 1982		Fin 1983	
	millions de francs	%	millions de francs	%
Fivest	2 282	24,3	6 788	25,8
BBL-Fonds	2 622	27,8	6 621	25,2
Interselex Belga Fund	1 999	21,2	5 437	20,7
ES-Fonds	1 681	17,8	5 031	19,2
Belfund	756	8,0	2 069	7,9
Fonds-Hermes	86	0,9	306	1,2
<i>Total ...</i>	9 426	100,0	26 252	100,0

Source : Banque Bruxelles-Lambert.

(a) Il s'agit des fonds communs de placement qui remplissent les conditions requises par l'article 4, § 3 de l'A.R. n° 15.

Considérée à la lumière d'autres données que l'indice des cours, la prestation de la Bourse de Bruxelles apparaît également exceptionnelle. Le tableau 19 montre qu'en 1983, la Bourse a enregistré des chiffres records tant pour l'échange de

titres que de capitaux, aussi bien sur le marché au comptant, où la plupart des transactions concernent des valeurs belges, que sur le marché à terme, où les valeurs étrangères sont prépondérantes.

Tableau 19 — Evolution des titres et capitaux échangés 1976-1983 (a)

Années	Marché au comptant (obligations et actions industrielles)		Marché à terme		Total	
	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux
1976	31,4	20,1	58,9	36,7	90,3	56,9
1977	26,4	14,4	51,1	26,4	77,6	40,8
1978	24,1	15,4	42,7	25,4	66,8	40,7
1979	23,2	16,7	41,4	37,9	64,6	54,5
1980	21,7	16,7	49,8	48,1	71,5	64,9
1981	16,8	16,6	41,9	43,6	58,8	60,2
1982	43,6	25,2	55,9	64,1	99,6	89,2
1983	60,3	43,1	79,7	94,5	140,0	137,6

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Nombre de titres échangés en millions; capitaux échangés en milliards en francs.

La capitalisation boursière (2) des titres des sociétés belges, cotées au marché au comptant de la Bourse de Bruxelles, a pratiquement doublé en deux ans : 321,9 milliards de francs à la fin de 1981, 401,9 milliards à la fin de 1982, 599,7 milliards de francs à la fin de 1983. Cette progression doit être attribuée d'une part, à la hausse des cours des actions et d'autre part à la multiplication du nombre de titres existants. Comme en 1982, l'annulation de titres existants a été moins importante que leur augmentation. L'accroissement de presque 50 % de la capitalisation boursière constitue donc probablement un meilleur indicateur de l'évolution favorable que la hausse de l'indice des cours.

Les émissions publiques d'actions (y compris les conversions et l'apport de

créances) se sont chiffrées, en 1983, à 58,4 milliards, soit un doublement par rapport à 1982 (21,7 milliards de francs). Pas moins de 55 sociétés ont eu recours, par la voie d'une émission publique, à la loi sur les actions, contre 15 seulement en 1982. Pour les entreprises non cotées sur le marché des actions, des augmentations de capital ont également été observées, mais en cette matière, les données précises font défaut.

L'évolution favorable de la Bourse de Bruxelles n'a cependant pas affecté tous les secteurs de la même manière (tableau 20). Dans six secteurs, la hausse des cours a été supérieure à la moyenne. Il est frappant de constater que les cours des actions de l'industrie textile progressent fortement pour la deuxième année consé-

(2) Montant obtenu en multipliant à un moment donné le cours de l'action ou de la part sociale par le nombre total de titres émis en représentation du capital de la société considérée.

cutive, démontrant que ce secteur, une fois le « dégraissage » terminé, se révèle à nouveau rentable. Il y a lieu de signaler également la moins forte montée des

cotations des « grands magasins » par rapport aux deux années précédentes, ce qui pourrait signifier que l'expansion des « supermarchés » touche à sa fin.

Tableau 20 — Comparaison par rubrique des indices boursiers de la Bourse de Bruxelles 1981-1983 (comptant)

Rubriques	Index au 29.12.1983 (1963 = 100)	1983 1982 en %	1982 1981 en %	1981 1980 en %
Sidérurgie	11,07	+81,47	-17,94	- 6,29
Chimie	107,65	+71,19	+15,59	- 6,76
Sociétés à portefeuille	125,31	+56,09	+16,58	- 3,17
Textiles	67,30	+55,71	+65,86	+19,85
Non-ferreux	80,35	+41,83	+59,36	+ 3,10
Alimentation	412,50	+36,71	+17,41	+ 2,98
Assurances	101,68	+34,99	+22,83	- 5,84
Papeteries	26,33	+34,33	+ 5,66	-16,01
Trusts	140,94	+34,16	+17,47	+14,20
Electricité, gaz, eau	151,86	+32,97	+20,18	+27,21
Brasseries	101,64	+31,90	+11,62	-42,41
Glaces et verres	118,80	+30,29	+15,52	- 7,22
Pétroles	409,60	+30,15	+ 3,48	- 4,35
Banques	116,22	+27,77	+ 3,16	+ 3,31
Diverses	318,87	+26,63	+42,98	+23,03
Charbonnages	260,70	+21,22	+43,92	+ 2,08
Grands magasins	183,93	+21,15	+43,92	+26,02
Matériel électronique	69,48	+17,28	+51,51	-12,34
Plantations	1 048,46	+15,45	+20,10	+14,36
Construction	59,31	+14,71	+46,29	+ 3,90
Sucreries	145,72	+ 5,61	+ 9,39	- 1,24
Transports	334,01	- 2,41	+54,70	+13,81
Fabrications métalliques	65,09	- 2,75	+44,05	+ 0,62
Immobilières	107,31	- 5,08	+37,54	+ 7,74
<i>Total des valeurs belges</i>	136,16	+34,63	+16,86	+ 4,94

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

C. LES TAUX D'INTÉRÊT

La tendance à la baisse des taux d'intérêt, qui s'était déjà manifestée en 1982, s'est poursuivie en 1983, du moins jusqu'à l'automne. Ensuite une nouvelle hausse est intervenue en raison de la tenue faible

du franc belge. La réduction de l'écart entre les taux belges et étrangers pourrait signifier que les prestations économiques de la Belgique ont été considérées, par les milieux monétaires internationaux, comme meilleures que les années précédentes.

Tableau 21 — Taux d'escompte : comparaison internationale 1981-1983

Fin d'année

Pays	1981	1982	1983
Belgique	15,00	11,50	10,00
République Fédérale d'Allemagne	7,00	5,00	4,00
Etats-Unis	12,50	8,50	8,50
Grande-Bretagne	14,00	10,00	8,86
France	9,37	9,50	9,50
Italie	19,50	18,00	17,00
Pays-Bas	9,00	5,00	5,00
Japon	5,00	5,50	5,00

Source : Sources nationales.

Il est frappant de constater qu'en 1983 l'évolution des intérêts en Belgique n'a pas été influencée par les taux d'intérêt pratiqués aux Etats-Unis comme ce fut le cas les années précédentes. En dépit de spéculations continuelles à la hausse ou à la baisse sur les taux d'intérêt américains, le taux d'escompte aux Etats-Unis s'est maintenu au même niveau (8,50 %) tout au long de l'année, le prime-rate n'a

pas présenté de variations majeures et l'intérêt sur l'Euro-dollar à trois mois a fluctué entre 9 % et 10,50 %, avec toutefois une légère tendance à la hausse. En Belgique, par contre, les taux d'intérêt ont connu, du moins jusqu'à octobre, une tendance nettement baissière, plus prononcée dès l'abord pour les taux à court terme, mais également pour ceux à long terme.

Tableau 22 — Taux d'intérêt belges 1983

Mois	Taux d'escompte (fin de mois) (1)	Taux au jour le jour (moyenne) (2)	Taux des certificats à 4 mois (moyenne pondérée) (3)	Obligations d'Etat (début de mois) (4)	Taux débiteurs	
					Crédit de caisse (fin de mois) (5)	Crédit d'investissement (fin de mois) (6)
Janvier	11,50	9,77	12,25	12,66	15,50	14,25
Février	11,50	9,73	12,25	12,48	15,50	13,75
Mars	11,00	11,47	13,15	12,60	15,00	13,75
Avril	10,00	9,89	11,14	12,49	14,00	13,40
Mai	9,50	6,93	10,06	11,59	14,00	13,40
Juin	9,00	7,72	9,79	11,63	13,25	12,90
Juillet	9,00	7,14	9,25	11,55	12,50	12,90
Août	9,00	7,55	9,25	11,42	12,50	12,40
Septembre	9,00	6,19	9,25	11,46	12,50	12,40
Octobre	9,00	7,36	9,50	11,39	12,50	12,40
Novembre	10,00	8,36	9,81	11,32	13,25	12,40
Décembre	10,00	7,29	11,00	11,75	13,75	12,40

Sources : (1) à (4) : Banque Nationale de Belgique
(5) : Kredietbank
(6) : S.N.C.I.

Le taux d'escompte a baissé en quatre étapes, de 14 % au cours de la période du 9 au 23 mars durant laquelle il avait été temporairement relevé sensiblement pour soutenir le franc belge, à 9 % le 23 juin 1983, soit le niveau le plus bas des quatre dernières années. Les autres taux du marché monétaire ont suivi ce mouvement (tableau 22). Ainsi, l'intérêt sur les dépôts interbancaires à trois mois a diminué de 12,38 % en janvier 1983 à 9,13 % en juin et juillet 1983.

Les taux d'intérêt débiteurs à court terme ont suivi également cette tendance. Ainsi pendant le premier semestre de 1983, les taux sur les crédits d'escompte et de caisse ont baissé de 2,50 % et 3 % respectivement.

Les taux d'intérêt à long terme ont également connu une baisse, sans pour autant compromettre la structure normale des intérêts, réapparue en 1982, c'est-à-dire un taux plus élevé à mesure de l'allongement du terme de l'échéance. Non seulement l'intérêt des coupons et le rendement (-2,50 %) des nouveaux emprunts obligataires émis par l'Etat ont diminué mais aussi les autres taux d'intérêt créditeurs ont baissé dans la même

mesure (du moins pour les bons de caisse à plus de deux ans).

La conséquence en a été que les taux des crédits hypothécaires et d'investissement se sont également contractés (de 2,35 % et 2,25 % respectivement). Vu que le taux d'intérêt est l'un des facteurs déterminants de la décision d'investir, des répercussions positives devraient apparaître pour les investissements des entreprises et pour la construction résidentielle.

Vers la fin de l'année, la baisse des taux d'intérêt s'est arrêtée, tandis que le taux sur le marché monétaire enregistrait une nouvelle hausse, inférieure toutefois à la baisse des mois antérieurs. La première impulsion provenait, le 24 novembre 1983, de l'augmentation du taux d'escompte rendue à nouveau nécessaire vu la faible tenue du franc belge au sein du S.M.E. Les autres taux du marché monétaire ont suivi le mouvement de sorte que l'écart positif entre les taux à long terme et les taux à court terme s'est rétréci, après s'être agrandi au cours du premier semestre. La structure normale des taux d'intérêt s'est cependant maintenue.

2.2.4. LE REVENU DES SOCIÉTÉS

La globalisation des comptes annuels des sociétés (1) constitue l'instrument approprié pour l'analyse du résultat des entreprises. Ces données ne sont cependant pas encore disponibles pour 1983 vu que les sociétés ne clôturent pas toujours leurs bilans au 31 décembre et qu'il faut le temps nécessaire pour traiter

les comptes d'environ 15 000 entreprises (2).

Des indications sur les performances des entreprises peuvent néanmoins être obtenues par recoupement en utilisant d'une part des échantillons des comptes

(1) Publié par la Centrale des Bilans de la Banque nationale de Belgique.

(2) Pour les entreprises qui ont clôturé leurs comptes annuels en 1980 par exemple, la globalisation tient compte des résultats qui sont parvenus à la Centrale des Bilans au plus tard le 31 mars 1982.

annuels pour lesquels des moyennes des mesures classiques (rentabilité, marge bénéficiaire et coûts salariaux) sont calculées et d'autre part en prenant des estimations sur le revenu des sociétés dans la comptabilité nationale.

Une telle analyse appelle néanmoins des réserves. Les définitions de ces mesures ne sont pas toujours comparables entre elles et il y a lieu de suivre leur évolution dans le temps plutôt que celle de la valeur absolue des résultats.

Entre 1974 et 1981, un déséquilibre dans la répartition du revenu national

s'est produit : le revenu disponible des ménages augmentait sa part de 72 à 78,7 % du P.N.B. au détriment de celui des entreprises, rétrogradant de 10,7 à 9 % et de celui des pouvoirs publics ramené de 16,5 à 11 %. Ce déséquilibre n'est pas mesuré à partir d'une norme idéale de répartition, mais est simplement le constat d'une divergence par rapport à la répartition dans les principaux pays de la C.E.E. (cf. chapitre 2.3.4.).

Le résultat des entreprises, en 1974 et de 1981 à 1983, figure au tableau 23.

Tableau 23 — Revenu des entreprises 1974 et 1981-1983

En % du P.N.B.

Revenus	1974	1981	1982	1983(d)
Excédent brut d'exploitation (a)	20,7	18,5	19,5	20,9
Bénéfice brut (b)	6,0	3,6	4,6	6,0
dont : impôts directs	3,0	2,4	2,8	2,7
dividendes et tantièmes	1,2	0,8	0,9	1,1
bénéfices réservés	1,7	0,3	0,7	2,1
Revenu disponible (c)	10,7	9,0	9,5	11,0
dont : amortissements	9,0	8,7	8,8	8,9

Source : Bureau du Plan.

- (a) Egal à la somme des biens et services dont les impôts indirects ont été déduits moins les achats et les salaires payés.
 (b) Egal à : impôts directs, dividendes et tantièmes et bénéfices réservés. La somme des trois rubriques ne correspond pas au total suite à l'erreur d'arrondi.
 (c) Egal à : bénéfices réservés et amortissements.
 (d) Estimation pour 1983 : projection janvier 1984.

En ce qui concerne la rentabilité des entreprises, il existe des estimations sur base d'environ 170 sociétés belges cotées en bourse (tableau 24). Selon ces données, la rentabilité s'est redressée par rapport aux années précédentes passant de 3,3 % des fonds propres en 1981 à 6,1 % en 1982. Un tel niveau n'avait plus été atteint

depuis 1974.

Cependant dans 4 secteurs sur 21, la rentabilité a encore été inférieure à 5 % (textile, immobilier, papeteries, industries diverses); dans trois secteurs elle demeure négative (minéraux non métalliques, non-ferreux et sidérurgie).

Tableau 24 — Rentabilité et endettement des entreprises 1974-1982 (a)

En % des fonds propres

Années	Rentabilité	Endettement à long terme
1974	10,7	48,2
1975	4,9	57,1
1976	5,7	62,3
1977	2,1	75,3
1978	1,6	73,9
1979	5,9	74,2
1980	3,8	76,2
1981	3,3	76,7
1982	6,1	78,9

Source : « Rentabilité et comptabilité d'inflation ». Paribas, *Notes économiques*, oct. 1983.

(a) Evalué en termes de résultat net recalculé.

Certains indicateurs corroborent les estimations figurant au tableau 23 :

- a. la baisse du coût salarial par unité de valeur ajoutée et la diminution de la part des salaires normalisés dans le produit national (tableau 25);
- b. l'augmentation de la marge bénéficiaire unitaire selon les calculs de la Banque Nationale (tableau 25);

- c. les augmentations de capital résultant de l'arrêté royal n° 15, qui ont renforcé les fonds propres et réduit l'endettement des entreprises de sorte qu'une meilleure rentabilité est prévisible (cf. chapitre 2.2.3. B.);
- d. la hausse des cours boursiers, elle-même tributaire de l'augmentation des bénéfices attendus (cf. chapitre 2.2.3. B.).

Tableau 25 — Coût salarial, part salariale et marge bénéficiaire 1974 et 1981-1983

Années	Coût salarial (a)	Part salariale normalisée (b)	Marge bénéficiaire (c)
1974	+15,9	76,8 (d)	- 8,2 (1976)
1981	+ 6,0	80,6	- 5,7
1982	+ 5,0	79,2	+17,9
1983	+ 4,8	77,5	+19,7

Sources : C.E.E.; B.N.B.; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Variation annuelle en %, masse salariale/PIB en volume. Calcul D.G.E.D.

(b) Revenu salarial, y compris un revenu imputé aux travailleurs indépendants en pourcentage du PIB au coût des facteurs. *Economie européenne*, n° 18, 1983, p. 83.

(c) Variation annuelle en %, *Rapports 1983*, Banque Nationale de Belgique, p. 106.

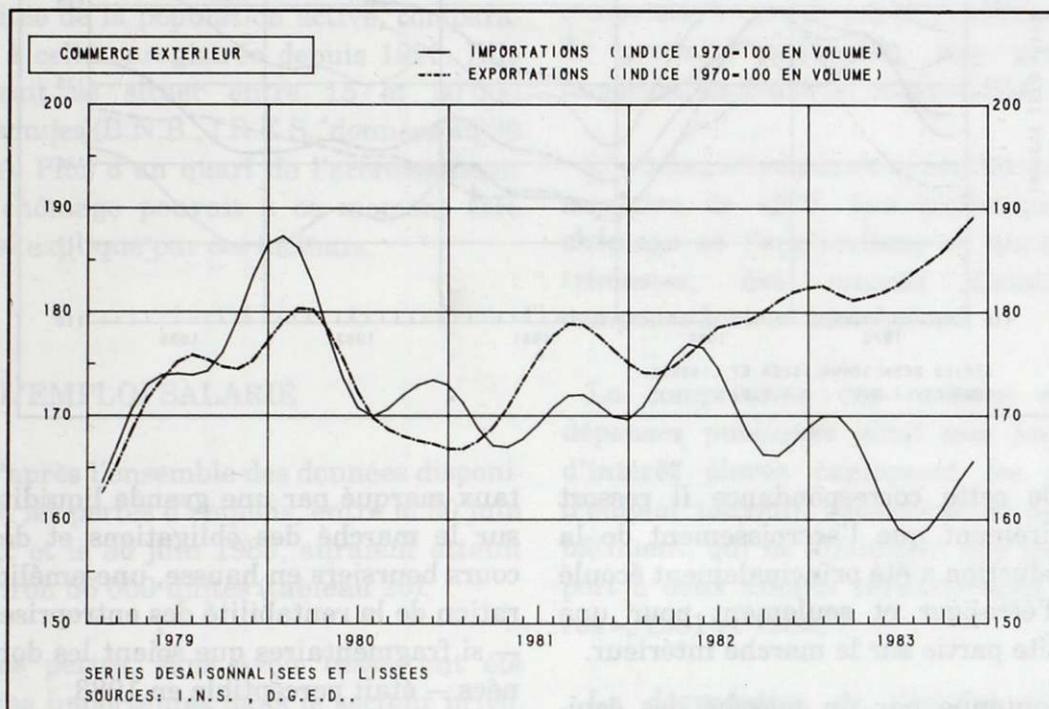
(d) Moyenne 1974-1979.

SYNTHÈSE 2.2.

L'amélioration de la position concurrentielle, la croissance de la demande extérieure et la diminution de la

demande à l'importation (graphique 4) ont permis une réduction sensible du déficit de la balance des paiements.

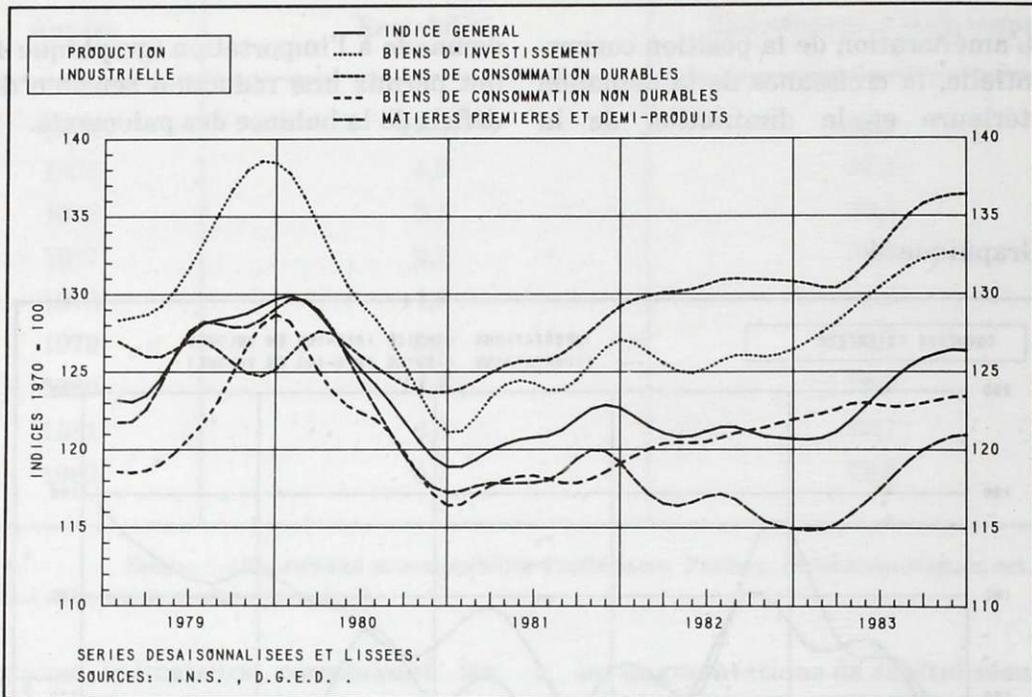
Graphique 4



La demande à l'exportation a augmenté plus rapidement que la moyenne pour le textile et l'habillement, les « autres industries » (principalement le caoutchouc et les plastiques, le bois et les meubles, les produits de la récupération), la construction métallique et l'électrotechnique et le secteur chimique (surtout la pétro- et carbochimie et les produits pharmaceutiques).

La croissance de la production industrielle (graphique 5) s'est concentrée dans les mêmes secteurs — même si les définitions des secteurs ne se recoupent qu'imparfaitement — : l'industrie textile, l'industrie chimique et du caoutchouc et dans une moindre mesure, les fabrications métalliques, ont connu une amélioration sensible en 1983.

Graphique 5



De cette correspondance il ressort clairement que l'accroissement de la production a été principalement écoulé à l'étranger et seulement pour une petite partie sur le marché intérieur.

Soutenue par un marché des capi-

taux marqué par une grande liquidité sur le marché des obligations et des cours boursiers en hausse, une amélioration de la rentabilité des entreprises — si fragmentaires que soient les données — était perceptible en 1983.

2.3. LES COMPOSANTES FAIBLES

2.3.1. L'EMPLOI

A. LA POPULATION ACTIVE

La combinaison des évolutions de la population en âge de travailler et des taux d'activité a conduit à une augmentation limitée de la population active, comparable à celle enregistrée depuis 1980. Elle devrait se situer entre 15 et 20 000 personnes (B.N.B., I.R.E.S., données au 30 juin). Plus d'un quart de l'accroissement du chômage pouvait à ce moment être ainsi expliqué par ces facteurs.

1982, suivie d'un lent redressement au premier semestre de 1983. Trois facteurs déterminent ce schéma : l'accroissement des exportations; les effets négatifs de la baisse de la demande intérieure compensés en partie par des substitutions de produits nationaux aux produits importés; les gains de productivité.

L'amélioration paraît se confirmer au 2^e semestre de 1983. Les statistiques du chômage et l'application, au quatrième trimestre, des accords d'embauche compensatoire en témoignent.

B. L'EMPLOI SALARIÉ

D'après l'ensemble des données disponibles, les pertes d'emplois, entre le 30 juin 1982 et le 30 juin 1983, auraient atteint environ 56 000 unités (tableau 26).

Ces pertes, sans avoir cessé, ont été moins importantes dans le secteur privé. Cette évolution recouvre deux tendances : des pertes moins nombreuses dans l'industrie, le bâtiment et le génie civil — mais toujours considérables dans ce dernier — et un mouvement négatif dans le secteur tertiaire privé. Dans le secteur public (y compris l'enseignement), un recul élevé est enregistré. Ces deux derniers développements sont les faits marquants de 1983.

La compression des revenus et des dépenses publiques ainsi que les taux d'intérêt élevés expliquent les pertes d'emploi toujours considérables dans le bâtiment, qui ne diminuent que par rapport à deux années véritablement « noires », 1981 et 1982.

La dégradation de l'emploi dans le tertiaire privé, malgré son aspect peut-être un peu erratique, est cependant assez manifeste depuis deux ans; même si quelques regains sont enregistrés pendant certains trimestres, l'examen de l'évolution à plus long terme montre une tendance assez nette à la stagnation d'abord et à la diminution ensuite. C'est dans le commerce, les transports et les « autres services » (soins de santé, services personnels, services culturels) que cela se manifeste. Ce mouvement est significatif de la contraction de la demande intérieure, qui s'est étendue aux services en 1983.

L'amélioration relative dans l'industrie présente un profil assez surprenant dans le temps. Au lendemain de la dévaluation de février 1982 et des mesures qui l'ont accompagnée, les pertes d'emploi sont quasi interrompues. Ensuite, une nouvelle et forte chute survient à l'automne

Sauf en automne 1983, l'emploi public diminue pendant toute la période sous

Tableau 26 — Evolution des gains et pertes d'emploi 1978-1983

O.N.S.S. au 30 juin

Répartition	$\frac{1979}{1978}$	$\frac{1980}{1979}$	$\frac{1981}{1980}$	$\frac{1982}{1981}$	$\frac{1983}{1982}$ (a)
<i>Total ...</i>	+31 635	- 1 278	-80 278	-43 558	-56 000
dont - secteur privé	- 6 274	-18 736	-84 872	-55 492	-40 000
- secteur public (b)	+37 909	+17 458	+ 4 594	+11 934	-16 000
avec CST, TCT	+17 384	+15 170	+12 597	+14 907	-16 000
sans CST, TCT					
dont - industrie (c)	-24 361	-18 613	-46 973	-30 961	-18 000
- bâtiment et génie civil (c)	+ 1 390	- 8 913	-28 510	-22 304	-16 000
- tertiaire privé	+18 685	+ 9 734	- 8 637	- 1 887	- 5 000

Sources : O.N.S.S.; Ministère des Affaires économiques, I.N.S., calculs et estimations de la D.G.E.D.

(a) Estimations.

(b) CST : cadre spécial temporaire; TCT : troisième circuit de travail.

(c) Privé et public ensemble : optique sectorielle.

revue. C'est la conséquence de restrictions — concernant essentiellement le personnel contractuel (non statutaire) des administrations centrales, locales, régionales et des établissements et entreprises publiques (1) — décidées et appliquées par les pouvoirs publics. Cette baisse n'a donc pas directement de signification conjoncturelle, mais il ne s'agit pas non plus d'un phénomène provisoire et accidentel.

Il apparaît de plus en plus clairement qu'un renversement des tendances observées jusqu'ici se produit. Alors que, de 1974 à 1979, l'hémorragie de l'emploi dans l'industrie était partiellement compensée par des créations d'emplois dans les secteurs tertiaires public et privé, au tournant des années 1980, la récession a frappé tous les secteurs. Depuis lors, les pertes d'emploi, à l'inverse, ralentissent dans l'industrie, continuent dans le bâtiment mais, surtout, apparaissent dans le secteur tertiaire public et privé.

C. LES AUTRES FACTEURS INFLUENÇANT LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LE NIVEAU DU CHÔMAGE

Les évolutions du chômage recensé et de l'emploi salarié sont influencées par deux autres phénomènes : le plan de résorption du chômage et l'extension du travail à temps partiel.

Seule la mise au travail effectuée directement ou quasi directement par les pouvoirs publics est retenue ici pour évaluer le plan de résorption : les chômeurs mis au travail (C.M.T.), le cadre spécial temporaire (C.S.T.) et le troisième circuit de travail (T.C.T.) (tableau 27) (2). Les prépensions, qui sont des formules de retrait de la population active et les stages des jeunes qui se substituent dans une majorité de cas à des emplois normaux, ne sont pas des moyens de résorption directe.

Tableau 27 — Evolution de la mise au travail par les pouvoirs publics 1982-1983

Catégories	Décembre 1982	Décembre 1983	Différences
CST plein-temps	17 344	12 984	- 4 360
CST mi-temps	—	1 145	+ 1 145
TCT plein-temps	1 131	13 025	+11 894
TCT mi-temps	—	687	+ 687
CMT	31 772	26 620	- 5 152
<i>Total ...</i>	50 247	54 461	+ 4 214

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

- (1) Cette diminution n'a rien à voir avec la mise au travail de chômeurs (C.S.T., etc...), qui est stable d'une année à l'autre.
- (2) Il est utile de rappeler que C.S.T. et T.C.T. sont repris dans l'emploi O.N.S.S. C'est à titre d'information qu'ils sont mentionnés ici car il ne faut pas les ajouter à l'évolution de l'emploi examinée plus haut.

Tableau 28 — Extension du travail à temps partiel 1981-1983

Catégories	Décembre 1981	Décembre 1982	Décembre 1983	Différence 1983/1982
Stage des jeunes en cours à mi-temps	—	6 069	11 728	+ 5 659
Chômeurs occupés à temps réduit	18 009	30 143	50 826	+20 683
dont : hommes	(2 395)	(4 886)	(9 491)	(+ 4 605)
femmes	(15 614)	(25 257)	(41 335)	(+16 078)
Cadre spécial temporaire à temps partiel	—	—	1 145	+ 1 145
Troisième circuit de travail à temps partiel	—	—	687	+ 687
<i>Total ...</i>	18 009	36 212	64 386	+28 174

Source : O.N.E.M.; calculs D.G.E.D.

Ainsi définie, la résorption du chômage a connu une légère augmentation, surtout au second semestre de 1983.

La mesure du deuxième phénomène, l'extension du travail à temps partiel, présente des difficultés car il n'existe pas de statistiques exhaustives à ce sujet. Le tableau 28 présente des « indications » disponibles en cette matière, qui permettent sans risque de déduire une accélération de la tendance.

L'augmentation globale est de 28 000 personnes et le phénomène est en accélération en 1983 : entre fin août et fin décembre, 13 000 personnes ont été ainsi engagées. Dans ce total, la plus grande partie (21 000) vient de la rubrique des chômeurs qui acceptent un emploi à temps réduit. Puisque ces derniers emplois ne sont pas du type « troisième circuit », cela signifie une diffusion réelle des formules à temps réduit sur le marché du travail, surtout occupées par des femmes (16 000 sur 21 000 personnes).

D. L'ÉVOLUTION DU CHÔMAGE COMPLET INDEMNISÉ

L'augmentation moyenne du chômage complet indemnisé a certes été ralentie en 1983, mais elle apparaît toujours importante (tableau 29).

Ce ralentissement s'explique par l'amélioration de l'activité, l'embauche compensatoire, l'extension du travail à temps partiel (3) et l'accroissement du nombre de personnes mises au travail par les pouvoirs publics. Il s'est manifesté essentiellement au second semestre de l'année.

Le chômage partiel pour raisons économiques connaissait lui aussi une certaine résorption au dernier trimestre de l'année.

Le tableau 30 présente la répartition sectorielle des accroissements du chômage et des prépensionnements en 1983,

(3) En effet, nombre de chômeurs complets indemnisés ont « accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage » et sont ainsi enregistrés dans une autre catégorie statistique.

Tableau 29 — Evolution du chômage complet indemnisé 1979-1983 (a)

Périodes	1979	1980	1981	1982	1983
Moyenne annuelle	294 416	321 895	391 784	456 577	504 961
Croissance en nombre	+12 000	+27 000	+70 000	+65 000	+48 000
Croissance en %	+ 4,3%	+ 9,3%	+21,7%	+16,5%	+10,6%
Décembre à décembre (b)	+14 000	+63 000	+47 000	+60 000	+24 000
Février à février (c)	+ 5 000	+71 000	+75 000	+57 000	(+13 500)

Source : O.N.Em.; Calculs D.G.E.D.

(a) Chiffres arrondis.

(b) Variation de décembre de l'année mentionnée par rapport à décembre de l'année précédente.

(c) Variation de février de l'année suivante par rapport à février de l'année mentionnée. L'intérêt de cette comparaison est de tenir compte du déplacement, de l'automne à l'hiver, de l'arrivée des jeunes scolarisés dans les séries du chômage complet indemnisé.

comparée aux pertes d'emploi recensées dans la même branche.

Le total obtenu ne correspond pas aux pertes d'emploi recensées dans la branche d'activité considérée, car deux phénomènes supplémentaires jouent : l'absence de remplacement des travailleurs pensionnés et la mobilité d'emploi. Ces deux facteurs sont recensés statistiquement comme des pertes d'emploi dans la branche d'activité.

Compte tenu de ces réserves, il apparaît que l'amélioration se situe dans les « autres industries manufacturières ». La détérioration se poursuit, certes un peu moins fort, dans les autres branches. La branche des « services » se trouve être, statistiquement, un point d'arrivée pour de nombreux nouveaux demandeurs d'emplois; l'emploi et le chômage y augmentent simultanément (4). En 1983 cette évolution s'atténuait, ce qui pourrait indiquer soit une amélioration des débouchés dans les autres secteurs — y

compris la mise au travail par les pouvoirs publics —, soit une moindre pression des nouveaux demandeurs d'emplois potentiels, soit d'autres mutations encore difficilement quantifiables.

Certains services aux entreprises, les administrations et les services sociaux enregistrent les plus fortes hausses de chômage (5). Le chômage des enseignants s'était fortement élevé de mars à septembre 1982 (de 12 000 à 23 000); depuis il n'est jamais redescendu en dessous de 18 000. Les services, les « activités mal désignées » et les formules de mise au travail par les pouvoirs publics (C.S.T., C.M.T., T.C.T.) constituent en fait un seul grand ensemble, à l'intérieur duquel circulent de nombreux demandeurs d'emploi, passant d'un statut à un autre.

Une dernière caractéristique importante est la hausse plus rapide, depuis plusieurs années déjà, du chômage masculin que du chômage féminin. Cette tendance a aussi été confirmée en 1983.

(4) Ce n'est pas illogique dans la mesure où de nombreuses personnes, le plus souvent des jeunes, deviennent chômeurs complets indemnisés après passage dans un travail précaire ou à durée limitée, que ce soit dans le secteur public ou privé; elles sont dès lors recensées dans le secteur des services. Parallèlement à ce phénomène, l'emploi statutaire ou régulier a continué à croître jusqu'à il y a peu.

(5) Les transports et communications, qui sont recensés à part, connaissent aussi des pertes d'emploi et une hausse du chômage importantes.

Tableau 30 — Chômage complet indemnisé - Prévisions (a) - Pertes d'emplois par secteurs 1980-1983

Du 31 déc. au 31 déc.

Branches	1980		1981		1982		1983	
	Chômage + prévisions	Emploi O.N.S.S.						
Agric., forêt, pêche, etc.	+ 426	- 204	+ 562	- 170	+ 566	- 45	+ 304	..
Mines, énergie, eau	- 406	- 566	+ 65	- 542	+ 382	- 1 144	+ 285	..
Industries de base	+ 6 188	- 9 904	+ 6 900	- 9 068	+ 6 270	- 8 843	+ 4 404	..
Fabric. métall., méc., élect.	+ 9 998	- 13 578	+ 12 370	- 18 678	+ 10 445	- 15 111	+ 5 686	..
Autres industries manufac.	+ 10 313	- 15 263	+ 11 276	- 15 970	+ 9 490	- 7 667	+ 886	..
Construction	+ 15 412	- 20 539	+ 21 137	- 29 450	+ 10 644	- 18 105	+ 6 478	..
Commerce	+ 5 167	- 4 353	+ 5 771	- 6 373	+ 6 186	- 5 907	+ 4 899	..
Horeca	+ 909	+ 1 193	+ 1 750	+ 2 538	+ 1 807	+ 2 052	+ 1 843	..
Transports et communications	+ 2 669	- 2 955	+ 3 692	- 544	+ 4 270	- 2 088	+ 1 910	..
Banques et assurances	+ 831	+ 838	+ 1 266	+ 144	+ 1 021	+ 4 809	+ 455	..
Services	+ 17 728	+ 9 627	+ 16 407	+ 17 882	+ 23 772	+ 3 943	+ 8 479	..
Activités mal désignées (b)	+ 11 216		- 12 544(c)		+ 7 491		+ 5 890	..

(a) Prévisions : prévisions conventionnelles + prévisions légales - remplacements. Les taux de remplacements sont de 69 % en 1980, 61 % en 1981, 50 % en 1982 et 100 % en 1983.

(b) Comprend essentiellement les jeunes admis au chômage au terme de leurs études et de leur stage d'attente.

(c) Effet du déplacement de l'inscription des jeunes scolarisés.

Sources : O.N.Em.; O.N.S.S.; Calculs D.G.E.D.

2.3.2. LE REVENU DES MÉNAGES ET LA CONSOMMATION PRIVÉE

A. COMPTE DU REVENU DES MÉNAGES

Les mesures d'austérité adoptées en 1982 après la dévaluation du franc belge — principalement la désindexation des salaires qui s'est poursuivie en 1983 — ont fait sentir leur plein effet pendant l'année écoulée (tableau 31). Entre 1981 et 1983, la part des salaires a diminué de 60,1 % du P.N.B. à 57,9 %; en 1974 elle s'élevait à 54 %. La pression fiscale et parafiscale s'est aggravée par rapport au P.N.B. : l'impôt direct a augmenté de 11,2 % en 1974 à 16,0 % en 1983 et les cotisations sociales de 9,6 % à 13,5 %.

L'épargne privée a progressé suite notamment aux mesures fiscales d'encouragement aux placements en valeurs belges, et passe de 14,5 % du revenu disponible en 1982 à 15,5 % en 1983.

Le revenu disponible des particuliers en termes réels aurait diminué, tout comme en 1982, de 1,2 %.

En 1982, les ménages, confrontés avec la baisse de leurs revenus, avaient plutôt tendu à désépargner pour soutenir un standing de consommation proche de leur modèle antérieur, ce qui explique le maintien d'une faible hausse de la consommation malgré une baisse du revenu disponible; en 1983, par contre, ils ont adapté leur rythme de consommation à l'évolution négative de leur pouvoir d'achat, ce qui a permis de revenir à un taux d'épargne proche de la moyenne.

B. CONSOMMATION PRIVÉE

Après avoir baissé de 1,4 % en 1981 et haussé de 1,1 % en 1982, la consommation des ménages s'est à nouveau contractée en 1983 (-2,0 % environ) en termes réels.

La baisse du revenu disponible est donc nettement inférieure à celle de la consommation et donne probablement une image trop globale de la situation du ménage moyen. Celui-ci a dû être nettement plus affecté par les restrictions de revenu que ne le laisseraient supposer les estimations macroéconomiques du revenu disponible. Plusieurs indications permettent d'avancer quelques éléments de réponse à cette question.

Au point de vue des revenus, il faut remarquer que les rémunérations brutes des salariés ont baissé de 3,7 % en termes réels. Seuls les revenus de la propriété (+4,8 %) et les allocations de chômage (+9,3 %) continuent à croître significativement en termes réels (1).

Cette situation indique que la baisse du pouvoir d'achat a été inégalement répartie parmi les groupes socio-professionnels, les ménages salariés et ceux touchés par le chômage subissant des pertes de revenu bien supérieures à la baisse du revenu global disponible (environ 3 %). Or, ce sont ces catégories de ménages dont la propension marginale à consommer (c'est-à-dire l'incitation à consommer le dernier franc gagné) est la plus forte et notoirement plus élevée que celle des bénéficiaires de revenus de la propriété. L'effet négatif sur l'ensemble des dépenses en est donc renforcé.

(1) Estimations : Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D., Budget économique.

Tableau 31 — Evolution du compte des ménages 1981-1983

En milliards de FB

	1981 (a)	1982 (a)	1983 (b)	Variation 1983-1982 %	% PNB	
					1981	1983
REVENUS PRIMAIRES BRUTS						
Rémunération des salariés	2 175,9	2 307,2	2 416,3	4,7	60,1	58,1
<i>Salariés</i>	1 604,2	1 696,9	1 785,1	5,2		
<i>Fonctionnaires</i>	515,1	550,9	568,7	3,2		
<i>Autres</i>	56,6	59,4	62,5	5,2		
Revenus des indépendants	398,7	438,6	470,4	7,3	11,0	11,3
Revenus de la propriété (loyers, div.)	497,3	564,0	624,0	10,6	13,7	15,0
<i>Total des revenus primaires bruts</i>	3 071,9	3 309,8	3 510,7	6,1	84,8	84,4
REVENUS SECONDAIRES BRUTS						
Transferts de Séc. Soc. aux salariés et indépendants	734,8	803,7	875,2	8,9		
Autres transferts courants (nets) de l'Etat ...	90,5	93,3	96,4	3,3		
<i>Total des transferts sociaux</i>	825,3	897,0	971,6	8,3	22,8	23,4
<i>Transferts (nets) du reste du monde</i>	-15,3	-11,1	-12,3	—	-0,4	-0,3
PRÉLÈVEMENTS						
Impôts directs	567,6	655,1	666,5	1,7	15,7	16,1
Cotisations Séc. Soc.	464,7	500,4	566,6	13,2	12,8	13,6
<i>Total des prélèvements publics</i>	1 032,3	1 155,5	1 233,1	6,7	28,5	29,6
REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES ..	2 849,6	3 040,2	3 236,9	6,5	78,7	77,8
<i>Variations en termes réels</i>	+0,4	-1,9	-1,2			
<i>Consommation</i>	2 394,2	2 599,6	2 733,0	5,1	66,1	65,7
<i>Épargne</i>	455,4	440,6	503,9	14,4	12,6	12,1

Source : Ministère des Affaires économiques.

(a) I.N.S.

(b) Estimations D.G.E.D., Budget économique.

D'autres facteurs ont encore accentué la dépendance de plus en plus marquée entre les dépenses des consommateurs et le climat conjoncturel. Les mesures de politique économique restrictives, prises en 1982 en vue du rétablissement de l'équilibre extérieur et de la restauration de la compétitivité des entreprises, ainsi que celles visant à réduire le déficit des finances publiques ont hypothéqué les perspectives de relance de la demande intérieure pendant l'année écoulée. Le modèle de consommation des particuliers en a été affecté: des catégories de dépenses traditionnellement en croissance continue, comme l'alimentation et les services, sont à leur tour touchées par les restrictions de budget auxquelles sont astreints la plupart des consommateurs.

L'austérité pratiquée de la sorte a eu un impact différent sur l'ensemble des catégories de dépenses, ce que l'examen des modifications intervenues au sein de l'affectation du budget des ménages permet de mieux faire ressortir.

La principale source d'information est constituée par les indices des déclarations à la T.V.A. par les commerçants, publiés par l'I.N.S. qui reprend le classement par rubrique N.A.C.E. Ces indices en valeur sont déflatés par des indices de prix correspondants calculés mensuellement par la D.G.E.D. en tenant compte de la composition de chaque rubrique. Le tableau 32 reprend pour les rubriques principales du commerce de détail les taux de croissance trimestriels en volume.

Tableau 32 — Commerce de détail selon les déclarations T.V.A. 1982-1983 (a).

Rubriques	1982	1983 (b)	1983			
			I	II	III	IV (b)
Alimentation	1,0	- 3,6	-3,1	- 6,3	-2,0	- 3,0
Produits de beauté et d'entretien	1,1	- 6,9	-8,6	-10,1	- 6,4	- 2,7
Vêtements	1,3	0,3	2,9	- 1,2	1,3	- 1,1
Chaussures et cuir	3,2	-2,1	2,2	- 2,9	- 1,8	- 5,0
Tissus d'ameublement	2,9	-6,5	-4,0	-10,6	- 6,7	- 4,7
Equipement du foyer	2,7	-9,6	-8,7	-10,4	- 6,7	-11,7
Moyens de transport	-0,4	-4,2	-8,4	- 3,9	0,4	- 4,0
Carburants	4,5	-3,4	-8,1	- 3,8	- 1,0	- 0,3
Livres et papeterie	-3,7	5,9	4,3	4,7	8,7	6,1
Autres commerces de détail	5,3	0,0	2,0	3,1	-11,0	5,3
Commerces à assortiment varié	-3,0	-3,5	-3,1	- 3,3	- 4,4	- 3,2
Total du commerce de détail	0,5	-3,1	-3,8	- 3,8	- 2,5	- 2,4

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

- (a) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Toutes les données sont en volume et déflatées par des indices de prix représentatifs de chaque rubrique, établis par la D.G.E.D.
 (b) Données provisoires.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce a subi un recul au cours de l'année, mais deux périodes peuvent être distinguées. Au cours du premier semestre, la dégradation des ventes a été la plus forte avec un rythme de baisse de 3,8 %. Par contre, une légère amélioration s'est produite au second semestre pendant lequel le recul en volume n'atteint plus que 2,3 %. Pour l'année complète, la diminution s'élève à 3,1 %, ce qui représente la baisse annuelle la plus importante enregistrée depuis l'établissement de cette statistique. De l'examen des différents postes des ventes au détail, il apparaît que seules les rubriques « habillement » (textile) et « articles de librairie et papeterie » (comprenant la bureautique informatisée) voient encore leur chiffre d'affaires progresser.

Tous les autres secteurs présentent tout au long de l'année une baisse de leur chiffre d'affaires mais deux éléments significatifs méritent d'être néanmoins soulignés. Les ventes d'articles ménagers durables et semi-durables (équipement du foyer, tissus d'ameublement, autres commerces de détail non alimentaires) connaissent des résultats particulièrement déprimés (chute de plus de 6 % du volume des ventes) et subissent de plein fouet l'impact des pertes de pouvoir d'achat des ménages. De plus, de très importants achats, anticipatifs des hausses de T.V.A. au premier janvier 1983, avaient été enregistrés au quatrième trimestre de

1982, ce qui explique partiellement la morosité du marché de l'électroménager.

Pour la première fois, les ventes de produits alimentaires sont en net recul durant chaque trimestre de l'année (au total -3,6 % en volume) en dépit du caractère inélastique à la conjoncture habituellement attribué à ces dépenses. Il faut rapprocher ce recul de la perte notable du pouvoir d'achat des salariés qui commencent à devoir rogner sur chaque poste de leur budget, ce qui se traduit dans le secteur alimentaire non seulement par une baisse de la qualité moyenne des produits consommés, et donc par un glissement vers le bas de la gamme et les produits génériques, mais encore par une réduction du volume consommé. Cette évolution est corroborée par le recul très net de la valeur du chiffre d'affaires du Groupe GB-INNO-BM qui est constitué d'une forte proportion de produits alimentaires. Le taux de croissance du groupe a baissé jusqu'à 2 % au quatrième trimestre pour s'établir à 4,8 % pour l'année complète, ce qui constitue une forte contraction en volume, significative de la situation de la grande distribution.

La consommation des services par les particuliers est difficilement quantifiable, étant donné le manque de statistiques exhaustives disponibles. Une estimation partielle peut néanmoins être effectuée à partir des déclarations à la T.V.A. des rubriques les plus représentatives reprises dans le tableau 33.

1,0	1,2	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6	2,8	3,0
0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1
0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3

Tableau 33 — Evolution de la consommation de services selon les déclarations à la T.V.A. 1982-1983 (a)

Rubriques	1982	1983 (b)	1983			
			I	II	III	IV (b)
Horeca	5,5	0,7	1,0	- 1,6	1,8	1,6
Réparation de biens de consommation	6,2	0,6	1,9	1,2	1,0	-1,5
Services récréatifs et culturels	7,8	2,1	2,6	2,7	-3,2	5,8
Services personnels	0,3	-4,0	0,2	- 5,4	-4,4	-5,6
Agences de voyages et intermédiaires du transport	-4,9	-7,8	-15,8	-10,7	-4,5	0,9
Estimation totale des services	5,1	0,3	1,3	- 0,8	0,0	-0,2

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Toutes les données sont en valeur et déflatées par des indices de prix représentatifs de chaque rubrique, établis par la D.G.E.D.

(b) Données provisoires.

Le principal fait marquant de 1983 est la stagnation du volume du chiffre d'affaires des principaux secteurs depuis le début du second semestre. Si seuls les agences de voyage et les services personnels (coiffure, blanchisserie) présentent des résultats en net recul, des secteurs comme les loisirs (services culturels), les réparations de biens et l'Horeca voient leur croissance, traditionnellement très positive, complètement stoppée au cours des trois derniers trimestres de l'année. Il convient de rappeler que l'ensemble des activités des services croissait habituellement de plus de 6 % par an tandis qu'en 1983, au plus une stagnation est observée. Ce nouveau phénomène illustre parfaitement l'extension des restrictions consenties par les ménages afin de boucler leur budget : leur effort a d'abord porté sur les biens de consommation durables; à

partir de 1983, il s'est étendu aux produits alimentaires et aux activités de services. Que le chiffre d'affaires des services récréatifs évolue d'une croissance de 18,8 % en 81 à 7,8 % en 82 puis tombe à 2,1 % seulement en 1983, indique à suffisance le passage accéléré de ce type de dépenses dans la catégorie du superflu pour un nombre croissant de consommateurs.

Les achats de véhicules et les dépenses liées à leur utilisation représentent plus de 12 % du budget des ménages recensés par l'enquête I.N.S. de 1978-1979. Depuis 1981, les achats de voitures neuves stagnent à un niveau très bas, ce qui laisse entrevoir une saturation progressive du marché. En effet, selon l'enquête annuelle du C.E.P.S.A. (2), le marché belge est constitué à environ 86 % de voitures de

(2) Centre d'Etudes des Problèmes Sociaux créés par l'Automobile (U.L.B.).

remplacement. Or, depuis 1973, la durée de vie moyenne d'une voiture neuve avant son remplacement est passée de 4,2 à 5,8 années en 1981, le kilométrage moyen annuellement parcouru chutant de 13 400 km à moins de 10 000 km au cours de la même période. Il peut en être déduit que les ménages belges effectuent toujours le même kilométrage avec leurs véhicules avant de le déclasser et que le renouvellement est devenu plus lent. Les deux chocs pétroliers entraînant de fortes hausses des prix des carburants en 1974 et 1981, et la baisse du pouvoir d'achat sont les principaux responsables de cette situation qui implique nécessairement une cassure dans la progression des ventes de véhicules, telle celle qui s'est produite en 1981. En outre, parallèlement au rétrécissement du marché de remplacement, une chute des ventes de véhicules de première utilisation est constatée : en effet la crise a particulièrement touché les classes socio-professionnelles et les catégories d'âge qui sont les clients privilégiés des véhicules de première utilisation. Cette évolution est accentuée par le haut

niveau des taux d'intérêt sur les achats à tempérament et la dégradation de la qualité des emprunteurs amenée par les difficultés d'emploi. De nombreux ménages sont ainsi obligés de se tourner vers le marché de l'occasion qui est resté particulièrement stable depuis 1978 avec une croissance moyenne de 1 % par an. Le rapport entre les immatriculations de véhicules neufs et d'occasion, qui était de 1,3 en 1979, est passé à 0,81 en 1983 (tableau 34).

Au cours de l'année 1983, le nombre des immatriculations de véhicules neufs recensées par l'Office de la Circulation Routière a encore baissé de 1,5 %, contre 1,7 % en 1982 et 12,1 % en 1981. Mais ce résultat assez moyen est entièrement dû au redressement des immatriculations observé au quatrième trimestre (+12,2 % de hausse), alors qu'un recul moyen de 4,4 % était enregistré pendant les trois premiers quarts de l'année. Etant donné que la hausse des achats de véhicules dure depuis octobre 1983, un retournement de tendance après trois ans de

Tableau 34 — Immatriculations de voitures particulières 1978-1983

Années	Véhicules neufs	% (a)	Véhicules usagés	% (a)	Rapport entre véhicules neufs et d'occasions
1978	411 762	- 1,9	401 148	-0,1	1,02
1979	420 605	2,2	406 122	1,2	1,03
1980	398 524	- 5,2	403 974	-0,7	0,98
1981	350 199	-12,1	401 134	-0,6	0,87
1982	344 238	- 1,7	408 925	1,9	0,84
1983	339 438	- 1,4	416 236	1,8	0,81

Source : Office de la Circulation Routière.

(a) Différence avec l'année précédente.

ventes extrêmement déprimées pourrait peut-être apparaître, beaucoup de ménages étant dans l'impossibilité de retarder leur achat de par l'usure technique de leurs véhicules.

L'amorce de redressement des ventes de véhicules constitue en fait le seul indice positif d'évolution favorable en matière de consommation après une année pendant laquelle il ne fut question que de récession complète de ses diverses composantes.

La courbe synthétique du commerce établie sur base d'enquêtes auprès des commerçants par la Banque Nationale reflète cette morosité. La valeur chiffrée de la courbe, représentative de l'ensemble des indicateurs, s'est maintenue à un niveau très bas pendant l'ensemble de

1983 avec une valeur moyenne mensuelle de 85,1 points, en recul de 10,9 % sur la moyenne de 1982. Une légère amélioration au niveau de certaines composantes de la courbe apparaît néanmoins en fin d'année, notamment en ce qui concerne l'appréciation par les commerçants de leurs ventes et les prévisions de commandes aux fournisseurs étrangers. Ce léger infléchissement pourrait laisser présager une amélioration plus nette du climat conjoncturel au début de 1984.

L'enquête effectuée trois fois par an auprès des consommateurs belges par l'I.N.S. pour le compte des Communautés européennes (tableau 35) reflète bien comment réagissent les ménages à la réduction de leurs revenus et comment ils apprécient leur situation financière et envisagent leur capacité d'épargne.

Tableau 35 — Enquêtes de conjoncture auprès des ménages belges 1982-1983 (a)

Désignation	Janvier 1982	Mai 1982	Octobre 1982	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983
1. Situation financière des ménages (au cours des 12 derniers mois)						
Amélioration	5,5	5,9	5,6	6,4	5,6	5,0
Stagnation	53,1	49,2	43,4	41,9	45,9	41,0
Dégradation	39,2	43,2	48,9	49,1	46,3	51,7
2. Capacité d'épargne des ménages (au cours des 12 mois suivants)						
Amélioration des intentions d'épargne	37,3	35,5	35,3	37,6	36,0	33,0
Dégradation des intentions d'épargne	58,1	58,6	58,2	57,2	59,0	61,8
Moment favorable pour des achats importants	39,2	41,3	37,4	34,6	38,3	35,5

Sources : Communautés Européennes; Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Résultats en % de l'échantillon.

2.3.3. LES INVESTISSEMENTS

A. DIAGNOSTIC DE LA FAIBLESSE

En 1983, le volume des investissements productifs (1) a sensiblement diminué (-3,1 %) par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle il était demeuré stable. Tout comme en 1981 et 1982, les immeubles d'habitation et les investissements des administrations publiques (enseignements officiel et libre compris) enregistrent une régression. De la sorte, la formation intérieure brute de capital fixe devrait être de 5 % inférieure à celle

de 1982 (déjà en baisse de 2,5 % entre 1981 et 1982).

L'atonie des investissements a commencé à se manifester en 1975 pour persister jusqu'à maintenant. Elle ne concerne pas uniquement l'économie belge mais peut être observée dans la majorité des pays de la Communauté européenne. Cependant, pour la période 1975-1980, elle apparaît plus marquée en Belgique (+1,6 %) que dans la Communauté européenne (+2,8 %) (tableau 36).

Tableau 36 — Formation brute de capital fixe 1970-75 et 1975-80

Prix de 1975, moyenne arithmétique des taux de croissance annuels

Secteurs d'activité	Belgique		EUR-7 (a)	
	1970-1975	1975-1980	1970-1975	1975-1980
Agriculture	5,5	5,3	1,7	1,5
Energie	9,3	- 4,0	4,9	2,8
Industries manufacturières	0,7	- 0,8	- 3,5	3,6
<i>Produits intermédiaires</i>	7,4	- 7,7	- 3,1	- 2,0
<i>Produits d'équipement</i>	- 0,6	11,8	- 2,4	7,6
<i>Produits de consommation courante</i>	-0,7	3,7	-4,4	4,5
Bâtiment et génie civil	-4,8	6,8	-3,6	3,8
Services marchands	4,8	3,0	1,8	3,5
Services non marchands	0,9	3,4	-0,2	-0,6
Total...	2,8	1,6	0,5	2,8

Source : Eurostat, in : La base de données structurelles. Tableaux par branche 1960-1981. *Etudes de comptabilité nationale*, n° 4, 1984, p. 159.

(a) Allemagne fédérale, France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Danemark.

La faiblesse du développement depuis la seconde moitié des années septante est la plus marquée du côté des investissements des industries manufacturières. Des tendances inverses entre la Belgique et la Communauté apparaissent pour les périodes

(1) Formation brute de capital fixe, à l'exclusion des investissements des administrations publiques et des immeubles d'habitation.

Tableau 37 — Taux d'investissement et contribution des secteurs d'activité à la croissance de la valeur ajoutée

Secteurs d'activité	Taux d'investissement (a)				Contribution à la croissance de la valeur ajoutée (b)			
	Belgique		EUR-7		Belgique		EUR-7	
	1968-1974	1975-1981	1968-1974	1975-1981	1968-1974	1975-1981	1968-1974	1975-1981
Agriculture	15,3	20,7	19,3	23,6	1,0	3,5	1,4	2,8
Energie	31,9	29,2	32,5	32,4	4,8	6,1	6,0	7,4
Industries manufacturières	17,2	13,5	14,6	12,7	37,2	21,1	33,8	25,3
Produits intermédiaires	27,4	22,7	24,6	20,4	10,4	9,9	7,9	5,1
Produits d'équipement	11,3	8,5	12,4	11,8	15,7	3,3	14,8	10,9
Produits de consommation courante	14,8	11,9	11,7	10,3	10,5	7,9	10,6	9,1
Bâtiment et génie civil	—	—	—	—	6,3	— 5,2	2,9	— 0,9
Services marchands	25,8	28,5	31,4	28,7	34,8	52,5	42,1	56,1
Services non marchands	32,4	25,3	28,1	21,1	12,4	16,6	9,8	10,4

Source : Eurostat, in : La base de données structurelles. Tableaux par branche 1960-1981. *Études de comptabilité nationale*, n° 4 1984, p. 94; Taux d'investissements, o.c., p. 97; calculs D.G.E.D.

(a) Formation brute de capital fixe par rapport à la valeur ajoutée.

(b) Pour chaque période de temps est calculée la différence entre les valeurs de la dernière année et celles de la première année de la période. Les résultats du calcul pour chaque branche sont divisés par le total. D'éventuels indices négatifs indiquent par conséquent une diminution de la valeur absolue de la branche en question.

des 1970-1975 (+0,7 et -3,5 %) et 1975-1980 (-0,8 et +3,6 %).

Le rapport entre le volume des investissements productifs et la valeur ajoutée brute des secteurs producteurs de l'économie (taux d'investissement) a également baissé et est passé de 15 % en 1974 à près de 13 % en 1983. Ce fléchissement des taux d'investissement s'observe aussi dans l'ensemble des sept pays considérés de la Communauté européenne (tableau 37). Il en résulte que sous cet angle, l'économie belge ne se démarque pas sensiblement de celle de ses partenaires.

Par contre, l'évolution des taux d'investissement des industries manufacturières belges est inquiétante. Ceux-ci passent de 17,2 % (1968-1974) à 13,5 % (1975-1981). Dans la Communauté, le rapport se réduit de 14,6 % à 12,7 %.

A l'évidence, le marasme de l'économie industrielle belge se situe dans les industries de biens d'équipement. Le taux d'investissement y devient particulièrement peu élevé durant la seconde période (8,5 %) et la contribution de ce secteur à la croissance globale de l'économie (P.I.B.) diminue fortement. Par contre, en dépit d'un recul de leurs taux d'investissement, les industries des biens intermédiaires et des biens de consommation courante limitent la baisse de leurs parts contributives dans l'augmentation du P.I.B. par un développement soutenu de la productivité du travail (tableau 38). Celui-ci fait défaut au secteur des biens d'équipement en raison, vraisemblablement, de l'insuffisance d'investissements nouveaux. Certes depuis 1980, grâce à l'important effort d'investissement du secteur automobile, un redressement vigoureux est en cours mais il ne fait que souligner la grave déficience des autres branches industrielles qui composent le secteur des biens de production.

La diminution au cours des deux périodes précitées des taux d'investissement dans l'industrie manufacturière a été compensée par une hausse de ces taux dans les services marchands (25,8 à 28,5 %), à l'inverse des partenaires C.E.E. (31,4 à 28,7 %).

La contribution des services marchands à la croissance nationale se voit renforcée, mais l'augmentation de la productivité apparente du travail ne progresse guère. Ceci tient à la hausse sensible de l'emploi du secteur entre 1975 et 1981, laquelle a permis, avec l'aide d'un développement des investissements, de satisfaire la progression, tant en quantité qu'en qualité, de la demande intérieure pour ce type de production.

Ainsi, l'évolution respective des taux d'investissement dans les secteurs manufacturiers et les services marchands reflète-t-elle la tertiarisation croissante de l'économie belge. Il n'est pas aisé de savoir jusqu'où peut aller cette transformation structurelle en raison de l'absence de norme en la matière. Si, d'une part, cette tertiarisation semble s'inscrire dans la logique du développement économique, il n'en est pas moins certain qu'elle ne peut impliquer une diminution excessive du secteur secondaire, lequel par ailleurs, en tant que générateur de services, conditionne étroitement le développement d'une partie de ceux-ci. Un nouvel équilibre global entre production de biens et de services doit dès lors être atteint. En outre, la diminution de la part des industries manufacturières dans la production intérieure brute et l'emploi est en relation avec la nature des activités industrielles y représentées, lesquelles ont assuré jusque dans un passé récent le développement de l'économie nationale. Dès lors, la nouvelle répartition internationale des activités productrices, qui se développe actuelle-

Tableau 38 — Investissement par emploi et évolution de la productivité du travail

Secteurs d'activité	Investissement par emploi (a)			Productivité du travail (b)			
	Belgique		EUR-7	Belgique		EUR-7	
	1968-1974	1975-1981	1968-1974	1968-1974	1975-1981	1968-1974	1975-1981
Agriculture	64,3	104,2	48,9	8,2	67,7	6,1	4,3
Energie	420,4	574,6	403,9	11,9	543,5	8,4	3,8
Industries manufacturières	88,2	88,3	66,3	7,6	68,9	4,9	4,1
Produits intermédiaires	180,7	169,2	114,8	8,7	132,8	5,9	4,7
Produits d'équipement	52,0	73,0	52,3	8,9	61,5	4,2	4,0
Produits de consommation courante	65,9	73,0	50,6	5,9	52,5	4,6	4,0
Services marchands	156,3	185,3	163,6	2,5	167,9	3,3	2,3
Services non marchands	126,9	117,4	94,5	2,9	80,5	0,9	0,8
Total...	120,6	138,4	104,4	4,5	116,7	3,9	2,7

Source : Eurostat, *in* : La base de données structurelles. Tableaux par branche 1960-1981. *Etudes de comptabilité nationale*, n° 4, 1984, p. 147; Investissement par emploi : calcul D.G.E.D.

(a) Aux prix de 1975, en milliers de FB.
(b) Taux de croissance annuel moyen en %.

ment, appelle un renouvellement de la texture industrielle susceptible de contre-carrer ce mouvement, voire de l'inverser. En particulier, le développement croissant des équipements et infrastructures de nombreux pays qui en étaient démunis ou insuffisamment pourvus, implique une focalisation de l'activité industrielle nationale sur la production de biens susceptibles de satisfaire cette demande, assurée, par ailleurs, de durée. Au sein même des pays industrialisés, l'accélération du progrès technique, qui modifie fortement la technologie des systèmes de production, offre également des possibilités nouvelles aux industries productrices de biens d'équipement. Ici aussi, l'expansion de la demande apparaît assurée. Les possibilités de ces marchés respectifs devraient par ailleurs en garantir le profit.

L'effet de l'investissement sur l'emploi peut être approché sommairement par le rapport du montant de l'investissement à l'emploi. A prix constants de 1975, il apparaît que, à la seule exception des industries productives de biens intermédiaires, ce rapport a augmenté sensiblement entre les périodes 1968-1974 et 1975-1981, tant dans l'économie belge que dans l'économie européenne (tableau 38).

En outre, dans la majorité des branches d'activité industrielle ou de services, il est plus élevé pour l'économie nationale que pour celle de la C.E.E.; cet écart a, par ailleurs, tendu à s'accroître entre les deux périodes de référence. Ainsi, l'investissement en Belgique développe un effet de rationnement de l'emploi plus poussé que dans l'ensemble des pays partenaires de la Communauté; cet effet s'est renforcé depuis 1975. A prix courants, entre 1975 et 1981, le montant moyen de l'investisse-

ment par emploi existant pour les secteurs des industries manufacturières et des services marchands s'élevait à 177 000 F en Belgique contre 154 000 F en moyenne dans les pays de la C.E.E. Au cours de la même période, la diminution nette de l'emploi dans ces deux secteurs, exprimée en pour-cent par rapport à l'emploi y existant en 1975, s'est montée à 3,7 en Belgique et à 0,1 dans les sept pays de référence de la Communauté. Ceci permet d'éclairer le différentiel des taux de chômage calculés par rapport à la population active, défavorable pour l'économie belge comparée à la moyenne communautaire et ce par delà les différences de définition d'enregistrement des chômeurs (2).

B. INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

En 1983, la tendance lourde d'une évolution languissante des investissements productifs s'est trouvée à nouveau vérifiée.

Sur base des déclarations à la T.V.A. (tableau 39), un certain nombre d'industries connaîtraient toutefois une progression sensible du volume de leurs investissements: tel serait le cas de l'industrie textile, de l'industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac, de l'industrie du bois et des industries de production et de transformation du papier. Ces investissements permettront de réaliser l'adéquation de l'offre à une demande croissante, surtout à l'étranger, dont bénéficient les produits de ces secteurs (3). De plus, le développement des investissements de l'industrie textile est la conséquence de la mise en œuvre du plan textile dont certaines décisions de 1982 trouvent leur exécution en 1983.

(2) Voir : *L'économie belge en 1982*, M.A.E., Bruxelles 1983, p. 23.

(3) Cfr chapitres 2.2.1 et 2.2.2.

Tableau 39 — Investissements selon les déclarations à la T.V.A.

Evolution en %, prix courants

Branches d'activité	1981-1982	1982-1983
Combustibles solides	36,6	41,8
Raffineries de pétrole	-30,5	-29,9
Electricité	-12,9	-7,8
Gaz	81,5	-41,8
Métallurgie de base	67,1	-8,8
Industrie chimique	15,9	13,9
Fabrications métalliques	14,6	-17,9
dont : Ouvrages non mécaniques en métal	3,2	-17,1
Construction de machines	- 0,8	21,5
Industrie électro-technique	37,3	3,1
Construction d'automobiles	33,2	-29,6
Production alimentaire, boissons, tabac	12,7	18,3
Industrie textile	31,3	33,1
Industrie du bois et du meuble	21,3	16,8
Industrie du papier, imprimerie, édition	18,8	1,6
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	6,7	2,8
Bâtiments et génie civil	- 7,8	- 0,1
<i>Ensemble des industries...</i>	9,4	- 2,9
Commerce	13,2	4,9
dont : Commerce de gros	18,5	1,4
Transports et communications	14,5	- 5,7
Crédit, assurances, services aux entreprises	16,6	11,4
Autres services	10,2	12,9
<i>Ensemble des entreprises non industrielles...</i>	14,1	3,3
<i>Ensemble des déclarants...</i>	11,6	0,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

De même, le léger accroissement des investissements dans le secteur de la chimie coïncide avec le regain de la demande extérieure observé dans ce secteur en cours d'année.

L'enquête annuelle de la fédération professionnelle FABRIMETAL permet de se faire une idée assez précise de l'évolution des investissements dans le secteur des fabrications métalliques. Selon cette enquête, les investissements, quoique demeurant à un niveau élevé, enregistre-

raient en 1983 une légère décroissance (-1 %) en volume par rapport à l'année antérieure. Près de la moitié des investissements sont réalisés dans l'industrie automobile. Sans ce secteur, les investissements reculeraient de 9 % en volume. Outre l'industrie automobile, la construction mécanique et le tréfilage enregistreraient également une progression sensible du volume de leurs investissements en 1983. Les autres secteurs connaîtraient un recul en volume, le plus important étant la construction navale où le

marasme du secteur détermine une absence presque totale d'investissements.

Le secteur des utilités publiques (eau, gaz, électricité) connaît en 1983 une réduction du volume des dépenses d'équipement d'ampleur vraisemblablement identique à celle de 1982 (-10 %) tandis que la persistance d'une conjoncture faible dans la construction entraîne un nouveau recul du volume des investissements de ce secteur.

Ainsi, globalement, le volume de l'investissement industriel devrait-il être quelque peu inférieur à l'année précédente pour laquelle une augmentation de 2,2 % par rapport à 1981 avait été observée.

Pour les entreprises de services, le statu quo en volume des investissements devrait prévaloir, les progressions dans les secteurs du commerce et des institutions de crédit, quoique faibles pour ce dernier, devant être compensées par un recul des investissements dans les transports et communications.

C. ORIGINES DES DÉFICIENCES DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

La déficience de l'investissement productif au cours des dernières années, particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière, amène à poser la question de l'origine d'une telle évolution.

Si la modélisation théorique des relations entre l'investissement et ses déterminants est largement élaborée, l'appréhension pratique de ces interactions au niveau macro-économique ne va pas sans soulever des difficultés importantes, notamment statistiques, de

sorte qu'en raison de leur caractère approximatif, les résultats qui s'en dégagent doivent être regardés avec précaution.

Que la demande n'ait exercé dans les dernières années qu'un rôle marginal de stimulation de l'investissement (effet d'accélération) peut être inféré de son développement comparé dans le temps.

Entre 1973 et 1982, les exportations de marchandises n'ont en effet progressé en volume qu'à un rythme de moitié moindre (+5 % en moyenne l'an) qu'au cours des dix années antérieures (+10 %). Selon des données des Communautés européennes (4), l'augmentation des exportations extracommunautaires de produits manufacturés (5) de l'U.E.B.L. s'est montée à 3,7 % en moyenne par année entre 1973 et 1981, contre 8,9 % entre 1964 et 1973; au niveau intra-communautaire, les exportations vers les pays de la C.E.E. représentent un peu plus des deux tiers des exportations totales de l'U.E.B.L. La diminution du rythme de progression annuel moyen des ventes intra-communautaires de produits manufacturés entre ces deux périodes était encore plus marquée : 11,9 % de 1964 à 1973, et 2,2 % de 1973 à 1981. Cette baisse de régime n'a pu inévitablement qu'affaiblir la stimulation qu'exerce la demande étrangère sur la capacité de production des industries manufacturières dont 77 % de la production étaient exportés en 1981 contre 46 % en 1970.

Ce fléchissement du dynamisme de la demande extérieure s'adressant à l'économie belge se situe dans le contexte du ralentissement des échanges internationaux. Le volume des exportations mondiales d'une période à l'autre est passé d'un rythme d'augmentation

(4) « Le Commerce extérieur de la Communauté, des Etats-Unis et du Japon, *Economie Européenne*, n° 16, 1983, pp. 91-131.

(5) C'est-à-dire à l'exclusion des produits agricoles et des produits énergétiques.

annuel moyen de 8,5 % à 3,5 % tandis que les ventes de la Communauté à l'étranger ne progressaient plus que de 4,9 % entre 1973 et 1981 contre 8,1 % entre 1964 et 1973 et que les exportations intra-communautaires connaissaient un ralentissement quelque peu plus prononcé (respectivement + 3,2 % et +11,4 %).

A cette dynamique globale de la demande extérieure, s'ajoute l'effet de la redistribution des activités au niveau international, laquelle ne s'est toutefois pas toujours opérée au détriment de l'économie belge. Si des branches d'activité de base telles que la sidérurgie ou les raffineries de produits pétroliers ont fortement pâti de l'accroissement des capacités de production étrangères, d'autres, telles l'industrie automobile et le textile, ont largement bénéficié de l'affirmation de spécialisations concurrentielles au sein de cette répartition internationalement renouvelée des activités. C'est ainsi que depuis 1980, l'outil de production du secteur automobile a été d'année en année concurrentiellement adapté, tandis que la restructuration des activités du textile (plan textile) débouche sur l'augmentation, marquée en 1983, des investissements du secteur.

Au niveau intérieur, la progression de la consommation privée s'est également sensiblement amoindrie entre 1973 et 1982, passant à un rythme d'augmentation annuel moyen de 2,4 %, contre 4,6 % entre 1964 et 1973, tandis que l'augmentation annuelle moyenne des achats de biens et services par les pouvoirs publics a fléchi à 3,2 % entre 1973 et 1982, contre 4,9 % au cours des dix années antérieures. Quant à la demande de biens de production, laquelle s'adresse pour moitié au marché national, elle n'a évidemment que peu contribué au développement des investissements des secteurs producteurs de ces biens.

Un deuxième élément explicatif important de la faiblesse de l'investissement est la *rentabilité* insuffisante de l'activité productive.

Une première indication de celle-ci peut être trouvée dans la répartition des fruits de l'activité entre les agents concourant à la production. C'est ainsi que la part salariale normalisée (tableau 40) s'est accrue rapidement dans l'économie belge dès après le premier choc pétrolier : de 70,6 % en moyenne de 1961 à 1973, elle atteint son maximum en 1981 (80,6 %); de la sorte, elle dépassait largement la moyenne communautaire (77,2 %) alors qu'entre 1961 et 1973, elle lui était encore assez inférieure (74,5 %). La politique de modération salariale, dont le but, outre l'amélioration de la compétitivité-coût des produits nationaux, était de réorienter une partie plus importante des ressources dégagées des activités vers les entreprises, a conduit à une première baisse, quoique limitée, de la part salariale normalisée en 1982 (79,2 %). En 1983, la diminution serait davantage marquée, le principal des effets de la modération salariale instaurée en 1982 étant sorti durant l'année écoulée.

S'il n'est pas possible de fixer une norme absolue de référence en ce qui concerne la part que les revenus salariaux doivent tenir dans le P.I.B. (cfr chapitre 2.2.4.), il apparaît (tableau 40) toutefois que dans un système d'économies de concurrence, de trop grands écarts entre pays de structure et de développement comparables doivent être évités. Ceci impliquerait la nécessité pour l'économie belge d'une nouvelle réduction importante de cette part salariale, en sorte de revenir au niveau d'avant 1973 vers lequel tendent les principaux pays partenaires de la C.E.E.

Tableau 40 — Part salariale normalisée (a)

Pays	1961-1973 (moyenne)	1974-1979 (moyenne)	1980	1981	1982
Belgique	70,6	76,8	79,2	80,6	79,2
Allemagne fédérale	72,0	73,5	72,9	73,1	72,1
France	72,1	74,1	75,7	76,6	75,8
Italie	80,0	83,6	81,5	84,9	84,7
Pays-Bas	71,0	74,4	74,1	72,3	71,3
Royaume-Uni	73,6	74,8	75,7	75,9	74,7
CE (10)	74,5	76,3	76,4	77,2	76,4

Source : Eurostat et Services de la Commission, in : « Bilan économique annuel 1983-1984 », *Economie européenne*, n° 18, 1983, p. 83.

(a) Revenu salarial, y compris un revenu imputé aux travailleurs indépendants, en pourcentage du P.I.B. au coût des facteurs.

Une seconde indication de la profitabilité de l'activité productive peut être fournie par l'équivalent macro-économique de la rentabilité micro-économique des entreprises calculée par rapport aux immobilisés. Une telle approche consiste à dégager des données de la comptabilité nationale, l'excédent brut ou net d'exploitation, après ou avant impôt, et à le rapporter au stock de capital fixe, estimé au coût historique ou mieux à son coût de

remplacement. Certes, pour de multiples raisons, conceptuelles, méthodologiques et statistiques, de telles évaluations apparaissent critiquables. Toutefois, quelles que soient les réserves formulées, les résultats de telles estimations n'en demeurent pas moins éclairants. Dans un souci de comparaison européenne, il est fait mention ci-après des résultats de calculs du « Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung » de Berlin.

Tableau 41 — Taux de rendement net du capital fixe (a)

Pays	1960-1973	1974-1980	1978	1979	1980	1981
Belgique	11,0	6,8	6,2	6,0	3,6	2,8
Allemagne fédérale	11,6	8,3	9,1	9,6	8,6	7,6
France	14,2	7,7	7,1	6,8	4,8	5,1
Italie	7,5	1,9	0,8	2,9	3,6	0,7
Pays-Bas	10,1	8,4	10,1	9,0	7,7	6,8
Royaume-Uni	8,0	2,8	4,5	2,5	0,7	0,2
CE (6)	10,6	5,9	6,2	6,1	4,9	4,0

Source : Estimations du Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, in : « Bilan économique annuel 1983-1984 », *Economie européenne*, n° 18, 1983, p. 83.

(a) Excédent net d'exploitation en % du stock de capital à sa valeur de remplacement (à l'exclusion de la construction).

Selon cet institut, le taux de rendement net du capital fixe (tableau 41) aurait en Belgique singulièrement baissé au cours de la seconde moitié des années septante pour atteindre un plancher en 1981. De 11,0 % entre 1960 et 1973, la rentabilité ainsi mesurée des entreprises fléchissait à 6,8 % en moyenne entre 1974 et 1980, année au cours de laquelle elle s'est considérablement amoindrie (3,6 %), le taux le plus bas étant enregistré en 1981 avec 2,8 %. Alors que jusqu'en 1978, la rentabilité macro-économique des entreprises belges était légèrement supérieure à celle mesurée sur un échantillon de six pays européens (6) (10,6 % pour la période 1960-1973 et 5,9 % entre 1974 et 1980), elle lui devenait sensiblement inférieure par la suite, particulièrement en 1980 et 1981 (respectivement 4,9 % et 4,0 % en moyenne dans ces six pays). Pour cette dernière année précisément, l'écart séparant le taux de rentabilité de l'économie belge (2,8 %) de ceux de ses principaux partenaires commerciaux était important. En 1982 et 1983, années pour lesquelles les présentes estimations font défaut, ce taux de rentabilité macro-économique devrait s'être sensiblement redressé pour l'économie nationale.

La mise en relation de ces indicateurs du profit passé avec la faiblesse observée de l'investissement dans l'économie belge doit toutefois tenir compte d'un élément de perspective essentiel, à savoir que ce n'est pas le profit réalisé qui détermine l'investissement mais celui escompté. L'investissement est en effet tout entier ordonné à l'avenir et aux profits résultant de la production des biens qu'il permet et qui pourront être dégagés de cette opération. Ce profit dépend tant des quantités et des prix des biens produits qui pourront être écoulés que des coûts estimés de mise en œuvre du processus de production. La

décision d'investissement repose dès lors avant tout sur des hypothèses d'évolution future de ces grandeurs, bien que la prise en considération de leurs tendances présente et passée ne soit pas absente du processus de décision. L'un des constituants assumés dans les hypothèses est l'assurance de stabilité des évolutions des éléments contribuant au profit pour la durée d'utilisation de l'investissement.

Intervenant à titre effectif, en cas de financement de l'investissement par l'emprunt, ou à titre dérivé, comme indicateur d'opportunité dans une approche de type portefeuille, le taux d'intérêt, tant en raison de sa hauteur que de l'incertitude de son évolution, n'a pu avoir qu'un effet de dissuasion sur la décision d'investir. Les taux d'intérêt (à 5 ans) sur les crédits d'investissement de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, quoique déjà élevés en 1974 (en moyenne 10,7 % l'an) n'ont cessé de hausser jusqu'en 1981 où ils atteignaient le taux moyen maximum (14,5 %). En 1982 et 1983, ils connaissaient un léger recul (13,3 % et 11,5 %) qui les laissaient cependant à un niveau appréciable (cfr chapitre 2.2.4.).

Le taux de rendement sur les obligations d'Etat (considéré comme indicateur d'opportunité) enregistrerait une évolution semblable à un niveau quelque peu inférieur. De 9,1 % en moyenne en 1974, il était au plus haut en 1981 (moyenne 13,5 %), baissant modérément au cours des deux années suivantes.

Ainsi, en termes réels (c'est-à-dire compte tenu de la dépréciation monétaire liée à l'inflation), le rendement de tels placements apparaissait-il au cours des dernières années assez positif alors que celui qui pouvait être obtenu sur le capital productif (tel que calculé ci-avant par

(6) France, Allemagne fédérale, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique.

le D.I.W.) était largement négatif ou tout au plus proche de zéro (si l'on admet une certaine sous-estimation des taux de rendement précités).

Certes, dans un petit pays ouvert aux flux de capitaux comme la Belgique, la maîtrise des autorités en matière de taux d'intérêt n'est que partielle; toutefois, l'importance croissante au cours de la seconde moitié des années septante des besoins de financement des pouvoirs publics nationaux n'a pu que contribuer au renchérissement de ces taux. Encore que la discussion soit ouverte quant à l'importance de l'effet d'éviction qu'exercent les besoins considérables de moyens financiers des pouvoirs publics sur les ressources qui sont ainsi soustraites au financement des dépenses productives des entreprises, la réduction effective des déficits publics n'en constitue pas moins un élément important d'une diminution du coût du crédit.

En conclusion, il apparaît que, quels qu'ils soient, les facteurs déterminant étroitement l'investissement n'ont pu qu'obérer la propension à investir de l'économie nationale. En outre, leur position ou leur évolution en général plus défavorable les dernières années que dans nombre de pays de la Communauté européenne ne pouvait qu'entraîner un développement plus faible des investissements nationaux particulièrement marqué dans l'industrie.

D. INVESTISSEMENTS PUBLICS

En 1981 et 1982, le Gouvernement, dans le cadre de sa politique de retour à un meilleur équilibre des finances publiques, avait décidé de maintenir le montant des investissements publics à un même niveau en francs courants. Il en est

résulté une diminution en volume de respectivement 3,9 % et 6,9 % de ces dépenses par rapport à l'année antérieure.

En 1983 la même politique ayant été appliquée, il devrait s'en suivre un nouveau recul des investissements publics pour un montant équivalent à la hausse des prix de ces biens. Par ailleurs, les difficultés budgétaires croissantes rencontrées par nombre de pouvoirs locaux amèneraient également une diminution très importante du volume de leurs dépenses d'équipement. Pour l'ensemble de ces pouvoirs (centraux et locaux), la réduction serait de l'ordre de 7 % en volume par rapport à 1982.

E. LES LOGEMENTS

En dépit de l'abaissement de la T.V.A. de 17 à 6 % sur les habitations nouvelles et d'autres mesures des autorités régionales, la demande de logements nouveaux est demeurée des plus faibles en 1983. Le nombre de logements nouveaux commencés est en effet inférieur de 1,8 % par rapport à l'année antérieure où un recul de 12,8 % avait déjà été enregistré. Il en est de même pour les autorisations de bâtir octroyées avec une diminution de 14,8 % du nombre de logements autorisés par rapport à l'année antérieure, laquelle montrait une baisse de 21,8 %.

Le nouveau recul des logements commencés est, tout comme en 1982, imputable à la forte baisse des logements construits par les sociétés publiques (Société Nationale du Logement et Société Nationale Terrienne). En 1982, le nombre de logements commencés était inférieur d'un peu plus de 4 000 unités à celui de l'année précédente, soit l'équivalent, compte tenu des délais entre adjudications et début

effectif des travaux, de la réduction des logements construits par les sociétés publiques (-6 154 adjudications de logements en 1982 par rapport à 1981). En 1983, le nombre de logements adjudugés est à nouveau en recul (-3 202). Aussi, si l'on retire l'effet récessif exercé par la pénurie de moyens financiers des sociétés publi-

ques de logements sur leurs adjudications, la demande purement privée de logements serait demeurée stable en 1981 et 1982 et aurait même légèrement crû en 1983. Elle n'en demeure toutefois pas moins réduite, inférieure de près de 60 % par rapport à son niveau le plus élevé en 1977.

Tableau 42 — Logements nouveaux 1977-1983

Années	Commencés		Autorisés	
	Nombre	Variation %	Nombre	Variation %
1977	72 382	+45,9	76 821	-19,0
1978	65 910	- 8,9	74 865	- 2,5
1979	68 407	+ 3,8	62 071	-17,1
1980	46 839	-31,5	50 671	-18,4
1981	32 751	-30,1	34 623	-31,7
1982	28 552	-12,8	27 061	-21,8
1983	28 027	- 1,8	23 010	-14,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

Les causes d'un tel repli sont connues. Outre le vieillissement de la population et la forte croissance antérieure des constructions nouvelles — laquelle a abaissé progressivement l'âge des maîtres d'œuvre privés jusqu'à un seuil voisin du mariage, de sorte que la réserve des candidats propriétaires potentiels s'est fortement amoindrie —, la hauteur des taux d'intérêt hypothécaires et l'incertitude grandissante quant au développement ou plus simplement au maintien du

revenu ont amené nombre de particuliers à renoncer au projet de construire une habitation. S'y ajoute, dans certaines régions du pays, l'existence d'un stock important de logements anciens vers lesquels est allée la préférence des candidats propriétaires, d'autant plus attirés que les prix de ces habitations connaissent une stabilisation, voire une baisse en valeur réelle, alors que ceux de logements nouveaux demeuraient croissants.

2.3.4. LES TRANSPORTS

Le secteur des transports n'a réagi que de façon assez faible et de manière inégale à la reprise de l'activité économique. En général, le trafic international de marchandises s'est amélioré, tandis que le trafic intérieur de marchandises et celui des voyageurs sont en baisse.

A. LES TRANSPORTS FERROVIAIRES

L'amélioration des exportations s'est répercutée sur le transport de marchandises par rail, principalement à partir du deuxième semestre de 1983. Par contre, le nombre de voyageurs transportés a de nouveau baissé (tableau 43).

Tableau 43 — Transports ferroviaires : marchandises et voyageurs 1981-1983

	1981	1982	1983	1983 — % 1982
Voyageurs (en millions)				
S.N.C.B.	166,8	162,6	155,5	-4,4
S.N.C.V. (a)	305,1	289,7	276,0	-4,8
Transports intercommunaux (a)	371,4	369,7	350,8	-5,1
Marchandises (wagons complets)				
Tonnage (en millions)	69,6	62,4	63,3	+1,5
T/km (en millions)	7 528,0	6 788,5	6 869,5	+1,2

Source : S.N.C.B., S.N.C.V., Sociétés Intercommunales.

(a) Bien qu'apparaissant dans ce tableau, aussi bien la S.N.C.V. que les sociétés de transports intercommunaux utilisent davantage des autobus que des véhicules sur rail pour effectuer leurs prestations.

La subdivision du transport de marchandises en trafic intérieur et trafic international montre la part importante de ce dernier : 5 883 millions t/km contre 986,5 en service intérieur.

B. LES TRANSPORTS ROUTIERS

Pour l'année 1983 dans son ensemble, les statistiques concernant le tonnage transporté par des véhicules belges ne sont pas disponibles. Certaines indications, fournies par les enquêtes de conjoncture réalisées par l'Institut du Transport Routier (I.T.R.), permettent

cependant de conclure à une amélioration dans les transports routiers par rapport à 1982 (tableau 44).

Les résultats pour les petites entreprises (1 à 4 véhicules) se situent en dessous de la moyenne. En effet, elles ne sont souvent titulaires que d'un certificat « P » n'autorisant des transports que dans un rayon de 25 km de leur lieu d'exploitation. Ces entreprises ont tendance à diminuer : la limitation de leur rayon d'action, les dispositions légales relatives à l'accès à la profession et surtout la nécessité de détenir un certificat « V » pour accéder un jour au marché du transport international en sont les causes (tableau 45).

Tableau 44 — Résultats des enquêtes de l'I.T.R. sur le transport routier 1981-1983

	1981	1982	1983
Pourcentage d'entreprises signalant une augmentation du tonnage transporté par rapport à l'année précédente	31,3	36,9	42,2
Valeur moyenne du coefficient de distance, en % (a)	65,1	65,1	64,4

Source : I.T.R.

(a) Pourcentage moyen de km parcourus en charge par rapport aux km à vide, par entreprise.

Tableau 45 — Evolution du nombre d'entreprises de transport professionnel routier de marchandises 1981-1983

Catégorie d'entreprises	1981	1982	1983	1983 — % 1982
Entreprises P	1 799	1 601	1 555	-2,9
Entreprises V	6 833	6 665	6 593	-1,1
dont entreprises de transport international (a)			2 388	..

Source : I.T.R.

(a) Statistique publiée pour la première fois.

Si leur nombre diminue d'année en année depuis longtemps, quoique faiblement pour celles titulaires d'un certificat « V », en revanche la taille des entreprises augmente tant au point de vue du nombre de véhicules que de leur charge utile.

C. LES TRANSPORTS PAR EAU

a. La navigation intérieure.

La batellerie a connu durant plusieurs années une situation difficile à cause,

d'une part, de la surcapacité de la flotte et, d'autre part, de son vieillissement. En 1983, un léger revirement dans un sens favorable s'est produit au niveau du tonnage transporté. Le trafic au-delà des frontières a progressé alors que, semblablement aux autres secteurs des transports de marchandises, le trafic intérieur (tableau 46) baissait.

Tableau 46 — Navigation intérieure : transports par voie navigable à l'exportation, à l'importation, en transit et en trafic intérieur 1981-1983

Moyennes mensuelles

Genre de trafic		1981	1982	1983	$\frac{1983}{1982}$ %
Exportations	1 000 t	2 608	2 316	2 521	+ 8,8
	1 000 000 t/km	123	99	105	+ 6,1
Importations	1 000 t	3 621	3 085	3 100	+ 0,5
	1 000 000 t/km	177	138	137	- 0,7
Transit	1 000 t	315	330	311	- 5,8
	1 000 000 t/km	40	42	41	- 2,4
Trafic intérieur	1 000 t	1 557	1 819	1 671	- 8,1
	1 000 000 t/km	114	138	132	- 4,3
Total	1 000 t	8 100	7 549	7 602	+ 0,7
	1 000 000 t/km	454	417	414	- 0,7

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S.

b. *Les transports maritimes*

Pour l'ensemble des principaux ports (Anvers, Gand, Zeebrugge, Ostende,

Bruxelles), l'évolution de l'activité a été négative, mais moins que ce qui avait été prévu au milieu de 1983 (tableau 47).

Tableau 47 — Activités des principaux ports belges 1982-1983

Désignation	1982	1983	$\frac{1983}{1982}$ %
Nombre de navires entrés	36 214	35 676	-1,5
Tonnage des navires (1 000 T.R.B.)	193 658	190 447	-1,7
Entrées de marchandises (1 000 t)	75 936	72 570	-4,4
Sorties de marchandises (1 000 t)	43 562	44 465	+2,1
Total des activités (1 000 t)	119 498	117 035	-2,1

Source : Ensemble des services portuaires.

Des différences appréciables apparaissent néanmoins selon les ports. A Anvers, le trafic a régressé tant pour les chargements que les déchargements, mais il faut souligner que 1982 avait été une année

record pour ce port. Gand, Bruxelles et surtout Zeebrugge progressent, tandis que le trafic total d'Ostende diminue (tableau 48).

Tableau 48 — Activités par port de mer 1982-1983

En 1 000 t

Ports	Entrées		Sorties		Total		
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1983 — % 1982
Anvers	50 127	46 470	34 630	33 853	84 757	80 323	- 5,2
Gand	19 011	18 943	3 883	4 981	22 894	23 924	+ 4,5
Zeebrugge	5 261	5 687	4 097	4 618	9 358	10 305	+10,1
Ostende	1 208	1 075	557	612	1 765	1 687	- 4,4
Bruxelles	329	395	395	401	724	796	+10,0
<i>Total ...</i>	75 936	72 570	43 562	44 465	119 498	117 035	- 2,1

Source : Ensemble des services portuaires.

De 4 millions de tonnes environ, le recul d'activité du port d'Anvers laisse cependant l'année écoulée au quatrième rang de son histoire après 1982, 1980 et 1970. Les grèves de septembre et le recul des marchandises massales, dont les entrées ont baissé de 10 % et les sorties de 14 %, sont à l'origine de ce repli, partiellement contrebalancé par la progression des marchandises diverses, pour lesquelles le port d'Anvers possède un outillage performant.

Pour le port de Gand, l'augmentation du trafic résulte d'une légère diminution des arrivées (-0,4 %) et d'une sensible augmentation des sorties (+28,3 %). La composition du volume des produits déchargés subit certains glissements :

une augmentation des produits manufacturiers et une diminution du charbon, des minerais non ferreux et des produits pétroliers. A l'inverse, les sorties de charbon, d'aliments pour bétail et d'engrais ont augmenté en volume ainsi que les services roll-on/roll-off.

Le redressement du port de Zeebrugge est important. En effet, le trafic global n'a cessé de baisser de 1979 à 1982 à la suite de la diminution, puis de la cessation du trafic de pétrole brut : les dernières livraisons ont eu lieu en 1982 et au début de 1983. Si l'on fait abstraction du pétrole, la progression de l'activité aurait atteint 15,4 % en 1983. La relance des activités est essentiellement causée par les marchandises diverses (+18,5 %).

D. LES TRANSPORTS AÉRIENS

Les aéroports gérés par la Régie des voies aériennes ont enregistré une légère

amélioration des mouvements (+1,3 %) et du nombre de passagers (+0,6 %) en 1983. Par contre le fret reste toujours en baisse (-17,2 %) (tableau 49).

Tableau 49 — Activités des aéroports belges 1981-1983

Désignation	1981	1982	1983	1983 — % 1982
Mouvements	437 957	422 647	427 961	+ 1,3
Passagers	5 530 028	5 510 519	5 541 937	+ 0,6
Fret en tonnes	174 894	166 107	137 562	-17,2
Poste en tonnes	9 651	9 160	8 502	- 7,2

Source : Régie des voies aériennes.

SYNTHÈSE 2.3.

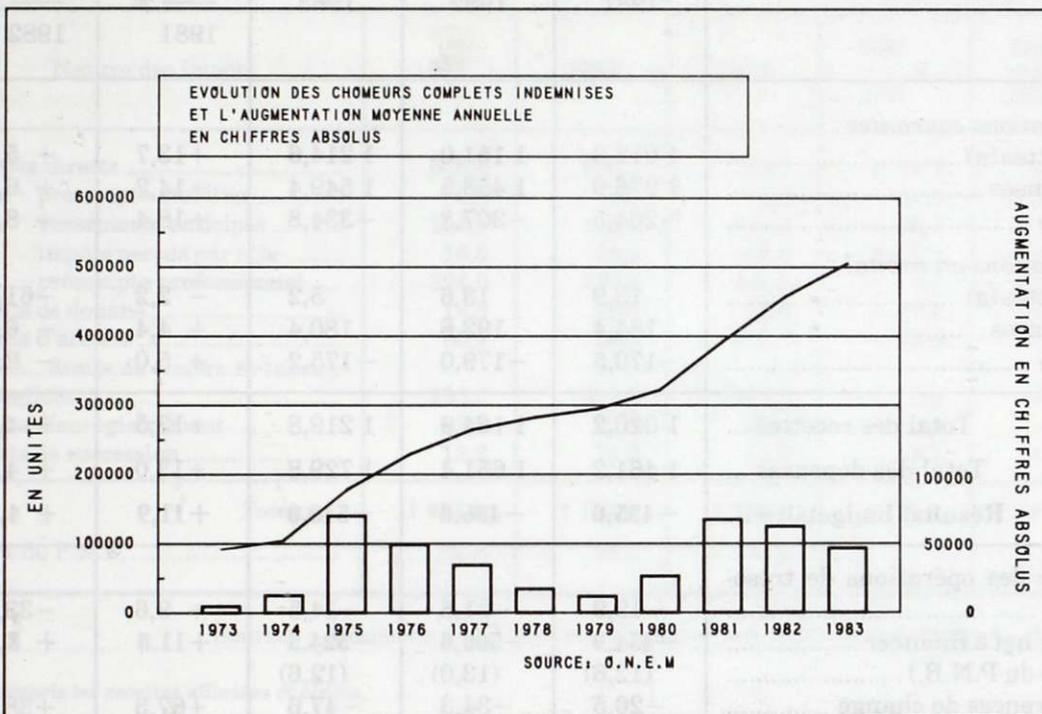
L'emploi s'est encore nettement détérioré en 1983, en particulier dans les secteurs public et tertiaire privé mais moins qu'auparavant dans l'industrie.

Une évolution plus positive est notée au second semestre à la suite de la hausse de l'activité et de l'embauche compensatoire de la modération salariale. L'emploi dans l'industrie manufacturière semble en être le principal bénéficiaire.

Le nombre de personnes engagées dans les diverses formes de mise au travail par les pouvoirs publics s'est accru et une extension du travail à temps partiel s'est produite.

En définitive, le chômage complet indemnisé a encore fortement augmenté en 1983, s'infléchissant cependant assez nettement au dernier trimestre (graphique 6).

Graphique 6



Le revenu disponible des ménages a diminué de 1,2 % en termes réels au cours de l'année écoulée. La consommation privée a baissé de 2,0 % en volume. Une répartition inégale de la baisse du pouvoir d'achat parmi les groupes socio-professionnels peut fournir une ébauche d'explication à cette divergence. En effet, les ménages touchés par le chômage subiraient des

pertes de pouvoir d'achat supérieures à la moyenne.

La faiblesse de l'investissement productif, observée depuis de nombreuses années dans la majorité des pays de la C.E.E., est plus marquée en Belgique que dans l'ensemble de la Communauté.

2.4. LES COMPOSANTES HÉSITANTES

2.4.1. LES FINANCES PUBLIQUES

A. FINANCES DE L'ÉTAT

La situation de caisse du Trésor permet d'établir un aperçu des recettes et dépenses du pouvoir central, des régions et des communautés. En tant que banquier de l'Etat, le Trésor centralise les

voies et moyens de l'Etat, des régions et des communautés, et couvre toutes les dépenses budgétaires nécessaires. Un déficit budgétaire conduit à un solde net à financer, lequel est couvert par des variations de la dette publique (tableau 50).

Tableau 50 - Opérations budgétaires sur base de caisse, besoins de financement du trésor et leur couverture

En milliards de francs

	1981	1982	1983	1982 — % 1981	1983 — % 1982
<i>Opérations courantes</i>					
Recettes (a)	1 012,3	1 151,0	1 214,6	+13,7	+ 5,5
Dépenses	1 276,9	1 458,8	1 549,4	+14,2	+ 6,2
Solde	-264,5	-307,8	-334,8	+16,4	+ 8,8
<i>Opérations en capital</i>					
Recettes (a)	13,9	13,6	5,2	- 2,2	-61,8
Dépenses	184,4	192,6	180,4	+ 4,4	- 6,3
Solde	-170,5	-179,0	-175,2	+ 5,0	- 2,2
Total des recettes ...	1 026,2	1 164,6	1 219,8	+13,5	+ 4,7
Total des dépenses ...	1 461,2	1 651,4	1 729,8	+13,0	+ 4,8
Résultat budgétaire ...	-435,0	-486,8	-510,0	+11,9	+ 4,7
Solde des opérations de trésorerie	-19,9	-21,8	-14,5	+ 9,6	-33,9
Solde net à financer	-454,9	-508,6	-524,5	+11,8	+ 3,1
(en % du P.N.B.)	(12,6)	(13,0)	(12,6)		
Différences de change	-20,5	-34,3	-47,6	+67,3	+38,8
Evolution de la dette (b)	+475,4	+542,9	+572,1	+14,2	+ 5,4
due à des variations de					
- la dette consolidée	+125,8	+214,7	+380,2	+	+
en FB	+ 26,6	+ 65,0	+274,4	+	+
en monnaies étrangères ...	+ 99,2	+149,7	+105,8	+	-
- la dette flottante	+349,5	+328,2	+191,9	-	-
en FB	+213,9	+224,0	+116,2	+	-
en monnaies étrangères ...	+135,6	+104,2	+ 75,7	-	-

Sources : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) A l'exclusion des recettes affectées et cédées.

(b) A l'exclusion de la dette reprise par le Fonds des Routes (95,4 milliards en 1982 et 26,1 milliards en 1983).

A la fin de 1983, les opérations budgétaires se sont soldées par un déficit de 510 milliards de francs. Les recettes sont restées inférieures aux estimations initiales, tandis que les dépenses ont dépassé les prévisions. Néanmoins, l'accroissement du déficit budgétaire a été réduit de plus de la moitié par rapport à la progression de l'année précédente.

La faible conjoncture, la politique de modération des revenus et l'octroi

d'avantages fiscaux aux entreprises ont sans conteste influencé défavorablement les *recettes budgétaires*. L'interprétation des recettes sur base de caisse doit tenir compte de certaines règles de comptabilité budgétaire, telles que l'écart entre le moment de la perception et celui de la répartition des recettes ou la non-affectation des droits de succession régionalisés. Pour obtenir un aperçu plus précis des recettes fiscales effectivement perçues, il faut ajouter aux revenus de l'Etat les recettes affectées et cédées (tableau 51).

Tableau 51 — Recettes fiscales totales

En milliards de francs

Nature des impôts	1981	1982	1983	$\frac{1982}{1981}$ %	$\frac{1983}{1982}$ %
Impôts directs	609,4	696,7	720,0	+ 14,3	+ 3,3
dont : précompte mobilier	65,6	74,9	84,2	+ 14,2	+12,4
versements anticipés	114,8	133,5	143,4	+ 16,3	+ 7,4
impôts perçus par rôle	16,5	36,9	25,9	+123,6	-29,9
précompte professionnel	394,0	430,7	444,6	+ 9,3	+ 3,2
Droits de douane	16,9	18,6	19,8	+ 10,1	+ 6,5
Droits d'accises	80,1	92,5	101,9	+ 15,5	+ 9,8
T.V.A., droits de timbre et taxes y assimilées	293,4	310,7	334,1	+ 5,9	+ 6,2
Droits d'enregistrement	22,2	22,7	25,8	+ 2,3	+13,7
Droits de succession	12,2	11,5	11,6	- 5,7	+ 0,9
<i>Totaux ...</i>	1 034,3	1 152,6	1 210,5	+ 11,4	+ 5,0
En % du P.N.B.	28,6	29,5	29,2		

Sources : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Y compris les recettes affectées et cédées.

Les *recettes totales* des impôts directs n'ont augmenté que de 3,3 % par rapport à l'année précédente, ce qui peut être attribué aux répercussions négatives de quelques mesures prises en 1983, notamment la non-prorogation de la contribution de solidarité à charge des sociétés, le système de bonification pour les paiements anticipés (volontariat fiscal), les diverses mesures pour encourager la sous-

cription ou l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges (arrêté royal n° 15 — M.B. du 12 mars 1982). Les recettes perçues par rôle ont été influencées par des facteurs techniques, comme les perceptions accélérées ou retardées.

Les recettes des impôts indirects se sont accrues de 7,6 % (+7,8 % en 1982). En

dépît du relèvement des taux de la T.V.A. au début de 1983, le produit des impôts n'a augmenté que de 6,2 % au cours de l'année, ce qui témoigne d'une faible croissance de la base imposable. L'accroissement des recettes des droits d'accises est dû, principalement, au relèvement des accises sur l'essence, décidé en 1982, à l'introduction d'une licence de vente pour les boissons alcoolisées et à l'adaptation des droits sur les cigarettes. Seuls les droits d'enregistrement ont augmenté remarquablement (+13,7 %), ce qui reflète, en partie, une plus grande vivacité du marché immobilier.

Bien que l'accroissement des dépenses budgétaires (tableau 52) ait été comprimé, certaines rubriques ont encore enregistré une augmentation considérable. Tel a été le cas, notamment, pour les transferts de revenus à l'intérieur du secteur public, en particulier les dépenses relatives à l'I.N.A.M.I. (+7,1 %), à l'O.N.Em. (+4,1 %) et au « plan Spitaels » (+22,6 %). Certaines dépenses ont été influencées par la stratégie générale d'assainisse-

ment. Cela a été le cas pour les subventions aux communes (A.R. 202 du 25 juillet 1983), les subventions accordées aux communautés et aux régions pour régler le financement des soldes et des charges du passé et le financement des secteurs nationaux.

Les dépenses entraînées par les charges d'intérêt (tableau 53) comprennent les intérêts tant de la dette publique consolidée que de la dette flottante. L'accroissement des charges trouve son origine dans une majoration des taux d'intérêt, l'augmentation globale de la dette et une modification de la composition de celle-ci.

En 1983, les dépenses relatives aux charges d'intérêt n'ont augmenté que de 7,7 %; c'est la progression la plus faible depuis dix ans. L'infléchissement du rythme d'accroissement est dû à une progression moins rapide de la dette publique totale et à une réduction des taux d'intérêt sur les effets publics. Il ressort du tableau 54 qu'en 1983, la montée des taux d'intérêt a été proportionnelle à la durée de l'emprunt.

Tableau 52 — Répartition des dépenses courantes

En % du total

Opérations	1981	1982	1983
Charges d'intérêt	15,1	18,3	18,6
Pensions	10,7	9,7	10,4
Salaires et charges sociales	13,0	13,2	11,8
Biens et services	3,6	3,8	3,4
Matériels durables	1,8	1,5	1,3
Intérêts et pertes	1,2	1,2	1,2
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	33,7	31,9	32,0
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs.....	7,8	6,5	6,6
Fonds budgétaires	7,1	8,2	8,8
Divers	6,0	5,7	5,9

Sources : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

Tableau 53 — Charges d'intérêt de la dette publique (a)

En milliards de francs

Années	Dette publique (b)		Dépenses courantes pour charges d'intérêt (3)	Taux moyen d'intérêt (4) = (3) : (1)	Rythme d'accroissement des charges d'intérêt (en %) (5)	Part des charges d'intérêt en % des dépenses courantes (6)	Part des charges d'intérêt en % du P.N.B. (7)
	Situation en fin d'année (1)	Accroissement en % (2)					
1970	609,2		31,9	5,2		10,8	2,5
1975	924,7	+ 51,8	51,5	5,6	+ 61,4	7,8	2,2
1980	1 919,8	+207,6	148,6	7,7	+288,5	13,0	4,3
1981	2 396,0	+ 24,8	192,8	8,0	+ 29,7	15,1	5,3
1982	3 033,6	+ 26,6	267,3	8,8	+ 38,6	18,3	6,8
1983	3 631,8	+ 19,7	287,9	7,9	+ 7,7	18,6	6,9

Sources : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Sur base de la situation mensuelle de caisse du Trésor.
 (b) Les certificats de trésorerie en portefeuille du F.M.I. non compris.

Tableau 54 — Taux d'intérêt de la dette flottante et rendement de la dette consolidée

Années	Certificat Fonds des Rentés (4 mois)	Certificats de Trésorerie à (a)			Certificats par adjudication (b)			Rendement des emprunts d'Etat (c)	
		1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	Echéance de 2 à 5 ans	Echéance à plus de 5 ans
1970		6,15	6,55	6,95	7,45	7,60	7,75	7,35	7,80
1975	6,20	5,55	5,80	6,05	6,75	—	—	8,76	9,03
1980	13,10	12,25	12,50	12,75	—	—	—	10,61	11,13
1981	16,00	16,25	16,00	16,00	14,75	14,75	14,75	12,14	13,04
1982	12,35	12,25	12,25	12,25	12,35	12,35	—	13,53	13,99
1983	11,00	10,50	10,75	10,85	11,00	—	—	11,62	12,66

Sources : Ministère des Finances; B.N.B.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Fin de période.

(b) Pourcentage à la dernière adjudication.

(c) Rendement moyen calculé sur base de la rente avant retenues fiscales à la source.

En dépit de l'évolution divergente des recettes et des dépenses, la progression du *solde à financer* (Tableau 50) est restée plutôt modeste (3,1 % contre 11,8 % en 1982). En outre, le financement de ce déficit s'est révélé plus facile. Jusqu'à 1981, une part croissante de l'augmentation de la dette avait été financée par l'accroissement de la dette à court terme en francs belges et en monnaies étrangères, et ceci à des taux d'intérêt toujours élevés. Le revirement entamé en 1982 s'est poursuivi en 1983. Le recours au marché des capitaux sous la forme d'emprunts à long terme et en francs belges a été intensifié, tandis que l'appel aux emprunts à court terme et en devises a continué à diminuer.

Bien que ces éléments offrent au gouvernement plus de souplesse dans le temps vu que les charges sont mieux réparties, il n'en demeure pas moins que le niveau du *solde à financer* représente une hypothèque qui pèse sur l'avenir. La facilité relative avec laquelle l'Etat a recours au marché des capitaux, est due partiellement à la faiblesse de la demande de crédit de la part du secteur privé. Une reprise des investissements pourrait grever les conditions d'accès au marché financier. De plus, une part substantielle de la dette à long terme est confiée aux institutions financières. Les portefeuilles d'emprunts publics à longue échéance ne sont pas, pour la plupart, contrebalancés par des épargnes fixes, mais par des moyens financiers qui sont liquides pour leurs titulaires.

B. FINANCES DES POUVOIRS SUBORDONNÉS.

Malgré la libéralisation de la fiscalité communale, les données relatives aux

finances communales traduisent une situation générale difficile, attribuable en partie à la réduction des dotations du Fonds des Communes et à l'extension de certaines obligations des communes.

Lors de la conception de sa politique, le gouvernement se proposait de préserver et de renforcer l'autonomie et la responsabilité des administrations locales. Les règles générales établies à cet effet et en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 doivent permettre aux conseils communaux d'apprécier les conditions dans lesquelles ils doivent exercer leur responsabilité financière. La loi stipule qu'en 1988, l'équilibre budgétaire doit être atteint. A cette fin, la fiscalité communale (taxe complémentaire sur l'impôt des personnes physiques et précompte immobilier) a été libéralisée, la tutelle a été allégée et un contrôle plus efficace des subsides a été assuré. En plus, certaines règles de fonctionnement des intercommunales ont été modifiées. Pour les provinces, l'approche fut similaire. La libéralisation de la fiscalité provinciale et une estimation plus exacte des moyens effectifs ont favorisé l'autonomie financière des provinces.

Pour restaurer l'équilibre budgétaire, certaines mesures urgentes relatives aux dépenses ont été imposées, telles que la modération salariale, un programme d'assainissement des hôpitaux publics, des mesures relatives à l'enseignement communal, une adaptation du calcul des prix et des tarifs, ainsi que de leur perception, un plan d'assainissement pour les communes dont la charge de la dette est anormale et structurelle et un droit de regard en ce qui concerne l'utilisation des subsides accordés à des activités économiques, sociales et culturelles.

Les données budgétaires globales concernant les finances communales sont présentées au tableau 55.

Tableau 55 — Finances communales : années budgétaires 1977-1983

En milliards de francs

Années	Recettes	Dépenses	Déficits
1977	153	176	23
1978	167	190	29
1979	179	201	22
1980	195	219	24
1981	208	245	37
1982	227	269	42
1983 (estimation)	241	288	47

Source : Ministère de l'Intérieur.

Les crédits budgétaires dont ont bénéficié, de manière directe ou indirecte, les provinces, les communes ou d'autres institutions locales, étaient inscrits essentiellement au budget du Ministère de l'Intérieur. Au total, les transferts aux communes s'élèvent à 69 milliards de francs, contre 7,9 milliards pour les provinces.

La plus grande part des recettes communales propres à l'exercice est constituée par les transferts des Fonds et les recettes fiscales.

La dotation du Fonds des Communes (tableau 48) s'est élevée à 64,4 milliards de francs, soit une augmentation de 3,5 milliards, ou 5,7 %, par rapport à la dotation de 1982. La clef de répartition régionale donne les montants suivants : 33,8 milliards pour la région flamande, 25,4 milliards pour la Wallonie et 5,2 milliards pour la région bruxelloise. Cette répartition permet donc de projeter la part de chaque région dans le Fonds des Communes.

Tableau 56 — Répartition régionale des dotations du Fonds des Communes 1977-1983

Années	Dotation		Part de la région flamande		Part de la région wallonne		Part de la région bruxelloise (a)	
	10 ⁹ FB	Accr. %	10 ⁹ FB	Accr. %	10 ⁹ FB	Accr. %	10 ⁹ FB	Accr. %
1977	45,2	—	23,0	—	15,5	—	6,7	—
1978	51,4	+13,6	26,2	+14,1	18,2	+18,0	6,9	+ 1,9
1979	53,0	+ 3,0	27,2	+ 3,7	19,5	+ 6,6	6,2	- 9,2
1980	54,6	+ 3,2	28,4	+ 4,3	20,8	+ 6,6	5,4	-12,4
1981	58,2	+ 6,6	30,5	+ 7,6	22,9	+ 9,9	4,8	-11,5
1982	60,9	+ 4,7	32,0	+ 5,0	24,0	+ 4,7	4,9	+ 2,5
1983	64,4	+ 5,7	33,8	+ 5,8	25,4	+ 5,8	5,2	+ 4,8

(a) Sans Bruxelles.

Source : Ministère de l'Intérieur.

La dotation de la ville de Bruxelles se monte à 2,6 milliards de francs, soit 4 % de la dotation nationale.

Pour venir en aide à l'Agglomération bruxelloise, un crédit de 0,2 milliard a été affecté, tandis que 0,3 milliard a été prévu pour payer aux communes concernées l'équivalent des centimes additionnels qui n'ont pas été perçus en raison de l'exemption accordée à certains biens immobiliers.

Conformément à la loi du 8 janvier 1981 concernant le prêt consolidé en faveur des

administrations locales de Bruxelles, un crédit de 0,8 milliard a été affecté à la région bruxelloise et 0,9 milliard a été réservé en couverture des charges financières, liées aux emprunts pour consolider les déficits de l'ensemble des communes.

La dotation du Fonds des Provinces s'élève à 7,5 milliards de francs, soit 0,4 milliard ou 5,7 % de plus qu'en 1982. En outre, un crédit spécial de 0,4 milliard a été affecté pour promouvoir la répartition rationnelle des dépenses au niveau provincial, grâce à la concertation avec les administrations.

2.4.2. LES PRIX

Orientées à la baisse depuis 1981, vu la conjoncture mondiale déprimée, les cotations sur le marché international des matières premières ont eu tendance à fortement se redresser à partir du dernier trimestre de 1982 et jusqu'en août 1983. Ensuite, le rythme d'accélération des prix

des matières premières s'est ralenti. En raison de la dépréciation du FB par rapport au dollar des Etats-Unis (devise la plus utilisée pour les matières premières), les prix belges à l'importation ont augmenté (tableau 57).

Tableau 57 — **Indice H.W.W.A. des prix mondiaux des matières premières (1975=100) (a) et variations en pour-cent sur base du dollar et du FB en 1983**

Matières premières	1980	1981	1982	1983	83/82 % en \$	83/82 % en FB
Total	226,0	240,7	228,6	209,3	- 8,4	+ 2,4
Total (sans l'énergie)	157,5	135,6	117,6	122,8	+ 4,4	+16,8
Produits alimentaires, sucre, café et cacao	150,4	126,1	106,1	116,8	+10,1	+22,2
Matières premières indus- trielles	162,9	142,7	126,4	127,4	+ 0,8	+11,9
Agriculture	164,3	146,4	127,1	125,5	- 1,2	+ 9,7
Métaux non ferreux	185,5	156,3	134,9	145,0	+ 7,5	+19,3
Energie	265,9	302,1	293,4	259,8	-11,5	- 1,8

Source : Hamburger Weltwirtschaftliches Archiv. Institut für die Weltwirtschaft (H.W.W.A.) et calculs D.G.E.D.

(a) Indice moyen annuel sur base du dollar.

Tableau 58 — Indices des prix de gros (a)

1953 = 100

Période	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Total	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Total
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits inter-médiaires	Produits finis	
1981 moyenne	224,4	251,2	193,8	226,6	234,1	217,5	207,8	232,8	228,9	223,8
1981/1980 en %	8,1	11,4	8,2	10,6	7,2	11,0	9,9	6,7	6,6	7,5
1982 moyenne	241,8	270,5	204,3	242,7	252,9	234,4	224,8	253,8	244,8	241,5
1982/1981 en %	7,7	7,7	5,5	7,1	8,0	7,8	8,2	9,0	7,0	7,9
1983 moyenne	254,4	279,2	237,3	261,4	262,6	250,1	242,4	263,5	252,9	252,7
1983/1982 en %	5,2	3,2	16,1	7,7	3,8	6,7	7,9	3,8	3,3	4,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce, calculs D.G.E.D.

(a) Sans T.V.A.

Tableau 59 — Indices des prix à la consommation

Juillet 1974/juin 1975=100

	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers	Indice général
Coefficient de pondération (‰)	251,50	427,90	270,60	50,00	1 000,00
1981 moyenne	140,45	151,66	166,24	160,21	153,21
1981/1980 en %	5,98	9,49	5,88	10,22	7,63
1982 moyenne	153,94	166,01	178,01	173,24	166,58
1982/1981 en %	9,60	9,46	7,08	8,13	8,73
1983 moyenne	166,95	177,47	192,09	188,85	179,35
1983/1982 en %	8,45	6,90	7,91	9,01	7,67

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce, calculs D.G.E.D.

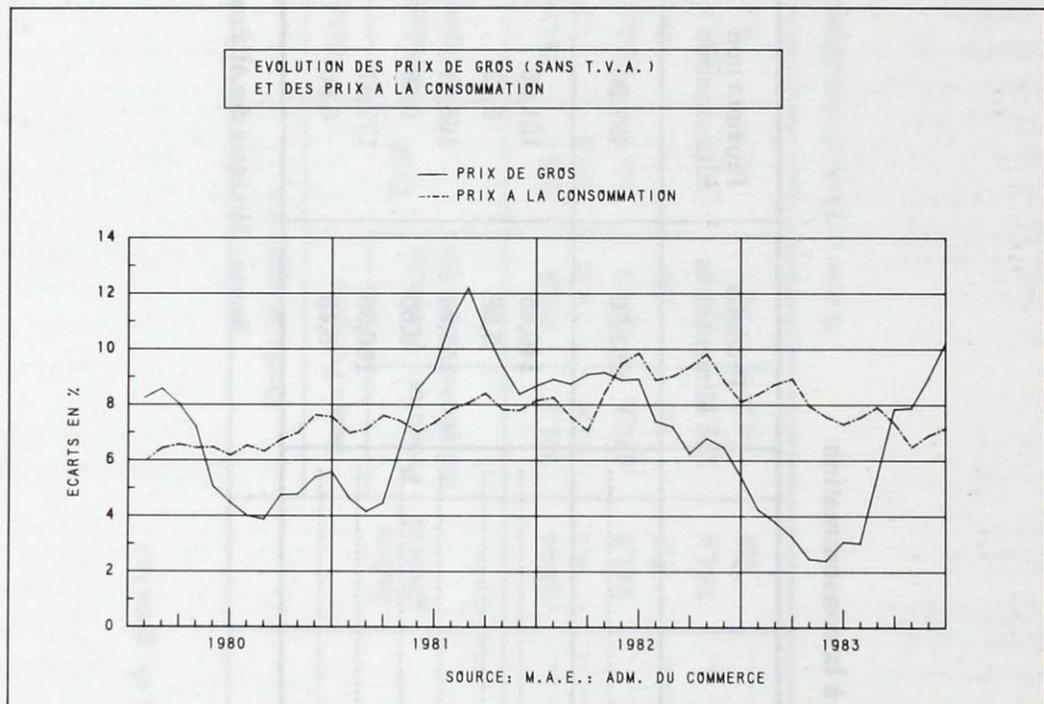
La pondération importante des prix des matières premières énergétiques dans l'indice H.W.W.A. (63,2 %) explique le recul de l'indice total en 1983, ce qui reflète, en fait, la baisse du prix du pétrole brut.

La diminution du rythme d'accroissement des prix de gros, observée vers le milieu de 1982, s'est poursuivie pendant le premier semestre de 1983. Ensuite, une accélération sensible s'est produite de sorte que la hausse atteignait 10,2 % en décembre 1983. Pendant cette année,

l'indice des prix de gros industriels a progressé de 4,6 % en moyenne (tableau 58).

L'accélération du rythme de croissance des prix à la consommation, constatée vers le milieu de 1979, s'est arrêtée en 1983. Le rythme d'inflation qui, pendant le premier trimestre encore, se chiffrait à 8,7 %, est retombé à 6,8 % pendant le quatrième. La montée moyenne de l'indice a atteint 7,7 % en 1983, contre 8,7 % en 1982 et se situe au même niveau qu'en 1981 (7,6 %) (tableau 59 et graphique 7).

Graphique 7



L'augmentation des prix à la consommation aurait pu être inférieure à 7,7 % si plusieurs facteurs, en partie externes, n'avaient pas exercé une influence défavorable :

a) la réévaluation du dollar, les prix en FB des matières premières importées

ayant été plus élevés, hormis pour les matières premières énergétiques;

b) la répartition selon les catégories laissant apparaître que l'évolution des prix dans le secteur des services et dans celui des autres produits est intervenue pour plus de 60 % dans la hausse globale (tableau 60).

Tableau 60 — Contribution en % à la croissance des prix, par catégorie de l'indice

Catégories	1982	1983
Produits alimentaires	2,2	2,0
Produits énergétiques	1,9	0,5
Produits non alimentaires (sans l'énergie)	2,1	2,4
Services	2,1	2,3
Loyers	0,4	0,5
<i>Total...</i>	8,7	7,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce, calculs D.G.E.D.

c) des transferts de sécurité sociale (suppression du plafond des échelles barémiques servant de base au calcul de la cotisation patronale, réduction partielle de l'avantage « Maribel ») ayant entraîné une augmentation du coût salarial plus rapide que celle qui aurait dû résulter de la modération

salariale dont le but était d'influencer favorablement le taux d'inflation.

Le taux d'inflation belge a dépassé la moyenne de la C.E.E. (+7,3 %). L'écart est particulièrement défavorable en comparaison avec les principaux partenaires commerciaux de la Belgique : Pays-Bas (+2,8) et République fédérale (+3,0).

2.4.3. LE FRANC BELGE

A. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE.

Entre septembre 1979 et mars 1983, le franc belge a été réévalué par solde par rapport au franc français, à la lire italienne et à la couronne danoise, tandis que vis-à-vis du mark allemand et du florin hollandais, il perdait respectivement presque un quart et un peu plus d'un cinquième de sa valeur. Entre la dévaluation de février 1982 et celle de mars 1983, un calcul identique montre qu'il s'est seulement réévalué par rapport au franc français (tableau 61).

En 1983, le cours moyen pondéré du franc belge sur le marché des changes réglementés a poursuivi sa baisse, bien que la tendance ait été moins prononcée qu'au cours des deux années antérieures. A la fin de 1983, l'indice, pondéré par les importations, s'est élevé à 91,5 contre 94,6 à la fin de 1982 (1975=100).

De 1980 à 1983, les moyennes annuelles de cet indice ont continué à baisser de 0,2 %, 7 %, 10,2 % et 3,3 % respectivement.

Tableau 61 — Evolution de la valeur du franc belge par rapport aux autres monnaies du S.M.E. (a)

Devises	Du 24.9.1979 au 21.3.1983	Du 22.2.1982 au 21.3.1983
Mark allemand	-24,25	-16,75
Florin	-20,25	-14,75
Franc français	+ 4,25	+ 1,25
Lire	+ 7,25	- 1,75
Couronne danoise	+ 1,50	- 6,50
Livre irlandaise	- 3,50	- 3,50

Source : C.E.E.; calculs D.G.E.D.

(a) Le signe négatif représente une dévaluation du franc belge, le signe positif l'inverse.

L'évolution des cours de change en 1983 peut être scindée en trois périodes. Jusqu'en mars, la position du franc a été très faible. Ensuite et jusqu'aux mois d'été, la tenue du franc a été assez positive : l'agio des monnaies étrangères sur le marché libre avait presque complètement disparu. La dernière période a été à nouveau caractérisée par une position très faible au sein du S.M.E. : durant le dernier trimestre, le seuil de divergence a été dépassé continuellement.

B. LES INTERVENTIONS.

Pour soutenir le franc, la Banque Nationale a utilisé l'arme des taux d'intérêt (voir chapitre 2.2.3., C), mais également les ventes de devises sur le marché des changes réglementés.

Comme pour l'évolution des cours de change, 1983 peut être subdivisée en trois périodes. Jusqu'au 21 mars, les ventes de devises se sont élevées à 139,5 milliards de francs. Après le réajustement des parités au sein du S.M.E., la Banque a pu procéder au rachat systématique des devises perdues et ce, à concurrence de 104 milliards de francs au total. Dès la

deuxième moitié d'août, il a fallu, à nouveau, vendre des devises, mais le volume n'en a pas été aussi important que pendant le premier trimestre (107 milliards de francs). Ainsi, le montant de devises finalement perdues pour soutenir le franc belge s'est chiffré à 143 milliards de francs, soit un peu plus de la moitié des devises engagées en 1982 (268 milliards de francs) et beaucoup moins qu'en 1981 (316 milliards de francs).

Outre ce qui précède, des mesures ont été également prises par l'Institut Belgo-luxembourgeois du Change (I.B.L.C.) en vue de franchir la période difficile du réajustement au sein du S.M.E. La position en devises des banques avait été limitée à 20 millions de francs. Ce plafond maximum était en vigueur depuis 1976, mais de nombreuses dérogations avaient été accordées; en 1983, un terme a été mis à toutes ces exceptions. Les exportateurs ont été astreints à convertir immédiatement en monnaie belge le produit en devises de leurs exportations. En outre, un intérêt débiteur devait être versé à l'I.B.L.C. pour les avances en francs belges convertibles aux correspondants extérieurs.

A la fin mai, l'I.B.L.C. a assoupli la séparation rigoureuse entre les marchés des changes libres et officiels. Les banques peuvent désormais vendre sur le marché officiel des devises achetées sur le marché libre. En effet, la disparition quasi complète de l'écart entre les cours sur les deux marchés aurait pu aboutir à une situation dans laquelle le cours libre aurait été inférieur à l'officiel. Au cas où cela se serait produit, les banques auraient été appelées à arbitrer pour que cette situation ne puisse perdurer. En outre, cette mesure a permis à la Banque nationale de poursuivre ses rachats de devises. Inversement, la règle demeure toujours que des devises acquises sur le marché officiel ne peuvent être transférées sur le marché libre.

*
* *
*

La vulnérabilité du franc belge telle qu'elle appert de l'évolution des cours et

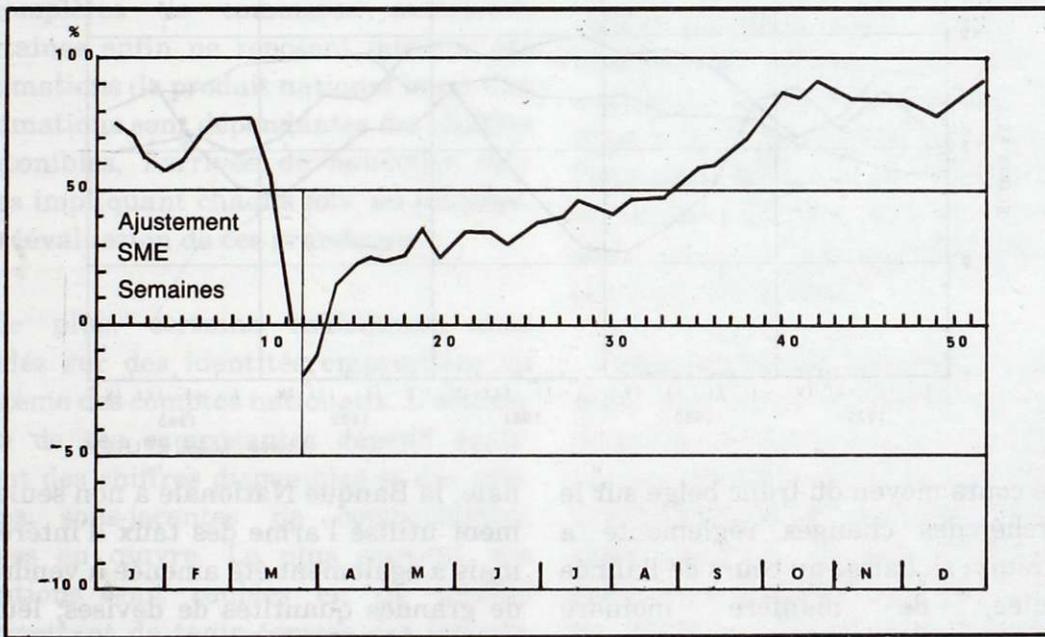
de l'indice du cours moyen pondéré ne permet aucune appréciation définitive quant à l'année 1983.

D'une part, un certain nombre de facteurs ont eu une incidence favorable sur les événements monétaires : un taux d'inflation relativement plus faible, une réduction du déficit de la balance des paiements et une réévaluation limitée lors du réajustement au sein du S.M.E. en dépit des prévisions de dévaluation émises par les spéculateurs.

D'autre part, ces facteurs positifs n'ont pu contrebalancer le maintien des tendances négatives : le volume de la dette extérieure et l'accroissement du déficit budgétaire. Cette faiblesse se manifeste clairement dans l'évolution de la divergence du franc belge au sein du S.M.E. (graphique 8).

Graphique 8

Indicateur de divergence hebdomadaire moyen du franc belge dans le SME en 1983 (a)



Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Le signe négatif indique que le cours de change de l'ECU en francs belges a diminué par rapport au cours pivot de l'ECU en francs belges et par conséquent que la monnaie en cause s'est raffermie par rapport à la moyenne des monnaies communautaires. Le signe positif indique une situation inverse.

SYNTHESE 2.4.

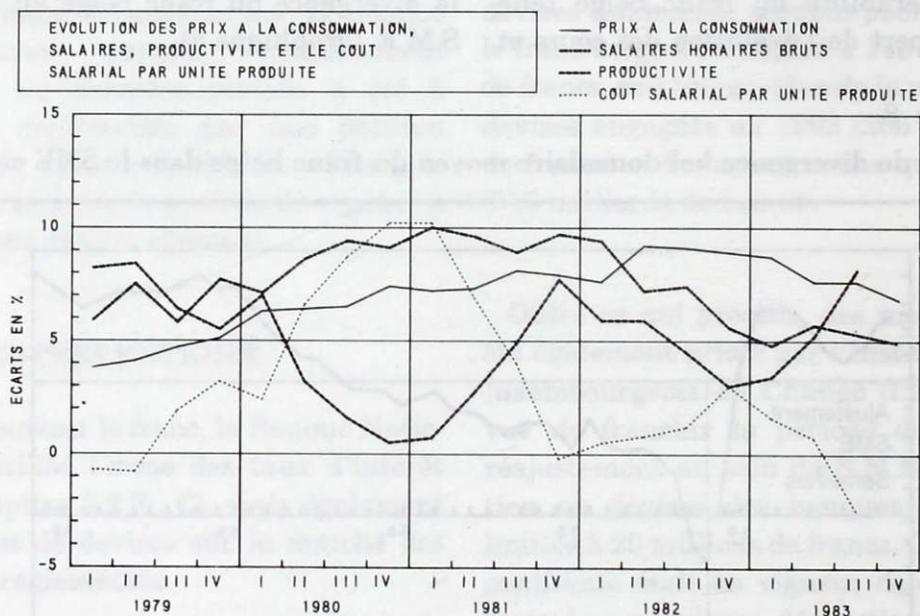
Malgré une sous-estimation des dépenses et une surestimation des recettes, l'accroissement du déficit budgétaire, qui s'élève à 510 milliards de francs, a été réduit de plus de la moitié par rapport à la progression de l'année précédente (+4,7 % en 1983 contre +11,9 % en 1982).

Le financement du solde net à financer, dont le poids par rapport au P.N.B. a légèrement reculé en 1983 (12,7 % contre 13 % un an auparavant), s'est révélé plus facile : le recours au marché des capitaux sous la forme d'emprunts à long terme et en francs belges a été intensifié tandis que l'appel aux emprunts à court terme et en devises a continué de diminuer. Cette

meilleure répartition dans le temps des charges offre une plus grande souplesse d'action à l'Etat qui demeure néanmoins largement obéré pour l'avenir.

La dépréciation du franc belge par rapport au dollar américain a eu pour conséquence une augmentation des prix à l'importation. Ce facteur, combiné avec des transferts de sécurité sociale ayant entraîné une augmentation du coût salarial plus rapide que celle qui aurait dû provenir de la modération salariale, a conduit à une baisse du taux d'inflation inférieure aux prévisions. La hausse des prix se situe de la sorte au même niveau qu'en 1981, mais en recul d'un pour-cent par rapport à 1982 (graphique 9).

Graphique 9



Source : M.A.E. ET I.R.E.S.

Le cours moyen du franc belge sur le marché des changes réglementé a poursuivi sa baisse au cours de l'année écoulée, de manière moindre cependant qu'en 1981 et 1982. Durant le dernier trimestre en particulier, le seuil de divergence a été continuellement dépassé. Pour soutenir la mon-

naie, la Banque Nationale a non seulement utilisé l'arme des taux d'intérêt mais a également été amenée à vendre de grandes quantités de devises; leur montant, qui s'élève à 143 milliards de francs, est cependant inférieur à ceux des années précédentes (268 milliards en 1982 et 316 milliards en 1981).

3. SYNTHÈSE GÉNÉRALE

3.1. LES INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

Les résultats économiques de la Belgique, tels qu'ils apparaissent dans les chapitres précédents, sont généralement synthétisés à l'aide de certains indicateurs macro-économiques.

Simple en théorie, cette approche est difficile en pratique. Lors de la rédaction de ce travail, certaines données étaient disponibles pour l'ensemble de l'année 1983 (par exemple l'indice de la production industrielle), d'autres étaient encore incomplètes (le commerce extérieur); certaines enfin ne reposent que sur des estimations (le produit national brut). Ces estimations sont dépendantes des chiffres disponibles, l'arrivée de nouvelles données impliquant chaque fois, en principe, la réévaluation de ces grandeurs.

De plus, certains indicateurs sont fondés sur des identités empruntées au système des comptes nationaux. L'estimation de ces composantes dépend également des chiffres disponibles et des relations sous-jacentes de comportement mises en œuvre. Le plus souvent, ces relations sont coulées en un modèle permettant de tenir compte des interdépendances. Ici également, une réévaluation des relations ou du modèle s'impose lorsque de nouveaux chiffres deviennent disponibles.

Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner l'année 1983 à la lorgnette du modèle au début, au milieu et à la fin de l'année (tableau 62).

Un retournement du taux de croissance se manifeste à partir du second semestre, mais il est assez étonnant de constater que, dans leur dernière estimation, tant la Commission de la C.E.E. que le Budget économique font état d'un statu quo du taux de croissance réel du produit national. En 1982, une progression de 1 % était encore enregistrée par rapport à 1981; malgré cela « L'économie belge en 1982 » estimait que cette progression s'inscrit dans la série des faibles performances de l'économie nationale enregistrées depuis la récession de 1974-1975. Pourquoi est-il alors question d'une reprise modérée de la conjoncture en 1983 ?

Cette reprise est clairement conjoncturelle. Elle ne se concrétisa que dans la deuxième moitié de l'année, fut décrite en termes d'amélioration et est difficile à synthétiser en un taux annuel de croissance du P.I.B. De plus il ne faut pas oublier que l'assimilation de la variation du P.I.B. à la croissance économique sous-entend une vision à long terme peu compatible avec des fluctuations à court terme. Néanmoins, le produit national reste à cet égard une norme : une

hirondelle conjoncturelle ne fait pas le printemps de la croissance !

Un examen des composantes du P.I.B. offre un profil plus nuancé (tableau 63).

Tableau 62 — Indicateurs macro-économiques, Belgique 1983

Indicateurs	Estimations de la Commission de la C.E.E.			Estimation budget économique
	Début (a)	Milieu (b)	Fin (c)	Fin (d)
Taux de croissance du P.I.B. en volume, en %	- 0,4	- 0,9	0,0	0,2
Prix à la consommation, variation en % sur base annuelle ...	7,7	7,8	7,7	7,7
Compte courant de la balance des paiements en % du P.I.B. (a-c) ou du P.N.B. (d)	- 3,1	- 2,4	- 1,5	- 1,9
Besoins de financement des pouvoirs publics en % du P.I.B. (a-c) ou du P.N.B. (d)	-12,3	-12,2	-11,6	-13,0
Chômage en % de la population active	15,4	14,4	14,5	13,8

Sources : Commission de la C.E.E.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D., Budget économique.

- (a) Estimation corrigée, février 1983.
 (b) Estimation provisoire, octobre 1983.
 (c) Estimation corrigée, février 1984.
 (d) Estimation mai 1984.

Tableau 63 — Produit intérieur brut

Variations du volume en %

Composantes	Estimation Commission C.E.E. (a)	Estimation Budget économique (b)
Consommation privée	-2,8	-2,0
Consommation publique	-1,5	-2,3
Investissements bruts	-6,0	-5,0
Exportations	+2,2	+2,4
Importations	-1,9	-1,2
Produit intérieur brut	+0,0	+0,2

Sources : Commission C.E.E.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D., Budget économique.

- (a) Estimation corrigée février 1984.
 (b) Estimation mai 1984.

De plus, la croissance économique n'est pas le seul facteur déterminant la prospérité. Dans les conditions actuelles, caractérisées par des changements structurels importants (voir ci-après l'exploration de l'avenir), d'autres éléments encore interviennent dans l'interprétation des résultats.

Finalement, la question se pose de savoir si le concept de croissance classique reste toujours pertinent à la lumière des changements structurels. La première loi

de Gossen ne s'appliquerait-elle pas à la croissance ? En d'autres termes, viser à une croissance plus grande n'aboutirait-il pas à une utilité marginale décroissante, voire négative de cette croissance.

Finalement, il apparaît de l'analyse de l'économie belge en 1983 que l'évolution des composantes hésitantes déterminera en premier lieu l'avenir. Seule une évolution positive des finances de l'Etat, des prix et de la monnaie permettra de corriger les facteurs faibles.

3.2. L'AVENIR QUI SE DESSINE

Le changement le plus important, le plus significatif, le plus décisif pour l'évolution à venir, provient des mutations industrielles présentes et prochaines : il s'agit d'une véritable rupture par rapport au passé puisque certaines branches, qui connaissaient une expansion rapide, ont commencé à dépérir et agonisent pour le moment alors que d'autres sont nées de la crise ou bien ont résisté et parviennent, malgré les actuelles vicissitudes, à maintenir et même à accélérer leur croissance.

Ces mutations trouvent leur source dans deux évolutions. L'une a pour origine la demande : les aspirations de l'homme deviennent de moins en moins matérielles au fur et à mesure que ses besoins élémentaires sont satisfaits; l'autre, assez récente, concerne l'appareil productif : celui-ci maîtrise de plus en plus les technologies nouvelles qui s'imposent à lui, qu'il s'agisse de l'informatique, de la télématique, des micro-processeurs,

des biotechnologies et des lasers entre autres.

Ces évolutions et les crises qui en découlent, traduisent le passage de la société d'un état à un autre. L'évolution de la société est explicable en termes de seuils : certains niveaux critiques peuvent être mis en évidence — tels le minimum vital et la saturation des besoins en biens de consommation durables — dont le franchissement s'accompagne d'une profonde mutation des modes de fonctionnement, de régulation et de développement des économies. Le monde développé est passé de situations de type classique à des situations de type keynesien; cependant de nombreux indices donnent à penser qu'actuellement, les économies les plus industrialisées sont en train de sortir de ces dernières et se dirigent vers une nouvelle forme, dont les propriétés ne sont pas connues. La crise actuelle ne serait donc que l'aspect le plus directe-

ment perceptible d'une mutation liée au processus même de développement (1).

A cause de distorsions apparues dans le système économique et dues essentiellement à sa complexité grandissante, les politiques macro-économiques n'ont eu comme résultat qu'une montée des transferts et des dépenses publiques causant une aggravation de l'inflation sans que les buts poursuivis — assurer la croissance, entraver la hausse du chômage — soient atteints.

Par ailleurs, les politiques restrictives proposées par les monétaristes et largement appliquées dans de nombreux pays, n'ont pas davantage soulagé l'économie des maux dont elle souffre et l'ont peut-être même conduite dans un état encore plus catastrophique qu'avant : voulant lutter contre l'inflation, ces politiques n'ont agi que sur la liquidité de l'économie en maintenant des taux d'intérêt élevés et en diminuant le revenu réel, entraînant une compression de la demande, aussi bien intérieure qu'extérieure, ce qui a bloqué le processus de l'investissement et empêché la nécessaire adaptation de l'industrie. Un changement d'organisation s'impose donc de manière évidente.

L'O.C.D.E., dans son fameux rapport « Interfuturs » (2), proposait à l'examen plusieurs scénarios de croissance possible. Il apparaît de ceux-ci que les sociétés industrielles dans leur ensemble connaîtront une croissance plus modérée que par un passé récent. Elles verront se développer des aspirations à de nouveaux styles

de vie et seront obligées d'intégrer l'aventure technologique née il n'y a pas si longtemps, laquelle entraînera de profondes transformations structurelles; celles-ci obligeront les économies à dépasser les rigidités qui sont les leurs aujourd'hui car le virage technologique ne laisse qu'une alternative : vaincre ou disparaître.

Le monde assistera à un accroissement de l'interdépendance économique, écologique et culturelle dont l'intensification aura des effets bénéfiques mais pourrait créer des vulnérabilités nouvelles; l'un des aspects majeurs proviendra de l'internationalisation de l'industrie ainsi que d'une interaction de plus en plus poussée entre industrie et recherche scientifique.

À l'avenir, la croissance économique ne devrait plus être considérée comme un but en soi mais plutôt comme l'instrument qui facilite la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs de la société. Les problèmes et les enjeux actuels rendent absolument indispensable la nécessité de s'adapter. Cette adaptation doit s'effectuer à une vitesse tolérable et politiquement possible sans exclure certains groupes sociaux des bénéfices de la prospérité.

Face à l'avenir, la politique fondamentale consiste en la création d'un climat favorable à l'innovation, elle seule semblant être désormais à la base de toute croissance économique. Il s'agit de créer un environnement propice à la formation des compétences, à la constitu-

(1) Passet (R.) : « Crise économique ou mutation du développement ». Document stencillé à l'intention des participants au séminaire sur l'évaluation des incidences de la science et de la technique sur les perspectives économiques à long terme (Rome, du 16 au 20 mai 1983). Nations Unies, Commission économique pour l'Europe - Conseillers économiques des Gouvernements des Pays membres de la Commission.

(2) *Interfuturs, face au futur, pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*, O.C.D.E. 1979.

tion de capital et à son renouvellement, à l'acceptation des risques. En deuxième lieu, et comme la Belgique est un petit pays, il convient de travailler à la suppression de toutes les entraves à la circulation des produits qui existent encore en Europe; la création d'un espace européen pour l'industrie et la recherche devient, chaque jour davantage, de plus en plus impérieuse.

Enfin, face à l'actuel chômage, il faut se rendre compte que plus jamais l'emploi, demain, ne sera comme il l'a été par le passé. De nombreux postes de travail ont disparu et ne réapparaîtront plus; de nouveaux sont créés et il faut s'habituer à

les occuper. L'enseignement et la formation professionnelle doivent en conséquence s'adapter à cette évolution sans cesse recommencée, sans cesse mouvante, qui débouche aussi sur une politique de temps libre.

Les grandes révolutions technologiques ont été marquées, en leur début, par des phénomènes de crise, des problèmes d'emploi, des déséquilibres de toute nature. La mutation actuelle ne doit pas être repoussée : elle se produira en tout état de cause, qu'elle soit ou non acceptée. Aussi convient-il d'en orienter son développement : mieux vaut anticiper et prévenir plutôt que suivre et guérir (3).

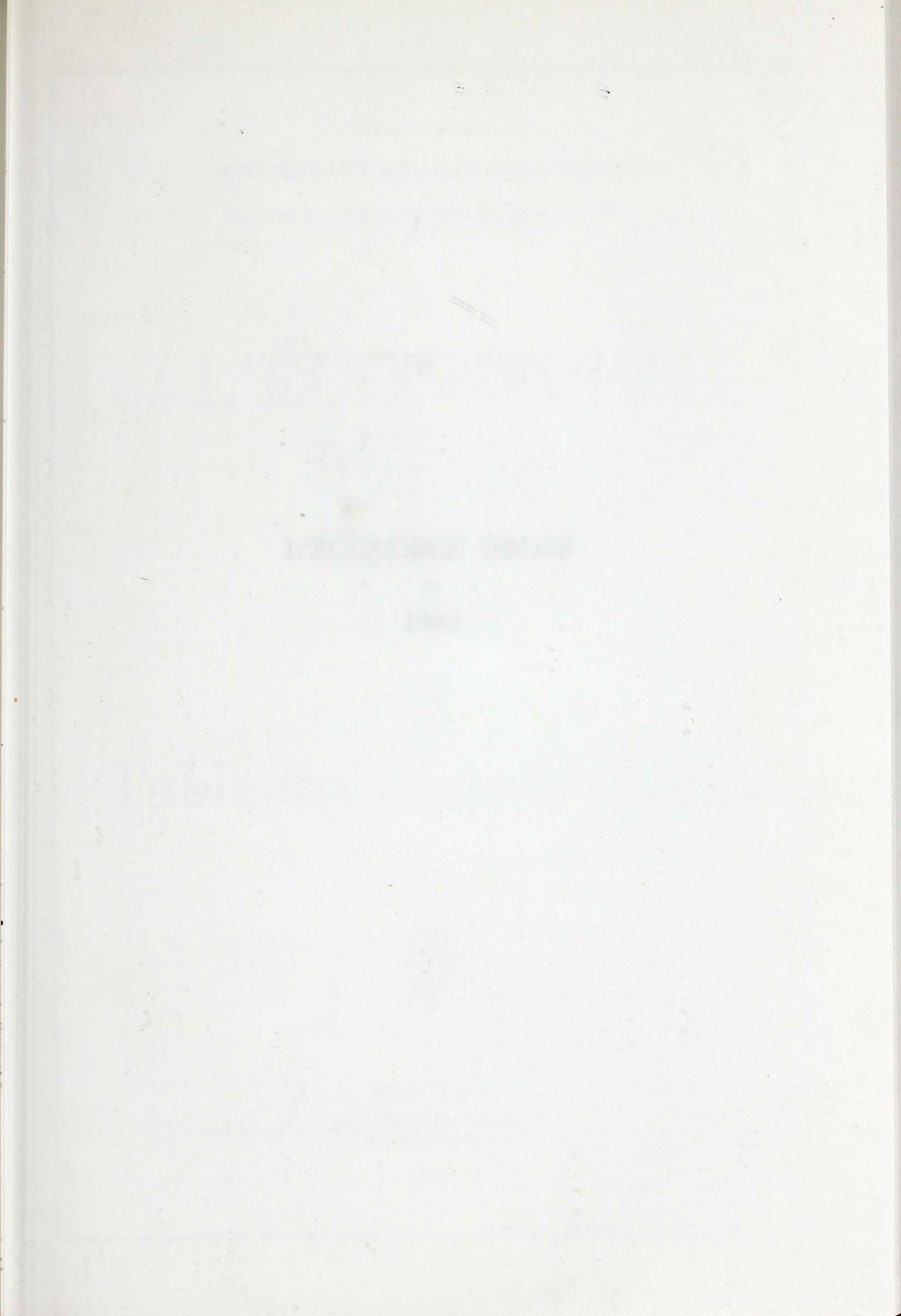
(3) Godet, M., « Les crises porteuses d'espoir : du changement technologique au changement social. » Séminaire sur l'évaluation..., *op. cit.*

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

- *L'Economie belge en 19..*
 - Publication annuelle en deux parties. Prix : 500 F.
 - première partie : analyse conjoncturelle. Prix : 200 F.
 - seconde partie : tableaux statistiques et graphiques. Prix : 400 F.
- *Aperçu économique trimestriel*. Prix de l'abonnement annuel : 400 F; prix par numéro : 150 F.
- *Lettre de conjoncture* (mensuelle) : prix de l'abonnement annuel : 200 F.
- *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion*. 13^e Edition. Décembre 1980. Cette brochure est complétée par les mesures prises en faveur des entreprises dans le cadre de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Prix 150 F.
- *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet)*. Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles soient encore disponibles, sont en vente au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3^e étage, 1040 Bruxelles (compte chèque postal n° 000-2005876-13) et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.



ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTOR GENERAL OF ECONOMIC AFFAIRS AND DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1983

II

Tableaux et graphiques



BRUXELLES

IMPRIMERIE PUBLIQUE
AVENUE FOSSEUSE

1984

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1983

II

Tableaux et graphiques



BRUXELLES

IMPRIMERIE PUVREZ S.A.

AVENUE FONSNY 59

1984

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1983

II

Tableaux et graphiques

Belgique - Ministère des Affaires économiques

L'Économie belge en 1983
Seconde partie : tableaux et graphiques

Bruxelles : Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Études et de la Documentation.

1984 - XII, 352 p. - 20,5×28,5 cm
I.S.S.N. 0771 - 7385
D/1984/1226
Prix : 400 FB.

Les données de cette publication peuvent être reprises moyennant indication claire de la source.

1984

TAB AVANT-PROPOS

Comme annoncé lors de la parution de la première partie de l'« *Economie belge en 1983* », le présent second volume de cette publication contient les tableaux et graphiques relatifs aux principales données de l'économie.

Une subdivision en chapitres identique à celle des éditions précédentes du « *Livre blanc* » a été généralement suivie. Afin de faciliter la consultation de cet ouvrage, les tableaux ont été pourvus d'une numérotation continue pour chaque chapitre. Ces derniers portent un chiffre romain, les tableaux un chiffre arabe et les graphiques une lettre majuscule.

Comme les années précédentes, les tableaux présentent des données se rapportant à une période plus longue que l'année écoulée. En outre, chaque chapitre s'ouvre sur une brève entrée en matière dont le but est de mettre l'accent sur l'interprétation et la portée exactes des données.

Afin, comme par le passé, d'éviter une certaine rigidité, de nombreux tableaux ont été adaptés ou ont reçu une nouvelle présentation. Tel est plus particulièrement le cas pour le chômage et les finances de l'Etat. En outre, des nouveaux tableaux présentent des données internationalement comparables pour les principaux pays.

Bruxelles, septembre 1984.

AVANT-PROPOS

Comme annoncé lors de la parution de la première partie de l'« Écono-
mie belge en 1983 », le présent second volume de cette publication contient
les tableaux et graphiques relatifs aux principales données de l'économie.

Une substitution en chapitres identiques à celle des éditions précédentes
du « Livre blanc » a été généralement suivie. Afin de faciliter la
consultation de cet ouvrage, les tableaux ont été pourvus d'une numérotation
continue pour chaque chapitre. Ces derniers portent un chiffre
romain, les tableaux un chiffre arabe et les graphiques une lettre
majuscule.

Comme les années précédentes, les tableaux présentent des données se
rapportant à une période plus longue que l'année écoulée. En outre,
chaque chapitre s'ouvre sur une brève entrée en matière dont le but est de
mettre l'accent sur l'interprétation et la portée exactes des données.

Afin, comme par le passé, d'éviter une certaine rigidité, de nombreux
tableaux ont été adaptés ou ont reçu une nouvelle présentation. Tel est plus
particulièrement le cas pour le chômage et les finances de l'État. En outre,
des nouveaux tableaux présentent des données internationalement compo-
rables pour les principaux pays.

Bruxelles, septembre 1984

Responsable éditorial : M. J. VAN DEN BROECK

1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025

Éditions de la Bibliothèque de la Région de Bruxelles-Capitale

1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025

Le prix de vente de cette publication est fixé à 100 francs belges par exemplaire, hors taxes.

TABLE DES MATIERES

<i>Avant-propos</i>	VII
<i>Table des matières</i>	IX
<i>Liste des abréviations</i>	X
I Population	1
II Emploi	7
III Chômage	21
IV Agriculture et pêche maritime	47
V Industrie	53
VI Energie	93
VII Transports et communications	123
VIII Distribution	139
IX Tourisme	155
X Finances de l'Etat	163
XI Monnaie et crédit	181
XII Assurances	199
XIII Prix	211
XIV Revenus du travail	221
XV Revenus des sociétés	231
XVI Faillites et fermetures d'entreprises	239
XVII Investissements	243
XVIII Consommation des ménages	251
XIX Régions	263
XX Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	275
XXI Aperçu international	345

NACE	Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne
CLIO	Classification « Entrées-Sorties »
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
P.I.B.	Produit intérieur brut
P.N.B.	Produit national brut
R.F.A.	République Fédérale d'Allemagne
S.M.E.	Système monétaire européen
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges
S.N.C.F.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vainaux

TABLE DES MATIÈRES

345	XXI	Aperçu international
375	XX	Commerce extérieur de l'U. E. E.
353	XIX	Régions
351	XVIII	Communication des messages
348	XVII	Investissements
339	XVI	Patentes et brevets d'invention
331	XV	Revenus des sociétés
321	XIV	Revenus des travaux
311	XIII	Prix
199	XII	Associations
181	XI	Mouvements de capitaux
163	X	Finances de l'Etat
155	IX	Tourisme
139	VIII	Distribution
123	VII	Transports et communications
93	VI	Energie
53	V	Industrie
43	IV	Agriculture et pêche maritimes
31	III	Commerce
7	II	Emploi
1	I	Population
2		Liste des observations
IX		Table des matières
VII		Avant-propos

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.R.	Arrêté royal.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.I.F.	Coût, assurance, fret.
C.M.T.	Chômeurs mis au travail.
C.S.T.	Cadre spécial temporaire.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
DKR	Couronne danoise.
D.M.	Mark allemand.
D.T.S.	Droit de tirage spécial.
Ecu	Unité monétaire européenne.
EUR-7	R.F.A., France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Danemark.
Eurostat	Office Statistique des Communautés Européennes.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
FB	Franc belge.
FF	Franc français.
FL	Franc luxembourgeois.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.O.B.	Franco à bord.
HFL	Florin des Pays-Bas.
H.W.W.A.	Hamburger Weltwirtschaftliches Archiv.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Institut de Recherches économiques et sociales (Université Catholique de Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
IRL	Livre irlandaise.
I.T.R.	Institut pour le Transport routier.
LIT	Lire italienne.
M.A.E.	Ministère des Affaires économiques.
M.B.	Moniteur belge.
N.A.C.E.-	Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne.
C.L.I.O.	Classification « Entrées-Sorties ».
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.Em	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
P.I.B.	Produit intérieur brut.
P.N.B.	Produit national brut.
R.F.A.	République Fédérale d'Allemagne.
S.M.E.	Système monétaire européen.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

T.C.T.	Troisième circuit de travail.
T.e.p.	Tonne équivalent pétrole.
T.R.B.	Tonneau Registre brut.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.L.B.	Université libre de Bruxelles.
US-dollar	Dollar des Etats-Unis d'Amérique.

AR	Arabie saoudite
B.N.H.	Banque Nationale de Belgique
C.E.E.	Communauté Economique Européenne
C.I.E.	Coll. savantes, Etat
C.M.T.	Céramique mise au travail
C.S.T.	Cadre spécial temporaire
D.C.E.D.	Direction Générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires Economiques
DKR	Coronnes danoises
D.M.	Mark allemand
D.T.S.	Droit de tirage spécial
EUR	Unité monétaire européenne
EUR-7	R.F.A., France, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Danemark
EURSTAT	Office Belge des Communautés Européennes
FABRIMETAL	Fédération des Industries de l'Industrie des Fabrications Métalliques
FB	Franc belge
FF	Franc français
FL	Franc flamand
F.M.I.	Fonds Monétaire International
F.O.B.	Francs à bord
H.F.L.	Franc des Pays-Bas
H.W.W.A.	Handelsgewerkschaften Westwirtschafliche Arbeit
I.B.C.	Institut Belge de Recherches Economiques et de Change
I.N.A.M.I.	Institut National de Recherches Industrielles
I.N.S.	Institut National de Statistique
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales (Université Catholique de Louvain)
I.R.G.	Institut de Recherches et de Garantie
IRL	Livre irlandais
I.T.R.	Institut pour le Transport routier
LT	Lira italienne
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques
M.B.	Monnaie belge
N.A.C.E.	Normalisation des activités économiques dans la Communauté européenne
O.I.L.O.	Organisation - Travail - Santé
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
O.N.E.S.	Office National de l'Emploi
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
P.I.B.	Produit Intérieur Brut
P.N.B.	Produit National Brut
R.F.A.	République Fédérale d'Allemagne
S.M.E.	Système monétaire européen
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

I. POPULATION

Introduction

I-1 Naissances, décès, variation démographique et population totale. 3

I-2 Mouvement de la population en 1983. 4

PERIODE	Variation de la population		Effectif de la population (a)
	gratuite	Total	
1973	18 777	31 473	9 726 857
1974	18 833	29 740	9 756 080
1975	24 643	31 865	9 786 248
1976	24 104	34 094	9 813 162
1977	3 643	39 154	9 852 302
1978	4 796	34 133	9 887 415
1979	3 609	3 054	9 891 469
1980	1 364	12 896	9 904 366
1981	- 2 106	8 395	9 912 762
1982	- 3 050	4 972	9 917 792
1983	- 4 448	8 630	9 924 420
1984	- 7 875	- 6 394	9 916 026

Source : Ministère des Affaires sociales, I, 2, 5.

I-1 - Naissances, décès, variation démographique et population totale

I-2 - Mouvement de la population en 1983

INTRODUCTION

La population au 31 décembre de l'année qui suit le recensement se calcule en partant du chiffre de la population recensée, en y ajoutant les mouvements d'entrées (naissances, immigrations) et en retranchant les mouvements de sorties (décès, émigrations), ce qui permet d'obtenir le chiffre de la population calculée, qui servira l'année suivante de base de départ pour le même calcul.

Au tableau I-1 apparaît l'effectif de la population au 31 décembre de chaque année. Pour les années 1972 à 1980, il est calculé au départ du recensement de 1970. Pour 1981, figurent à la fois l'effectif établi de la même manière et celui sur base du recensement qui a eu lieu au

1^{er} mars de cette année (compte tenu des variations enregistrées entre cette date et le 31 décembre). Pour 1982 et 1983, le calcul a été effectué à partir de cette dernière donnée.

Les renseignements se rapportent à la population de droit, c'est-à-dire, la population ayant sa résidence habituelle dans les communes.

Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la population diminue à la suite d'un accroissement naturel extrêmement faible et d'un solde migratoire négatif. L'augmentation en région flamande n'a plus pu compenser le recul en Wallonie et à Bruxelles-Capitale.

I-1 — Naissances, décès, variation démographique et population totale

PERIODE	Naissances	Décès	Variation de la population			Effectif de la population (a)
			Naturelle	Migratoire	Total	
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413
1978	121 983	115 060	6 923	— 2 682	4 241	9 841 654
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110
1980	124 794	114 364	10 430	— 2 166	8 264	9 863 374
1981	124 827	113 308	11 519	— 6 950	4 579	{ 9 867 953
1982	120 451	112 506	7 876	— 4 448	3 428	{ 9 854 589
1983	117 395	114 814	2 581	— 7 575	— 4 994	9 858 017
						9 853 023

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Etabli au 31 décembre de l'année sur base des variations de la population depuis le recensement de 1970 pour les années 1972 à 1981 (première donnée pour cette dernière année), du recensement de 1981 compte tenu des variations entre le 1^{er} mars et le 31 décembre de cette année (seconde donnée de 1981) et des variations annuelles à partir de cette dernière donnée pour 1982 et 1983.

I-2 — Mouvement de la population en 1983

REGION	Naissances (a)		Décès (a)		Variation naturelle	Solde migratoire	Variation totale	Situation au 1 ^{er} janvier 1983	Situation au 1 ^{er} janvier 1984
	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	‰ (b)					
Anvers	11 028	12,00	10 825	11,78	+ 203	- 1 039	- 836	919 844	919 008
Malines	3 356	11,43	3 366	11,46	- 10	- 64	- 74	293 701	293 627
Turnhout	4 906	13,40	2 889	7,89	+ 2 017	+ 516	+ 2 533	363 701	366 234
<i>Anvers ...</i>	19 290	12,22	17 080	10,82	+ 2 210	- 587	+ 1 623	1 577 246	1 578 869
Bruxelles-Capitale	11 526	11,73	13 138	13,37	- 1 612	- 5 831	- 7 443	989 817	982 434
Hal-Vilvorde	5 637	10,84	5 723	11,00	- 86	+ 1 101	+ 1 015	519 096	520 111
Louvain	5 043	12,04	4 477	10,69	+ 566	+ 194	+ 760	417 945	418 705
Nivelles	3 386	11,43	3 132	10,57	+ 254	+ 1 473	+ 1 727	294 465	296 192
<i>Brabant ...</i>	25 592	11,54	26 470	11,94	- 878	- 3 063	- 3 941	2 221 383	2 217 442
Ath	823	10,73	1 135	14,79	- 312	+ 18	- 294	77 015	76 721
Charleroi	4 861	11,18	5 709	13,14	- 848	- 2 610	- 3 458	438 114	434 656
Mons	3 076	12,14	3 512	13,86	- 436	- 714	- 1 150	254 514	253 364
Mouscron	872	12,01	959	13,21	- 87	- 19	- 106	72 694	72 588
Soignies	1 887	11,37	2 094	12,61	- 207	- 338	- 545	166 549	166 004
Thuin	1 689	11,93	1 825	12,89	- 136	+ 91	- 45	141 610	141 565
Tournai	1 581	11,21	2 028	14,38	- 447	+ 371	- 76	141 114	141 038
<i>Hainaut ...</i>	14 789	11,50	17 262	13,42	- 2 473	- 3 201	- 5 674	1 291 610	1 285 936
Huy	1 033	11,54	1 214	13,56	- 181	+ 419	+ 238	89 316	89 554
Liège	6 334	10,66	7 731	13,01	- 1 397	- 2 785	- 4 182	598 560	594 378
Verviers	3 230	13,06	3 041	12,30	+ 189	+ 304	+ 493	246 801	247 294
Waremmes	596	9,80	930	15,29	- 334	+ 270	- 64	60 899	60 835
<i>Liège ...</i>	11 193	11,28	12 916	13,02	- 1 723	- 1 792	- 3 515	995 576	992 061
Hasselt	4 921	13,77	2 668	7,47	+ 2 253	- 1 179	+ 1 074	356 230	357 304
Maaseik	2 732	14,25	1 171	6,11	+ 1 561	- 226	+ 1 335	190 450	191 785
Tongres	2 234	12,57	1 562	8,79	+ 672	- 229	+ 443	177 352	177 795
<i>Limbourg ...</i>	9 887	13,60	5 401	7,43	+ 4 486	- 1 634	+ 2 852	724 032	726 884

Bastogne	525	14,40	455	12,48	+	70	+	1	+	71	36 391	36 462
Marche-en-Famenne	598	13,53	549	12,42	+	49	+	904	+	953	43 253	44 206
Neufchâteau	690	13,31	633	12,21	+	57	+	39	-	18	51 818	51 836
Virton	555	12,54	554	12,52	+	1	+	10	-	9	44 275	44 266
<i>Luxembourg ...</i>	2 972	13,28	2 706	12,09	+	266	+	763	+	+1 029	222 784	223 813
Dinant	1 203	13,37	1 160	12,89	+	43	+	426	+	469	89 531	90 000
Namur	3 312	12,62	3 388	12,91	-	76	-	+1 058	+	982	261 486	262 468
Philippeville	697	12,06	764	13,22	-	67	-	126	+	59	57 724	57 783
<i>Namur ...</i>	5 212	12,70	5 312	12,95	-	100	-	+1 610	+	+1 510	408 741	410 251
Alost	2 843	10,89	3 041	11,65	-	198	-	422	-	620	261 769	261 149
Termonde	2 109	11,61	2 070	11,39	+	39	+	13	-	26	181 667	181 693
Eeklo	901	11,27	968	12,11	-	67	-	51	-	118	80 081	79 963
Gand	5 521	11,39	5 916	12,21	-	395	-	400	-	795	485 385	484 590
Audenarde	1 276	11,38	1 528	13,63	-	252	-	145	+	107	112 257	112 150
Saint-Nicolas	2 541	12,01	2 316	10,94	+	225	+	317	+	542	211 106	211 648
<i>Flandre orientale ...</i>	15 191	11,41	15 839	11,90	-	648	-	424	-	-1 072	1 332 265	1 331 193
Bruges	3 070	11,92	2 703	10,50	+	367	+	680	+	1 047	256 424	257 471
Dixmude	606	12,82	522	11,04	+	84	+	254	-	170	47 438	47 268
Ypres	1 409	13,54	1 221	11,74	+	188	+	233	-	45	104 089	104 044
Courtrai	3 338	12,24	2 912	10,68	+	426	+	303	+	123	272 590	272 713
Ostende	1 494	11,17	1 594	11,91	-	100	-	540	+	440	133 348	133 788
Roulers	1 738	12,69	1 348	9,84	+	390	+	398	-	8	136 992	136 984
Tielt	1 061	12,50	958	11,28	+	103	+	43	-	60	84 840	84 900
Furnes	553	11,19	570	11,54	-	17	-	764	+	747	48 659	49 406
<i>Flandre occidentale ...</i>	13 269	12,21	11 828	10,89	+	1 441	+	753	+	+2 194	1 084 380	1 086 574
Bruxelles-Capitale	11 526	11,73	13 138	13,37	-	1 612	-	5 831	-	7 443	889 877	982 434
Région flamande	68 317	12,07	60 348	10,66	+	7 969	+	597	-	7 372	5 654 964	5 662 336
Région wallonne	37 552	11,71	41 328	12,88	-	3 776	-	1 147	-	4 923	3 213 176	3 208 253
<i>dont : rég. de langue allemande ..</i>	825	12,46	685	10,35	+	140	+	191	+	331	65 860	66 191
<i>Le Royaume ...</i>	117 395	11,92	114 814	11,65	+	2 581	+	-7 575	-	-4 994	9 858 017	9 853 023

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Non compris les mort-nés et les enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1^{er} janvier 1984.

II. EMPLOI

Introduction

II-1	Population active.	10
II-2	Travailleurs assujettis à la sécurité sociale.	10
II-3	Evolution de l'emploi O.N.S.S..	11
II-4	Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin.	12
II-5	Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin.	14
II-6	Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie.	15
II-7	Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin.	16
II-8	Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs.	17
II-9	Travail à temps partiel.	18
II-10	Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté européenne.	19

INTRODUCTION

La population active au 30 juin est établie par le Ministère de l'Emploi et du Travail selon les normes de la C.E.E. L'intention est de faire concorder la définition de la population active avec les concepts des comptes nationaux, principalement pour ce qui concerne les branches d'activité et les secteurs. Le point de départ est constitué par l'emploi intérieur, formé de toute personne qui exerce une activité productrice, qu'elle soit civile ou militaire, résidente ou non résidente. Cette définition est en opposition avec l'ancienne notion d'emploi national, saisissant l'emploi des personnes résidentes au sens juridique.

La population active occupée est donc la somme de l'emploi intérieur et du solde de l'emploi frontalier; à celle-ci s'ajoute la population active en chômage pour former la population active totale.

Pour rendre possible une comparaison dans le temps, les données établies au 30 juin 1981 et 1982 ont été calculées suivant les nouvelles définitions (tableau II-1).

La principale source des données relatives à l'emploi salarié est l'Office National de Sécurité Sociale

(O.N.S.S.). Les données sont malheureusement disponibles avec un retard d'un an par rapport à la période de référence. Aussi la D.G.E.D. avait-elle tenté d'estimer les évolutions par grandes branches d'activité de juin 1982 à juin 1983 dans la partie I de « *l'Economie belge en 1983* ». Les pertes d'emplois salariés avaient été estimées à 56 000 au total, dont 40 000 dans le secteur privé et 16 000 dans le secteur public. Les résultats publiés depuis lors par l'O.N.S.S. montrent que les pertes d'emplois salariés sont de 49 000 au total, dont 35 400 dans le secteur privé et 13 600 dans le secteur public (1).

Dans le secteur public, de nombreux emplois contractuels ou temporaires ont été supprimés suite aux plans d'assainissement mis en œuvre à tous les niveaux.

Le bâtiment, à lui seul, enregistre une perte d'environ 18 500 emplois, ce qui est une détérioration encore considérable, plus élevée que celle qui avait été supputée.

L'industrie a supprimé ou perdu encore 18 000 postes de travail et le tertiaire privé, contrairement à ce qui avait été écrit précédemment, en a créé

(1) Les personnes occupées dans le « troisième circuit du travail » (T.C.T.), de même que le personnel définitif de la S.N.C.B., ne sont pas incluses dans ces chiffres. La perte d'emplois dans le secteur public devrait être inférieure à ce montant, soit environ 10 000 unités, ce qui ramène la perte totale autour des 45 000.

2 000. Ici s'impose une approche nuancée. En effet, le commerce, le secteur des transports et communications et les « autres services » perdent plus de 6 000 emplois, une grande partie de ce phénomène se produisant dans le commerce et la réparation de biens de consommation. Par contre, plus de 8 000 emplois sont créés dans la rubrique « institutions de crédit, assurances, services aux entreprises et location de biens ». Sur ce total, près de 6 000 emplois supplémentaires sont recensés auprès des firmes d'intérim (ce sont elles qui cotisent et déclarent à l'O.N.S.S. et non les entreprises pour lesquelles ces travailleurs effectuent leurs prestations). En outre, cet accroissement est pour une bonne part attribuable aux Services de placement de l'O.N.Em, qui est immatriculé comme firme d'intérim depuis 1983.

Ainsi, les traits marquants qui peuvent être dégagés de l'évolution de l'emploi de juin 1982 à juin 1983, seraient :

— la poursuite de pertes d'emplois dans l'industrie, mouvement qui se ralentit

cependant, et qui devrait s'être arrêté durant le premier semestre de 1984;

- une baisse toujours considérable dans le secteur du bâtiment;
- une perte d'effectifs dans le secteur public, qui s'est portée sur les travailleurs contractuels ou temporaires;
- une légère hausse dans le tertiaire privé, produit de mutations diverses : les activités plus traditionnelles — liées en outre plus étroitement à la consommation privée — suppriment des emplois, tandis qu'en créent celles correspondant à des « externalisations » d'activités auparavant directement œuvrées pour leur propre compte par des entreprises industrielles et commerciales;
- une modification progressive — et ceci recoupe le point précédent — de la nature des emplois offerts et de leurs conditions d'exercice, comme en témoigne notamment l'extension du travail à temps partiel. Il est probable qu'une partie importante des nouveaux emplois créés, notamment dans le secteur tertiaire mais pas seulement, soient à temps partiel; or ils sont toujours comptabilisés comme des emplois à temps plein.

Total Général	Travailleurs intellectuels			Travailleurs manuels			DESIGNATION
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	
2 282 312	1 008 808	687 602	321 206	1 273 504	381 030	1 092 474	31 mars 1980
2 094 101	1 008 072	670 462	337 610	1 086 029	352 076	733 953	30 juin 1980
2 272 128	1 002 224	692 467	309 957	1 279 901	368 722	911 179	30 septembre 1980
2 281 230	1 010 202	674 628	335 574	1 311 028	383 304	927 724	31 décembre 1980
2 252 008	1 011 702	672 041	339 662	1 280 306	385 219	895 087	31 mars 1981
2 212 222	1 002 242	672 722	329 520	1 234 272	368 147	866 125	30 juin 1981
2 204 817	1 007 042	677 282	329 760	1 225 555	369 002	856 553	30 septembre 1981
2 281 298	1 017 417	682 008	335 409	1 265 889	382 042	883 847	31 décembre 1981
2 287 782	1 012 907	682 508	330 400	1 265 282	382 512	882 770	31 mars 1982
2 270 222	1 012 870	682 438	330 432	1 257 790	382 412	875 378	30 juin 1982
2 282 220	1 002 187	677 104	325 083	1 255 037	382 000	873 037	30 septembre 1982
2 242 242	1 012 282	677 171	335 011	1 230 032	372 222	857 810	31 décembre 1982
2 221 007	1 002 122	682 122	320 005	1 214 222	374 121	840 101	31 juin 1983

II-1 — Population active (a)
Répartition par branche d'activité (hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITE	30 juin 1981		30 juin 1982		30 juin 1983	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
I. Population active occupée	3 757 179	90,0	3 707 276	88,3	3 668 249	87,0
A. Emploi intérieur	3 721 581	89,2	3 672 333	87,5	3 633 621	86,2
— Agriculture, sylviculture et pêche	109 291	2,6	106 768	2,5	106 065	2,5
— Extraction et transformation des minerais non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	204 726	4,9	197 441	4,7	189 362	4,5
— Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	674 431	16,2	650 467	15,5	640 112	15,2
— Bâtiment et Génie	258 261	6,2	235 567	5,6	216 778	5,2
— Energie et eau	61 839	1,5	61 182	1,5	59 846	1,4
— Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc...	946 958	22,7	943 893	22,5	952 089	22,6
— Transports et communications	276 728	6,6	274 685	6,5	267 253	6,3
— Autres services (y compris militaires de carrière + miliciens) ...	1 189 347	28,5	1 202 330	28,7	1 202 116	28,5
B. Emploi frontalier (solde)	35 598	0,8	34 943	0,8	34 628	0,8
II. Population active en chômage (b)	415 555	10,0	490 042	11,7	545 109	13,0
III. Population active totale	4 172 734	100,0	4 197 318	100,0	4 213 358	100,0

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.

(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement et volontairement.

II-2 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1980	1 035 454	351 050	1 386 504	939 206	667 602	1 606 808	2 993 312
30 juin 1980	1 032 949	352 079	1 385 028	938 611	670 462	1 609 073	2 994 101
30 septembre 1980 ..	1 023 449	348 795	1 372 244	933 437	669 447	1 602 884	2 975 128
31 décembre 1980 ...	997 114	343 904	1 341 018	935 880	674 622	1 610 502	2 951 520
31 mars 1981	975 783	338 519	1 314 302	935 642	676 041	1 611 703	2 926 005
30 juin 1981	965 141	339 437	1 304 578	933 499	675 752	1 609 245	2 913 823
30 septembre 1981 ..	957 965	339 003	1 296 968	930 367	677 282	1 607 649	2 904 617
31 décembre 1981 ...	939 648	336 234	1 273 882	934 352	683 005	1 617 417	2 891 299
31 mars 1982	921 924	329 902	1 251 826	932 049	683 908	1 615 957	2 867 783
30 juin 1982	923 680	333 915	1 257 595	930 232	682 438	1 612 670	2 870 265
30 septembre 1982 ..	922 696	333 967	1 256 663	925 083	681 104	1 606 187	2 862 850
31 décembre 1982 ...	902 255	328 333	1 230 588	925 524	687 171	1 612 695	2 843 283
30 juin 1983	890 121	324 766	1 214 887	920 057	686 123	1 606 180	2 821 067

Source : Office National de Sécurité Sociale.

II-3 — Evolution de l'emploi O.N.S.S. (a)

TRIMESTRES	Total		Travailleurs manuels		Travailleurs intellectuels		Industrie (b)	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
	Mars 1981	-67 307	-2,2	-72 202	-5,2	+4 895	+0,3	-43 399	-4,9
Juin 1981	-80 277	-2,7	-80 450	-5,8	+ 172	0,0	-46 973	-5,4
Septembre 1981	-70 541	-2,4	-75 276	-5,5	+4 735	+0,3	-47 274	-5,5
Décembre 1981	-58 281	-2,0	-65 136	-4,9	+6 855	+0,4	-41 308	-4,9
Mars 1982	-58 222	-2,0	-62 476	-4,8	+4 254	+0,3	-41 029	-4,9
Juin 1982	-43 558	-1,5	-46 983	-3,6	+3 425	+0,2	-30 961	-3,8
Septembre 1982	-41 767	-1,4	-40 305	-3,1	-1 462	-0,1	-24 553	-3,0
Décembre 1982	-48 016	-1,7	-43 294	-3,4	-4 722	-0,3	-30 733	-3,8
Juin 1983	-49 198	-1,7	-42 708	-3,4	-6 490	-0,4	-18 378	-2,3

Sources : Office National de Sécurité sociale; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.
 (b) Au sens strict, c. à. d. sans « Energie et eau ».

II-4 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DÉSIGNATION	1974	1982	1983	1983 — 1982	1983 — 1982 %	1983 — 1974	1983 — 1974 %
<i>Secteur privé</i>							
Manuels							
Hommes	1 152 490	887 107	858 977	- 28 130	- 3,17	- 293 513	- 25,47
Femmes	366 817	274 313	270 362	- 3 951	- 1,44	- 96 455	- 26,30
<i>Total ...</i>	1 519 307	1 161 420	1 129 339	- 32 081	- 2,76	- 389 968	- 25,67
Intellectuels							
Hommes	453 750	458 398	453 156	- 5 242	- 1,14	- 594	- 0,13
Femmes	321 993	362 344	364 265	+ 1 921	+ 0,53	+ 42 272	+ 13,13
<i>Total ...</i>	775 743	820 742	817 421	- 3 321	- 0,40	+ 41 678	+ 5,37
Ensemble							
Hommes	1 606 240	1 345 505	1 312 133	- 33 372	- 2,48	- 294 107	- 18,31
Femmes	688 810	636 657	634 627	- 2 030	- 0,32	- 54 183	- 7,87
<i>Total ...</i>	2 295 050	1 982 162	1 946 760	- 35 402	- 1,79	- 348 290	- 15,18
<i>Secteur public et enseignement</i>							
Manuels							
Hommes	36 790	36 573	31 144	- 5 429	- 14,84	- 5 646	- 15,35
Femmes	47 551	59 602	54 404	- 5 198	- 8,72	+ 6 853	+ 14,41
<i>Total ...</i>	84 341	96 175	85 548	- 10 627	- 11,05	+ 1 207	+ 1,43

Hommes	413 306	471 834	466 901	- 4 933	- 1,03	+ 33 959	+ 14,51
Femmes	226 190	320 094	321 858	+ 1 764	+ 0,55	+ 95 668	+ 42,30
Total ...	639 496	791 928	788 759	- 3 169	- 0,40	+ 149 263	+ 23,34
Ensemble							
Hommes	450 096	508 407	498 045	- 10 362	- 2,04	+ 47 949	+ 10,65
Femmes	273 741	379 696	376 262	- 3 434	- 0,90	+ 102 521	+ 37,45
Total ...	723 837	888 103	874 307	- 13 736	- 1,55	+ 150 470	+ 20,79
<i>Tous les assujettis</i>							
Manuels							
Hommes	1 189 280	923 680	890 121	- 33 559	- 3,63	- 299 159	- 25,15
Femmes	414 368	333 915	324 766	- 9 149	- 2,74	- 89 602	- 21,62
Total ...	1 603 648	1 257 595	1 214 887	- 42 708	- 3,40	- 388 761	- 24,24
Intellectuels							
Hommes	867 056	930 232	920 057	- 10 175	- 1,09	+ 53 001	+ 6,11
Femmes	548 183	682 438	686 123	+ 3 685	+ 0,54	+ 137 940	+ 25,16
Total ...	1 415 239	1 612 670	1 606 180	- 6 490	- 0,40	+ 190 941	+ 13,49
Ensemble							
Hommes	2 056 336	1 853 912	1 810 178	- 43 734	- 2,56	- 246 158	- 11,37
Femmes	962 551	1 016 353	1 010 889	- 5 464	- 0,54	+ 48 338	+ 5,02
Total ...	3 018 887	2 870 265	2 821 967	- 49 198	- 1,71	- 197 820	- 6,55

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

II-5 — Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

Travailleurs manuels et intellectuels

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1982	1983	1983		1983		1983	
				1982	%	1982	%	1982	%
Agriculture, sylviculture et pêche	12 158	11 152	11 400	-	+2,22	-	- 6,23	-	758
Energie et eau (b)	69 403	60 978	59 649	-	-2,18	-	-14,05	-	9 754
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	264 225	193 838	185 922	-	-4,08	-	-29,63	-	78 303
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	357 535	274 480	268 122	-	-2,32	-	-25,01	-	89 413
Autres industries manufacturières :	479 373	322 590	318 486	-	-1,27	-	-33,56	-	160 887
— produits alimentaires	82 013	73 983	73 455	-	-0,71	-	-10,43	-	8 558
— boissons	21 733	16 102	15 383	-	-4,47	-	-29,22	-	6 350
— tabac	8 758	6 335	6 014	-	-5,07	-	-31,33	-	2 744
— textile	104 497	59 609	59 413	-	-0,33	-	-43,14	-	45 084
— cuir	5 820	2 787	2 703	-	-3,01	-	-53,56	-	3 117
— chaussures et habillement	90 713	45 283	44 524	-	-1,68	-	-50,92	-	46 189
— bois et meubles en bois	54 317	35 090	33 858	-	-3,51	-	-37,67	-	20 459
— papier et articles en papier	27 076	17 597	17 545	-	-0,30	-	-35,20	-	9 531
— imprimerie et édition	41 092	32 077	31 999	-	-0,24	-	-22,13	-	9 093
— caoutchouc et matières plastiques	25 158	20 667	20 589	-	-0,38	-	-18,61	-	4 569
— divers	18 196	13 060	13 003	-	-0,44	-	-28,54	-	5 193
Bâtiment et génie civil	245 856	189 327	170 783	-	-9,80	-	-30,54	-	75 073
Commerce, hôtellerie, réparations	414 421	414 017	408 963	-	-1,22	-	-1,32	-	5 458
Transports et communications (c)	191 950	196 521	190 778	-	-2,92	-	-0,61	-	1 172
Institutions de crédit, assurances, location	188 636	208 877	217 512	+	+4,13	+	+15,31	+	28 876
Services publics, enseignement et autres	795 330	998 485	989 452	-	-0,90	-	+24,41	+	194 122
Total général ...	3 018 887	2 870 265	2 821 067	-49 198	-1,71	-197 820	- 6,55		

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ».
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant au F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

II-6 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie (a)

	1974	1982	1983	1983 — 1982	1983 — 1982 %	1983 — 1974	1983 — 1974 %
CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS							
<i>Manuels</i>							
Hommes	636 832	458 185	446 629	-11 556	-2,52	-190 203	-29,87
Femmes	234 957	133 334	129 646	-3 688	-2,77	-105 311	-44,82
<i>Total ...</i>	871 789	591 519	576 275	-15 244	-2,58	-295 514	-33,90
<i>Intellectuels</i>							
Hommes	168 413	147 545	144 840	-2 705	-1,83	-23 573	-14,00
Femmes	60 931	51 844	51 415	-429	-0,83	-9 516	-15,62
<i>Total ...</i>	229 344	199 389	196 255	-3 134	-1,57	-33 089	-14,43
<i>Ensemble</i>							
Hommes	805 245	605 730	591 469	-14 261	-2,35	-213 776	-26,55
Femmes	295 888	185 178	181 061	-4 117	-2,22	-114 827	-38,81
<i>Total ...</i>	1 101 133	790 908	772 530	-18 378	-2,32	-328 603	-29,84

(a) Non compris « Bâtiment et génie civil » et « Energie et eau ».

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

II-7 — Evolution de l'emploi O.N.S.S. au 30 juin

DÉSIGNATION	1980		1981		1982		1983		1983	
	1979	1980	1980	1981	1981	1982	1982	1983	1983	%
Total général	- 1 278	- 80 278	- 43 558	- 49 198	- 197 820	- 6,55				
I. 1. Secteur public	+17 458	+ 4 594	+11 934	-13 796 (c)	+150 470	+20,79				
- dont C.S.T., T.C.T.	+ 2 288	- 8 003	- 2 973	..	..	..	
- hors C.S.T., T.C.T.	+15 170	+12 597	+14 907	..	..	..	
Secteur privé	-18 736	-84 872	-55 492	-35 402	-348 290	-15,18				
II. 1. Industrie (a)(b)	-18 613	-46 973	-30 961	-18 373	-328 603	-29,84				
2. Bâtiment et génie civil (b)	- 8 913	-28 510	-22 304	-18 544	- 75 073	-30,54				
3. Tertiaire privé	+ 9 734	- 8 637	- 1 887	+ 2 023	+ 66 256	+ 7,50				
dont - commerce, restauration et hébergement, réparations	+ 1 255	- 7 741	- 3 032	- 5 028	- 5 735	- 1,39				
- transports et communications	+ 56	- 2 293	- 285	- 670	- 368	- 0,43				
- institutions de crédit, assurances, services aux entreprises, locations	+ 3 869	- 1 919	- 1 046	+ 8 249	+ 23 605	+13,80				
- autres services	+ 4 554	+ 3 316	+ 2 476	- 528	+ 48 754	+23,39				

(a) Au sens strict, c.à.d. sans « énergie et eau »
 (b) Privé et public confondus
 (c) Données provisoires.

Source : O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

II-8 — Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

En milliers

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)					Heures-ouvriers			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983	
	15,2	15,0	15,1	14,9	29 106	29 202	29 063	26 454	
2,5	2,5	2,6	2,5	3 939	4 128	4 208	3 809		
36,8	34,4	33,5	31,4	59 105	54 274	48 016	47 494		
11,6	11,1	10,0	9,7	18 139	16 534	15 414	15 154		
223,4	208,4	195,5	188,6	338 209	308 741	294 826	280 863		
4,8	4,4	4,2	4,1	7 810	6 895	6 588	6 364		
5,8	5,5	5,3	5,2	9 521	9 379	8 919	8 798		
9,0	8,4	8,0	7,9	14 251	12 863	12 428	12 611		
3,1	3,0	2,9	2,6	4 881	4 358	4 319	3 587		
3,0	2,9	2,7	2,6	5 066	4 553	4 239	3 973		
3,3	2,5	2,0	1,8	5 045	2 971	2 464	2 361		
2,3	2,2	2,1	2,0	3 694	3 352	3 137	2 865		
13,0	12,3	11,5	11,2	21 185	19 096	18 512	18 135		
27,3	25,7	24,3	23,6	43 320	38 962	36 755	35 183		
3,9	3,6	3,3	3,2	6 249	5 357	5 086	5 017		
121,3	105,6	92,5	83,6	166 881	140 013	115 839	106 202		
4,7	4,2	4,1	4,1	(d)	(d)	(d)	(d)		
8,1	7,8	7,4	7,5	12 362	11 199	10 247	10 931		
21,9	20,8	19,9	20,0	33 240	30 570	29 440	29 721		
1,9	1,4	1,4	1,4	2 682	2 220	2 105	2 117		
8,6	7,9	7,5	7,5	12 247	10 709	10 383	10 043		
0,8	0,8	0,8	0,8	1 241	1 275	1 357	1 268		
5,1	4,8	4,6	4,4	7 782	6 847	6 400	6 242		
0,8	0,7	0,7	0,7	1 204	1 171	1 183	1 167		
2,0	1,8	1,7	1,7	2 727	2 272	2 418	2 393		
0,3	0,3	0,3	0,3	507	450	427	413		
4,5	4,5	4,4	4,4	8 112	7 933	7 821	7 618		
9,5	9,2	9,0	8,6	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et Administration des Mines.
Organisations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.

(b) Il s'agit du nombre de présences par jour ouvré et du nombre de postes effectués.

(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.

(d) Nombre de brochures heures de 1980 à 1983 : 2 203, 1 645, 1 733 et 1 664 millions.

II-9 — Travail à temps partiel (a)

	Décembre 1981	Décembre 1982	Décembre 1983	Différence 1983/1982
Stage des jeunes en cours à mi-temps	—	6 069	11 728	+ 5 659
Chômeurs occupés à temps réduit	18 009	30 143	50 826	+20 683
dont : hommes	(2 395)	(4 886)	(9 491)	(+ 4 605)
femmes	(15 614)	(25 257)	(41 335)	(+16 078)
Cadre spécial temporaire à temps partiel	—	—	1 145	+ 1 145
Troisième circuit de travail à temps partiel	—	—	687	+ 687
Total ...	18 009	36 212	64 386	+28 174

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Indications concernant le travail à temps partiel dans le cadre du plan de résorption du chômage.

II-10 — Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté européenne

DESIGNATION	Emploi total Variation en %			Chômage total Variation en %			Taux de chômage en %		
	1981	1982	1983 (a)	1981	1982	1983 (a)	1981	1982	1983 (a)
	Allemagne	-0,8	-1,8	-1,7	+43,1	+44,1	+23,2	4,7	6,8	8,4
Belgique	-2,1	-1,3	-1,3	+23,2	+17,8	+10,2	11,2	13,1	14,4
Danemark	-1,4	+0,2	+0,6	+33,8	+7,5	+9,7	8,9	9,5	10,4
France	-0,7	-0,1	-0,6	+22,2	+13,2	+16,8	7,8	8,8	8,9
Irlande	-1,0	-0,4	..	+26,0	+22,4	+23,0	10,2	12,3	15,2
Italie	+0,4	-0,3	0,0	+12,2	+19,4	+13,4	8,8	10,5	11,9
Pays-Bas	-0,6	-0,4	-1,1	+47,5	+36,4	+22,3	8,8	11,7	14,3
Royaume-Uni	-4,8	-1,8	-1,0	+46,3	+15,0	+9,2	9,3	10,7	11,7
<i>Communauté Economique Européenne (b) ...</i>	<i>-1,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>+29,9</i>	<i>+21,0</i>	<i>+12,2</i>	<i>7,8</i>	<i>9,5</i>	<i>10,4</i>

(a) Estimations.

(b) Les données pour la Grèce sont incertaines. Celles pour le Luxembourg ne sont pas significatives. Aucun des deux pays n'a donc été retenu ici.

Sources : Commission des Communautés Européennes
Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

III. CHÔMAGE

Introduction	22
III-1 Chômeurs complets indemnisés.	26
III-2 Chômeurs complets indemnisés par région.	27
III-3 Chômeurs complets indemnisés - Répartition par sexe et classe d'âge.	28
III-4 Chômeurs complets indemnisés selon les études faites.	29
III-5 Chômeurs complets indemnisés selon la durée d'inactivité.	30
III-6 Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets.	31
III-7 Chômage complet indemnisé.	32
III-8 Chômage complet indemnisé - Prépensions - Pertes d'emplois.	33
III-9 Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère.	34
III-10 Taux de chômage.	35
III-11 Taux de chômage selon les classes d'âge.	36
III-12 Chômage partiel.	37
III-13 Politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics.	38
III-14 Déficits d'emploi.	39
III-A Chômeurs complets indemnisés - Royaume.	40
III-B Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Bruxelles.	41
III-C Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Flandre.	42
III-D Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Wallonie.	43
III-E Taux de chômage.	44
III-F Chômeurs complets indemnisés - Grandes branches d'activité.	45
	21

INTRODUCTION

Pour des explications détaillées relatives aux différents concepts utilisés dans ce chapitre, le lecteur utilisera le bulletin mensuel de l'O.N.Em, qui est la source exclusive de statistiques en matière de chômage. Certaines précisions sont cependant données ci-dessous.

Les chômeurs complets indemnisés bénéficient soit d'allocations de chômage, soit d'allocations d'attente. Ce sont soit des travailleurs dont le contrat de travail a pris fin, soit des jeunes inscrits au chômage au terme de leurs études.

Les chômeurs partiels sont des travailleurs toujours liés par un contrat de travail, mais dont les prestations sont temporairement réduites ou suspendues.

Le concept de *demandeurs d'emplois* additionne d'autres catégories à celle de chômeurs complets indemnisés. A ceux-ci sont ajoutés les différentes catégories de personnes occupées par les pouvoirs publics ou à leur intervention directe (C.M.T., C.S.T., T.C.T., etc..., cf. ci-dessous), les « demandeurs d'emploi libres inoccupés » — personnes sans emploi à la recherche d'un emploi et qui, pour une raison ou l'autre, ne peuvent prétendre au bénéfice des allocations de chômage —, les « demandeurs d'emploi libres occupés » — personnes ayant un travail mais cherchant explicitement un autre — et les « autres demandeurs inscrits obligatoirement », catégorie importante au sein de laquelle se trouvent les jeunes scolarisés

en attente d'être admis au bénéfice des allocations (après 75 ou 150 jours de « stage d'attente »), des travailleurs à temps partiel, des exclus, des handicapés, etc...

Les pouvoirs publics occupent directement ou financent directement l'occupation de chômeurs complets dans le secteur public ou para-public (A.S.B.L., etc...). Ce sont les :

- *chômeurs mis au travail (C.M.T.)*, occupés par les pouvoirs publics ou par certaines A.S.B.L. et qui bénéficient d'une allocation de chômage majorée (pas de contrat de travail).
- *travailleurs du cadre spécial temporaire (C.S.T.)*, engagés par un contrat de travail à durée déterminée.
- *travailleurs du troisième circuit du travail (T.C.T.)*, engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée.
- *travailleurs relevant du Fonds Budgétaire Interdépartemental de promotion de l'emploi (F.B.I.)*; leur nombre est très limité.

Par ailleurs, par la formule du *stage des jeunes*, les pouvoirs publics imposent aux entreprises et aux administrations, sauf dérogations, l'embauche de 3 % de jeunes chômeurs (— de 30 ans), sous forme de temps plein ou de temps partiel (ce dernier étant obligatoire dans le secteur public).

D'autres données utilisées dans les tableaux sont celles relatives aux prépensions, formules de sorties anticipées de la population active. Ce sont :

- *la prépension conventionnelle*, applicable seulement en cas de licenciement de travailleurs âgés, et celle spécifiquement applicable aux frontaliers;
- *la prépension de retraite pour travailleurs* salariés, accordée individuellement sur base d'une demande volontaire, moyennant la preuve d'un engagement de remplacement. Elle remplace la *prépension légale*, régime antérieur quasi identique sauf du point de vue financier et de l'activité autorisée, dont relèvent actuellement encore un certain nombre de personnes;
- *la prépension spéciale pour chômeurs âgés*, applicable jusqu'au 31 mars 1982, dont relèvent aussi encore un certain nombre de personnes. Elle s'adressait aux chômeurs complets âgés indemnisés depuis plus d'un an;

Les sommets enregistrés dans la croissance du chômage complet en 1972, 1975, 1976 et 1981 (tableau III-1) apparaissent clairement. Il convient de rappeler que plus le nombre de chômeurs est élevé, plus un accroissement identique en nombre absolu donnera un taux de croissance plus faible. Ainsi, les augmentations enregistrées en 1982 et 1983 restent-elles importantes.

Depuis la récession de 1981, la part des hommes est à nouveau en augmentation et celle des femmes en diminution. Les raisons pour lesquelles les femmes ont eu, en longue période, moins de possibilités de sortir du chômage ont déjà été plusieurs fois explicitées dans les publications

précédentes (problèmes liés aux secteurs, aux qualifications, aux prépensions, etc...) (1).

La croissance du chômage (tableau III-2) est devenue la plus élevée à Bruxelles. Elle est plus faible en Wallonie, où le taux de chômage est cependant le plus élevé sur toute la période. La croissance du chômage en Flandre s'avère plus élevée à certaines périodes, en tout cas constamment par rapport à la Wallonie. A long terme, les évolutions ont ainsi tendance à converger.

La récession des années 1980 à 1982 a augmenté le plus le chômage dans la catégorie des 25 à 40 ans (tableau III-3). Par ailleurs, les mesures de résorption du chômage ont eu récemment encore plus d'effets chez les plus jeunes (-20 ans). Enfin, différents systèmes de prépension ont été instaurés depuis 1975, auxquels surtout des hommes ont pu avoir recours.

En conséquence, les parts relatives des différentes catégories d'âge dans le chômage se sont sensiblement modifiées.

La diminution de la part des chômeurs n'ayant qu'un diplôme d'enseignement primaire entre 1975 et 1983 (tableau III-4), n'est pas seulement due au fait que la récession de 1981 aurait atteint des catégories de qualification plus élevées; elle résulte bien davantage de ce que les catégories qui n'ont eu que cette formation sont les plus âgées et sortent de la population active.

En nombre, en croissance, et en parts relatives, les personnes détentrices d'un diplôme d'enseignement professionnel ou technique sont les plus frappées par le chômage.

(1) Voir : « L'Economie belge en 1981 » et « L'Economie belge en 1982 ». Ministère des Affaires économiques - Bruxelles.

La part du chômage de longue durée (+ de 2 ans) (tableau III-5) s'accroît considérablement depuis le milieu des années septante. Mais la part relative du chômage de moins d'un an a fort diminué.

Il faut cependant remarquer que les données, pour les durées courte et moyenne, sont naturellement perturbées par l'extension en longue période (malgré la diminution récente) des C.M.T., C.S.T., T.C.T., stage des jeunes etc..., et autres emplois temporaires qui se multiplient et entre lesquels transitent un nombre important et croissant de personnes.

Les tableaux III-6, 7 et 8 doivent être examinés ensemble, car l'évolution du chômage par secteurs ne reflète pas tout à fait correctement ce qui s'y passe, les prépensions venant se glisser entre les pertes d'emplois et les accroissements de chômage.

Dans l'industrie, les « autres industries manufacturières » surtout (textile, confection, alimentation) et les industries de base ont été touchées dès 1974-1975. La récession de 1980-1981 a frappé par contre plus fort l'industrie des fabrications métalliques.

La situation de la construction se détériore vivement depuis 1980.

Le secteur des transports et des banques et assurances enregistre une évolution défavorable depuis 1981.

Les services ont connu des augmentations de chômage constamment supérieures à la moyenne, et ce phénomène se poursuit. Dans cette rubrique sont aussi inscrites de nombreuses personnes à l'issue d'une occupation temporaire par les pouvoirs publics (C.M.T., C.S.T., T.C.T., etc...).

Les parts respectives des Belges et des étrangers dans l'ensemble du chômage se modifient quelque peu depuis 1980, celle des premiers augmentant et celle des seconds diminuant (tableau III-9). Le phénomène est identique pour les deux sexes.

Les taux de chômage (tableau III-11) sont évalués par rapport au nombre d'assurés. Les données sont frappantes : dans les deux sexes, les taux suivent une courbe en U, le plus élevé touchant les catégories de - 20 ans, le plus faible celle de 35 à 40 ans, avant de remonter pour les catégories plus âgées. Il convient de remarquer la très forte croissance des catégories « 60 à 65 ans » (hommes) et « 55 à 60 ans » (femmes) en 1983, influencée notamment par la suppression, cette année là, de la prépension spéciale pour chômeurs âgés.

Le chômage partiel pour raisons économiques (tableau III-12) est resté, en 1982 et 1983, au niveau atteint par la forte augmentation de 1981. Il touche quand même 2,6 % de l'emploi salarié privé.

Dans le tableau III-13 (politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics), les nombres de personnes occupées à plein temps et à mi-temps sont additionnés.

Depuis 1980, le nombre de personnes mises au travail par ces différentes formules n'a pas beaucoup varié, après la période de démarrage de 1977 à 1978. Le stage des jeunes augmente bien en 1983, en grande partie sous forme de mi-temps. Le T.C.T. crée 14 000 places, mais qui compensent tout juste, à l'heure actuelle, la réduction du nombre de C.S.T. apparue depuis 1980.

La prépension spéciale pour chômeurs âgés et la prépension légale ont été supprimées en 1983. Les prépensions conven-

tionnelles ont enregistré d'importants accroissements ces dernières années.

Le concept de déficit réel d'emploi (tableau III-14) est malaisé à établir. C'est pourquoi différentes approches en sont présentées ici. Au total des demandeurs d'emploi sans travail sont ajoutées différentes catégories qui émargeraient au chômage si n'existaient pas les mesures qui organisent leur mise au travail ou leur retrait de la population active; en outre parmi ces dernières, celles qui sont volontaires sont mises à part.

Les données diffèrent quelque peu de celles présentées les années précédentes; en effet, les « chômeurs occupés à temps réduit en vue d'échapper au chômage »

ont été enlevés des « autres inscrits obligatoirement ».

Pour être tout à fait exact, et puisqu'ils travaillent à mi-temps tout en restant demandeurs d'emploi à plein-temps, peut-être la *moitié* de leur nombre seulement aurait-elle dû être enlevée. Si le lecteur retient cette optique, il lui suffit alors d'ajouter aux données : 7 173 personnes en 1980, 9 004 en 1981, 15 072 en 1982 et 25 413 en 1983, ce qui donne des déficits d'emplois au sens strict de 519 853 en 1980, 626 346 en 1981, 724 300 en 1982, et 773 832 en 1983.

Quoi qu'il en soit, le taux tourne autour des 18 % de la population active, ce qui est considérable.

Année	Population active	Chômeurs	Chômeurs occupés à temps réduit	Autres inscrits obligatoirement	Autres inscrits volontairement	Déficit d'emplois
1980	2 800 000	500 000	7 173	100 000	0	519 853
1981	3 000 000	600 000	9 004	100 000	0	626 346
1982	3 200 000	700 000	15 072	100 000	0	724 300
1983	3 400 000	800 000	25 413	100 000	0	773 832

III-1 — Chômeurs complets indemnisés (a)

ANNÉE	Nombre			Variation en % par rapport à l'année précédente			Part dans le total en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	1970	42 387	28 874	71 261	-20,2	-10,4	-16,5	59,5	40,5	100
1971	42 368	28 508	70 876	—	-1,3	-0,5	59,8	40,2	100
1972	51 855	34 967	86 822	+22,4	+22,7	+22,5	59,8	40,2	100
1973	48 608	43 094	91 702	-6,3	+23,2	+5,6	53,0	47,0	100
1974	49 841	54 879	104 720	+2,5	+27,3	+14,2	47,6	52,4	100
1975	85 158	92 209	177 367	+70,9	+68,0	+69,4	48,0	52,0	100
1976	98 304	130 233	228 537	+15,4	+41,2	+28,9	43,0	57,0	100
1977	106 287	157 997	264 284	+8,1	+21,3	+15,6	40,2	59,8	100
1978	111 239	170 925	282 164	+4,7	+8,2	+6,8	39,4	60,6	100
1979	110 006	184 410	294 416	-1,1	+7,9	+4,3	37,4	62,6	100
1980	120 719	201 176	321 895	+9,7	+9,1	+9,3	37,5	62,5	100
1981	166 992	224 793	391 785	+38,3	+11,7	+21,7	42,6	57,4	100
1982	206 764	249 813	456 577	+23,8	+11,1	+16,5	45,3	54,7	100
1983	234 955	270 007	504 962	+13,6	+8,1	+10,6	46,5	53,5	100

(a) Moyennes mensuelles.

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-2 — Chômeurs complets indemnisés par région (a)

ANNÉE	Nombre			Variation en % par rapport à l'année précédente			Taux de chômage par rapport aux assurés (b)		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Bruxelles
	1974	51 494	43 910	9 316	+15,3	+12,6	-16,2	3,7	5,9	3,2
1975	94 168	65 334	17 865	+82,9	+48,8	+91,8	6,6	8,8	6,2
1976	120 898	82 450	25 189	+28,4	+26,2	+41,0	8,4	11,1	8,8
1977	141 837	94 205	28 242	+17,3	+14,3	+12,1	9,8	12,5	10,0
1978	152 311	100 250	29 603	+ 7,4	+ 6,4	+ 4,8	10,4	13,2	10,7
1979	160 887	103 363	30 166	+ 5,6	+ 3,1	+ 1,9	10,8	13,4	10,8
1980	177 407	111 814	32 674	+10,3	+ 8,2	+ 8,3	11,7	14,4	11,8
1981	218 201	133 101	40 482	+23,0	+19,0	+23,9	14,3	17,2	15,0
1982	258 255	150 258	48 064	+18,4	+12,9	+18,7	16,9	19,5	18,0
1983	285 145	164 948	54 869	+10,4	+ 9,8	+14,2	18,6	21,4	20,5

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles.
 (b) Assurés O.N.S.S. contre le chômage, au 30 juin de chaque année, sauf en 1983; pour cette année, la comparaison est faite avec le nombre au 30 juin 1982.

III-3 — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par sexe et classe d'âge (a)

CLASSE D'AGE	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total en %			
	1975	1981	1982	1983	1975	1981	1982	1983	1975	1981	1982	1983
Hommes												
-20 ans	9 144	15 765	17 327	16 150	+250,6	+36,5	+9,9	- 6,8	10,74	9,44	8,38	6,87
20 à 25 ans	14 480	35 259	44 293	50 533	+174,8	+46,4	+25,6	+14,1	17,00	21,11	21,42	21,51
25 à 40 ans	17 420	51 735	68 181	79 604	+147,3	+54,4	+31,8	+16,8	20,46	30,98	32,98	33,88
40 à 50 ans	11 612	25 776	31 342	35 234	+ 61,6	+34,0	+21,6	+12,4	13,64	15,44	15,16	15,00
50 ans et plus	32 502	38 457	45 621	53 434	+ 17,2	+18,9	+18,6	+17,1	38,17	23,03	22,06	22,74
<i>Total ...</i>	85 158	166 992	206 764	234 955	+ 70,9	+38,3	+23,8	+13,6	100/48,01	100/42,62	100/45,29	100/46,53
Femmes												
-20 ans	12 755	19 024	19 561	18 691	+122,1	+ 5,7	+ 2,8	- 4,5	13,83	8,46	7,83	6,92
20 à 25 ans	24 764	60 544	69 185	75 310	+ 85,3	+13,4	+14,3	+ 8,9	26,86	26,93	27,69	27,89
25 à 40 ans	28 276	98 012	111.281	122.091	+ 80,8	+15,3	+13,5	+ 9,7	30,67	43,60	44,55	45,22
40 à 50 ans	13 388	27 930	29 035	30 696	+ 42,0	+ 4,8	+ 4,0	+ 5,7	14,52	12,42	11,62	11,37
50 ans et plus	13 026	19 283	20 751	23 219	+ 21,8	+ 6,3	+ 7,6	+11,9	14,13	8,58	8,31	8,60
<i>Total ...</i>	92 209	224 793	249 813	270 007	+ 68,0	+11,7	+11,1	+ 8,1	100/51,99	100/57,38	100/54,71	100/53,47
<i>Total général ...</i>	177 367	391 785	456 577	504 962	+ 69,4	+21,7	+16,5	+10,6	100	100	100	100

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

Source : O.N.E.M.; calculs D.G.E.D.

III-4 — Chômeurs complets indemnisés selon les études faites (a)

ÉTUDES FAITES	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente	Part dans le total général en %					
	1982		1983			1975	1981	1982	1983		
	1975	1981	1982	1983							
Enseignement primaire	117 980	222 722	248 304	264 424	+ 61,5	+ 17,7	+ 11,5	+ 6,5	56,9	54,4	52,4
Enseignement secondaire	8 718	20 409	23 388	25 538	+ 65,7	+ 16,8	+ 14,6	+ 9,2	4,9	5,2	5,1
Inférieur général	9 243	25 143	30 480	33 710	+ 108,7	+ 33,3	+ 21,2	+ 10,6	5,2	6,4	6,7
Inférieur technique ou artistique	11 292	44 530	53 848	60 835	+ 122,6	+ 30,6	+ 20,9	+ 13,0	6,4	11,4	12,1
Supérieur général	6 082	15 037	18 190	20 622	+ 93,0	+ 23,0	+ 21,0	+ 13,4	3,4	3,8	4,1
Supérieur technique ou artistique	7 024	18 286	22 995	26 654	+ 115,5	+ 27,9	+ 25,8	+ 16,0	4,0	4,7	5,3
Supérieur professionnel	3 265	15 021	19 595	23 307	+ 112,0	+ 25,7	+ 30,5	+ 18,9	1,8	3,8	4,6
Professionnel complémentaire	235	610	792	1 091	+ 66,7	+ 16,2	+ 29,8	+ 37,8	0,1	0,2	0,2
Total secondaire	45 859	139 036	169 288	191 757	+ 100,7	+ 27,1	+ 21,8	+ 13,3	25,9	35,5	37,1
Enseignement supérieur	8 727	16 292	21 342	27 121	+ 48,1	+ 25,3	+ 31,0	+ 27,1	4,9	4,2	5,4
Non universitaire	2 362	5 094	6 536	7 605	+ 54,7	+ 36,1	+ 28,3	+ 16,4	1,3	1,3	1,5
Universitaire	11 089	21 386	27 879	34 726	+ 49,4	+ 27,7	+ 30,4	+ 24,6	6,2	5,5	6,9
Total supérieur	1 445	5 997	7 610	9 184	+ 135,0	+ 36,2	+ 26,9	+ 20,7	0,8	1,5	1,8
Apprentissage terminé	994	2 646	3 496	4 870	+ 32,0	+ 28,8	+ 32,1	+ 32,1	0,6	0,7	0,8
Autres études	177 367	391 785	456 577	504 962	+ 69,4	+ 21,7	+ 16,5	+ 10,6	100,0	100,0	100,0
<i>Total général ...</i>											

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-5 — Chômeurs complets indemnisés selon la durée d'inactivité (a)

DURÉE	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total en %			
	1976 (b)	1981	1982	1983	1976 (c)	1981	1982	1983	1976	1981	1982	1983
Moins d'un an	128 193	185 396	191 015	192 126	+ 7,5	+26,1	+ 3,0	+ 0,6	56	47	42	38
1 à 2 ans	50 514	70 336	97 912	100 630	+100,1	+35,6	+39,2	+ 2,8	22	18	21	20
+ de 2 ans	49 987	136 053	167 656	212 204	+ 28,8	+10,6	+23,2	+26,6	22	35	37	42
Total ...	228 696	391 784	456 577	504 962	+ 24,8	+21,7	+16,5	+10,6	100	100	100	100

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

(b) Moyenne mensuelle calculée sur base de 10 mois disponibles.

(c) Calculées par rapport à la moyenne de 4 situations mensuelles, en mars, juin, septembre et décembre 1975.

III-6 — Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES			FEMMES			TOTAL		
	1982	1983	$\frac{1983}{1982}$ %	1982	1983	$\frac{1983}{1981}$ %	1982	1983	$\frac{1983}{1981}$ %
			$\frac{1983}{1982}$ %			$\frac{1983}{1982}$ %			$\frac{1983}{1982}$ %
Agriculture	1 625	1 883	+15,9	538	597	+9,1	2 163	2 479	+11,0
Forêt, Chasse	247	273	+10,5	26	28	+9,1	273	301	+10,3
Pêche	315	354	+12,4	11	11	+22,2	326	365	+12,0
Mines	1 902	1 954	+2,7	100	99	0,0	2 002	2 053	+2,6
Pierre	823	953	+15,8	123	122	+15,0	946	1 075	+13,6
Alimentation	9 187	10 560	+15,0	12 309	12 635	+3,8	21 495	23 195	+7,9
Tabac	139	164	+18,0	2 849	3 008	+6,1	2 988	3 172	+6,2
Textile	5 469	6 127	+11,1	12 874	12 809	+1,1	18 342	18 936	+3,9
Vêtement	1 111	1 116	+0,5	27 313	26 751	+0,8	28 424	27 866	-2,0
Chaussures	201	212	+5,8	1 427	1 358	-6,4	1 628	1 570	-3,6
Bois	5 076	5 338	+9,1	2 722	2 651	-0,2	7 798	8 189	+5,0
Papier	1 563	1 618	+3,5	2 621	2 528	-3,6	4 184	4 145	-0,9
Livre	2 103	2 305	+9,6	2 718	2 757	+1,4	4 821	5 062	+5,0
Cuir et peaux	492	550	+11,8	1 084	1 072	-2,8	1 576	1 622	+2,9
Caoutchouc	737	742	+0,7	667	645	-0,9	1 404	1 388	-1,1
Chimie	4 539	5 042	+11,1	5 895	5 999	+1,8	10 434	11 040	+5,8
Céramique, Briqueterie, Ciment ..	1 989	2 082	+4,7	1 139	1 059	-7,0	3 128	3 161	+1,1
Verre	1 236	1 392	+12,6	1 302	1 235	-5,2	2 538	2 627	+3,5
Métallurgie	3 521	4 127	+17,2	707	715	+1,1	4 229	4 842	+14,5
Construction métallique	13 524	15 563	+15,1	5 902	5 778	-2,1	19 425	21 342	+9,9
Construction mécanique	2 089	2 392	+14,5	943	870	-7,7	3 032	3 261	+7,6
Construction électrique	3 611	3 985	+10,4	11 082	11 062	-0,2	14 693	15 047	+2,4
Construction de matériel de transport	9 421	9 069	-3,7	2 262	2 240	-1,0	11 682	11 310	-3,2
Diamant	724	720	-0,6	948	918	-3,2	1 671	1 637	-2,0
Industries manuf. diverses	1 516	1 690	+11,5	2 255	2 262	+0,3	3 771	3 952	+4,8
Construction	58 230	64 466	+10,7	2 750	2 953	+15,4	60 980	67 419	+10,6
Electricité, Eau, Gaz	532	676	+27,1	266	339	+29,1	798	1 016	+27,3
Commerce	13 302	15 368	+15,5	36 260	39 121	+8,5	49 563	54 489	+10,0
Banques, Assurances	1 551	1 861	+20,0	3 400	3 778	+11,1	4 952	5 638	+13,9
Transport et Communications	8 871	10 366	+16,9	3 287	3 613	+23,0	12 158	13 949	+14,7
Hôtels, Restaurants	4 536	5 438	+19,9	8 506	9 458	+11,2	13 041	14 896	+14,2
Services	30 796	37 011	+33,8	69 406	79 992	+22,0	100 141	117 003	+16,8
Activités mal désignées ou non connues (b)	15 849	19 388	+31,0	26 125	31 544	+23,6	41 974	50 932	+21,3
Total général ...	206 764	234 955	+13,6	249 813	270 007	+11,1	456 577	504 961	+10,6

Sources : O.N.E.M.; Ministère des Affaires Economiques, D.G.E.D.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois. Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

III-7 — Chômage complet indemnisé

Variation, par branche d'activité - moyenne annuelle (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	En chiffres absolus					En pourcentage par rapport à l'année précédente				
	1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
I. Agriculture, forêt, pêche, etc. ...	+ 14	+ 144	+ 508	+ 532	+ 383	+ 1,0	+ 9,1	+ 29,5	+ 23,9	+ 13,9
II. Mines, Energie, Eau	- 282	- 285	- 375	+ 197	+ 269	- 8,0	- 9,6	- 12,6	+ 7,6	+ 9,6
III. Industries de base	- 466	+ 384	+ 2 262	+ 2 013	+ 1 450	- 2,7	+ 2,3	+ 13,3	+ 10,4	+ 6,8
IV. Fabrications métalliques	- 777	+ 1 054	+ 8 359	+ 6 695	+ 2 128	- 2,3	+ 3,2	+ 24,8	+ 15,9	+ 4,4
V. Autres industries manufacturières	+ 2 876	+ 3 068	+ 9 158	+ 5 103	+ 2 632	+ 3,7	+ 3,8	+ 10,9	+ 5,5	+ 2,7
VI. Construction	- 915	+ 5 324	+ 16 995	+ 10 557	+ 6 439	- 3,1	+ 18,9	+ 50,8	+ 20,9	+ 10,6
VII. Commerce	+ 2 747	+ 2 597	+ 5 069	+ 5 200	+ 4 926	+ 8,1	+ 7,1	+ 12,9	+ 11,7	+ 9,9
VIII. Horeca	+ 976	+ 371	+ 1 308	+ 1 869	+ 1 855	+ 11,5	+ 3,9	+ 13,3	+ 16,7	+ 14,2
IX. Transports et communications	+ 156	+ 500	+ 2 443	+ 2 734	+ 1 791	+ 2,5	+ 7,7	+ 35,0	+ 29,0	+ 14,7
X. Banques et assurances	+ 280	+ 257	+ 916	+ 891	+ 686	+ 10,7	+ 8,9	+ 29,1	+ 21,9	+ 13,9
XI. Services	+ 6 158	+ 10 333	+ 19 447	+ 20 264	+ 16 862	+ 14,0	+ 20,6	+ 32,2	+ 25,4	+ 16,8
XII. Activités mal désignées	+ 1 485	+ 3 732	+ 3 802	+ 8 738	+ 8 858	+ 6,1	+ 14,5	+ 12,9	+ 26,3	+ 21,3
Total ...	+ 12 252	+ 27 479	+ 69 890	+ 64 792	+ 48 384	+ 4,3	+ 9,3	+ 21,7	+ 16,5	+ 10,6

(a) Les 33 branches d'activité O.N.Em. sont ici converties en branches de la classification N.A.C.E. utilisée par l'O.N.S.S.

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-8 — Chômage complet indemnisé - Prévisions - Pertes d'emplois (a)

Par secteur, évolution du 31 décembre au 31 décembre

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1980		1981		1982		1983	
	Chômage + Prévisions	Emploi O.N.S.S.						
I. Agriculture, forêt, pêche, etc.	+ 426	- 204	+ 562	- 170	+ 566	- 45	+ 304	..
II. Mines, Energie, Eau	- 406	- 566	+ 65	- 542	+ 382	- 1 144	+ 285	..
III. Industries de base	+ 6 188	- 9 904	+ 6 900	- 9 068	+ 6 270	- 8 843	+ 4 404	..
IV. Fabrications métalliques ...	+ 9 998	- 13 578	+ 12 370	- 18 678	+ 10 445	- 15 111	+ 5 686	..
V. Autres industries manufacturières	+ 10 312	- 15 263	+ 11 276	- 15 970	+ 9 490	- 7 667	+ 886	..
VI. Construction	+ 15 412	- 20 539	+ 21 137	- 29 450	+ 10 644	- 18 105	+ 6 478	..
VII. Commerce	+ 5 167	- 4 333	+ 5 771	- 6 373	+ 6 186	- 5 907	+ 4 899	..
VIII. Horeca	+ 909	+ 1 193	+ 1 750	+ 2 538	+ 1 807	+ 2 052	+ 1 843	..
IX. Transports et communications	+ 2 669	- 2 955	+ 3 692	- 544	+ 4 270	- 2 088	+ 1 910	..
X. Banques et assurances	+ 831	+ 838	+ 1 266	+ 144	+ 1 021	+ 4 809	+ 455	..
XI. Services	+ 17 728	+ 9 627	+ 16 407	+ 17 882	+ 23 772	+ 3 943	+ 8 479	..
XII. Activités mal désignées	+ 11 216	..	- 12 544 (b)	..	+ 7 491	..	+ 5 890	..

Sources : O.N.Em.; O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

(a) Prévisions : conventionnelles + prévisions légales - remplacements. Les taux de remplacements sont de 69 % en 1980, 61 % en 1981, 50 % en 1982 et 100 % en 1983.

(b) Effet du déplacement de l'inscription des jeunes scolarisés.

III-9 — Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

NATIONALITÉ	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total, en %			
	1975	1981	1982	1983	1975	1981	1982	1983	1975	1981	1982	1983
Hommes :												
Belges	70 088	136 703	170 831	194 892	+66,2	+39,7	+25,0	+14,1	82,3	81,9	82,6	83,0
Etrangers	15 070	30 289	35 933	40 063	+96,7	+32,5	+18,6	+11,5	17,7	18,1	17,4	17,0
<i>Total ...</i>	85 158	166 992	206 764	234 955	+70,9	+38,3	+23,8	+13,6	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes :												
Belges	81 092	199 935	223 612	242 827	+69,2	+12,3	+11,8	+ 8,6	87,9	88,9	89,5	90,0
Etrangers	11 116	24 858	26 201	27 180	+59,7	+ 7,4	+ 5,4	+ 3,7	12,1	11,1	10,5	10,0
<i>Total ...</i>	92 208	224 793	249 813	270 007	+68,0	+11,7	+11,1	+ 8,1	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble :												
Belges	151 181	336 638	394 443	437 719	+67,8	+22,0	+17,2	+11,0	85,2	85,9	86,4	86,7
Etrangers	26 186	55 147	62 134	67 243	+79,1	+19,9	+12,7	+ 8,2	14,8	14,1	13,6	13,3
<i>Total ...</i>	177 367	391 785	456 577	504 962	+69,4	+21,7	+16,5	+10,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : O.N.Em.: calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

III-10 — Taux de chômage

ANNÉE	Chômage complet indemnisé en % de la population active (a)			Chômage complet en % de la population active Définition harmonisée des Communautés européennes (b)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	1973	1,9	3,3	2,3	2,3	3,9	2,8
1974	1,9	4,1	2,6	2,2	4,7	3,1
1975	3,2	6,7	4,4	3,9	7,7	5,2
1976	3,7	9,2	5,7	4,5	10,5	6,6
1977	4,1	10,9	6,5	4,9	12,3	7,6
1978	4,3	11,6	6,9	5,1	13,1	8,1
1979	4,2	12,1	7,1	5,1	13,8	8,4
1980	4,6	13,0	7,8	5,6	14,7	9,1
1981	6,4	14,3	9,4	7,8	16,4	11,1
1982	8,0	15,9	11,0	9,7	18,2	13,0
1983	9,1	16,9	12,1	10,9	19,7	14,3

Source : O.N.E.M.

(a) Taux par rapport à la population active calculé sur base de la moyenne annuelle.
 (b) Taux par rapport à la population active civile calculé sur base de la moyenne annuelle. Chômage complet : chômeurs complets indemnisés + autres inscrits obligatoirement — les chômeurs occupés à temps réduits — les chômeurs occupés en atelier protégé + les demandeurs d'emploi libres inoccupés.

III-11 — Taux de chômage selon les classes d'âge (a)

CLASSE D'AGE	Hommes			Femmes			Total		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	Moins de 20 ans	26,4	32,6	36,4	32,8	37,3	40,8	29,5	34,9	38,6
20 à 25 ans	15,8	20,3	23,7	26,1	29,9	32,9	21,0	25,3	28,5
25 à 30 ans	9,4	12,1	14,0	24,0	26,0	27,5	15,9	18,5	20,3
30 à 35 ans	7,0	9,3	10,7	22,1	23,7	24,7	12,7	14,9	16,3
35 à 40 ans	6,6	8,4	9,6	19,3	21,0	21,8	10,9	12,7	13,9
40 à 45 ans	6,9	8,8	10,2	18,4	19,3	20,3	10,4	12,1	13,4
45 à 50 ans	8,1	10,0	11,5	20,2	21,1	22,6	11,5	13,2	14,7
50 à 55 ans	10,0	12,3	13,9	24,8	25,7	26,9	13,9	15,9	17,3
55 à 60 ans	13,1	15,6	18,3	19,3	22,1	28,5	14,3	16,8	20,2
60 à 65 ans	15,9	18,4	24,8	—	—	—	15,9	18,4	24,8
<i>Total ...</i>	10,3	12,9	14,8	23,5	25,7	27,4	15,2	17,8	19,6

(a) Rapport entre le nombre moyen de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (base : I.N.A.M.I., situation au 30 juin. Pour l'année 1983, le nombre d'assurés au 30 juin 1982 est utilisé pour la comparaison).

Source : O.N.Em.

III-12 — Chômage partiel

ANNÉE	Global (a)			Pour raisons économiques		
	Nombre	Variation en % par rapport à l'année précédente	Part dans l'emploi salarie privé total en %	Nombre	Variation en % par rapport à l'année précédente	Part dans l'emploi salarie privé total en %
1974	41 950	+22,4	1,8	..	..	..
1975	82 541	+96,7	3,7	..	..	..
1976	58 495	-41,1	2,6	..	..	..
1977	68 977	+17,9	3,2	..	..	..
1978	78 024	+13,1	3,6	..	..	..
1979	80 473	+ 3,1	3,6	..	..	..
1980	80 448	0	3,8	42 062	..	2,0
1981	93 115	+15,8	4,6	49 912	+18,7	2,4
1982	82 184	-11,7	4,1	48 566	- 2,7	2,4
1983	82 000 (b)	- 2,2	4,2	50 866 (b)	+ 4,7	2,6

(a) Pour raisons économiques, cause d'intempéries et autres.
(b) Estimation.

Sources : O.N.E.M.; O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

III-13 — Politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics (a)

Situation au 31 décembre

INSTRUMENTS	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Mise au travail directe par les pouvoirs publics (b)							
- Chômeurs occupés par les pouvoirs publics (C.M.T.)	24 201	31 005	36 252	35 522	33 173	31 172	26 620
- Cadre spécial temporaire (C.S.T.) .....	..	22 119	27 426	22 107	25 670	17 344	14 129
- Troisième circuit du travail (T.C.T.) .....	..	..	..	..	..	1 131	13 712
- Fonds budgétaire interdépartemental (F.B.I.) .....	..	..	..	..	..	..	500
B. Embauche obligatoire							
- Stage des jeunes	16 832	31 471	30 778	28 289	28 908	32 342	37 776
C. Diminution de la population active (c)							
- Préension conventionnelle	15 566	22 466	28 358	34 908	46 346	60 366	74 849
- Préension pour frontaliers .....	..	..	..	..	..	459	642
- Préension légale	18 197	26 000	31 280	36 913	41 319	45 018	40 813
- Préension de retraite .....	..	..	..	..	..	..	3 430
- Préension spéciale pour chômeurs âgés .....	..	5 428	8 949	9 526	10 981	11 525	9 233

Source : O.N.Em.

(a) Pour les définitions, les mesures et leur mise en œuvre, cfr. les publications de l'O.N.Em.
 (b) Les personnes occupées à plein temps et à mi-temps sont additionnées.
 (c) Nombre de bénéficiaires en cours.

DÉSIGNATION	1980	1981	1982	1983	1983 — 1982	1983 — en % 1982	Taux (f)
A. Chômeurs complets indemnisés	377 081	423 847	483 959	507 633	+ 23 674	+ 4,9	12,1 %
B. Autres demandeurs d'emploi sans travail	37 899	82 400	96 218	98 830	+ 2 612	+ 2,7	
dont : 1. autres inscrits obligatoirement (révisés) (a)	15 947 (b)	56 573	66 174	71 074	+ 4 900	+ 7,4	
2. libres inoccupés	21 952	25 827	30 044	27 756	- 2 288	- 7,6	
<i>Total des demandeurs d'emploi sans travail :</i> A+B ...	414 980	506 247	580 177	606 463	+ 26 286	+ 4,5	14,5 %
C. Résorption directe du chômage par les pou- voirs publics (c)	62 792	64 749	55 226	56 967	+ 1 741	+ 3,2	
dont : 1. C.S.T.	22 107	25 670	17 344	14 129	- 3 215	- 18,5	
2. C.M.T.	35 522	33 173	31 772	26 620	- 5 152	- 16,2	
4. T.C.T. ....	..	..	1 131	13 712	+ 12 581	..	
4. F.B.I. ....	..	..	..	500	+ 500	..	
5. Chômeurs en F.P.	5 163	5 906	4 979	2 006	- 2 973	- 59,7	
<i>Total des demandeurs d'emploi :</i> A+B+C ...	477 772	570 996	635 403	663 430	+ 28 027	+ 4,4	15,9 %
D. Préemption après licenciement dont : 1. conventionnelle	34 908	46 346	60 366	74 847	+ 14 481	+ 24,0	
2. pour frontaliers .....	..	..	459	642	+ 183	+ 39,9	
3. spéciale pour chômeurs âgés (d)	13 000	15 000	13 000	9 500	- 3 500	- 26,9	
<i>Déficit d'emplois au sens strict :</i> A+B+C+D ...	512 680	617 342	709 228	748 419	+ 39 191	+ 5,5	17,9 %
E. Préemption légale (e)	36 913	41 319	45 018	40 813	- 4 205	- 9,3	
F. Préemption de retraite .....	..	..	..	3 430	+ 3 430	..	
<i>Déficit d'emplois au sens large :</i> A+B+C+D+E+F ...	549 593	658 661	754 246	792 662	38 416	+ 5,1	19,0 %

Sources : O.N.E.M.; calculs D.G.E.D.

(a) Il s'agit de la série des « autres demandeurs d'emplois » inscrits obligatoirement, de laquelle ont été retirés les chômeurs ayant accepté un emploi à temps réduit d'une part, et les chômeurs occupés en atelier protégé d'autre part.

(b) Ce montant est assez bas car, contrairement aux années suivantes, les jeunes scolarisés, jusqu'en 1980, étaient déjà admis à l'indemnisation à ce moment de l'année.

(c) C.S.T. : Cadre spécial temporaire, C.M.T. : Chômeurs mis au travail, T.C.T. : Troisième circuit du travail, F.P. : Formation professionnelle, F.B.I. : Fonds budgétaire interdépartemental. Le stage des jeunes n'est pas repris ici. On ne peut pas le considérer comme représentatif d'un déficit d'emplois, car l'expérience a montré qu'il s'est grandement substitué à des emplois ordinaires.

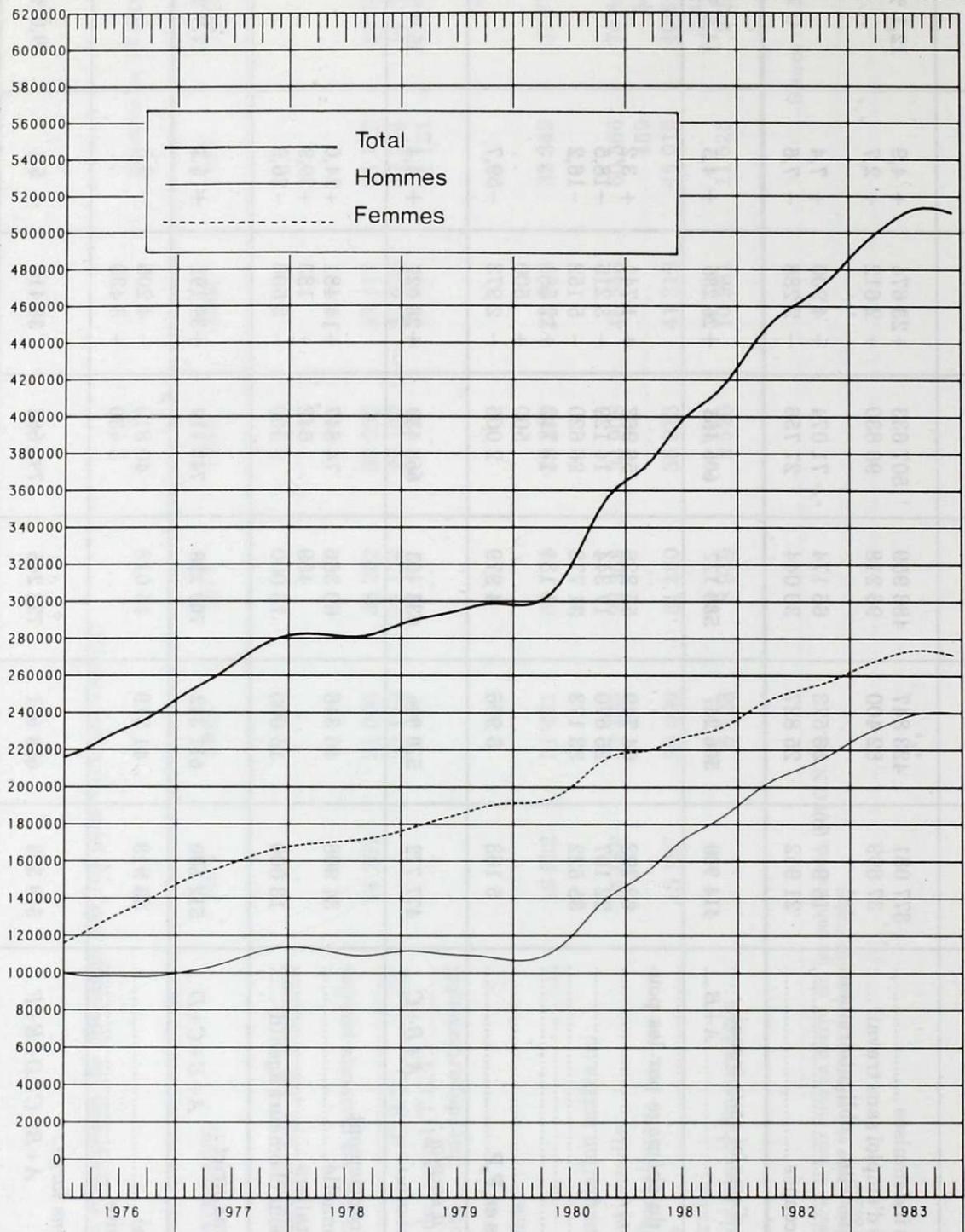
(d) Somme des bénéficiaires et des demandes en cours d'examen, qui entraînent, dès leur introduction, le retrait du demandeur de la statistique du chômage complet indemnisé. Les données sont estimées par la D.G.E.D. Elles ont été révisées par rapport à la publication précédente.

(e) Dans la mesure où il s'agit de formules de préemption « à la demande », elles ont été mises à part car elles ne sont pas tout à fait représentatives de déficits d'emplois.

(f) Données relatives à la population active au 30 juin. Pour 1983, la population active est celle au 30 juin 1982.

III-A — Chômeurs complets indemnisés - Royaume

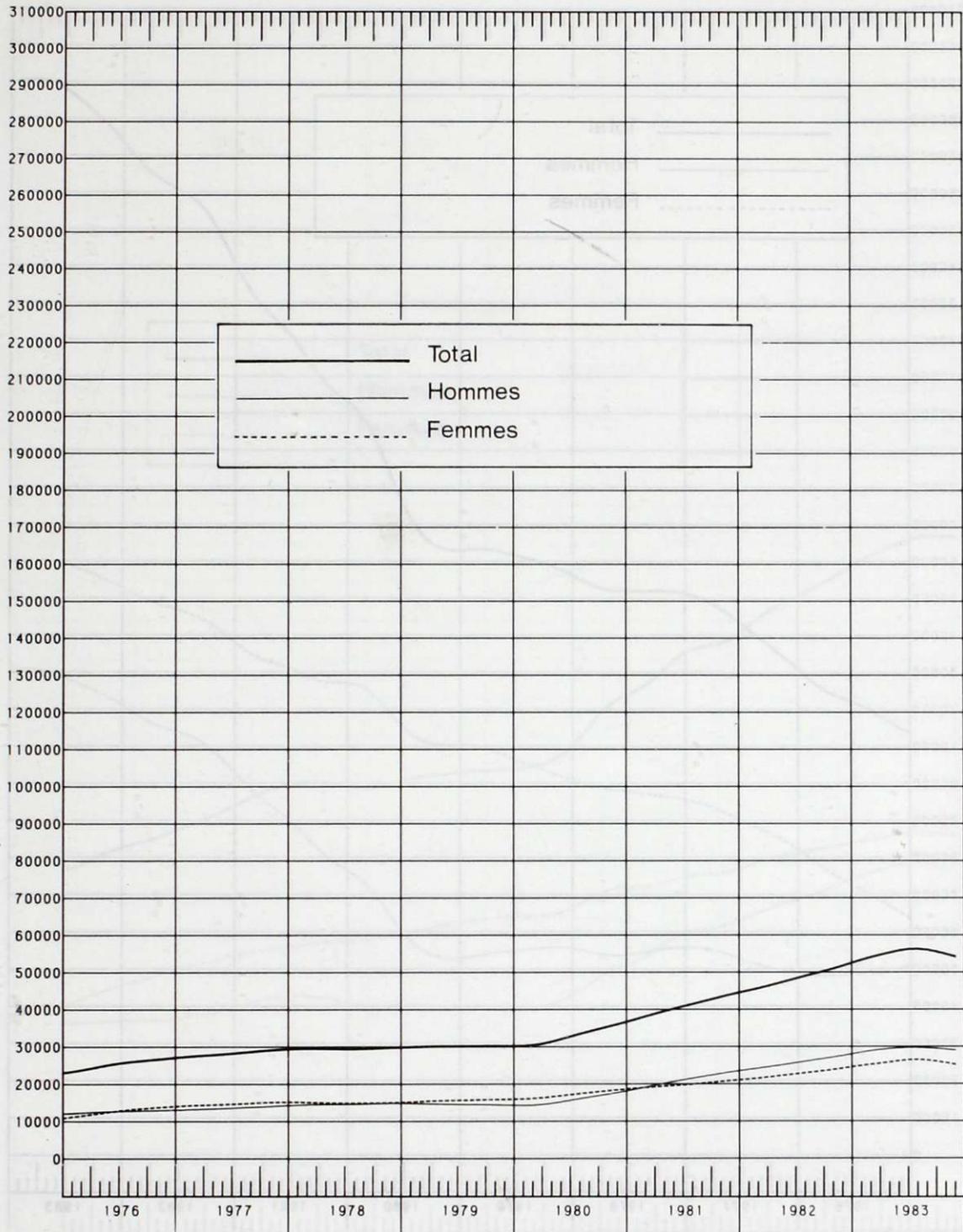
Séries désaisonnalisées et lissées



Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-B — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Bruxelles

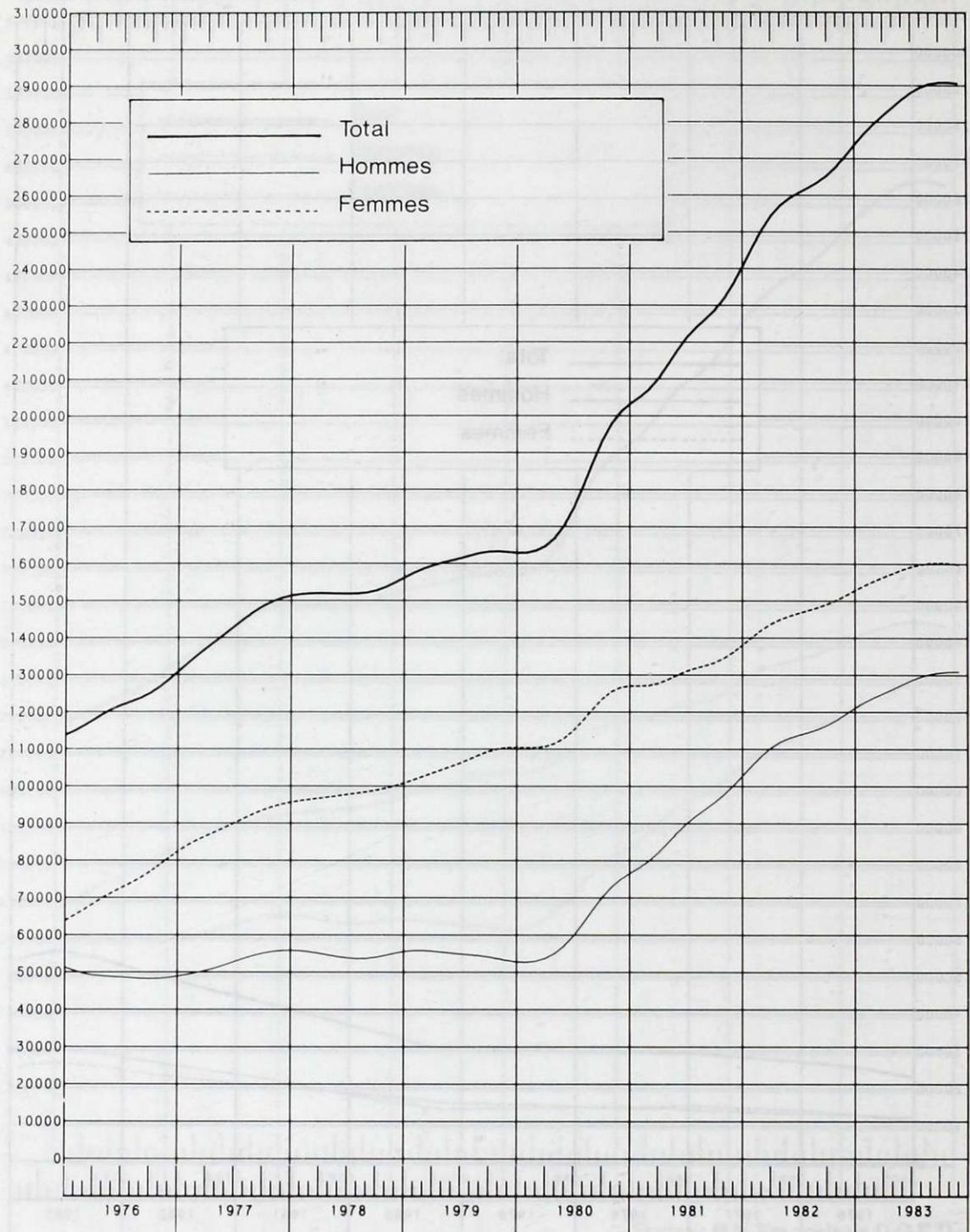
Séries désaisonnalisée et lissées



Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-C — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Flandre

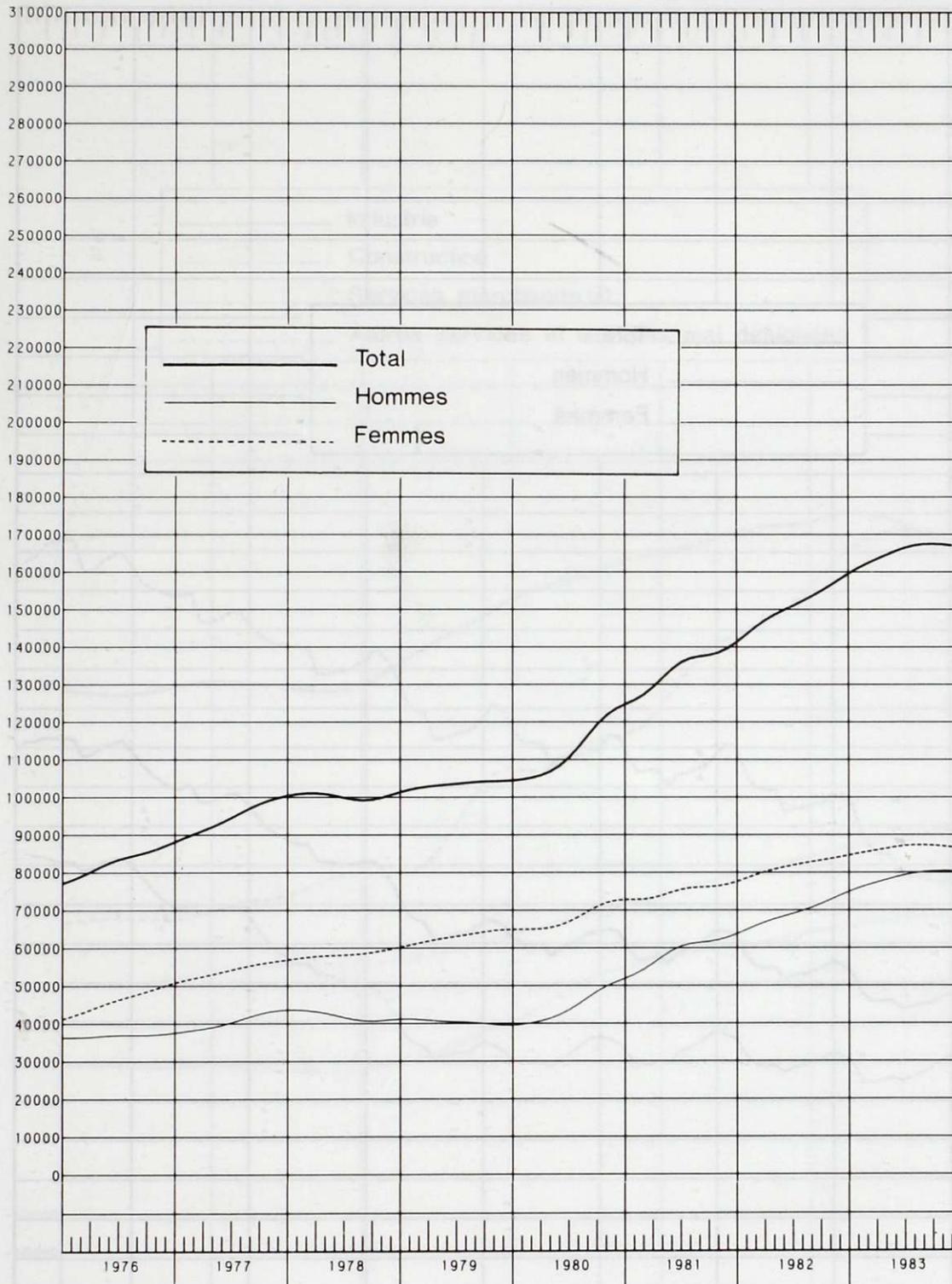
Séries désaisonnalisées et lissées



Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

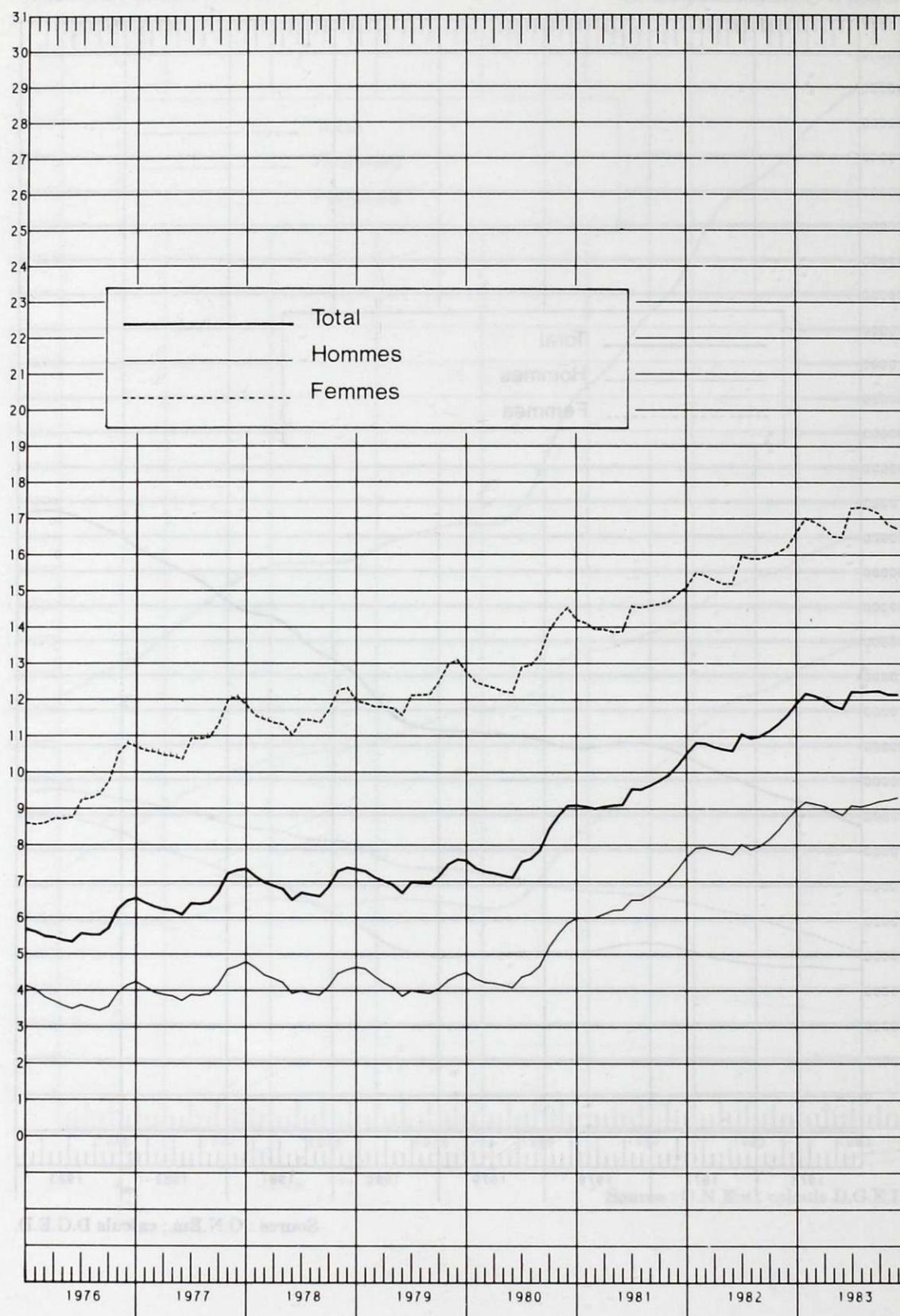
III-D — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Wallonie

Séries désaisonnalisées et lissées



Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

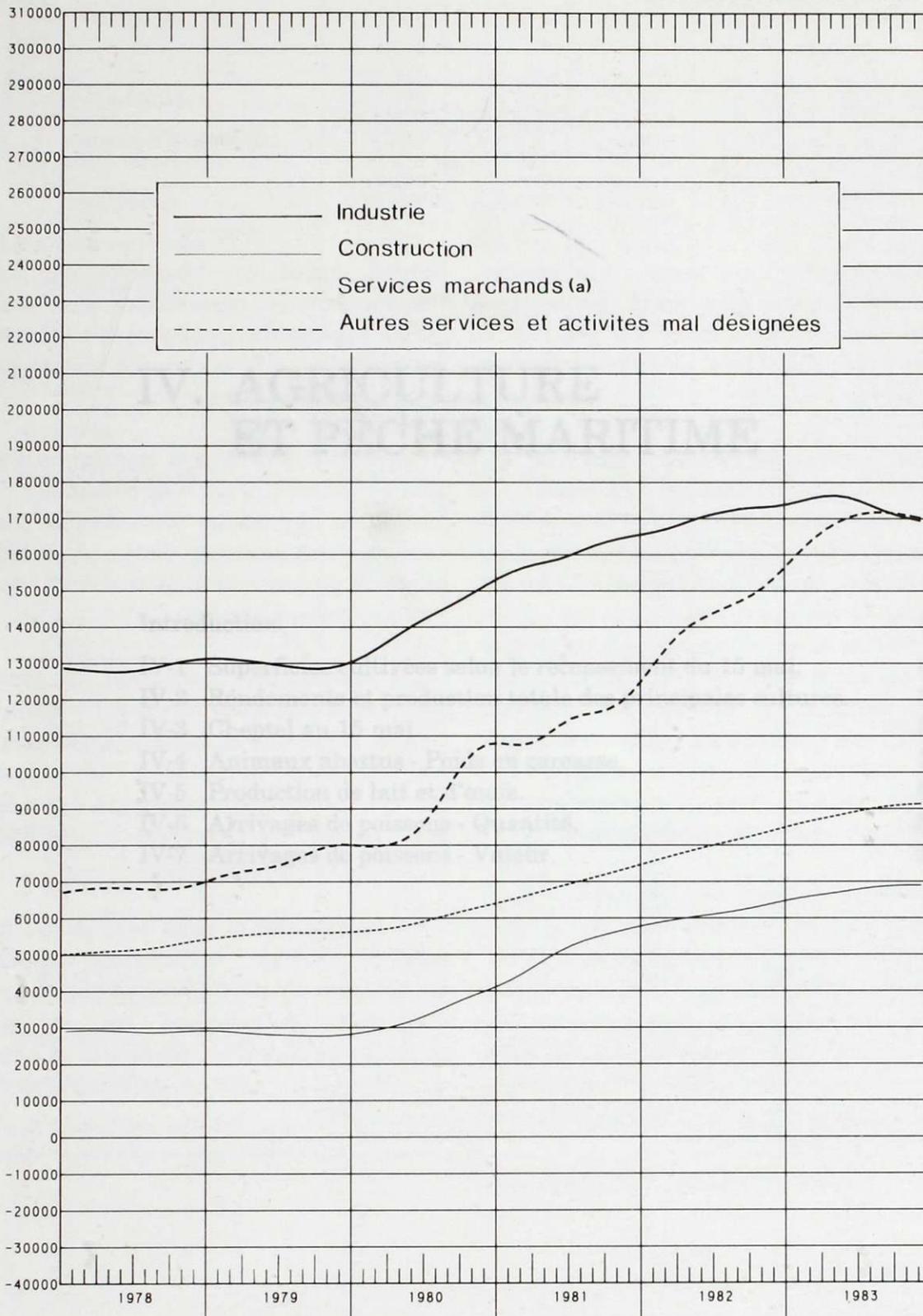
III-E — Taux de chômage
Chômeurs complets indemnisés par rapport à la population active (%)



Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

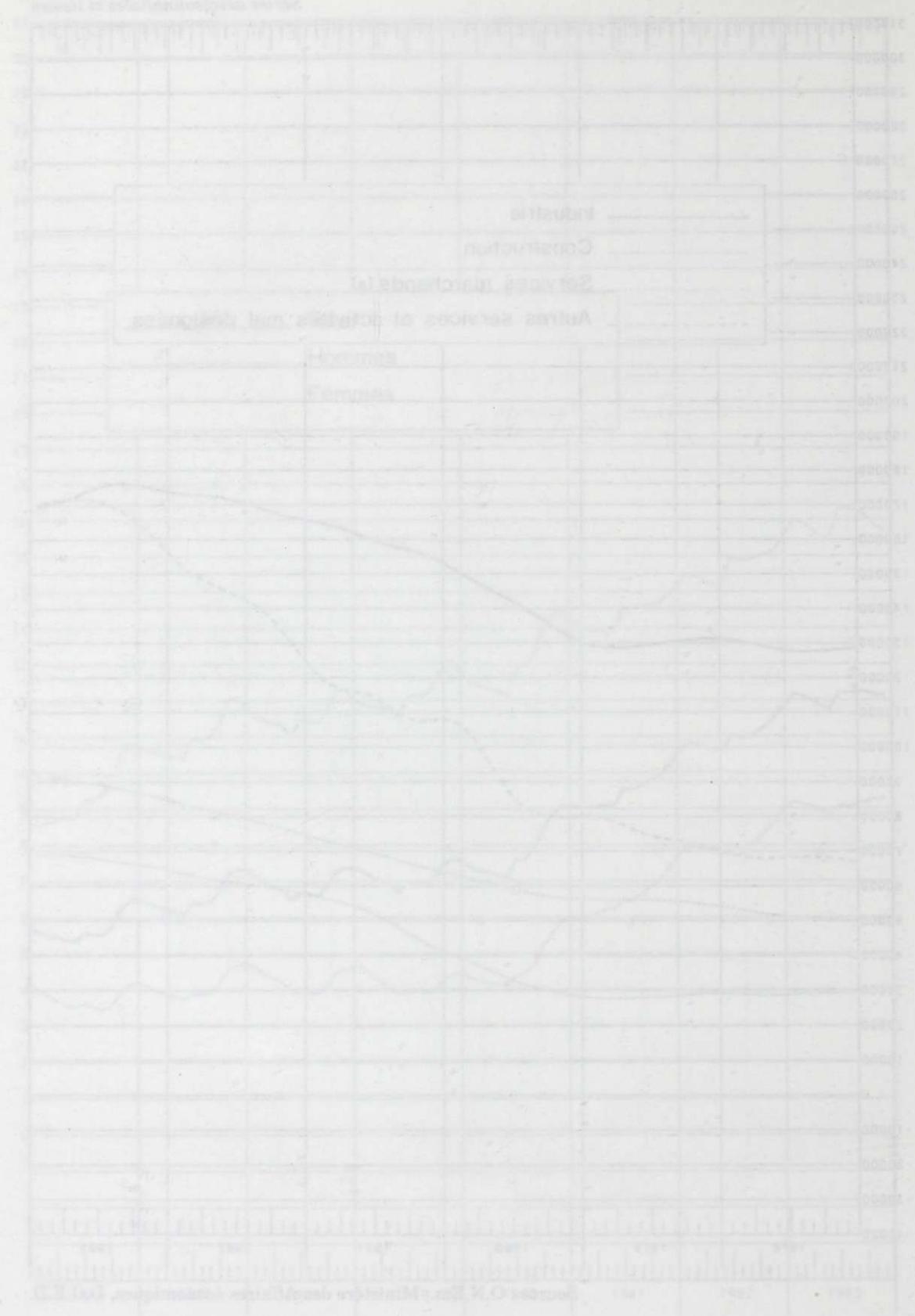
III-F — Chômeurs complets indemnisés
Grandes branches d'activité

Séries désaisonnalisées et lissées



Source : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Commerce, banques et assurances, Horeca, transports et communications.



III.1.1 Österreichs Wirtschaftsentwicklung 1950-1970
 III.1.1 Austria's Economic Development 1950-1970

DÉSIGNATION	1978	1980	1981	1982	1983
Céréales	288 000	288 000	288 000	288 000	288 000
Céréales secondaires	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— blé	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— autres	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— blé dur	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— blé tendre	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— autres	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— blé dur	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— blé tendre	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
— autres	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000

IV. AGRICULTURE ET PÊCHE MARITIME

Introduction	48
IV-1 Superficies cultivées selon le recensement du 15 mai.	49
IV-2 Rendements et production totale des principales cultures.	50
IV-3 Cheptel au 15 mai.	50
IV-4 Animaux abattus - Poids en carcasse.	51
IV-5 Production de lait et d'œufs.	51
IV-6 Arrivages de poissons - Quantité.	52
IV-7 Arrivages de poissons - Valeur.	52

INTRODUCTION

Pour l'agriculture, secteur à la production hétérogène, très peu de statistiques directes sont disponibles. En général, il s'agit d'estimations déduites d'autres données.

En ce qui concerne les grandes cultures, par exemple, les données sont basées sur le recensement au 15 mai de la superficie ensemencée, et combinées avec une estimation du rendement moyen à l'hectare. A cet égard, il y a lieu d'observer que la moitié de la superficie agricole totale sert de pâturage et que, de plus, une large part des cultures est destinée au fourrage; ainsi, ces statistiques comportent aussi des indications indirectes quant à l'élevage, domaine bien plus important, en Belgique, que les grandes cultures.

D'autres données sur l'élevage se trouvent dans les recensements du cheptel, dans les statistiques concernant les abattages et dans celles des fournitures de lait et d'œufs. Cependant, aucune de ces données n'offre entière satisfaction : en effet, celles des recensements sont perturbées par des facteurs démographiques dans le

cheptel, celles des abattages par des importations et exportations de bétail vivant et celles des livraisons laitières par des utilisations fermières évaluables par approximation seulement.

En raison de leur très grande variété, aucune donnée n'est disponible sur la production de produits horticoles; les données du recensement de la superficie horticole ne fournissent qu'une indication très sommaire à cet égard.

Les statistiques concernant la pêche sont des statistiques directes de production mais elles ne sont malheureusement pas complètes puisqu'elles ne se rapportent qu'aux déchargements dans des ports belges; les livraisons à l'étranger n'y sont pas reprises.

Au moment de la mise sous presse du présent ouvrage, différentes données importantes de 1983 n'étaient pas encore disponibles, notamment en ce qui concerne la pêche, les abattages et quelques détails au sujet du recensement du 15 mai 1983.

IV-1 — Superficies cultivées selon le recensement du 15 mai

En hectares

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Céréales	398 397	390 690	371 731	361 341	373 426
Céréales panifiables	202 979	197 709	181 378	183 883	203 418
— froment	182 479	179 160	166 092	170 426	187 260
- froment d'hiver	171 051	168 980	155 561	147 568	179 157
Céréales secondaires	195 418	192 981	190 353	177 458	170 008
— orge	155 670	152 732	152 403	131 177	138 677
- orge d'hiver	126 104	129 801	133 200	110 601	122 097
— avoine	28 091	28 284	26 418	33 716	20 980
Légumes secs à cosse	2 081	1 737	1 493	1 838	1 437
Plantes industrielles	125 578	126 972	139 470	135 734	122 883
— betteraves sucrières	115 716	117 165	130 326	123 816	109 078
— lin	7 282	7 257	6 352	7 678	7 313
Pommes de terre	36 263	38 132	34 272	36 626	34 473
— hâtives	3 605	3 121	3 086	3 413	3 073
— mi-hâtives	18 401	19 029	16 539	18 429	15 861
— tardives	14 257	15 982	14 647	14 784	15 539
Racines fourragères	18 554	17 584	16 443	17 726	15 637
Herbages	710 183	702 452	697 103	690 635	686 452
Fourrages verts	97 162	98 390	101 562	108 293	112 651
— maïs à ensiler	88 137	89 912	91 272	96 729	100 907
Culture fruitière pour la vente	12 721	12 148	11 573	11 637	11 487
— plein air	12 421	11 891	11 326	11 405	11 238
- hautes tiges	2 456	2 216	1 890	1 711	..
- basses tiges	9 299	9 014	8 754	8 925	..
- fraises	548	542	564	647	..
— sous verre	300	257	247	232	249
- fraises	126	102	111	107	..
- raisins	172	154	135	123	..
Cultures maraîchères pour la vente	19 815	18 926	23 885	28 498	25 523
— plein air	18 878	18 026	22 994	27 618	24 654
- pour l'industrie	8 561	7 773	11 568	15 062	..
— sous verre	937	900	891	880	869
- tomates	731	711	696	688	..
Floriculture	1 269	1 263	1 324	1 348	1 329
— plein air	763	766	809	828	809
— sous verre	506	497	515	520	520
Pépinières	2 332	2 412	2 432	2 496	2 551
Non dénommés ailleurs	7 932	7 415	7 705	7 887	11 846
<i>Total superficies cultivées</i>	1 432 287	1 418 121	1 408 993	1 404 059	1 399 695

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S..

IV-2 — Rendements et production totale des principales cultures

CULTURE	Production par ha (100 kg)			Production totale (1000 t)		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
Froment d'hiver	53,5	60,9	54,1	832,3	898,7	969,2
Froment de printemps	41,0	48,7	42,1	43,2	111,3	34,1
Seigle	38,3	41,9	38,3	32,0	29,8	24,5
Escourgeon	51,2	59,5	50,6	682,0	658,1	617,8
Orge	36,4	42,3	31,6	69,9	87,0	52,4
Avoine	41,2	45,5	38,0	108,8	153,4	79,7
Maïs cultivé pour la graine	64,8	78,6	75,3	38,3	52,4	39,4
Pois secs	35,6	40,3	37,3	2,6	3,7	2,6
Betteraves sucrières	532,2	600,1	469,4	7 708,2	7 430,2	5 120,1
Lin (paille)	66,4	67,6	58,8	42,2	51,9	43,0
Chicorée à café	402,3	427,5	285,0	34,6	56,4	45,1
Pommes de terre tardives	376,9	388,9	311,4	552,0	575,0	483,9
Pommes de terre mi-hâtives	351,5	360,8	277,0	581,3	664,9	439,4
Pommes de terre hâtives	200,5	205,6	176,6	61,9	70,2	54,3
Betteraves fourragères	955,5	1 121,6	869,0	1 548,0	1 934,6	1 304,5
Trèfle ordinaire (foin) (a)	51,4	51,6	48,6	11,4	14,7	12,8
Luzerne (foin)	57,4	54,4	52,8	22,6	16,9	12,7
Foin de prairies permanentes (b)	53,0	53,8	53,4	1 876,4	1 449,3	1 376,2
Maïs à ensiler	483,4	534,2	452,6	4 412,1	5 172,1	4 567,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La production totale comprend la production de toutes les espèces de trèfles.

(b) La production totale comprend la production de tous les herbages.

IV-3 — Cheptel au 15 mai

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
	En unités				
Chevaux agricoles	23 830	20 776	19 015	17 100	16 103
Bovidés	3 058 163	3 053 593	3 014 049	3 024 601	3 086 028
dont : vaches laitières	980 734	976 032	968 589	967 699	984 334
Porcs	5 125 260	5 172 536	5 111 938	5 040 404	5 314 150
Moutons	122 817	112 861	110 877	112 537	131 639
	En milliers d'unités				
Poules pondeuses en âge de ponte	8 982	8 486	8 149	8 211	8 071
Poules non en âge de ponte	4 848	4 327	4 320	3 498	3 521
Poulets de chair	10 138	9 833	9 973	9 532	10 010

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

IV-4 — Animaux abattus - Poids en carcasse

En milliers de tonnes

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (c)
Bœufs	23,2	22,9	23,3	24,2	17,8	18,9
Taureaux	87,5	84,2	85,6	92,4	93,9	82,0
Vaches	78,8	77,4	85,0	94,0	98,7	82,1
Génisses	53,8	51,4	52,6	56,8	62,6	58,0
Veaux	29,8	31,9	34,2	35,0	36,5	33,1
<i>Total des bovidés ...</i>	273,0	267,8	280,5	302,4	309,5	274,1
Porcs (a)	580,7	623,1	650,0	661,0	671,9	675
Moutons et chèvres (a)	4,3	4,2	5,5	5,5	5,7	6
Chevaux et poulains	6,7	6,3	6,2	6,2	6,2	..
Poules	119,0	111,0	120,7	123,3	124,8	..
Autres volailles (b) (c)	9,5	8,5	9,5	9,9	8,2	..
Gibier et lapins (c)	9,1	9,7	9,2	10,9	12,9	..
<i>Total général ...</i>	1 002,3	1 030,6	1 081,7	1 119,1	1 139,1	..

Sources : Institut économique agricole; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

- (a) Y compris une estimation des abattages clandestins et à domicile.
 (b) Comprend les canards, oies, dindons, pintades, pigeons.
 (c) Estimation.

IV-5 — Production de lait et d'œufs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982 (a)
	En milliers de tonnes				
<i>Production de lait.</i>					
Livraisons aux laiteries :					
— crèmes converties en lait	76,6	66,1	62,9	55,3	49,4
— lait	2 896,9	2 971,1	2 983,1	3 020,0	3 046,5
Utilisations à la ferme	792,5	733,7	717,0	714,6	708,5
<i>Production totale de lait ...</i>	3 766,0	3 770,9	3 763,0	3 789,9	3 804,4
	En millions				
<i>Production d'œufs</i>	3 753	3 420	3 280	3 237	3 236

Sources : Institut économique agricole; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

- (a) Estimation.

IV-6 — Arrivages de poissons
Quantité

En milliers de tonnes

	1978	1979	1980	1981	1982
Hareng et sortes assimilées (a)	0,01	0,02	2,48	7,53	9,25
Poissons ronds :	23,28	17,53	14,10	13,65	11,21
dont : cabillaud	15,13	10,23	7,37	7,62	5,88
merlan	2,14	2,65	2,06	2,01	1,89
Poissons plats :	8,24	9,50	9,11	9,91	11,19
dont : plie	3,65	4,21	3,92	4,62	5,37
sole	2,64	3,44	3,37	3,34	3,60
Autres	3,82	2,82	2,47	2,44	2,54
Crustacés et mollusques	2,52	2,29	2,44	2,35	3,02
<i>Total ...</i>	37,87	32,16	30,60	35,87	37,21

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La pêche du hareng fut interdite durant 1978 et 1979

IV-7 — Arrivages de poissons
Valeur

En millions de francs

	1978	1979	1980	1981	1982
Hareng et sortes assimilées (a)	0,19	0,33	26,14	72,71	109,07
Poissons ronds :	625,45	540,63	461,17	481,99	534,88
dont : cabillaud	401,34	332,41	248,81	269,48	289,15
merlan	43,29	50,70	41,54	44,66	56,33
Poissons plats :	626,73	811,70	883,86	1 054,81	1 188,96
dont : plie	94,29	112,07	100,29	137,20	191,62
sole	429,29	587,13	667,02	778,01	813,97
Autres	193,58	94,34	89,26	94,14	106,69
Crustacés et mollusques	147,98	131,39	157,53	157,82	191,17
<i>Total ...</i>	1 593,92	1 578,40	1 617,95	1 861,48	2 130,77

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La pêche du hareng fut interdite durant 1978 et 1979

V. INDUSTRIE

Introduction	55
A. Aperçu général	57
V-1 Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle.	57
V-2 Indices bruts de la production industrielle.	58
V-3 Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle.	59
V-A Production industrielle : indice général, construction exclue.	62
V-B Evolution de la production industrielle par catégorie de bien.	63
B. Métallurgie de base	64
V-4 Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne.	64
V-5 Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie.	65
V-6 Production de métaux non ferreux.	65
V-C Production dans la sidérurgie et la première transformation.	66
V-D Production de l'industrie des métaux non ferreux.	67
C. Industrie des fabrications métalliques	68
V-7 Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits.	68
V-8 Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits.	69
V-9 Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits.	70
V-E Production de l'industrie des fabrications métalliques.	71
D. Industrie chimique	72
V-10 Production dans quelques branches de l'industrie chimique.	72
	53

V-11	Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques.	73
V-F	Production de l'industrie chimique et du caoutchouc.	74
E. Industrie textile		
V-12	Production textile : filatures, tissages, préparation de la laine.	75
V-13	Stocks de tissus.	76
V-14	Production de la bonneterie.	76
V-G	Industrie textile.	77
F. Industrie des produits alimentaires et des boissons		
V-15	Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire.	78
V-16	Activité des laiteries et fromageries.	79
V-H	Alimentation.	80
G. Construction		
V-17	Permis de bâtir et bâtiments commencés.	81
H. Matériaux de construction		
V-18	Production de l'industrie du ciment.	82
V-19	Activité dans l'industrie du verre.	82
V-20	Production de l'industrie de la terre cuite.	82
V-21	Production de chaux, calcaire et dérivés.	83
V-22	Production de l'industrie céramique.	83
V-I.	Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production.	84
V-J	Production des matériaux de construction.	85
I. Secteurs divers		
V-23	Industrie du papier et du carton. Production et transformation.	86
V-24	Production de cuirs, chaussures et pantoufles.	86
V-25	Industries du bois et des produits connexes.	87
V-26	Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre.	88
V-K	Industrie du papier et du carton. Production et transformation.	89
V-L	Production de l'industrie du cuir, des chaussures et pantoufles.	90
V-M	Production dans les industries du bois et du tabac et la distribution d'eau.	91

INTRODUCTION

Les statistiques de la production industrielle se rapportent à une série de marchandises très diverses allant des simples matières premières (du sable) à des produits finis très complexes (une maison, un ordinateur). L'enregistrement statistique de cette dernière catégorie de produits est difficile et le caractère divergent des données ne facilite pas l'établissement d'un aperçu général de l'activité industrielle.

En principe, toutes les statistiques industrielles sont exprimées en volume, sans l'influence perturbatrice des prix. Cette procédure est relativement simple pour les matières premières et les produits peu transformés, dont le volume physique est facile à mesurer, généralement en poids ou dans une autre grandeur mesurable (superficie par exemple). Par contre, elle est extrêmement difficile pour les produits complexes : dans la transformation du bois ou des métaux, par exemple, ces volumes sont estimés sur la base des livraisons en valeur et du nombre d'heures œuvrées par travailleurs.

En soi, cette dernière donnée est inutilisable pour mesurer l'activité industrielle parce que, comme les statistiques en valeur, elle ne constitue pas un critère fixe. Les statistiques en valeur surestiment l'activité réelle à la suite des hausses des prix tandis que le nombre d'heures œuvrées la sous-estime parce que cette donnée ne tient pas compte de l'accroissement de la productivité du travail.

Une correction insuffisante pour l'augmentation annuelle du volume construit par heure constitue l'une des causes de la sous-évaluation systématique du volume réel des constructions dans l'indice de cette industrie et dans les indices composés où il figure (production industrielle et biens d'investissement, avec construction). Ainsi, en 1976 et 1977, l'indice de la construction a régressé malgré l'activité exceptionnelle dans le secteur résidentiel. Cette différence s'explique aussi en partie par le fait que la statistique ne se rapporte qu'aux entreprises occupant au moins vingt travailleurs de sorte que l'activité de nombreuses petites entreprises, particulièrement actives dans la construction d'habitations, n'est pas prise en compte. Un profil quelque peu plus précis de la conjoncture dans la construction est fourni par les statistiques administratives concernant les autorisations de bâtir délivrées et les mises en chantier, la figuration la plus représentative étant le nombre de logements mis en chantier pour la construction résidentielle et le volume en m³ pour la construction utilitaire.

Pour obtenir un aperçu d'entités plus importantes (sous-secteurs, secteurs ou ensemble de la production industrielle), il est nécessaire de faire appel à des indices composites. Pour la plupart des secteurs, ces indices sont directement basés sur les chiffres absolus de production, alors que pour la transformation du bois et celle des

métaux, ils s'appuient sur des données déflatées en valeur.

Vu l'absence de certaines données, les indices publiés pour presque toutes les branches d'activité sont provisoires. L'époque à laquelle paraissent les données définitives est très variable. Dans la plupart des cas, l'écart n'est que de deux ou trois mois mais dans certains sous-secteurs des fabrications métalliques, il peut atteindre jusqu'à 11 mois. Ceci a pour conséquence que les indices composites (groupes de biens ou ensemble de la production industrielle) sont également sujets à modification et ne peuvent être

considérés comme définitifs qu'avec un retard d'un an.

Considéré par secteur, l'écart entre les indices provisoires et définitifs peut être assez important, surtout pour les fabrications métalliques. Pour les indices globalisés, cette influence est moins grande mais généralement l'indice général définitif est supérieur ou inférieur d'un demi point au moins à l'indice provisoire.

Ceci montre qu'il est nécessaire de faire preuve de beaucoup de circonspection lors de l'interprétation des données statistiques, même pour la production industrielle qui est bien documentée.

A. APERÇU GÉNÉRAL

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1982				1983				Ecart en % par rapport au trimestre précédent			
	Indice				Indice							
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Indice général (non compris la construction)	122,4	121,0	121,1	121,1	120,6	122,0	124,0	125,3	-0,4	+1,1	+1,6	+1,0
Indice général (y compris la construction) ...	106,6	106,7	106,0	105,4	103,8	101,4	103,9	104,5	-1,5	-2,3	+2,5	+0,5
<i>Indices par genre d'affectation de la production :</i>												
Matières premières et biens intermédiaires	118,3	116,3	116,9	116,0	114,8	115,9	118,7	121,0	-1,1	+1,0	+2,4	+1,9
Biens de consommation non durables	129,7	130,0	130,7	131,7	130,2	131,0	134,2	136,2	-1,1	+0,6	+2,4	+1,5
Biens de consommation durables	119,7	120,4	120,4	122,1	121,6	122,8	122,5	122,2	-0,4	+0,9	-0,2	-0,3
Biens d'investissement (non compris la construction)	127,6	124,3	125,5	126,7	126,9	130,7	131,1	131,4	+0,1	+3,0	+0,3	+0,2
Construction	56,0	60,4	58,0	55,6	54,6	45,9	46,3	46,5	-2,0	-15,9	+1,0	+0,3
<i>Industries extractives</i>	<i>50,2</i>	<i>52,7</i>	<i>51,2</i>	<i>52,0</i>	<i>51,8</i>	<i>47,9</i>	<i>46,8</i>	<i>49,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-7,5</i>	<i>-2,3</i>	<i>+5,2</i>
Charbonnages	36,9	39,5	39,1	41,0	40,5	36,2	35,4	37,0	-1,1	-10,6	-2,2	+4,5
Carrières (calcaires incl.)	107,7	106,4	99,4	94,0	96,5	95,1	90,5	100,5	+2,6	-1,5	-4,9	+11,1
<i>Industries manufacturières (indice général)</i>	<i>126,8</i>	<i>124,9</i>	<i>125,2</i>	<i>125,1</i>	<i>124,7</i>	<i>126,5</i>	<i>128,6</i>	<i>129,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>+1,5</i>	<i>+1,7</i>	<i>+1,0</i>
Industries alimentaires et des boissons	142,0	142,1	144,0	146,9	144,4	145,4	148,5	146,8	-1,7	+0,7	+2,2	+1,8
Industrie du tabac	133,2	129,5	130,4	128,0	125,9	129,9	126,5	133,4	-1,6	+3,1	-2,6	+5,5
Industrie textile	87,0	86,0	86,5	88,3	90,5	92,6	90,1	94,8	+2,6	+2,3	-2,7	+5,2
Industrie de la confection et des chaussures	91,4	93,4	91,6	91,8	93,2	91,2	91,1	89,1	+1,6	-2,1	-0,1	+2,2
Industrie du bois	170,3	175,0	175,9	177,9	176,2	173,2	169,1	168,0	-1,0	-1,7	-2,3	+0,7
Industrie du papier et du carton	124,5	123,2	125,7	125,9	125,7	127,8	126,6	129,2	-0,1	+1,7	-0,9	+2,6
Industrie chimique et du caoutchouc	157,6	158,6	159,3	158,3	158,4	160,9	167,0	171,3	+0,1	+1,6	+3,8	+2,5
Raffineries de pétrole	86,7	87,5	79,5	72,4	65,2	65,7	65,3	69,8	-9,9	+0,8	-0,7	+6,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	91,2	94,3	91,3	88,2	85,4	84,1	86,6	88,2	-3,1	-1,6	+3,0	+1,8
Industries métallurgiques de base	101,1	91,7	92,7	88,8	89,5	89,9	92,9	100,2	+0,8	+0,5	+3,2	+7,9
Industrie des fabrications métalliques	129,0	126,4	127,1	126,9	127,9	130,1	131,3	131,9	-0,8	+2,5	+0,9	+0,5
Ouvrages en métaux non mécaniques	117,9	118,2	118,7	119,9	118,6	119,1	122,7	122,3	-1,1	+0,4	+3,0	-0,3
Machines non électriques et mécanique fine	120,8	116,8	114,8	111,0	107,3	110,6	113,2	116,5	-3,3	+3,1	+2,4	+2,9
Matériel de transport	191,6	186,8	189,2	194,4	197,4	206,7	206,3	201,8	+1,5	+4,7	-0,2	+2,2
Machines et appareils électriques	117,7	115,3	118,0	120,5	119,4	122,1	122,1	122,2	-0,9	+2,3	0,0	+0,1
Electricité	169,2	164,8	164,7	166,5	164,3	170,9	180,3	175,2	-1,3	+4,0	+5,5	+2,8

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Données provisoires.

V-2 — Indices bruts de la production industrielle

1970=100

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983 (a)			
							(a)	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)</i>	117,9	120,3	126,0	124,4	121,2	121,3	123,4	125,7	125,7	114,1	128,2
<i>Indice général de la production industrielle (y compris la construction)</i>	113,2	113,5	113,7	113,7	107,2	106,2	103,4	102,6	108,2	96,4	106,4
<i>Indices par genre d'affectation de la production :</i>											
Matières premières et biens intermédiaires	114,7	118,5	125,1	123,3	118,5	116,4	117,9	119,1	120,9	107,5	124,1
Biens de consommation non durables	121,6	121,1	125,5	125,2	126,4	130,7	133,3	132,3	133,6	129,1	138,3
Biens de consommation durables	119,8	118,0	121,6	120,9	117,7	121,2	122,5	132,9	125,0	110,9	121,2
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	124,9	129,0	132,8	128,6	124,1	126,7	130,7	134,9	133,2	121,0	133,8
Biens d'investissements (y compris la construction)	101,9	98,3	86,3	88,2	76,7	75,2	66,3	62,2	74,1	62,9	66,2
<i>Construction</i>	93,3	86,8	69,9	73,3	60,6	58,2	47,2	41,7	55,5	45,3	46,2

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1982				1983				Moyenne annuelle
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	
Indice général (y compris la construction) (a)	100,0	104,7	114,0	98,8	107,8	106,3	102,6	108,2	96,6	103,5
Indice général (non compris la construction) (b)	77,9	123,3	125,6	112,2	124,1	121,3	125,7	125,7	114,7	123,6
Industries extractives	2,5	52,6	54,8	45,7	54,2	52,0	54,2	47,6	41,8	48,9
<i>Charbonages</i>	<i>1,9</i>	<i>41,4</i>	<i>39,8</i>	<i>33,8</i>	<i>43,6</i>	<i>39,8</i>	<i>44,2</i>	<i>33,9</i>	<i>30,5</i>	<i>37,1</i>
<i>Autres industries extractives</i>	<i>0,6</i>	<i>94,2</i>	<i>122,6</i>	<i>97,7</i>	<i>90,3</i>	<i>101,2</i>	<i>87,1</i>	<i>109,8</i>	<i>91,3</i>	<i>97,2</i>
<i>Carrieres</i>		<i>98,6</i>	<i>125,6</i>	<i>96,9</i>	<i>88,4</i>	<i>102,4</i>	<i>95,1</i>	<i>116,1</i>	<i>93,2</i>	<i>102,5</i>
<i>de porphyre</i>		<i>54,6</i>	<i>83,6</i>	<i>67,2</i>	<i>63,9</i>	<i>67,3</i>	<i>46,1</i>	<i>67,2</i>	<i>55,3</i>	<i>55,7</i>
<i>de petit granit</i>		<i>188,3</i>	<i>177,3</i>	<i>114,9</i>	<i>105,0</i>	<i>146,4</i>	<i>147,0</i>	<i>140,5</i>	<i>103,3</i>	<i>134,2</i>
<i>de marbre</i>		<i>43,4</i>	<i>46,4</i>	<i>22,6</i>	<i>27,5</i>	<i>35,1</i>	<i>77,0</i>	<i>54,0</i>	<i>32,6</i>	<i>44,4</i>
<i>de grès</i>		<i>70,6</i>	<i>143,0</i>	<i>123,6</i>	<i>114,4</i>	<i>113,0</i>	<i>72,4</i>	<i>141,2</i>	<i>119,5</i>	<i>102,3</i>
<i>de sable</i>		<i>75,3</i>	<i>101,9</i>	<i>88,4</i>	<i>81,5</i>	<i>86,7</i>	<i>69,5</i>	<i>103,8</i>	<i>92,8</i>	<i>89,9</i>
<i>Calcaires et carbonates naturels</i>		<i>87,0</i>	<i>118,1</i>	<i>99,7</i>	<i>94,5</i>	<i>99,8</i>	<i>73,9</i>	<i>99,8</i>	<i>88,6</i>	<i>88,7</i>
Industries manufacturières (b)	75,4	127,4	129,7	116,2	128,2	125,4	129,9	130,5	119,2	128,1
<i>Industries alimentaires et des boissons</i>	<i>7,0</i>	<i>132,9</i>	<i>142,9</i>	<i>143,7</i>	<i>159,7</i>	<i>145,0</i>	<i>135,7</i>	<i>145,7</i>	<i>147,7</i>	<i>145,7</i>
<i>Industries alimentaires</i>	<i>5,2</i>	<i>144,4</i>	<i>150,7</i>	<i>154,8</i>	<i>181,5</i>	<i>158,1</i>	<i>147,7</i>	<i>158,9</i>	<i>154,8</i>	<i>159,9</i>
<i>Confitures et produits connexes</i>		<i>105,3</i>	<i>102,5</i>	<i>159,6</i>	<i>159,6</i>	<i>131,8</i>	<i>121,6</i>	<i>104,3</i>	<i>138,1</i>	<i>131,4</i>
<i>Meuneries</i>		<i>135,6</i>	<i>112,6</i>	<i>127,1</i>	<i>122,4</i>	<i>124,4</i>	<i>107,0</i>	<i>103,6</i>	<i>107,0</i>	<i>118,5</i>
<i>Sucre</i>		<i>76,7</i>	<i>34,4</i>	<i>62,9</i>	<i>544,9</i>	<i>179,8</i>	<i>28,7</i>	<i>38,9</i>	<i>21,0</i>	<i>430,4</i>
<i>Huiles végétales et animales</i>		<i>355,5</i>	<i>364,7</i>	<i>295,9</i>	<i>382,3</i>	<i>349,7</i>	<i>389,6</i>	<i>327,6</i>	<i>285,0</i>	<i>346,9</i>
<i>Margarine</i>		<i>114,0</i>	<i>114,5</i>	<i>110,0</i>	<i>136,5</i>	<i>118,7</i>	<i>112,2</i>	<i>119,5</i>	<i>106,8</i>	<i>116,7</i>
<i>Boissons</i>	<i>1,8</i>	<i>108,6</i>	<i>126,7</i>	<i>120,1</i>	<i>112,8</i>	<i>117,0</i>	<i>109,9</i>	<i>121,7</i>	<i>132,9</i>	<i>116,5</i>
<i>Brasseries</i>		<i>109,8</i>	<i>128,6</i>	<i>122,1</i>	<i>113,0</i>	<i>118,4</i>	<i>110,5</i>	<i>123,1</i>	<i>134,5</i>	<i>117,2</i>
<i>Alcool</i>		<i>65,2</i>	<i>69,9</i>	<i>63,9</i>	<i>80,8</i>	<i>70,0</i>	<i>73,9</i>	<i>73,4</i>	<i>79,0</i>	<i>77,7</i>
Industrie du tabac	0,6	140,6	140,8	118,3	120,6	130,1	136,8	144,8	114,7	130,9
<i>Industries textiles</i>	<i>3,8</i>	<i>92,0</i>	<i>92,5</i>	<i>73,6</i>	<i>90,1</i>	<i>87,0</i>	<i>102,7</i>	<i>98,3</i>	<i>76,4</i>	<i>93,6</i>
<i>Filature et tissage</i>		<i>99,7</i>	<i>99,4</i>	<i>79,5</i>	<i>98,2</i>	<i>94,2</i>	<i>112,9</i>	<i>108,0</i>	<i>84,5</i>	<i>103,5</i>
<i>Préparation des fibres textiles</i>		<i>66,6</i>	<i>68,4</i>	<i>51,9</i>	<i>59,4</i>	<i>61,6</i>	<i>71,0</i>	<i>76,0</i>	<i>53,6</i>	<i>66,8</i>
<i>Filatures</i>		<i>66,0</i>	<i>66,7</i>	<i>52,0</i>	<i>61,5</i>	<i>61,5</i>	<i>73,2</i>	<i>73,7</i>	<i>57,4</i>	<i>71,7</i>
<i>Coton fin et cardes fileuses</i>		<i>60,7</i>	<i>61,1</i>	<i>55,6</i>	<i>61,0</i>	<i>59,6</i>	<i>65,8</i>	<i>63,0</i>	<i>51,8</i>	<i>60,1</i>
<i>Cocons</i>		<i>18,3</i>	<i>15,6</i>	<i>13,1</i>	<i>16,2</i>	<i>15,8</i>	<i>18,7</i>	<i>15,4</i>	<i>13,3</i>	<i>16,7</i>
<i>Laine cardée</i>		<i>174,5</i>	<i>170,4</i>	<i>131,2</i>	<i>173,2</i>	<i>162,4</i>	<i>200,5</i>	<i>203,0</i>	<i>154,4</i>	<i>191,5</i>
<i>Laine peignée</i>		<i>66,3</i>	<i>70,4</i>	<i>48,3</i>	<i>56,7</i>	<i>60,4</i>	<i>73,3</i>	<i>77,9</i>	<i>58,3</i>	<i>70,9</i>
<i>Lin et chanvre</i>		<i>84,6</i>	<i>75,3</i>	<i>57,7</i>	<i>66,6</i>	<i>71,0</i>	<i>80,5</i>	<i>82,1</i>	<i>64,4</i>	<i>77,6</i>
<i>Jute</i>		<i>17,8</i>	<i>18,4</i>	<i>13,0</i>	<i>17,9</i>	<i>16,8</i>	<i>22,7</i>	<i>19,9</i>	<i>16,6</i>	<i>19,8</i>
<i>Tissage</i>		<i>136,6</i>	<i>133,8</i>	<i>108,8</i>	<i>137,1</i>	<i>129,1</i>	<i>156,1</i>	<i>144,6</i>	<i>115,0</i>	<i>141,5</i>
<i>Tissus de coton</i>		<i>76,5</i>	<i>78,2</i>	<i>68,7</i>	<i>79,4</i>	<i>75,7</i>	<i>84,5</i>	<i>77,3</i>	<i>58,0</i>	<i>73,2</i>
<i>Tissus de lin</i>		<i>54,6</i>	<i>54,3</i>	<i>40,4</i>	<i>51,3</i>	<i>50,2</i>	<i>51,1</i>	<i>56,6</i>	<i>48,5</i>	<i>54,1</i>
<i>Tissus de laine</i>		<i>96,4</i>	<i>92,6</i>	<i>65,4</i>	<i>87,1</i>	<i>85,4</i>	<i>98,6</i>	<i>96,8</i>	<i>71,5</i>	<i>92,0</i>
<i>Tissus de rayonne et fibres de rayonne</i>		<i>373,7</i>	<i>364,3</i>	<i>308,6</i>	<i>391,5</i>	<i>359,7</i>	<i>456,9</i>	<i>411,3</i>	<i>348,9</i>	<i>417,3</i>
<i>Tissus de jute</i>		<i>15,3</i>	<i>17,8</i>	<i>12,3</i>	<i>19,1</i>	<i>16,1</i>	<i>17,9</i>	<i>16,4</i>	<i>12,5</i>	<i>17,1</i>
<i>Bonneterie</i>		<i>66,7</i>	<i>68,4</i>	<i>54,1</i>	<i>64,6</i>	<i>63,5</i>	<i>71,4</i>	<i>68,1</i>	<i>51,8</i>	<i>61,9</i>
<i>Filatures et corderies de fibres dures</i>		<i>44,5</i>	<i>52,0</i>	<i>40,8</i>	<i>39,6</i>	<i>44,2</i>	<i>43,5</i>	<i>36,9</i>	<i>26,6</i>	<i>35,4</i>
<i>Fabrication d'articles non dénommés ailleurs</i>		<i>90,4</i>	<i>98,5</i>	<i>69,8</i>	<i>78,9</i>	<i>84,4</i>	<i>90,7</i>	<i>93,2</i>	<i>65,7</i>	<i>82,3</i>

V-3 — Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle - suite

1970 = 100

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1982				1983				Moyen annuelle											
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre												
<i>Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures</i>																					
Articles d'habillement	2,5	104,6	91,4	90,2	83,9	92,4	109,6	88,2	88,7	109,6	88,2	88,7	79,8	91,6							
Autres ouvrages en tissu		125,6	110,5	109,7	101,1	111,6	132,3	105,9	107,5	132,3	105,9	107,5	95,8	110,4							
Chaussures et pantoufles		47,0	46,4	38,3	45,4	44,3	47,3	53,0	36,2	47,3	53,0	36,2	45,0	45,4							
		34,0	25,5	24,0	24,5	27,0	33,4	26,5	25,3	33,4	26,5	25,3	24,2	27,3							
<i>Industrie du bois et industries connexes</i>	3,7	176,5	188,3	151,6	187,7	176,2	182,3	186,2	142,6	182,3	186,2	142,6	174,4	171,4							
<i>Industrie du papier et du carton</i>	1,7	127,0	132,9	116,8	123,0	124,9	133,8	135,1	116,2	133,8	135,1	116,2	129,4	128,5							
Production		123,6	123,2	114,1	114,6	118,9	125,7	121,3	106,1	125,7	121,3	106,1	123,1	119,0							
Transformation		128,9	140,5	118,2	129,5	129,2	140,0	146,7	124,4	140,0	146,7	124,4	133,9	136,2							
<i>Industrie du cuir</i>	0,1	42,6	46,5	33,0	42,1	41,1	43,2	44,9	34,4	43,2	44,9	34,4	41,8	41,1							
Cuirs lourds		89,4	84,4	53,6	77,8	76,3	85,4	81,1	39,7	85,4	81,1	39,7	74,9	70,3							
Cuirs légers		39,0	43,6	31,4	39,3	38,3	39,8	42,1	34,2	39,8	42,1	34,2	39,2	38,8							
<i>Industrie chimique et du caoutchouc</i>	10,1	161,5	167,6	145,2	158,8	158,5	167,5	166,6	152,3	167,5	166,6	152,3	172,3	164,7							
Industrie chimique	9,6	160,8	166,7	145,2	157,3	157,5	166,2	165,8	153,4	166,2	165,8	153,4	172,0	164,3							
Chimie de base		140,5	142,9	122,7	135,0	135,3	143,2	140,6	134,9	143,2	140,6	134,9	152,4	142,7							
Transformation des matières plastiques		283,8	297,7	264,9	289,8	283,8	309,5	324,9	270,7	309,5	324,9	270,7	302,3	301,9							
Savon		211,7	216,6	194,7	197,5	205,1	216,5	213,8	193,7	216,5	213,8	193,7	206,1	207,4							
Azote		87,3	107,7	104,5	107,2	101,6	100,4	86,5	96,2	100,4	86,5	96,2	112,2	98,9							
Industrie du caoutchouc	0,5	154,2	163,0	128,5	167,5	153,2	166,7	158,9	119,1	166,7	158,9	119,1	153,6	149,7							
<i>Industrie des dérivés du pétrole et du charbon</i>	0,7	53,0	58,8	51,6	45,9	52,3	42,9	44,5	44,3	42,9	44,5	44,3	45,6	44,4							
Raffineries de pétrole		79,3	89,0	79,5	69,3	79,3	63,6	67,2	67,6	63,6	67,2	67,6	68,1	66,6							
Agglomérés de houille		9,0	6,5	3,1	8,4	6,7	8,2	4,6	3,4	8,2	4,6	3,4	8,3	6,1							
<i>Industrie des produits minéraux non métalliques</i>	3,9	79,0	106,4	91,2	87,5	91,1	72,3	96,7	87,0	72,3	96,7	87,0	89,3	86,4							
Terre cuite		18,4	60,4	46,3	48,0	43,3	23,3	53,9	46,9	23,3	53,9	46,9	50,3	43,6							
Verre		118,3	127,1	107,8	111,0	116,0	109,7	113,8	103,1	109,7	113,8	103,1	121,8	112,2							
Verre plat		111,5	110,8	80,5	110,2	103,3	98,4	94,1	92,6	98,4	94,1	92,6	123,0	102,1							
Verre creux		118,0	136,2	129,8	104,8	122,2	114,8	127,9	107,6	114,8	127,9	107,6	112,4	115,7							
Ciment		73,1	113,7	102,1	87,3	94,1	63,3	102,1	93,1	63,3	102,1	93,1	82,0	85,2							
Produits céramiques		62,3	65,6	51,6	61,7	60,5	60,3	63,8	48,0	60,3	63,8	48,0	55,0	56,7							
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		96,5	98,5	86,7	79,4	90,3	84,9	100,5	102,6	84,9	100,5	102,6	102,1	97,7							
<i>Industries métallurgiques de base</i>	8,1	95,0	106,8	80,8	86,1	92,2	95,7	98,1	81,5	95,7	98,1	81,5	101,3	94,2							
Sidérurgie		78,4	99,4	70,8	71,3	80,0	83,2	88,1	71,5	83,2	88,1	71,5	91,3	83,6							
Fonte		73,2	90,4	63,2	62,9	72,5	74,4	78,6	65,4	74,4	78,6	65,4	79,0	74,4							
Acier brut		80,8	97,7	69,2	67,9	78,8	80,2	85,1	69,7	80,2	85,1	69,7	85,2	80,1							
Produits finis		80,8	106,6	75,0	78,7	85,8	90,9	96,5	76,8	90,9	96,5	76,8	103,4	91,9							

(suite p. 61)

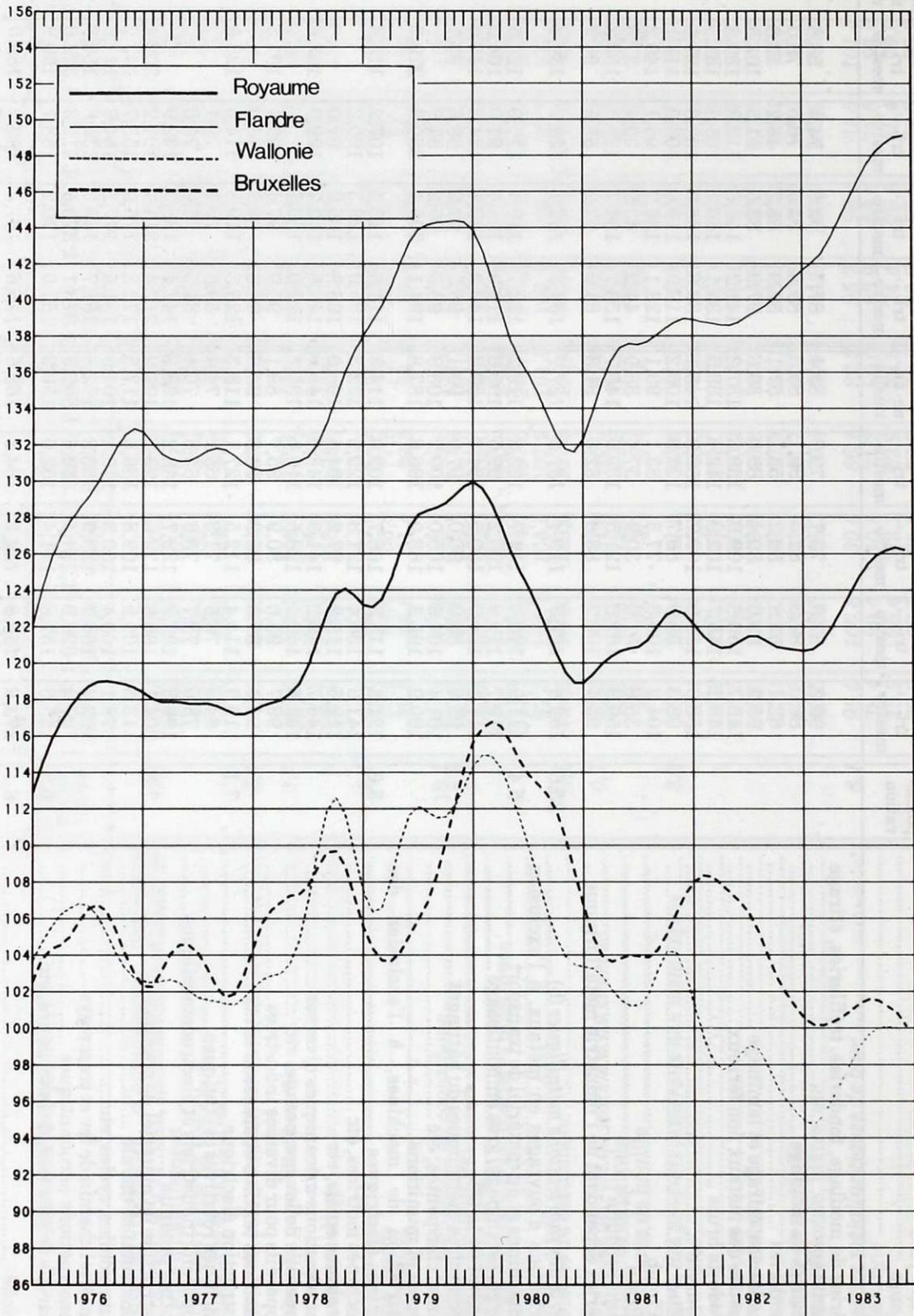
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1982				1983				Moyenne annuelle	
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre		
Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage		90,2	87,3	75,7	79,7	83,4	87,7	82,5	74,4	88,8	83,4
Acieries de moulage		86,0	87,3	82,5	80,1	84,3	85,3	84,5	76,6	78,0	81,1
Fonderies		62,1	62,8	50,2	53,1	57,1	52,9	56,2	46,2	52,8	52,0
Tréfileries, étrépage et laminage		98,2	93,0	80,4	86,5	89,6	97,9	88,5	81,5	101,5	92,4
Industrie des métaux non ferreux		148,7	150,8	109,9	139,3	137,2	141,2	144,8	113,3	134,6	134,6
Produits bruts		143,1	145,7	102,9	142,4	133,5	134,1	140,1	105,6	131,5	127,9
Cuivre		158,9	158,0	109,7	153,9	145,1	130,6	138,9	102,3	127,1	124,8
Zinc		98,3	98,9	80,7	122,9	100,2	119,9	119,0	103,0	117,1	114,7
Plomb		104,2	108,0	77,3	83,1	93,1	128,1	136,0	96,7	140,2	125,2
Etain		35,6	51,6	30,9	37,4	38,9	44,2	43,9	30,4	37,6	39,1
Demi-produits		159,9	161,3	121,5	139,9	145,7	153,7	154,7	125,5	152,2	146,4
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique ..		95,4	103,2	83,8	82,6	91,3	84,9	92,2	85,9	96,2	89,8
<i>Industrie des fabrications métalliques (b)</i>	25,6	132,6	127,3	119,4	131,2	127,7	134,8	132,1	123,7	134,4	131,3
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,4	117,9	120,4	114,7	123,2	119,2	122,1	119,4	117,0	124,5	120,8
Forge, estampage, gros emboutissage		119,7	119,9	100,2	99,5	109,8	112,3	103,5	91,0	104,5	102,8
Travail de la tôle		117,1	134,5	130,5	134,4	129,2	140,9	139,4	124,3	140,0	136,2
Accessoires métalliques du bâtiment		95,8	88,9	90,0	97,0	93,1	95,5	91,2	88,6	93,1	92,1
Ponts, charpentes, etc		101,4	104,6	100,0	109,2	103,8	98,3	95,2	81,9	93,1	92,1
Armes et munitions		190,9	195,3	168,0	196,6	187,8	194,1	205,1	280,2	279,7	239,8
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	121,8	118,5	106,7	109,9	114,3	111,3	113,5	107,2	115,8	112,0
Machines motrices, etc		141,6	136,4	121,3	129,9	132,3	130,0	129,3	120,2	120,2	112,0
Machines outils, etc		112,6	112,2	97,2	104,4	106,6	106,9	105,2	97,0	97,0	102,8
Constructions mécaniques diverses		146,7	142,2	141,9	148,9	145,0	146,8	142,7	129,9	152,6	143,0
Appareils de levage, pesage, etc		148,6	146,4	128,5	119,1	135,7	114,3	120,5	90,4	101,5	95,1
Appareils pour diverses industries		96,7	93,0	80,9	85,7	89,1	90,9	97,4	90,4	101,5	95,1
Machines textiles et accessoires		90,4	87,6	80,9	80,9	84,8	83,6	80,5	76,0	76,0	122,1
Construction électrique	7,1	119,3	114,4	112,5	127,1	118,3	125,5	119,8	114,5	128,8	122,1
Machines rotatives et statiques		84,8	76,5	71,3	65,2	74,4	59,5	70,1	70,4	70,4	101,5
Appareils industriels et électrodomestiques		75,6	72,7	73,8	83,6	76,4	84,5	75,6	70,8	70,8	101,5
Autres produits		136,8	132,9	129,7	148,2	136,8	147,4	139,3	132,9	132,9	206,4
Construction de matériel de transport	7,3	204,1	186,5	174,6	199,7	191,2	217,4	214,4	191,2	202,4	206,4
Construction navale		113,5	109,9	109,8	136,5	117,5	172,8	175,9	153,7	142,2	161,2
Automobiles, cycles, etc		178,1	160,4	150,3	170,4	164,9	181,5	177,5	154,2	171,5	171,2
Matériel chemin de fer et tramways		153,7	150,7	129,6	136,8	142,8	151,7	149,0	134,8	136,3	143,0
Constructions aéronautiques		1 737,2	1 629,9	1 284,4	1 359,6	1 502,8	1 373,1	1 373,5	1 212,3	1 322,6	1 320,4
Appareils de mesures, de laboratoire, etc	0,2	155,3	151,8	141,4	152,0	150,3	163,0	170,2	158,7	190,9	170,7
<i>Electricité</i>	6,1	173,9	159,8	144,7	184,1	165,6	175,6	167,4	157,7	189,0	172,4
<i>Distribution d'eau</i>	1,5	140,8	140,6	140,4	135,6	139,3	136,6	137,2	145,8	140,0	139,9
Construction (a)	22,1	50,5	70,2	55,2	57,0	58,3	41,7	55,5	45,3	46,2	47,2

(a) Les données pour 1983 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2^e trimestre 1983.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-A – Production industrielle - Indice général, construction exclue

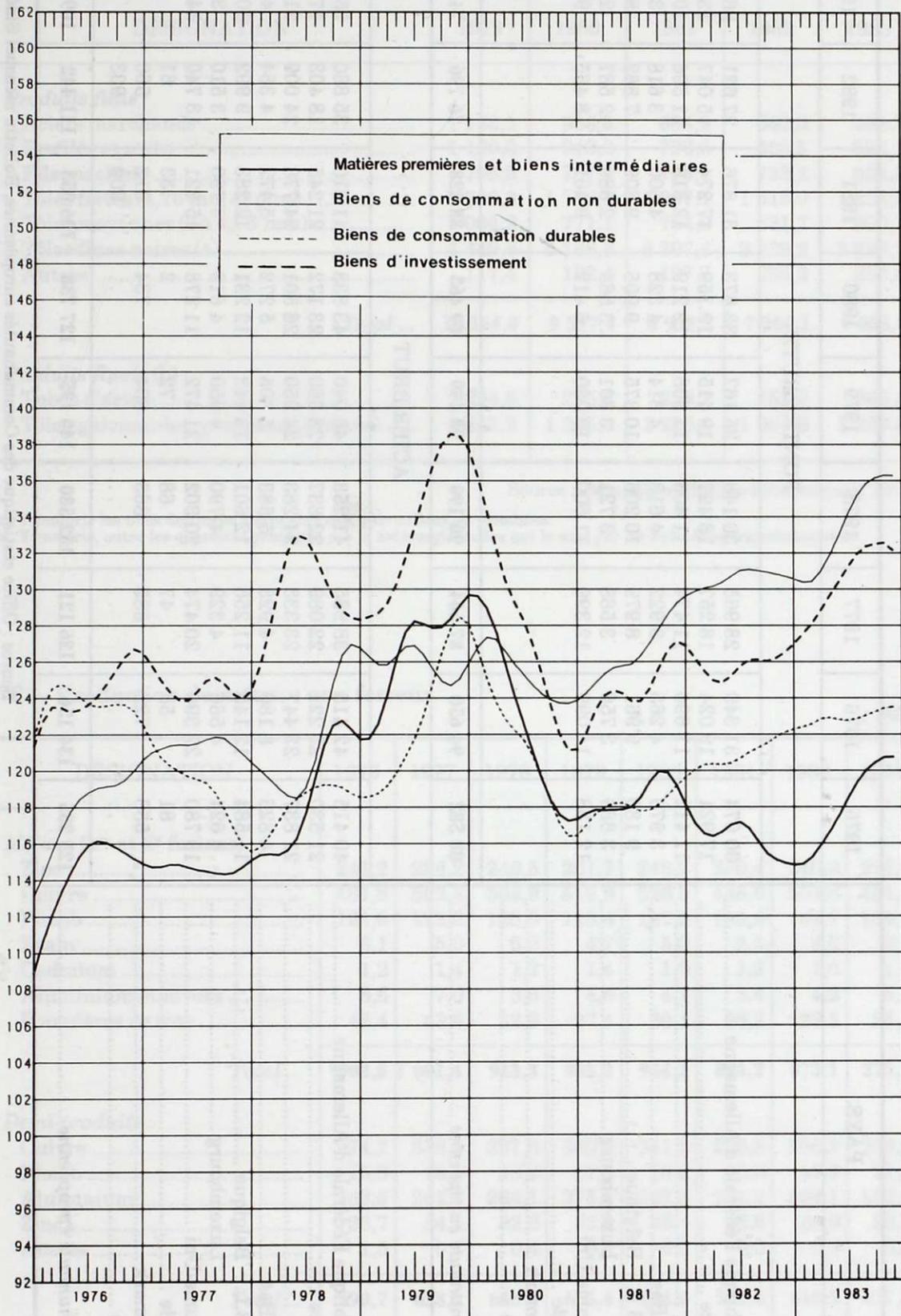
Indices bruts 1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-B — Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Indices bruts 1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-4 — Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne

1 000 t

B. MÉTALLURGIE DE BASE

PAYS	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Fonte brute									
République Fédérale d'Allemagne	30 074	31 849	28 965	30 148	35 167	33 873	31 876	27 621	26 598
France	17 921	19 024	18 257	18 497	19 415	19 159	17 274	15 047	13 770
Italie	11 412	11 696	11 474	11 405	11 398	12 219	12 319	11 596	10 362
Pays-Bas	3 970	4 265	3 922	4 613	4 814	4 328	4 600	3 618	3 747
U.E.B.L. : Belgique	9 180	9 961	8 979	10 206	10 875	9 905	9 809	7 862	8 068
Luxembourg	3 889	3 756	3 568	3 721	3 801	3 568	2 889	2 587	2 316
Royaume-Uni	12 138	14 099	12 399	11 600	13 030	6 412	9 461	8 465	9 623
Irlande									
Danemark									
Grèce									
<i>Communauté européenne</i>	88 582	94 650	87 564	90 190	98 499	89 463	88 228	76 796	74 484
Acier brut									
République Fédérale d'Allemagne	40 415	42 415	38 985	41 253	46 040	43 838	41 610	35 880	35 729
France	21 530	23 221	22 089	22 837	23 360	23 172	21 245	18 403	17 582
Italie	21 837	23 447	23 333	24 283	24 250	26 501	24 778	24 009	21 811
Pays-Bas	4 826	5 186	4 923	5 583	5 805	5 272	5 472	4 354	4 484
U.E.B.L. : Belgique	11 584	12 145	11 256	12 601	13 442	12 231	12 283	9 992	10 154
Luxembourg	4 624	4 566	4 329	4 790	4 950	4 619	3 790	3 510	3 294
Royaume-Uni	19 780	22 396	20 474	20 302	21 472	11 278	15 321	13 740	14 980
Irlande	81	58	47	68	72	2	33	61	141
Danemark	558	722	685	863	804	734	612	560	493
Grèce .....	..	..	..	..	..	..	909	933	858
<i>Communauté européenne</i>	125 235	134 156	126 121	132 580	140 195	127 738	126 053	111 442	109 526

Source : Office statistique des Communautés européennes, Bulletin mensuel Sidéurgie.

V-5 — Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

1 000 t

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Produits finis :</i>					
Aciers marchands	1 133,1	936,5	684,9	567,3	465,7
Profilés et zorès	1 130,3	943,2	796,6	438,5	528,2
Fils machine	798,9	787,4	795,1	733,2	684,8
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 730,3	1 788,1	1 957,1	1 518,9	1 232,9
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	1 004,2	771,1	764,0	631,7	600,1
Tôles fines noires (a)	4 449,8	4 168,8	3 707,6	3 239,2	3 289,7
Autres	117,4	122,4	197,7	235,3	255,4
<i>Total ...</i>	10 364,0	9 517,4	8 902,5	7 364,1	7 056,8
<i>Produits finals (b) :</i>					
Tubes d'acier	294,8	225,2	238,2	258,2	262,4
Tôles galvanisées, plombées, étamées	1 242,9	1 265,0	1 220,4	1 085,8	1 229,8

Source : Ministère Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.

(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui le sont par les industries transformatrices.

V-6 — Production de métaux non ferreux

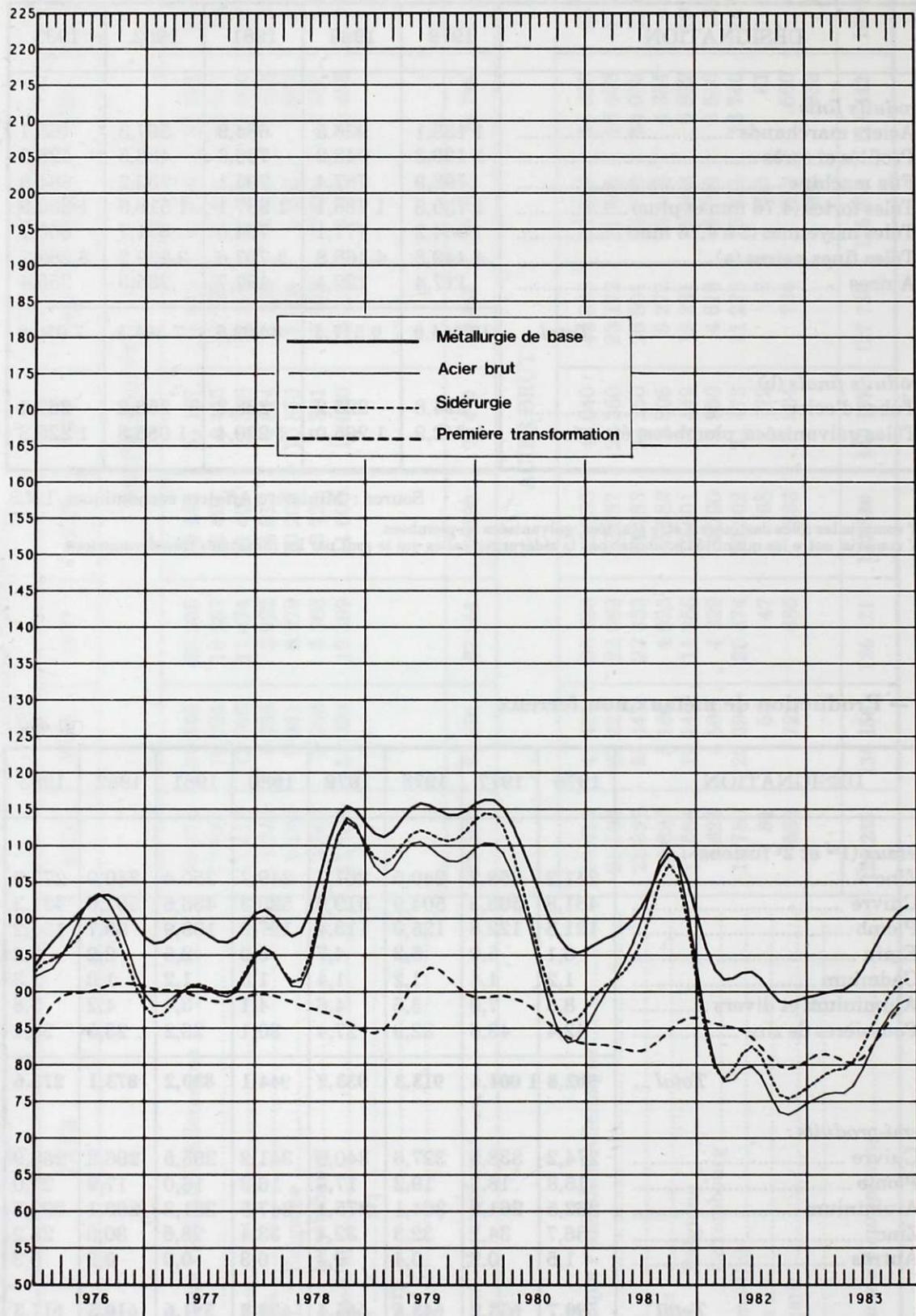
1 000 t

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Métaux (1^{re} et 2^e fusions) :</i>								
Zinc	241,2	258,2	240,5	261,7	249,2	250,4	240,9	275,8
Cuivre	481,8	563,3	504,9	519,9	526,3	436,6	501,6	431,3
Plomb	121,5	122,8	125,0	113,4	127,9	109,9	99,7	134,2
Etain	6,1	5,0	5,2	4,7	5,0	2,5	2,2	2,2
Cadmium	1,2	1,4	1,2	1,4	1,5	1,2	1,0	1,3
Aluminium et divers	8,6	7,0	3,6	4,6	4,1	3,4	4,2	5,8
Poussières de zinc	42,4	43,6	32,9	27,4	30,1	26,2	23,5	25,1
<i>Total ...</i>	902,8	1 001,4	913,3	933,2	944,1	830,2	873,1	275,6
<i>Demi-produits :</i>								
Cuivre	274,2	338,5	327,6	340,0	341,2	295,5	296,2	268,9
Plomb	15,8	18,1	19,2	17,5	16,3	16,0	17,9	27,0
Aluminium	262,5	261,8	264,1	275,1	247,5	251,2	266,1	292,8
Zinc	36,7	34,1	32,3	32,4	33,4	28,6	30,0	28,2
Autres	1,5	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
<i>Total ...</i>	590,7	653,2	643,6	665,4	638,8	591,6	610,5	617,3

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-C — Production dans la sidérurgie et la première transformation

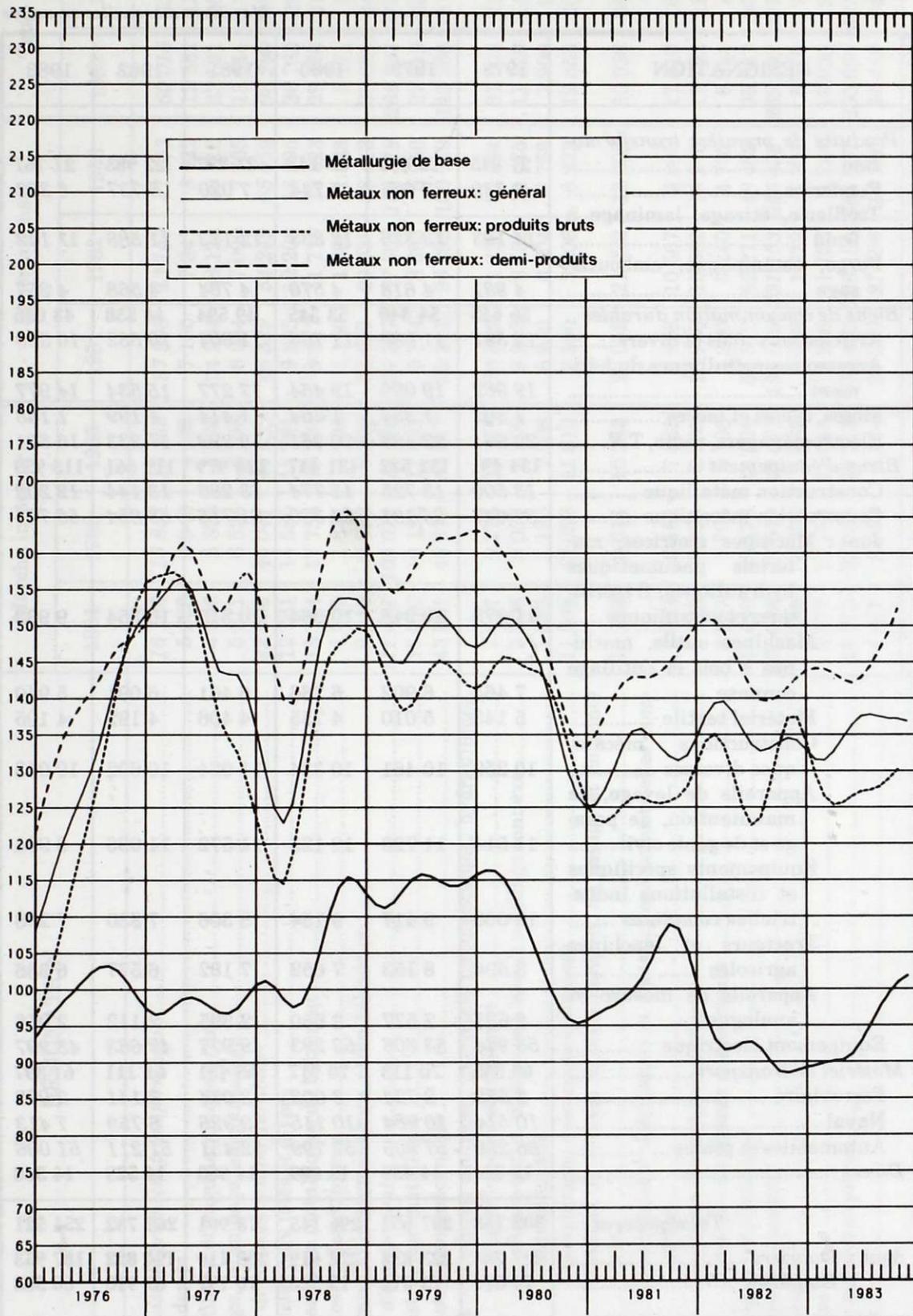
1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-D – Production de l'industrie des métaux non ferreux

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

C. INDUSTRIE DES FABRICATIONS MÉTALLIQUES

V-7 — Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

Moyennes mensuelles en unités

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Produits de première transforma- tion</i>	27 843	25 638	25 147	23 897	22 983	21 761
Fonderies	8 749	7 694	7 744	7 020	6 737	6 362
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	14 163	13 326	12 833	12 113	11 588	11 142
Forge, estampagne, emboutis- sage	4 931	4 618	4 570	4 764	4 568	4 257
<i>Biens de consommation durables</i> ..	56 645	54 340	53 545	49 594	44 538	43 036
Articles hors tôles et divers	12 387	11 689	11 766	11 604	10 582	10 320
Accessoires métalliques du bâti- ment	19 962	19 099	19 454	17 277	15 534	14 977
Motos, cycles et pièces	1 302	1 354	1 364	1 414	1 199	1 148
Electroménagers, radio, T.V.	22 994	22 198	20 961	19 299	17 233	16 591
<i>Biens d'équipement</i>	134 491	132 522	131 447	124 979	119 661	113 959
Construction métallique	13 500	13 725	13 774	13 286	13 144	12 208
Construction mécanique	67 047	65 191	64 380	61 716	58 854	55 754
dont : Machines motrices, ma- tériels pneumatiques hydrauliques, frigorifi- ques et aérauliques	11 373	10 948	10 964	10 310	10 354	9 932
Machines outils, machi- nes à bois et outillage connexe	7 464	6 902	6 766	6 461	6 091	5 940
Matériel textile	5 143	5 010	4 755	4 406	4 192	4 105
Constructions mécani- ques diverses	10 259	10 461	10 334	11 084	10 602	10 043
Appareils de levage, de manutention, de pesa- ge et de génie civil	11 514	11 723	12 125	11 572	11 096	9 994
Equipements spécifiques et installations indus- trielles complètes	10 069	9 417	9 154	8 306	7 830	7 298
Tracteurs et machines agricoles	8 594	8 153	7 652	7 182	6 577	6 386
Appareils de mesure et analogues	2 631	2 577	2 630	2 395	2 112	2 056
Equipement électrique	53 944	53 606	53 293	49 977	47 663	45 997
<i>Matériel de transport</i>	69 355	70 113	70 917	65 451	61 111	61 397
Ferroviaire	2 582	2 724	3 003	3 074	3 141	2 978
Naval	10 514	10 084	10 115	9 926	6 759	7 413
Automobiles et pièces	56 259	57 905	57 799	52 451	51 211	51 006
<i>Divers</i>	13 824	14 439	15 089	14 980	14 529	14 368
<i>Total général</i> ...	302 158	297 652	296 145	278 901	262 732	254 521
dont : <i>Ouvriers</i>	227 281	223 838	222 619	208 110	194 822	187 953
<i>Employés</i>	74 877	73 814	73 526	70 791	67 910	66 568

Sources : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-8 — Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

Millions de francs

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1982	1983
	<i>Produits de première transformation</i>	16 105	16 857	16 259	37 998	43 159	47 103	60 016	63 362
Fonderies	5 298	4 940	4 435	7 180	7 941	8 622	12 881	13 057
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 996	5 393	5 626	24 534	28 128	30 716	33 521	36 342
Forge, estampage, emboutissage	5 811	6 524	6 198	6 284	7 090	7 765	13 614	13 963
<i>Biens de consommation durables</i>	42 008	44 041	44 039	46 529	54 249	65 059	98 290	109 098
Articles hors tôles et divers	12 781	14 580	15 761	9 805	12 203	13 995	26 783	29 756
Accessoires métalliques du bâtiment	18 114	17 758	18 281	9 877	11 718	13 323	29 476	31 604
Motos, cycles et pièces	1 565	1 881	1 794	1 190	1 290	1 328	3 171	3 122
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 548	9 822	8 203	25 657	29 038	36 413	38 860	44 616
<i>Biens d'équipement</i>	111 681	108 072	115 776	151 907	157 862	155 378	265 934	271 154
Construction métallique	16 270	19 126	17 421	6 194	8 693	5 956	27 819	23 377
Construction mécanique	43 921	45 370	50 317	95 201	96 898	100 940	142 268	151 257
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorigènes et aérauliques	7 611	9 275	10 176	20 092	21 728	22 694	31 003	32 870
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 908	3 057	3 290	8 993	8 769	11 075	11 826	14 365
Matériel textile	1 322	1 196	2 008	6 930	6 704	7 788	7 900	9 796
Constructions mécaniques diverses	11 093	12 052	11 819	7 890	7 306	8 223	19 358	20 042
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	10 192	9 014	10 253	20 055	21 022	18 208	30 036	28 461
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 423	6 852	7 368	9 918	10 567	9 005	17 419	16 373
Tracteurs et machines agricoles	1 835	2 220	2 205	16 933	15 562	19 215	17 782	21 420
Appareils de mesure et analogues	2 537	1 704	3 198	4 390	5 240	4 732	6 944	7 930
Equipement électrique	51 490	43 576	48 038	50 512	52 271	48 482	95 847	96 520
<i>Matériel de transport</i>	34 038	38 049	40 627	180 839	231 153	266 432	269 202	307 059
Ferroviaire	7 186	4 358	5 865	1 069	1 212	1 201	5 570	7 066
Naval	8 777	11 153	11 043	2 288	1 783	1 724	12 936	12 767
Automobiles et pièces	18 075	22 538	23 719	177 482	228 158	263 507	250 696	287 226
Divers	4 411	3 063	5 144	26 060	21 396	19 126	24 459	24 270
<i>Total général</i>	208 243	210 082	221 845	443 333	507 819	553 098	717 901	774 943

Sources : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-9 — Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

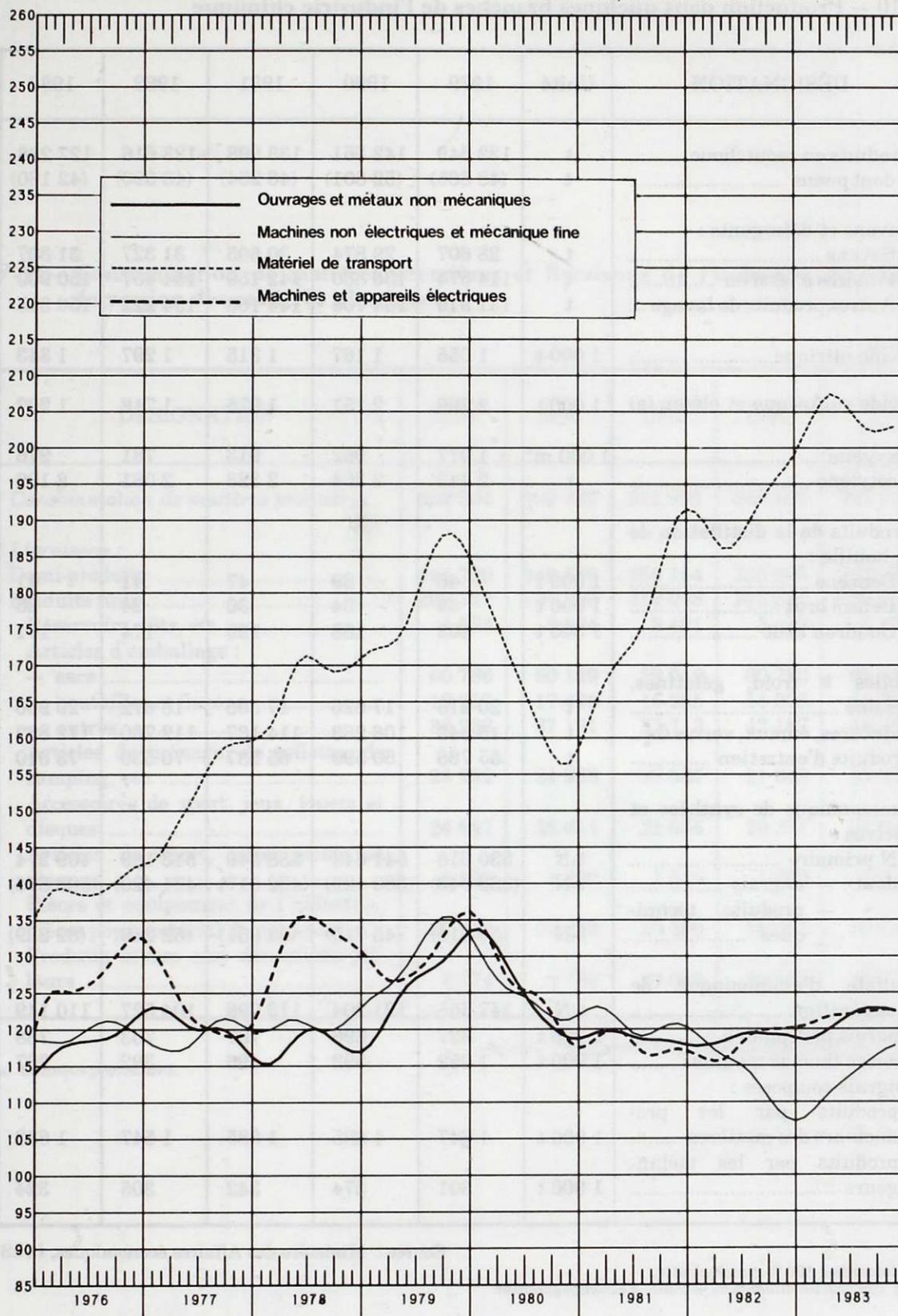
Millions de francs

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1982	1983
	<i>Produits de première transformation</i>	15 266	16 565	15 956	36 440	41 779	45 190	58 344	61 146
Fonderies	4 627	4 547	4 070	5 869	6 703	7 227	11 250	11 297
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	4 828	5 256	5 381	24 076	27 364	30 075	32 620	35 456
Forge, estampage, emboutissage	5 811	6 762	6 505	6 495	7 712	7 888	14 474	14 393
<i>Biens de consommation durables</i>	43 443	44 804	44 358	47 964	54 422	64 504	99 226	108 862
Articles hors tôles et divers	13 009	14 872	16 150	9 937	11 764	13 103	26 636	29 253
Accessoires métalliques du bâtiment	18 978	18 580	18 225	10 107	11 785	13 142	30 365	31 367
Motos, cycles et pièces	1 687	1 981	1 942	1 228	1 297	1 332	3 278	3 274
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 769	9 371	8 041	26 692	29 576	36 927	38 947	44 968
<i>Biens d'équipement</i>	108 061	114 240	116 057	140 299	159 087	156 250	273 327	272 307
Construction métallique	19 401	20 121	19 835	5 543	8 838	7 445	28 959	27 280
Construction mécanique	42 983	47 179	48 821	91 151	97 976	97 354	145 155	146 175
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorigènes et aérauliques	9 021	9 330	9 375	19 464	20 821	21 256	30 151	30 631
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 765	3 145	3 219	8 402	9 527	9 936	12 672	13 155
Matériel textile	1 145	1 322	1 729	6 736	7 546	6 653	8 868	8 382
Constructions mécaniques diverses	11 030	12 388	12 313	7 166	8 034	8 077	20 422	20 390
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	9 995	10 288	9 360	19 793	21 354	17 969	31 642	27 329
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 630	6 527	7 438	9 602	10 651	10 381	17 178	17 819
Tracteurs et machines agricoles	1 843	2 322	2 275	16 185	15 764	18 943	18 086	21 218
Appareils de mesure et analogues	1 554	1 857	3 112	3 803	4 279	4 139	6 136	7 251
Equipement électrique	45 677	46 940	47 401	43 605	52 273	51 451	99 213	98 852
<i>Matériel de transport</i>	33 804	39 490	46 696	180 454	231 261	268 970	270 751	315 666
Ferroviaire	6 701	7 536	7 602	668	1 155	1 832	8 691	9 434
Naval	9 345	9 025	15 039	2 561	1 934	1 876	10 959	16 915
Automobiles et pièces	17 758	22 929	24 055	177 225	228 172	265 262	257 101	289 317
Divers	4 232	4 467	3 812	25 986	25 261	28 010	29 728	31 822
<i>Total général</i>	204 806	219 566	226 879	431 143	511 810	562 924	731 376	789 803

Sources : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-E — Production de l'industrie des fabrications métalliques

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Sources : Fabr metál; Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

D. INDUSTRIE CHIMIQUE

V-10 — Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DÉSIGNATION	Unité	1979	1980	1981	1982	1983
Produits en caoutchouc	t	132 649	142 351	133 998	123 616	127 288
dont pneus	t	(48 865)	(52 801)	(46 264)	(43 390)	(42 160)
Savons et détergents :						
Savons	t	28 607	29 874	30 505	31 327	31 327
Poudres à lessiver	t	114 574	136 830	142 159	154 407	150 900
Autres produits de lavage ...	t	131 910	134 708	144 168	154 222	156 315
Acide nitrique	1 000 t	1 055	1 167	1 315	1 297	1 343
Acide sulfurique et oléum (a)	1 000 t	2 299	2 151	1 975	1 718	1 902
Oxygène	1 000 m ³	1 077	962	913	781	976
Acétylène	t	2 443	2 334	2 328	2 081	2 199
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	46	39	47	41	41
Benzol brut	1 000 t	44	34	30	24	25
Goudron brut	1 000 t	203	188	199	174	171
Colles à froid, gélatines, osséine	t	20 215	17 826	17 508	18 672	20 956
Peintures, émaux, vernis (b) ..	t	115 843	106 263	114 137	112 760	112 862
Produits d'entretien	t	55 786	60 599	65 237	70 530	73 010
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N primaire	t-N	530 618	541 643	588 549	513 189	409 274
dont : — engrais	t-N	(388 343)	(383 429)	(432 817)	(431 420)	(508 876)
— produits techniques	t-N	(59 515)	(45 715)	(63 951)	(52 249)	(82 239)
Sulfate d'ammoniaque de récupération	t-N	147 508	121 204	113 098	104 527	110 149
Engrais phosphatés	1 000 t	627	696	707	703	788
Scories thomas moulues	1 000 t	1 052	893	496	392	267
Engrais composés :						
produits par les producteurs des matières	1 000 t	1 647	1 695	1 585	1 547	1 633
produits par les mélangeurs	1 000 t	301	374	342	305	324

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

- (a) Ramenés à 100 % monohydratés.
 (b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

V-11 — Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

Tonnes

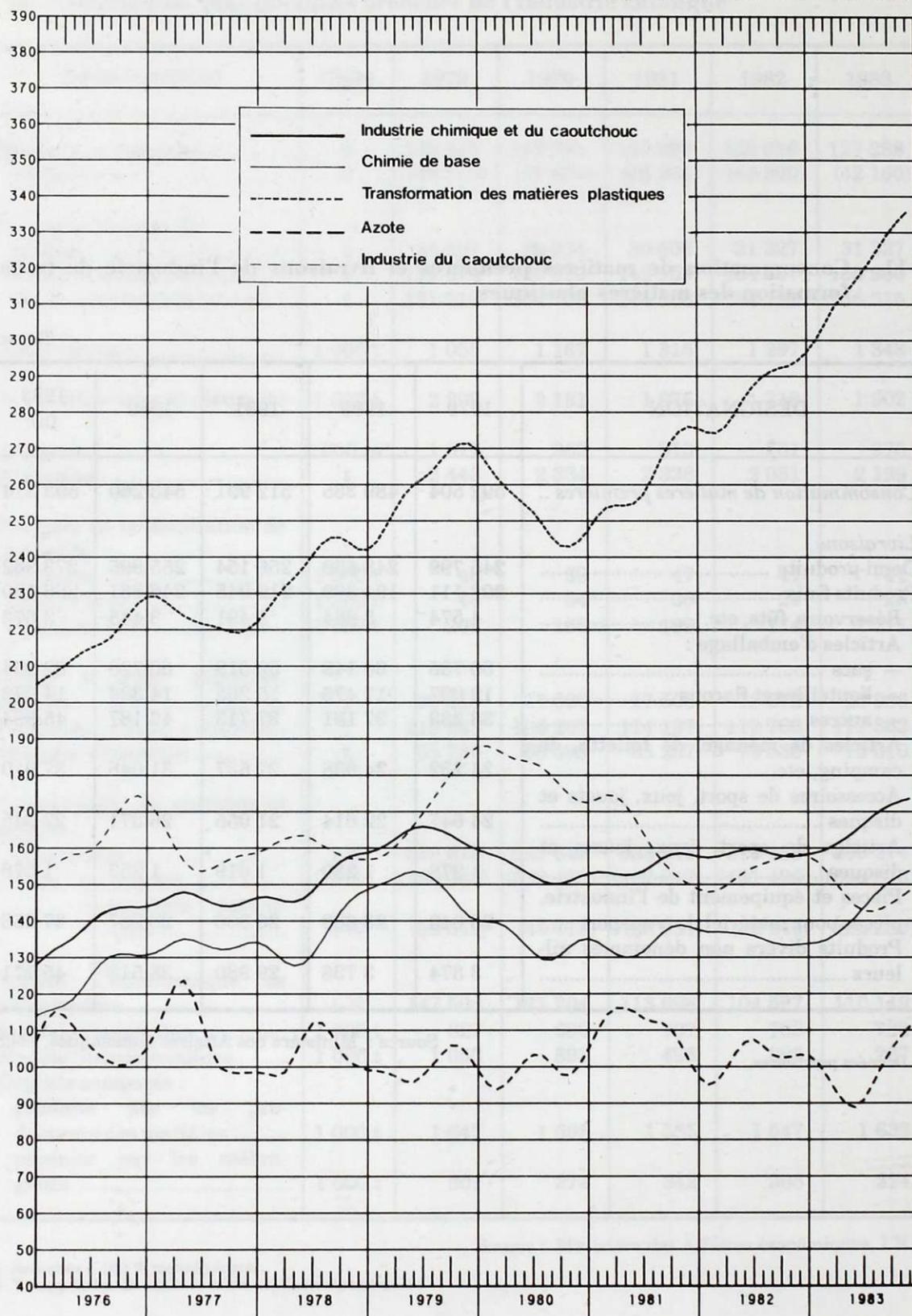
DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983 (a)
<i>Consommation de matières premières ..</i>	502 504	489 385	512 991	543 260	593 314
<i>Livraisons :</i>					
Demi-produits	245 799	248 659	256 154	255 995	273 962
Produits finis	202 111	194 309	219 045	246 831	266 190
Réservoirs, fûts, etc.	4 574	3 864	3 491	3 445	3 673
Articles d'emballage :					
— sacs	60 736	60 149	59 019	60 720	62 254
— bouteilles et flacons	19 997	17 476	15 265	14 306	14 973
— autres	38 233	37 191	37 713	42 187	45 334
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	24 232	24 938	27 537	31 048	37 910
Accessoires de sport, jeux, jouets et disques	24 647	22 614	21 055	26 371	27 345
Articles de sport, jeux, jouets et disques	1 278	1 230	1 619	1 253	1 576
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	25 040	23 688	23 366	28 987	27 253
Produits divers non dénommés ailleurs	3 374	3 736	29 980	38 513	45 771

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

V-F – Production de l'industrie chimique et du caoutchouc

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

E. INDUSTRIE TEXTILE

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Préparation de la laine :</i>							
Lavage et carbonisage de la laine	10 248	9 499	9 675	9 903	8 035	7 194	7 891
Peignage de laine	35 913	35 986	35 616	35 753	28 422	24 961	27 156
<i>Filatures :</i>							
Coton	52 980	51 923	57 208	56 663	49 294	55 354	55 859
dont : coton fin et filés mixtes	(35 080)	(39 463)	(46 402)	(46 251)	(39 662)	(45 023)	(44 840)
fibres de rayonne	(12 277)	(11 212)	(9 494)	(9 229)	(8 727)	(9 474)	(10 151)
Laine cardée	29 599	32 385	35 232	37 470	38 952	39 131	46 125
Laine peignée	47 319	41 596	41 041	43 379	39 639	34 579	40 599
Lin	8 964	9 004	9 607	9 369	8 149	8 496	9 305
Jute	29 692	23 133	16 875	14 366	14 038	12 925	15 206
Fibres dures	27 215	27 668	29 426	27 766	27 757	25 381	20 431
dont : fils simples	(22 535)	(21 988)	(22 663)	(19 104)	(19 263)	(17 502)	(15 967)
ficellerie et cordages	(4 680)	(5 680)	(6 763)	(8 662)	(8 494)	(7 879)	(4 464)
Fils viscoses	3 210	3 929	4 076	4 504	4 207	4 347	4 070
Fibres	23 025	24 579	26 836	22 029	14 582	8 413	—
<i>Tissages :</i>							
Coton (a)	48 676	45 339	51 659	50 773	47 487	53 176	51 417
Lin	4 346	5 588	4 876	4 153	3 888	3 910	4 213
Laine (a)	27 365	27 609	30 691	35 716	35 585	33 374	35 954
Rayonne et fibres de rayonne (a)	32 030	33 218	33 972	33 668	35 606	33 299	32 746
Fibres synthétiques (a)	169 411	164 938	190 481	205 634	228 272	210 145	249 732
Jute (b)	5 171	4 485	5 986	5 922	5 023	5 509	5 461
<i>Tapis :</i>							
Coton	1 922	1 505	1 431	1 806	1 441	1 180	1 187
Laine	22 840	23 109	26 150	30 694	30 940	29 009	31 606
Jute	2 392	2 030	2 152	3 187	2 440	2 959	2 852
<i>Couvertures (coton et laine) (c)</i>	3 233	2 652	3 222	3 035	2 921	2 422	1 781
<i>Tissus, velours et peluches d'ameublement (d)</i>	40 287	39 889	39 498	38 369	39 901	36 116	36 988
dont : coton	(9 327)	(7 036)	(6 398)	(6 473)	(6 928)	(6 943)	(7 002)

(a) Y compris les tapis et couvertures.

(b) Y compris les tapis.

(c) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.

(d) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de rayonne et synthétiques.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-13 — Stocks de tissus

Situation au 31 décembre, tonnes

NATURE DES TISSUS	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Coton	15 208	14 007	14 192	14 716	13 214	12 669	12 025
Lin	813	835	791	639	668	628	678
Laine	6 113	5 440	6 293	6 991	6 623	6 382	6 852
Rayonne et fibres de rayonne	4 732	4 316	3 919	3 892	3 615	3 581	3 583
Fibres synthétiques	22 546	20 277	19 654	22 121	23 812	24 094	28 754
Jute	567	384	582	546	463	483	481
Tapis de fibres dures	812	811	1 155	744	638	650	577

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

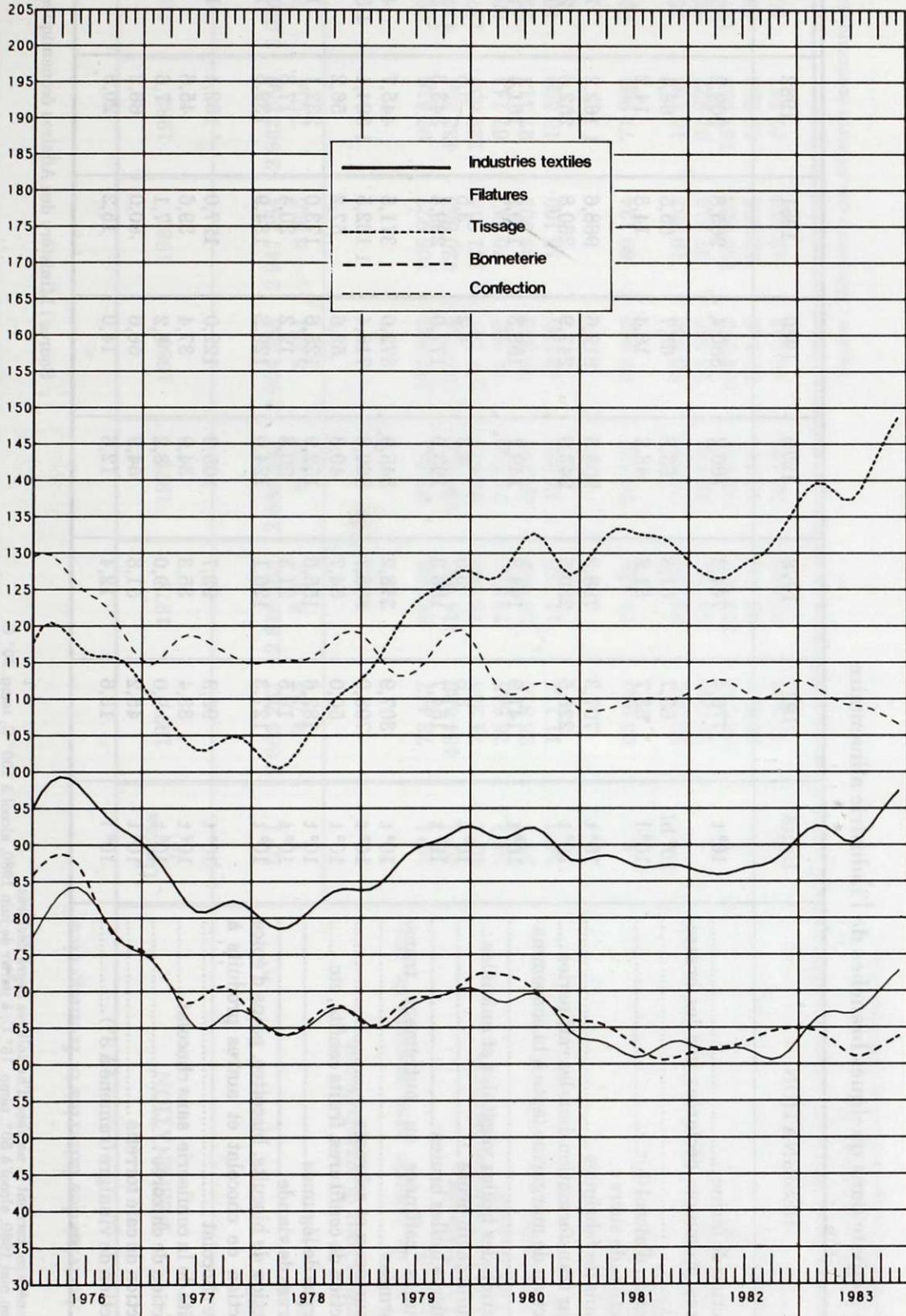
V-14 — Production de la bonneterie

DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Tissus à mailles :</i>							
Sous-vêtements	t	3 407	3 541	3 803	3 202	3 216	3 268
Vêtements de dessus	t	3 499	3 875	4 159	4 090	4 395	4 561
Autres	t	1 529	1 820	1 462	1 442	1 405	1 449
<i>Total ...</i>	t	8 435	9 236	9 424	8 734	9 016	9 278
<i>Articles finis :</i>							
Sous-vêtements	1 000 dz.	2 042	1 915	2 112	1 732	1 761	1 650
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	193	181	170	126	150	174
Panties	1 000 dz.	971	916	934	733	793	808
Chaussettes, bas 3/4, soc- quettes en fils synthétiques ..	1 000 dz. p.	725	720	585	541	537	548
Autres	1 000 dz. p.	1 028	1 079	1 105	1 088	1 022	952
Articles de vêtements de des- sus	1 000 pièces	13 281	12 332	12 739	11 829	11 900	11 143
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	1 484	2 192	2 334	2 197	2 228	2 658

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-G — Industrie textile

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

F. INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS

V-15 — Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Production de farine	10 ³ t	776,4	744,2	766,2	850,4	965,8	909,2	796,9
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10 ⁶ hl	63,7	61,8	63,8	65,7	65,5	68,4	67,6
Production d'alcool (b)	10 ⁶ l	53,7	51,2	43,2	16,4	14,3	14,2	15,8
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10 ³ t	707,3	788,3	908,3	819,6	968,6	1 162,2	793,8
b) par transformation dans les raffineries	10 ³ t	226,5	230,5	243,9	247,9	260,8	252,6	227,4
Production de margarine (apte à la consommation)	10 ³ t	141,9	144,8	149,7	158,3	149,9	161,4	158,6
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10 ³ t	3,5	3,5	4,3	4,2	3,5	3,5	2,6
b) autres huiles brutes	10 ³ t	154,7	186,3	193,9	177,0	299,4	343,3	360,4
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10 ³ t	307,9	318,2	345,9	372,0	371,5	445,7	456,7
d) tourteaux et schroots	10 ³ t	703,0	858,7	860,3	716,4	1 132,5	1 394,1	1 352,2
Production de confitures, fruits confits, etc.	10 ³ t	50,0	54,7	49,3	52,6	57,2	56,2	56,0
Conserves de légumes	10 ³ t	182,6	155,6	152,9	125,6	173,0	232,1	188,8
Conserves de viande	10 ³ t	19,5	21,5	20,8	19,2	20,4	17,8	16,3
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10 ³ t	127,3	125,1	124,0	129,2	134,9	139,5	149,7
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10 ³ t	99,9	93,7	105,3	122,0	127,0	132,4	137,2
Produits de la confiserie, sans chocolat	10 ³ t	33,4	35,3	34,9	37,4	39,6	45,6	46,9
Production de chicorée	10 ³ t	9,0	9,0	8,2	8,2	7,1	7,6	8,0
Production de café torréfié	10 ³ t	45,2	51,8	54,9	56,6	60,0	66,2	63,0
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10 ⁶ l	13,6	12,4	12,6	14,0	15,2	20,5	23,4

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres degré déclarés.
(b) Jusqu'en mai 1980, alcool à 50° temp. 15° C; à partir de juin 1980, alcool à 100° C, temp. 20° C.

V-16 — Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Réception :</i>								
Lait	10 ³ l	2 663 267	2 818 465	2 888 041	2 904 388	2 947 864	2 962 556	3 090 549
Crème	t	9 783	8 917	8 252	8 461	8 845	7 014	7 938
<i>Préparation pour la consommation :</i>								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de con- trôle (b)	10 ³ l	73 447	84 066	97 251	107 392	105 927	97 516	99 083
b) Lait ordinaire	10 ³ l	434 480	414 093	406 026	405 044	420 853	422 354	414 699
c) Lait partiellement écrémé	10 ³ l	74 255	78 868	92 670	107 247	121 215	129 659	137 531
d) Lait écrémé	10 ³ l	76 645	73 542	71 560	71 897	70 847	67 743	63 163
e) Lait battu	10 ³ l	25 810	25 689	26 303	26 569	26 903	27 113	26 739
Crème	10 ³ l	11 114	11 780	12 337	13 700	15 100	18 509	19 635
<i>Fabrications :</i>								
Beurre	t	63 990	77 439	76 582	69 340	69 124	71 960	80 445
Fromages :								
a) Frais	t	22 880	22 233	18 693	20 308	19 882	18 165	15 496
b) Autres (c)	t	21 060	19 737	22 092	23 555	27 513	31 222	26 401
Poudre de lait	t	146 142	154 692	163 013	164 273	156 623	157 059	177 071
Crème glacée	10 ³ l	33 213	33 122	50 811	52 112	53 695	52 289	58 967
Yoghourt	10 ³ l	33 303	35 025	38 421	40 813	42 513	37 347	40 551

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.

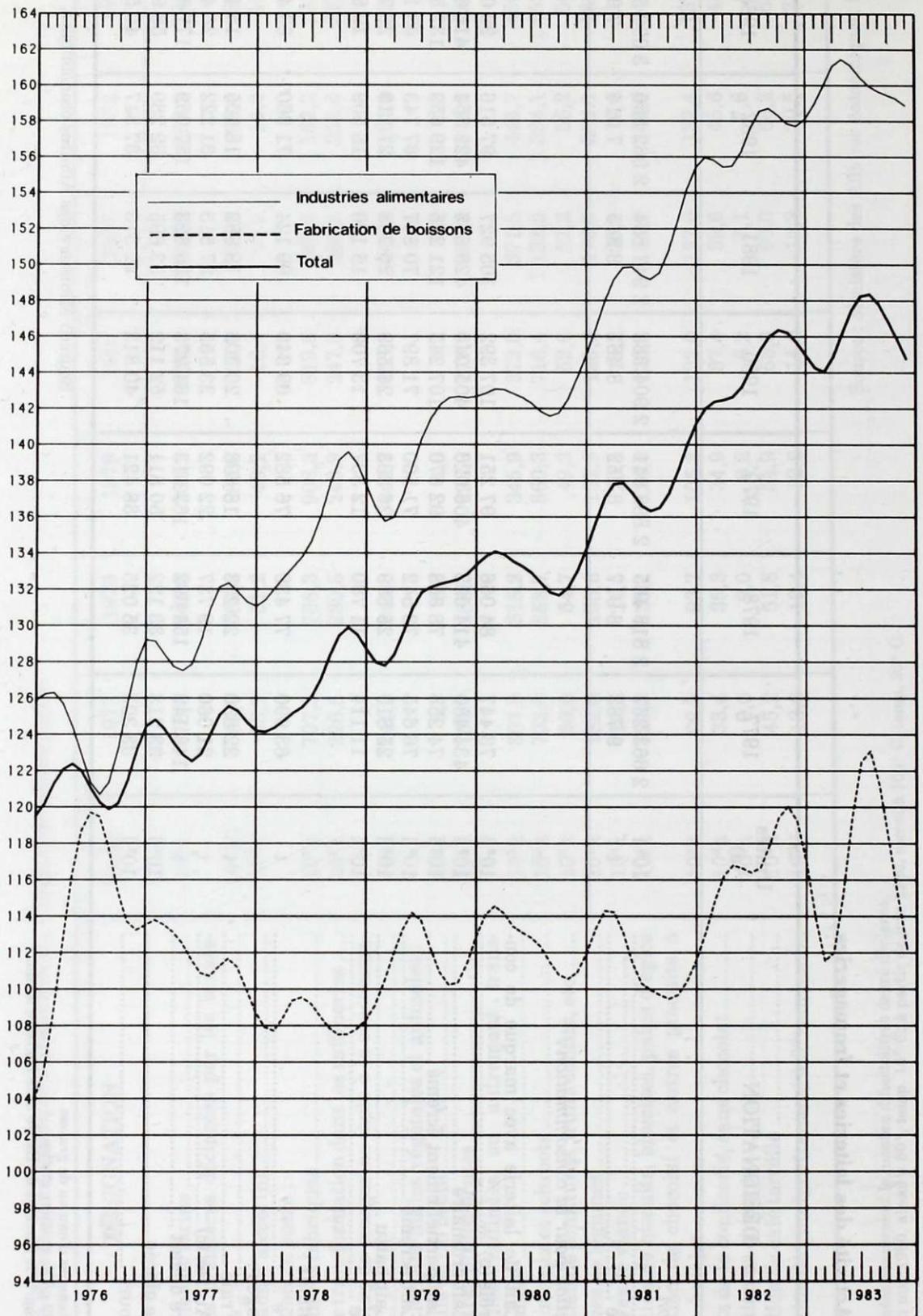
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

F. INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES BOISSONS

V-H - Alimentation

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

G. CONSTRUCTION

V-17 — Permis de bâtir et bâtiments commencés

DÉSIGNATION	Unité	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Permis de bâtir :</i>						
Bâtiments résidentiels	Nombre	44 117	36 909	26 967	22 176	19 493
Volume	1 000 m ³	35 040	28 290	20 065	16 100	14 185
Surface habitable	1 000 m ²	6 538	5 267	3 832	3 102	2 686
Surface totale	1 000 m ²	10 704	8 665	6 157	4 987	4 330
Logements	Nombre	62 081	50 671	34 623	27 061	23 010
Habitations unifamiliales	Nombre	41 973	35 380	26 097	21 494	18 771
Appartements	Nombre	20 108	15 291	8 526	5 567	4 239
Bâtiments non résidentiels	Nombre	7 244	6 603	5 358	5 998	6 375
Volume	1 000 m ³	28 448	22 397	21 594	22 920	20 979
Surface	1 000 m ²	5 796	4 690	4 188	4 236	4 212
<i>Bâtiments commencés :</i>						
Bâtiments résidentiels	Nombre	48 345	34 161	26 156	23 837	22 066
Volume	1 000 m ³	37 338	26 293	19 299	16 781	16 721
Surface habitable	1 000 m ²	6 866	4 895	3 614	3 201	3 146
Surface totale	1 000 m ²	11 305	8 031	5 866	5 181	5 120
Logements	Nombre	68 407	46 839	32 751	28 552	28 027
Habitations unifamiliales	Nombre	46 178	32 585	25 210	23 163	21 457
Appartements	Nombre	22 229	14 254	7 541	5 389	6 570
Bâtiments non résidentiels	Nombre	6 766	5 514	4 761	5 257	6 072
Volume	1 000 m ³	24 063	19 847	17 324	17 137	22 170
Surface	1 000 m ²	5 032	3 950	3 470	3 385	4 257

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S.

H. MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

V-18 – Production de l'industrie du ciment

1 000 t

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Ciment portland	4 516,7	4 335,7	3 637,4	3 267,1	2 765,4
Ciment métallurgique	2 363,4	2 434,8	2 218,6	2 313,1	2 234,8
Klinker exporté	822,6	711,9	835,1	740,1	718,5
<i>Total ...</i>	7 702,7	7 482,4	6 691,1	6 320,3	5 718,7

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-19 – Activité dans l'industrie du verre

1970=100

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Verre plat	124,2	128,8	110,8	103,3	102,1
Verre creux	122,3	131,6	125,9	122,2	115,7
<i>Indice général ...</i>	126,9	134,1	121,9	116,0	112,2

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-20 – Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Briques pour maçonnerie ordinaire ..	m ³	2 022 522	1 988 416	1 855 611	1 165 840	996 591	925 432
Briques de parement	m ³	691 108	647 410	623 344	433 549	321 869	358 960

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-21 – Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Chaux	10 ³ t	2 310,8	2 301,1	2 480,7	2 325,8	1 999,5	1 370,7	1 595,4
Calcaire	10 ³ t	29 084,3	27 051,6	27 461,5	29 658,7	27 584,1	24 664,5	22 045,8
Dolomies :								
crues	10 ³ t	2 523,5	3 489,3	3 354,3	3 223,5	2 697,1	2 580,8	2 713,4
frittées	10 ³ t	172,4	166,6	163,7	164,7	147,8	159,0	174,1
Plâtre	10 ³ t	167,4	183,5	192,9	174,1	154,4	131,0	110,4
Agglomérés de plâtre	10 ³ m ²	23 065,3	18 750,5	18 683,9	20 408,0	16 108,4	16 916,3	18 306,9
Carbonates naturels	10 ³ t	441,4	427,4	400,2	326,9	273,0	327,7	259,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-22 – Production de l'industrie céramique

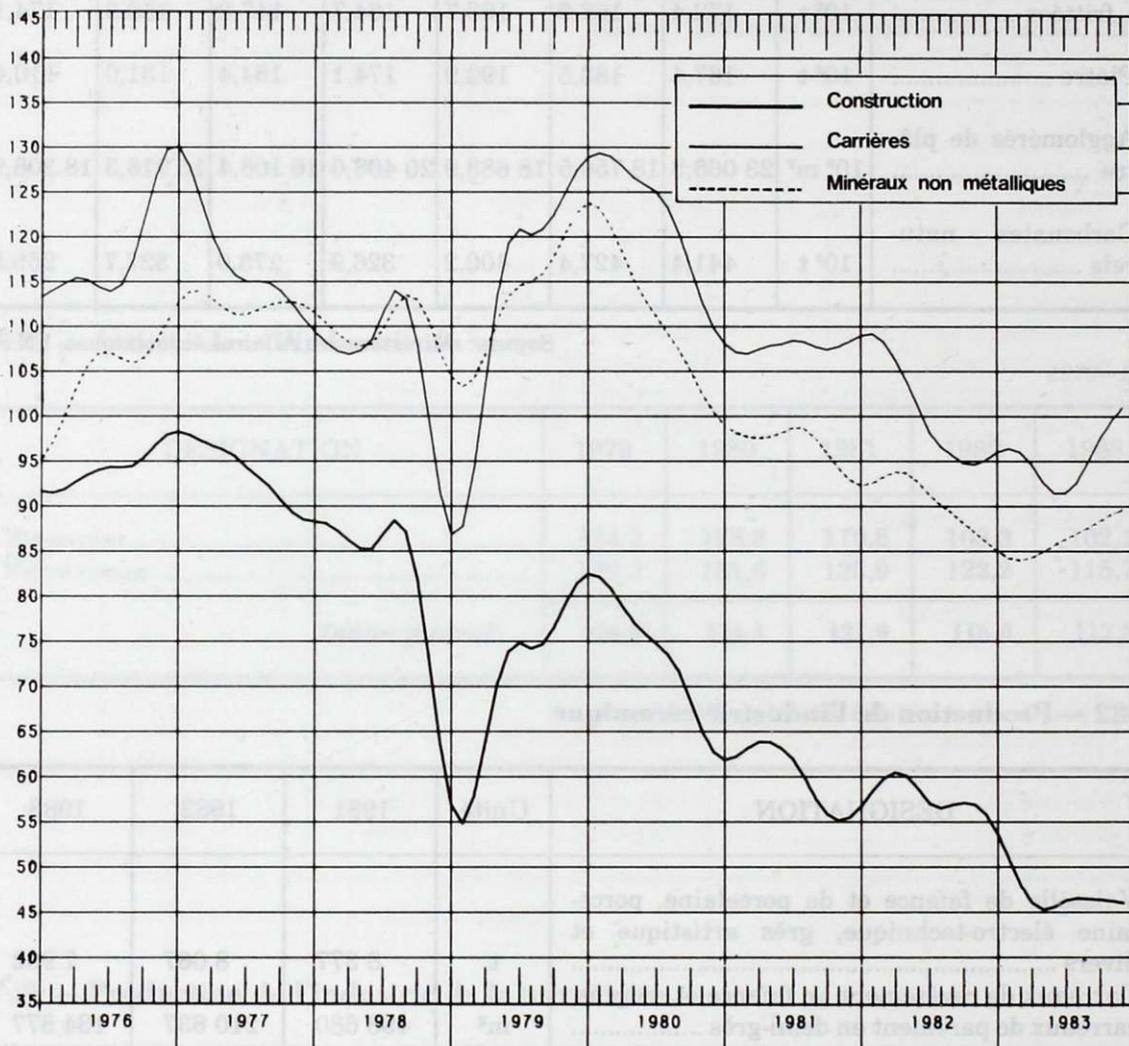
DÉSIGNATION	Unité	1981	1982	1983
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 377	8 067	7 982
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m ²	498 680	210 637	134 877
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	105 552	108 268	87 990
Dalles d'usines	t	3 034	2 801	2 633
Tuiles et accessoires	t	71 726	85 354	78 025
Meules abrasives	t	570	518	500
Céramique architecturale	t	16 582	7 877	14 348
Poterie	t	20 062	20 660	20 048
Argiles	t	53 876	53 123	59 147
Quartz et quartzites	t	193 417	216 643	469 726
Silex (broyé et pavé)	t	71 468	73 972	151 131

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-I - Production de ciment, calcaire et dérivés au titre de la construction - 1970=100

V-I - Industrie de la construction et des minéraux non métalliques - Production

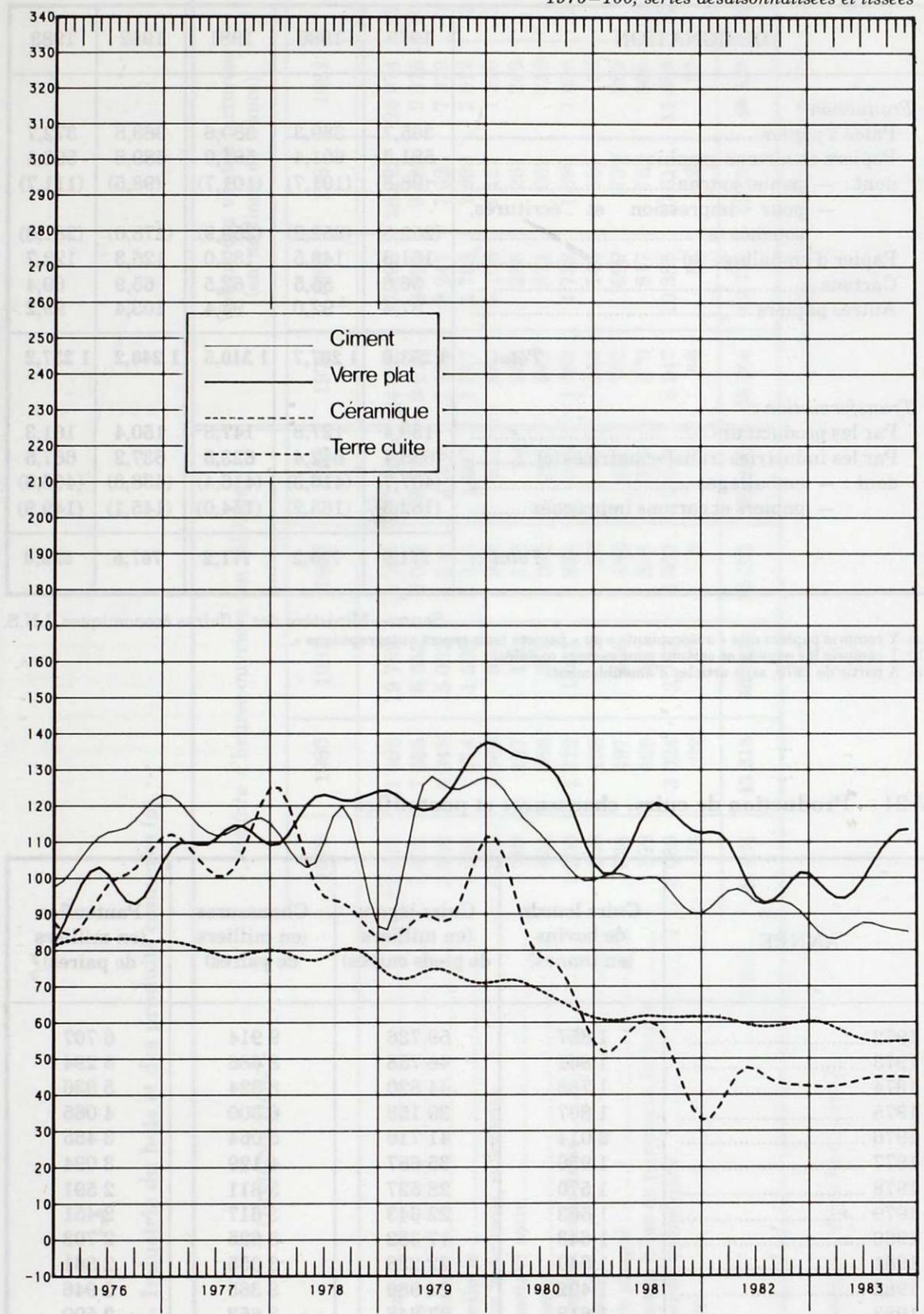
1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-J — Production des matériaux de construction

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

I. SECTEURS DIVERS

V-23 — Industrie du papier et du carton - Production et transformation

1 000 t

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Production :</i>					
Pâtes à papier	365,7	389,3	380,6	363,8	372,7
Papiers et cartons graphiques	591,3	601,4	591,0	589,8	593,1
dont : — papier journal	(98,8)	(101,7)	(101,7)	(98,5)	(111,7)
— pour impression et écritures, couchés (a)	(252,5)	(252,2)	(259,9)	(278,0)	(281,8)
Papier d'emballage (b)	151,8	149,5	182,0	125,3	122,7
Cartons	56,8	55,5	62,5	65,9	69,4
Autres papiers	87,4	92,0	94,4	103,4	99,2
<i>Total ...</i>	1 253,0	1 287,7	1 310,5	1 248,2	1 257,2
<i>Transformation :</i>					
Par les producteurs	136,4	127,8	147,8	150,4	161,3
Par les industries transformatrices (c)	635,4	642,4	623,5	637,2	667,5
dont : — emballages	(407,7)	(416,3)	(416,4)	(438,8)	(466,6)
— papiers et cartons imprégnés	(182,3)	(163,2)	(154,0)	(145,1)	(149,9)
<i>Total ...</i>	771,9	770,2	771,2	787,6	828,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

- (a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique ».
 (b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
 (c) A partir de 1979, sans articles d'ameublement.

V-24 — Production de cuirs, chaussures et pantoufles

ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 617	2 451
1980	1 643	17 382	3 625	2 703
1981	1 640	22 238	3 055	2 861
1982	1 492	24 989	3 365	2 946
1983	1 618	27 343	3 652	2 599

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S.

V-25 — Industrie du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
Meubles	22 448	21 698	19 789	18 785	17 864	24 036	27 493	28 122	28 974	29 636
Sièges	7 463	7 055	6 352	6 049	5 705	8 613	9 521	9 189	9 875	10 228
Menuiserie	5 826	5 948	5 033	4 535	4 308	7 166	8 247	7 625	7 379	7 789
Boissellerie	1 818	1 674	1 508	1 353	1 387	1 577	1 703	1 699	2 012	2 155
Cadres, moulures, raboteries	1 032	1 066	994	954	951	987	1 106	1 151	1 210	1 303
Vannerie et rotin	169	157	140	116	94	238	286	261	249	169
Brosserie	424	388	355	347	291	549	571	662	713	651
Caisserie et tonnellerie	1 286	1 212	1 003	934	913	1 762	1 732	1 696	1 856	2 036
Parquets	109	108	72	53	50	143	140	107	66	62
Contre plaqué	524	497	466	483	497	707	699	737	909	991
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	398	469	457	535	570	579	817	787	995	1 234
Panneaux comprimés	3 069	3 024	2 783	2 602	2 554	8 847	10 385	10 614	11 865	12 594
Autres	25	22	10	9	9	59	54	28	27	28
Total ...	44 591	43 318	38 962	36 755	35 195	55 264	62 754	62 677	66 131	68 877

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S.

I. SECTEURS DIVERS

V-26 — Industrie du tabac - Quantités mises en œuvre

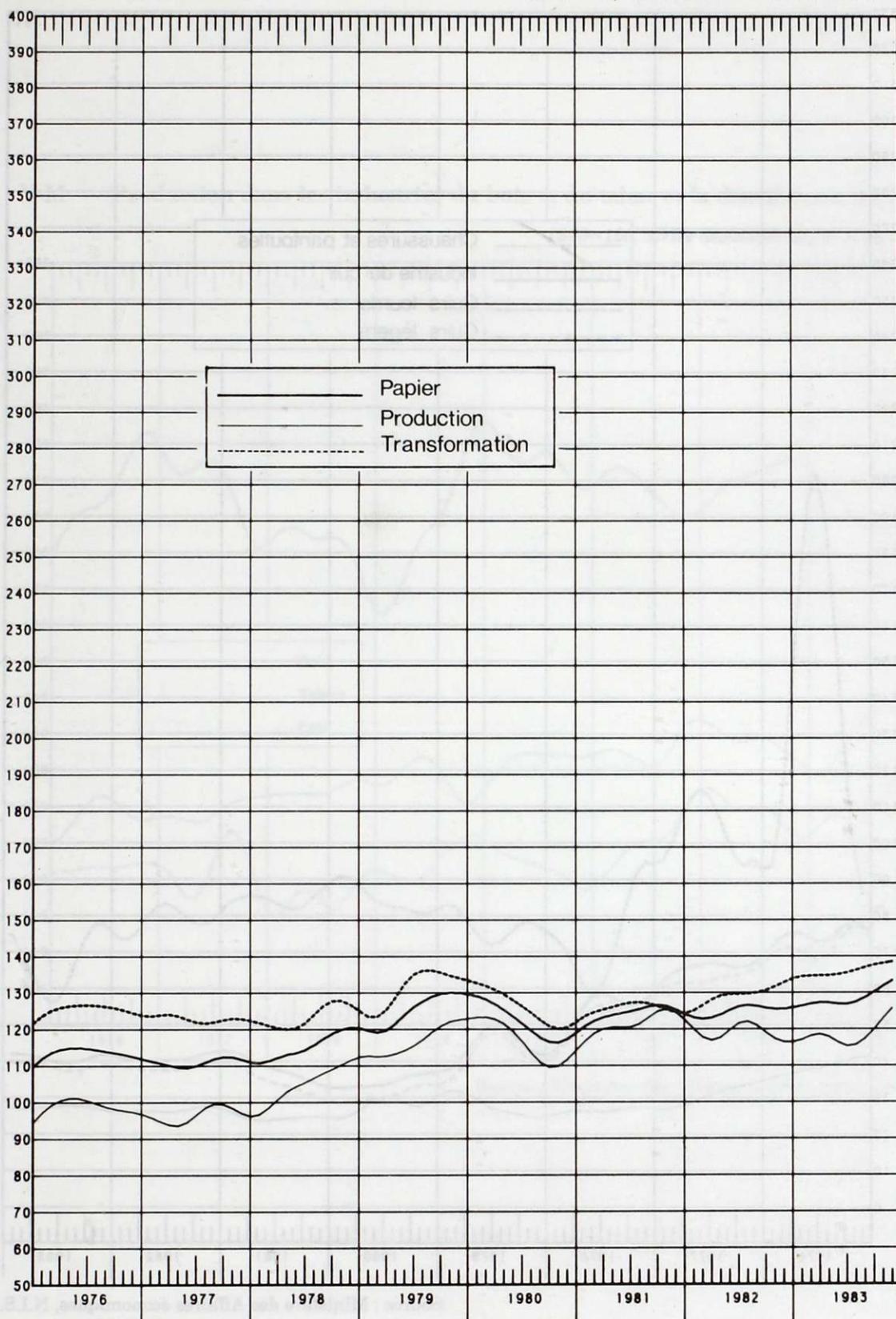
Tonnes

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Cigares	3 840	3 852	4 355	3 123	2 540	2 507	2 022
Cigarillos	4 450	4 829	4 627	5 621	5 283	4 929	5 456
Cigarettes	25 102	23 429	24 684	24 576	26 644	28 448	27 991
Tabacs à fumer	6 097	5 482	5 576	5 470	5 162	5 702	6 378
Autres tabacs	16	16	5	2	120	139	762
<i>Total ...</i>	39 506	37 609	39 247	38 792	39 749	41 726	41 994

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-K — Industrie du papier et du carton - Production et transformation

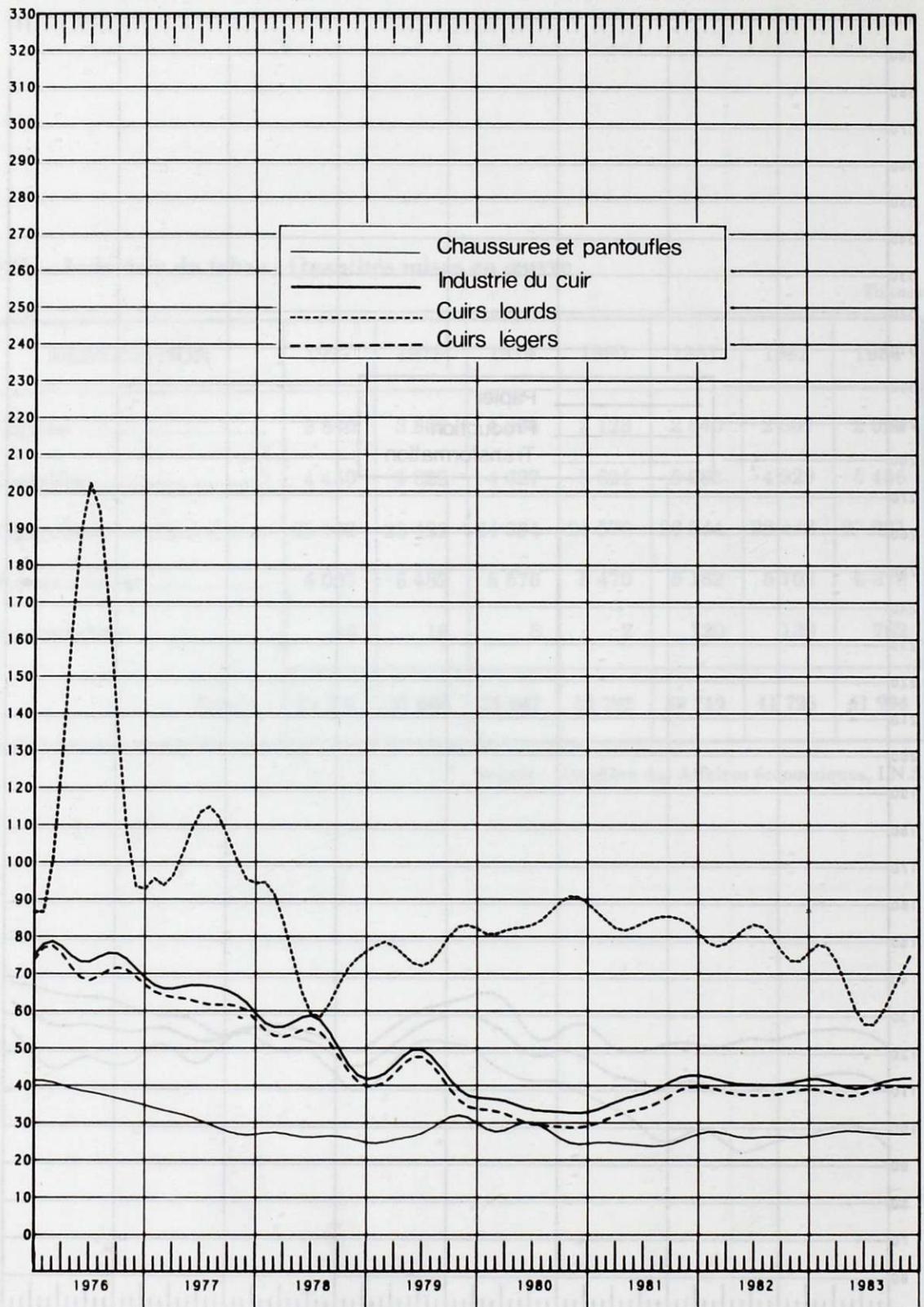
1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-L — Production de l'industrie du cuir, des chaussures et pantoufles

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



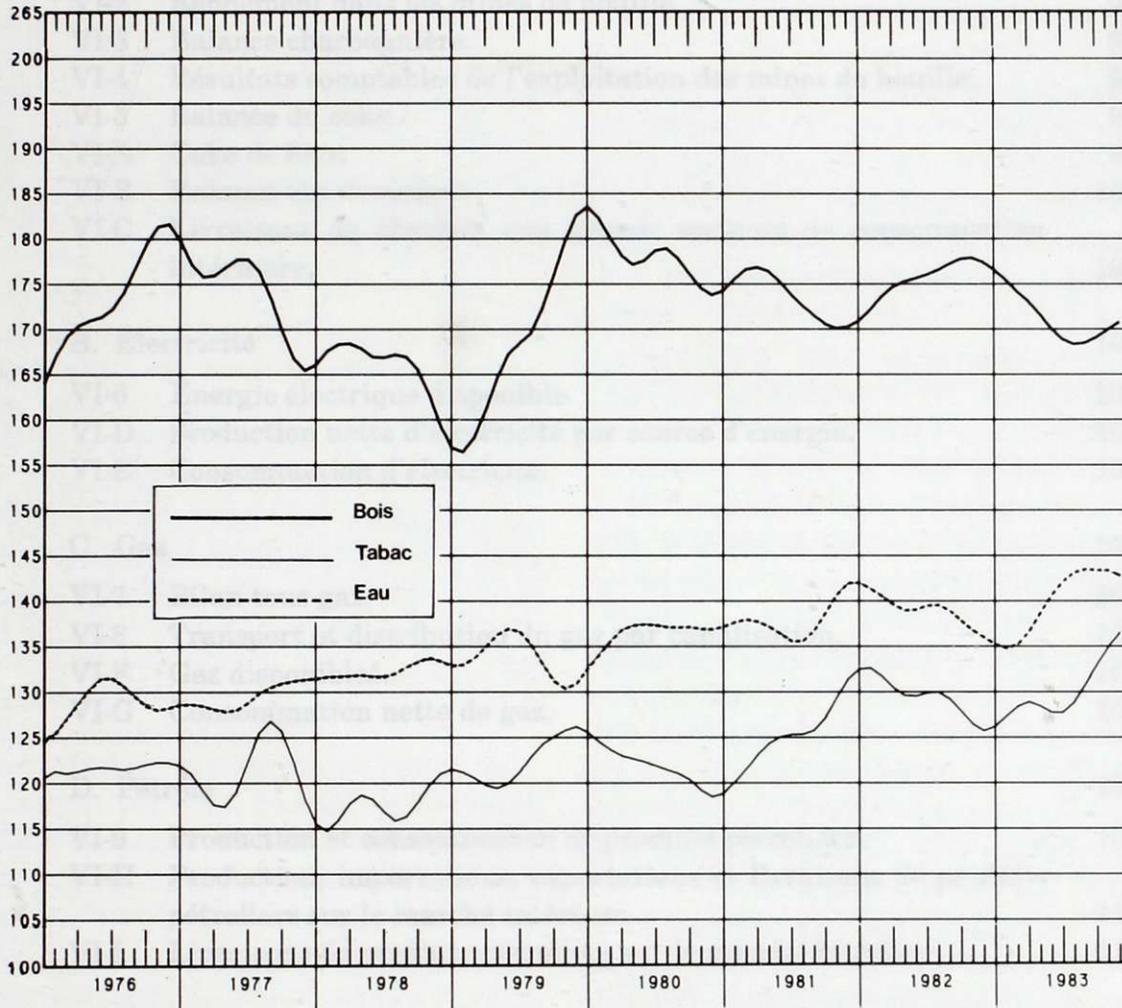
Source : Ministère des Affaires économiques, N.I.S.

VI. ÉNERGIE

Introduction

V-M — Production dans les industries du bois et du tabac et la distribution d'eau

1970=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

A. Énergie globale

VI-10 Consommation apparente brute d'énergie

VI-11 Consommation finale d'énergie par forme d'énergie

VI-12 Bilan global de l'énergie

VI-13 Bilan résumé par forme d'énergie

VI-14 Consommation apparente d'énergie primaire

VI-15 Comparaisons entre l'évolution des indices de la production

industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

VI-16 Consommation finale d'énergie par forme d'énergie

VI-17 Consommation finale d'énergie par secteur

VI-18 Evolution des prix moyens de l'énergie

VI. ÉNERGIE

Introduction	94
A. Charbon	96
VI-1 Main d'œuvre dans les mines de houille.	96
VI-2 Rendement dans les mines de houille.	96
VI-3 Balance charbonnière.	97
VI-4 Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille.	98
VI-5 Balance du coke.	99
VI-A Coke de four.	99
VI-B Balance charbonnière.	100
VI-C Livraisons de charbon aux grands secteurs de consommation intérieure.	101
B. Électricité	102
VI-6 Énergie électrique disponible.	102
VI-D Production nette d'électricité par source d'énergie.	103
VI-E Consommation d'électricité.	104
C. Gaz	105
VI-7 Bilan tous gaz.	105
VI-8 Transport et distribution du gaz par canalisation.	106
VI-F Gaz disponibles.	107
VI-G Consommation nette de gaz.	108
D. Pétrole	109
VI-9 Production et consommation de produits pétroliers.	109
VI-H Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur.	110
VI-I Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur.	111
E. Énergie globale	112
VI-10 Consommation apparente brute d'énergie primaire.	112
VI-11 Consommation finale d'énergie par forme d'énergie.	113
VI-12 Bilan global de l'énergie.	114
VI-13 Bilan résumé par forme d'énergie.	116
VI-J Consommation apparente d'énergie primaire.	117
VI-K Comparaison entre l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire.	118
VI-L Consommation finale d'énergie par forme d'énergie.	119
VI-M Consommation finale d'énergie par secteur.	120
VI-N Evolution des prix moyens de l'énergie.	121

INTRODUCTION

Dans le secteur du charbon (tableaux VI-1 à 5 et graphiques VI-A à G), la production a diminué de 7 % en 1983 atteignant de la sorte son niveau le plus bas depuis la guerre. La baisse sensible de la demande intérieure (tableau VI-3) a surtout eu un effet défavorable sur les débouchés du bassin campinois.

La consommation nette d'électricité a augmenté de 2,7 % en 1983 par rapport à 1982 (tableau VI-6), dépassant ainsi pour la première fois le niveau maximum atteint en 1979. La croissance de la consommation a évolué de manière différente selon les secteurs. La hausse principale s'est produite dans le secteur domestique et assimilé où la consommation en basse tension croît de manière constante depuis 1979 au taux moyen de 2,6 % par an. Malgré une hausse de 2,4 % en 1983 par rapport à 1982, la consommation d'électricité en haute tension n'atteint pas encore son niveau de 1979 (- 3 %); la diminution importante (- 6 %) dans l'industrie a été en partie compensée par une utilisation croissante de l'énergie électrique dans les services (+ 11 %).

La production nette d'énergie électrique tourne ces dernières années autour de 50 milliards de kWh et dépasse à peine la demande intérieure, vu le faible effet du solde des mouvements d'importation et d'exportation. Hormis les livraisons fixes des centrales nucléaires de Tihange 1 (1/2 EDF) vers la France et de Chooz (1/2 Belgique) à la Belgique, les autres livrai-

sons ne sont que des fournitures d'appoint, fortement dépendantes de la situation hydraulique dans les pays voisins (France, Suisse), abstraction faite de fournitures au Grand-Duché de Luxembourg dues à sa trop faible puissance installée.

Le graphique VI-D, fait apparaître clairement un déplacement de l'électricité thermique vers celle traditionnelle des centrales électro-nucléaires. La part des combustibles liquides dans le total de la consommation des centrales ne représente plus que le huitième de celle-ci alors qu'il y a quatre ans, elle dépassait encore le tiers et s'élevait à plus de la moitié en 1973 (52 %).

Les ventes de gaz naturel ont à nouveau augmenté en 1983 (+ 5,7 % par rapport à 1982) sans atteindre le niveau de 1979, d'un quart plus élevé (tableau VI-8).

Les fournitures directes à l'industrie sont demeurées toute l'année à un niveau relativement bas. Les fournitures par le réseau de distribution ont augmenté de 2 % environ en 1983 par rapport à 1982 mais enregistrent une évolution presque horizontale sur la période 1979-1983. Comme le nombre d'abonnés augmente toujours sensiblement ($\pm 50\ 000$ par an), le nouveau potentiel de consommation de gaz est entièrement contrebalancé par des diminutions de consommation réalisées par des anciens abonnés.

La modification de la structure des fournitures en 1982 se trouve ainsi confirmée : les ventes de gaz à la distribution sont devenues plus importantes que celles à la grande industrie.

Le pétrole brut et les produits intermédiaires mis en œuvre (tableau VI-9 et graphique VI-H) baissent à nouveau de 2 millions de tonnes. Sur le marché intérieur, seule la consommation de carburants pour le transport routier reste relativement constante (4,6 millions de tonnes) (graphique VI-I) cependant que la substitution de l'essence au diesel-oil se poursuit (2,1 millions de tonnes diesel-oil en 1983 contre 1,7 million en 1979 et respectivement 2,6 et 3,1 millions de tonnes d'essence-auto).

Leur remplacement, essentiellement par du gaz naturel, mais aussi les économies d'énergie, ont entraîné une sensible diminution de la consommation de gas-oil et de fuel léger pour chauffage dans le secteur domestique et assimilé. Les livraisons sont tombées en dessous de 5 millions de tonnes alors qu'elles dépassaient encore 8 millions en 1978.

Le remplacement du fuel lourd par du combustible nucléaire et partiellement par du charbon pour la production d'électricité explique aussi la baisse de la consommation de pétrole, laquelle aurait pu être encore plus importante si le prix du gaz naturel était resté compétitif dans

le secteur industriel et n'y avait pas été substitué en partie par du fuel lourd.

La situation énergétique globale de la Belgique (tableaux VI-10 à 13 et graphiques VI-J à N) laisse apparaître, après le deuxième choc pétrolier de 1979, et pour la quatrième fois consécutive, une baisse de la consommation primaire d'énergie; celle-ci se situe maintenant en dessous du niveau de 1970 (graphique VI-J).

La baisse de la consommation en 1983 par rapport à 1982 concerne précisément les énergies qui couvrent la plus grande part du bilan énergétique : pétrole (- 11 %) et combustibles solides (- 15 %). Le modèle de consommation s'en trouve d'autant plus diversifié (tableau VI-10).

Le bilan résumé par formes d'énergie (tableau VI-12) présente un aperçu des différentes formes d'énergie (colonnes) et de leur affectation (lignes). Les données sont en principe enregistrées au moment où les énergies sont livrées pour transformation dans une autre forme d'énergie ou pour la consommation finale. Cela permet de tenir compte de la consommation propre et des pertes de transformation des producteurs d'énergie. Cependant, étant donné qu'il s'agit de livraisons et que les mouvements des stocks dans le commerce et chez les petits et moyens consommateurs ne sont pas connus, il peut y avoir un léger décalage entre la consommation apparente et la consommation réelle des combustibles solides et liquides.

A. CHARBON

VI-1 — Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
	Sud	Campine	Le Royaume	Sud		Campine		Le Royaume	
				Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5
1980	1,8	18,6	20,4	0,8	1,2	10,9	14,0	11,7	15,2
1981	1,5	18,7	20,2	0,6	1,0	11,0	14,0	11,6	15,0
1982	1,3	18,3	19,6	0,5	0,8	11,2	14,3	11,7	15,1
1983 (b) ..	1,2	17,9	19,1	0,5	0,7	11,1	14,1	11,5	14,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

VI-2 — Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678
1980	1 804	1 165	2 338	1 794	2 297	1 738
1981	2 009	1 277	2 207	1 710	2 196	1 681
1982	2 073	1 272	2 355	1 832	2 342	1 800
1983 (b) ..	1 675	1 009	2 439	1 894	2 405	1 844

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

VI-3 — Balance charbonnière

1000 t.

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (f)
Production nette	7 068	6 590	6 125	6 324	6 186	6 539	6 097
Campine	6 272	5 963	5 614	5 949	5 815	6 277	5 910
Sud	796	627	511	375	371	262	187
Importations (a)	6 475	7 007	9 622	10 139	10 051	10 484	7 510
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1 ^{er} janvier	1 120	720	265	150	164	217	801
Charbon disponible ...	14 663	14 317	16 012	16 613	16 401	17 240	14 408
Consommation des mines (b)	12	12	9	11	5	6	7
Fabriques d'agglomérés	118	117	145	74	49	47	42
Cokeries et usines à gaz	7 257	7 220	8 463	7 948	7 605	7 555	6 067
Centrales électriques (c)	4 014	3 698	4 597	5 539	5 842	6 429	5 109
Sidérurgie (d)	147	169	121	79	30	30	34
Autres industries	555	988	672	962	746	495	438
Usages domestiques et équivalent	1 621	1 637	1 607	1 333	1 160	1 231	1 121
Écoulement intérieur ...	13 724	13 841	15 614	15 946	15 437	15 793	12 818
Exportations (e)	324	226	319	480	787	606	389
Écoulement total ...	14 048	14 067	15 933	16 426	16 224	16 399	13 438
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	719	265	150	164	217	801	957
Erreurs et omissions	-104	- 15	- 71	+ 23	+ 40	+ 40	+ 13

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.

(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.

(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.

(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.

(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.

(f) Données provisoires.

VI-5 — Balance du coke (a)

1000 t

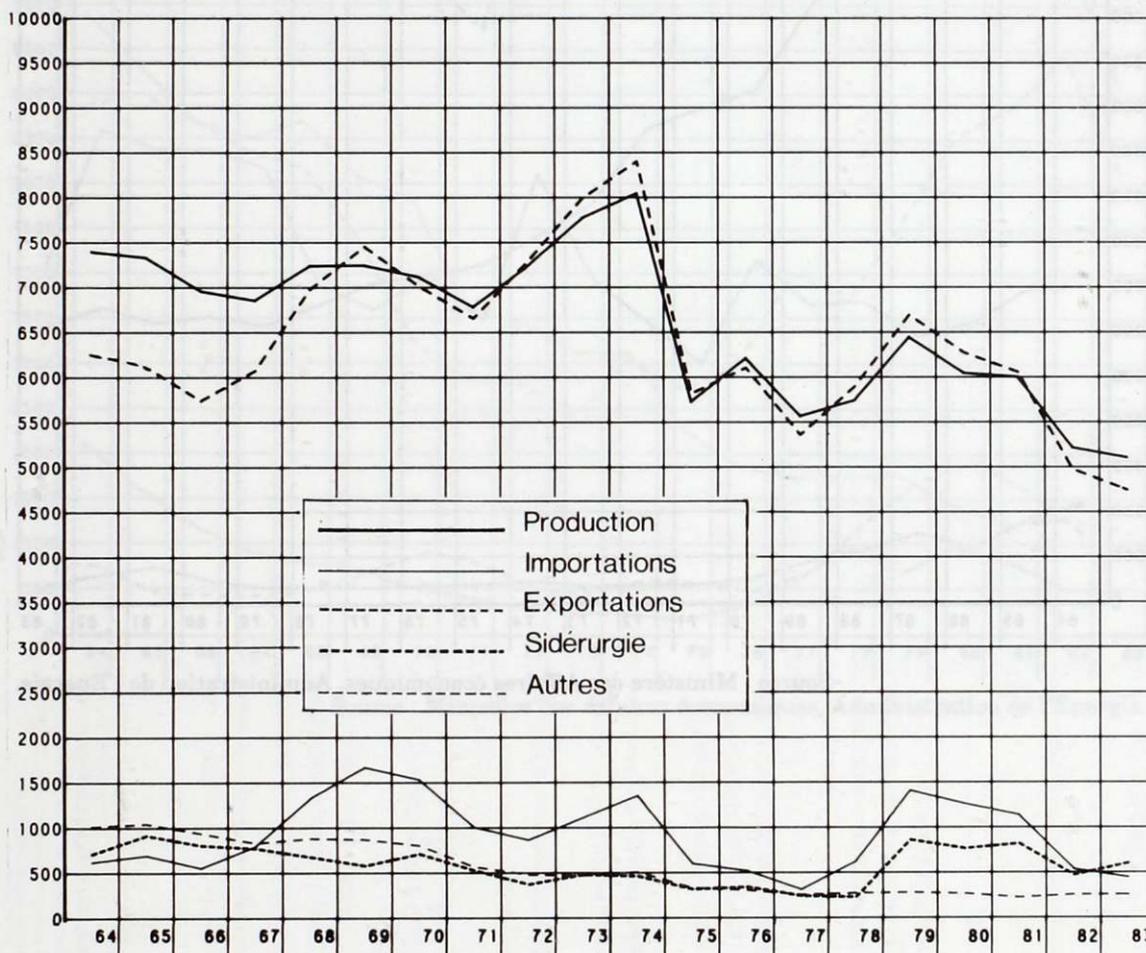
DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (c)
Production	5 569	5 747	6 450	6 048	6 004	5 217	5 106
Importations	312	625	1 408	1 261	1 136	536	444
<i>Disponible total ...</i>	5 881	6 372	7 858	7 309	7 140	5 753	5 550
Livraisons à la sidérurgie	5 360	5 900	6 695	6 277	6 058	4 975	4 746
Autres livraisons intérieures (b)	254	273	278	265	222	262	254
<i>Livraisons intérieures totales ...</i>	5 614	6 173	6 973	6 542	6 280	5 237	5 000
Exportations	245	230	864	768	822	472	605
<i>Ecoulement total ...</i>	5 859	6 403	7 837	7 310	7 102	5 709	5 605

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

- (a) Coke de four, semi-coke de houille.
- (b) Y compris l'autoconsommation.
- (c) Données provisoires.

VI-A — Coke de four

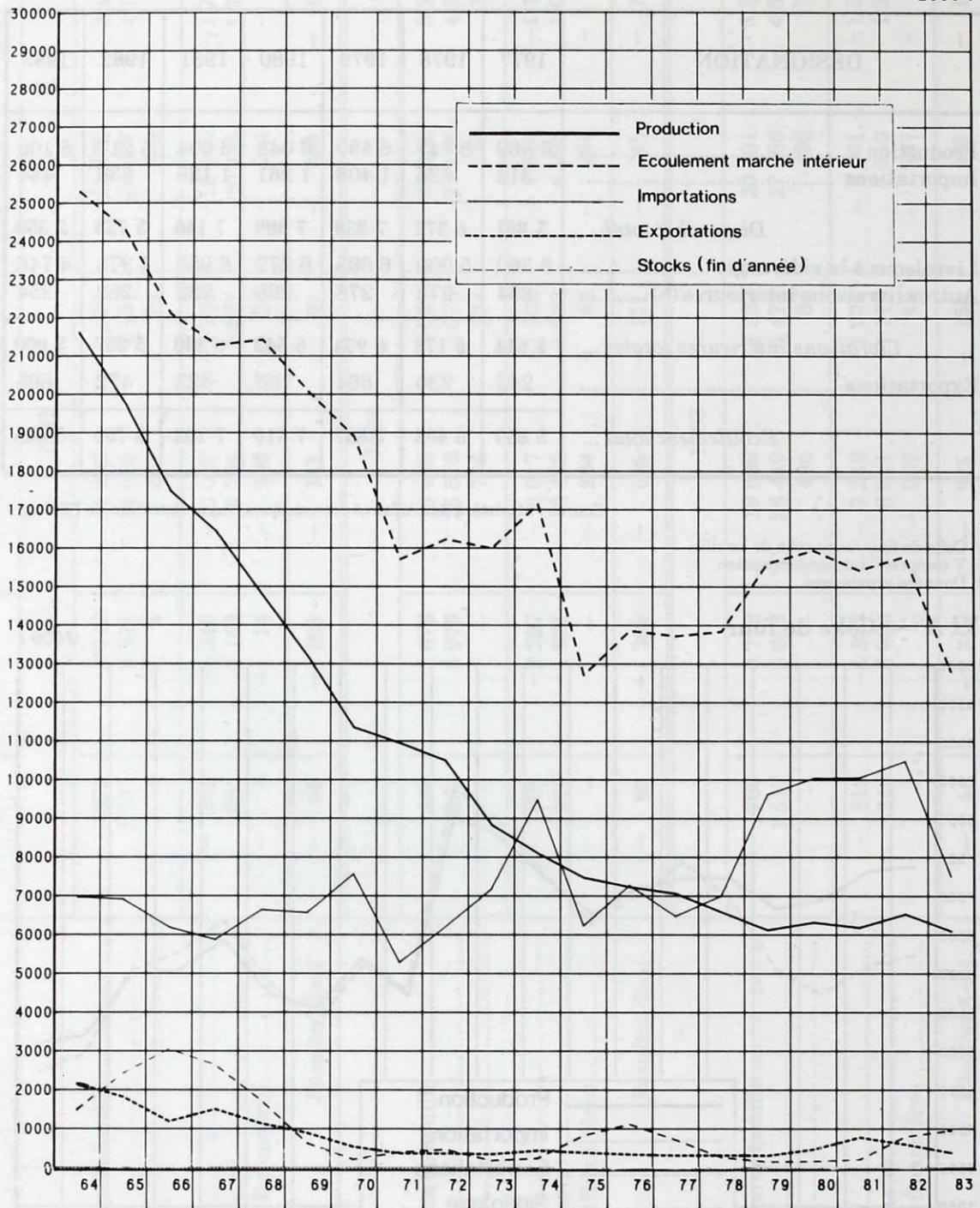
1000 t



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

VI-B — Balance charbonnière

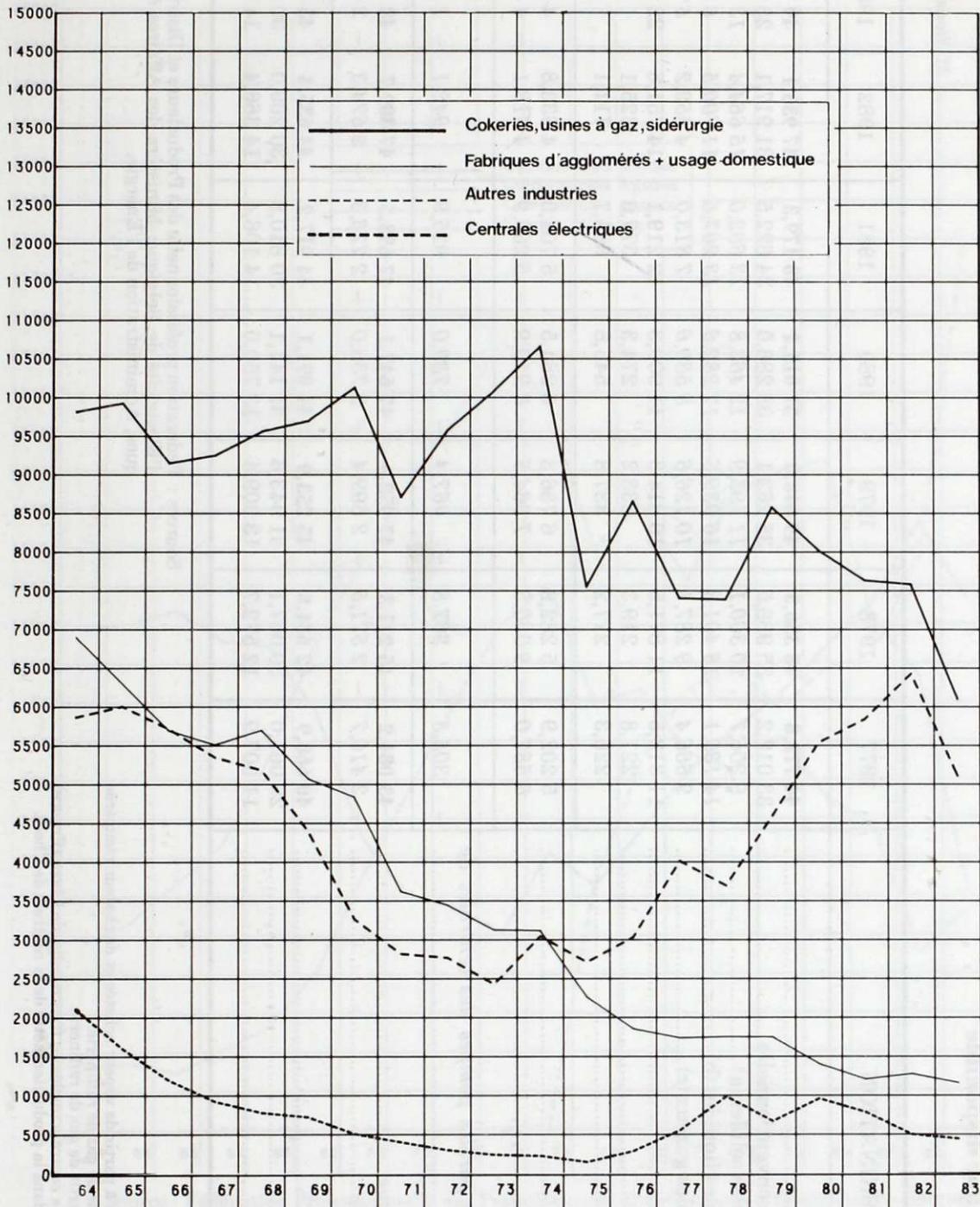
1000 t



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-C — Livraisons de charbon aux grands secteurs de consommation intérieure

1000 t



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

B. ÉLECTRICITÉ

VI-6 — Énergie électrique disponible

Millions de kWh

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (f)
<i>Production nette</i>	44 773,8	48 356,5	49 648,0	51 015,4	48 179,3	47 936,1	49 911,7
Production thermique conventionnelle	33 012,2	35 988,5	38 262,1	38 286,0	34 622,5	31 917,1	25 738,3
à partir de : combustibles solides (a)	9 206,7	10 300,1	11 195,9	12 463,8	13 602,0	15 664,4	13 742,5
combustibles liquides (b)	14 139,1	16 401,3	16 939,6	17 282,6	13 207,5	11 700,5	6 355,6
combustibles gazeux (c)	9 666,4	9 287,1	10 126,6	8 539,6	7 813,0	4 552,2	5 640,2
Energie nucléaire (d)	11 313,5	11 871,5	10 814,8	11 909,3	12 219,1	14 751,6	22 816,5
Energie hydraulique	221,8	219,3	233,2	274,3	377,0	325,1	332,1
Centrales de pompage	226,3	277,2	337,8	545,8	694,7	711,1	329,0
<i>Importations (e)</i>	5 202,9	5 282,9	6 736,3	6 284,5	5 704,0	4 633,8	4 038,0
<i>Exportations</i>	- 6 587,0	- 8 060,3	- 7 964,5	- 8 919,9	- 5 263,9	- 4 318,1	- 4 355,5
<i>Consommation d'énergie par les pompes des centrales de pompage</i>	- 305,5	- 367,8	- 467,4	- 733,0	- 925,9	- 942,1	- 1 102,0
<i>Energie appelée en Belgique</i>	43 084,2	45 211,3	47 952,4	47 647,1	47 693,5	47 309,7	48 492,2
<i>Pertes sur les réseaux</i>	- 2 410,7	- 2 571,5	- 2 699,4	- 2 756,0	- 2 776,3	- 2 674,3	- 2 712,6
<i>Consommation nette</i>	40 668,9	42 634,8	45 253,9	44 891,1	44 917,2	44 635,4	45 779,6
dont : Haute tension	29 061,0	30 067,1	31 943,6	31 141,1	30 810,8	30 269,0	30 982,2
Basse tension	11 607,9	12 572,7	13 309,4	13 750,0	14 106,4	14 366,4	14 797,4

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique; Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.

(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.

(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.

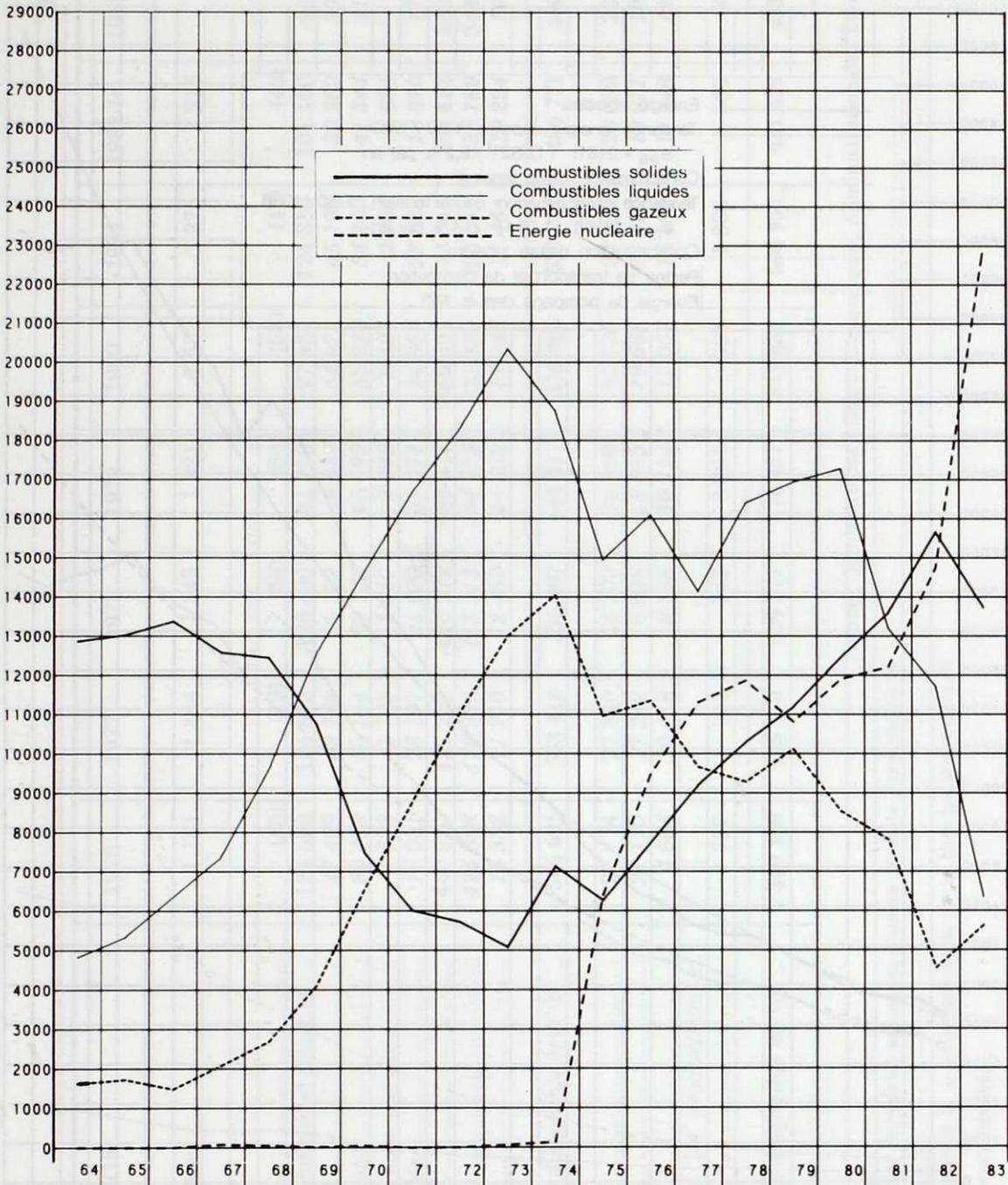
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).

(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.

(f) Données provisoires.

VI-D — Production nette d'électricité par source d'énergie

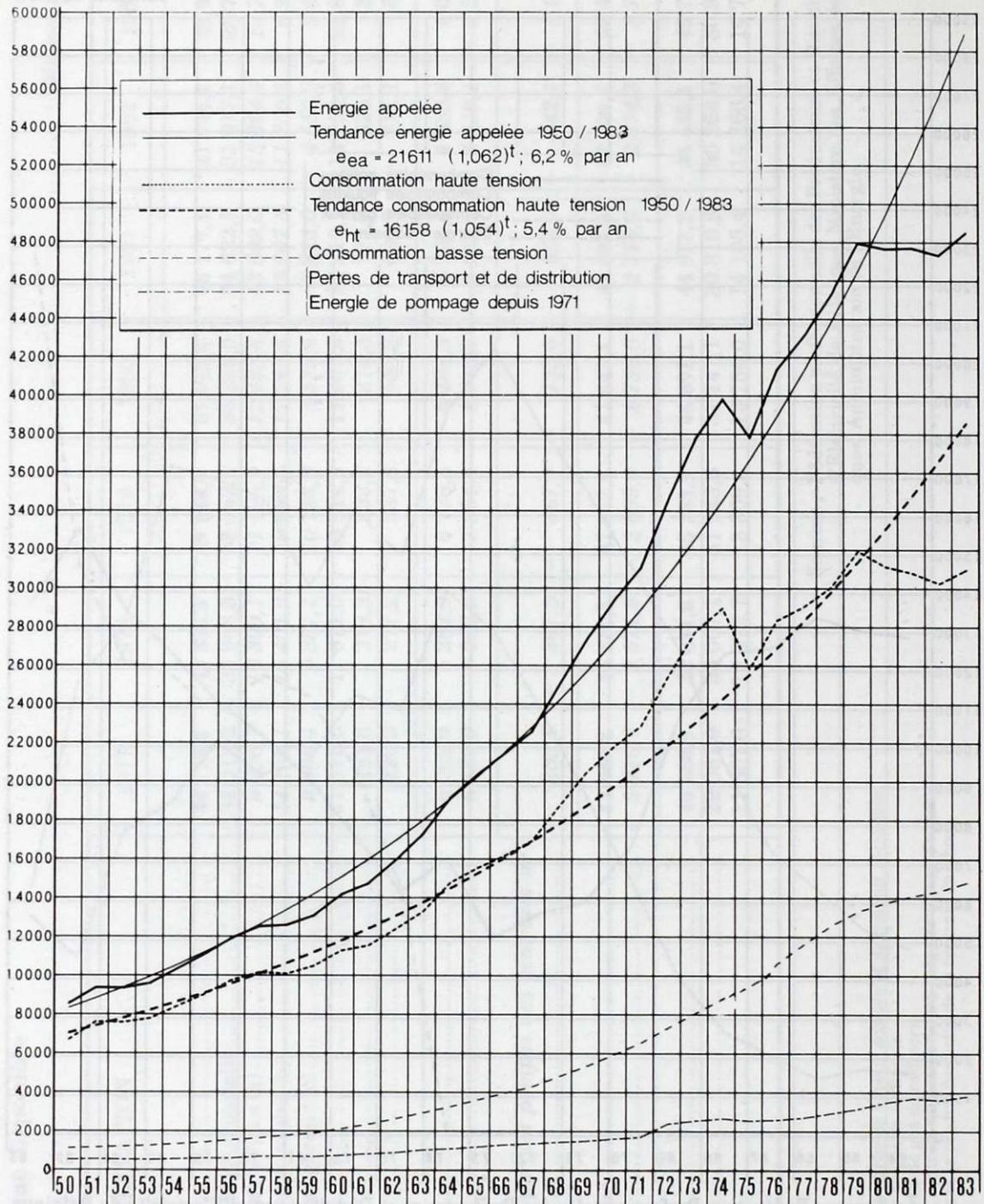
Millions de kWh



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

VI-E — Consommation d'électricité

Millions de kWh



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-7 — Bilan tous gaz (a)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (e)	1983 (f)
1. Production primaire (méthane)	1 181	1 344	1 345	1 321	1 532	1 275	1 215	718
2. Production secondaire :								
a) Provenant de gaz :	(45)	(49)	(56)	(54)	(53)	(47)	(43)	(39)
— Gaz d'usines	124 590	124 872	128 490	141 259	127 937	124 310	101 100	99 236
b) Provenant d'autres produits énergétiques : ...	47 499	42 768	43 132	48 039	44 973	45 199	39 202	39 555
— Gaz de cokeries	60 432	55 144	60 172	63 599	55 824	54 280	41 344	41 119
— Gaz de hauts-fourneaux	1 578	1 763	1 910	2 242	2 481	2 306	1 684	615
— Gaz de raffineries	15 081	25 197	23 276	27 374	24 659	22 525	18 870	17 431
— Gaz de pétrole liquéfiés	440 920	427 202	426 372	469 237	446 597	413 545	354 413	360 471
3. Importations	425 588	415 992	413 913	454 625	433 350	396 081	335 189	344 257
Gaz naturel	15 332	11 210	12 459	14 632	13 247	17 464	19 224	16 214
G.P.L.	566 691	553 418	556 207	611 317	576 066	539 777	456 771	460 464
<i>Gaz disponible brut (b) ...</i>								
4. Exportations	25 774	27 380	26 193	29 599	31 725	28 259	25 459	23 051
Gaz naturel	21 110	17 262	18 038	18 885	19 668	13 077	10 911	10 272
G.P.L.	4 664	10 118	8 155	10 714	12 057	15 182	14 548	12 779
5. Variations de stocks chez les producteurs et importateurs (c)	- 787	- 193	- 743	- 3 791	- 687	- 1 963	- 9 883	- 3 471
<i>Gaz disponible net (d) ...</i>	540 130	525 845	529 271	578 427	543 654	508 955	421 429	433 942

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.

(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.

(c) (+) Reprise aux stocks; (-) mise aux stocks.

(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.

(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.

(f) Données provisoires.

VI-8 — Transport et distribution du gaz par canalisation

Tjoules

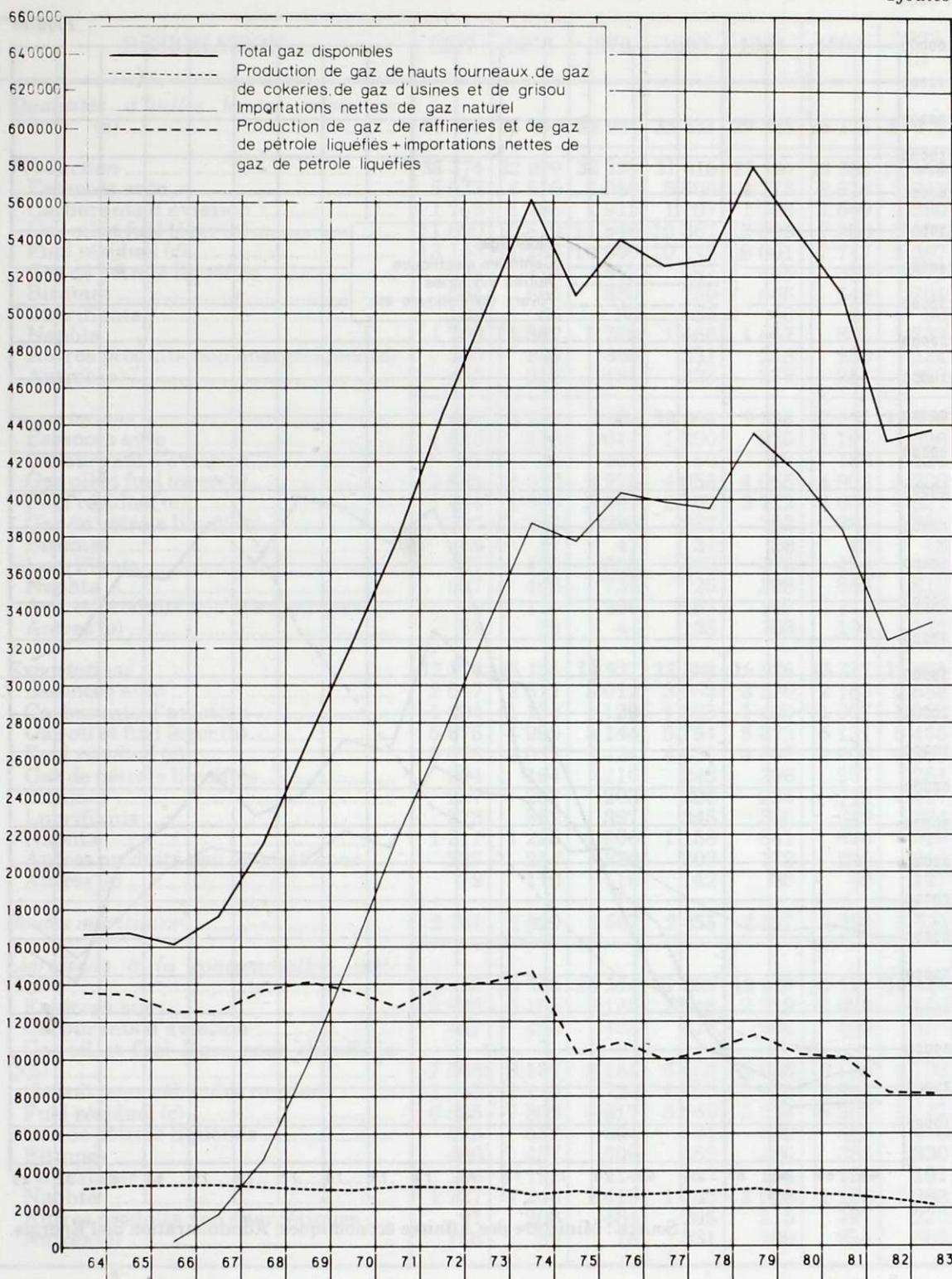
DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (a)
<i>A. Emissions de gaz :</i>										
1. Gaz de ville : production totale des usines à gaz et centrales gazières	40	42	45	50	56	54	53	47	43	39
2. Gaz naturel	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170	450 787	432 663	394 117	325 305	340 786
<i>Total ...</i>	408 792	396 466	424 846	415 849	413 226	450 841	432 716	394 164	325 348	340 825
<i>B. Ventes de gaz :</i>										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	56 222	66 588	76 787	85 861	101 280	114 493	116 770	116 036	110 205	111 374
— Usages non domestiques	19 858	25 341	30 131	35 583	42 894	48 718	52 393	55 785	52 806	53 910
<i>Total ...</i>	76 080	91 929	106 918	121 444	144 174	163 211	169 163	169 821	163 011	165 284
2. Ventes directes de Distringaz à l'industrie	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752	265 742	241 331	208 921	150 669	165 702
<i>Total ...</i>	379 478	366 944	394 531	392 561	389 926	428 953	410 494	378 742	313 680	330 986
3. Exportations	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885	19 668	13 077	10 911	10 272

(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

VI-F — Gaz disponibles

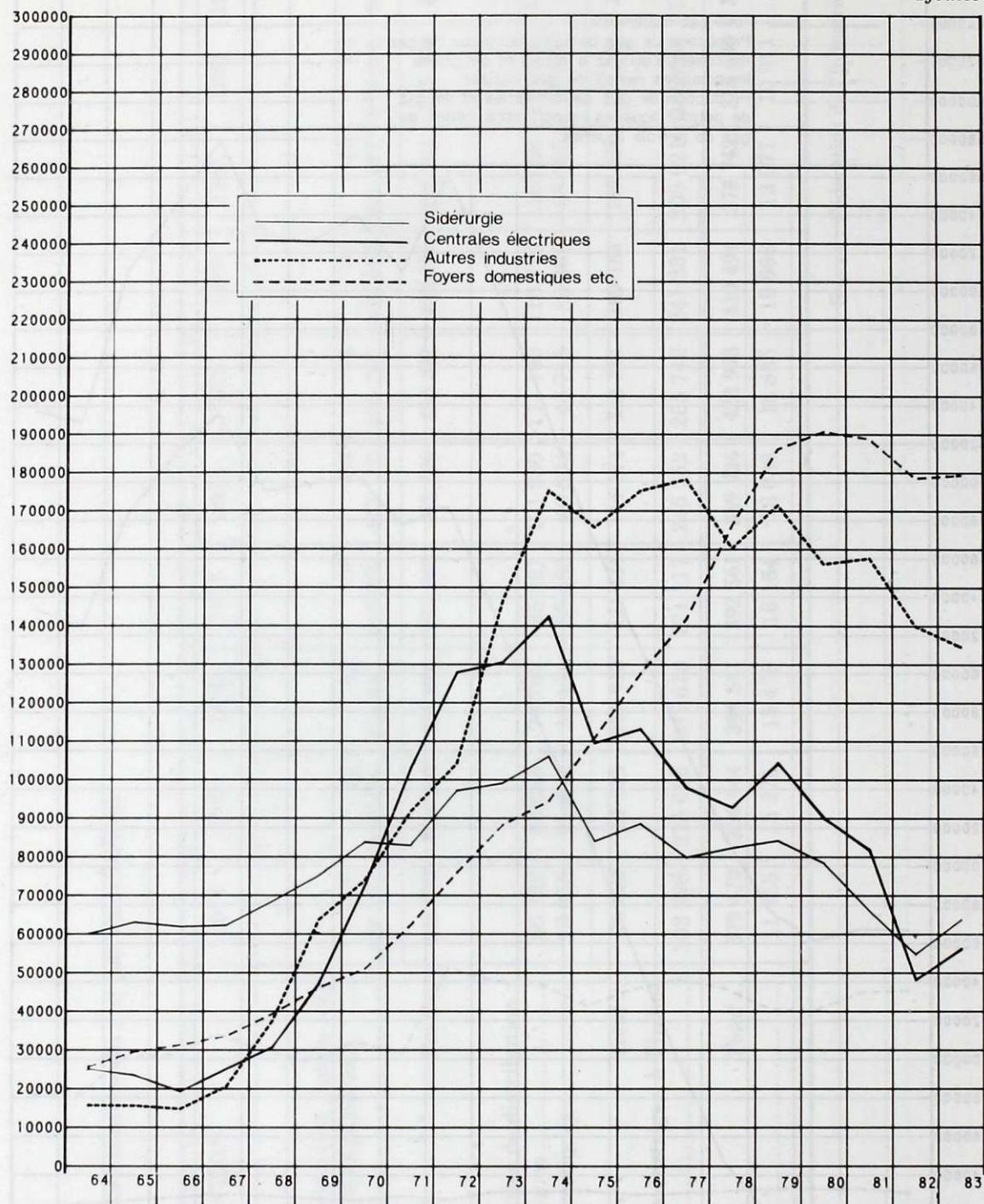
Tjoules



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

VI-G — Consommation nette de gaz
Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

Tjoules



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

D. PÉTROLE

VI-9 — Production et consommation de produits pétroliers

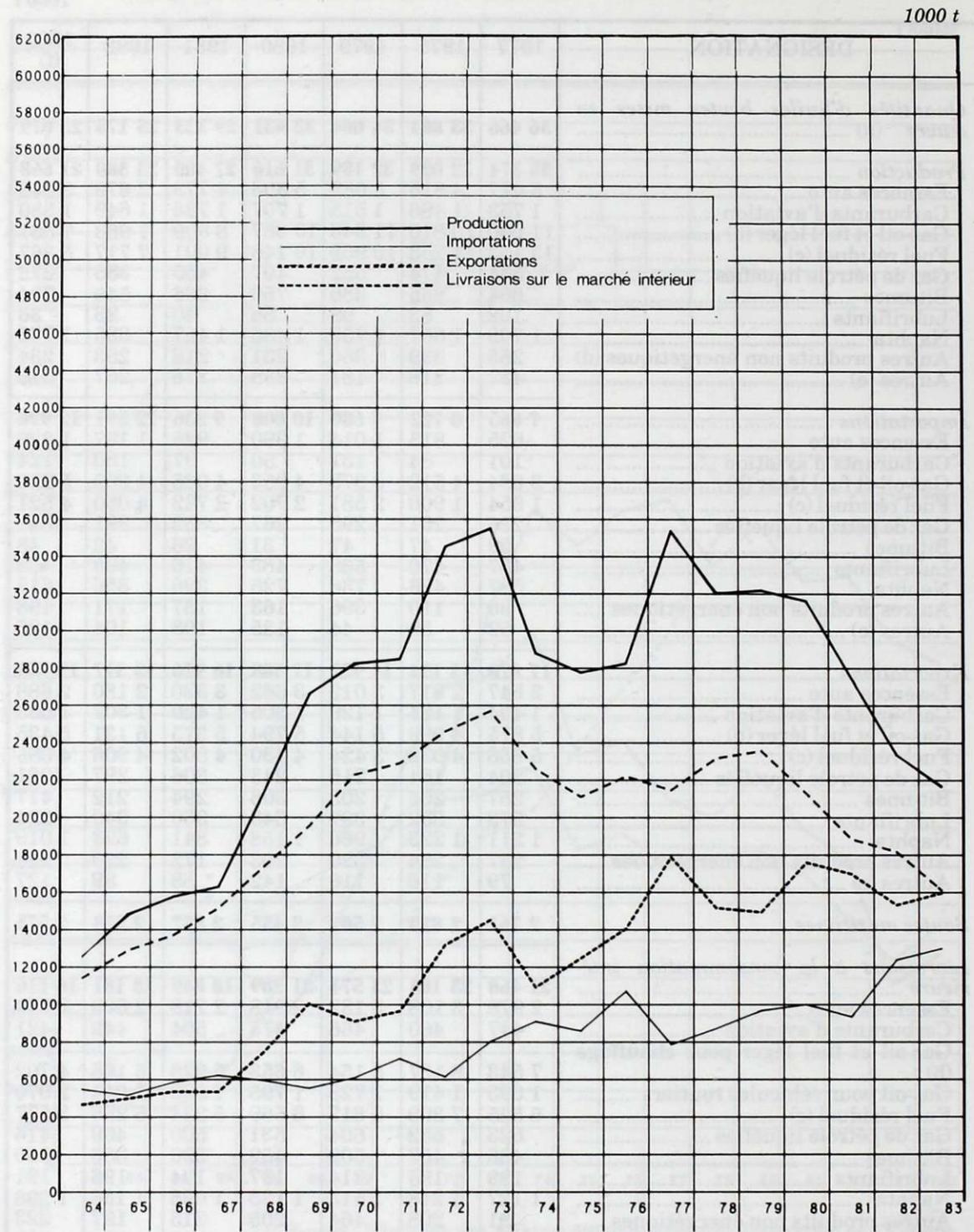
1000 t

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (f)
<i>Quantités d'huiles brutes mises en œuvre (a)</i>	36 466	33 884	34 004	33 631	29 323	25 175	23 079
<i>Production</i>	35 374	32 029	32 189	31 616	27 480	23 380	21 668
Essences auto	5 077	4 815	5 088	5 506	4 773	3 676	3 943
Carburants d'aviation	1 753	1 496	1 515	1 707	1 783	1 649	1 380
Gas-oil et fuel léger (b)	11 690	10 819	11 946	10 387	8 809	7 983	7 581
Fuel résiduel (c)	13 153	11 253	10 950	10 148	9 001	7 717	5 367
Gaz de pétrole liquéfiés	534	474	552	497	455	385	372
Bitumes	664	665	680	750	666	549	704
Lubrifiants	102	83	98	66	40	26	36
Naphta	1 709	1 867	1 759	1 486	1 457	885	1 733
Autres produits non énergétiques (d)	255	339	380	231	218	253	234
Autres (e)	437	218	181	338	278	257	318
<i>Importations</i>	7 865	8 722	9 680	10 008	9 336	12 391	12 996
Essences auto	625	813	1 014	1 390	925	1 197	1 326
Carburants d'aviation	101	84	131	50	97	180	124
Gas-oil et fuel léger (b)	3 684	4 512	3 978	4 053	4 065	4 902	5 230
Fuel résiduel (c)	1 954	1 900	2 581	2 702	2 722	4 050	4 521
Gaz de pétrole liquéfiés	226	251	295	267	352	391	331
Bitumes	59	47	47	31	26	42	48
Lubrifiants	437	470	538	483	476	498	478
Naphta	587	496	736	725	398	856	615
Autres produits non énergétiques	90	110	396	163	167	171	198
Autres (e)	52	39	44	135	108	104	125
<i>Exportations</i>	17 870	15 154	14 927	17 588	16 976	15 317	15 953
Essences auto	2 547	2 617	3 012	3 662	3 320	2 180	2 688
Carburants d'aviation	1 404	1 134	1 129	1 305	1 420	1 307	1 083
Gas-oil et fuel léger (b)	5 875	4 999	5 144	5 794	5 373	5 131	5 435
Fuel résiduel (c)	5 633	4 032	3 424	4 430	4 802	4 906	4 385
Gaz de pétrole liquéfiés	204	164	216	243	306	297	261
Bitumes	257	263	203	306	294	212	417
Lubrifiants	373	352	397	345	360	349	324
Naphta	1 211	1 223	966	1 158	841	626	1 019
Autres produits non énergétiques	237	254	320	203	172	220	214
Autres (e)	79	116	116	142	88	89	127
<i>Soutes maritimes</i>	2 761	2 820	2 507	2 455	2 857	2 573	2 573
<i>Livraisons à la consommation intérieure</i>	21 468	23 183	23 574	21 289	18 849	18 181	16 116
Essences auto	2 978	3 108	3 132	2 948	2 719	2 669	2 579
Carburants d'aviation	447	460	466	475	504	449	421
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (b)	7 543	8 137	8 154	6 653	5 928	5 195	4 702
Gas-oil pour véhicules routiers	1 393	1 419	1 723	1 795	1 838	1 944	2 070
Fuel résiduel (c)	6 525	7 309	6 817	6 569	5 234	5 286	3 577
Gaz de pétrole liquéfiés	523	552	604	531	500	469	416
Bitumes	486	457	509	452	390	386	330
Lubrifiants	199	195	214	197	194	196	191
Naphta	1 127	1 248	1 413	1 133	1 028	1 136	1 298
Autres produits non énergétiques	91	208	464	205	215	197	223
Autres (e)	156	89	78	331	299	254	309

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

- (a) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.
 (b) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
 (c) Y compris le brai de pétrole résiduel.
 (d) Principalement white spirit et essences spéciales.
 (e) Y compris le gaz incondensable.
 (f) Données provisoires au 26 avril 84.

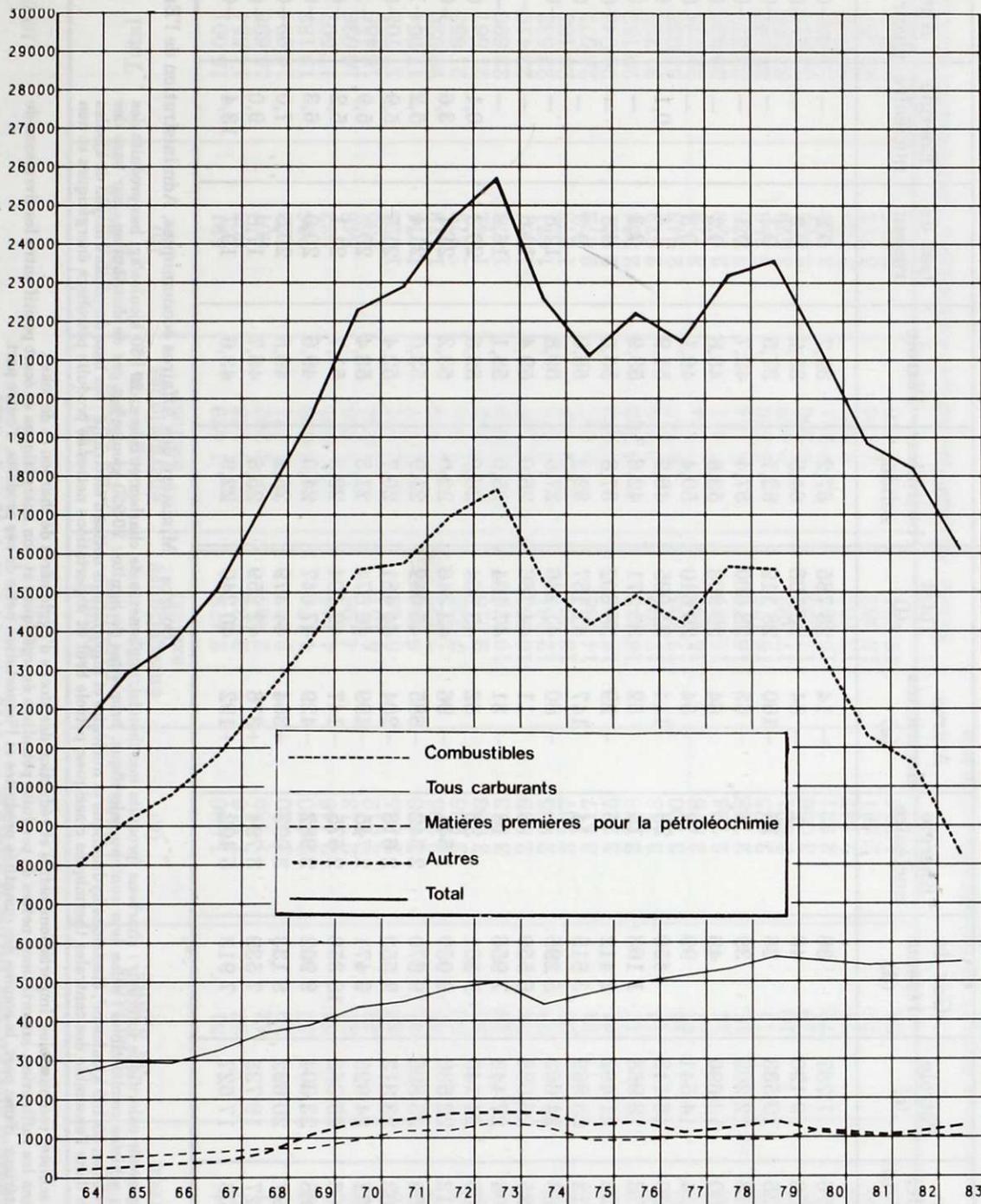
VI-H — Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-1 — Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

1000 t



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

E. ÉNERGIE GLOBALE

VI-10 — Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Com- bustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricité (e)	Total (f)	Com- bustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricité
1961	15 976	7 787	36	—	- 14	23 785	67,2	32,7	0,2	—	-0,1
1962	16 953	9 198	40	1	- 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	-0,3
1963	17 635	10 533	38	13	-100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	-0,3
1964	16 418	12 202	39	4	- 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	-0,2
1965	16 100	13 690	49	—	64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	0,2
1966	14 914	14 541	99	2	54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	0,2
1967	14 360	16 148	450	23	114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	- 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	-0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	- 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	-0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	- 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	82	45 864	26,8	52,6	20,3	—	0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	- 96	42 346	22,0	53,2	21,4	—	-0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	-685	45 082	21,9	53,0	21,4	—	-1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	-204	44 481	20,7	52,4	21,5	—	-0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	-499	46 674	21,5	53,4	20,3	—	-1,1
1979	10 963	25 363	10 350	2 575	-147	49 104	22,3	51,7	21,1	—	-0,3
1980	11 288	23 304	9 902	2 982	-429	47 047	24,0	49,6	20,0	—	-0,9
1981	11 197	20 692	9 133	3 093	+364	44 479	25,2	46,5	20,5	—	+0,8
1982	10 827	19 723	7 539	3 794	+376	42 259	25,6	46,7	17,8	—	+0,9
1983 (g)	9 206	17 527	7 913	5 402	+192	40 240	22,9	43,6	19,7	—	+0,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et coques : 29 930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20 930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20 930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35 169 kjoules/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommés pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41 860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de coques.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » du tableau « Bilan global de l'énergie ».

(g) Données provisoires.

VI-11 — Consommation finale d'énergie par forme d'énergie

1000 t.e.p.

ANNÉE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (usages non énergétiques exclus)	Gaz de réseau (usages non énergétiques exclus)	Electricité (b)	Total
1952	8 644	31	1 986	2 475	1 429	591	15 001
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979	1 886	19	3 036	17 035	9 206	3 690	34 872
1980	1 840	72	2 921	15 057	8 941	3 729	32 560
1981	1 626	71	2 747	13 708	8 292	3 734	30 178
1982	1 420	75	2 381	13 383	7 176	3 717	28 152
1983 (c)	1 260	84	1 714	12 254	7 430	3 817	26 559

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.

(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.

(c) Données provisoires.

VI-12 — Bilan global de l'énergie

1000 t.e.p.

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (a)	1983 (b)
<i>Ressources</i>		67 720	66 173	70 866	70 841	64 730	63 427	60 591
Production primaire		7 667	7 498	6 951	7 594	7 784	8 750	9 812
— Houille	0,70	4 920	4 611	4 214	4 379	4 402	4 672	4 130
— Grisou	0,84	32	32	32	36	30	29	17
— Hydro-électricité	(f)	99	110	130	197	259	255	263
— Energie nucléaire (c)	(f)	2 616	2 745	2 575	2 982	3 093	3 704	5 402
Importations		60 053	58 675	63 915	63 247	56 946	54 682	50 779
— Houille et agglomérés de houille	0,70	4 446	4 679	6 612	6 966	6 997	7 349	5 226
— Coke	0,70	218	438	985	882	795	375	311
— Briquettes de lignite	0,495	11	10	20	72	72	75	84
— Pétrole brut	1,00	36 435	33 779	34 237	33 474	28 918	25 316	23 032
— Produits pétroliers	1,00	7 865	8 722	9 680	10 008	9 336	12 391	12 996
— Gaz de réseau	0,84	9 938	9 888	10 860	10 352	9 462	8 007	8 224
— Electricité (c)	(f)	1 140	1 159	1 521	1 493	1 366	1 169	906
<i>Livraisons intérieures</i> (d)		44 481	46 674	49 104	47 047	44 479	42 259	40 240
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (e)		9 567	9 820	10 908	11 555	11 505	11 285	10 746
Livraisons à la consommation finale		34 914	36 854	38 196	35 492	32 974	30 974	29 494
— Sidérurgie		5 090	5 358	5 735	5 293	4 833	4 126	3 639
— Autres industries		8 962	9 272	8 531	7 991	7 260	6 786	6 559
— Transports		5 270	5 400	5 713	5 713	5 509	5 546	5 596
— Secteur domestique et équival.		12 447	13 736	14 793	13 561	12 576	11 694	10 772
— Produits non énergétiques		2 717	2 748	3 324	2 932	2 796	2 822	2 935

— Houille et agglomérés de houille	0,70	255	190	18 066	21 080	19 685	17 945	18 185
— Coke	0,70	172	161	604	538	575	335	428
— Produits pétroliers	1,00	17 870	15 154	14 927	17 588	16 976	15 317	15 953
— Pétrole brut + prod. intermédiaires	1,00	—	—	—	—	—	786	131
— Gaz de réseau	0,84	412	431	451	470	312	261	245
— Electricité (c)	(f)	1 443	1 768	1 798	2 119	1 261	1 048	977
Soutes (g)	1,00	2 761	2 820	2 507	2 455	2 857	2 573	2 573
<i>Variations stocks producteurs, importateurs, consommateurs</i>								
— Houille et coke	0,70	+ 313	- 1 193	+ 1 193	+ 294	- 2 315	+ 639	- 487
— Pétrole brut	1,00	- 48	- 653	- 18	+ 73	- 70	+ 795	- 414
— Gaz de réseau	0,84	- 31	- 153	+ 259	- 87	- 426	- 345	- 178
— Produits pétroliers	1,00	+ 5	+ 18	+ 91	+ 16	+ 47	+ 236	+ 83
<i>Différence statistique</i>	1,00	+ 387	- 405	+ 861	+ 292	- 1 866	- 47	+ 22
		+ 13	+ 168	- 4	- 35	+ 24	+ 11	+ 80

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

- (a) Données corrigées.
 (b) Données provisoires au 26 avril 1984.
 (c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité. Celle livrée à la France par la centrale nucléaire belge-française de Tihange est comptée parmi les exportations.
 (d) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
 (e) Calcul par différence.
 (f) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
 (g) Soutage navigation maritime internationale.

VI-13 — Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10 ³ tec		10 ³ t		10 ³ t		10 ³ t		10 ³ t		10 ³ Tjoules		10 ⁶ kWh	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Ressources	17 173	13 366	151	168	5 753	5 550	25 316	23 032	37 566	36 075	417	426	55 522	56 727
Production primaire (d)	6 670	5 897	—	—	5 217	5 106	—	—	25 175	23 079	1	1	16 715	25 262
Production secondaire (e)	4	3	—	—	394	356	—	—	7 302	8 269	81	81	33 981	27 427
Import. de la Commun. (f)	1 956	2 252	139	144	142	88	1 756	5 766	243	210	243	210	4 633	4 038
Importations des pays tiers	8 543	5 215	12	24	—	—	23 560	17 266	5 089	4 727	92	134	—	—
Emplois	17 173	13 366	151	168	5 753	5 550	25 316	23 032	37 566	36 075	417	426	55 522	56 727
Producteurs d'énergie primaire	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	663	643
Cokeries, usines à gaz (g)	6 883	6 728	—	—	—	—	—	—	1	1	22	21	128	125
Centrales électriques (h)	6 384	4 691	—	—	—	—	—	—	2 652	1 523	46	56	6 556	6 592
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	1 542	1 411	—	—	630	631
Consommateurs finals	2 036	1 800	151	168	5 238	5 000	—	—	15 528	14 592	329	336	43 218	44 380
Sidérurgie (i)	30	34	—	—	4 976	4 747	—	—	218	168	54	64	4 311	4 351
Autres industries (d) (j)	646	505	86	98	220	213	—	—	2 556	2 400	82	82	18 685	19 149
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	5 458	5 508	—	—	1 023	1 026
Secteurs domestique et équivalents	1 360	1 261	65	70	42	40	—	—	5 141	4 178	164	165	19 199	19 854
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	2 155	2 338	29	25	—	—
Consommation intérieure	15 309	13 226	151	168	5 238	5 000	25 175	23 079	19 723	17 527	397	413	51 195	52 371
Exportations vers la Communauté (f) (k)	632	528	—	—	315	431	486	131	11 769	12 359	11	10	4 318	4 356
Exportations vers les pays tiers	79	116	—	—	163	180	—	—	3 543	3 594	—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 573	2 573	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	+425	+152	—	—	+ 37	- 61	-345	-178	- 47	+ 22	+ 9	+ 3	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	+668	-683	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1983.

(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).

(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.

(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas-produits ont été convertis en tec à raison de 20 930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.

(e) Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.

(g) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.

(h) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.

(i) Y compris la consommation des autoproduiteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.

(j) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.

(k) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.

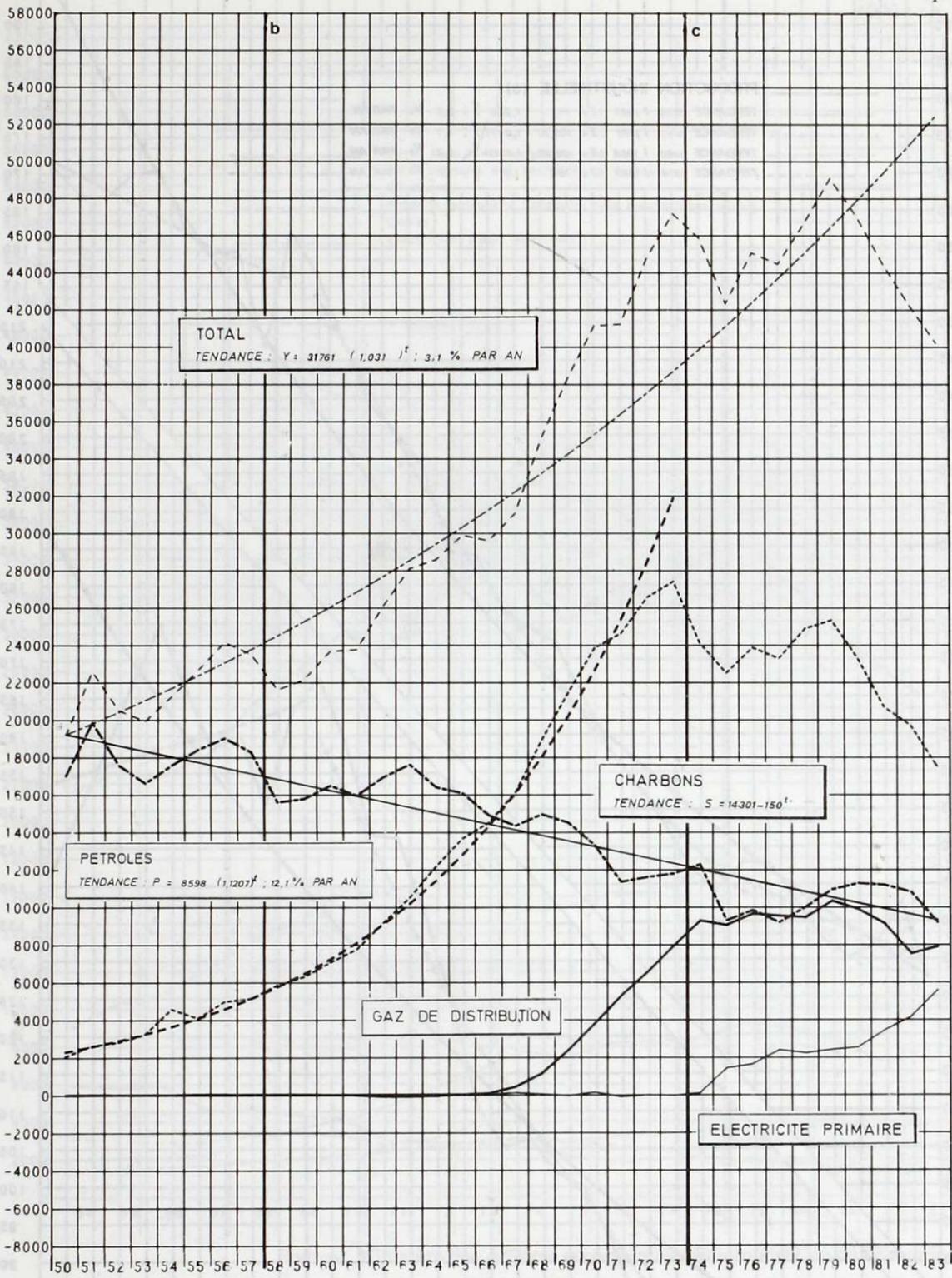
(l) Y compris les schistes combustibles calculés à 15 110 kjoules/kg.

(m) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons, d'autre part.

(n) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

VI-J — Consommation apparente d'énergie primaire (a)

1000 t.e.p.

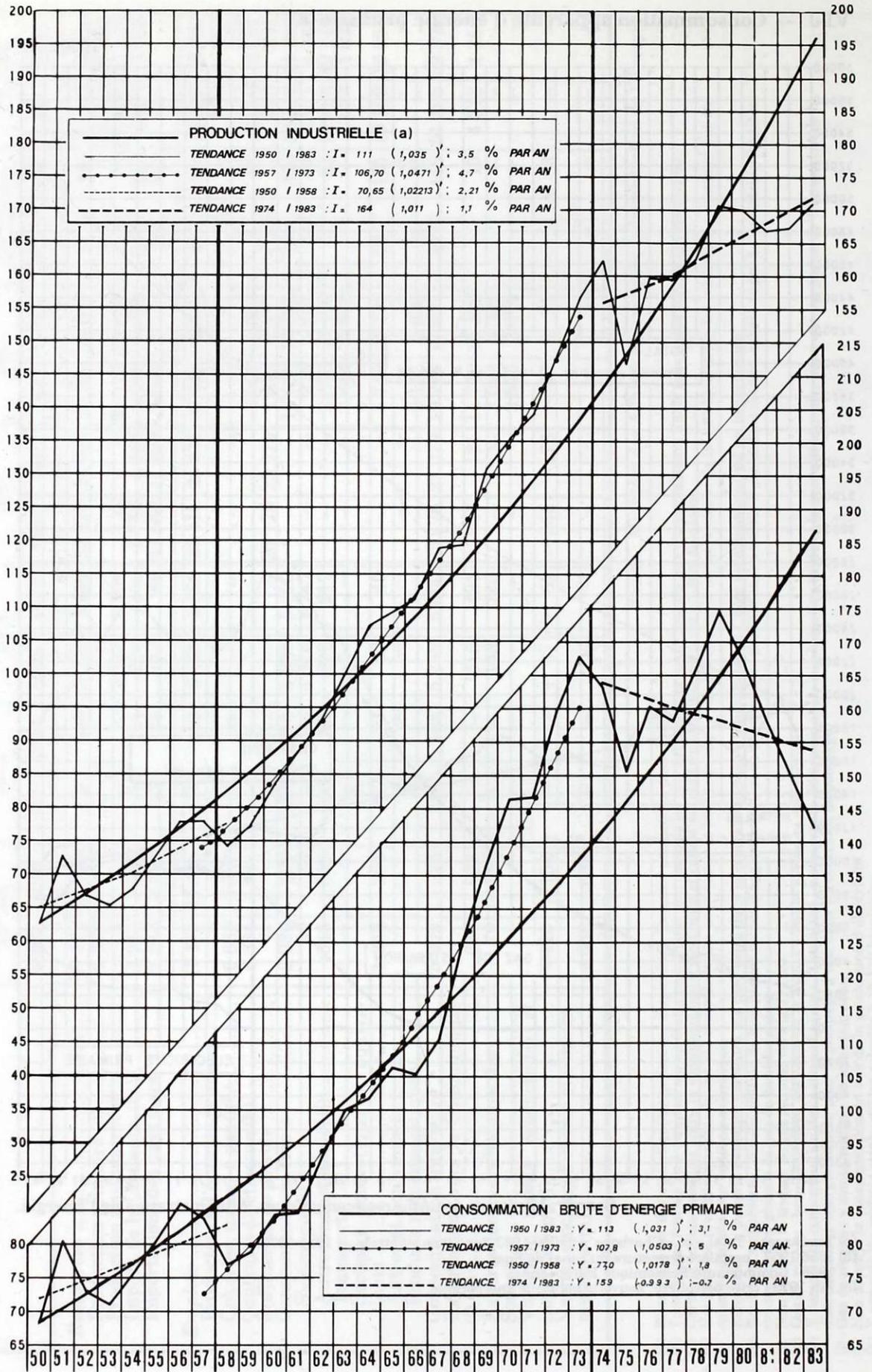


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

- (a) Tendances « Total » et « Charbons » : 1950-1983, tendance « Pétrole » : 1950-1973.
- (b) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
- (c) Fin 1973 : crise pétrolière; nouvelle politique énergétique.

VI-K — Comparaison entre l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

1963 = 100

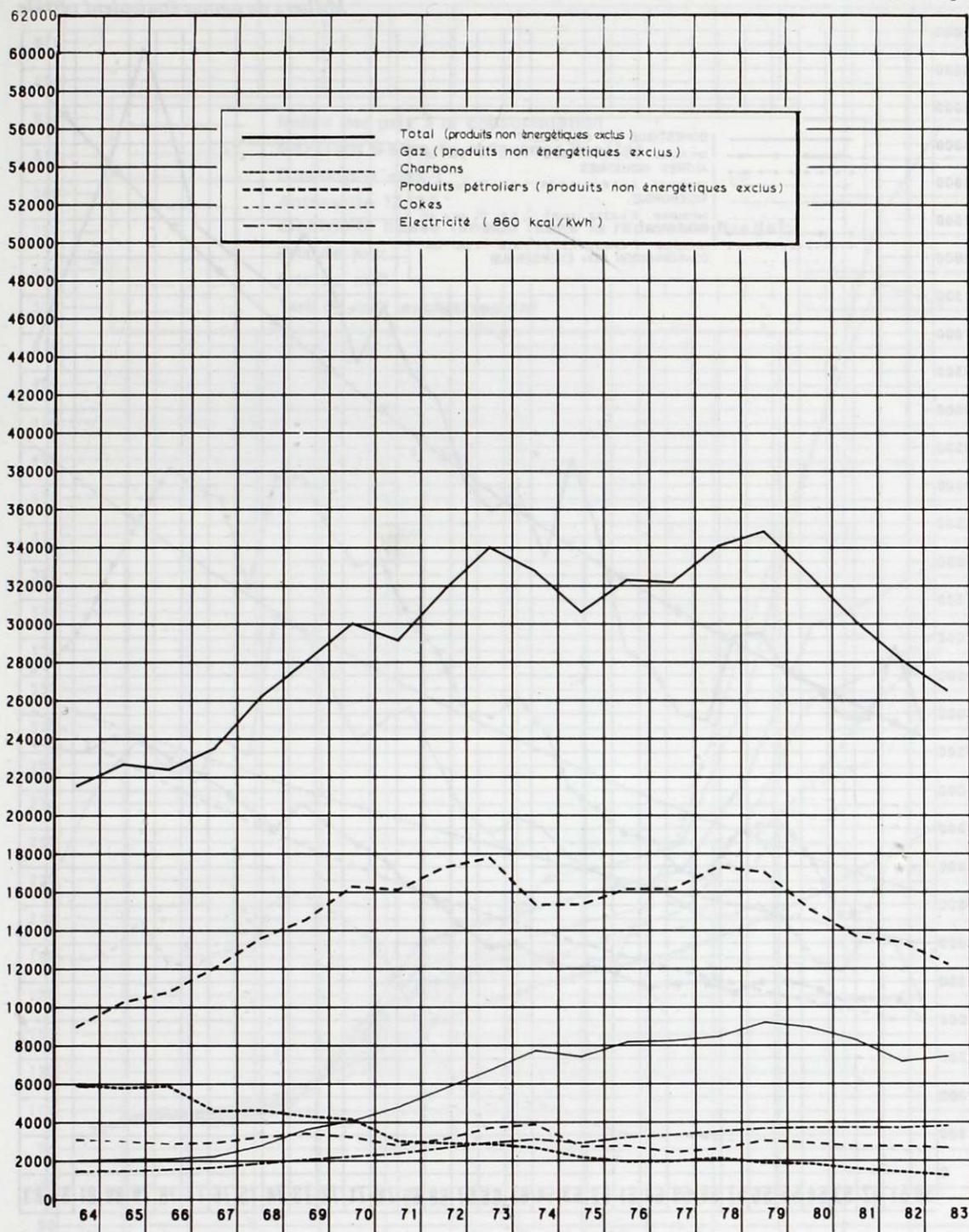


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

VI-L — Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie

1000 t.e.p.

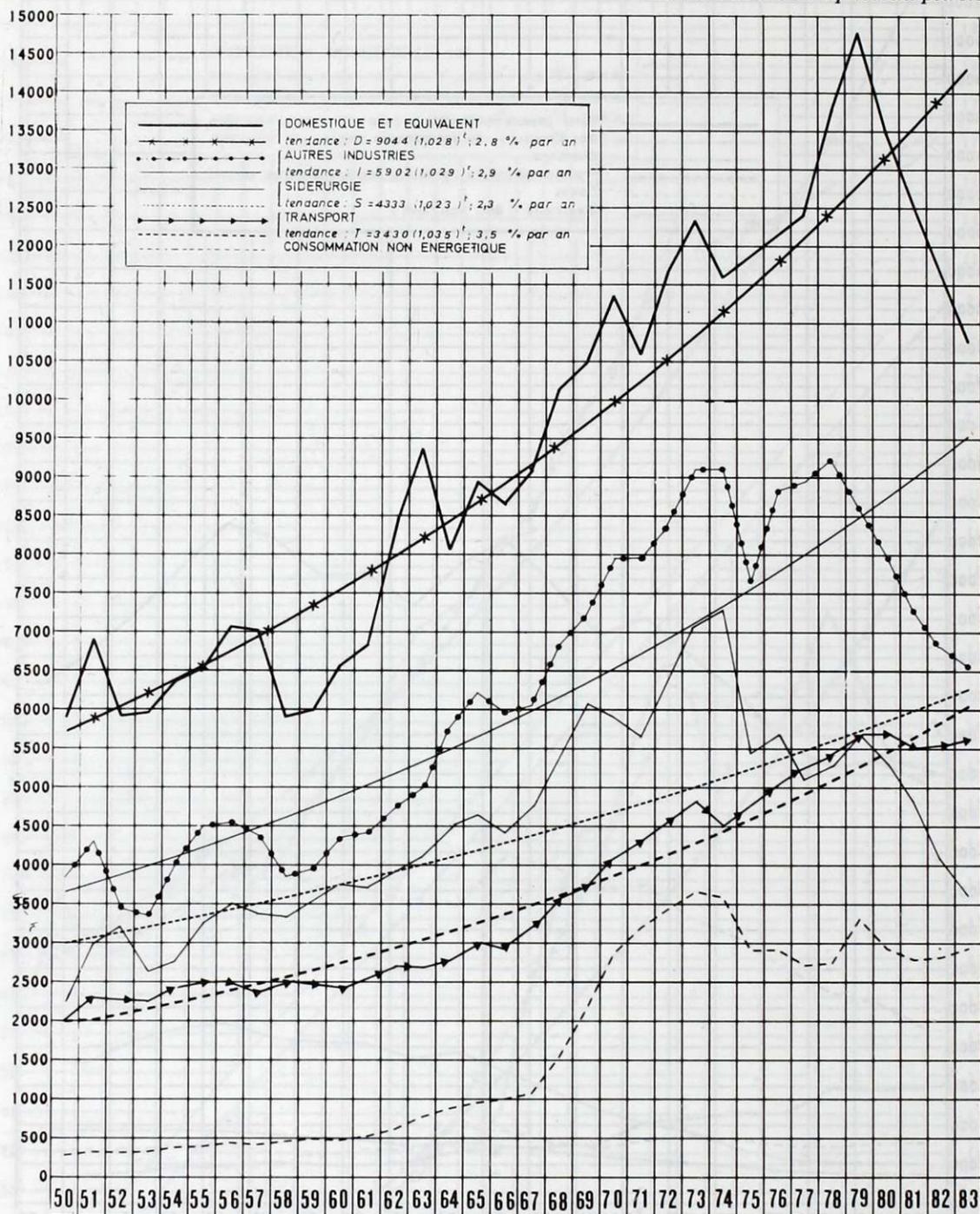


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.

VI-M — Consommation finale d'énergie par secteur (a)

Milliers de tonnes équivalent pétrole

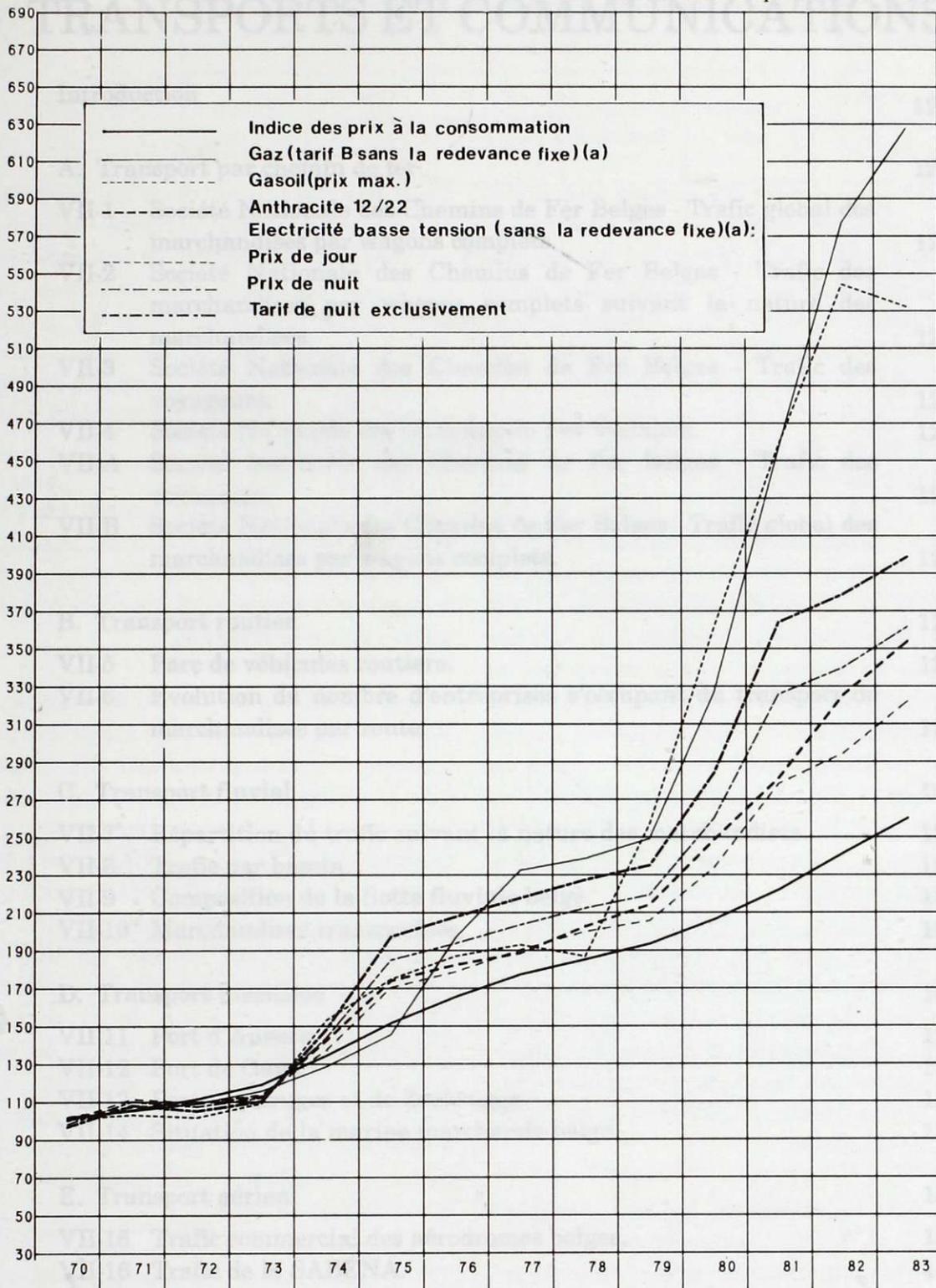


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Tendence 1950-1983.

VI-N — Evolution des prix moyens de l'énergie

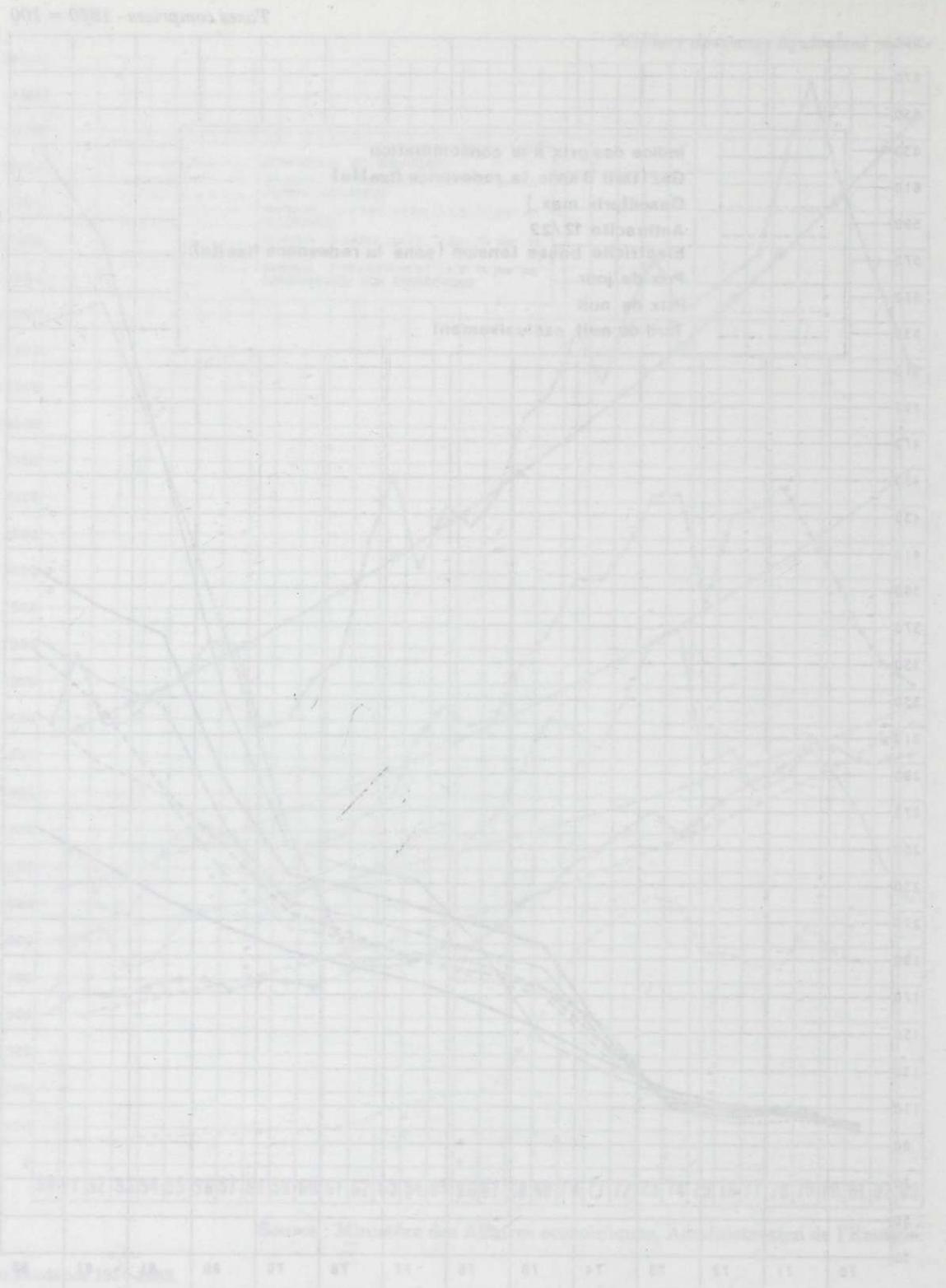
Taxes comprises - 1970 = 100



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Énergie.

(a) Seul le terme proportionnel.

VII - Evolution des prix moyens de l'énergie dans les pays de l'Europe - 1950 = 100



Source: Ministère des Affaires Économiques, Administration de l'Énergie. (a) Index de base proportionnel.

VII. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Introduction	124
A. Transport par chemin de fer	125
VII-1 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic global des marchandises par wagons complets.	125
VII-2 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des marchandises par wagons complets suivant la nature des marchandises.	125
VII-3 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des voyageurs.	126
VII-4 Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.	126
VII-A Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des voyageurs.	127
VII-B Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic global des marchandises par wagons complets.	127
B. Transport routier	128
VII-5 Parc de véhicules routiers.	128
VII-6 Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route.	128
C. Transport fluvial	129
VII-7 Répartition du trafic suivant la nature des marchandises.	129
VII-8 Trafic par bassin.	129
VII-9 Composition de la flotte fluviale belge.	130
VII-10 Marchandises transportées.	131
D. Transport maritime	132
VII-11 Port d'Anvers.	132
VII-12 Port de Gand.	132
VII-13 Ports de Bruges et de Zeebrugge.	133
VII-14 Situation de la marine marchande belge.	134
E. Transport aérien	135
VII-15 Trafic commercial des aérodromes belges.	135
VII-16 Trafic de la SABENA.	136
F. Transport global	137
VII-17 Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport.	137
VII-18 Comparaison en volume des trois principaux modes de transport.	138
	123

INTRODUCTION

L'hétérogénéité du secteur des transports nécessite l'examen de nombreuses sources afin d'en donner un aperçu statistique. Les mesures statistiques mises en œuvre à cet effet sont d'ordres divers : aussi les renseignements ci-après présentent les caractéristiques principales pouvant revêtir une importance pour l'appréciation du contenu et de la portée exacte des données.

Les données relatives au transport par rail (tableaux VII-1 à VII-4 et graphiques VII-A et VII-B) ont été tirées de « L'annuaire statistique de la S.N.C.B. ». L'ampleur du transport ferroviaire exprimé en millions de tonnes-kilomètre est obtenue en multipliant le poids affrété (en tonnes) par la distance tarifaire en kilomètres. Le nombre de kilomètres-passagers est calculé différemment selon qu'il s'agit de billets ou d'abonnements. Pour les voyageurs avec billet, les recettes, taxe finale non comprise, sont divisées par le prix au kilomètre; pour les passagers avec abonnement (trajet limité, abonnement social, scolaire, de réseau), le nombre de kilomètres, trajet moyen ou nombre forfaitaire de kilomètres, est multiplié par le nombre de déplacements, en fonction de la nature de l'abonnement.

Pour le transport routier (tableaux VII-5 et VII-6), l'interprétation des données se rapportant au nombre d'entreprises doit se faire avec prudence. En effet, la statistique établie par l'Institut du Transport Routier sur base de données du Ministère des Communications présente parfois des surestimations. Les autorisa-

tions délivrées sont valables pour une période déterminée; certains véhicules peuvent déjà être retirés de la circulation alors que les entreprises conservent les licences. De plus, dans le cas de la location, il est stipulé que les deux parties contractantes doivent disposer d'une autorisation, laquelle apparaît donc deux fois dans la statistique.

En ce qui concerne la navigation intérieure (tableaux VII-7 à VII-10), la notion de tkm est simplement le produit du tonnage transporté et du nombre de kilomètres chargés effectués.

Pour le transport maritime (tableaux VII-11 à VII-14), le tonnage s'exprime par tonneau registre brut (2,83 m³), tandis que le chargement s'exprime en tonnes métriques. Les données concernant le chargement et le déchargement donnent un aperçu de la nature du trafic spécifique à un port. Le trafic portuaire peut être qualifié d'équilibré, lorsque les chargements et les déchargements sont environ identiques. La situation de la marine marchande belge est donnée au 31 décembre et à titre indicatif; en effet, des décalages se produisent en cours d'année, notamment pour les navires avec conteneurs et ceux transportant la marchandise en vrac.

Pour le transport aérien, la statistique ne porte que sur le trafic commercial, c.à.d. qu'elle ne tient pas compte des vols locaux, d'instruction, d'essai ou publicitaires, qui figurent aussi dans les statistiques de la Régie des Voies aériennes.

A. TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER

VII-1 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535
1980	19 008	20 024	14 216	17 815	71 063	7 999
1981	20 308	20 204	13 393	15 731	69 636	7 258
1982	18 534	18 026	12 249	13 592	62 401	6 788
1983	19 162	17 919	12 263	13 961	63 305	6 870

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

VII-2 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges Trafic des marchandises par wagons complets suivant la nature des marchandises

Millions de t/km

NATURE DES MARCHANDISES	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produits agricoles et alimentaires ...	306	327	423	413	425	470	482
Combustibles solides	1 205	1 280	1 524	1 451	1 320	1 239	1 226
Minerais	1 522	1 786	2 256	2 055	1 780	1 415	1 293
Produits métallurgiques	1 582	1 761	2 045	1 782	1 724	1 525	1 562
Matériaux de construction et produits de carrières	401	425	464	493	444	405	411
Produits textiles	22	17	19	18	16	16	16
Produits chimiques	570	600	753	684	648	606	667
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	476	456	486	514	579	570	597
Divers	401	467	565	589	592	542	616
<i>Total ...</i>	6 485	7 119	8 535	7 999	7 528	6 788	6 870

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

VII-3 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des voyageurs

Millions

ANNEÉ	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343
1980	164	6 963	3 133	2 516	1 314
1981	167	7 078	3 256	2 449	1 373
1982	163	6 879	3 091	2 322	1 466
1983	156	6 631	2 797	2 362	1 472

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, tourrail +16 jours.

(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.V. au 1^{er} juillet 1977.

VII-4 — Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux
Nombre de voyageurs

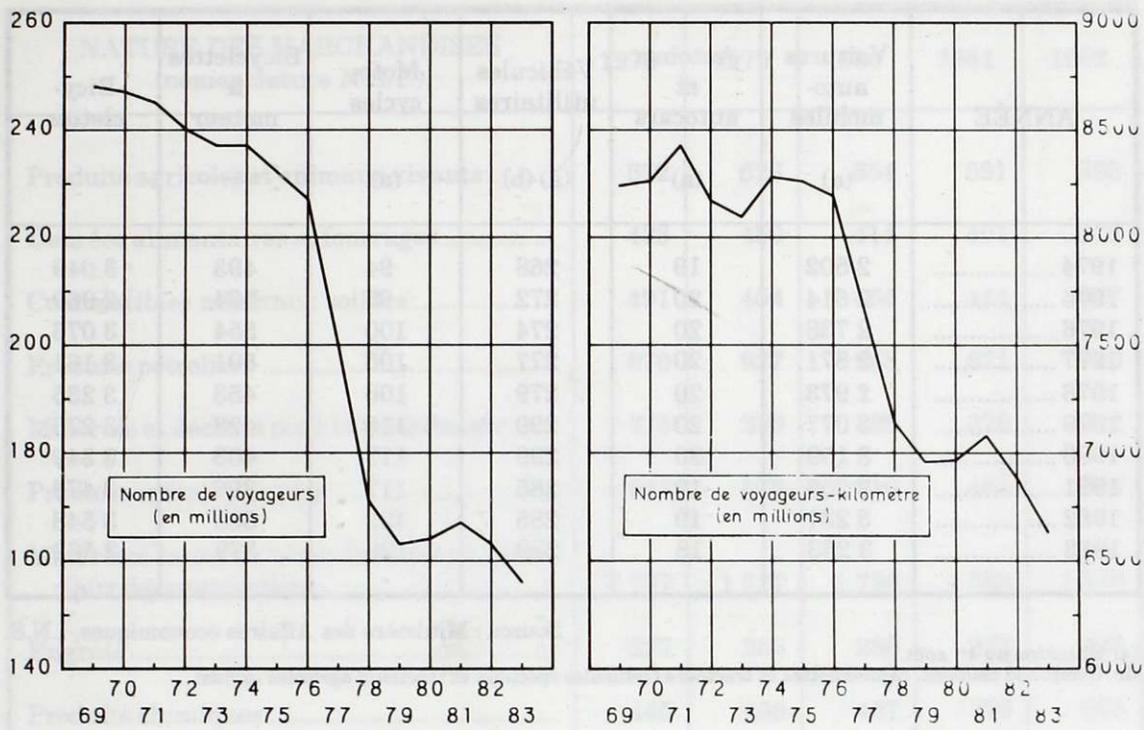
1000

ANNEÉ	Total	Services électriques	Services d'auto-motrices	Services d'autobus
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707(a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592
1980	306 014	14 125	262	291 627
1981	305 061	14 707	279	290 025
1982	289 655	13 390	300	275 965
1983	275 941	12 572	290	263 079

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

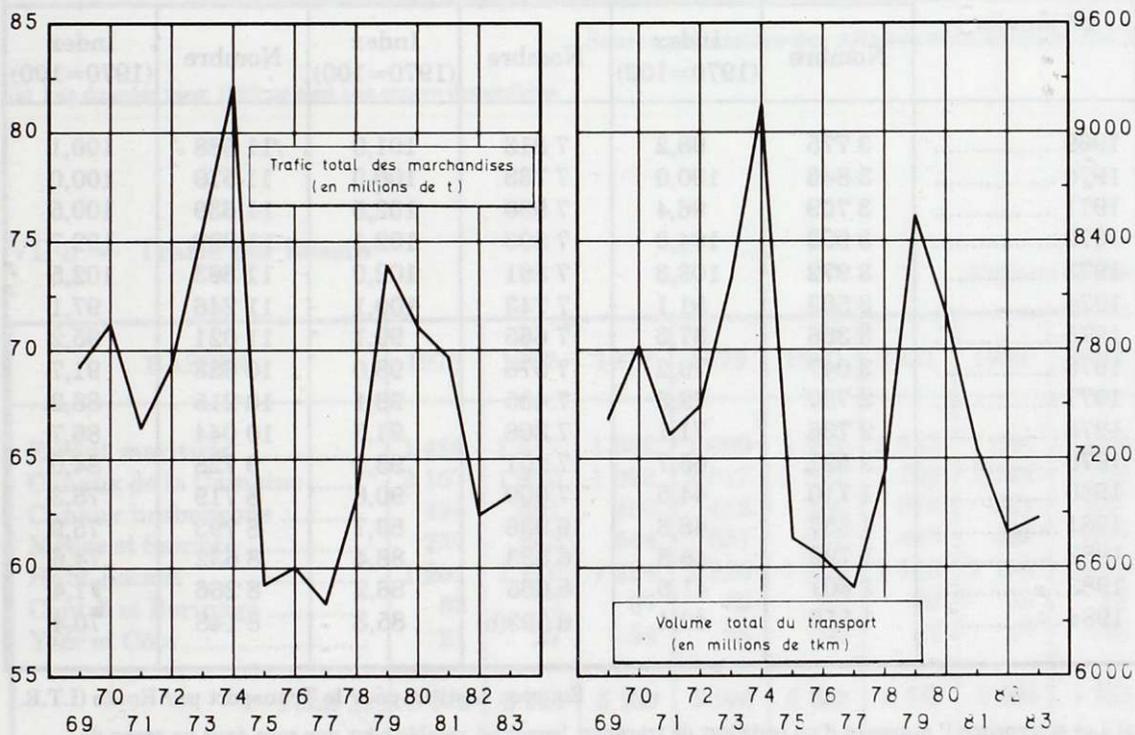
(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1^{er} juillet 1977.

VII-A — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

VII-B — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

B. TRANSPORT ROUTIER

VII-5 — Parc de véhicules routiers

1000

ANNÉE	Voitures auto-mobiles	Autobus et autocars	Véhicules utilitaires	Moto-cycles	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
	(a)	(a)	(a) (b)	(a)		
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	534	2 969
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 161
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273
1980	3 159	20	299	113	403	3 349
1981	3 206	19	285	117	396	3 473
1982	3 231	19	285	122	388	3 548
1983	3 263	18	289	126	379	3 562

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Situation au 1^{er} août.

(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

VII-6 — Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route (a)

Au 1 ^{er} janvier :	Entreprises P		Entreprises V		Total	
	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)
1969	3 775	98,2	7 813	101,0	11 588	100,1
1970	3 846	100,0	7 733	100,0	11 579	100,0
1971	3 709	96,4	7 930	102,5	11 639	100,5
1972	3 999	104,0	7 893	102,1	11 892	102,7
1973	3 972	103,3	7 891	102,0	11 863	102,5
1974	3 503	91,1	7 743	100,1	11 246	97,1
1975	3 356	87,3	7 665	99,1	11 021	95,2
1976	3 047	79,2	7 576	98,0	10 623	91,7
1977	2 780	72,3	7 435	96,1	10 215	88,2
1978	2 736	71,1	7 308	94,5	10 044	86,7
1979	2 527	65,7	7 201	93,1	9 728	84,0
1980	1 710	44,5	7 009	90,6	8 719	75,3
1981	1 857	48,3	6 936	89,7	8 793	75,9
1982	1 799	46,8	6 833	88,4	8 632	74,6
1983	1 601	41,6	6 665	86,2	8 266	71,4
1984	1 555	40,4	6 593(b)	85,3	8 148	70,4

Source : Institut pour le Transport par Route (I.T.R.).

(a) Les entreprises P disposent d'un certificat de transport lequel est valable pour une zone dans un rayon de 25 km.

Les entreprises V ont une autorisation de transport valable à l'échelon national.

(b) Y compris 2 388 entreprises disposant d'une autorisation pour le transport international.

C. TRANSPORT FLUVIAL

VII-7 — Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)

Millions t/km

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1978	1979	1980	1981	1982
Produits agricoles et animaux vivants	672	626	654	591	595
Denrées alimentaires et fourrages	433	450	414	401	378
Combustibles minéraux solides	491	454	464	444	377
Produits pétroliers	870	927	943	871	743
Minerais et déchets pour la métallurgie	375	390	389	376	352
Produits métallurgiques	643	575	516	485	380
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	1 737	1 727	1 736	1 585	1 540
Engrais	227	253	288	272	325
Produits chimiques	445	458	407	376	278
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	46	47	42	42	36
<i>Total ...</i>	5 939	5 908	5 853	5 442	5 004

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Les données pour 1983 ne sont pas encore disponibles.

VII-8 — Trafic par bassin

Millions de t/km

BASSIN	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Escaut maritime	1 480	1 517	1 562	1 609	1 591	1 545	1 254	1 258
Canaux de la Campine	2 107	1 980	1 998	2 017	1 991	1 792	1 748	1 740
Canaux brabançons	424	401	400	412	424	375	321	287
Meuse et Sambre	757	643	644	557	521	495	480	497
Haut-Escaut	1 201	1 116	1 224	1 223	1 235	1 148	1 100	1 078
Centre et Borinage	83	77	67	62	61	60	75	89
Yser et Côte	21	27	24	28	30	27	27	24
<i>Total ...</i>	6 072	5 761	5 939	5 908	5 853	5 442	5 004	4 972

Source : Ministère des Affaires économiques I.N.S.

VII-9 — Composition de la flotte fluviale belge

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes
Au 1 ^{er} janvier 1974	4 278	2 149,4	278	209,1	59	85,9	4 615	2 444,4
Au 1 ^{er} janvier 1975	3 929	2 065,3	206	177,5	51	78,6	4 186	2 321,4
Au 1 ^{er} janvier 1976	3 548	1 814,4	206	177,5	51	78,6	3 805	2 070,5
Au 1 ^{er} janvier 1977	3 025	1 609,6	138	107,6	59	100,9	3 292	1 818,1
Au 1 ^{er} janvier 1978	2 994	1 594,8	136	106,0	59	100,9	3 189	1 801,7
Au 1 ^{er} janvier 1979	2 763	1 499,8	117	88,8	63	112,7	2 943	1 701,3
Au 1 ^{er} janvier 1980	2 572	1 412,3	105	78,3	74	134,4	2 751	1 625,0
Au 1 ^{er} janvier 1981	2 478	1 387,8	94	70,0	83	151,2	2 655	1 609,0
Au 1 ^{er} janvier 1982	2 345	1 346,7	87	65,0	86	163,5	2 518	1 575,4
Au 1 ^{er} janvier 1983	2 244	1 311,5	79	56,1	87	169,9	2 410	1 537,6
Au 1 ^{er} janvier 1984	2 188	1 281,0	61	48,5	92	186,7	2 341	1 516,1

Sources : Ministère des Communications; Institut pour le transport par batellerie.

VII-10 — Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935
1979	21 080	45 198	30 813	4 309	101 400	5 908
1980	20 206	44 106	32 323	4 294	100 930	5 853
1981	18 678	43 447	31 301	3 777	97 204	5 442
1982	21 826	37 020	27 787	3 956	90 589	5 004
1983	20 050	37 195	30 249	3 728	91 222	4 972

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

D. TRANSPORT MARITIME

VII-11 — Port d'Anvers Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Débar- quement	Embar- quement	Total
1974	18 755	87 963	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	84 002	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	91 384	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	94 028	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	98 260	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	103 542	46 100	33 990	80 090
1980	17 151	102 696	46 549	35 387	81 935
1981	16 802	104 611	43 724	36 036	79 760
1982	17 097	112 683	50 067	34 136	84 203
1983	16 214	108 992	46 469	33 853	80 322

Source : Ville d'Anvers, Direction générale du port.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir le T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

VII-12 — Port de Gand Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Débar- quement	Embar- quement	Total
1974	4 093	12 233	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	10 760	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	12 536	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	12 016	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	13 002	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	15 278	14 293	4 027	18 320
1980	3 260	15 701	15 147	3 277	18 424
1981	3 032	16 648	15 723	3 604	19 327
1982	3 407	18 674	19 011	3 883	22 894
1983	3 754	19 533	18 943	4 981	23 924

Source : Régie du port de la ville de Gand.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir la T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

VII-13 — Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNÉE	Navigation maritime						Navigation fluviale		Total chargement (1000-t)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Chargement (1000 t)			Navires entrés (nombre)	Chargement (1000 t)		
			Débarque- ment	Embarque- ment	Total				
1974	6 796	32 541	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636	
1975	7 452	35 987	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520	
1976	7 593	36 511	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151	
1977	8 373	39 654	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413	
1978	8 700	42 001	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017	
1979	9 050	45 163	10 885	4 191	15 076	1 802	756	15 832	
1980	9 550	48 212	10 088	4 101	14 189	1 856	830	15 019	
1981	9 043	45 368	8 552	4 289	12 841	1 654	744	13 585	
1982	8 625	39 287	5 261	4 097	9 358	1 643	725	10 083	
1983	8 930	39 382	5 687	4 618	10 305	1 482	587	10 892	

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure à savoir le T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

VII-14 — Situation de la marine marchande belge

TYPE	31 décembre 1982		31 décembre 1983	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-conteneurs ...	28	985 579	30	1 099 679
Cargos	16	111 042	15	81 524
Navires polyvalents	2	26 768	4	32 458
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers	6	259 434	4	192 465
Bateaux citernes pour produits résiduaire	2	1 678	2	1 678
Navires de combinaison	2	45 046	—	—
Navires conteneurs	7	184 739	8	187 794
Navires frigorifiques	4	27 138	3	21 285
Minéraliers	1	38 765	1	38 214
Allèges de mer	6	20 136	6	20 136
Paquebots	1	4 356	1	4 356
Car-ferries	9	43 288	7	40 181
Bateaux citernes pour le gaz	4	86 900	5	138 733
Plate-formes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	4	12 358	5	17 939
Navires pour le transport du bétail	1	941	1	941
Hydroptère	2	578	2	578
Navires O.B.O.	2	137 538	3	206 307
<i>Total ...</i>	105	2 085 607	105	2 183 585

Source : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

E. TRANSPORT AÉRIEN

VII-15 — Trafic commercial des aéroports belges

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
<i>Vols (unités)</i>			
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
1980	84 550	15 789	100 339
1981	80 012	14 122	94 134
1982	76 989	14 222	91 211
1983	75 301	14 613	89 914
<i>Passagers (unités)</i>			
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
1980	4 046 643	1 222 596	5 269 239
1981	4 314 844	1 071 270	5 386 114
1982	4 221 263	1 142 702	5 363 965
1983	4 128 185	1 263 135	5 391 320
<i>Fret (tonnes)</i>			
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
1980	158 795	20 012	178 807
1981	159 772	14 519	174 291
1982	152 517	12 601	165 118
1983	122 609	14 236	136 845
<i>Courrier (tonnes)</i>			
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027
1980	7 765	205	7 970
1981	9 493	153	9 646
1982	8 806	350	9 156
1983	8 064	432	8 496

Source : Régie des Voies Aériennes.

VII-16 — Trafic de la SABENA

ANNÉE	Voyageurs trans- portés (milliers)	Voyageurs- kilomètre (millions)	Fret (en millions de tonnes- kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes- kilomètre)	Millions de tonnes- kilomètre transportées	Millions de tonnes- kilomètre offertes	Coefficient de chargement (en pour-cent)
1973	1 649,9	4 211,9	240,3	8 972,2	635,5	946,6	67,1
1974	1 693,4	4 535,8	287,1	8 589,9	711,8	1 137,6	62,6
1975	1 680,6	4 581,1	286,8	7 953,1	719,2	1 197,4	60,1
1976	1 764,0	4 453,3	366,7	9 130,7	784,2	1 280,3	61,3
1977	1 954,7	4 495,7	371,4	8 551,4	789,6	1 306,4	60,4
1978	2 027,1	4 500,1	375,8	10 248,9	791,1	1 310,5	60,4
1979	2 043,1	4 822,2	504,2	11 066,3	949,3	1 448,8	65,5
1980	1 974,5	4 853,7	467,9	11 277,7	916,1	1 438,3	63,7
1981	2 053,0	5 204,1	461,9	12 542,4	942,9	1 433,9	65,8
1982	2 002,6	5 287,7	487,5	13 125,8	976,5	1 462,4	66,8
1983	1 956,8	5 296,6	489,1	13 820,2	979,7	1 401,6	69,9

Source : SABENA.

F. TRANSPORT GLOBAL

VII-17 — Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport

1000 t

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Transport routier :</i>					
— trafic intérieur	286 494	310 711	299 884	291 211	..
— importation (a)	24 845	25 989	28 581	29 849	..
— exportation (a)	24 845	25 989	28 581	29 849	..
— transit (b)	6 335	8 574	10 152	9 832	..
<i>Total ...</i>	342 519	371 263	367 198	360 741	..
<i>Navigation intérieure :</i>					
— trafic intérieur	21 080	20 206	18 678	21 826	20 050
— importation	45 198	44 106	43 447	37 020	37 195
— exportation	30 813	32 323	31 301	27 787	30 249
— transit	4 309	4 294	3 777	3 956	3 728
<i>Total ...</i>	101 400	100 930	97 204	90 589	91 222
<i>Chemin de fer :</i>					
— trafic intérieur	18 181	19 008	20 308	18 534	19 162
— importation	22 107	20 025	20 204	18 026	17 919
— exportation	15 584	14 216	13 393	12 249	12 263
— transit	18 007	17 816	15 731	13 592	13 961
<i>Total ...</i>	73 879	71 063	69 636	62 401	63 305
<i>Total général ...</i>	517 798	543 256	534 038	513 731	..

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La statistique des transports routiers ne tient compte que des véhicules belges. Afin de comparer les transports routiers avec les deux autres moyens de transport, il est supposé que dans le transport international routier, les importations (les exportations) à l'aide de véhicules étrangers sont égales aux exportations (importations) à l'aide de véhicules belges.

(b) Empruntée à la statistique du commerce extérieur (transit par route, sans transbordement).

VII-18 — Comparaison en volume des trois principaux modes de transport

millions de t/km

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Transport routier :</i>					
— trafic intérieur	9 861	10 315	10 060	10 201	..
— importation (a)	2 288	2 354	2 483	2 642	..
— exportation (a)	2 288	2 354	2 483	2 642	..
— transit (b)	1 267	1 715	2 030	1 966	..
<i>Total ...</i>	15 704	16 738	17 056	17 451	..
<i>Navigation intérieure :</i>					
— trafic intérieur	1 662	1 570	1 364	1 656	1 589
— importation	2 202	2 193	1 120	1 660	1 646
— exportation	1 501	1 550	1 478	1 183	1 246
— transit	543	540	479	504	491
<i>Total ...</i>	5 908	5 853	5 442	5 004	4 972
<i>Chemin de fer :</i>					
— trafic intérieur	1 132	1 109	1 055	1 001	986
— importation	2 489	2 145	2 116	1 882	1 916
— exportation	1 787	1 661	1 560	1 504	1 539
— transit	3 127	3 084	2 796	2 401	2 429
<i>Total ...</i>	8 535	7 999	7 528	6 788	6 870
<i>Total général ...</i>	30 147	30 590	30 026	29 243	..

Source : Ministère des Affaires économiques. I.N.S.

- (a) La statistique des transports routiers ne tient compte que des véhicules belges. Afin de comparer les transports routiers avec les deux autres moyens de transport, il est supposé que dans le transport international routier, les importations (les exportations) à l'aide de véhicules étrangers sont égales aux exportations (importations) à l'aide de véhicules belges.
- (b) Empruntée à la statistique du commerce extérieur (transit par route, sans transbordement). La distance parcourue est fixée forfaitairement à 200 km.

VIII. DISTRIBUTION

Introduction	140
VIII-1 Evolution en valeur des ventes au détail par type de distribution.	143
VIII-2 Evolution en quantité des ventes au détail par type de distribution.	144
VIII-3 Ventes à la consommation en 1983.	145
VIII-4 Répartition des ventes au détail par type de distribution.	146
VIII-5 Evolution des magasins en libre service.	147
VIII-6 Indices des ventes à la consommation.	148
VIII-7 Immatriculations et radiations au Registre du Commerce.	149
VIII-8 Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales.	150
VIII-9 Caisse Nationale de Crédit Professionnel.	150
VIII-10 Commerce ambulant.	151
VIII-A Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail.	152
VIII-B Caisse Nationale de Crédit Professionnel.	153

INTRODUCTION

Les mesures gouvernementales visant à opérer un transfert de revenus, en vue de rétablir la compétitivité des entreprises exportatrices et d'assainir les finances publiques (1), ont entamé le revenu réel disponible des ménages en 1983. Ce fléchissement a naturellement influencé négativement les ventes du commerce de détail, car les consommateurs ont été amenés à réduire leurs dépenses tant alimentaires que non alimentaires. Ce comportement nouveau se traduit par un recul sensible des ventes de biens ménagers durables, d'automobiles et des achats de produits alimentaires, probablement dû à un glissement vers des produits moins chers.

Ces conditions sont nouvelles pour le secteur de la distribution qui est assez diversifié : l'impact des restrictions de dépenses consenties par les ménages ne touche pas de la même manière les différentes formes de distribution. En 1983, les magasins à succursales du commerce intégré parviennent encore à maintenir un chiffre d'affaires en légère croissance au détriment du commerce indépendant (plus spécialisé mais trop cher) alors que les résultats des coopératives de consommation s'effondrent de plus en plus.

Cette évolution est assez logique dans l'optique de resserrement des dépenses des ménages; ceux-ci cherchent de plus en plus à obtenir les mêmes produits à des

coûts moindres et acceptent donc mieux les contraintes de déplacement et le groupage des achats que nécessitent les grandes surfaces. L'analyse des différents tableaux permet de mieux mettre en lumière l'impact de ces comportements sur le secteur de la distribution.

L'évolution des ventes au détail par type de distribution est analysée à partir de l'enquête mensuelle de l'I.N.S. auprès des commerçants (tableaux VIII-1 à 3). Deux remarques préliminaires doivent être formulées concernant ces tableaux. D'une part, contrairement aux années précédentes, tous les chiffres sont provisoires, vu que l'I.N.S. n'a pas encore communiqué les corrections destinées à mettre les résultats pour 1982 en concordance avec la comptabilité nationale; ces résultats sont plus pessimistes que ne le laisserait supposer la comptabilité nationale. D'autre part, les modifications d'échantillonnage n'ont plus permis d'établir une distinction entre les grands magasins et les entreprises à succursales qui connaissaient des évolutions divergentes. Les supermarchés des grands distributeurs qui appartenaient à la rubrique « entreprises à succursales multiples » sont à présent confondus avec les « grands magasins » dont le chiffre d'affaires était structurellement en baisse.

(1) Voir « L'Economie belge en 1983 », partie I, Analyse conjoncturelle.

Les tableaux VIII-1 et 2 reprennent les taux de croissance en valeur et en volume des branches du commerce selon les formes de distribution. Le tableau VIII-2 est calculé à partir du tableau VIII-1 par déflation, par des indices de prix correspondant à la catégorie de produits sous rubrique. Il n'est malheureusement pas possible d'établir des indices de prix spécifiques à chaque forme de distribution étant donné le manque de chiffres disponibles à ce sujet (l'évolution des prix de détail dans l'alimentation peut différer selon les établissements du petit commerce de détail ou les supermarchés de grands distributeurs).

Le tableau VIII-3 reprend les taux de croissance mensuels en valeur de la série originale et celui de la moyenne mobile sur 12 mois de la série désaisonnalisée. L'objet de ce tableau est de mettre l'accent sur l'évolution mensuelle des ventes selon chaque forme de distribution.

L'analyse de ces trois tableaux sous l'angle des catégories de produits fait apparaître une chute sensible du volume des ventes de chaque rubrique. Sous l'angle des formes de distribution, seule la nouvelle branche « grands magasins et entreprises à succursales », qui représente environ 10 % de l'ensemble du chiffre d'affaires du commerce de détail, augmente encore ses ventes de 2 %; toutes les autres formes de distribution voient le volume de leurs ventes baisser à l'image de l'ensemble du commerce qui regresse de 7,9 %. Il faut remarquer que les ventes des coopératives se replient nettement plus que la moyenne des autres branches, ce qui traduit bien l'anémie de ce type de distribution qui se poursuit depuis quelques années.

Les tableaux VIII-4 et 5 synthétisent les résultats des études menées annuellement par le Comité Belge de la Distribu-

tion sur la répartition des ventes au détail par forme de distribution et l'évolution des magasins en libre service. Le tableau VIII-4 détaille l'évolution des parts de marché de chaque type de commerce en 1982 (dernière année disponible). Dans l'ensemble, les évolutions constatées sont très faibles sauf en ce qui concerne les entreprises du commerce indépendant intégré et franchiseurs spécialisés qui voient leur part de marché s'accroître de 2 % grâce à une meilleure prise en compte par rapport à 1981 du montant des ventes réalisées par le secteur du franchising (non alimentaire).

Le tableau VIII-5 reprend l'évolution des magasins en libre service. Les résultats au 1^{er} janvier 1984 sont calculés par le Comité belge de la Distribution selon une nouvelle approche basée sur des sources modifiées ou améliorées. Les chiffres de 1983 ne sont donc plus tout à fait comparables aux précédents mais étant donné la saturation du secteur du libre service, les évolutions sont suffisamment peu marquées pour autoriser une juxtaposition des résultats des dernières années. Selon ce Comité, une confusion entre diverses catégories de libre service est de plus en plus constatée, beaucoup d'épiceries se transformant en petites superettes qui ne comportent que des différences minimales par rapport aux petits supermarchés. La catégorie « magasins de plus de 400 m² sans boucherie » devient dépassée à la suite de l'augmentation du nombre de petits supermarchés spécialisés dans le « non alimentaire » et dont la taille dépasse 400 m².

Les tableaux VIII-7 et 8 font le point de l'application des dispositions légales en matière d'ouverture et de fermeture de points de ventes commerciaux. Le tableau VIII-7 reprend les statistiques d'immatriculations et de radiations au registre de commerce établies par l'Administration

du Commerce. En 1983, une diminution de 21 % des immatriculations de nouvelles sociétés est observée par rapport à 1982, alors que les immatriculations de commerçants indépendants et les radiations de commerce restent stables.

Le tableau VIII-8 fait le bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. La loi de 1975 impose une procédure contraignante à l'implantation de magasins à grande surface (plus grand que 1.500 m²

en zone urbaine). En 1983, la demande de création de surfaces commerciales et celle de modification à une surface existante ont porté sur 1,2 millions de m². Environ la moitié des demandes a été acceptée; elles concernaient surtout des extensions ou des remodelages de parts de ventes existantes et la création de nouvelles implantations moyennes du commerce indépendant. Par contre, seulement 25 % des demandes du commerce intégré (grandes surfaces) ont été autorisées.

VIII-1 — Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

Valeur, en % par rapport à l'année précédente

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins et entreprises à succursales (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés (c)		Total du commerce de détail	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
	Alimentation	6,6	- 3,0	9,6	6,3	-12,8	-28,2	8,9	3,4	7,3	1,1
Textiles et habillement	11,7	0,6	2,0	4,7	-30,8	-38,7	..	..	9,5	0,8
Articles d'ameublement et de ménage	4,0	-11,0	- 4,2	32,5	0,3	-10,8	..	..	4,1	-11,1
Autres articles	9,8	- 0,3	14,7	26,1	0,0	-28,1	..	..	10,2	1,2
Total ...	8,2	- 2,9	8,4	10,7	- 9,2	-27,5	8,9	3,4	8,1	- 0,9

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Données provisoires depuis 1982.

(b) Nouvelle rubrique regroupant deux anciennes catégories suite à des modifications d'échantillonnage.

(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Grands magasins et entreprises à succursales ».

VIII-2 — Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

Quantité, en % par rapport à l'année précédente (b)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins et entreprises à succursales (c)		Coopératives de consommation		Supermarchés (d)		Total du commerce de détail	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Alimentation	- 2,7	- 10,6	0,0	- 2,1	- 20,4	- 33,9	- 0,6	- 4,8	- 2,1	- 7,6
Textiles et habillement	5,8	- 5,5	- 3,4	- 0,9	- 34,5	- 42,4	..	..	3,7	- 4,8
Articles d'ameublement et de ménage	- 0,6	- 18,0	- 8,4	28,5	- 4,1	- 17,8	..	..	- 0,5	- 16,4
Autres articles	- 0,8	- 8,6	- 2,1	4,2	- 18,0	- 31,9	..	..	- 0,5	- 3,4
<i>Total ...</i>	<i>- 1,8</i>	<i>- 11,4</i>	<i>- 0,5</i>	<i>2,7</i>	<i>- 11,1</i>	<i>- 32,7</i>	<i>- 0,6</i>	<i>- 4,8</i>	<i>- 0,7</i>	<i>- 7,4</i>

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Données provisoires depuis 1982.

(b) Les pourcentages de variation totaux tiennent compte de l'importance relative des rubriques de chaque secteur avant déflation par les indices de prix correspondants.

(c) Nouvelle rubrique regroupant deux anciennes catégories suite à des modifications d'échantillonnage.

(d) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Grands magasins et entreprises à succursales ».

VIII-3 — Ventes à la consommation en 1983 (a)

Variation par rapport à l'année précédente, en %

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins et entreprises à succursales (c)		Coopératives de consommation		Supermarchés (d)		Total du commerce de détail			
									1982		1983 (b)	
	(e)	(f)	(e)	(f)	(e)	(f)	(e)	(f)	(e)	(f)	(e)	(f)
Janvier	3,3	8,0	10,2	8,3	- 8,9	- 9,2	-20,7	3,9	4,2	4,7	3,8	7,9
Février	0,4	7,4	12,4	9,0	-19,4	-10,1	6,6	3,9	8,3	5,5	2,1	7,4
Mars	- 3,0	5,9	18,0	9,5	-23,5	-11,6	8,4	3,6	14,0	6,6	- 0,3	6,2
Avril	- 8,7	4,2	8,4	9,3	-32,6	-13,9	2,5	3,0	7,0	7,6	- 1,1	4,1
Mai	- 2,9	3,2	9,7	9,7	-30,1	-15,2	4,3	3,0	7,0	7,6	- 1,1	4,1
Juin	- 3,1	2,7	11,7	9,9	-32,6	-17,2	5,7	3,1	3,5	7,1	- 0,9	3,7
Juillet	- 3,0	1,8	9,6	9,8	-24,6	-18,6	4,8	2,9	8,2	7,5	- 0,9	3,0
Août	0,5	1,1	12,5	10,1	-27,4	-20,1	7,4	3,2	8,4	7,6	2,4	2,4
Septembre	0,8	0,7	17,7	10,8	-32,3	-21,9	10,2	3,6	6,3	7,5	3,1	2,2
Octobre	- 6,2	- 0,2	7,6	11,2	-31,1	-23,0	4,1	3,7	4,2	7,3	- 4,2	1,5
Novembre	0,0	- 1,0	6,3	10,9	-28,1	-24,3	5,5	3,4	10,4	7,7	0,7	0,7
Décembre	- 9,3	- 2,7	7,2	10,9	-36,4	-27,2	6,1	3,3	11,4	8,0	- 6,3	- 0,6
L'année ...	- 2,9		10,7		-27,5		3,4		8,1		- 0,9	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur (1966=100).

(b) Données provisoires.

(c) Les groupes des grands magasins et des entreprises à succursales ont été fusionnés à la suite de changements structurels dans l'échantillon.

(d) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation.

(e) Indice en valeur par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

(f) Ecart en % de la moyenne mobile sur 12 mois par rapport à la moyenne correspondante de l'année précédente (données désaisonnalisées).

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

VIII-4 — Répartition des ventes au détail par forme de distribution (a)

En % du total

DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non alimentaires			Ventes totales		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
	Coopératives de consommation	1,0	0,9	0,8	0,4	0,3	0,3	0,7	0,5	0,4
Entreprises à succursales multiples	25,1	26,2	27,3	5,1	5,1	5,4	12,2	12,6	13,1
Grands magasins à rayons multiples	4,9	4,6	4,1	6,1	5,8	5,3	5,6	5,4	4,9
Ventes par correspondance	—	—	—	1,3	1,3	1,2	0,8	0,8	0,8
Ventes totales du commerce intégré	31,0	31,7	32,2	12,9	12,5	12,2	19,3	19,3	19,2
<i>Indépendants affiliés à des :</i>									
— coopératives d'achat de détaillants	4,2	4,2	4,1	1,0	1,0	0,9	2,2	2,2	2,0
— chaînes volontaires	4,6	4,5	4,4	0,3	0,2	0,2	1,8	1,8	1,6
— entreprises du commerce intégré et franchiseurs spécialisés	5,6	6,2	6,5	1,7	1,6	3,7	3,0	3,1	4,8
Ventes totales du commerce indépendant associé	14,4	14,9	15,0	3,0	2,8	4,8	7,0	7,1	8,4
Ventes du commerce indépendant non associé	54,6	53,4	52,8	84,1	84,7	83,0	73,7	73,6	72,4
Ventes totales du commerce indépendant	69,0	68,3	67,8	87,1	87,5	87,8	80,7	80,7	80,8
Ventes totales du commerce de détail	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Les données pour 1983 ne sont pas encore disponibles.

VIII-5 — Evolution des magasins en libre service

Au 1^{er} janvier

DÉSIGNATION	1980		1982 (a)		1984 (a)	
	Nom- bre	En % du total	Nom- bre	En % du total	Nom- bre	En % du total
Répartition par forme de distribution						
Indépendants	2 597	62	2 388	60	3 149	68
Coopératives de consommation	641	15	498	13	374	8
Grands magasins et maisons à suc- cursales	959	23	1 082	27	1 117	24
<i>Total ...</i>	4 197	100	3 968	100	4 640	100
Répartition selon la surface de vente (m ²)						
1- 99	1 376	33	1 203	30	} 3 343	} 71
100- 199	950	22	886	22		
200- 399	744	18	673	18		
400 et plus (sans viande fraîche)	194	4	203	5	210	5
400- 799 (supermarchés)	408	10	413	10	458	10
800- 999	11	3	117	3	122	3
1 000-2 499	337	8	380	10	425	9
2 500 et plus (hypermarchés)	77	2	82	2	82	2
<i>Total ...</i>	4 197	100	3 968	100	4 640	100

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Estimations.

VIII-6 — Indices des ventes à la consommation

1970=100

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins et entreprises à succursales (b)	Coopératives de consommation	Supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
					Valeur	Quantité
1973	140	..	98	155	141	123
1974	164	..	97	185	165	129
1975	179	199	98	217	181	127
1976	206	229	98	236	208	135
1977	216	257	93	254	221	136
1978	226	279	85	260	232	139
1979	243	306	84	275	250	145
1980	265	328	82	295	271	146
1981	275	354	71	310	284	142
1982	298	384	64	338	307	140
1983 (a)	289	425	47	350	304	129

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

(b) Nouvelle rubrique regroupant deux anciennes catégories suite à des modifications d'échantillonnage.

(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Grands magasins et entreprises à succursales ».

VIII-8 – Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

Arrêté à fin décembre 1983

RÉGIONS	Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Complexes commerciaux	Implantations autonomes	Autres	Total
Demandes acceptées							
Flandre .....(a)	70	14	—	28	142	19	273
(b)	48 819	30 733	—	100 130	223 017	18 710	421 409
Wallonie .....(a)	52	10	—	16	34	2	114
(b)	42 833	26 437	—	38 894	60 144	1 993	170 301
Bruxelles .....(a)	5	1	1	8	1	1	17
(b)	3 652		25 000	36 078	5 400	4 838	74 968
<i>Total</i> (a)	127	25	1	52	177	22	100
(b)	95 304	57 170	25 000	175 102	288 561	25 541	666 678
Demandes refusées							
Flandre .....(a)	35	13	3	13	27	9	100
(b)	50 193	63 814	55 127	56 567	92 628	8 815	327 144
Wallonie .....(a)	23	10	1	16	13	2	65
(b)	28 480	56 219	1 500	77 145	57 659	8 897	229 900
Bruxelles .....(a)	1	—	2	3	1	1	8
(b)	2 110	—	54 450	48 522	4 000	700	109 782
<i>Total</i> (a)	59	23	6	32	41	12	173
(b)	80 783	120 033	111 077	182 234	154 287	18 412	666 826

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente (m²).

VIII-9 – Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5
1980	8 750	10 117 083	1 156,2
1981	7 758	8 831 475	1 138,4
1982	6 082	6 566 842	1 079,7
1983	5 983	6 946 020	1 161,0

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

VIII-10 — Commerce ambulant - Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

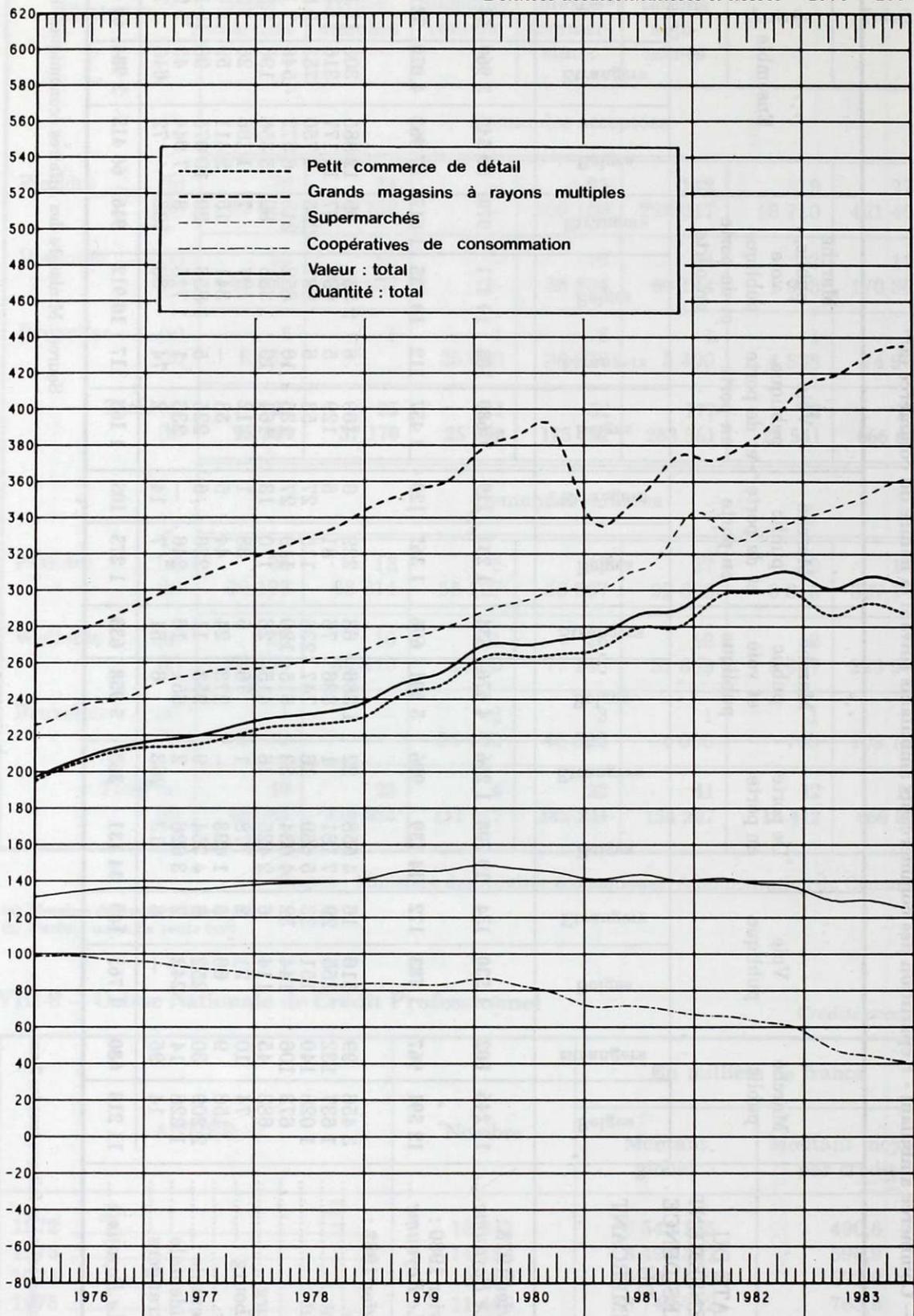
DATE DU RECENSEMENT ET RÉSIDENCE DU COMMERCANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1 ^{er} janvier 1978 : <i>Le Royaume ...</i>	11 246	802	1 530	134	19 708	1 296	4 676	534	1 231	119	1 680	105	10 471	970	50 542	3 960	54 502
1 ^{er} janvier 1980 : <i>Le Royaume ...</i>	12 591	967	1 783	172	14 139	986	5 891	696	1 367	120	1 457	112	10 735	1 017	47 963	4 070	52 033
1 ^{er} janvier 1982 :																	
Anvers	3 456	99	516	16	4 558	22	1 386	68	229	6	169	6	2 551	89	12 865	306	13 171
Brabant	1 637	132	255	29	7 181	1	836	76	81	6	129	5	998	67	11 177	316	11 493
Hainaut	1 028	140	151	33	5 669	16	747	236	115	27	53	6	987	295	8 750	753	9 503
Liège	673	106	144	32	4 034	33	615	120	119	27	135	10	852	218	6 572	546	7 118
Limbourg	683	45	114	6	2 425	16	415	26	170	13	164	10	1 385	80	5 356	196	5 552
Luxembourg	74	10	21	2	778	1	76	5	38	1	12	—	197	7	1 196	26	1 222
Namur	156	9	66	6	1 493	—	273	24	44	5	38	—	341	15	2 411	59	2 470
Fl. Orientale	2 209	30	252	6	4 354	9	953	11	226	6	225	5	1 856	29	10 075	96	10 171
Fl. Occidentale	1 228	14	242	2	3 626	2	651	16	246	—	236	1	1 715	8	7 944	43	7 987
Pays étrangers	14	95	—	8	13	263	6	51	7	14	2	74	30	138	72	643	715
<i>Le Royaume ...</i>	11 218	680	1 761	140	34 131	363	5 958	633	1 275	105	1 163	117	10 912	946	66 415	2 984	69 402

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VIII-A — Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail (a)

Données désaisonnalisées et lissées — 1970 = 100

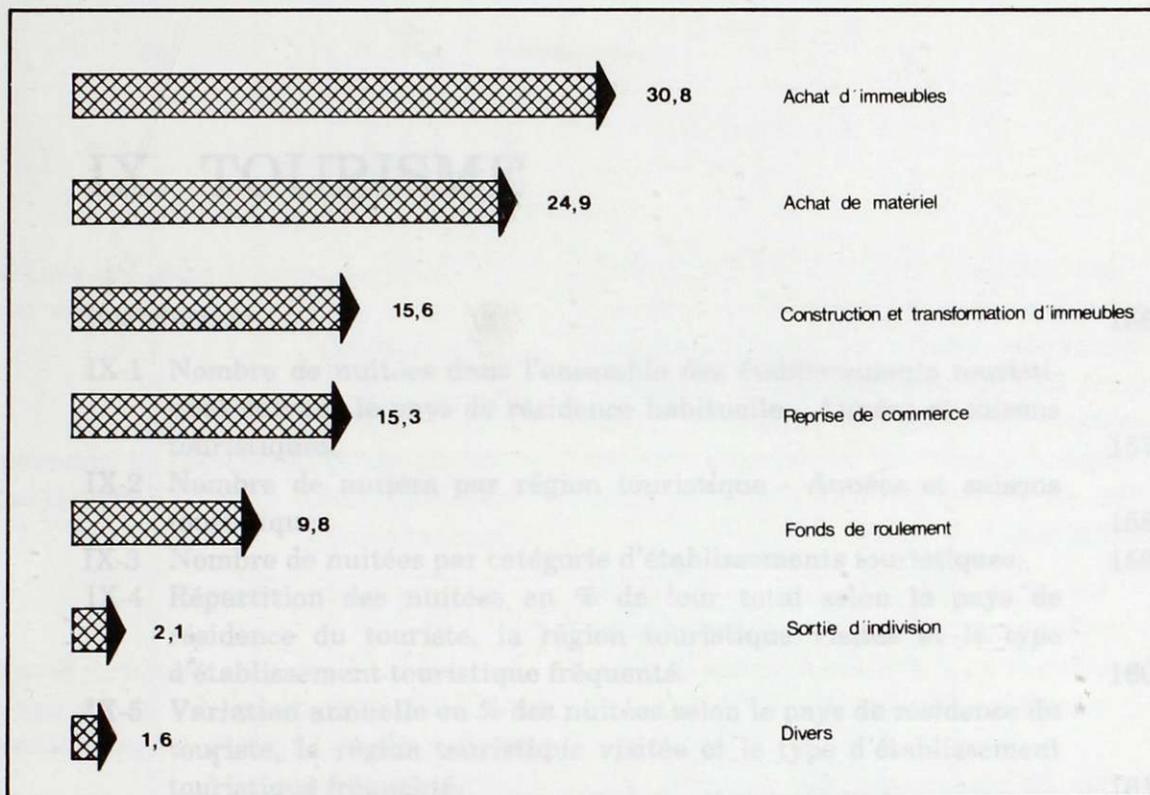


(a) Selon l'enquête de l'I.N.S.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

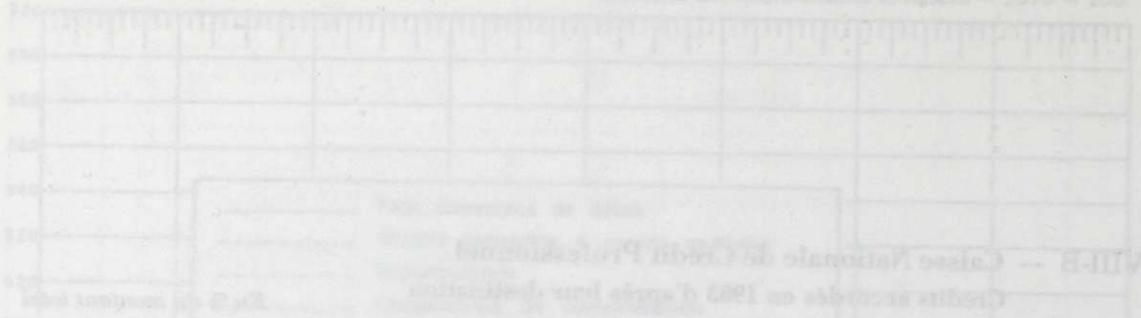
VIII-B — Caisse Nationale de Crédit Professionnel
 Crédits accordés en 1983 d'après leur destination

En % du montant total

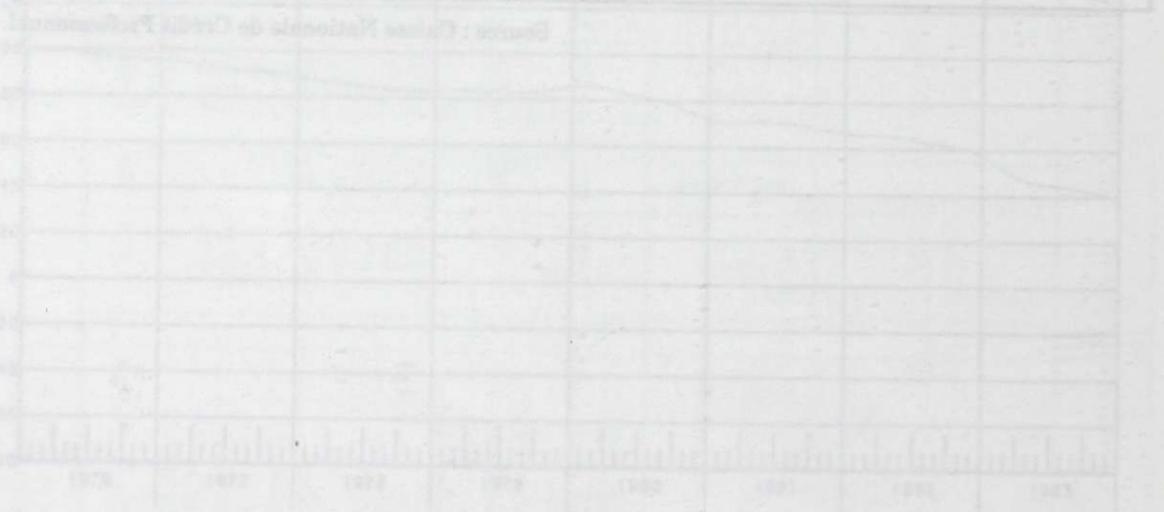


Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

1951 = 100



VIII-B -- Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés en 1973 à partir de 1951 par département



Caisse Nationale de Crédit Professionnel

IX. TOURISME

Introduction	156
IX-1 Nombre de nuitées dans l'ensemble des établissements touristiques suivant le pays de résidence habituelle - Années et saisons touristiques.	157
IX-2 Nombre de nuitées par région touristique - Années et saisons touristiques.	158
IX-3 Nombre de nuitées par catégorie d'établissements touristiques.	159
IX-4 Répartition des nuitées en % de leur total selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté.	160
IX-5 Variation annuelle en % des nuitées selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté.	161
IX-6 Nombre et capacité des établissements touristiques en activité pendant le mois d'août.	162

INTRODUCTION

Les tableaux IX-1 à IX-3 présentent, selon leur pays d'origine, selon la région touristique visitée ou selon l'établissement touristique fréquenté, le nombre de nuitées de toutes les personnes logées temporairement et moyennant rétribution en dehors de leur résidence habituelle dans :

- les hôtels reconnus, soit les établissements autorisés par le Commissariat général au Tourisme à porter la dénomination « hôtel »;
- les établissements non reconnus, soit des établissements procurant un logement mais n'étant pas autorisés à porter la dénomination « hôtel »;
- les établissements pour tourisme social (auberges de jeunesse, gîtes d'étape...);

— les établissements de cure, soit ceux où les hôtes suivent une cure sous contrôle médical;

— les colonies de vacances;

— les villas, appartements et chambres meublées (loués pour un temps relativement court);

— les terrains de camping.

Les villes d'art sont Anvers, Bruges (sauf Zeebrugge), Bruxelles et son agglomération, Gand, Louvain, Liège, Malines, Tournai et Tongres.

Le tableau IX-6 fournit des renseignements sur le nombre et la capacité des établissements fréquentés. Par capacité, il faut entendre le nombre maximum de personnes que l'établissement peut héberger normalement en une nuit.

IX-1 — Nombre de nuitées dans l'ensemble des établissements touristiques suivant le pays de résidence habituelle, années et saisons touristiques (a)

En milliers

Pays de résidence habituelle	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique
Belgique	19 402	14 960	18 536	14 335	14 038	14 038	19 617	14 998	21 423	16 202	19 803	15 086
Etranger	7 029	4 200	6 828	4 034	4 209	4 209	7 203	4 314	8 553	4 976	8 357	4 772
dont :												
R.F.A.	(1 231)	(793)	(1 122)	(708)	(748)	(748)	(1 165)	(740)	(1 325)	(857)	(1 211)	(773)
Royaume-Uni	(1 019)	(598)	(981)	(531)	(629)	(629)	(1 114)	(611)	(1 163)	(648)	(1 231)	(696)
France	(814)	(437)	(689)	(330)	(453)	(453)	(883)	(499)	(1 005)	(561)	(685)	(326)
Italie	(199)	(82)	(200)	(86)	(94)	(94)	(214)	(101)	(213)	(103)	(221)	(104)
Pays-Bas	(1 951)	(1 459)	(1 976)	(1 506)	(1 415)	(1 415)	(1 915)	(1 458)	(2 786)	(1 814)	(2 951)	(1 895)
Luxembourg	(116)	(88)	(126)	(101)	(99)	(99)	(135)	(107)	(153)	(122)	(138)	(104)
Espagne	(108)	(48)	(109)	(52)	(56)	(56)	(115)	(59)	(118)	(63)	(108)	(53)
Etats-Unis	(494)	(235)	(516)	(252)	(227)	(227)	(491)	(225)	(566)	(273)	(591)	(286)
<i>Total ...</i>	26 431	19 160	25 364	18 369	18 247	18 247	26 820	19 312	29 976	21 178	28 160	19 858

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D, G.E.D.

(a) Période juin-septembre.

IX-2 — Nombre de nuitées par région touristique, années et saisons touristiques (a)

Région touristique	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	Année	Saison touris- tique	Année	Saison touris- tique	Année	Saison touris- tique	Année	Saison touris- tique	Année	Saison touris- tique	Année	Saison touris- tique
Littoral	14 356	11 466	13 179	10 459	14 026	10 937	14 549	11 434	15 889	12 450	14 066	10 992
Villes d'art	3 332	1 308	3 406	1 359	3 498	1 427	3 541	1 483	3 776	1 598	3 791	1 598
Ardennes et Meuse	4 494	3 197	4 509	3 275	4 208	2 816	4 310	3 065	4 711	3 334	4 782	3 472
Campine	1 870	1 580	1 873	1 594	1 845	1 505	1 967	1 628	2 906	1 945	3 017	2 049
Autres communes tou- ristiques	2 379	1 609	2 398	1 682	2 317	1 562	2 453	1 702	2 604	1 851	2 504	1 747
Total ...	26 431	19 160	25 365	18 369	25 894	18 247	26 820	19 312	29 976	21 178	28 160	19 858

(a) De juin à septembre.

Source : Ministère des Affaires économiques; I.N.S., D.G.E.D.

IX-3 — Nombre de nuitées par catégorie d'établissements touristiques

En milliers

Etablissements touristiques	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Hôtels reconnus	5 881	5 460	5 543	5 593	5 611	6 034	6 193
Etablissements non reconnus	1 076	907	863	879	866	899	894
Etablissements pour tourisme social .	2 532	2 578	2 658	2 834	2 835	3 777	3 926
Etablissements de cure	706	590	570	473	530	526	474
Colonies de vacances	1 965	1 746	1 705	1 575	1 456	1 386	1 416
Villas, appartements, chambres meublées, hôtes payants	9 047	7 386	6 222	7 042	6 994	7 964	6 378
Camping	7 997	7 764	7 804	7 499	8 528	9 390	8 879
<i>Total ...</i>	29 204	26 431	25 365	25 895	26 820	29 976	28 160

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

IX-4 — Répartition des nuitées en % de leur total selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté

Dénomination	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
I. Pays de résidence habituelle du touriste							
Belgique	73,9	73,4	73,1	72,3	73,1	71,5	70,3
R.F.A.	4,8	4,7	4,4	4,6	4,3	4,4	4,3
Royaume-Uni	3,5	3,9	3,9	4,3	4,2	3,9	4,4
France	3,4	3,1	2,7	3,4	3,3	3,4	2,4
Italie	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
Pays-Bas	7,0	7,4	7,8	7,4	7,1	9,3	10,5
Luxembourg	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
II. Région touristique visitée							
Littoral	57,0	54,3	52,0	54,2	54,2	53,0	50,0
Villes d'art	12,2	12,6	13,4	13,5	13,2	12,6	13,5
Ardennes et Meuse	16,3	17,0	17,8	16,3	16,1	15,7	17,0
Campine	8,2	7,1	7,4	7,1	7,3	9,7	10,7
Autres communes touristiques	6,3	9,0	9,4	8,9	9,2	9,0	8,8
III. Etablissements touristiques							
Hôtels reconnus	20,1	20,7	21,9	21,6	20,9	20,1	22,0
Etablissements non reconnus	3,7	3,4	3,4	3,4	3,2	3,0	3,2
Etablissements pour tourisme social	8,7	9,8	10,5	10,9	10,6	12,6	13,9
Etablissements de cure	2,4	2,2	2,2	1,8	2,0	1,8	1,7
Colonies de vacances	6,7	6,6	6,7	6,1	5,4	4,6	5,0
Villas, appartements, chambres meublées	31,0	27,9	24,5	27,2	26,1	26,6	22,6
Camping	27,4	29,4	30,8	29,0	31,8	31,3	31,5

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

IX-5 — Variation annuelle en pour-cent des nuitées selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté

Dénomination	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>I. Pays de résidence habituelle du touriste</i>							
Belgique	- 1,4	-10,1	-4,5	+ 1,0	+ 4,8	+ 9,2	- 7,6
R.F.A.	+ 0,7	-12,6	- 8,9	+ 5,7	- 1,8	+13,7	- 8,6
Royaume-Uni	-13,9	- 0,3	- 3,7	+13,4	+ 0,2	+ 4,4	+ 5,8
France	- 5,9	-17,7	-15,3	+26,8	+ 1,0	+13,8	-31,8
Italie	+ 3,0	- 2,9	+ 0,5	+ 5,5	+ 1,4	- 0,5	+ 3,7
Pays-Bas	- 6,7	- 4,5	+ 1,3	- 3,2	+ 0,1	+45,5	+ 5,6
Luxembourg	-16,0	-14,7	+ 8,6	0	+ 7,1	+13,3	- 9,8
<i>II. Région touristique visitée</i>							
Littoral	- 2,8	-13,8	- 8,2	+ 6,4	+ 3,7	+ 9,2	-11,5
Villes d'art	+ 4,7	- 5,6	+ 2,2	+ 2,7	+ 1,2	+ 6,6	+ 0,4
Ardennes et Meuse	+ 2,2	- 5,6	+ 0,3	- 6,7	+ 2,4	+ 9,3	+ 1,5
Campine	-16,5	-22,1	+ 0,2	- 1,5	+ 6,6	+47,7	+ 3,8
Autres communes touristiques	- 0,3	+28,5	+ 0,8	- 3,4	+ 5,9	+ 9,8	- 7,1
<i>III. Etablissements touristiques</i>							
Hôtels reconnus	- 6,1	- 7,2	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 7,5	+ 2,6
Etablissements non reconnus	-11,7	-15,7	- 4,9	+ 1,9	- 1,5	+ 3,8	- 0,6
Etablissements pour tourisme social	+ 4,6	+ 1,8	+ 3,1	+ 6,6	0	+33,2	+ 3,9
Etablissements de cure	- 0,4	-16,4	- 3,4	-17,0	+12,1	- 0,8	- 9,9
Colonies de vacances	+ 0,3	-11,1	- 2,3	- 7,6	- 7,6	- 4,8	+ 2,2
Villas, appartements, chambres meublées	+ 5,9	-18,4	-15,6	+13,2	- 0,7	+13,9	-19,9
Camping	- 9,8	- 2,9	+ 0,5	- 3,9	+13,7	+10,1	- 5,4
<i>Total ...</i>	- 2,0	- 9,5	- 4,0	+ 2,1	+ 3,6	+11,8	- 6,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

IX-6 — Nombre et capacité (a) des établissements touristiques en activité pendant le mois d'août

En unités

Etablissements touristiques	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Hôtels reconnus	1 565	71 046	1 514	69 279	1 461	67 958	1 411	65 520	1 362	63 566	1 325	65 838
Etablissements non reconnus	1 272	22 115	1 165	21 148	1 047	19 827	1 007	19 249	951	18 557	909	18 356
Etablissements pour tourisme social	227	38 821	228	40 191	222	41 131	224	40 184	228	45 389	269	46 193
Etablissements de cure ..	33	2 639	36	3 145	29	2 200	32	3 838	30	3 660	30	3 595
Colonies de vacances	172	29 216	166	31 013	159	30 167	149	29 115	149	27 278	140	26 692
Camping	649	295 855	655	303 877	663	308 529	686	321 647	704	329 824	691	326 098
Total ...	3 918	459 692	3 764	468 653	3 581	469 812	3 509	479 553	3 424	488 274	3 364	486 772

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Nombre maximum de personnes que l'établissement peut héberger normalement en une nuit.

INTRODUCTION

X. FINANCES DE L'ÉTAT

Introduction	165
X-1 Situation des recettes fiscales et non fiscales.	168
X-2 Situation des recettes affectées et cédées : répartition selon la nature et la destination.	170
X-3 Situation de caisse et besoins de financement du Trésor.	172
X-4 Dette publique en cours.	174
X-5 Évolution de la dette publique.	175
X-6 Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central.	176
X-A Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne Fédérale, Italie.	177
X-B Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, France.	178
X-C Capacité (excédent) ou besoin de financement (déficit) de l'administration centrale en % du Produit Intérieur Brut : Belgique, Italie, Irlande, Grèce, France.	179
X-D Capacité (excédent) ou besoin de financement (déficit) de l'administration centrale en % du Produit Intérieur Brut : Belgique, Allemagne Fédérale, Royaume-Uni, Pays-Bas, Etats-Unis.	180

INTRODUCTION

Souvent, lors de la discussion des opérations budgétaires et du solde net à financer naît une confusion parce que le budget de l'Etat comporte plusieurs classifications : budget des voies et moyens, regroupement économique, comptabilité nationale. Les tableaux X-1 à X-5 font appel à la classification sur base du budget des voies et moyens selon le système du budget unique; à cet effet, il est fait usage de la situation du Trésor.

La situation des recettes fiscales et non fiscales (tableau X-1) groupe pour chaque année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, le total des recettes réelles. Les perceptions se rapportent aux recettes au profit de l'Etat (voies et moyens), aux recettes destinées à certaines dépenses (recettes affectées) et aux recettes cédées aux Communautés européennes. Les dotations au profit du Fonds des Communes et des Provinces, ainsi que les recettes propres des administrations locales (provinces, communes et agglomérations) ne figurent pas dans cette situation, pas plus que celles des fonds et organismes ressortissant au pouvoir central (notamment la Caisse de Secours pour Veuves et Orphelins, le Fonds National pour le Reclassement des Invalides).

Les recettes fiscales forment de loin la majorité des perceptions. Elles figurent ci-après selon une répartition juridique et organique.

Les recettes non fiscales sont d'origines très variées : remboursements (salaires,

traitements et pensions payés en trop), ventes de biens (imprimés du Moniteur Belge entre autres, abattages de bois), prestations de services (frais de perception C.E.E., accords monétaires internationaux), taxe de radio et de télévision, taxe de pilotage et de remorquage, indemnités pour l'utilisation de l'espace aérien, intérêts moratoires en matière d'impôts, intérêts sur avances et emprunts (Société Nationale du Logement, Société Nationale Terrienne, Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, Régie des Télégraphes et Téléphones, Caisse des Dépôts et Consignations), part de l'Etat dans les bénéfices des institutions financières (Fonds Monétaire International, Banque Nationale, Société Nationale de Crédit à l'Industrie) et un certain nombre de recettes occasionnelles. La part des recettes non fiscales dans l'ensemble des recettes n'a jamais été très grande (de 3 à 7 %).

La notion de non-affectation est l'un des principes de base du droit budgétaire, imposé par l'article 115 de la constitution et l'article 3 de la loi sur la comptabilité du 28 juin 1963. Cependant, l'article 3 de cette dernière loi stipule aussi que certaines recettes peuvent être destinées à certaines dépenses. Cela signifie que les recettes demeurent inscrites dans un document budgétaire, mais qu'elles ne sont plus reprises dans le budget des voies et moyens. Une répartition selon la nature et la destination a été établie (tableau X-2) dans le but d'une plus grande clarté quant à l'ampleur et la

destination variable des affectations. Le plus souvent, les recettes affectées sont des recettes fiscales, bien qu'elles puissent être également non fiscales. A ce propos, il y a lieu de remarquer que depuis l'introduction du Lotto, les profits de la Loterie Nationale représentent une ressource non négligeable, mais ne figurent pas au budget des voies et moyens. Depuis 1976, les profits peuvent être utilisés à diverses fins d'utilité publique, comme p. ex., les Institutions Bicommunautaires de Bruxelles (Budget Santé publique), la coopération au développement, le Fonds national des Sports et Fonds de Solidarité (Affaires économiques). De même, les retenues supplémentaires sur les salaires et les traitements du personnel des services publics ne sont pas reprises au budget des voies et moyens.

Au tableau X-2 figurent également les recettes fiscales cédées à la C.E.E. Il s'agit des droits de douanes, cédés partiellement dès 1971 et intégralement à partir de 1975, et de la T.V.A. perçue dès 1979 à concurrence de 1 % au maximum d'une assiette uniforme. Les droits de douanes sont cédés au fur et à mesure de leur perception. La T.V.A. est cédée de facto chaque mois, à concurrence d'un douzième de son rendement global estimé pour l'année. Les recettes cédées ne sont pas reprises dans les voies et moyens, ni dans le regroupement économique.

Le tableau X-3 concerne la situation de caisse du Trésor et les besoins de financement; il comporte toutes les opérations budgétaires de l'année civile donnant lieu à des recettes et des dépenses du pouvoir central. Les recettes affectées et les dépenses qui en relèvent ne sont incluses dans les opérations budgétaires (A) que par solde: selon que les recettes sont inférieures ou supérieures aux dépenses réelles, la différence est marquée comme

un accroissement ou une diminution des dépenses. Les opérations effectuées par le Trésor en faveur de tiers (fonds de tiers, e.a. les postes) ou en tant que banquier (opérations de fonds de caisse et de trésorerie) sont également données par solde seulement (B).

Dans le système du budget unitaire, le solde net à financer (C) est égal à la somme des soldes des opérations courantes et de capital et du solde des opérations de trésorerie. Lorsque le solde net à financer est négatif (besoins), la dette publique augmente, en principe d'un montant équivalent. Lorsque le solde est positif, la dette diminue d'autant. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que les variations des certificats du trésor en portefeuille à la suite d'opérations avec le Fonds monétaire international ne sont pas comprises dans l'évolution nette (réelle) de la dette publique. En effet, les opérations avec le F.M.I. ne donnent lieu à aucune variation monétaire au niveau du Trésor, même si juridiquement les certificats continuent à faire partie de la dette publique (nominale). Au fond, ces certificats ne constituent qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique peut être appelée à fournir des francs belges au F.M.I. Il ne s'agit donc pas d'une dette proprement dite. Selon une convention entre le Trésor et la Banque Nationale, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui doit fournir les francs belges de ses propres fonds au cas où le F.M.I. veut réaliser son stock de certificats du Trésor.

Depuis 1983, les fluctuations des cours de change (D) sont à l'origine d'un écart sensible entre le solde net à financer et l'accroissement réel de la dette publique. Ce fait est indéniablement lié au financement accru par des créances exprimées en monnaies étrangères (surtout en deutsche marks, francs suisses, dollars, florins et

yens) et à la tenue du franc belge. A partir du 1^{er} janvier 1982, il faut également tenir compte des dettes contractées par les intercommunales pour les autoroutes (E) et reprises par le Fonds des Routes (A.R. du 10 décembre 1981 - M.B. du 22 décembre 1981).

Pour couvrir son besoin net total (C+D+E), le Trésor recourt beaucoup plus largement au marché des capitaux. En effet, le recours brut doit tenir compte des remboursements et amortissements de dettes contractées antérieurement.

La situation de la dette publique en cours est donnée au tableau X-4. Le tableau X-5 fournit les variations annuelles de la dette en cours.

Le tableau X-6 donne le regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central, tel qu'il est défini dans la comptabilité nationale. En dehors des voies et moyens, les recettes propres des fonds et organismes ressortissant à l'Etat central y sont également reprises. Le champ d'application est donc quelque peu plus large que celui du budget des voies et moyens.

X-1 — Situation des recettes fiscales et non fiscales (a)

Impôts perçus du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	1975	1976
A. Recettes fiscales totales, perçues par les administrations :	608 464	691 3
I. Contributions directes	349 393	388 1
<i>Impôts sur le revenu</i>	339 672	378 6
Précompte immobilier	1 337	1 3
Précompte mobilier	27 922	28 7
Précompte professionnel	183 951	212 3
Versements anticipés (non salariés)	78 421	91 7
Impôts sur le revenu global perçus par rôle	47 921	44 3
à charge : - des non-résidents	(899)	(1 0)
- des sociétés	(10 225)	(6 3)
- des personnes physiques	(36 797)	(36 9)
Divers	120	1
<i>Taxes assimilées aux impôts sur le revenu</i>	9 721	9 5
Taxe de circulation	7 784	7 4
Taxe sur les jeux et paris	1 506	1 6
Taxe sur les appareils de divertissement	431	3
II. Douanes et accises	72 961	80 9
Droits de douane	10 742	12 5
Taxe de consommation	2 841	3 5
Droits d'accise	59 221	64 6
dont : Huiles minérales	(37 451)	(39 3)
Tabacs	(13 194)	(15 3)
Boissons alcoolisées	(6 502)	(7 6)
Eaux minérales et limonades	(1 575)	(1 7)
Taxe d'ouverture débits boissons	157	1
III. T.V.A., Enregistrement et domaines	186 110	222 3
Taxe sur la valeur ajoutée	163 142	194 2
Droits d'enregistrement	14 013	18 1
Droits de greffe, droit d'hypothèque et amendes	2 346	2 8
Droits de succession	6 609	7 1
B. Recettes non fiscales totales	22 899	25 4
Ministère des Finances	15 844	17 0
dont : part aux bénéfices de la B.N.B.	(6 234)	(6 2)
P.T.T. (Redevances radio et télévision)	5 376	6 3
Ministère des Communications	796	9
Autres départements	883	1 0
Total général ...	631 363	716 78

(a) Y compris les recettes cédées et affectées.

Millions de francs

1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
779 147	873 707	948 906	996 480	1 034 337	1 151 644	1 210 542
450 010	514 016	563 917	592 962	609 425	696 692	719 951
439 757	502 760	552 259	577 239	583 092	678 314	700 283
1 369	1 455	1 491	1 443	1 832	1 813	1 813
34 683	41 246	48 160	58 736	65 607	74 899	84 153
252 888	293 477	326 761	364 694	394 042	430 694	444 572
104 037	108 764	129 552	122 979	114 791	133 534	143 385
46 608	57 591	46 046	29 105	16 529	36 858	25 909
(760)	(632)	(111)	(- 354)	(- 97)	(913)	(583)
(5 548)	(7 002)	(3 006)	(2 644)	(1 652)	(7 725)	(- 1 305)
(40 300)	(49 957)	(42 929)	(26 815)	(14 974)	(28 220)	(26 631)
172	227	249	282	291	516	451
10 253	11 256	11 658	15 723	16 333	18 378	19 668
7 902	8 918	9 342	12 993	13 677	15 460	16 676
1 831	1 784	1 805	1 909	1 980	2 168	2 225
520	554	511	821	676	750	767
84 601	85 262	92 565	97 292	96 980	110 083	121 700
12 729	12 057	13 898	16 219	16 914	18 560	19 781
2 810	3 914	4 085	5 122	-	-	-
67 886	69 117	74 395	75 747	79 841	92 246	101 631
(40 445)	(42 570)	(44 558)	(44 867)	(41 284)	(45 969)	(51 541)
(17 308)	(16 445)	(19 461)	(20 196)	(21 221)	(25 422)	(28 314)
(7 988)	(7 858)	(8 107)	(8 360)	(13 318)	(16 588)	(17 302)
(1 620)	(1 652)	(1 728)	(1 772)	(2 232)	(2 922)	(2 977)
176	174	187	204	225	277	288
244 536	274 429	292 424	306 226	327 932	344 869	368 891
211 540	237 305	251 535	268 877	293 425	310 694	331 444
22 083	24 352	25 664	22 403	18 558	18 524	21 342
3 028	3 325	3 517	3 614	3 775	4 198	4 481
7 885	9 447	11 708	11 332	12 174	11 453	11 624
29 313	27 952	37 153	47 573	60 690	80 060	73 076
18 333	18 265	24 330	34 563	46 890	64 657	56 679
(5 361)	(5 955)	(9 482)	(19 316)	(27 752)	(37 328)	(25 373)
9 009	7 569	9 980	10 603	11 259	11 743	12 706
1 022	1 200	1 866	1 249	1 506	2 111	1 356
949	918	977	1 158	1 035	1 549	2 335
808 460	901 659	986 059	1 014 053	1 095 027	1 231 704	1 283 618

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires Economiques, D.G.E.D.

X-2 — Situation des recettes affectées et cédées : répartition selon la nature et la destination

Nature	Destination
A. Total des recettes fiscales affectées (en % du total des recettes fiscales)	Total affecté
I. Contributions directes Précompte immobilier Précompte professionnel Versements anticipés Impôts des sociétés (par rôle) Impôts sur personnes physiques (par rôle) Taxe de circulation Taxe sur les jeux et paris Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	<i>Total affecté</i> Ristournes aux Régions F.E.E.R.R. (a) Total des affectations — F.E.E.R.R. — Fonds spécial des Régions Fonds de solidarité Service financier de la dette publique F.E.E.R.R. Total des affectations - Fonds des Routes - Fonds de Promotion des Transports publics Ristournes aux Régions
II. Contributions indirectes Droits d'accise Taxe sur la valeur ajoutée Droits de timbre Droits d'enregistrement Droits de succession	<i>Total affecté</i> Total des affectations - Fonds des Routes - I.N.A.M.I. (taxe pour la Santé) - Sécurité sociale (Maribel) - Ristournes aux Régions Total des affectations - F.E.E.R.R. - Fonds des Routes - C.E.E. (droits complémentaires) - I.N.A.M.I. - Service financier de la dette publique - Fonds agricole - Sécurité sociale (Maribel) Fonds de Promotion des Transports publics F.E.E.R.R. Total des affectations : - Région wallonne - Région flamande
B. Total des recettes cédées (en % du total des recettes fiscales) Droits d'entrée T.V.A.	Total cédé Communautés européennes Communautés européennes
C. Total des recettes non fiscales affectées - Redevances radio et télévision - Bénéfices Loterie Nationale - Retenues sur salaires et traitements des fonctionnaires - Divers	Total affecté Ristournes aux Communautés Divers Chômage Fonds de Promotion des Transports publics
D. Total général dont : recettes fiscales (en % des recettes fiscales totales)	

(a) F.E.E.R.R. Fonds d'expansion économiques et de reconversion régionale.

1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
31 983 (5,3)	39 320 (5,7)	39 505 (5,1)	2 000 (0,2)	3 500 (0,4)	7 800 (0,8)	33 029 (3,2)	28 191 (2,5)	27 291 (2,3)
12 984	13 928	17 442	—	—	3 500	6 624	146	2 813
—	—	—	—	—	—	—	—	526
1 500	1 500	24 000	—	—	—	—	—	—
2 200	3 320	2 950	—	—	—	—	—	—
500	1 000	700	—	—	—	—	—	—
1 700	2 320	2 250	—	—	—	—	—	—
—	147	1 790	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	2 900	—	—
1 500	1 500	2 400	—	—	—	—	—	—
7 784	7 461	7 902	—	—	3 500	3 724	—	—
7 784	7 461	7 902	—	—	2 800	2 979	—	—
—	—	—	—	—	700	745	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1 695
—	—	—	—	—	—	—	146	591
18 999	25 392	22 063	2 000	3 500	4 300	26 405	28 045	24 478
4 000	6 700	7 800	1 664	3 187	3 920	9 855	12 825	6 995
4 000	6 400	7 800	—	—	—	—	—	—
—	300	—	1 664	3 187	3 920	4 455	—	—
—	—	—	—	—	—	5 400	12 630	6 800
—	—	—	—	—	—	—	195	195
13 883	17 219	12 573	336	313	380	16 375	15 220	8 200
5 200	5 407	3 690	—	—	—	—	—	—
2 683	4 012	4 083	—	—	—	—	—	—
6 000	7 800	4 800	—	—	—	—	—	—
—	—	—	336	313	380	435	—	—
—	—	—	—	—	—	3 100	—	—
—	—	—	—	—	—	240	—	—
—	—	—	—	—	—	9 600	15 220	8 200
—	—	—	—	—	—	175	—	—
1 116	1 473	1 690	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	9 283
—	—	—	—	—	—	—	—	3 790
—	—	—	—	—	—	—	—	5 493
10 540 (1,7)	12 154 (1,8)	12 449 (1,6)	11 920 (1,4)	27 785 (2,9)	31 128 (3,1)	35 658 (3,4)	36 886 (3,2)	38 324 (3,2)
10 540	12 154	12 449	11 920	13 785	16 128	16 858	18 386	19 594
—	—	—	—	14 000	15 000	18 800	18 500	18 730
1 473	1 711	1 864	2 423	4 063	5 306	12 327	11 746	13 624
—	—	—	—	—	—	—	908	3 711
1 473	1 711	1 864	2 423	4 063	5 131	8 690	5 514	4 813
—	—	—	—	—	—	3 537	5 324	5 100
—	—	—	—	—	175	100	—	—
43 996	53 185	53 818	16 343	35 348	44 234	81 014	76 823	79 239
42 523 (7,0)	51 474 (7,5)	51 954 (6,7)	13 920 (1,6)	31 285 (3,3)	38 928 (3,9)	68 687 (6,6)	65 077 (5,6)	65 615 (5,4)

Source : Ministère des Finances. Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

X-3 - Situation de caisse et besoins de financement du Trésor

DÉSIGNATION	1975	1976
<i>A. Opérations budgétaires</i>		
I. Opérations courantes	- 42,9	- 54
Recettes	577,5	657
Dépenses	620,3	711
II. Opérations de capital	- 71,0	- 77
Recettes	7,6	8
Dépenses	78,6	85
III. Résultat budgétaire	- 113,9	- 131
<i>B. Solde des opérations de trésorerie</i>	+ 4,6	- 1
<i>C. Besoins nets de financement du Trésor</i>	- 109,3	- 133
<i>D. Variations des différences de change</i>	-	-
<i>E. Variations de la dette indirecte reprise</i>	-	-
<i>F. Accroissements réels de la dette en cours</i>	+ 109,3	+ 133
I. Variations de la dette consolidée en cours	+ 92,9	+ 81
Total des émissions brutes	163,7	152
- en francs belges	163,7	152
- en monnaies étrangères	-	-
Total des remboursements	70,8	71
- Amortissements contractuels	35,0	47
- Remboursements à échéance finale ou intercalaire	36,0	22
- Différences d'amortissements et de remboursements	- 0,2	+ 1
II. Variations des emprunts en cours à moyen et à court terme	+ 16,4	+ 51
Emissions nettes en francs belges	+ 16,4	+ 51
- Marge auprès la B.N.B.	- 1,1	+ 16
- Avances par le Fonds des Rentes	- 3,1	-
- Certificats du Trésor en mains des banques et caisses d'épargne privées	+ 0,8	+ 25
- Certificats du Trésor détenus par les parastataux	+ 14,4	+ 2
- Avoirs des particuliers au compte postal	+ 3,7	+ 7
- Emprunt spécial de trésorerie	-	-
- Divers	+ 1,6	+ 0
Emissions nettes en devises	-	-

Milliards de francs

1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
- 75,1	- 81,0	- 91,2	-147,4	-264,5	-307,8	-334,8
747,8	877,3	942,0	991,7	1 012,3	1 151,0	1 214,6
822,9	958,3	1 033,3	1 139,1	1 276,9	1 458,8	1 549,4
- 86,6	- 97,7	-113,6	-144,6	-170,5	-179,0	-175,2
8,7	10,4	12,7	12,7	13,9	13,6	5,2
95,3	108,1	126,4	157,3	184,4	192,6	180,4
-161,7	-178,7	-204,8	-292,1	-435,0	-486,8	-510,0
- 5,7	- 4,1	- 7,0	- 4,7	- 19,9	- 21,8	- 14,5
-167,4	-182,8	-211,8	-296,8	-454,9	-508,7	-524,5
-	-	-	- 3,8	- 20,5	- 34,3	- 47,6
-	-	-	-	-	- 95,4	- 26,1
+167,4	+182,8	+211,8	+300,7	+475,4	+638,4	+598,2
+134,2	+143,0	+136,1	+141,1	+125,8	+310,1	+406,3
198,0	224,4	257,1	262,9	288,8	478,6	613,8
198,0	224,4	246,7	189,3	183,0	313,7	499,6
-	-	10,4	73,6	105,8	164,9	114,2
63,8	81,4	121,1	121,7	162,9	168,5	207,5
48,6	56,9	79,3	80,4	89,7	110,1	96,0
14,8	24,9	41,2	37,3	61,7	38,7	103,8
+ 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 4,0	+ 11,5	+ 18,7	+ 7,7
+ 33,2	+ 39,8	+ 75,7	+159,6	+349,5	+328,3	+191,9
+ 16,2	+ 27,6	+ 43,4	+134,9	+213,9	+224,0	+116,2
+ 16,2	- 0,4	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0
- 12,0	+ 13,1	+ 36,5	+ 24,7	+ 74,8	+ 40,5	- 4,0
- 21,2	+ 26,3	+ 17,3	+ 99,2	+ 63,9	+ 65,0	+105,3
+ 47,3	- 17,7	- 8,3	+ 7,7	+ 71,0	+118,6	- 19,5
+ 3,1	+ 3,8	- 2,7	+ 3,5	+ 3,0	- 1,0	- 2,6
-	-	-	-	-	-	+ 37,0
+ 0,3	+ 2,5	+ 0,7	- 0,4	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,0
-	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 75,7

Source : Ministère des Finances. Ministère des Affaires économiques D.G.E.D.

X-4 — Dette publique en cours

Milliards de francs

SITUATION FIN DE PERIODE	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Dettes en francs belges</i>	919,1	1 053,3	1 221,2	1 392,5	1 561,9	1 766,3	2 006,8	2 391,2	2 807,9
<i>Dettes consolidées</i> :	766,1	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9	1 322,5	1 349,1	1 509,5	1 810,0
<i>directe</i>	681,9	752,5	864,6	976,6	1 064,9	1 117,4	1 127,5	1 184,2	1 402,7
<i>indirecte (a)</i>	84,2	95,9	118,5	150,2	188,0	205,1	221,6	325,3	407,3
<i>Dettes flottantes</i> :	153,0	204,9	238,1	265,7	309,0	443,8	657,7	881,7	997,9
<i>à moyen terme</i>	17,3	13,0	6,3	5,9	5,8	5,7	5,7	3,4	45,5
<i>à court terme (b)</i>	66,3	115,1	151,9	176,1	222,3	353,8	564,7	791,9	868,7
<i>avoirs des particuliers au compte postal</i>	69,4	76,8	79,9	83,7	80,9	84,4	87,4	86,4	83,7
<i>Dettes en monnaies étrangères</i> :	5,0	3,9	3,4	14,9	57,2	153,5	388,4	642,4	823,9
<i>Dettes consolidées</i> :	5,0	3,9	3,4	2,7	12,7	84,4	183,6	333,3	439,1
<i>directe</i>	3,7	2,9	2,4	2,1	12,1	82,2	179,5	328,5	433,9
<i>indirecte (c)</i>	1,3	1,0	1,0	0,6	0,6	2,2	4,1	4,8	5,2
<i>Dettes flottantes</i> :	—	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8	309,1	384,8
<i>à moyen terme</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	1,8
<i>à court terme</i>	—	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8	309,1	383,0
Total de la dette réelle (b)	924,1	1 057,2	1 224,6	1 407,4	1 619,1	1 919,8	2 395,2	3 033,6	3 631,8
<i>Certificats du Trésor détenus par le F.M.I.</i>	4,7	1,5	4,1	19,5	19,8	37,0	43,9	51,4	84,2
Total de la dette nominale	928,8	1 058,7	1 228,7	1 426,9	1 638,9	1 956,8	2 439,1	3 085,0	3 716,0

Source : Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques,
D.G.E.D.(a) A partir de 1982 y compris la dette indirecte en francs belges reprise des Intercommunales
Autoroutières par le Fonds des Routes.

(b) Après élimination des certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.

(c) Pour les années 1975, 1976, 1977 y compris la dette garantie du Congo.

X-5 — Evolution de la dette publique

Milliards de francs

VARIATIONS FIN DE PÉRIODE	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
<i>Dette en francs belges</i>	+110,8	+134,2	+167,9	+171,3	+169,4	+204,4	+240,5	+384,4	+416,7
Dette consolidée :	+ 94,4	+ 82,3	+134,7	+143,7	+126,1	+ 69,5	+ 26,6	+160,4	+300,5
directe	+ 68,2	+ 70,6	+112,1	+112,0	+ 88,3	+ 52,4	+ 10,1	+ 56,7	+218,5
indirecte (a)	+ 26,1	+ 11,7	+ 22,6	+ 31,7	+ 37,8	+ 17,1	+ 16,5	+103,7	+ 82,0
Dette flottante :	+ 16,4	+ 51,9	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,3	+134,9	+213,9	+224,0	+116,2
à moyen terme	- 2,4	- 4,3	- 6,7	- 0,4	- 0,1	- 0,1	-	- 2,3	+ 42,1
à court terme (b)	+ 15,1	+ 48,8	+ 36,8	+ 24,2	+ 46,2	+131,5	+210,8	+227,3	+ 76,8
avoirs des particuliers au compte postal	+ 3,7	+ 7,4	+ 3,1	+ 3,8	- 2,8	+ 3,5	+ 3,0	- 1,0	- 2,7
<i>Dette en monnaies étrangères</i>	- 1,5	- 1,1	- 0,5	+ 11,5	+ 42,3	+ 96,3	+234,9	+254,0	+181,5
Dette consolidée :	- 1,5	- 1,1	- 0,5	- 0,7	+ 10,0	+ 71,6	+ 99,2	+149,7	+105,8
directe	- 0,8	- 0,8	- 0,5	- 0,3	+ 10,0	+ 70,1	+ 97,3	+149,0	+105,4
indirecte (c)	- 0,6	- 0,3	-	- 0,4	-	+ 1,5	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,4
Dette flottante	-	-	-	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 75,7
à moyen terme	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 1,8
à court terme	-	-	-	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 73,9
<i>Dette publique réelle (b)</i>	+109,3	+133,1	+167,4	+182,8	+211,7	+300,7	+475,4	+638,4	+598,2
Certificats du Trésor détenus par le F.M.I.	- 1,9	- 3,2	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,3	+ 17,2	+ 7,0	+ 7,5	+ 32,8
<i>Dette publique nominale</i>	+107,4	+129,9	+170,0	+198,2	+212,0	+317,8	+482,3	+645,9	+631,0

Source : Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) A partir de 1982 y compris la dette indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes.

(b) Après élimination des opérations avec le F.M.I.

(c) Pour les années 1975, 1976, 1977 y compris la dette garantie du Congo.

X-6 — Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central

Milliards de francs

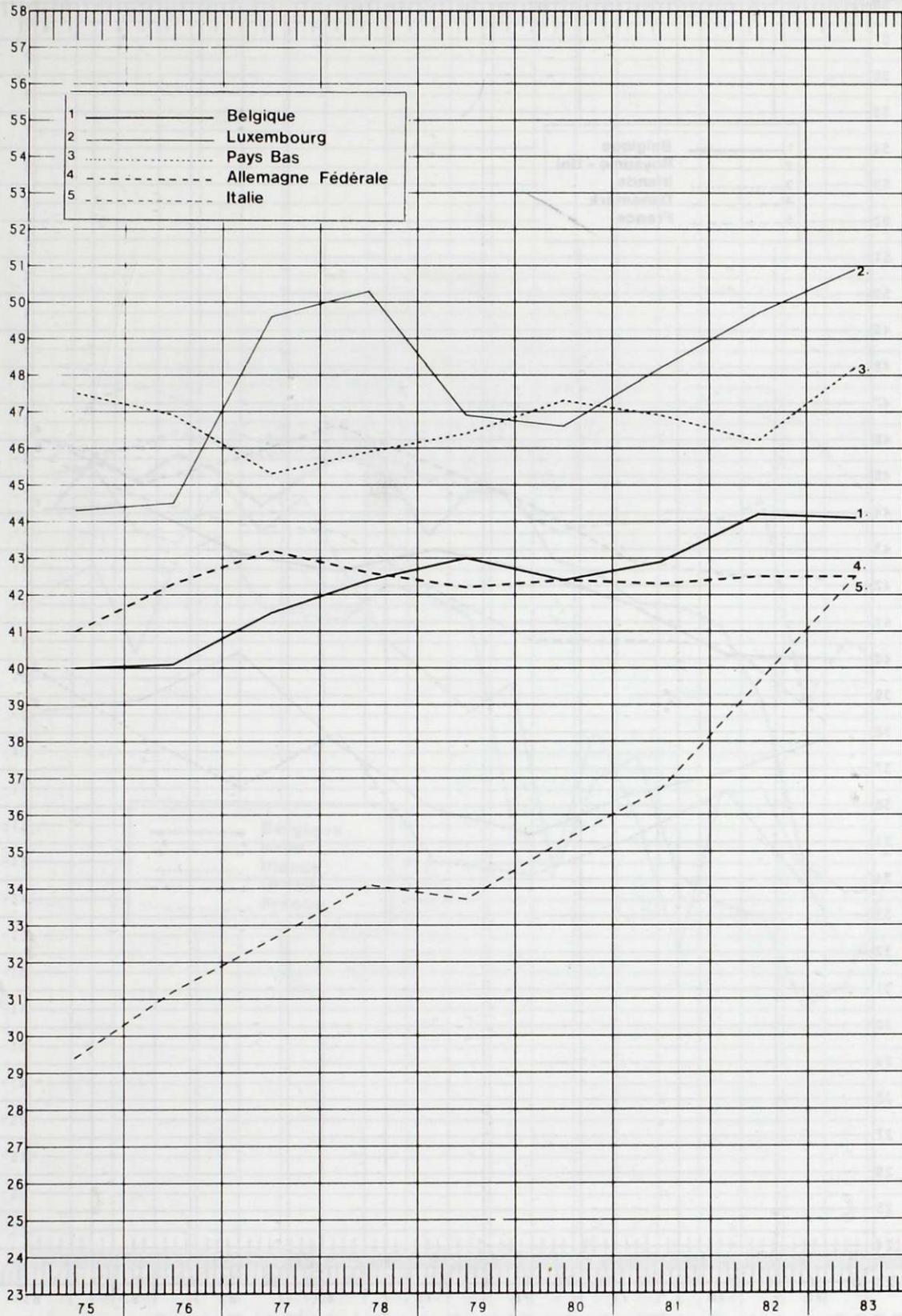
DÉSIGNATION	1977 (a)	1978 (b)	1979 (b)	1980 (b)	1981 (b)	1982 (c)	1983 (c)
<i>Recettes courantes</i>	800,5	893,7	963,2	1 022,5	1 069,3	1 214,1	1 314,4
Recettes courantes pour biens et services	5,3	5,1	6,2	5,8	6,8	7,8	7,0
Intérêts et profits d'entreprises	14,7	12,0	19,7	31,6	40,6	59,4	41,3
Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	778,7	874,2	934,9	983,2	1 017,9	1 142,6	1 262,5
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	1,6	2,6	1,9	1,4	2,8	1,9	1,9
Divers	0,3	0,3	0,5	0,5	1,2	2,4	1,7
<i>Recettes de capital</i>	11,2	13,7	16,0	18,1	17,2	18,7	19,6
Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs	8,5	10,3	12,6	12,1	13,1	12,3	13,7
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,3	0,3
Investissements civils	0,4	0,6	0,6	0,6	0,8	1,7	1,7
Remboursements et liquidations de participations	1,9	2,4	2,4	4,9	3,0	4,3	3,8
Divers	—	—	—	6,3	0,1	0,1	0,1
<i>Total des recettes courantes et de capital (I)</i>	811,7	907,4	979,2	1 040,6	1 086,5	1 232,8	1 334,0
<i>Dépenses courantes</i>	868,9	973,3	1 057,4	1 150,7	1 362,2	1 518,4	1 594,4
Dépenses courantes pour biens et services	237,2	260,8	278,1	297,1	324,4	341,4	353,1
Intérêts et pertes d'entreprises	97,6	117,7	143,2	183,9	252,8	320,3	358,2
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	169,4	186,2	193,3	194,1	222,3	226,6	246,2
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	364,5	408,3	442,4	475,4	562,4	629,6	635,5
Divers	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3	0,5	1,4
<i>Dépenses de capital</i>	119,5	130,7	141,6	178,4	215,6	216,9	223,8
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	17,9	21,0	21,7	21,7	32,6	34,1	36,7
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	13,4	14,4	15,3	18,7	32,4	28,8	30,1
Investissements civils	62,3	60,8	69,7	77,6	81,4	84,6	81,1
Octrois de crédits et participations	25,9	34,5	34,7	69,4	68,2	68,5	72,6
Divers	—	0,2	0,2	1,0	1,0	0,9	3,3
<i>Total des dépenses courantes et de capital (II)</i>	988,4	1 104,0	1 199,0	1 329,1	1 577,8	1 735,3	1 818,2
Amortissements de la dette	78,8	98,5	128,2	135,2	172,3	158,8	224,9
<i>Total des dépenses (III)</i>	1 067,2	1 202,5	1 327,2	1 464,3	1 750,1	1 894,1	2 043,1
Solde des opérations courantes	— 68,5	— 79,6	— 94,0	— 128,2	— 292,9	— 304,3	— 280,0
Solde des opérations de capital	— 108,3	— 117,0	— 125,6	— 160,2	— 198,4	— 198,2	— 204,3
Solde global (I)-(II)	— 176,7	— 196,6	— 219,8	— 288,5	— 491,3	— 502,5	— 484,2
Solde global (I)-(III)	— 255,5	— 295,1	— 348,0	— 423,7	— 663,6	— 661,3	— 709,1

Source : Ministère des Finances.

(a) Réalisations.
(b) Crédits ajustés.
(c) Réalisations provisoires.

X-A — Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne Fédérale, Italie

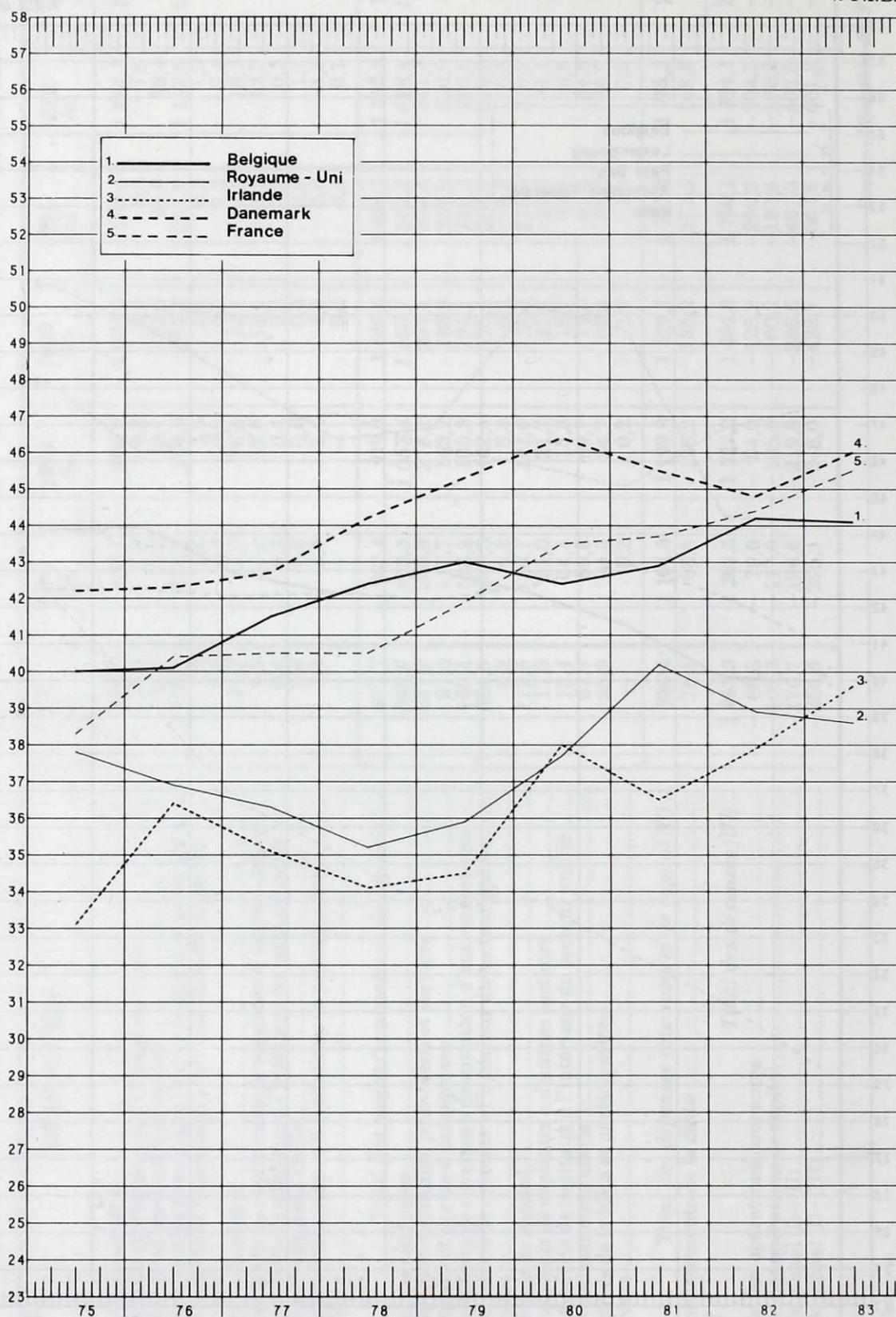
% P.I.B.



Source : 1975-1979, O.C.D.E., Comptes nationaux;
1980-1983, Commission des Communautés Européennes, Budgets économiques.

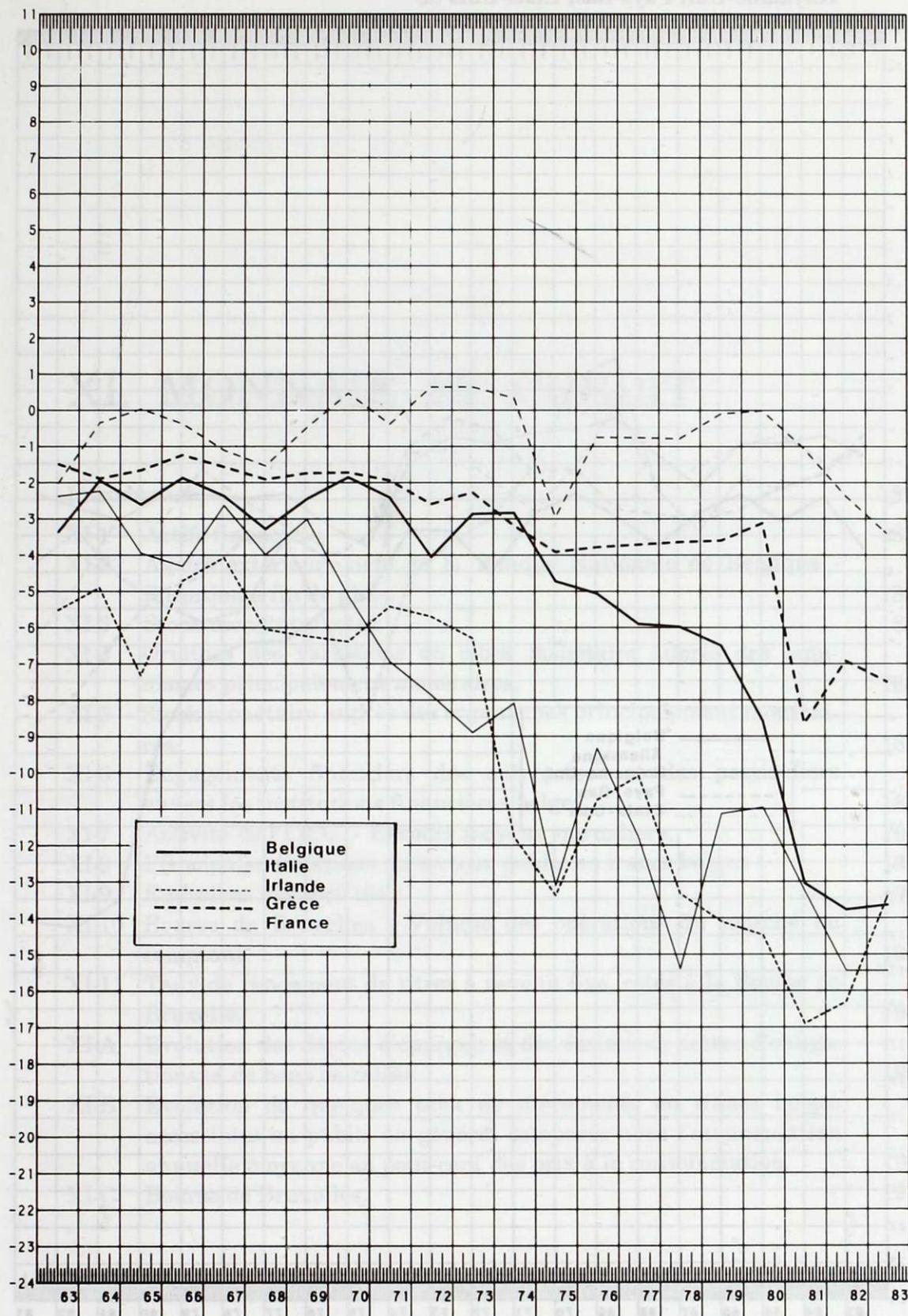
X-B – Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, France

% P.I.B.



Source : 1975-1979, O.C.D.E., Comptes nationaux;
1980-1983, Commission des Communautés européennes, Budgets économiques.

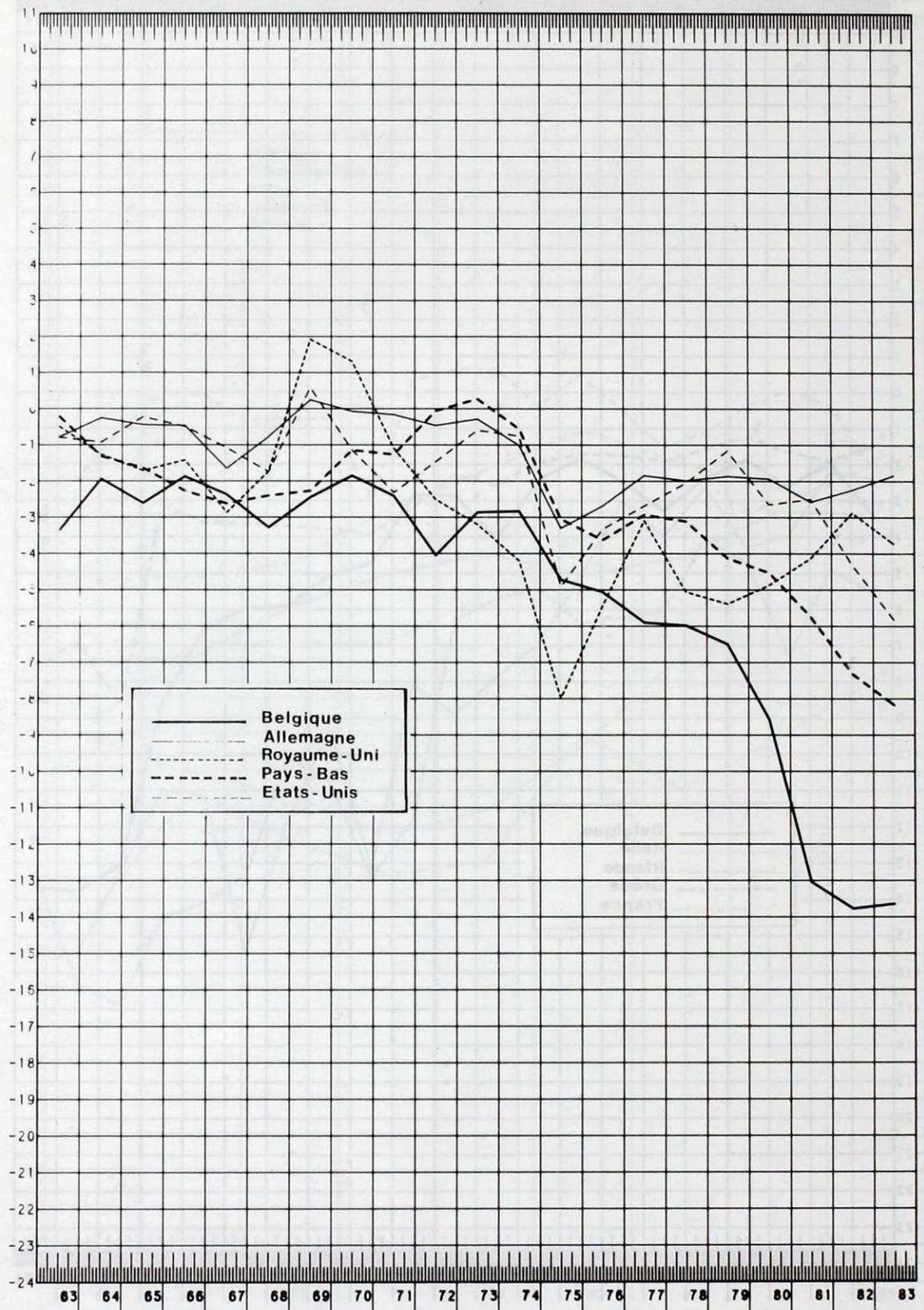
X-C — Capacité (excédent) ou besoin de financement (déficit) de l'administration centrale en % du Produit Intérieur Brut : Belgique, Italie, Irlande, Grèce, France (a)



Source : Fonds Monétaire International; Ministère des Affaires Economiques; D.G.E.D.

(a) 1983 : estimations.

X-D — Capacité (excédent) ou besoin de financement (déficit) de l'administration centrale en % du Produit Intérieur Brut : Belgique, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Pays-Bas, Etats-Unis (a)



Source : Fonds Monétaire International; Ministère des Affaires Economiques; D.G.E.D.

(a) 1983 : estimations.

XI. MONNAIE ET CRÉDIT

Introduction	182
XI-1 Actifs financiers.	183
XI-2 Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique - Situation à fin de mois.	184
XI-3 Stock monétaire total.	185
XI-4 Origines des variations du stock monétaire auprès des orga- nismes principalement monétaires.	186
XI-5 Stock monétaire auprès des organismes principalement monétai- res.	188
XI-6 Engagements financiers des entreprises et des particuliers envers les institutions financières belges.	189
XI-7 Activité de l'I.R.G. - Encours moyens journaliers.	190
XI-8 Principales émissions du secteur public en francs belges.	191
XI-9 Emissions des sociétés.	192
XI-10 Bourse de Bruxelles - Volume des opérations du marché au comptant.	193
XI-11 Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles.	194
XI-A Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obliga- tions et de bons de caisse.	195
XI-B Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pour-cent des prix à la consommation.	196
XI-C Bourse de Bruxelles.	197

INTRODUCTION

Le tableau XI-1 contient les données concernant la formation d'actifs financiers de particuliers et d'entreprises (sans les institutions financières). Les données ici groupées sont des accroissements ou des diminutions nets des actifs par année. Il apparaît qu'au cours de la dernière décennie, la formation d'actifs fixes n'a jamais été aussi importante qu'en 1983. De plus, le glissement entamé en 1982 en faveur d'actifs en francs belges s'est poursuivi.

Le tableau XI-2 donne les avoirs extérieurs nets de la Banque nationale; il faut remarquer à cet égard que la réserve d'or et les devises sont comptabilisées à une valeur théorique moins élevée que l'actuelle valeur de marché de l'or et du dollar.

Il peut être inféré du tableau XI-3 que la quantité monétaire globale a connu une progression quelque peu plus forte qu'au cours des années antérieures.

Le tableau XI-5 présente le stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires; les billets et la monnaie du Trésor sont les pièces de 0,50, 1,5, 10 et 20 francs et le billet de 50 francs.

De décembre 1982 à décembre 1983, la quantité monétaire auprès des orga-

nismes principalement monétaires a augmenté de 8,7 %, contre un accroissement de 3,9 % pendant l'année antérieure. La cause de cette augmentation est double. D'une part, la création d'argent pour les besoins de l'Etat a été quelque peu moindre qu'en 1982, mais plus élevée qu'au cours des années précédentes; d'autre part, pour la deuxième année consécutive, l'influence négative provenant des transactions avec l'étranger s'est amenuisée (tableau XI-4).

A partir du tableau XI-8, certaines données illustrant plus spécifiquement le marché des capitaux sont regroupées.

Le tableau XI-9 (émissions des sociétés) présente non seulement les émissions d'actions par les sociétés par le biais de souscriptions à la Bourse de Bruxelles, mais également les augmentations chirographaires par le biais d'actions. Ce tableau reflète l'incidence positive de l'arrêt royal n° 15 sur les émissions d'actions en 1982 et 1983.

L'évolution favorable et l'activité accrue de la Bourse de Bruxelles sont reflétées dans les données du tableau XI-10 et du graphique XI-C; dans ce dernier, les influences saisonnières, assez importantes dans l'évolution boursière (p. ex., hausse au printemps, pause de l'été,...), ont été éliminées.

XI-1 — Actifs financiers (a)

Variations en milliards de francs

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (b) (d)	Total général (b)
	A un an au plus	A plus d'un an (b)	Total (b)	A un an au plus	A plus d'un an (c)	Total		
1972	+168,0	+64,0	+232,0	- 2,0	+33,0	+31,0	+13,0	+276,0
1973	+171,3	+81,9	+253,2	+ 5,4	+25,7	+31,1	- 3,9	+280,4
1974	+174,6	+96,3	+270,9	+13,2	+13,8	+27,0	- 8,3	+289,6
1975	+216,5	+112,9	+329,4	+ 7,5	+32,5	+40,0	-10,4	+359,0
1976	+229,9	+154,4	+384,3	+19,6	+14,2	+33,8	+46,0	+464,1
1977	+187,5	+224,3	+411,8	+18,3	+16,7	+35,0	+ 5,1	+451,9
1978	+224,8	+171,3	+396,1	0,0	+20,2	+20,2	+40,4	+456,7
1979	+178,1	+207,8	+385,9	+16,3	+11,3	+27,8	+73,9	+487,6
1980	+116,0	+259,0	+375,0	+46,4	+22,9	+69,3	+55,0	+499,3
1981	+146,6	+209,9	+356,5	+115,3	+39,4	+154,7	+94,7	+605,9
1982	+172,8	+311,1	+483,9	+27,4	+45,7	+73,1	+65,5	+622,5
1983	+225,3	+342,3	+567,6	-14,3	+72,7	+58,4	+129,3	+755,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

(b) Données provisoires à partir de 1977.

(c) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

(d) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

XI-2 Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique - Situation à fin de mois

En milliards de francs

MOIS	Encaisses en or	Ecus	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le F.M.I.	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1971 décembre	77,2	—	35,0	—	50,2	2,1	—	164,5	+ 21,4
1972 décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+ 29,8
1973 décembre	71,8	—	75,9	—	54,5	14,3	3,5	220,0	+ 25,7
1974 décembre	71,8	—	95,1	6,5	53,3	2,4	—	229,1	+ 9,1
1975 décembre	71,8	—	113,7	6,5	58,7	1,7	—	252,4	+ 23,3
1976 décembre	71,8	—	90,6	6,5	58,9	4,0	—	231,8	- 20,6
1977 décembre	72,3	—	107,7	6,5	57,7	10,1	-23,4	230,9	- 0,9
1978 décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,2	-26,7	221,7	- 9,2
1979 décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,7	16,0	-27,4	232,2	+ 10,5
1980 décembre	58,2	110,7	114,8	—	48,0	0,6	—	332,3	+100,1
1981 décembre	58,2	33,6	112,0	—	50,4	22,7	- 2,8	274,1	-58,2
1982 décembre	58,2	73,0	49,4	—	49,6	26,0	-18,1	238,1	-36,0
1983 janvier	58,2	89,6	53,9	—	48,5	28,1	-36,0	242,3	+ 4,2
février	58,2	96,6	45,4	—	48,1	25,0	-46,4	226,9	- 15,4
mars	58,2	103,7	65,4	—	47,4	25,9	-79,0	221,6	- 5,3
avril	58,2	117,2	65,1	—	45,4	29,0	-32,9	282,0	+ 60,4
mai	58,2	117,4	65,4	—	46,7	24,4	- 4,2	307,9	+ 25,9
juin	58,2	134,0	67,2	—	46,8	16,4	0,0	322,6	+ 14,7
juillet	58,2	141,9	68,0	—	46,8	15,8	0,0	330,7	+ 8,1
août	58,2	141,5	61,6	—	46,8	11,9	0,0	320,0	- 10,7
septembre	58,2	141,2	45,6	—	45,7	24,4	-22,6	299,8	- 20,2
octobre	58,2	140,1	49,2	—	46,7	20,3	-22,6	291,9	- 7,9
novembre	58,2	139,7	48,3	—	46,8	19,7	-48,2	264,5	- 27,4
décembre	58,2	139,2	47,5	—	45,5	24,0	-48,2	266,2	+ 1,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

XI-3 — Stock monétaire total

Milliards de francs

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et les particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général (9)=(5)+(8)	
	Monnaie fiduciaire (1)	Monnaie scripturale			Total (5)=(1)+(4)	Au près des organismes principalement monétaires (6)	Au près des autres intermédiaires financiers (7)		Total (8)=(6)+(7)
		Au près des organismes principalement monétaires (2)	Au près des autres intermédiaires financiers (3)	Total (4)=(2)+(3)					
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978	354,9	380,3	54,9	435,2	790,1	40,1	6,0	46,1	836,2
1979	364,5	384,5	67,7	452,2	816,6	44,5	7,6	52,1	868,7
1980 Mars	352,8	369,4	62,6	432,0	784,8	39,4	8,8	48,2	833,0
Juin	371,1	396,0	73,6	469,6	841,7	37,7	16,3	54,0	895,7
Septembre	358,9	377,1	76,5	453,6	812,5	36,7	11,7	48,4	860,9
Décembre	370,8	381,6	69,6	451,2	822,0	41,9	5,6	47,5	869,5
1981 Mars	362,3	387,9	71,9	459,8	822,1	36,4	7,3	43,7	865,8
Juin	382,5	436,2	81,8	518,0	900,5	38,3	10,2	48,5	949,0
Septembre	366,4	381,8	82,9	464,7	831,1	36,9	10,1	47,0	878,1
Décembre	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	900,8
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	893,9
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	93,2	518,4	892,6	39,6	8,8	48,4	941,0
1983 Mars	366,0	421,8	88,2	510,0	876,0	40,4	9,8	50,2	926,2
Juin	392,3	459,8	96,2	556,0	948,3	47,9	15,9	63,8	1 012,1
Septembre	388,0	458,8	99,1	557,9	945,9	34,6	15,3	49,9	995,8
Décembre (b)	390,3	477,4	102,1	579,5	969,8	41,4	7,9	49,3	1 019,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires et organismes publics d'exploitation.

(b) Données provisoires.

XI-4 — Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total (5)= (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (d)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)		
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+110,7	- 5,9	+101,8
1978	+43,4	+64,9	+19,3	- 6,0	+121,6	- 63,2	+ 71,4
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	+116,3	-168,3	+142,0
1980	+ 1,6	+33,0	+45,9	+16,3	+ 96,8	-190,2	+ 79,6
1981	+18,2	+34,1	+41,8	+49,8	+143,9	-316,0	+ 72,2
1982	+31,8	+63,8	+57,6	+22,1	+175,3	-290,2	+ 24,1
1983 (k)	+74,3	+66,5	+62,7	+ 2,9	+206,4	-252,5	+ 46,6
1980 1 ^{er} trimestre	-32,2	+32,2	+ 6,5	+ 9,1	+ 15,6	- 59,6	+ 0,0
2 ^e trimestre	+44,9	-14,5	+12,4	+ 3,1	+ 45,9	- 41,6	+ 31,3
3 ^e trimestre	-33,8	+ 4,6	+16,8	- 1,2	- 13,6	- 59,8	+ 3,8
4 ^e trimestre	+23,1	+11,8	+10,2	+ 5,4	+ 50,5	- 29,6	+ 40,9
1981 1 ^{er} trimestre	- 8,2	+13,6	+19,7	+13,9	+ 39,0	- 93,0	+ 10,8
2 ^e trimestre	+75,1	+ 9,1	+ 8,7	+15,0	+107,9	- 54,6	+ 11,3
3 ^e trimestre	-74,1	+ 4,7	+ 4,5	+14,1	- 50,8	- 80,8	+ 16,0
4 ^e trimestre	+25,4	+ 6,7	+ 8,9	+ 6,8	+ 47,8	- 87,6	+ 33,8
1982 1 ^{er} trimestre	- 3,8	+20,7	+18,9	+18,2	+ 54,0	-120,7	+ 19,5
2 ^e trimestre	+59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	+ 77,8	- 81,9	- 0,1
3 ^e trimestre	-28,8	+31,6	+14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,9
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,0
1983 1 ^{er} trimestre (k)	-14,7	- 1,9	+24,8	- 4,2	+ 4,0	-126,2	- 14,2
2 ^e trimestre (k)	+72,4	+ 0,6	+23,4	+ 0,3	+ 96,7	- 26,5	- 3,8
3 ^e trimestre (k)	-19,8	+36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 29,0	- 56,7	+ 15,5
4 ^e trimestre (k)	+36,4	+31,5	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,7	- 43,1	+ 49,6

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

(d) Variations de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

En milliards de francs

	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires (i)	Divers (j)
	de créances commerciales sur l'étranger (9)	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers (10)	Etat (g) (11)	Autres pouvoirs publics (h) (12)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires (13)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (14)		
+ 0,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
+ 6,0	+ 1,4	- 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	- 4,9	+ 2,1	- 8,9
- 0,2	- 7,7	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	- 0,5	+ 3,6
+ 6,8	- 13,4	- 4,0	+ 264,9	- 1,6	- 30,1	- 14,8	+ 12,5	- 13,0
+ 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 359,3	+ 3,5	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 6,3
+ 1,4	- 2,9	+ 4,4	+ 410,2	+ 20,8	- 28,6	- 9,2	+ 41,2	+ 6,8
+ 8,2	- 5,1	- 1,0	+ 396,7	+ 3,0	- 22,0	+ 10,9	+ 27,4	- 5,8
+ 1,1	- 2,9	- 1,8	+ 113,0	- 9,7	- 9,0	- 4,9	+ 0,4	- 9,5
+ 3,3	- 3,3	- 1,4	+ 66,9	+ 1,2	- 3,6	- 4,0	- 3,0	+ 0,2
+ 2,0	- 2,8	- 5,8	+ 58,4	+ 0,2	- 9,7	- 6,1	+ 2,9	+ 4,1
+ 2,6	- 4,5	+ 5,1	+ 26,6	+ 13,5	- 7,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 2,9
+ 1,3	- 0,1	+ 0,7	+ 125,5	- 8,1	- 5,3	- 4,2	+ 7,0	+ 7,3
+ 1,7	+ 2,2	+ 3,1	+ 145,1	+ 9,0	- 2,4	+ 2,4	+ 20,0	- 26,3
+ 3,0	- 2,6	- 0,4	+ 23,5	- 7,4	- 10,9	- 6,2	+ 22,8	- 2,6
+ 1,0	+ 7,0	- 0,6	+ 65,2	+ 10,0	- 10,8	- 1,7	+ 16,2	+ 15,3
+ 2,2	- 0,1	- 3,0	+ 202,4	- 18,1	- 6,4	- 6,7	+ 6,1	- 16,3
+ 1,8	- 1,8	+ 9,7	+ 125,3	+ 22,7	- 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 3,5
+ 0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9
+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 13,3	+ 21,7
+ 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 20,8	+ 26,6
+ 2,2	+ 0,2	+ 1,6	+ 101,3	+ 4,8	- 4,7	- 1,2	+ 28,4	- 5,5
+ 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 102,9	- 16,1	- 11,2	+ 7,0	+ 14,4	- 17,5
+ 8,4	- 2,3	+ 9,6	+ 32,9	+ 21,3	- 2,1	+ 6,9	+ 5,4	- 9,4

Source : Banque Nationale de Belgique

compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
 compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
 sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
 nouvelle série depuis 1978.
 données provisoires.

XI-5 — Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

En milliards de francs

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et les particuliers						Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics (f)	Total général (10)= (8)+(9)		
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor (b) (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2) (2)	Stock de monnaie fiduciaire (c) (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique (d) (4)	Auprès des organismes publics (e) (5)	Auprès des banques (6) (6)			Total (7)= (4) à (6)	Total (8)= (3)+(7)
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980 Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,5	281,7	374,0	733,0	39,4	772,4
Juin	13,9	377,6	378,8	1,2	98,9	300,8	400,9	779,7	37,7	817,4
Septembre	14,7	361,0	365,0	1,2	90,1	290,6	381,9	746,9	36,7	783,6
Décembre	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981 Mars	14,7	364,4	368,5	0,8	92,4	300,5	393,7	762,2	36,3	798,5
Juin	15,3	389,9	393,0	0,8	109,1	332,4	442,3	835,3	38,3	873,6
Septembre	15,4	369,6	374,7	0,6	90,4	296,8	387,8	762,5	37,0	799,5
Décembre	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	821,2
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	880,6
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,9	367,3	465,6	866,6	47,9	914,5
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,5	355,1	464,1	860,0	34,6	894,6
Décembre (g)	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires et organismes publics d'exploitation.

(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.

(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

(g) Données provisoires.

XI-6 — Engagements financiers des entreprises et des particuliers envers les institutions financières belges

Variations en milliards de francs

ANNÉE	Institutions principalement monétaires	Autres institutions financières						Total général
		Institutions publiques de crédit spécialisées dans		C.G.E.R.	Caisses d'épargne privées	Divers	Total	
		le crédit professionnel	le crédit à l'habitation					
1974	+ 52,4	+28,6	+ 9,6	+18,6	+21,9	-0,3	+78,4	+130,8
1975	+ 74,4	+29,5	+12,3	+20,9	+25,8	+0,2	+ 88,7	+163,1
1976	+ 89,7	+35,6	+18,7	+31,7	+36,1	+0,1	+122,2	+211,9
1977	+111,0	+26,8	+24,9	+28,2	+27,3	-0,2	+107,0	+218,0
1978	+ 76,1	+30,5	+27,4	+33,6	+37,5	+0,6	+129,6	+205,7
1979	+138,8	+36,4	+27,5	+32,4	+32,8	+0,6	+129,7	+268,5
1980	+ 79,5	+31,5	+35,6	+19,3	+14,9	+0,6	+100,7	+180,2
1981	+ 66,0	+19,4	+29,0	+ 4,1	+ 8,2	-0,3	+ 60,4	+126,4
1982	+ 19,4	+ 7,9	+27,1	+ 0,2	+ 9,3	-0,3	+ 44,2	+ 63,6
1983 (a) ...	+ 51,7	-14,9	+25,9	+ 7,8	+23,3	+0,1	+ 42,4	+ 94,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) données provisoires.

XI-7 — Activité de l'I.R.G. - Encours moyens journaliers

Milliards de francs

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Effets à nourrir par l'I.R.G.	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9	73,2	67,2	79,4	80,8	69,6
dont réescomptés à la B.N.B.	26,3	9,1	38,6	32,8	48,6	67,4	60,3	73,1	75,3	61,5
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	4,2	10,4	4,6	5,5	4,7	4,8	4,4	4,4	3,8	4,1
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4	19,6	16,4	9,8	10,4	6,3
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2	92,8	83,7	89,2	91,2	75,9

Source : Institut de Réescampte et de Garantie.

XI-8 — Principales émissions du secteur public en francs belges

Millions de francs

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1972	141 240		
1973	151 200		
1974	139 500	1983 (a)	
1975	175 100	Janvier	53 000
1976	196 000	Février	112 000
1977	270 300	Mars	—
1978	280 000	Avril	16 000
1979	277 700	Mai	140 000
1980	222 300	Juin	—
1981	242 500	Juillet	—
1982	286 000	Août	—
1983	489 300	Septembre	72 800
		Octobre	25 000
		Novembre	70 500
		Décembre	—
		<i>Total ...</i>	489 300

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur Belge, à l'exception des émissions continues.

XI-9 — Emissions des sociétés (a)

Milliards de francs

PÉRIODE	Actions		Obligations (montant normal) — Emissions non continues brutes	Actions et obligations Total (4)=(2)+(3)
	Emissions nominales (1)	Emissions nettes (2)		
1973	39,1	16,7	13,9	30,6
1974	49,5	19,3	13,4	32,7
1975	39,4	17,7	27,0	44,7
1976 (b)	10,1	21,2	17,4	38,6
1977	91,9	50,5	8,4	58,9
1978	64,3	37,2	6,6	43,8
1979 (c)	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1 ^{er} trimestre	16,6	6,8	1,7	8,5
2 ^e trimestre	23,3	12,4	7,0	19,4
3 ^e trimestre	18,1	7,7	0,7	8,4
4 ^e trimestre	29,1	12,8	3,6	16,4
1981	115,9	48,2	46,0	94,2
1 ^{er} trimestre	8,5	4,9	2,0	6,9
2 ^e trimestre (c)	54,5	21,2	35,2	56,4
3 ^e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4 ^e trimestre	38,4	15,1	6,4	21,5
1982	150,8	98,4	5,6	104,0
1 ^{er} trimestre	20,2	13,2	—	13,2
2 ^e trimestre	40,4	20,8	1,6	22,4
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,2	51,9	2,3	54,2
1983	—	—	—	—
1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	—	—	—	—

Sources : Banque Nationale de Belgique; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge, ayant leur principale exploitation en Belgique.

(b) A partir de 1976 : données provisoires calculées par la Commission bancaire et la Banque Nationale de Belgique.

(c) Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XI-10 — Bourse de Bruxelles - Volume des opérations du marché au comptant

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obliga- tions	Total	Actions	Obliga- tions	Total
1970	9 184 441	198 542	9 382 983	10 978 975	445 156	11 424 131
1971	11 987 682	256 524	12 244 206	14 457 118	674 431	15 131 549
1972	17 177 751	426 832	17 604 583	19 060 878	953 353	20 014 231
1973	24 831 040	666 566	25 497 606	26 244 597	1 515 239	27 759 836
1974	21 804 146	652 017	22 456 163	15 030 889	1 255 441	16 286 330
1975	26 283 833	556 056	26 839 889	15 484 070	1 270 206	16 754 276
1976	30 802 807	647 029	31 449 836	18 520 987	1 619 079	20 140 066
1977	25 903 665	578 083	26 481 748	12 828 275	1 619 757	14 448 032
1978	23 590 192	542 427	24 132 619	13 682 011	1 722 859	15 404 870
1979	22 680 074	538 802	23 218 876	14 909 193	1 749 122	16 658 315
1980	21 193 585	515 873	21 709 458	15 061 484	1 685 563	16 747 047
1981	16 189 414	644 084	16 833 498	14 411 174	2 195 709	16 606 883
1982	43 139 470	508 329	43 647 799	23 342 230	1 835 690	25 177 920
1983	59 460 189	860 904	60 321 093	39 257 791	3 836 832	43 094 623
1983 janvier	2 188 645	44 529	2 233 174	2 362 943	151 433	2 514 377
février	3 670 284	35 471	3 705 755	2 517 723	135 318	2 653 042
mars	2 701 637	68 942	2 770 579	3 160 158	278 607	3 438 765
avril	3 641 745	82 318	3 724 063	3 176 241	352 638	3 528 880
mai	7 037 691	88 182	7 125 873	3 251 672	428 382	3 680 055
juin	4 635 773	76 338	4 712 111	3 583 150	312 891	3 896 041
juillet	6 430 835	44 383	6 475 218	2 861 180	249 535	3 110 716
août	1 700 054	53 904	1 753 958	2 818 585	281 865	3 100 451
septembre ..	2 640 131	76 498	2 716 629	2 852 525	348 105	3 200 630
octobre	2 895 748	122 082	3 017 830	2 842 500	501 893	3 344 393
novembre ...	8 778 480	104 773	8 883 253	4 224 309	451 563	4 675 872
décembre	13 139 166	63 484	13 202 650	5 606 801	344 596	5 951 397

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

XI-11 — Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles (a)

 Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1965

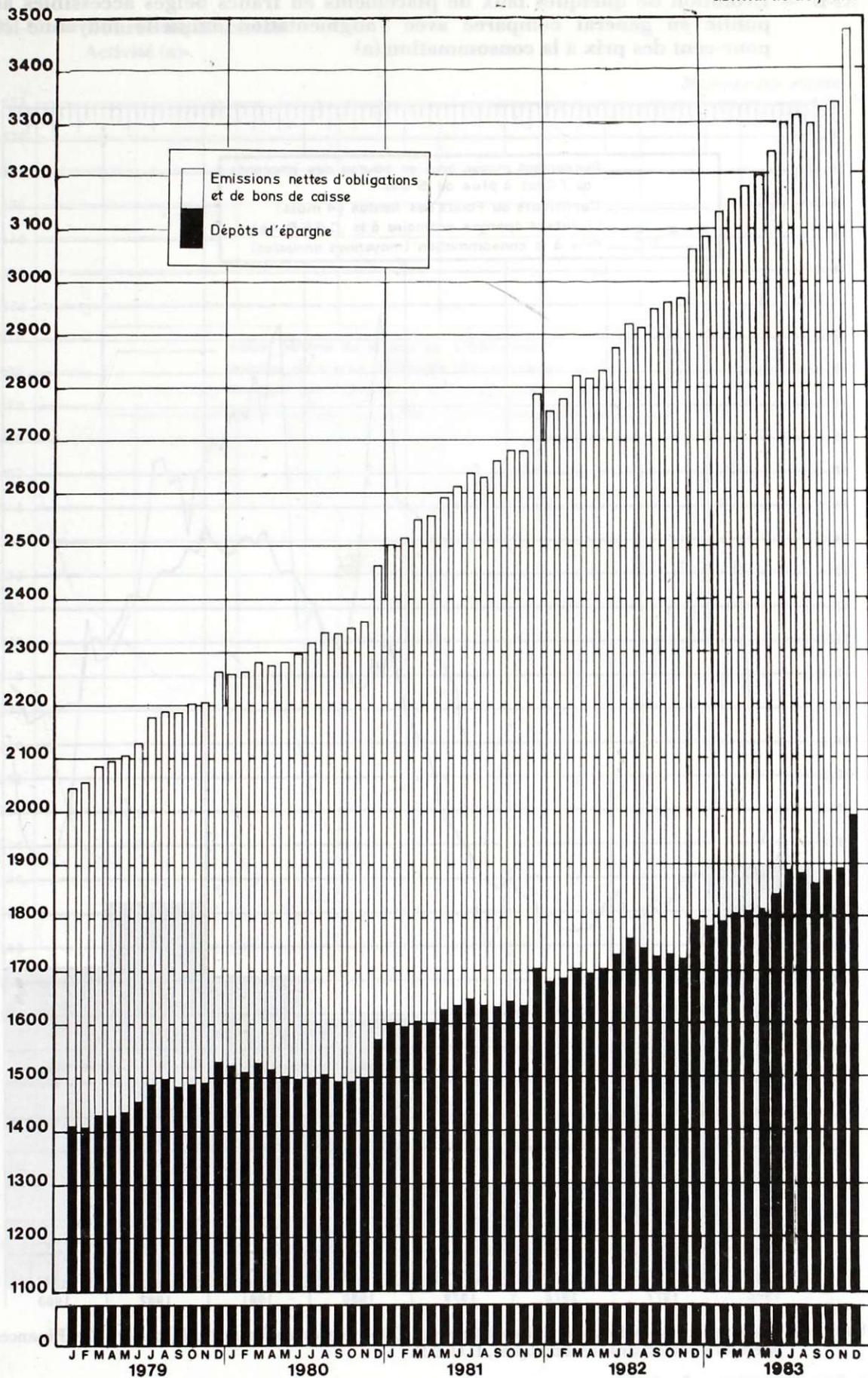
DÉBUT DE PÉRIODE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Moyenne pondérée
	Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes	Sociétés privées	
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1983 janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
février	11,59	11,47	12,48	12,12	—	11,76
mars	11,99	11,81	12,60	12,21	—	12,02
avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
mai	10,92	11,17	11,59	11,35	—	11,13
juin	11,03	11,29	11,63	11,36	—	11,19
juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
août	10,59	10,79	11,42	11,20	—	10,82
septembre ..	10,53	10,80	11,46	11,11	—	10,83
octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
novembre ...	10,52	10,75	11,32	11,04	—	10,78
décembre	10,87	11,13	11,75	11,42	—	11,21

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XI-A — Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et de bons de caisse (a)

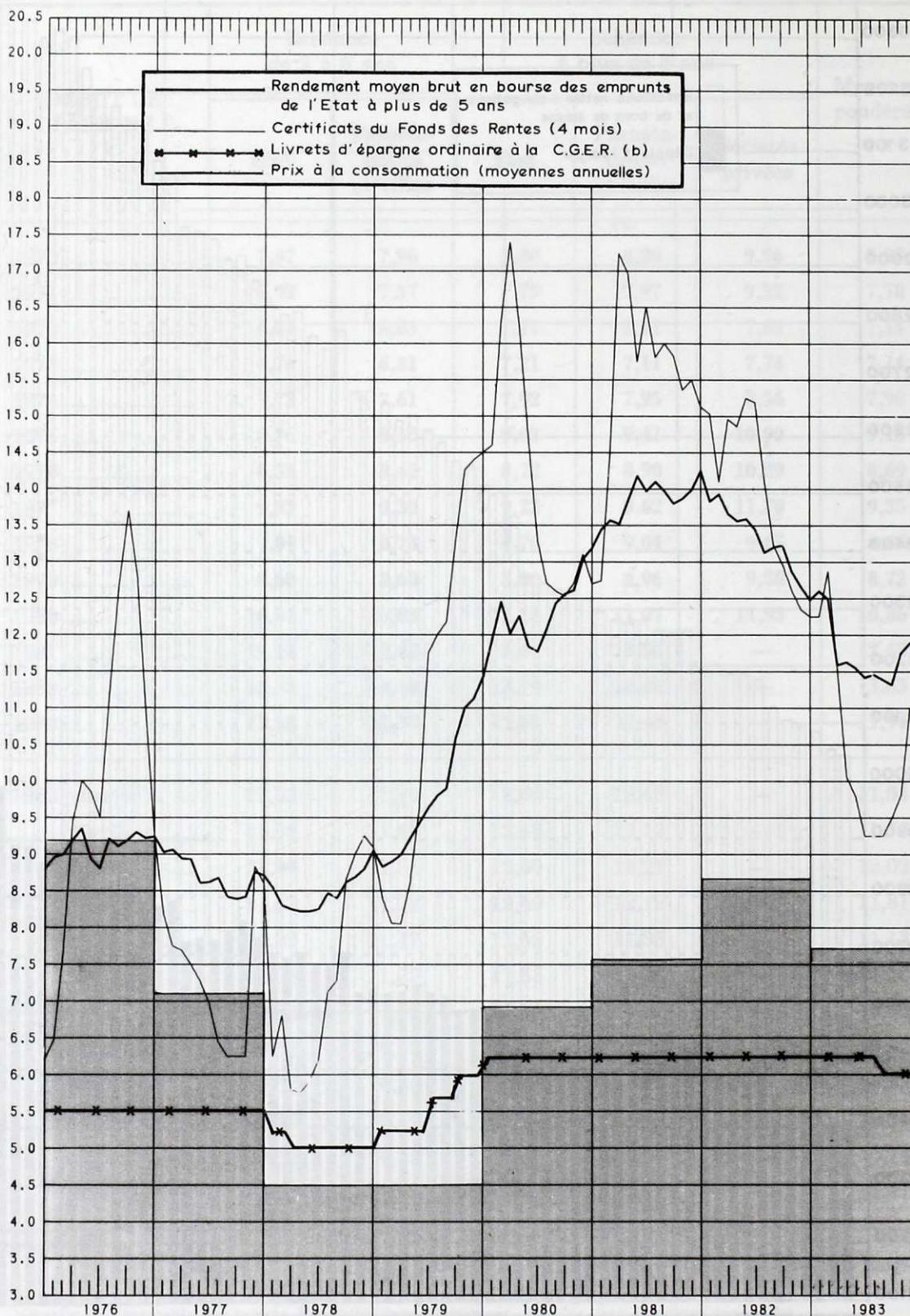
Milliards de francs



Source : Ministère des Finances.

(a) — Dépôts d'épargne auprès de la C.G.E.R., des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.
 — Emissions nettes d'obligations et de bons de caisse auprès de la C.G.E.R., des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

XI-B — Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pour-cent des prix à la consommation (a)



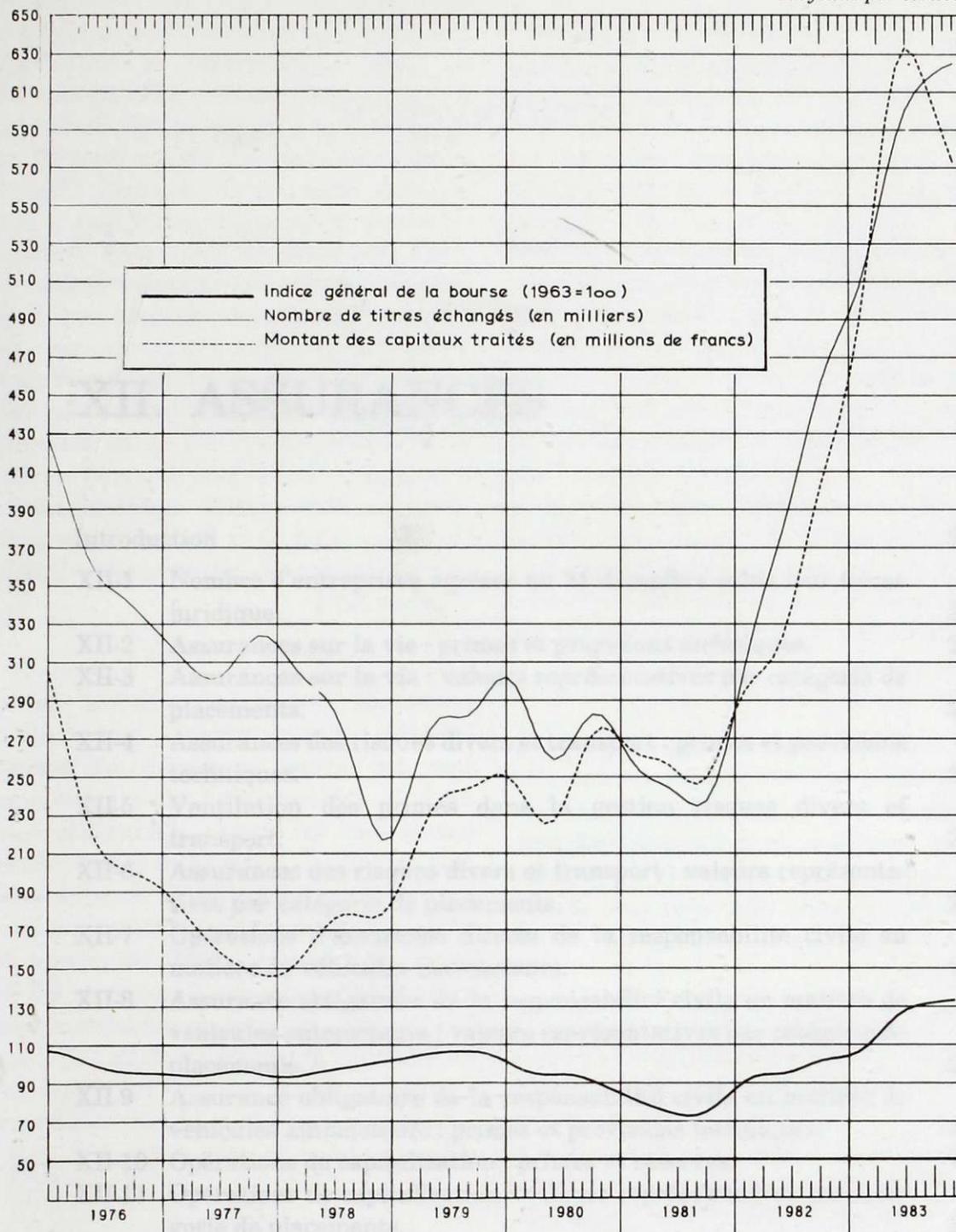
Sources : Commission de la Bourse; Caisse Générale d'Epargne et de Retraite; Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Du fait qu'à concurrence d'un montant de 30.000 francs par an actuellement les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaires sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes. Le taux comprend la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre.

XI-C — Bourse de Bruxelles
Activité (a)

Moyenne par séance



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Séries désaisonnalisées et lissées.

XII. ASSURANCES

Introduction	200
XII-1 Nombre d'entreprises agréées au 31 décembre selon leur forme juridique.	202
XII-2 Assurances sur la vie : primes et provisions techniques.	202
XII-3 Assurances sur la vie : valeurs représentatives par catégorie de placements.	203
XII-4 Assurances des risques divers et transport : primes et provisions techniques.	204
XII-5 Ventilation des primes dans la gestion risques divers et transport.	204
XII-6 Assurances des risques divers et transport : valeurs représentatives par catégorie de placements.	205
XII-7 Opérations d'assurance directe de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.	206
XII-8 Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs : valeurs représentatives par catégorie de placements.	207
XII-9 Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs : primes et provisions techniques.	208
XII-10 Opérations de capitalisation : primes et réserves.	208
XII-11 Opérations de capitalisation : valeurs représentatives par catégorie de placements.	209
XII-12 Prêts hypothécaires.	209
XII-13 Prêts hypothécaires par intervention : valeurs représentatives par catégorie de placements.	210

INTRODUCTION

Les statistiques financières concernant les entreprises d'assurance sont dressées par l'Office de Contrôle des Assurances sur la base des bilans des entreprises concernées. De plus, l'Office tient des états techniques qui fournissent une idée de l'activité dans certaines branches. Ces données ne correspondent pas aux résultats comptables, entre autres en ce qui concerne les primes et les provisions techniques; ces écarts s'expliquent dans la plupart des cas par des différences dans l'application du système comptable des entreprises.

Vu que les résultats comptables ne sont disponibles qu'avec retard, comme c'est aussi le cas pour les données de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale, les tableaux ne contiennent des données que pour l'année 1982, sauf pour le nombre d'entreprises (tableau XII-1).

Pour les trois principales branches du secteur — assurance-vie, risques divers et assurance obligatoire des véhicules automoteurs — l'encaissement total des primes s'élevait à 155,3 milliards de francs en 1982, en augmentation de 7,1 % par rapport à l'année précédente. La part des trois branches dans l'encaissement s'élevait respectivement à 31,1 % pour la gestion vie (tableau XII-2), 42,6 % pour la gestion risques divers (tableau XII-4) et 26,3 % pour la gestion assurance obligatoire des véhicules automoteurs (tableau XII-9).

Les provisions techniques ou réserves représentent les obligations calculées et comptabilisées des entreprises pour l'application des contrats d'assurance qu'elles ont souscrits ainsi que pour l'application des dispositions légales relatives aux opérations d'assurance. Selon les branches d'assurance, les réserves doivent être couvertes par des « valeurs représentatives » (tableaux XII-3, 6 et 8) dont la composition est déterminée par un arrêté royal du 12 mars 1976.

Afin de cerner les activités de la branche « risques divers », une ventilation des primes encaissées est donnée dans le tableau XII-5. Les principaux postes sont les risques d'incendies simples, les risques d'incendies industriels et les garanties accessoires de la responsabilité civile relative aux véhicules automoteurs. Par rapport à 1981, les primes de risques d'incendie ont diminué de 6,3 %. Les primes de risques industriels, qui avaient déjà baissé de 1,6 % en 1981, ont encore reculé en 1982 (- 9,3 %) ce qui reflète clairement la faible activité économique au cours de cette année.

Pour l'assurance obligatoire de la responsabilité civile pour les véhicules automoteurs, un aperçu, sur base des états techniques de l'Office de Contrôle des Assurances, est donné au tableau XII-7. Dans ce tableau, les réserves du « Fonds Commun de Garantie Automoto-

bile » sont mentionnées. Un tel fonds commun de garantie était prévu par la loi du 5 juillet 1975 concernant le contrôle des entreprises d'assurances. La mise en application et l'exécution de cette loi dépendent d'un Arrêté Royal du 16 décembre 1981 publié au Moniteur Belge du 26 janvier 1982. Le fonds agréé est le « Fonds Commun de Garantie Automobile », association d'assurance mutuelle. Le fonds peut intervenir, entre autres, lorsque le véhicule qui a causé l'accident n'est pas identifié, en cas de non-assu-

rance, lorsqu'une entreprise d'assurance a été déclarée en faillite, etc...

Hormis le contrôle des entreprises d'assurance, l'Office est également chargé de celui des entreprises de capitalisation (tableaux XII-10 et XII-11) et des entreprises de prêts hypothécaires (tableaux XII-12 et XII-13). La faiblesse du marché immobilier se manifeste clairement en 1982 dans les prêts hypothécaires, avec une diminution de la valeur nominale des prêts de 28 %.

1982	1981	1980	1979	1978
1.22	1.14	1.00	1.00	1.00
1.38	1.31	1.17	1.07	1.00
1.14	1.07	1.00	1.00	1.00
1.00	1.00	1.00	1.00	1.00

Tableau XII-10 - Représentation par catégories

1982	1981	1980	1979	1978
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000

Tableau XII-11 - Assurances sur la vie : primes et provisions techniques

1982	1981	1980	1979	1978
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000

XII-1 — Nombre d'entreprises agréées au 31 décembre selon leur forme juridique

DÉSIGNATION	Nombre		En % des totaux partiels		En % du total général	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983
<i>Selon le droit belge :</i>						
Sociétés anonymes	135	134	78,5	78,8	42,9	43,9
Sociétés coopératives	8	8	4,7	4,7	2,5	2,6
Mutuelles	25	24	14,5	14,1	7,9	7,9
Divers	4	4	2,3	2,4	1,3	1,3
<i>Total ...</i>	172	170	100,0	100,0	54,6	55,7
<i>Selon le droit étranger :</i>						
Etat membres de la C.E.E.	115	107	80,4	79,3	36,5	35,1
Hors C.E.E.	28	28	19,6	20,7	8,9	9,2
<i>Total ...</i>	143	135	100,0	100,0	45,4	44,3
<i>Total général ...</i>	315	305	—	—	100,0	100,0

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-2 — Assurances sur la vie : primes et provisions techniques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
<i>Total des primes encaissées</i>	36 702	40 401	42 650	44 774	49 469
par des entreprises belges	32 257	35 521	37 397	39 331	43 697
des entreprises de la C.E.E.	2 607	2 780	2 899	2 841	2 899
des entreprises hors C.E.E.	1 838	2 100	2 354	2 602	2 873
<i>Total des provisions techniques</i>	235 939	263 688	291 944	322 224	357 158
des entreprises belges	209 910	235 023	260 383	287 508	319 001
entreprises C.E.E.	17 587	18 751	20 183	21 481	22 895
entreprises hors C.E.E.	8 442	9 914	11 378	13 235	15 262

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-3 — Assurances sur la vie : valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982			Total
					Siège des entreprises			
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	
Valeurs Etat belge et titres assimilés	61 792	68 030	73 848	80 834	81 943	7 192	7 328	96 463
Autres obligations	31 364	36 148	40 231	42 617	47 971	2 434	544	50 949
Actions	17 678	20 034	20 227	24 422	28 600	1 869	684	31 153
Immeubles	24 842	28 014	31 789	33 277	32 802	1 753	1 901	36 456
Prêts hypothécaires	79 335	89 884	101 870	111 967	107 176	8 140	3 383	118 699
Autres prêts et créances	13 002	13 950	16 302	1 850	17 723	1 570	1 073	20 366
Numéraire	882	3 039	3 240	5 848	4 460	240	513	5 213
Autres	7 296	7 899	9 126	10 109	10 710	763	626	12 099
<i>Total ...</i>	236 191	226 993	296 633	327 624	331 385	23 961	16 052	371 398
<i>En % des provisions techniques ...</i>	100,1	101,3	101,6	101,7	103,9	104,7	105,2	104,0

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-4 – Assurances des risques divers et transport : primes et provisions techniques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
<i>Total des primes encaissées</i>	49 419	54 420	59 488	63 928	67 935
par des entreprises belges	39 456	44 110	48 396	51 683	55 461
des entreprises de la C.E.E.	6 032	6 117	6 453	7 111	7 058
des entreprises hors C.E.E.	3 931	4 193	4 639	5 134	5 416
<i>Total des provisions techniques</i>	53 664	59 843	68 924	78 411	88 158
des entreprises belges	43 829	49 850	57 705	65 341	73 353
entreprises de la C.E.E.	5 477	5 861	6 422	7 324	7 765
entreprises hors C.E.E.	4 358	4 132	4 797	5 746	7 040

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-5 – Ventilation des primes dans la gestion risques divers et transport

Millions de francs

DÉSIGNATION	1981	1982
Risques d'incendie simples et industriels	23 913	22 410
Garanties accessoires à la responsabilité civile autos	10 435	10 766
Responsabilité civile générale	7 385	7 650
Accidents : individuelle générale et circulation	7 301	7 986
Crédit et caution	1 730	1 858
Maladie	2 459	3 003
Transport	4 202	4 705
Divers	6 724	9 691
<i>Total ...</i>	64 150	68 070

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-6 — Assurances des risques divers et transport : valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982			Total
					Siège des entreprises			
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	
Valeurs Etat belge et titres assimilés	21 594	23 079	26 476	27 680	25 140	4 385	2 965	32 490
Autres obligations	8 050	8 864	9 142	12 235	11 633	1 006	1 043	13 682
Actions	6 550	6 026	6 535	7 509	8 324	550	444	9 318
Immeubles	5 737	7 317	7 956	8 153	7 984	478	1 092	9 554
Prêts hypothécaires	4 889	6 396	8 683	9 813	11 044	20	119	11 183
Autres prêts et créances	4 228	4 712	6 141	5 427	5 292	448	295	6 035
Numéraire	2 760	2 885	3 049	4 663	2 941	861	960	4 762
Autres	2 613	3 236	3 804	6 013	4 888	604	741	6 234
<i>Total ...</i>	56 421	62 515	71 786	81 493	77 246	8 353	7 658	93 257
<i>En % des provisions techniques ...</i>	105,1	104,5	104,2	103,9	105,3	107,6	108,8	105,8

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-7 — Opérations d'assurance directe de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Millions de francs

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et voitures de location		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures		Motos et cyclomoteurs		Total	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
Nombre de véhicules assurés (×1 000)	14,6	13,9	7,5	7,6	38,2	38,3	420,2	415,6	3 262,4	3 270,7	486,3	480,4	4 229,3	4 226,5
Primes émises	405,3	398,6	181,1	195,2	1 565,4	1 565,7	4 062,5	4 153,0	32 512,3	34 453,6	1 148,1	1 185,2	39 874,7	41 951,4
Montant des sinistres payés	201,5	209,5	137,5	167,3	912,8	966,9	2 369,1	2 512,7	16 538,1	16 982,2	650,7	690,5	20 809,7	21 529,2
Evaluation des sinistres en suspens	838,6	897,5	427,0	475,2	3 024,3	3 456,4	7 231,6	7 817,3	53 618,5	58 742,2	3 316,6	3 665,2	68 440,4	75 053,8
Réserve du fonds commun de garantie automobile	21,8	30,2	10,3	14,4	36,0	116,8	251,5	305,5	1 832,1	2 408,8	69,5	91,6	2 281,3	2 967,4
Réserve pour risques en cours	147,8	137,2	66,2	67,8	668,2	668,8	1 775,2	1 823,0	14 276,3	15 020,2	383,4	396,6	17 317,2	18 113,6
Commissions payées	39,9	38,7	15,3	16,3	155,7	154,2	526,7	537,5	5 112,9	5 380,1	184,9	191,5	6 035,2	6 318,3
Charges d'exploitation	77,2	85,3	48,2	56,1	245,1	284,7	910,6	1 016,0	7 700,0	8 550,7	577,2	625,5	9 558,3	10 618,3

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-8 — Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs - Valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982			Total
					Siège des entreprises			
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	
Valeurs Etat belge et titres assimilés	26 139	20 135	28 469	29 215	28 968	4 115	1 321	34 404
Autres obligations	13 222	14 414	14 609	16 853	15 827	1 311	763	17 901
Actions	8 020	8 614	8 326	9 395	10 475	697	404	11 576
Immeubles	7 543	8 365	9 689	10 820	8 907	548	1 692	11 147
Prêts hypothécaires	8 588	10 166	11 593	11 741	12 742	350	0	13 092
Autres prêts et créances	2 175	2 582	3 380	3 761	3 884	172	120	4 176
Numéraire	1 382	2 152	2 715	4 481	2 644	416	86	3 146
Autres	2 222	2 476	2 657	3 299	3 203	321	134	3 658
<i>Total ...</i>	69 291	76 904	81 438	89 565	86 650	7 930	4 520	99 100
<i>En % des provisions techniques ...</i>	100,6	103,1	99,6	101,7	102,9	104,2	105,4	103,1

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-9 — Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs - primes et provisions techniques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982
<i>Total des primes encaissées</i>	34 221	35 777	37 958	39 876	41 947
par des entreprises belges	29 125	30 866	32 725	34 504	36 422
entreprises C.E.E.	3 017	2 774	2 999	3 067	3 175
entreprises hors C.E.E.	2 079	2 137	2 234	2 305	2 350
<i>Total des provisions techniques</i>	68 857	74 627	81 729	88 048	96 118
des entreprises belges	58 898	64 724	70 874	76 745	84 223
entreprises C.E.E.	6 470	6 335	6 925	7 207	7 608
entreprises hors C.E.E.	3 489	3 568	3 930	4 096	4 287

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-10 — Opérations de capitalisation - primes et réserves

Millions de francs

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
Primes encaissées	65,7	98,6	63,4	67,9
Valeur nominale des contrats souscrits :				
prime unique	237,8	249,7	205,2	272,4
prime périodique	1 670,8	1 976,8	1 940,3	1 269,4
<i>Total ...</i>	1 908,6	2 226,5	2 145,5	1 541,8
Réserves mathématiques :				
prime unique	160,3	157,2	144,5	188,3
prime périodique	248,9	254,8	262,5	226,0
Cautionnements	12,7	13,4	13,5	13,0
<i>Total ...</i>	421,9	425,4	420,5	427,3

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-11 – Opérations de capitalisation - valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
Fonds d'organismes internationaux	0,1	0,4	0,4	0,4
Valeurs Etat belges et titres assimilés	132,4	134,4	134,5	136,6
Obligations sociétés belges	2,5	0,3	0,3	0,2
Actions sociétés belges	0,5	1,8	1,8	4,5
Immeubles	25,7	25,7	31,8	24,4
Prêts hypothécaires	321,9	328,7	294,6	302,5
Prêts sur polices	0,4	0,3	0,3	0,4
Divers	1,5	1,4	7,3	12,6
<i>Total ...</i>	485,0	493,0	471,0	481,6

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-12 – Prêts hypothécaires

Millions de francs

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
<i>Prêts hypothécaires par intervention :</i>				
Valeur nominale des prêts	1 411,4	1 366,3	1 268,9	914,6
Fonds de reconstitution	341,1	348,7	333,0	293,9
Cautionnements	5,2	5,6	5,5	4,9
<i>Total ...</i>	346,3	354,3	338,5	298,8
<i>Prêts hypothécaires sans intervention :</i>				
Solde restant dû	437 206	476 141	490 638	489 858

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XII-13 — Prêts hypothécaires par intervention - valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982
Valeurs Etat belge et titres assimilés	64,7	70,7	72,1	71,7
Fonds d'organismes internationaux	0,6	0,3	0,6	0,5
Obligations sociétés belges	—	—	—	—
Actions sociétés belges	—	—	6,0	8,0
Immeubles	25,5	31,0	48,7	24,3
Prêts hypothécaires	284,3	285,4	272,9	255,3
Divers	—	0,5	2,0	11,5
<i>Total ...</i>	375,1	387,9	402,3	371,3

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIII. PRIX

Introduction	212
XIII-1 Indices des prix de gros.	213
XIII-2 Indices partiels des prix de gros.	214
XIII-3 Indices des prix à la consommation par catégorie de dépenses.	215
XIII-4 Indices des prix à la consommation par groupe d'articles.	216
XIII-5 Indice général des prix à la consommation selon l'année de base.	217
XIII-6 Variation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays.	218
XIII-A Indices des prix de gros - T.V.A. exclue.	219
XIII-B Indices des prix de gros des produits industriels - T.V.A. exclue.	219
XIII-C Indices des prix à la consommation.	220

INTRODUCTION

Jusqu'en mai 1976, les indices particuliers des prix à la consommation n'ont été globalisés que pour trois groupes principaux : les denrées alimentaires, les produits non alimentaires et les services. A partir de juin 1976, les loyers — pour la première fois repris dans l'indice — ont été considérés comme un nouveau groupe principal (tableaux XIII-4). Depuis juin 1976, dans le cadre de l'harmonisation souhaitée par l'Office Statistique des Communautés européennes, des indices particuliers sont calculés pour huit catégories spécifiques de dépenses (tableaux XIII-3).

L'indice général des prix à la consommation (tableau XIII-5) est donné pour plusieurs années de base. Bien que les prix de ces années de base n'aient servi de référence pour l'établissement de l'indice que jusqu'à la réforme suivante, il n'est pas sans intérêt de disposer de séries historiques pour effectuer des comparaisons sur une longue période. Pour passer d'une année de base à une autre, il est fait appel à des coefficients officiels de conversion. Le passage de la base « juillet 1974 - juin 1975 » à une base antérieure s'effectue en multipliant cet indice par 1,37 pour la base « juillet 1971=100 », par 1,6288 pour la base 1966=100 et par 2,1161 pour la base 1953=100 ou en divisant respectivement par les coefficients 0,72993; 0,6139 et 0,4725.

Le tableau XIII-6 fait apparaître qu'au cours des années 1981 et 1982, le rythme d'inflation a continué à s'accroître en Belgique, alors que dans les autres pays membres de l'O.C.D.E., son rythme moyen s'est fortement ralenti. Ce n'est qu'en 1983 qu'une décélération limitée de la hausse des prix à la consommation a pu être obtenue en Belgique. Les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis sont parvenus, en 1983, à limiter à 3 % environ la montée moyenne de leurs prix à la consommation. Au Royaume-Uni, le rythme d'inflation a pu être ramené à moins de 5 %. En Italie et en France, un ralentissement net du taux d'inflation a été observé.

Pendant le premier trimestre de 1983, ce taux s'est élevé encore à 8,7 % en Belgique mais au cours du quatrième, il a pu être réduit à 6,8 %. Toute l'année durant, l'accroissement moyen de l'indice des prix alimentaires s'est poursuivi à un taux élevé, pour montrer même une certaine accélération au cours du deuxième semestre; toutefois, en 1983, le rythme de hausse a été quelque peu plus bas qu'en 1982. L'indice des prix des produits non alimentaires — lequel s'était maintenu à un niveau supérieur à 9 % au cours des trois années antérieures — a pu être ramené en 1983 au-dessous de 7 %. Pour les services, une légère accélération du taux d'accroissement a encore été notée en 1983.

PÉRIODE	Produits agricoles		Produits industriels				Indice général			
	Selon l'origine		Selon l'origine		Selon le degré de transformation					
	Produits indigènes	Produits importés	Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis		Produits finis		
1979 moyenne (a)	219,4	228,4	193,5	212,9	233,3	199,4	194,6	230,6	232,8	220,9
1979 moyenne (b)	196,2	216,1	183,7	201,3	204,6	179,6	176,9	200,0	203,9	194,9
1980 moyenne (a)	232,0	238,3	188,6	216,8	249,0	217,6	207,9	251,5	245,1	235,6
1980 moyenne (b)	207,5	225,5	179,0	204,9	218,4	195,9	189,1	218,1	214,7	208,1
1981 moyenne (a)	251,6	265,4	204,2	239,7	267,9	242,1	229,0	269,5	262,4	254,6
1981 moyenne (b)	224,4	251,2	193,8	226,6	234,1	217,5	207,8	232,8	228,9	223,8
1982 moyenne (a)	271,8	285,8	215,4	256,7	290,5	261,5	248,1	295,0	281,7	275,6
1982 moyenne (b)	241,8	270,5	204,3	242,7	252,9	234,4	224,8	253,8	244,8	241,5
1983 moyenne (a)	286,5	296,4	250,4	276,6	302,4	279,7	268,3	306,9	291,5	289,0
1983 moyenne (b)	254,4	279,2	237,3	261,4	262,6	250,1	242,4	263,5	252,9	252,7
1983 (b) janvier	243,6	268,3	207,4	242,2	257,3	230,9	222,2	256,5	250,3	243,9
février	244,2	264,9	209,8	241,2	257,1	235,1	225,9	256,9	250,1	245,0
mars	245,6	266,2	211,1	242,4	258,2	237,9	230,8	257,6	249,5	246,3
avril	246,8	259,7	218,8	241,1	259,1	242,5	233,0	259,3	251,4	248,2
mai	248,7	259,4	228,2	244,1	260,6	243,8	237,1	261,3	251,1	249,8
juin	251,9	271,9	233,2	254,9	261,4	243,2	238,6	263,1	252,1	251,2
juillet	252,8	265,7	237,5	252,6	261,9	251,1	242,4	264,5	252,5	252,8
août	259,1	279,3	254,5	267,9	265,8	258,7	251,8	266,9	254,3	256,9
septembre	262,9	301,9	256,2	284,0	267,2	259,7	252,6	267,9	255,1	257,8
octobre	263,2	300,9	257,3	283,9	267,4	259,9	253,5	267,7	255,5	258,1
novembre	265,9	306,1	262,2	289,2	267,6	266,6	258,3	269,3	256,5	260,4
décembre	268,0	306,3	271,9	292,8	268,0	272,1	262,9	270,5	256,8	262,1

(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XIII-2 — Indices partiels des prix de gros

1953=100

PÉRIODE	Produits agricoles		Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
	du règne animal	du règne végétal										
1979 moyenne (a)	234,1	194,4	219,3	241,5	183,6	208,5	162,4	217,1	232,3	169,1	334,8	230,2
1979 moyenne (b)	220,9	184,2	197,8	217,7	163,6	179,8	153,2	187,2	204,9	150,5	289,1	200,7
1980 moyenne (a)	238,8	197,6	251,9	275,6	207,7	207,2	186,7	240,8	243,5	177,5	237,9	235,0
1980 moyenne (b)	225,3	187,2	227,2	248,4	185,0	178,6	176,2	207,5	214,7	158,0	300,5	204,9
1981 moyenne (a)	262,7	219,7	278,6	322,8	230,6	210,9	178,1	235,3	261,1	193,6	370,1	244,7
1981 moyenne (b)	247,8	208,1	250,6	290,4	204,8	181,1	168,0	202,0	229,5	171,9	318,0	212,5
1982 moyenne (a)	293,1	226,6	288,7	352,3	263,0	219,4	168,4	245,1	285,6	207,1	401,6	265,8
1982 moyenne (b)	276,5	214,7	259,2	316,3	233,0	187,5	158,8	209,5	250,2	183,4	343,5	230,0
1983 moyenne (a)	307,6	250,3	326,1	362,6	279,9	224,2	249,2	258,4	286,2	220,8	410,8	278,2
1983 moyenne (b)	289,9	237,2	290,3	325,2	247,3	191,6	235,2	220,8	250,7	195,1	350,0	240,3
1983 (b) janvier	290,8	203,8	256,3	321,7	243,5	188,7	160,7	210,1	243,3	183,7	345,5	232,6
février	284,9	206,0	258,6	319,0	242,6	188,7	183,5	210,1	243,7	185,7	345,7	234,3
mars	286,7	206,8	259,4	316,2	244,9	188,8	227,5	210,1	243,1	188,7	345,7	235,5
avril	276,1	211,9	266,2	318,1	245,1	191,5	234,1	210,1	247,4	191,0	345,7	237,4
mai	275,1	217,8	270,5	317,2	243,6	191,9	240,2	217,2	250,0	191,7	351,4	239,5
juin	283,4	230,3	267,1	320,9	246,0	191,7	233,5	217,2	251,7	193,4	351,4	240,4
juillet	279,2	229,6	275,4	325,1	246,4	192,5	249,9	224,9	253,3	193,9	351,5	240,6
août	291,8	246,7	308,8	330,4	248,4	192,5	253,0	224,9	254,7	201,9	351,5	242,4
septembre	299,8	269,4	321,2	331,1	250,3	192,0	248,9	224,9	254,4	202,2	351,5	244,0
octobre	300,7	268,3	330,8	333,2	251,3	192,9	247,5	224,9	253,9	201,5	351,5	243,9
novembre	304,4	274,9	331,5	334,2	252,6	193,3	276,0	235,9	255,2	202,4	354,2	245,6
décembre	305,6	280,5	337,6	335,7	253,3	194,2	267,1	239,5	257,8	205,1	354,2	247,1

(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

PÉRIODE	Catégories de dépenses							Autres biens et services
	Produits alimentaires, boissons, tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	
<i>Pondération (%)</i>	264,20	96,10	151,40	104,60	39,80	142,10	76,10	125,70
1978 moyenne	128,54	125,61	128,37	118,76	131,54	128,37	122,56	135,87
1979 moyenne	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,69
1980 moyenne	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981 moyenne	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982 moyenne	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,52
1983 moyenne	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1983 janvier	163,37	152,18	221,89	144,53	170,03	189,83	153,51	176,01
février	164,75	153,36	220,69	146,59	170,30	191,11	154,27	177,71
mars	165,15	154,02	220,49	147,52	170,86	192,34	155,01	178,78
avril	165,62	155,13	217,76	148,44	172,14	194,50	155,72	180,64
mai	165,54	155,92	219,24	149,09	173,10	197,22	156,05	181,63
juin	166,48	156,35	222,14	149,77	173,22	198,62	157,03	182,27
juillet	168,88	156,48	223,95	150,08	173,64	199,97	157,66	186,04
août	171,33	156,56	228,16	150,28	174,22	201,52	157,62	187,46
septembre	173,78	156,93	229,44	150,60	176,55	201,46	160,10	188,12
octobre	174,68	157,82	227,93	151,26	177,35	199,53	162,05	187,81
novembre	175,25	158,60	230,94	152,01	177,70	201,90	162,66	185,92
décembre	176,09	159,41	230,86	152,83	178,05	201,18	163,13	186,04

XIII-4 — Indices des prix à la consommation par groupe d'articles

Juillet 1974/juin 1975=100

PÉRIODE	Groupes d'articles				Loyer	Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services			
Pondération (%)	251,50	427,90	270,60	50,00	1 000,00	
1978 moyenne	127,28	119,87	140,75	127,52	127,77	
1979 moyenne	127,90	127,04	148,52	135,14	133,48	
1980 moyenne	132,53	138,51	157,01	145,36	142,35	
1981 moyenne	140,45	151,66	166,24	160,21	153,21	
1982 moyenne	153,94	166,01	178,01	173,24	166,58	
1983 moyenne	166,95	177,47	192,09	188,85	179,35	
1983 janvier	161,19	172,47	186,54	184,66	174,05	
février	162,53	172,92	187,86	186,32	175,02	
mars	162,88	173,68	188,67	186,22	175,65	
avril	163,31	173,78	189,93	187,58	176,21	
mai	163,18	175,26	190,92	188,59	177,13	
juin	164,14	177,09	191,32	189,04	178,28	
juillet	166,91	178,03	193,62	190,07	179,99	
août	169,06	180,10	194,40	190,37	181,70	
septembre	171,40	180,93	195,54	190,47	182,97	
octobre	172,25	180,24	195,92	190,69	183,00	
novembre	172,84	182,52	195,12	190,94	183,92	
décembre	173,72	182,67	195,27	191,22	184,26	

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XIII-5 — Indice général des prix à la consommation selon l'année de base

PÉRIODE	Base 1953=100	Base 1966=100	Base 1971=100	Base juill. 1974- juin 1975 =100
1973	174,20	134,09	112,78	82,32
1974	196,30	151,09	127,08	92,76
1975	221,35	170,38	143,31	104,60
1976	241,63	185,99	156,44	114,19
1977	258,80	199,20	167,55	122,30
1978	270,37	208,11	175,04	127,77
1979	282,45	217,41	182,86	133,48
1980	301,23	231,86	195,02	142,35
1981	324,21	249,55	209,90	153,21
1982	352,50	271,32	228,21	166,58
1983	379,52	292,12	245,71	179,35
1983 janvier	368,31	283,49	238,45	174,05
février	370,36	285,07	239,78	175,02
mars	371,69	286,10	240,64	175,65
avril	372,88	287,01	241,41	176,21
mai	374,82	288,51	242,67	177,13
juin	377,26	290,38	244,24	178,28
juillet	380,88	293,16	246,58	179,99
août	384,50	295,95	248,93	181,70
septembre	387,18	298,02	250,67	182,97
octobre	387,25	298,07	250,71	183,00
novembre	389,19	299,57	251,97	183,92
décembre	389,91	300,12	252,43	184,26

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XIII-6 — Variation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

En pour-cent

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
Belgique	+ 6,3 (a,c)	+ 5,8 (a,c)	+ 8,1 (a,c)	+ 7,8 (a,c)	+ 5,2 (a,c)	+ 4,5	+ 6,6	+ 7,6	+ 8,7	+ 7,7
Pays-Bas	+ 2,6 (b)	+ 7,6 (b)	+ 9,0 (b)	+ 6,4 (b)	+ 2,6 (b)	+ 4,2	+ 6,5	+ 6,7	+ 5,9	+ 2,8
Rép. féd. d'Allemagne	+ 5,0 (b)	+ 7,1 (b)	+ 6,0 (b)	+ 4,8 (b)	+ 1,5 (b)	+ 4,0	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,3	+ 3,0
France	+ 13,4 (b)	+ 8,7 (b)	+ 13,4 (b)	+ 8,8 (b)	+ 11,0 (b)	+ 10,7	+ 13,5	+ 13,4	+ 11,8	+ 9,6
Italie	+ 12,1 (b)	+ 17,7 (b)	+ 17,2 (b)	+ 14,8 (b)	+ 12,3 (b)	+ 14,8	+ 21,2	+ 17,8	+ 16,5	+ 14,7
Royaume-Uni	+ 12,2 (b)	+ 16,3 (b)	+ 9,5 (b)	+ 7,8 (b)	+ 5,5 (b)	+ 13,5	+ 18,0	+ 11,9	+ 8,6	+ 4,6
Danemark	+ 9,0 (c)	+ 17,3 (c)	+ 16,0 (c)	+ 10,3 (c)	+ 5,5 (c)	+ 9,6	+ 12,3	+ 12,0	+ 9,8	+ 7,3
Japon	+ 5,0 (b)	+ 14,7 (b)	+ 1,1 (b)	+ 0,5 (b)	- 0,8 (b)	+ 3,5	+ 8,0	+ 4,9	+ 2,7	+ 1,9
Etats-Unis	+ 11,1 (b)	+ 13,4 (b)	+ 9,3 (b)	+ 4,0 (b)	+ 1,7 (b)	+ 11,3	+ 13,5	+ 10,4	+ 6,1	+ 3,2

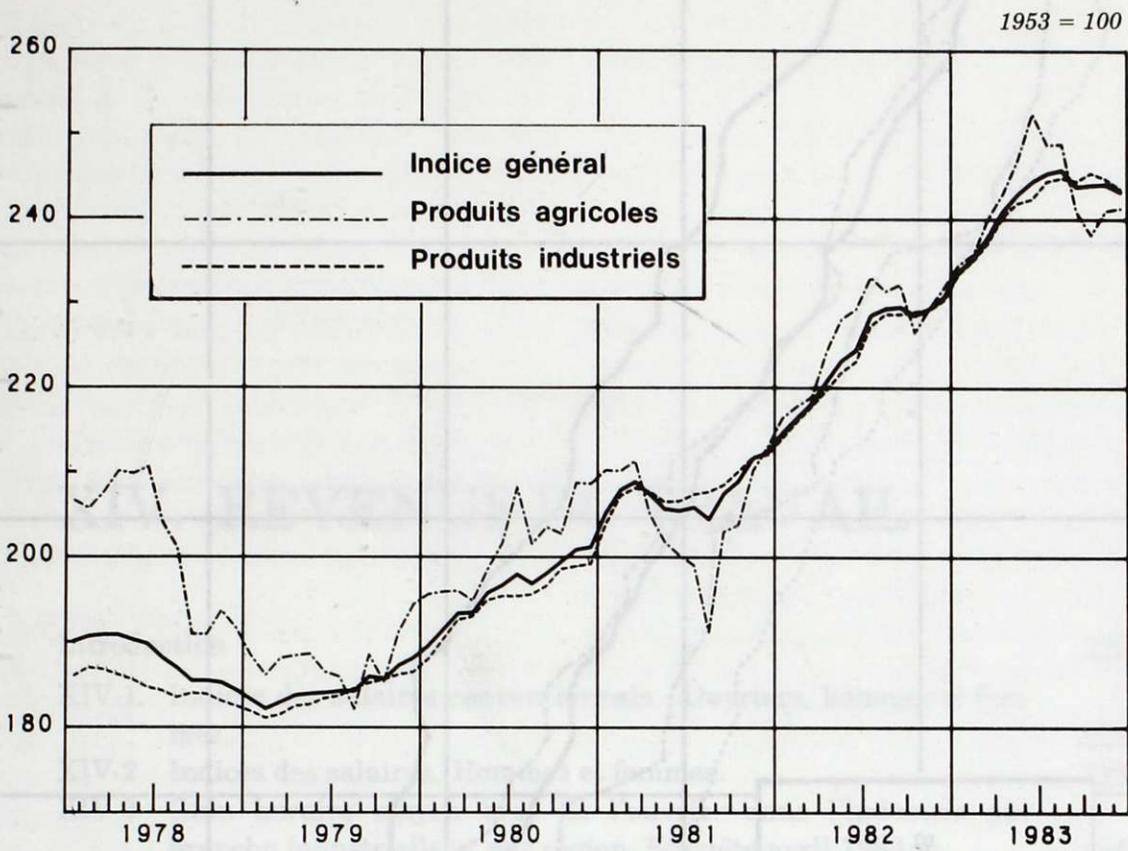
(a) T.V.A. exclue.

(b) Prix à la production (industries manufacturières).

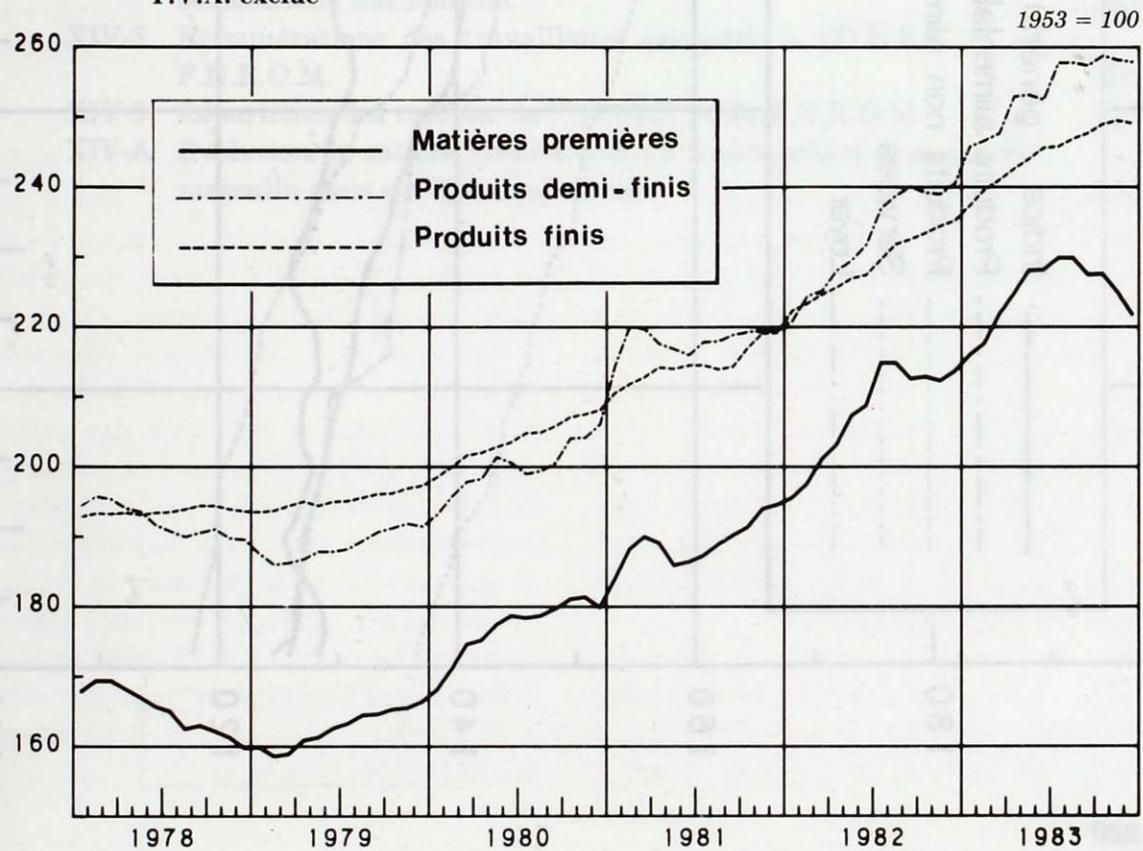
(c) Indice général des prix de gros.

Source : O.C.D.E.

XIII-A — Indices des prix de gros
T.V.A. exclue



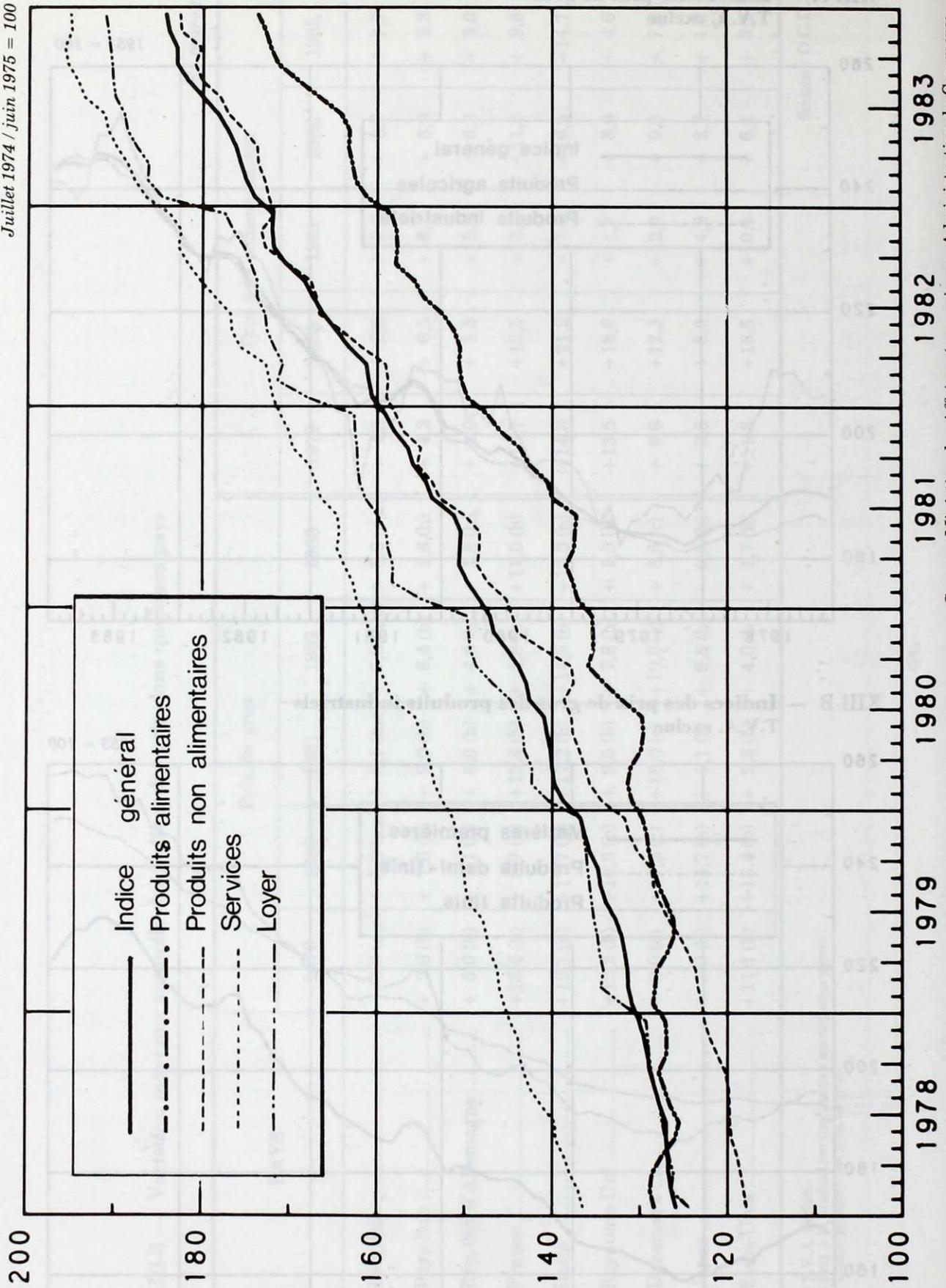
XIII-B — Indices des prix de gros des produits industriels
T.V.A. exclue



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XIII-C — Indices des prix à la consommation

Juillet 1974 / juin 1975 = 100



XIV. REVENUS DU TRAVAIL

Introduction	222
XIV-1 Indices des salaires conventionnels - Ouvriers, hommes et femmes.	224
XIV-2 Indices des salaires. Hommes et femmes.	225
XIV-3 Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1983.	226
XIV-4 Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée.	227
XIV-5 Rémunérations des travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. et au F.N.R.O.M.	228
XIV-6 Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M.	229
XIV-A Evolution du salaire horaire brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries.	230

INTRODUCTION

Le salaire conventionnel (tableau XIV-1) des ouvriers est le salaire horaire minimum moyen payé par l'employeur au travailleur en vertu d'une convention réalisée dans le cadre des conventions collectives du travail et conclue au sein des commissions paritaires, qu'elle ait été ratifiée par arrêté royal ou non. Ce salaire ne comprend pas les primes diverses. Toutefois, il est tenu compte de la réduction de la durée hebdomadaire du travail en majorant dans la même mesure le montant du salaire horaire.

La Banque Nationale publie un indice salarial pour l'industrie et le transport (tableau XIV-2). Le gain moyen brut par heure œuvrée comporte également les heures supplémentaires, les primes, les 13^e et 14^e mois, le salaire pour les jours fériés légaux, mais non le pécule de vacances. La masse salariale des entreprises considérées dans le sondage est divisée par le nombre d'heures œuvrées. La Banque Nationale publie également un indice du salaire horaire type de l'ouvrier qualifié et de l'ouvrier non qualifié. Comme d'autres facteurs (tels la rémunération complémentaire et la composition du personnel) jouent également un rôle dans le calcul du gain horaire moyen, l'indice ne se situe pas toujours entre ceux des salaires horaires de base de l'ouvrier qualifié et non qualifié.

Sur la base des données de la Banque Nationale, l'Institut de Recherche Economique et Sociale de Louvain (I.R.E.S.)

calcule un indice du coût salarial dans l'industrie et dans quelques secteurs industriels importants (tableau XIV-2). Cette institution calcule également un indice du revenu mensuel d'un ouvrier d'usine, tenant compte du pécule de vacances et des allocations familiales.

Deux fois par an, en avril et en octobre, l'Institut National de Statistique organise une enquête sur les gains bruts moyens des ouvriers et des employés de l'industrie (tableaux XIV-3 et 4 et graphique XIV-A). Les coefficients de pondération sont basés sur la dernière enquête relative à la structure des salaires. En ce qui concerne les ouvriers, la période de paiement au mois d'avril ou d'octobre ne peut comporter aucun jour férié ou de congé.

Pour les ouvriers, le gain brut inclut toute indemnité en argent payée par l'employeur à l'ouvrier, à l'exclusion des allocations familiales légales, des allocations d'assistance personnelle, des indemnités pour l'usure des vêtements personnels de travail ou d'outils, des frais de déplacement et de séjour, des primes spéciales, des gratifications ou participations aux bénéfices, des charges légales et extra-légales d'employeur, des allocations se rapportant à la loi sur le salaire hebdomadaire garanti et les courtes absences. Le montant de l'impôt retenu à la source par l'employeur pour le compte de l'ouvrier et les charges sociales ne sont pas déduits du gain brut.

Pour les employés, le gain brut porte sur la rémunération des prestations fournies au cours du mois de référence, y compris les heures supplémentaires payées, les primes et les allocations familiales. Le traitement brut ne comprend pas les avantages en nature, les gratifications de fin d'année, la participation aux bénéfices, les primes non allouées à chaque paiement de traitement mensuel, les frais de déplacement, les allocations d'assistance personnelle reçues, les cotisations sociales obligatoires et volontaires de l'employeur. Ne sont pas déduits du traitement brut l'impôt retenu à la source par l'employeur et les cotisations sociales à charge de l'employé.

L'Office National de Sécurité Sociale publie, dans son rapport annuel, les cotisations déclarées à l'O.N.S.S. et au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs (F.N.R.O.M.) de même que la répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. selon les diverses branches de la sécurité sociale. De plus, le montant total des salaires des travailleurs assujet-

tis à la sécurité sociale y est repris, ce qui permet (tableau XIV-5) de calculer la part du coût salarial social par rapport aux rémunérations brutes.

Le tableau XIV-6 présente la répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. selon les diverses branches de la sécurité sociale. En 1981 et 1982, les montants totaux à répartir pour ces deux années étaient significativement plus élevés que les cotisations déclarées. Ceci est explicable principalement par les versements du Trésor dans le cadre de l'opération Maribel. Vu la loi du 29 juin 1981, les employeurs, qui satisfont aux conditions d'application et qui embauchent des travailleurs manuels, bénéficient, depuis le 1^{er} juillet 1981, d'une diminution des cotisations sociales. En outre, suivant des arrêtés de pouvoirs spéciaux, de nouvelles cotisations spéciales sont perçues depuis 1982 à charge de l'employé pour alimenter le Fonds pour réaliser l'équilibre financier des organismes de sécurité sociale et le Fonds pour les pensions de survie.

XIV-4 - Indicateurs relatifs - Revenus et dépenses

PERIODE	Salaires bruts		Cotisations sociales	Recettes de l'O.N.S.S.	Recettes du F.N.R.O.M.
	1981	1982			
1981	1000	1000	1000	1000	1000
1982	1000	1000	1000	1000	1000

XIV-1 — Indices des salaires conventionnels - Ouvriers, hommes et femmes

1975=100

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1982				1983			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
	Agriculture, sylviculture	194,6	196,8	201,3	207,2	211,4	214,9	217,7	220,8
Energie et eau	173,0	173,2	176,8	179,1	181,2	181,6	183,7	187,3
Industries manufacturières	172,4	174,0	177,5	180,5	183,5	184,9	187,3	190,8
dont : produits alimentaires	181,6	184,2	187,1	190,2	193,2	193,4	196,4	200,6
textiles	171,4	171,6	174,8	178,0	181,3	184,3	187,6	187,8
confection, chaussures	176,4	176,4	182,4	185,7	188,8	192,5	192,7	196,5
chimie	173,4	173,4	177,0	179,3	184,1	186,5	186,5	190,3
métallurgie	164,8	168,0	172,7	174,6	177,1	178,6	180,9	184,0
fabrications métalliques	167,2	170,1	172,8	176,2	179,2	179,3	182,6	186,4
Construction	185,5	185,5	188,0	191,3	194,5	196,5	198,2	200,3
Commerce	179,5	182,1	185,1	188,6	192,2	193,7	196,6	199,8
Transports	177,1	177,8	180,9	184,7	185,8	187,4	190,2	193,4
Services	175,4	175,4	178,7	180,9	184,1	185,3	187,5	188,6
<i>Indice général ...</i>	176,1	177,4	180,8	183,9	186,9	188,5	190,8	194,0

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

XIV-2 — Indices des salaires - Hommes et femmes

(1970=100)

PÉRIODE (1)	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure œuvrée (2)	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour (5)	Autres industries par heure (6)	Industries par heure (7)	Commerce par heure (8)	Célibataire ou marié sans enfant (9)	Marié et 2 enfants (10)	Marié et 4 enfants (11)
		Ouvrier qualifié (3)	Ouvrier non qualifié (4)							
1977	262	249	263	267	270	269	285	245	241	235
1978	281	265	281	285	289	288	311	262	257	250
1979	302	285	301	308	312	310	338	281	275	266
1980	330	311	328	344	341	343	365	301	293	284
1981	364	336	360	362	367	383	397	327	318	308
1982	386	358	385	376	381	414	429	340	333	324
1983 (c)	403	374	405	403	414	—	—	348	344	338
1982 mars	377	353	378	371	372	378	395	337	329	319
juin	381	355	381	370	377	394	415	339	327	319
septembre	384	360	387	378	380	410	417	334	331	322
décembre	401	365	393	387	396	473	490	350	345	336
1983 mars (c)	392	369	399	399	402	—	—	340	337	333
juin (c)	398	372	402	396	410	—	—	346	343	339
septembre (c)	403	374	406	403	414	—	—	350	345	338
décembre (c)	418	382	413	413	429	—	—	358	351	343

(a) Les ouvriers des transports non compris.
 (b) A l'exclusion des mines.
 (c) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4); I.R.E.S. (col. 5 à 11).

XIV-3 — Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1983 (a)

En francs

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
<i>Industrie extractive</i>	316,15	278,53	(b)
<i>Industrie manufacturière</i>	258,62	282,88	258,54
Industrie des métaux non ferreux	323,78	305,58	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	280,89	269,20	(b)
Raffinage de pétrole	431,17	(b)	(b)
Industrie chimique	320,16	301,39	234,75
Construction d'automobiles et pièces détachées	277,64	282,24	273,71
Chantiers navals	293,24	(b)	(b)
Construction électrique	269,51	284,67	256,75
Industrie du bois et du meuble	246,05	234,81	258,08
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	278,24	285,83	290,53
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	258,16	256,63	(b)
Industrie du cuir	210,44	242,42	177,29
Industrie du textile	227,38	220,22	202,27
Industrie de l'habillement	195,14	196,60	207,92
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	248,52	256,57	257,93
<i>Construction</i>	267,85	273,83	275,86
<i>Ensemble de l'industrie</i>	261,15	281,89	262,14

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

(b) Les données n'existent pas ou la moyenne couvre moins de quatre entreprises. Tel est également le cas pour l'« Electricité et gaz » et la « Sidérurgie ».

XIV.4 — Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée (a)

En francs

	Flandre	Wallonie (b)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1979	191,92	207,42	195,88	208,80	149,78	196,67
Octobre 1979	198,05	219,49	201,16	217,77	151,68	204,27
Avril 1980	209,81	227,09	211,39	228,23	163,37	214,90
Octobre 1980	215,90	238,63	218,24	237,23	164,61	222,39
Avril 1981	230,28	249,57	231,74	250,17	180,72	235,93
Octobre 1981	239,23	259,83	238,62	259,70	188,38	245,05
Avril 1982	246,52	267,72	247,67	267,55	195,11	252,69
Octobre 1982	251,80	275,14	253,90	273,38	201,23	258,58
Avril 1983	261,15	281,89	262,14	281,84	209,76	267,06
Employés :						
Avril 1979	49 834	50 575	48 856	55 333	32 925	50 153
Octobre 1979	51 766	53 684	51 182	57 263	34 629	52 028
Avril 1980	54 386	55 092	53 226	60 251	35 890	54 620
Octobre 1980	56 346	57 251	55 056	62 107	37 603	56 440
Avril 1981	59 286	60 635	57 684	65 790	39 108	59 622
Octobre 1981	60 920	62 494	60 382	67 794	40 278	61 434
Avril 1982	63 340	63 991	62 502	70 159	41 504	63 535
Octobre 1982	64 195	65 509	63 702	71 024	42 790	64 498
Avril 1983	65 160	67 141	64 400	72 176	44 232	65 716

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

XIV-5 — Rémunérations des travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉES	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	Part des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1970	422,4	134,2	31,8
1971	478,2	153,8	32,2
1972	543,7	174,3	32,1
1973	632,7	202,2	32,0
1974	773,6	243,2	31,4
1975	897,1	296,1	33,0
1976	1 008,5	330,8	32,8
1977	1 109,5	365,8	33,0
1978	1 179,8	385,5	32,7
1979	1 269,9	412,7	32,5
1980	1 377,7	446,0	32,4
1981	1 452,4	468,0	32,2
1982	1 531,5	505,6	33,0

Source : Office national de Sécurité sociale.

(a) Y compris les apprentis, les fonctionnaires, le personnel domestique et les ouvriers-mineurs; sans les marins de la marine marchande.

Les données pour 1983 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris les retenues fiscales et sociales; sans les contributions patronales à la sécurité sociale.

XIV-6 — Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)

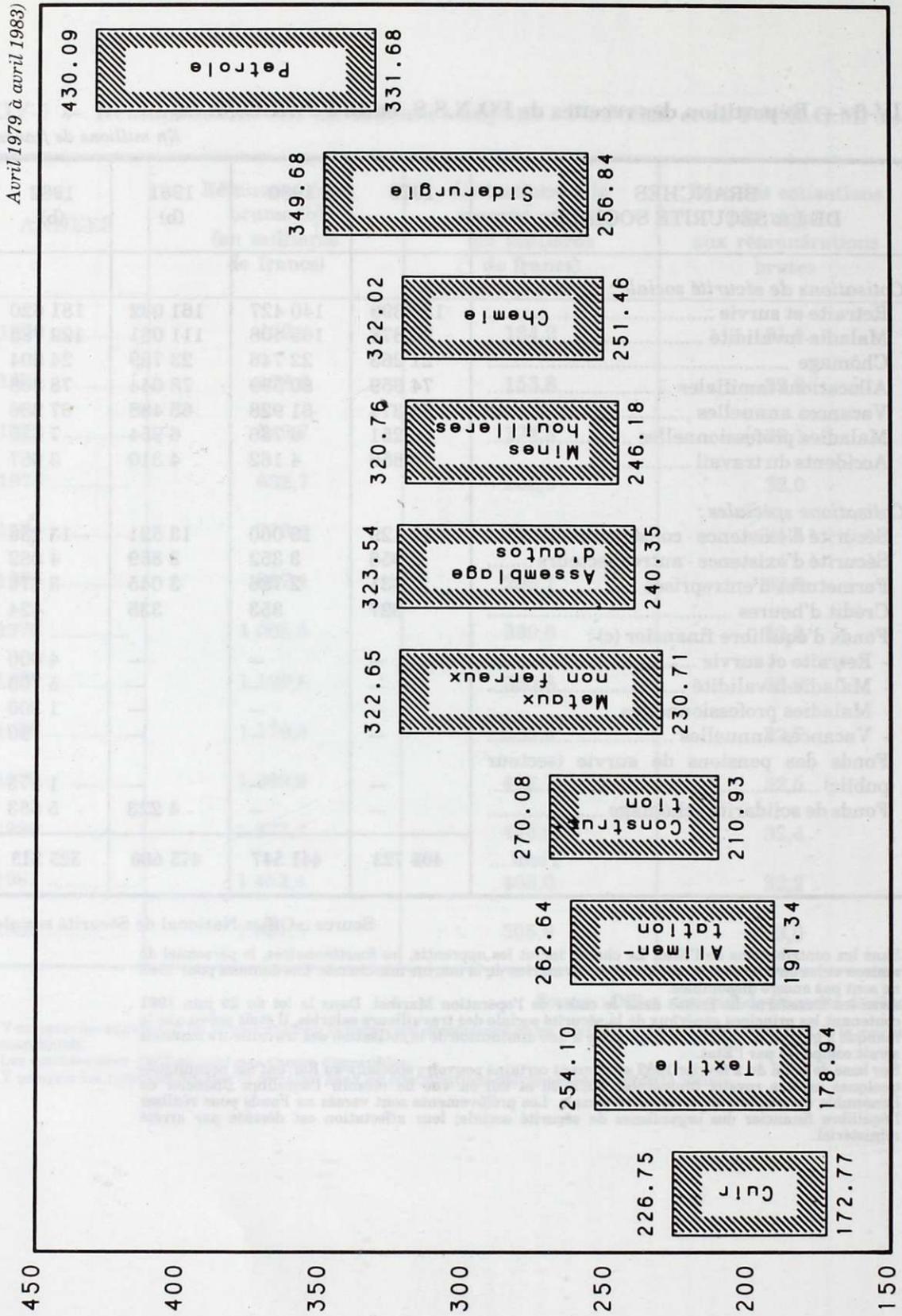
En millions de francs.

BRANCHES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	1979	1980	1981 (b)	1982 (b)
<i>Cotisations de sécurité sociale :</i>				
Retraite et survie	130 399	140 427	161 032	181 620
Maladie-invalidité	96 878	105 408	111 081	122 783
Chômage	21 263	22 746	23 789	24 594
Allocations familiales	74 659	80 589	78 044	78 808
Vacances annuelles	58 374	61 928	65 488	67 286
Maladies professionnelles	6 251	6 736	6 954	7 430
Accidents du travail	3 856	4 162	4 310	3 657
<i>Cotisations spéciales :</i>				
Sécurité d'existence - construction	11 429	13 060	13 521	13 236
Sécurité d'existence - autres secteurs	2 956	3 352	3 859	4 082
Fermetures d'entreprises	2 331	2 786	3 045	3 276
Crédit d'heures	327	353	335	424
<i>Fonds d'équilibre financier (c) :</i>				
- Retraite et survie	—	—	—	4 000
- Maladie-invalidité	—	—	—	5 700
- Maladies professionnelles	—	—	—	1 300
- Vacances annuelles	—	—	—	90
Fonds des pensions de survie (secteur public)	—	—	—	1 475
Fonds de solidarité - chômage	—	—	4 223	5 553
<i>Total ...</i>	408 723	441 547	475 680	525 313

Source : Office National de Sécurité sociale.

- (a) Sans les contributions de l'Etat. Le champ inclut les apprentis, les fonctionnaires, le personnel de maison et les ouvriers-mineurs, mais pas les marins de la marine marchande. Les données pour 1983 ne sont pas encore disponibles.
- (b) Avec les transferts du Trésor dans le cadre de l'opération Maribel. Dans la loi du 29 juin 1981 contenant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il était prévu que le manque à gagner de l'O.N.S.S. imputable à une diminution de la cotisation des travailleurs manuels serait compensé par l'Etat.
- (c) Sur base de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, ont été promulgués quelques arrêtés royaux (numérotés 23,35,36 et 86) en vue de rétablir l'équilibre financier de l'ensemble du système de la sécurité sociale. Les prélèvements sont versés au Fonds pour réaliser l'équilibre financier des organismes de sécurité sociale; leur affectation est décidée par arrêté ministériel.

XIV-A — Evolution du salaire brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries (a)



(a) A partir d'avril 1981, les données globales établies à l'aide de nouveaux coefficients de pondération.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XV. REVENUS DES SOCIÉTÉS

Introduction	232
XV-1 Rentabilité nette des fonds propres des sociétés après impôt.	234
XV-2 Fonds propres comparés à l'ensemble des moyens d'action des sociétés.	235
XV-3 Liquidité au sens strict des sociétés.	236
XV-4 Rentabilité et endettement de quelques sociétés.	237

I. INTRODUCTION

Depuis 1977, les données de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique permettent de connaître la structure financière et les résultats des entreprises belges; en outre, cette centrale élabore une statistique de la globalisation des comptes annuels et des principaux coefficients financiers.

Ces résultats sont publiés avec quelque retard parce que d'une part, toutes les entreprises ne clôturent pas leur exercice le 31 décembre et d'autre part, le traitement et le contrôle de quelque 16 000 comptes annuels demande du temps. En plus, des regroupements sectoriels sur base de la classification NACE sont effectués pour rendre possible une analyse par branche d'activité.

La représentativité de ces données peut être montrée par les chiffres suivants : en 1979, par exemple, le total des comptes annuels selon le schéma complet (1) atteignait 2,8 % du total des déclarants à la T.V.A. mais représentait 64,6 % du chiffre d'affaires de tous ces déclarants (2).

Les tableaux XV-1 à XV-3 fournissent, pour les années 1977 à 1982 (dernière année disponible à la Centrale des

Bilans), un aperçu des principaux coefficients financiers par branche d'activité. La définition, utilisée par la Centrale des Bilans, de la rentabilité nette des fonds propres après impôt est le rapport, multiplié par 100, entre les bénéficiaires ou les pertes après impôt et les fonds propres. La liquidité au sens strict est le rapport entre les actifs courants diminués des stocks et les fonds de tiers à court terme. La capacité financière des entreprises est donnée par le rapport, multiplié par 100, entre les fonds propres et l'ensemble des moyens d'action (somme des fonds propres et des fonds de tiers).

L'interprétation des données appelle quelques réserves : d'une part, la population statistique se modifie dans le temps, des entreprises disparaissant ou se créant dans chaque secteur; d'autre part, la valeur des coefficients est valable pour un secteur mais pas pour toutes les entreprises de ce secteur car elle peut être influencée par une ou plusieurs grandes entreprises (3).

Une nette tendance à l'amélioration de la structure financière des entreprises se produit en 1982. La rentabilité nette augmente de - 1,41 % en 1981 à 5,49 %

(1) Il s'agit du schéma standard tel qu'établi par l'Arrêté Royal du 8 octobre 1976 concernant les comptes annuels des sociétés.

(2) Jegers (M.) et Buijink (W.): « Evaluatiegegevens verspreid door de balanscentrale », *Accountancy en bedrijfskunde*, 1982, n° 7, p. 5.

(3) Pour ces raisons, la globalisation de la Centrale des Bilans répartit les coefficients en quartiles ce qui permet aux entreprises de situer leur propre coefficient à l'intérieur des intervalles de quartiles.

en 1982 pour l'ensemble des entreprises considérées dans la statistique. De même, le coefficient de capacité financière passe de 24,09 en 1981 à 26,82 en 1982. Il peut en être déduit que les moyens propres des entreprises augmentent plus rapidement que les moyens extérieurs qui y sont attirés. La croissance des moyens propres est le résultat d'augmentations de capital, d'accroissements des réserves et de hausses des produits exceptionnels.

La liquidité, reflétée par le rapport entre les actifs et les dettes à court terme, s'améliore également en 1982. Comme la liquidité est considérée au sens strict, les stocks, qui sont difficilement réalisables à court terme, ont été éliminés, ce qui donne une meilleure image que celle offerte par la liquidité au sens large. Pour tous les secteurs, l'ensemble des engagements à court terme est couvert à 78 % par leur actif. Hormis quelques secteurs,

la liquidité reste inférieure à 1, ce qui est trop faible.

Enfin, pour fournir des indications sur 1983, les données de l'échantillon « Parisbas » ont été présentées au tableau XV-4. La rentabilité et l'endettement de 171 sociétés y ont été examinées. Il apparaît des résultats que les tendances apparues en 1982 se sont poursuivies en 1983. La structure financière des entreprises a continué de s'améliorer; la dette à long terme a régressé de 78,9 % en 1982 à 54 % en 1983. Il s'agit de la conséquence de l'accroissement de 20 % des moyens propres (sauf la sidérurgie) et du niveau relativement stationnaire des dettes à long terme. De même, la rentabilité s'est consolidée en 1983 (6,7 % contre 6,1 % en 1982). La rentabilité hors le secteur sidérurgique a baissé légèrement, ce qui ne reflète pas une diminution de celle-ci mais plutôt un accroissement plus rapide des moyens propres que du bénéfice net.

Secteur	1982		1983	
	Actifs	Dettes à court terme	Actifs	Dettes à court terme
Ensemble	100,0	78,0	100,0	78,0
Industrie	100,0	78,0	100,0	78,0
Commerce	100,0	78,0	100,0	78,0
Services	100,0	78,0	100,0	78,0
Finances	100,0	78,0	100,0	78,0
Autres	100,0	78,0	100,0	78,0

XV-1 — Rentabilité nette des fonds propres des sociétés après impôt

En %

SECTEURS	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble des Sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	- 0,18	2,46	5,25	0,62	- 1,41	5,19
<i>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche</i>	2,19	3,28	- 1,03	0,71	3,07	4,19
<i>Energie et eau</i>	8,34	14,55	18,69	8,50	6,82	8,92
Raffinage et commerce de produits pétroliers	5,01	10,09	28,56	13,36	- 2,60	13,91
Production et distribution d'énergie (électricité, gaz, vapeur, eau chaude)	13,62	21,53	20,91	15,06	14,09	14,67
Captage, épuration et distribution d'eau	1,75	1,75	1,72	1,94	6,82	1,17
<i>Extraction et transformation de minéraux non énergétique; industrie chimique</i>	- 8,99	- 7,02	2,39	- 3,17	- 7,33	2,46
Production et première transformation des métaux	-31,87	-22,28	- 0,22	-21,80	-30,87	-14,10
Sidérurgie	-21,26	-33,71	- 0,29	-39,00	-50,16	-24,94
Production et première transformation des métaux non ferreux	-15,40	- 5,98	0,83	0,98	- 1,02	- 0,99
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	3,52	1,85	3,83	5,12	3,64	1,85
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 1,00	- 2,54	0,72	- 3,44	- 6,49	- 0,82
Industrie chimique	0,23	- 0,94	4,62	6,85	5,30	12,10
<i>Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision</i>	2,32	3,45	3,36	- 0,45	- 2,31	6,85
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement)	- 7,58	- 5,42	3,36	- 0,45	- 2,31	6,85
Fabrication d'outillages et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	- 6,68	4,26	- 3,36	- 3,38	- 2,83	- 1,09
Construction métallique chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	- 2,63	- 0,37	0,55	2,29	- 3,51	7,06
Construction mécanique, aéronautique	2,45	2,10	5,44	2,36	0,78	7,12
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	3,88	4,90	2,54	0,32	0,88	5,95
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	11,84	10,70	13,62	1,24	-10,69	23,79
<i>Autres industries manufacturières</i>	- 2,05	0,56	4,47	3,45	0,72	7,17
Industrie des produits alimentaires, des boissons et des tabacs	2,35	2,47	4,31	3,13	4,20	8,80
Industrie textile	7,20	- 2,65	3,43	1,72	0,70	4,71
Industrie du cuir	- 4,85	-16,94	5,30	0,85	- 5,50	6,46
Industrie des chaussures et de l'habillement	1,03	8,67	10,63	5,60	- 7,60	3,94
Industrie du bois et du meuble en bois	- 3,92	1,32	1,38	4,61	4,32	6,08
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	4,18	- 3,59	4,65	3,38	- 7,28	6,92
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	- 5,25	- 1,30	5,65	6,27	- 2,50	6,34
Ensemble de l'industrie manufacturière	- 2,81	- 2,26	3,22	- 0,48	- 3,93	4,96
<i>Bâtiment et génie civil</i>	6,61	5,64	4,90	6,34	7,67	5,93
<i>Commerce, restauration, hébergement, réparations</i>	6,72	6,99	8,07	6,79	5,70	11,47
Commerce de gros, sauf récupération	7,84	8,01	8,53	7,37	5,60	13,50
Commerce de détail	4,58	5,03	5,99	5,82	6,97	1,06
<i>Transport et communications</i>	-31,98	-28,40	-53,33	-49,72	-53,65	-48,28
<i>Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location</i>	- 1,81	1,19	0,74	- 5,50	- 6,43	1,15
<i>Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels</i>	9,77	8,51	0,29	9,03	6,23	7,14

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

XV-2 — Fonds propres comparés à l'ensemble des moyens d'action des sociétés

En %

SECTEURS	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble des sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	27,34	27,16	26,74	25,32	25,09	26,29
<i>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche</i>	<i>50,85</i>	<i>45,86</i>	<i>43,83</i>	<i>36,11</i>	<i>35,14</i>	<i>37,42</i>
<i>Energie et eau</i>	<i>32,99</i>	<i>34,01</i>	<i>35,25</i>	<i>32,43</i>	<i>28,46</i>	<i>27,30</i>
Raffinage de pétrole, commerce de gros et de détail en produits pétroliers	19,67	23,75	27,01	27,18	25,59	26,19
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31,29	31,37	31,30	27,23	25,20	37,75
Captage, épuration et distribution d'eau	61,06	61,78	60,81	62,55	—	66,95
<i>Extraction et transformation de minéraux non énergétiques; industrie chimique</i>	<i>34,45</i>	<i>33,68</i>	<i>32,70</i>	<i>30,79</i>	<i>30,09</i>	<i>31,00</i>
Production et première transformation des métaux	23,07	23,60	25,62	20,89	22,42	21,56
Sidérurgie	20,21	19,72	23,13	17,59	20,68	18,91
Production et première transformation des métaux non ferreux	30,00	32,41	27,41	24,19	25,19	25,16
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	58,05	57,00	54,64	53,12	51,97	53,71
Industrie des produits minéraux non métalliques	43,48	41,05	37,76	36,79	35,99	36,76
Industrie chimique	41,83	40,28	37,67	38,15	34,93	37,03
<i>Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision</i>	<i>25,99</i>	<i>25,32</i>	<i>24,13</i>	<i>24,35</i>	<i>24,07</i>	<i>24,44</i>
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement, etc.)	27,33	27,77	29,62	32,43	27,57	28,51
Fabrication d'outillages et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	34,00	33,00	31,17	32,18	33,19	34,31
Construction métallique, chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	17,91	16,40	15,95	15,35	14,70	15,96
Construction mécanique, aéronautique, fabrication d'instruments de précision	27,63	28,33	27,40	27,43	26,24	26,67
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	29,66	28,51	27,05	25,80	27,55	25,95
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autre matériel de transport	26,75	22,07	20,52	19,60	18,48	22,09
<i>Autres industries manufacturières</i>	<i>32,87</i>	<i>32,82</i>	<i>30,63</i>	<i>31,19</i>	<i>29,65</i>	<i>31,77</i>
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	36,09	34,86	33,74	33,05	31,61	32,40
Industrie textile	36,81	34,71	34,28	33,39	32,52	35,80
Industrie du cuir	36,04	33,37	31,79	27,59	30,83	36,18
Industrie des chaussures et de l'habillement	33,72	34,85	29,34	30,06	25,81	29,98
Industrie du bois et du meuble en bois	27,13	29,31	25,38	29,57	29,18	31,05
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	31,19	29,83	27,36	30,51	29,17	32,47
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	27,26	32,05	28,37	31,21	29,09	30,98
Ensemble de l'industrie manufacturière	31,66	31,01	29,73	29,12	28,25	29,41
<i>Bâtiment et génie civil</i>	<i>17,73</i>	<i>18,12</i>	<i>18,77</i>	<i>18,25</i>	<i>18,78</i>	<i>19,95</i>
<i>Commerce, restauration et hébergement, réparations</i>	<i>24,37</i>	<i>24,33</i>	<i>22,39</i>	<i>22,52</i>	<i>22,65</i>	<i>22,75</i>
Commerce de gros, sauf récupération	23,81	24,07	22,04	22,04	21,69	22,04
Commerce de détail	24,36	25,99	24,54	23,63	25,10	23,90
<i>Transports et communications</i>	<i>17,03</i>	<i>18,15</i>	<i>16,59</i>	<i>17,26</i>	<i>15,03</i>	<i>13,96</i>
<i>Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location</i>	<i>19,25</i>	<i>18,65</i>	<i>21,08</i>	<i>17,30</i>	<i>13,90</i>	<i>14,38</i>
<i>Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels</i>	<i>39,06</i>	<i>41,00</i>	<i>38,93</i>	<i>39,04</i>	<i>42,38</i>	<i>43,37</i>

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

XV-3 — Liquidité au sens strict des sociétés

SECTEURS	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble des sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	0,74	0,76	0,75	0,73	0,75	0,78
<i>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche</i>	<i>0,52</i>	<i>0,48</i>	<i>0,51</i>	<i>0,58</i>	<i>0,59</i>	<i>0,65</i>
<i>Energie et eau</i>	<i>0,79</i>	<i>0,88</i>	<i>0,86</i>	<i>0,78</i>	<i>0,77</i>	<i>0,76</i>
Raffinage de pétrole, commerce de gros et de détail en produits pétroliers	0,76	0,82	0,88	0,84	0,91	0,89
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	0,77	0,85	0,79	0,70	0,71	0,75
Captage, épuration et distribution d'eau	1,96	2,25	2,37	1,57	n.s.	1,51
<i>Extraction et transformation de minéraux non énergétiques; industrie chimique</i>	<i>0,72</i>	<i>0,74</i>	<i>0,74</i>	<i>0,69</i>	<i>0,72</i>	<i>0,80</i>
Production et première transformation des métaux	0,49	0,59	0,58	0,51	0,51	0,60
Sidérurgie	0,45	0,60	0,64	0,60	0,57	0,74
Production et première transformation des métaux non ferreux	0,53	0,51	0,40	0,33	0,37	0,34
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	1,04	1,01	1,01	0,92	0,91	1,05
Industrie des produits minéraux non métalliques	0,82	0,82	0,87	0,75	0,79	0,83
Industrie chimique	0,90	0,86	0,84	0,85	0,90	0,95
<i>Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision</i>	<i>0,69</i>	<i>0,71</i>	<i>0,69</i>	<i>0,66</i>	<i>0,68</i>	<i>0,73</i>
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement, etc.)	0,65	0,65	0,59	0,67	0,64	0,70
Fabrication d'outillage et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	0,85	0,85	0,80	0,77	0,77	0,81
Construction métallique, chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	0,74	0,55	0,55	0,55	0,53	0,62
Construction mécanique, aéronautique, fabrication d'instruments de précision	0,71	0,62	0,62	0,60	0,65	0,70
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	0,85	0,84	0,83	0,76	0,78	0,82
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autre matériel de transport	0,65	0,73	0,68	0,63	0,66	0,68
<i>Autres industries manufacturières</i>	<i>0,76</i>	<i>0,77</i>	<i>0,76</i>	<i>0,78</i>	<i>0,81</i>	<i>0,81</i>
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	0,77	0,73	0,74	0,78	0,78	0,77
Industrie textile	0,79	0,85	0,83	0,80	0,81	0,83
Industrie du cuir	0,64	0,67	0,64	0,50	0,75	0,70
Industrie des chaussures et de l'habillement	0,74	0,82	1,33	0,77	0,83	0,82
Industrie du bois et du meuble en bois	0,67	0,73	0,66	0,73	0,79	0,83
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	0,82	0,83	0,90	0,89	0,92	0,95
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	0,73	0,68	0,80	0,83	0,84	0,84
Ensemble de l'industrie manufacturière	0,72	0,74	0,73	0,71	0,73	0,78
<i>Bâtiment et génie civil</i>	<i>0,57</i>	<i>0,54</i>	<i>0,56</i>	<i>0,59</i>	<i>0,62</i>	<i>0,66</i>
<i>Commerce, restauration et hébergement, réparations</i>	<i>0,79</i>	<i>0,79</i>	<i>0,78</i>	<i>0,75</i>	<i>0,78</i>	<i>0,82</i>
Commerce de gros, sauf récupération	0,81	0,83	0,82	0,78	0,82	0,85
Commerce de détail	0,57	0,55	0,53	0,50	0,51	0,50
<i>Transports et communications</i>	<i>0,92</i>	<i>0,99</i>	<i>0,96</i>	<i>0,99</i>	<i>0,96</i>	<i>1,02</i>
<i>Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location</i>	<i>0,73</i>	<i>0,68</i>	<i>0,69</i>	<i>0,74</i>	<i>0,73</i>	<i>0,65</i>
<i>Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels</i>	<i>0,96</i>	<i>0,98</i>	<i>0,97</i>	<i>1,07</i>	<i>1,10</i>	<i>1,11</i>

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

DÉSIGNATION (a)	1982				1983					
	Fonds propres (10 ⁶ F)	Dettes à long terme (10 ⁶ F) (b)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10 ⁶ F) (d)	% (e)	Fonds propres (10 ⁶ F)	Dettes à long terme (10 ⁶ F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10 ⁶ F) (d)	% (e)
Pétrole	62 477	35 961	57,6	15 576	24,9	71 268	34 851	48,9	15 462	21,7
Distribution	12 264	9 175	74,8	2 035	16,6	15 709	9 498	60,5	2 007	12,8
Electricité	98 749	146 562	148,4	11 040	11,2	113 785	152 855	134,3	12 698	11,2
Trusts	22 983	2 497	10,9	2 505	10,9	28 999	1 496	5,2	3 085	10,6
Constr. métalliques et méca- niques	15 406	15 928	103,4	1 427	9,3	16 969	13 420	79,1	1 681	9,9
Chimie	54 319	19 784	36,4	2 906	5,3	63 698	24 831	39,0	6 248	9,8
Sociétés à portefeuille (moyennes)	9 370	625	6,7	835*	8,9	11 503	786	6,8	915*	8,0
Matériel électrique	4 924	6 403	130,0	433	8,8	5 613	5 294	94,3	450	8,0
Plantation	3 684	356	9,7	274	7,4	4 113	152	3,7	292	7,1
Sociétés à portefeuille (grandes) ...	63 696	10 860	17,0	5 579*	8,8	86 195	8 273	9,6	5 299*	6,1
Banques	86 877	..	..	5 783	6,7	112 846	..	..	6 720	6,0
Alimentation	11 566	1 757	15,2	608	5,3	11 242	1 351	12,0	534	4,8
Automobile	2 400	941	39,2	458	19,1	2 730	963	35,3	121	4,4
Non-ferreux	14 402	6 582	45,7	..	..	16 670	5 774	34,6	721	4,3
Textile	4 120	1 107	26,9	151	3,7	4 308	1 325	30,7	111	2,6
Immobilier	2 225	1 930	86,7	65	2,9	2 407	1 191	49,5	62	2,6
Minéraux non métalliques	16 277	4 141	25,5	..	..	17 519	6 466	36,9	332	1,9
Divers	9 077	13 786	151,9	45	0,5	10 218	14 071	137,7	151	1,5
Papeterie	2 296	2 394	104,3	48	2,1	3 000	2 242	74,8	44	1,5
Bâtiment	4 934	10 342	209,6	621	12,6	5 774	10 786	186,8	..	..
Sidérurgie	24 504	55 940	288,3	-16 708	-68,2	5 919	34 138	576,8	-15 807	-267,1
Total (171 sociétés) ...	526 550	347 071	78,9	32 170	6,1	610 485	329 763	54,0	41 018	6,7
<i>(Total sans sidérurgie) ...</i>	<i>(502 046)</i>	<i>(291 131)</i>	<i>(70,1)</i>	<i>(48 878)</i>	<i>(9,7)</i>	<i>(604 566)</i>	<i>(295 625)</i>	<i>(48,9)</i>	<i>(56 825)</i>	<i>(9,4)</i>

(a) Classé d'après la rentabilité en 1983.

(b) Secteur bancaire excepté.

(c) Dettes à long terme en % des fonds propres.

(d) Bénéfice net recalculé = Bénéfice net - résultat exceptionnel - tantièmes.

(e) Bénéfice net recalculé en % des fonds propres.

* Résultat exceptionnel inclus.

Source : Banque Paribas Belgique.

1. 2000-01-01
 2. 2000-01-01
 3. 2000-01-01
 4. 2000-01-01
 5. 2000-01-01
 6. 2000-01-01
 7. 2000-01-01
 8. 2000-01-01
 9. 2000-01-01
 10. 2000-01-01
 11. 2000-01-01
 12. 2000-01-01
 13. 2000-01-01
 14. 2000-01-01
 15. 2000-01-01
 16. 2000-01-01
 17. 2000-01-01
 18. 2000-01-01
 19. 2000-01-01
 20. 2000-01-01
 21. 2000-01-01
 22. 2000-01-01
 23. 2000-01-01
 24. 2000-01-01
 25. 2000-01-01
 26. 2000-01-01
 27. 2000-01-01
 28. 2000-01-01
 29. 2000-01-01
 30. 2000-01-01
 31. 2000-01-01
 32. 2000-01-01
 33. 2000-01-01
 34. 2000-01-01
 35. 2000-01-01
 36. 2000-01-01
 37. 2000-01-01
 38. 2000-01-01
 39. 2000-01-01
 40. 2000-01-01
 41. 2000-01-01
 42. 2000-01-01
 43. 2000-01-01
 44. 2000-01-01
 45. 2000-01-01
 46. 2000-01-01
 47. 2000-01-01
 48. 2000-01-01
 49. 2000-01-01
 50. 2000-01-01
 51. 2000-01-01
 52. 2000-01-01
 53. 2000-01-01
 54. 2000-01-01
 55. 2000-01-01
 56. 2000-01-01
 57. 2000-01-01
 58. 2000-01-01
 59. 2000-01-01
 60. 2000-01-01
 61. 2000-01-01
 62. 2000-01-01
 63. 2000-01-01
 64. 2000-01-01
 65. 2000-01-01
 66. 2000-01-01
 67. 2000-01-01
 68. 2000-01-01
 69. 2000-01-01
 70. 2000-01-01
 71. 2000-01-01
 72. 2000-01-01
 73. 2000-01-01
 74. 2000-01-01
 75. 2000-01-01
 76. 2000-01-01
 77. 2000-01-01
 78. 2000-01-01
 79. 2000-01-01
 80. 2000-01-01
 81. 2000-01-01
 82. 2000-01-01
 83. 2000-01-01
 84. 2000-01-01
 85. 2000-01-01
 86. 2000-01-01
 87. 2000-01-01
 88. 2000-01-01
 89. 2000-01-01
 90. 2000-01-01
 91. 2000-01-01
 92. 2000-01-01
 93. 2000-01-01
 94. 2000-01-01
 95. 2000-01-01
 96. 2000-01-01
 97. 2000-01-01
 98. 2000-01-01
 99. 2000-01-01
 100. 2000-01-01

Year	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total	Average
2000	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2001	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2002	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2003	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2004	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2005	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2006	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2007	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2008	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2009	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2010	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2011	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2012	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2013	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2014	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2015	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2016	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2017	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2018	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2019	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2020	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2021	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2022	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2023	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2024	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2025	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2026	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2027	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2028	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2029	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100
2030	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1200	100

Table 1 - Description of variables and units

XVI. FAILLITES ET FERMETURES D'ENTREPRISES

Introduction	240
XVI-1 Faillites et fermetures d'entreprises.	241
XVI-2 Fermetures d'entreprises.	242

INTRODUCTION

Le nombre des faillites d'une part et des fermetures de l'autre ne manifestent ni l'un ni l'autre d'amélioration très sensible en 1983. Par rapport aux six dernières années cependant, le niveau des pertes d'emploi a diminué.

Il n'y a pas de corrélation étroite entre les fermetures et l'évolution conjoncturelle; bien sûr, les résultats sont élevés en 1981 par exemple, mais ils l'étaient aussi en 1978 (1 169 fermetures et 33 538 travailleurs touchés) et 1979 (1 151 fermetures et 28 465 travailleurs touchés).

Il apparaît qu'en période d'amélioration de l'activité les pertes d'emploi sont essentiellement dues à des fermetures, tandis qu'en période de récession, elles excèdent largement le nombre de travailleurs touchés par les fermetures.

XVI-1 — Faillites et fermetures d'entreprises

DÉSIGNATION	1982			1983			Année
	I	II	II	II	IV	IV	
<i>Faillites (a) :</i>							
Nombre	4 230	1 127	770	1 112			4 118
— S.A.	500	136	106	117			475
— S.P.R.L.	1 419	376	255	391			1 412
— Autres	2 311	615	409	604			2 231
Capitaux perdus (millions)	6 586	1 039,8	2 410,9	1 189,2			6 923
<i>Faillites (b) :</i>							
Nombre	4 223	1 176	743	1 054			4 155
<i>Fermetures d'entreprises (c) :</i>							
Nombre	1 039	388	358	433			1 480
Travailleurs touchés	21 474	4 694	6 565	5 180			23 901

Sources : (a) Dun & Bradstreet-Eurinform.

(b) Centre d'Etude et de Documentation pour les Risques Économiques des Assurances de Crédit.

(c) O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

XVI-2 — Fermetures d'entreprises

SECTEURS	Nombre de fermetures				Nombre de travailleurs touchés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Mécan. Electr.	150	170	124	164	5 965	13 172	6 845	5 827
Construction	261	332	217	259	7 519	8 900	3 776	6 205
Confection	59	62	38	45	2 176	2 088	2 089	629
Alimentation	93	110	82	113	1 502	1 667	1 563	1 043
Textile	40	38	25	21	1 578	2 648	1 222	1 321
Horeca	76	114	78	121	549	811	373	687
Peaux et cuir	6	5	3	8	94	59	65	51
Imprimerie	26	23	14	29	474	208	81	327
Papier et carton	9	9	3	4	1 139	528	192	15
Bois	57	62	38	54	1 230	1 193	724	720
Verre	5	4	4	1	61	19	243	172
Chimie	16	20	12	22	368	1 409	460	294
Transport	53	57	49	68	485	653	449	588
Nettoyage	21	17	13	12	213	189	72	68
Publicité	9	7	3	6	36	39	16	83
Divers	402	465	336	553	4 043	4 118	3 308	5 869
<i>Total ...</i>	1 283	1 495	1 039	1 480	27 432	37 701	21 478	23 901

Source : O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

XVII. INVESTISSEMENTS

Introduction	244
XVII-1 Investissements dans l'ensemble de l'économie.	246
XVII-2 Evolution des investissements.	248
XVII-A Formation intérieure brute de capital.	249
XVII-B Formation intérieure brute de capital par secteur d'activité économique.	250

INTRODUCTION

Pour l'évolution des investissements (XVII-2), les données de base proviennent des déclarations des seuls assujettis à la T.V.A. La définition de l'investissement selon la réglementation fiscale désigne tous les biens immeubles ou meubles corporels destinés à être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

Dans l'appréciation des variations figurant à ce tableau, il convient de ne pas perdre de vue qu'elles sont calculées sur base des indices exprimés en valeur nominale (à prix courants) incluant dès lors la dérive des prix non liée à une modification qualitative des biens d'équipement.

En 1983, la progression des investissements déclarés à la T.V.A. apparaît d'ampleur limitée. Au cours du second semestre toutefois, un redressement de la propension à investir est intervenu dans quelques secteurs. La majorité des investissements réalisés visent un développement de la productivité plutôt que l'extension des installations. Vis-à-vis de l'emploi, ils induisent un important effet de rationnement.

Le tableau XVII-1 (investissements dans l'ensemble de l'économie) contient des données tirées des comptes nationaux tels que publiés annuellement par l'Institut National de Statistique. Diverses sources d'information sont utilisées par l'I.N.S. pour établir cette statistique, la plus importante étant l'enquête annuelle

effectuée par l'Institut auprès d'entreprises industrielles et de services. Les données sont produites à prix courants et à prix constants (en l'occurrence ceux de 1975).

Les données relatives à la dernière année sont estimées par l'I.N.S. et ne sont généralement publiées qu'à l'automne de l'année qui suit, ce qui empêche d'inclure dans le présent tableau les renseignements sur les investissements réalisés en 1983. Toutefois au graphique XVII-A, construit sur base des données de la comptabilité nationale jusqu'en 1982, figure pour 1983 une estimation de la valeur des investissements, établie dans le cadre du budget économique. Selon celle-ci, la formation brute de capital fixe se monterait en 1983 à 685,9 milliards de francs courants; si par rapport à l'année précédente elle augmente de 2,7 % en valeur, par contre, en volume, elle diminue de 4,2 %.

En 1982, la formation brute de capital fixe a connu une baisse en volume de 2,6 % par rapport à l'année précédente en raison d'un recul marqué des dépenses en immeubles d'habitation (-6,5 % à prix constants) et des investissements publics (-6,8 %) tandis que les investissements des entreprises se maintenaient pratiquement à leur niveau (en volume) de 1981.

En dépit d'une progression en 1982 par rapport à l'année antérieure, le volume des investissements de l'industrie manu-

XVII-1 — Investissements dans l'ensemble de l'économie (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	En pri		
	1978	1979	1980
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15 138	13 380	12 460
2. Industries extractives	2 232	2 785	2 648
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	790	1 013	1 045
b) Autres industries extractives	1 442	1 772	1 603
3. Industries manufacturières	71 277	72 744	94 061
a) Alimentation, boissons, tabac	13 914	13 595	14 490
b) Textiles	3 556	3 739	4 552
c) Vêtements et chaussures	1 107	979	1 021
d) Bois et meubles	3 021	3 405	3 220
e) Papier, impression, édition	5 809	6 176	6 897
f) Chimie et activités connexes	16 980	16 594	19 878
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	5 394	4 826	4 782
h) Fer, acier et métaux non ferreux	4 155	3 525	11 596
i) Fabrications métalliques et constructions navales	15 943	18 273	25 749
j) Activités diverses n.d.a.	1 398	1 632	1 876
4. Construction	11 057	11 716	10 465
5. Electricité, gaz et eau	33 350	33 042	29 782
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	236 736	219 299	217 537
a) Commerce, banque et assurances	55 337	60 763	60 637
b) Immeubles d'habitation	181 399	158 536	156 900
7. Transports et communications	65 123	63 955	71 081
a) Transports par voie ferrée	19 087	19 819	25 700
b) Transports par route	3 651	4 625	3 750
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	25 734	22 544	20 749
d) Transports aériens	633	2 068	4 071
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	16 018	14 899	16 811
8. Services	106 044	112 944	118 463
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	52 913	55 053	59 668
b) Enseignement (officiel et libre)	28 896	29 163	30 286
c) Autres	24 235	28 728	28 509
<i>Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8) ...</i>	540 957	529 865	556 497
9. Variations de stocks	7 064	16 266	- 2 006
a) Cheptel	664	- 234	- 506
b) Autres stocks	6 400	16 500	- 1 500
<i>Total (de 1 à 9) ...</i>	548 021	546 131	554 491
Ajustement statistique	3 215	8 016	2 406
<i>Formation intérieure brute de capital ...</i>	551 236	554 147	556 897

(a) Défense nationale exclue.

		A prix courants				
1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
1 043	11 035	17 206	15 963	15 294	14 087	15 244
2 445	2 481	2 462	3 053	2 999	2 876	3 084
1 135	1 273	878	1 070	1 122	1 314	1 559
1 310	1 208	1 584	1 983	1 877	1 562	1 525
5 346	93 425	79 417	83 580	109 189	100 936	116 957
2 377	12 497	15 423	15 686	17 078	14 774	15 772
4 077	4 989	3 910	4 280	5 231	4 777	6 189
929	1 073	1 265	1 132	1 204	1 141	1 392
2 260	2 470	3 426	3 976	3 812	2 738	3 177
6 326	6 219	6 437	7 058	7 985	7 376	7 673
7 000	17 743	18 919	18 758	22 820	20 068	22 204
3 533	3 101	6 073	5 603	5 678	4 139	3 835
2 169	15 396	4 558	3 954	13 225	14 307	19 152
5 101	28 183	17 824	21 257	29 951	29 735	35 348
1 574	1 754	1 582	1 876	2 205	1 881	2 215
1 605	9 354	12 522	13 515	12 226	13 807	11 818
8 536	25 523	39 820	41 906	39 592	39 006	37 260
9 395	145 522	293 975	285 688	304 151	215 244	217 343
5 768	58 018	65 300	75 000	77 500	74 600	83 500
3 627	87 504	228 675	210 688	226 651	140 644	133 843
73 334	73 945	73 547	75 194	86 331	92 750	102 748
32 292	28 349	22 456	24 197	32 328	42 523	41 293
3 042	3 553	4 294	5 624	4 709	3 894	4 906
19 121	22 901	28 463	26 290	25 608	24 332	33 076
1 888	1 316	800	2 355	4 666	2 351	1 922
16 991	17 826	17 534	16 728	19 020	19 650	21 551
13 924	101 613	128 624	143 668	160 510	167 770	163 409
55 708	49 147	63 974	69 398	79 886	81 832	80 325
31 296	27 216	35 650	38 170	43 024	48 238	45 784
26 920	25 250	29 000	36 100	37 600	37 700	37 300
75 628	463 168	647 573	662 567	730 292	646 476	667 863
6 977	- 6 289	8 397	19 912	- 2 584	- 9 869	- 9 801
1 277	511	697	- 188	- 684	- 1 869	299
5 700	- 6 800	7 700	20 100	- 1 900	- 8 000	- 10 100
68 651	456 879	655 970	682 479	727 708	636 607	658 062
2 660	- 3 074	- 2 079	1 212	881	3 350	- 953
65 991	453 805	653 891	683 691	728 589	639 957	657 109

XVII-2 — Evolution des investissements

Sur base des données mensuelles et trimestrielles relatives à la T.V.A., à prix courants.

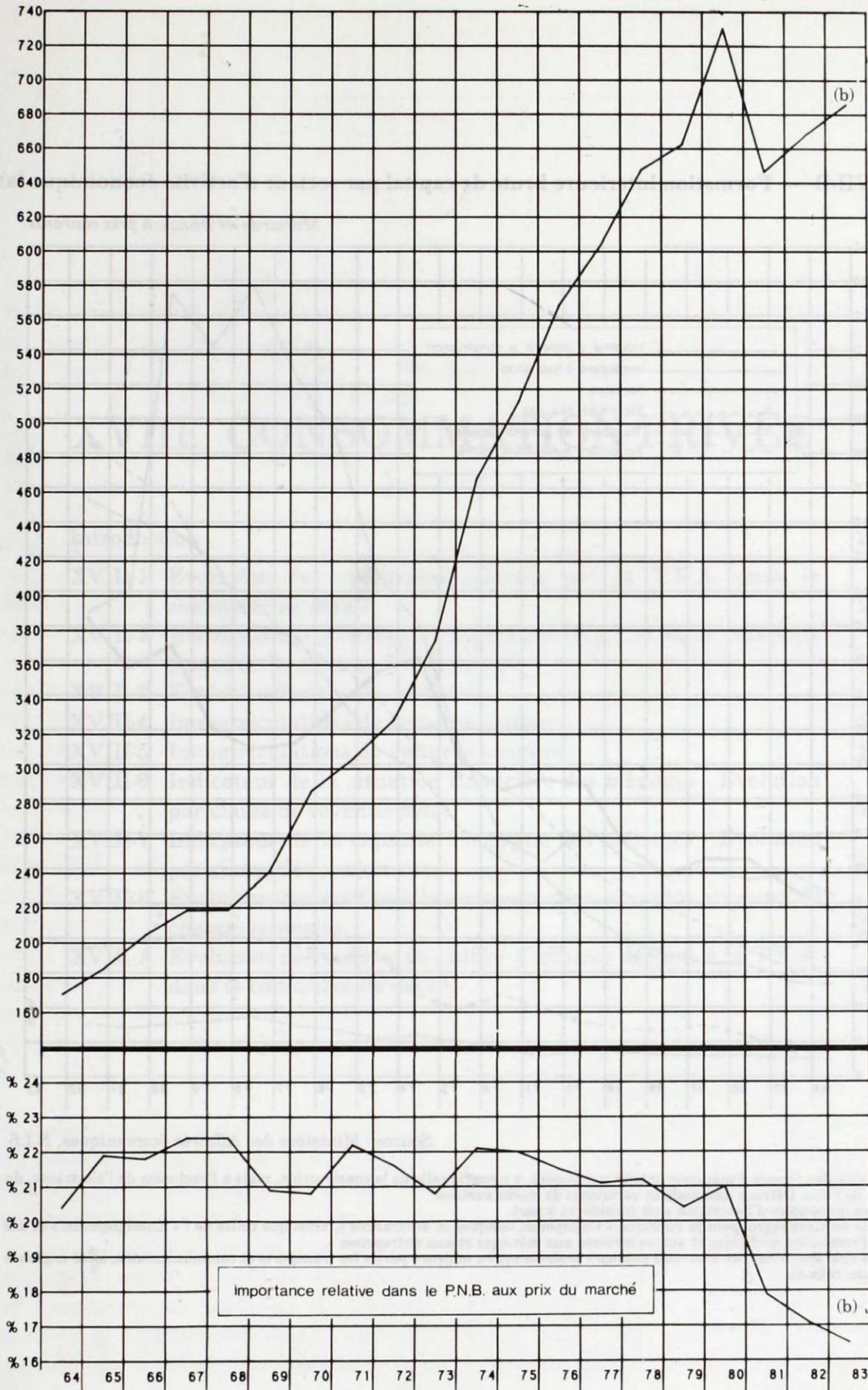
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Variations par rapport à l'année précédente en %				
	1979	1980	1981	1982	1983 (a)
Combustibles solides	55,4	14,8	- 7,9	36,6	41,8
Raffinage de pétrole	24,7	143,7	8,4	-30,5	-29,9
Electricité et énergie nucléaire	13,6	14,3	1,1	-12,9	- 7,8
Gaz	- 9,7	68,5	-21,7	81,5	-41,8
Métallurgie de base	3,5	34,2	-10,0	67,1	- 8,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	-19,0	3,6	-29,7	36,6	4,2
Industrie chimique	9,7	- 0,3	-15,9	15,9	13,9
Industrie transformatrice des métaux dont: fabrication d'ouvrages en métaux	38,3	12,1	- 3,9	14,6	-17,9
construction de machines	- 7,7	26,4	-14,6	3,2	-17,1
construction électrique et électro- nique	44,0	26,1	-30,3	- 0,8	21,5
construction d'automobiles	13,9	17,0	-12,9	37,3	3,1
Industries alimentaires, boissons, tabac	70,5	36,0	31,1	33,2	-29,6
Industrie textile	- 2,8	4,0	-10,6	12,7	18,3
Industrie du bois et du meuble	- 2,3	31,0	-17,8	31,3	33,1
Industrie du papier, imprimerie et édition	- 4,0	10,8	-24,3	21,3	16,8
Industrie du caoutchouc et matières plastiques	10,8	- 0,7	- 2,3	18,8	1,6
Bâtiments et génie civil	5,4	8,7	- 5,1	6,7	2,8
<i>Entreprises industrielles</i>	22,3	-15,0	-13,6	- 7,8	- 0,1
Commerce	12,1	11,6	- 7,5	9,4	- 2,9
Transports et communications	16,7	- 4,1	2,6	13,2	4,9
Crédit, assurances, services aux entre- prises	-21,6	5,1	6,9	14,5	- 5,7
Autres services	17,1	18,4	- 4,4	16,6	11,4
<i>Entreprises non industrielles</i>	17,9	- 8,8	7,3	10,2	12,9
<i>Ensemble des déclarants</i>	- 0,4	3,8	- 0,9	14,1	3,3
	5,7	7,9	- 4,5	11,6	0,1

Source : Ministère des Affaires économiques; I.N.S.

(a) Données provisoires.

XVII-A — Formation intérieure brute de capital (a)

Milliards de francs, à prix courants

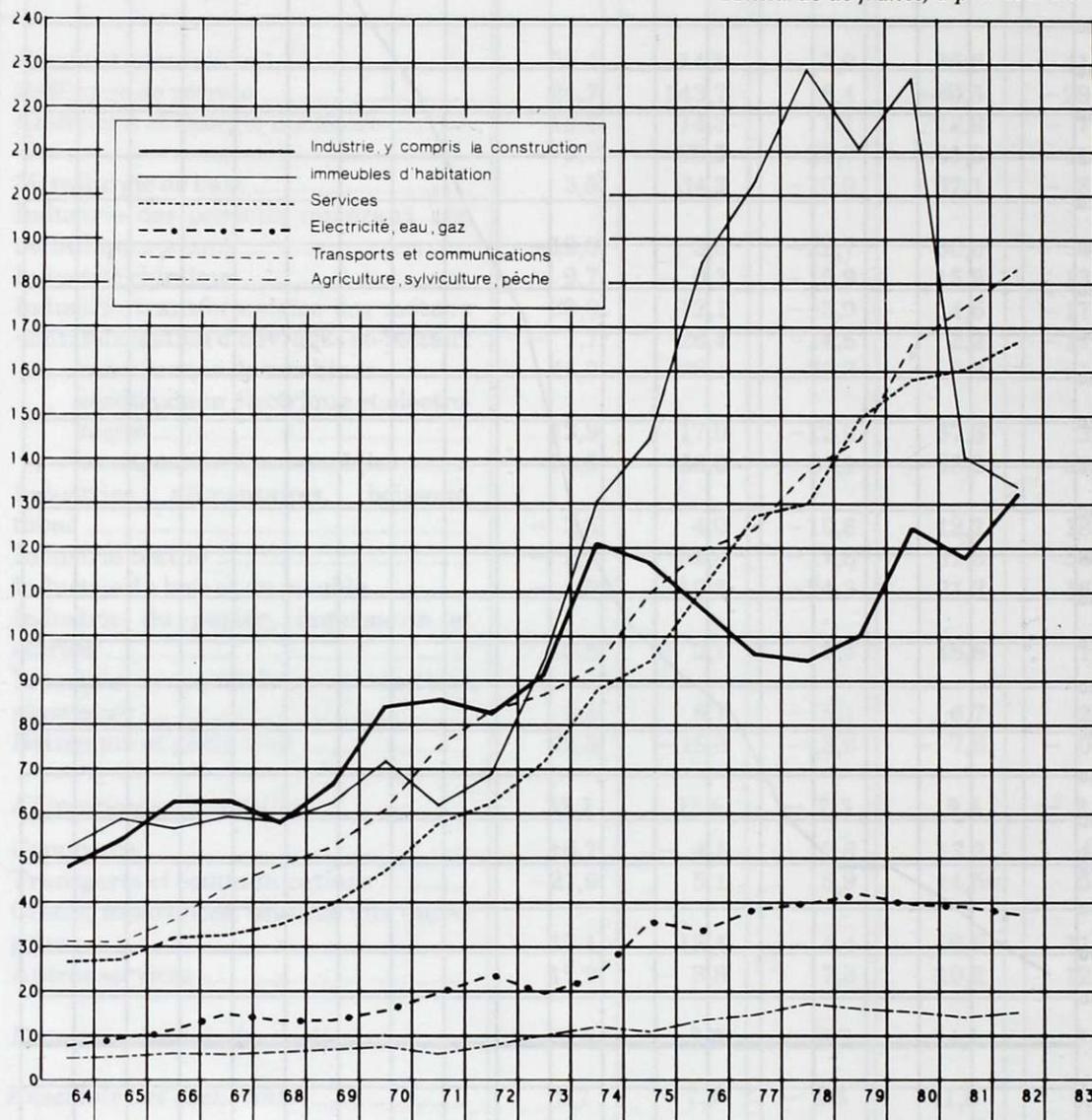


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Défense nationale et variations de stocks exclus.
 (b) 1983 : estimations.

XVII-B — Formation intérieure brute de capital par secteur d'activité économique (a)

Milliards de francs, à prix courants



Source : Ministère des Affaires économiques, N.I.S.

- (a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées, y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau. Défense nationale et variations de stocks exclues.
 Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
 Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
 La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

XVIII. CONSOMMATION PRIVÉE

Introduction	252
XVIII-1 Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail.	253
XVIII-2 Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée.	254
XVIII-3 Evolution des ventes au détail.	255
XVIII-4 Immatriculations de voitures neuves.	256
XVIII-5 Immatriculations de voitures usagées.	257
XVIII-6 Indicateur de la situation financière des ménages - Evolution par classe de revenus nets.	258
XVIII-7 Indicateur de la capacité d'épargne des ménages - Evolution par classe de revenus nets.	259
XVIII-8 Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre.	260
XVIII-A Evolution des indices du chiffre d'affaires déclaré à la T.V.A. dans le commerce de détail.	261

INTRODUCTION

Les différents tableaux publiés dans la première partie de l'« Economie belge en 1983 » ont été repris quand ils pouvaient être plus complets ou contenir des statistiques plus récentes. D'autres tableaux qui figuraient dans les publications des années précédentes viennent s'y ajouter.

L'évolution des dépenses relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail et les services reprennent les données définitives ainsi que les taux de croissance en valeur des principales rubriques. Les taux de croissance en volume sont calculés, par la D.G.E.D., selon une méthode originale. Un indice de prix pondéré des différents produits inclus dans chaque rubrique est calculé chaque mois. Ensuite, les indices de valeur sont déflatés par les indices de prix correspondant pour chaque classe NACE pour obtenir des indices en volume dont les taux de croissance en volume par rapport à la même période de l'année antérieure sont reproduits dans les tableaux XVIII-1 et 2.

L'évolution des ventes au détail sur base de l'enquête effectuée par l'I.N.S. auprès des commerçants (tableau XVIII-3) présente toujours des chiffres provisoires depuis 1982, les corrections destinées à mettre les résultats de l'enquête en concordance avec les comptes nationaux n'ayant pas encore été communiqués. Dans l'ensemble, les résultats provisoires sont plus pessimistes que ne le laisseraient supposer les résultats de la comptabilité nationale.

Les tableaux XVIII-4 et 5, reprenant les immatriculations de véhicules neufs et usagés, détaillent les données mensuelles depuis 1981 selon les statistiques du Ministère des Communications.

Les indicateurs de la situation financière et de la capacité d'épargne des ménages (tableaux XVIII-6 et 7) sont calculés à partir des résultats de l'enquête effectuée quadrimestriellement par l'I.N.S. pour le compte des Communautés européennes. Les indicateurs sont calculés de la manière suivante : les pourcentages de réponses positives et négatives concernant la situation financière des ménages et leur capacité à mettre de l'argent de côté sont additionnés par classe de revenus sans tenir compte des personnes n'ayant pas d'avis. Les résultats obtenus sont des coefficients variant à chaque enquête qui permettent de se rendre compte des fluctuations des opinions des consommateurs belges vis-à-vis de la conjoncture (situation économique, mesures gouvernementales), en fonction de la classe de revenus à laquelle ils appartiennent.

Le tableau XVIII-8 donnant l'évolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre est représentatif des variations dans l'endettement des ménages qui influe directement sur le niveau des ventes de biens ménagers durables. Il convient de remarquer le début de relance des crédits à la consommation enregistré au second semestre de 1983.

XVIII-1 — Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans le commerce de détail (a)

Croissance en % par rapport à l'année précédente

DÉSIGNATION	1982		1983						L'année			
	Valeur	Volume	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre			
			Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume		
Alimentation	10,7	1,0	5,0	- 3,1	1,4	- 6,3	6,3	- 2,0	6,4	- 2,9	4,8	- 3,6
Produits de beauté et d'entretien ..	8,0	1,1	1,9	- 8,6	1,7	-10,1	5,2	- 6,4	10,1	- 2,5	4,9	- 6,8
Habillement	6,9	1,3	8,4	2,9	5,1	- 1,2	7,8	1,3	4,7	- 1,4	6,3	0,2
Chaussures	9,8	3,2	7,7	2,2	3,4	- 2,9	4,4	- 1,8	0,8	- 4,4	3,8	- 1,9
Textile d'ameublement	8,9	2,9	3,2	- 4,0	- 1,9	-10,6	1,3	- 6,7	2,8	- 5,0	1,4	- 6,6
Equipement du foyer	6,5	2,7	- 2,7	- 8,7	- 3,1	-10,4	0,6	- 6,7	- 5,4	-11,5	- 2,8	- 9,5
Autos, cycles, accessoires	12,9	- 0,4	4,1	- 8,4	6,2	- 3,9	8,4	0,4	5,0	- 3,4	5,9	- 4,1
Carburants et lubrifiants	14,7	4,5	4,1	- 8,1	1,3	- 3,8	4,3	- 1,0	1,6	- 0,8	2,8	- 3,5
Papiers, livres, fournitures	3,9	- 3,7	9,0	4,3	9,1	4,7	13,5	8,7	16,3	6,7	12,2	6,1
Autres commerces de détail (b)	18,6	5,3	9,9	2,0	6,8	3,1	- 7,3	-11,0	7,9	5,8	4,4	0,2
Commerce à assortiment varié	5,6	- 3,0	4,8	- 3,1	4,0	- 3,3	2,6	- 4,4	3,2	- 2,9	3,6	- 3,4
Total ...	10,0	0,5	5,2	- 3,8	3,7	- 3,8	4,5	- 2,5	4,5	- 2,2	4,4	- 3,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

- (a) Tous déclarants réunis.
 (b) Comprend le commerce de détail en : articles pour la photo et l'optique, horlogerie et bijouterie, jouets, articles de sport, armes, fleurs et plantes, semences et engrais, articles de cadeaux, divers et les combustibles qui prennent une part majeure dans cette rubrique.

XVIII-2 — Evolution des opérations relevées par la T.V.A. dans différents postes de la consommation privée (a)

Croissance en % par rapport à l'année précédente

DÉSIGNATION	1982		1983						L'année			
	Valeur	Volume	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		Valeur	Volume
			Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume		
Commerce de détail	10,0	0,5	5,2	- 3,8	3,7	- 3,8	4,5	- 2,5	4,5	- 2,2	4,4	- 3,1
Horeca	9,2	5,5	8,4	1,0	7,0	- 1,6	10,7	1,8	10,0	2,1	9,1	0,8
Réparation de biens de consommation	13,3	6,2	9,0	1,9	8,9	1,2	8,5	1,0	5,7	- 0,3	8,0	0,9
Services récréatifs et culturels	16,7	7,8	12,5	2,6	12,5	2,7	5,6	- 3,2	12,8	4,6	10,9	1,8
Services personnels	6,0	0,7	6,7	1,4	4,0	- 4,5	6,0	- 3,4	3,7	- 5,4	5,0	- 3,1
Total services (b)	10,5	5,0	8,5	1,5	7,4	- 0,8	8,6	0,2	7,1	0,1	8,0	0,2
<i>Total consommation des ménages en biens et services (b)</i>	10,1	1,4	5,9	- 2,7	4,4	- 3,2	5,3	- 2,0	5,0	- 1,7	5,1	- 2,4

(a) Tous déclarants réunis. Les désignations sont relatives au type de commerce.
(b) Estimations.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XVIII-3 — Evolution des ventes au détail (a)

Croissance en % par rapport à la même période de l'année précédente

DÉSIGNATION	1982		1983									
			1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre		L'année	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
Alimentation	7,3	- 2,1	5,0	- 3,0	- 0,9	- 8,5	1,8	- 6,2	- 1,0	- 9,7	1,1	- 6,9
Textile et habillement	9,5	2,4	4,6	- 1,0	- 0,2	- 6,7	2,9	- 3,7	- 2,6	- 8,5	0,8	- 5,4
Ameublement et ménage	4,1	- 0,5	- 7,1	- 13,7	- 13,0	- 20,3	- 5,5	- 13,1	- 16,8	- 23,1	- 11,1	- 18,1
Autres articles	10,2	- 0,5	1,7	- 7,2	- 0,9	- 6,2	4,1	- 1,0	0,2	- 4,0	1,2	- 4,7
<i>Total ...</i>	8,1	- 1,4	1,9	- 6,1	- 2,7	- 9,3	1,6	- 5,4	- 3,6	- 9,7	- 0,9	- 7,7

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Enquête I.N.S. Données provisoires.
Les résultats en quantité pour les catégories de biens sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.

XVIII-4 – Immatriculations de voitures neuves

PÉRIODE	1981	1982	1983	1982 1981 en %	1983 1982 en %
Janvier	34 360	29 053	32 263	-15,4	11,0
Février	29 943	33 338	26 593	11,3	-20,2
Mars	36 322	44 696	41 573	23,1	- 7,0
1 ^{er} trimestre ...	100 625	107 087	100 429	6,4	- 6,2
Avril	37 553	43 513	34 065	15,9	-21,7
Mai	30 954	30 869	32 851	- 0,3	6,4
Juin	39 765	30 762	34 801	-22,6	13,1
2 ^e trimestre ...	108 272	105 144	101 717	- 2,9	- 3,3
1 ^{er} semestre ...	208 897	212 231	202 146	1,6	- 4,8
Juillet	28 818	24 588	24 102	-14,7	- 2,0
Août	20 169	22 433	21 469	11,2	- 4,3
Septembre	26 059	21 946	20 978	-15,8	- 4,4
3 ^e trimestre ...	75 046	68 967	66 549	- 8,1	- 3,5
Octobre	28 176	25 220	30 818	-10,5	22,2
Novembre	22 796	20 282	23 395	-10,6	14,8
Décembre	15 284	17 438	16 530	14,1	- 5,2
4 ^e trimestre ...	66 256	63 040	70 743	- 4,9	12,2
2 ^e semestre ...	141 302	132 007	137 292	- 6,6	4,0
L'année ...	350 199	344 238	339 438	- 1,7	- 1,4

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

XVIII-5 — Immatriculations de voitures usagées

PÉRIODE	1981	1982	1983	1982 1981 en %	1983 1982 en %
Janvier	32 195	28 706	33 022	-10,8	15,0
Février	33 028	30 971	32 031	- 6,2	3,4
Mars	35 148	44 152	42 476	25,6	- 3,8
1 ^{er} trimestre ...	100 371	103 829	107 529	3,4	3,6
Avril	31 697	38 336	36 096	1,6	- 5,8
Mai	44 328	34 230	38 691	8,0	13,0
Juin	38 098	40 878	43 355	- 7,8	6,1
1 ^e trimestre ...	114 123	113 444	118 143	- 0,3	4,1
1 ^{er} semestre ...	214 494	217 273	225 672	1,5	3,9
Juillet	38 098	29 986	33 874	-21,3	13,0
Août	25 577	36 622	31 318	43,2	-14,5
Septembre	34 723	32 720	28 201	- 5,8	-13,8
3 ^e trimestre ...	98 398	99 328	93 393	0,9	- 6,0
Octobre	33 739	34 340	39 921	1,8	16,3
Novembre	29 002	29 114	28 480	0,4	- 2,2
Décembre	25 879	28 870	28 771	11,6	- 0,3
4 ^e trimestre ...	88 620	92 324	97 173	4,2	5,3
2 ^e semestre ...	187 018	191 652	190 565	2,5	- 0,6
L'année ...	401 512	408 925	416 238	1,9	1,8

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

XVIII-6 — Indicateur de la situation financière des ménages (a) - Evolution par classe de revenus nets

CLASSE DE REVENU	Janvier 1982	Mai 1982	Octobre 1982	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984
- de 12 000 FB	-50,0	-56,5	-42,8	-58,1	-30,8	-42,8	-58,4
12 000 à 18 000 FB	-44,5	-49,1	-51,9	-44,4	-55,7	-51,9	-50,0
18 000 à 25 000 FB	-40,9	-42,4	-48,5	-49,3	-47,4	-48,5	-53,2
25 000 à 35 000 FB	-37,9	-45,8	-45,8	-51,0	-46,5	-45,8	-51,6
35 000 à 50 000 FB	-29,8	-40,4	-42,8	-44,2	-42,7	-42,8	-48,1
+ de 50 000 FB	-27,2	-24,1	-37,3	-32,5	-30,6	-37,3	-44,4

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.

L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Sources : Communauté Economique Européenne; Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XVIII-7 — Indicateur de la capacité d'épargne des ménages (a) - Evolution par classe de revenus nets

CLASSE DE REVENU	Janvier 1982	Mai 1982	Octobre 1982	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984
- de 12 000 FB	-79,7	-82,6	-80,1	-67,8	-84,6	-85,0	-58,4
12 000 à 18 000 FB	-77,2	-76,0	-79,3	-73,7	-86,7	-76,5	-83,3
18 000 à 25 000 FB	-53,6	-63,3	-64,1	-57,9	-68,8	-59,6	-61,1
25 000 à 35 000 FB	-32,1	-46,6	-35,4	-31,1	-35,7	-44,8	-46,9
35 000 à 50 000 FB	3,3	- 3,5	-12,8	-10,8	-16,1	-25,3	-14,8
+ de 50 000 FB	21,6	19,4	16,1	20,2	13,6	8,6	13,9

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

Sources : Communauté Economique Européenne; Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XVIII-8 — Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre

Croissance en % par rapport au semestre correspondant de l'année antérieure

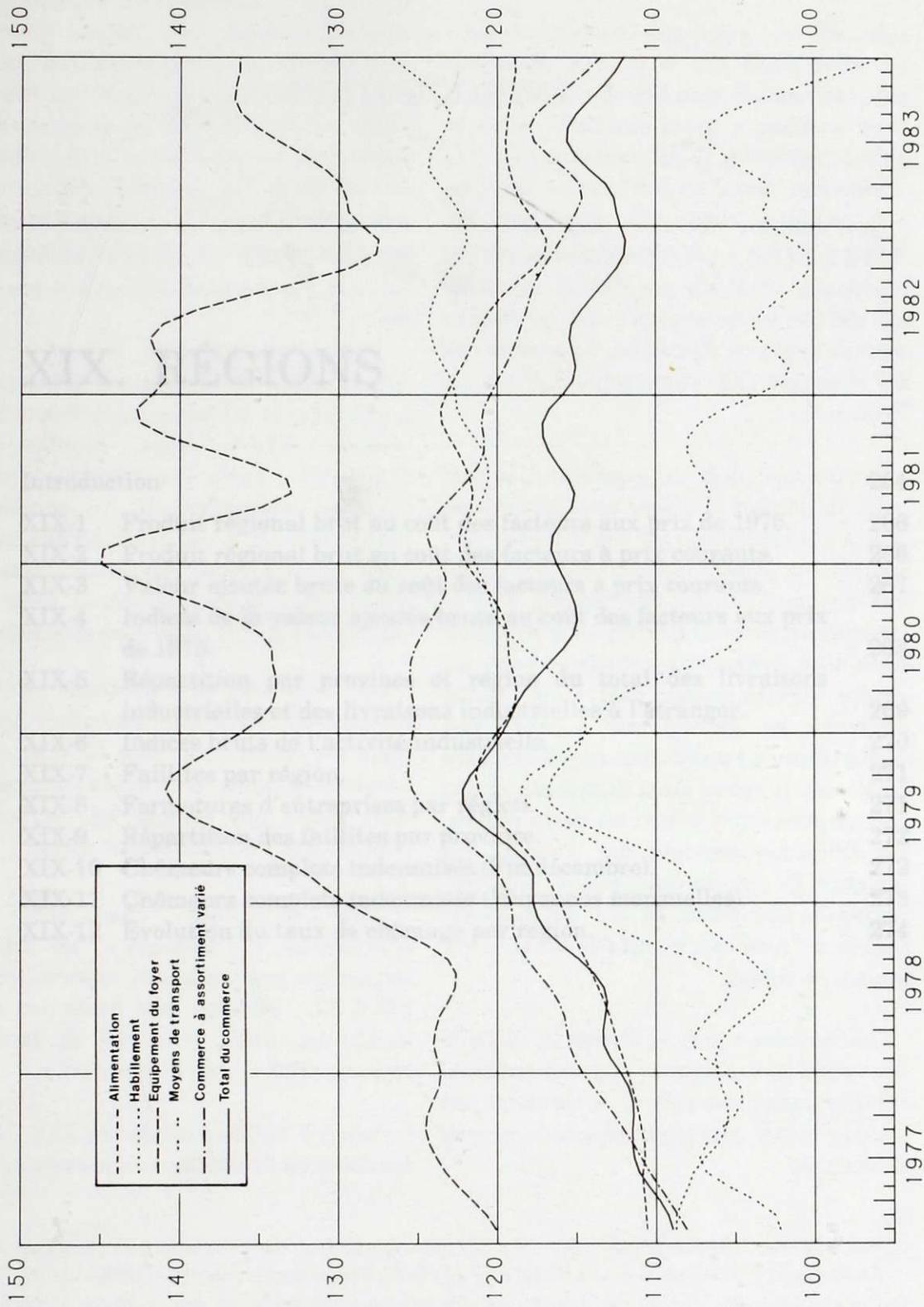
PÉRIODE	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
1979 1 ^{er} semestre	8,3	9,2	6,8
2 ^e semestre	10,2	14,4	12,9
1980 1 ^{er} semestre	2,6	5,8	4,3
2 ^e semestre	-15,5	- 3,8	- 7,8
1981 1 ^{er} semestre	-21,8	-10,9	-15,8
2 ^e semestre	-10,2	- 4,0	- 5,9
1982 1 ^{er} semestre	5,6	- 2,5	0,9
2 ^e semestre	1,7	- 2,8	- 1,5
1983 1 ^{er} semestre	6,2	33,6	16,2
2 ^e semestre	19,4	5,5	9,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XVIII-A — Evolution des indices du chiffre d'affaires déclaré à la T.V.A. dans le commerce de détail

Répartition par type de bien - indices en volume

Séries désaisonnalisées et lissées — 1976 = 100



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

Source: Ministry of Finance, Economic Indicators



Figure 1: Economic Indicators (1950=100)

XIX. RÉGIONS

Introduction	264	
XIX-1	Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975.	266
XIX-2	Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants.	266
XIX-3	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants.	267
XIX-4	Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975.	268
XIX-5	Répartition par province et région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger.	269
XIX-6	Indices bruts de l'activité industrielle.	270
XIX-7	Faillites par région.	271
XIX-8	Fermetures d'entreprises par région.	271
XIX-9	Répartition des faillites par province.	272
XIX-10	Chômeurs complets indemnisés (Fin décembre).	272
XIX-11	Chômeurs complets indemnisés (Moyennes mensuelles).	273
XIX-12	Evolution du taux de chômage par région.	274

INTRODUCTION

Les données figurant aux tableaux XIX-1 à XIX-4 présentent une ventilation régionale, effectuée par l'I.N.S. sur base de différents critères (1), de la valeur ajoutée brute du Royaume. La somme des P.I.B. est par définition égale au P.I.B. du Royaume.

Le concept pris en considération est celui du produit intérieur brut (amortissements y compris) au coût des facteurs (non compris les impôts indirects mais bien les subventions) lequel correspond à une création de revenus qui trouve son origine dans une production localisée dans un espace géographique déterminé. Cette approche ne permet par ailleurs pas d'identifier la localisation des détenteurs finals des revenus ainsi distribués et dès lors de connaître le revenu de la région. La différence provient des revenus des facteurs de production payés par une région à une autre et des ajustements opérés à l'aide des transferts de sécurité sociale et autres.

Les données à prix constants (2) de 1975 sont établies à partir de données nationales d'évolution des prix et ne tiennent pas compte d'une évolution régionale propre de ceux-ci.

Pour 1979, dernière année disponible au moment de la confection des tableaux qui suivent, les données demeurent provisoires.

Les données des livraisons industrielles intérieures et à l'étranger, présentées au tableau XIX-5, sont établies par l'I.N.S. (2) à partir des résultats des statistiques annuelles de la production industrielle et n'ont trait qu'aux industries extractives et aux seules branches d'industries manufacturières pour lesquelles ces statistiques sont disponibles.

Les livraisons sont évaluées aux prix « départ-usine », frais d'emballage inclus, mais les différentes taxes (T.V.A., douanes) sont exclues. Les frais de transport ne sont inclus que lorsque ce dernier est effectué par l'établissement même.

Cette statistique, dans son volet « livraisons à l'étranger », ne coïncide nullement avec celle des exportations de l'U.E.B.L. établies sur base des documents douaniers, en raison du mode de collecte différent de l'information.

Pour les faillites (tableaux XIX-7 et 9), les données disponibles ne permettent pas

(1) Les différents critères utilisés par l'I.N.S. ont été exposés dans des publications de l'Institut : *Etudes statistiques et économétriques* n° 3 (1962) et n° 12 (1966), *Etudes statistiques* n° 43 (1976) et n° 69 (1983).

(2) La méthode pour évaluer les données en prix constants est expliquée dans « *Etudes statistiques et économiques* » n° 12 (1966) et 43 (1976) de l'I.N.S.

(3) Pour une note méthodologique de cette statistique voir : *Etudes statistiques* n° 55 (1979) de l'Institut National de Statistique.

une désagrégation régionale des S.A. et des S.P.R.L., comme c'est le cas au niveau national dans le chapitre XVI « Faillites et fermetures d'entreprises » : elles comprennent aussi les faillites d'indépendants. Globalement, les faillites enregistrent une légère diminution tout en se maintenant à un haut niveau. Le même constat peut être fait pour les fermetures d'entreprises (tableau XIX-8) et les travailleurs touchés par ces fermetures; l'amélioration par rapport à 1981 est

patente, surtout en Wallonie et à Bruxelles, ce qui n'est pas le cas en Flandre.

La hiérarchie des taux de chômage (tableaux XIX-10 à 12) reste celle du passé; le taux de chômage demeure le plus élevé en Wallonie mais la position relative de Bruxelles s'est le plus détérioré de ce point de vue. A long terme cependant, les positions des trois régions ont tendance se rejoindre.

Province	1981	1982	1983	1984	1985
Flandre	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Wallonie	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Bruxelles	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Total	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000

Source: Ministère des Affaires économiques, I.R.S.

XIX-7 - Totaal regionaal brut in cost des factours à prix constants (en millions de francs)

RÉGION OU PROVINCE	1975-1979			
	1975	1976	1977	1978-1979
Flandre	100 000	100 000	100 000	100 000
Wallonie	100 000	100 000	100 000	100 000
Bruxelles	100 000	100 000	100 000	100 000
Total	300 000	300 000	300 000	300 000

Source: Ministère des Affaires économiques, I.R.S.

XIX-1 — Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975

En millions de francs

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	397 489	423 591	437 750	447 322	456 902
Brabant	543 418	558 090	559 698	575 302	583 406
Hainaut	220 793	233 438	230 580	241 924	247 159
Liège	210 073	219 871	222 404	229 754	232 645
Limbourg	133 876	146 769	148 844	153 923	159 740
Luxembourg	35 974	37 426	37 698	39 730	40 762
Namur	65 345	70 331	74 257	76 041	77 941
Flandre orientale	246 583	265 805	269 738	280 755	291 635
Flandre occidentale	226 034	238 114	239 583	249 608	255 596
<i>Le Royaume ...</i>	2 079 585	2 193 435	2 220 552	2 294 359	2 345 786
<i>Région flamande</i>	<i>1 161 234</i>	<i>1 240 074</i>	<i>1 262 920</i>	<i>1 304 336</i>	<i>1 341 932</i>
<i>Région wallonne</i>	<i>575 774</i>	<i>607 958</i>	<i>612 700</i>	<i>638 546</i>	<i>650 285</i>
<i>Région bruxelloise</i>	<i>342 577</i>	<i>345 403</i>	<i>344 932</i>	<i>351 477</i>	<i>353 569</i>

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-2 — Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

En millions de francs

PROVINCE OU RÉGION	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	397 489	449 445	497 313	527 845	568 235
Brabant	543 418	606 538	655 448	703 643	745 642
Hainaut	220 793	250 019	263 152	287 138	307 056
Liège	210 073	234 917	252 694	272 161	288 522
Limbourg	133 876	157 277	171 202	182 663	197 110
Luxembourg	35 974	40 568	43 222	47 510	51 164
Namur	65 345	75 065	84 598	89 813	96 001
Flandre orientale	246 583	284 476	306 224	331 354	359 078
Flandre occidentale	226 034	256 194	274 871	296 500	315 716
<i>Le Royaume ...</i>	2 079 585	2 354 499	2 548 724	2 738 627	2 928 524
<i>Région flamande</i>	<i>1 161 234</i>	<i>1 326 588</i>	<i>1 441 899</i>	<i>1 545 507</i>	<i>1 660 902</i>
<i>Région wallonne</i>	<i>575 774</i>	<i>650 688</i>	<i>697 796</i>	<i>757 010</i>	<i>806 913</i>
<i>Région bruxelloise</i>	<i>342 577</i>	<i>377 223</i>	<i>409 029</i>	<i>436 110</i>	<i>460 709</i>

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-3 — Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

En millions de francs.

DÉSIGNATION	Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
	1. Agriculture, sylviculture et pêche	49 729	48 238	25 443	24 495	73	62	75 243	72 793
2. Industries extractives	15 912	15 774	9 410	9 340			25 324	25 116
3. Industries manufacturières	(493 582)	(527 892)	(217 825)	(233 572)	(66 092)	(68 033)	(777 499)	(829 497)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	81 413	84 899	31 615	32 826	13 045	13 454	126 073	131 179
b) Textiles	29 423	33 700	6 794	7 327	1 577	1 478	37 794	42 505
c) Vêtements et chaussures	16 809	17 815	2 721	2 568	4 053	3 755	23 583	24 138
d) Bois et meubles	28 207	29 584	4 652	4 725	1 363	1 368	34 222	35 677
e) Papier, impression, édition	18 814	20 161	10 641	11 828	9 642	9 813	39 097	41 802
f) Industrie chimique et activités connexes	62 868	70 657	20 072	21 640	4 127	4 314	87 067	96 611
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 121	16 803	16 238	16 838	505	518	33 864	34 159
h-i) Siderurgie, métaux non ferreux	18 294	21 931	35 652	40 823	184	171	54 130	62 925
j) Fabrications métalliques (y compris construction navale)	158 188	165 107	64 842	67 794	22 917	23 948	245 947	256 849
k) Garages	30 980	33 768	17 633	19 196	6 698	7 146	55 311	60 110
l) Industries non dénommées ailleurs	31 465	33 467	6 965	8 007	1 981	2 068	40 411	43 542
4. Construction	112 580	115 561	63 389	64 784	25 491	25 046	201 460	205 391
5. Electricité, gaz et eau	49 752	52 452	28 757	28 181	8 284	8 788	86 793	89 421
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation	(291 691)	(313 529)	(136 978)	(146 199)	(163 075)	(174 948)	(591 744)	(634 676)
a) Commerce	174 136	183 822	76 612	79 697	68 759	71 303	319 507	334 822
b) Services financiers et assurances	50 593	57 075	21 410	24 223	65 853	72 813	137 856	154 111
c) Immeubles d'habitation	66 962	72 632	38 956	42 279	28 463	30 832	134 381	145 743
7. Transports et communications	160 417	178 516	42 926	47 179	28 516	30 056	231 859	255 751
8. Services	401 471	436 557	246 794	266 580	152 939	161 437	801 204	864 574
Ajustement statistique	- 29 627	- 27 617	- 14 512	- 13 417	- 8 360	- 7 661	- 52 499	- 48 695
Produit intérieur brut ...	1 545 507	1 660 902	757 010	806 913	436 110	460 709	2 738 627	2 928 524

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-4 — Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975

268

1975=100

DÉSIGNATION	Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
	1. Agriculture, sylviculture et pêche	110	111	109	108	100	85	109	110
2. Industries extractives	89	83	72	69	100	85	81	77
3. Industries manufacturières	(115)	(120)	(113)	(116)	(101)	(101)	(113)	(117)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	104	107	107	110	101	104	104	107
b) Textiles	106	119	109	115	117	108	106	118
c) Vêtements et chaussures	83	84	79	72	79	70	82	80
d) Bois et meubles	116	116	107	104	104	99	115	113
e) Papier, impression, édition	104	105	113	119	87	83	102	102
f) Industrie chimique et activités connexes	139	150	156	163	124	127	142	151
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	112	107	112	114	113	115	112	111
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	131	140	124	123	103	89	169	172
j) Fabrications métalliques (y compris construct. navale)	116	119	101	104	107	110	111	114
k) Garages	116	120	115	118	108	109	115	118
l) Industries non dénommées ailleurs	134	133	120	131	82	80	127	129
4. Construction	115	112	113	110	87	81	110	106
5. Electricité, gaz et eau	123	131	140	140	94	94	124	129
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation	(113)	(118)	(111)	(115)	(107)	(111)	(111)	(115)
a) Commerce	111	116	110	114	97	99	108	112
b) Services financiers et assurances	128	138	125	136	118	125	123	132
c) Immeubles d'habitation	108	110	106	109	108	110	107	110
7. Transports et communications	112	118	107	114	98	100	109	115
8. Services	111	115	112	115	107	107	111	114
<i>Produit intérieur brut ...</i>	112	116	111	113	103	103	110	113

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-5 — Répartition par province et région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger

En millions de francs

RÉGION	Livraisons totales					Dont à l'étranger				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
Anvers	367 829	442 096	479 297	452 824	517 479	190 309	247 070	262 305	259 299	309 551
Brabant	245 309	270 370	287 035	292 616	312 257	97 886	115 804	126 910	134 348	148 987
Hainaut	191 945	208 663	201 296	210 583	231 077	90 668	101 549	95 946	104 107	115 750
Liège	162 431	177 750	183 095	188 867	204 380	77 544	84 084	88 137	94 087	106 326
Limbourg	104 537	136 088	143 591	143 260	160 898	66 603	92 892	97 139	96 126	113 290
Luxembourg	11 415	12 183	10 257	9 786	10 005	4 253	5 714	4 117	3 660	3 582
Namur	27 089	33 116	36 791	35 637	42 122	10 701	12 951	14 813	15 380	18 890
Flandre orientale	204 250	232 542	237 464	253 053	285 731	92 304	107 515	109 353	114 893	135 213
Flandre occidentale	173 581	199 920	206 065	204 664	220 181	82 332	94 845	97 803	97 721	107 998
<i>Le Royaume ...</i>	1 488 386	1 712 728	1 783 891	1 791 290	1 984 130	712 600	862 424	896 523	919 621	1 059 587
<i>Région flamande</i>	<i>958 422</i>	<i>1 133 657</i>	<i>1 193 813</i>	<i>1 184 483</i>	<i>1 318 271</i>	<i>474 346</i>	<i>596 060</i>	<i>624 044</i>	<i>628 528</i>	<i>729 317</i>
<i>Région wallonne</i>	<i>420 407</i>	<i>462 673</i>	<i>463 021</i>	<i>479 532</i>	<i>526 937</i>	<i>197 866</i>	<i>221 159</i>	<i>220 325</i>	<i>236 573</i>	<i>268 485</i>
<i>Région bruxelloise</i>	<i>109 557</i>	<i>116 398</i>	<i>127 057</i>	<i>127 275</i>	<i>138 922</i>	<i>40 388</i>	<i>45 205</i>	<i>52 154</i>	<i>54 520</i>	<i>61 785</i>

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XIX-6 — Indices bruts de l'activité industrielle

1970=100

RÉGION	1982				1983					
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Moyenne annuelle	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Moyenne annuelle
<i>Indice général (y compris la construction)</i>										
Région flamande	123,2	128,4	115,3	125,9	123,2	124,1	126,7	115,4	125,8	123,0
Région wallonne	83,1	100,8	82,5	89,6	89,0	80,2	91,9	79,0	89,4	85,1
Région bruxelloise	86,5	92,5	76,6	83,4	84,8	76,2	78,2	67,2	75,4	74,3
<i>Le Royaume ...</i>										
	104,7	114,0	98,8	107,8	106,3	102,6	108,2	96,4	106,4	103,4
<i>Indice général (non compris la construction)</i>										
Région flamande	143,2	141,2	129,9	143,7	139,5	149,9	146,2	135,7	149,8	145,4
Région wallonne	96,2	106,6	89,9	99,9	98,2	95,7	101,8	89,0	103,6	97,5
Région bruxelloise	110,6	113,3	96,5	105,3	105,9	104,5	103,4	90,9	103,3	100,5
<i>Le Royaume ...</i>										
	123,3	125,6	112,2	124,1	121,3	125,7	125,7	114,1	128,2	123,4
<i>Industries manufacturières</i>										
Région flamande	146,1	143,8	132,8	146,3	142,3	152,0	149,4	138,8	152,4	148,2
Région wallonne	103,7	114,8	97,2	107,9	105,9	103,8	110,0	96,2	112,4	105,6
Région bruxelloise	110,5	111,0	96,6	105,2	105,8	104,8	103,5	91,2	103,5	100,7
<i>Le Royaume ...</i>										
	127,4	129,7	116,2	128,2	125,4	130,0	130,5	118,5	132,8	127,9
<i>Construction</i>										
Région flamande	56,4	74,2	61,1	62,8	63,6	48,6	62,3	51,4	55,1	54,4
Région wallonne	44,6	74,0	55,6	56,0	57,5	37,2	57,8	46,9	43,9	46,5
Région bruxelloise	45,8	54,5	40,2	45,1	46,4	32,2	36,6	29,1	29,1	31,7
<i>Le Royaume ...</i>										
	50,5	70,2	55,2	57,0	58,3	41,7	55,5	45,3	46,2	47,2

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XIX-7 — Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
Région flamande	1 863	1 921	1 893	45,1	45,4	46,0
Région wallonne	1 151	1 281	1 310	27,8	30,3	31,8
Bruxelles (arrond. judic.)	1 119	1 028	915	27,1	24,3	22,8
<i>Le Royaume ...</i>	4 133	4 230	4 118	100,0	100,0	100,0

Source : Dun & Bradstreet - Eurinform.

XIX-8 — Fermetures d'entreprises par région

RÉGION	Nombres de fermetures			Nombre de travail- leurs affectés		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
Région flamande	784	572	819	15 534	12 014	12 856
Région wallonne	352	268	355	14 942	5 971	6 902
Région bruxelloise	359	199	306	7 225	3 493	4 143
<i>Le Royaume ...</i>	1 495	1 039	1 480	37 701	21 478	23 901

Source : O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

XIX-9 — Répartition des faillites par province

PROVINCE	1981	1982	1983	Evolution en 1983 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	704	698	651	- 6,7
Brabant	1 266	1 236	1 160	- 6,2
Flandre occidentale	367	447	392	-12,3
Flandre orientale	394	358	459	+28,2
Hainaut	431	493	486	- 1,4
Liège	430	456	453	- 0,7
Limbourg	312	306	276	- 9,8
Luxembourg	58	74	79	+ 6,8
Namur	171	162	162	0,0
<i>Le Royaume ...</i>	4 133	4 230	4 118	- 2,6

Source : Dun & Bradstreet - Eurinform.

XIX-10 — Chômeurs complets indemnisés

Fin décembre

RÉGION	1982	Variation en % par rapport 1981	1983	Variation en % par rapport 1982
Région flamande	273 638	+14,3	289 657	+5,9
Région wallonne	158 696	+13,1	166 077	+4,7
Région bruxelloise	51 625	+16,9	51 899	+0,5
<i>Le Royaume ...</i>	483 959	+14,2	507 633	+4,9

Source : O.N.Em.

XIX-11 — Chômeurs complets indemnisés

Moyennes mensuelles

RÉGION	1982			1983			Variation en % par rapport 1982	Total	Variation en % par rapport 1982
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total			
Région flamande	112 451	145 804	258 255	127 258	157 887	285 145	+13,2	+8,3	+10,4
Région wallonne	68 814	81 444	150 258	78 513	86 435	164 948	+14,1	+6,1	+9,8
Région bruxelloise	25 498	22 566	48 064	29 184	25 685	54 869	+14,5	+13,8	+14,2
<i>Le Royaume ...</i>	206 763	249 814	456 577	234 955	270 007	504 962	+13,6	+8,1	+10,6

Sources : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XIX-12 — Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNÉES	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	1979	5,7	19,9	10,8	8,2	22,6	13,4	9,1	13,2	10,8
1980	6,3	21,2	11,7	9,0	23,5	14,4	9,9	14,4	11,8
1981	9,1	23,2	14,3	12,1	25,6	17,2	13,5	16,8	15,0
1982	11,7	25,4	16,9	14,5	27,6	19,5	16,9	19,3	17,8
1983	13,2	27,5	18,6	16,5	29,3	21,4	19,4	22,0	20,5

Sources : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année. Pour 1983, le nombre d'assurés au 30 juin 1982 est provisoirement utilisé comme point de comparaison.

XX. COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Introduction	278
A. Aperçu général	280
XX-1 Données globales.	280
XX-2 Indices du volume, de la valeur moyenne et des termes de l'échange.	281
XX-A Exportations et importations en valeur (données désaisonnalisées et lissées).	282
XX-B Exportations et importations en valeur (moyennes mensuelles).	283
XX-C Indices de quantité (données annuelles).	284
XX-D Indices de quantité (données désaisonnalisées et lissées).	285
B. Répartition par branche d'activité	286
XX-3 Exportations par branche d'activité.	286
XX-4 Importations par branche d'activité.	288
XX-5 Exportations nettes par branche d'activité.	290
XX-6 Commerce extérieur du secteur énergétique.	291
XX-7 Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.	292
XX-8 Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux.	294
XX-9 Commerce extérieur de minerais et de métaux non ferreux.	295
XX-10 Commerce extérieur des produits chimiques.	296
XX-11 Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques.	298
	275

XX-12	Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport.	299
XX-13	Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles.	300
XX-14	Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques.	302
XX-15	Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires.	304
XX-16	Commerce extérieur des véhicules et moteurs automobiles.	305
XX-17	Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles.	306
XX-18	Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viandes et d'autres produits de l'abattage.	307
XX-19	Commerce extérieur d'autres produits alimentaires.	308
XX-20	Commerce extérieur de lait et de produits laitiers.	310
XX-21	Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs.	311
XX-22	Commerce extérieur des produits textiles.	312
XX-23	Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures.	314
XX-24	Commerce extérieur de bois et meubles en bois.	315
XX-25	Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés.	316
XX-26	Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération.	317
XX-27	Commerce extérieur de produits en caoutchouc et en plastique - Valeur.	318
XX-28	Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières.	319
C. Répartition par grandes catégories économiques		321
XX-29	Exportations par grandes catégories économiques.	321
XX-30	Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques.	322
XX-31	Importations par grandes catégories économiques.	323
XX-32	Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques.	324
XX-33	Exportations nettes par grandes catégories économiques.	325
XX-34	Répartition géographique des exportations par grandes catégories économiques en 1983.	326
XX-35	Variation des exportations par grandes catégories économiques entre 1982 et 1983.	328
XX-36	Répartition géographique des importations par grandes catégories économiques en 1983.	330
XX-37	Variation des importations par grandes catégories économiques entre 1982 et 1983.	332
D. Répartition géographique		
XX-38	Répartition géographique des exportations et des importations (milliards de francs).	334

XX-39 Répartition géographique des exportations et des importations (variation annuelle).	336
XX-40 Répartition géographique des exportations et des importations (importance relative).	338
E. Balances commerciale et des paiements	340
XX-41 Répartition géographique de la balance commerciale.	340
XX-42 Balance générale des paiements sur base des transactions.	342

INTRODUCTION

Les statistiques du commerce extérieur de l'U.E.B.L., élaborées par l'INS, sont établies selon le système du commerce spécial, appliqué par la plupart des pays.

A l'importation, le commerce spécial comprend :

- a) les marchandises déclarées pour la consommation ou l'emploi à leur entrée sur le territoire douanier de l'U.E.B.L.;
- b) les marchandises importées temporairement dans l'U.E.B.L. pour y subir un travail de perfectionnement en vue de leur réexportation;
- c) les marchandises réimportées après avoir subi le travail de perfectionnement pour lequel elles avaient été exportées temporairement à l'étranger;
- d) les marchandises qui, à leur sortie d'entrepôt, sont déclarées pour la consommation ou l'emploi dans l'U.E.B.L.

A l'exportation, le commerce spécial couvre :

- a) les marchandises d'origine ou de provenance belge ou luxembourgeoise qui quittent définitivement le territoire douanier de l'U.E.B.L.;
- b) les marchandises réexportées après avoir subi le travail de perfectionnement pour lequel elles avaient été importées temporairement dans l'U.E.B.L.;

- c) les marchandises exportées temporairement à l'étranger pour y subir un travail de perfectionnement et être ensuite réimportées dans l'U.E.B.L.

Deux nomenclatures sont utilisées ci-après :

- a) la nomenclature générale des activités économiques (classification « entrées-sorties ») (N.A.C.E.-C.L.I.O.), soit une nomenclature de branches d'activités adaptée à l'élaboration de tableaux « entrées-sorties », développée par les Communautés européennes; les tableaux « Exportations par branche d'activité », « Importations par branche d'activité » et « Exportations nettes par branche d'activité » (XX 3 à 5) sont suivis pour chacune des branches NACE par 23 tableaux de détails (XX 6 à 28) dont les sous-positions sont propres à la D.G.E.D. : elles ont été établies suivant un mélange des classifications C.T.C.I. rév. 2 et B.N.L., cette dernière étant utilisée pour scinder des positions C.T.C.I.; à partir de 1982, le groupe NACE 161 « Energie électrique » comprend aussi les groupes 120, 151 et 152.
- b) la classification par grandes catégories économiques (tableaux XX 29 à 36), permettant des agrégations correspondant aux trois classes fondamentales de biens du système de comptabilité nationale des Nations-Unies (biens d'équipement, intermédiaires et de consommation).

A l'importation, la statistique recense le pays d'où la marchandise a été expédiée à destination de l'U.E.B.L. : il s'agit donc du pays d'où, pour exécuter les clauses du contrat d'achat, l'expédition a eu son point de départ initial, quels que soient les pays traversés lors du transport. Toutefois, lorsque les marchandises, avant d'arriver dans l'U.E.B.L., ont été introduites dans un ou plusieurs pays intermédiaires et y ont fait l'objet d'arrêts ou d'actes juridiques non inhérents au transport, le pays mentionné est le dernier pays où de tels arrêts ou actes juridiques se sont produits. En d'autres termes, si, lors d'un arrêt dans un pays intermédiaire entre le pays d'où l'expédition a eu son point de départ initial et le pays importateur, la marchandise y est nationalisée, vendue, transformée ou entreposée dans un entrepôt sous contrôle douanier, le pays où l'une de ces opérations a été effectuée doit être considéré comme pays de provenance; par contre, des opérations comme une rupture de charge lors du transport, un transbordement, un entreposage temporaire (en dehors d'un entrepôt douanier), n'influencent pas la détermination du pays de provenance.

A l'exportation, le pays de destination est le dernier pays connu, au moment de l'expédition, vers lequel les marchandises doivent être envoyées.

La valeur des marchandises enregistrées dans la statistique du commerce extérieur est la valeur déclarée, déterminée sur la base du prix f.o.b. (franco à bord) à l'exportation et de prix c.a.f. (coût, assurance, fret) à l'importation. Pour les fleurs coupées, les fruits frais et les légumes frais, la valeur est estimée à partir de prix mensuels moyens fixés forfaitairement par l'Administration des Douanes et Accises.

Les indices du commerce extérieur (tableau XX-2 et graphiques XX-C et D), sont des indices en chaîne continue ramenés à une base fixe. Ils sont établis à partir de l'observation d'un échantillon, renouvelé chaque année, qui couvre plus ou moins 84 % du total des marchandises figurant dans la statistique.

Les indices de quantité sont calculés pour suivre l'évolution des importations et des exportations après élimination des variations résultant du mouvement des prix. Cet indice est la moyenne arithmétique pondérée des indices simples des quantités importées ou exportées des différents produits, les coefficients de pondération étant proportionnels à la valeur à l'importation ou à l'exportation de ces produits dans la période de base. Il s'agit donc d'un indice à coefficients de pondération fixes du type Laspeyres.

Pour refléter l'évolution des prix, des indices de valeur moyenne ont été établis. Il s'agit de la moyenne arithmétique pondérée des indices de la valeur moyenne des différentes sortes de marchandises. Les pondérations sont proportionnelles aux valeurs des quantités importées ou exportées au cours de la période de calcul, ces valeurs étant calculées aux prix de la période de base. Ce sont des indices à coefficient de pondération variables, du type Paasche.

Le terme de l'échange net est le rapport, multiplié par 100, entre les indices de la valeur moyenne à l'exportation et de la valeur moyenne à l'importation; s'il est supérieur à 100, cela signifie que le pays peut payer plus d'importations avec moins d'exportations.

Toutes les données pour 1983 sont provisoires; les chiffres définitifs ne sont fournis par l'I.N.S. qu'après un délai d'un an.

A. APERÇU GÉNÉRAL

XX-1 — Données globales

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)			Coeffi- cient de cou- verture (pour- centage)
	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations (c.i.f.)	Expor- tations (f.o.b.)	Solde	
1973 Moyenne mensuelle ..	12 954	6 982	71 344	72 510	+ 1 166	101,6
1974 Moyenne mensuelle ..	13 371	6 798	96 724	91 652	- 5 072	94,8
1975 Moyenne mensuelle ..	11 488	6 328	94 245	88 073	- 6 172	93,5
1976 Moyenne mensuelle ..	12 689	6 701	114 080	105 538	- 8 542	92,5
1977 Moyenne mensuelle ..	12 452	7 044	120 665	112 059	- 8 606	92,9
1978 Moyenne mensuelle ..	12 981	6 874	127 170	117 522	- 9 648	92,4
1979 Moyenne mensuelle ..	14 026	7 302	148 696	138 435	-10 261	93,1
1980 Moyenne mensuelle ..	13 608	7 661	175 067	157 530	-17 537	90,0
1981 Moyenne mensuelle ..	12 872	7 455	192 480	171 860	-20 620	89,3
1982 Moyenne mensuelle ..	12 392	7 315	221 113	199 429	-21 684	90,2
1983 Moyenne mensuelle (a)	11 750	7 623	234 752	220 897	-13 855	94,1
1982 janvier	12 003	5 437	193 586	156 371	-37 215	80,8
février	11 441	6 470	201 147	181 110	-20 036	90,0
mars	14 129	7 868	268 406	218 956	-49 450	81,6
avril	14 403	7 831	239 420	203 361	-36 059	84,9
mai	12 353	7 127	216 142	188 743	-27 398	87,3
juin	13 908	7 864	234 191	214 465	-19 727	91,6
juillet	11 475	7 541	198 874	192 263	- 6 611	96,7
août	11 441	6 230	192 156	144 282	-47 874	75,1
septembre	12 356	8 204	225 928	234 708	+ 8 780	103,9
octobre	11 990	8 490	221 289	237 083	+15 794	107,1
novembre	11 934	7 029	239 662	203 175	-36 487	84,8
décembre	11 271	7 690	252 560	218 635	- 3 926	98,2
<i>Total ...</i>	148 703	87 781	2 653 362	2 393 153	-260 209	90,2
1983 janvier	10 904	7 197	218 087	218 365	+ 278	100,1
(a) février	11 051	5 893	229 025	192 994	-36 031	84,3
mars	12 611	7 871	272 133	237 128	-35 005	87,1
avril	11 504	7 470	229 254	216 596	-12 658	94,5
mai	11 446	7 189	218 055	205 284	-12 771	94,1
juin	12 895	8 569	243 230	237 860	- 5 370	97,8
juillet	10 189	6 775	196 569	191 676	- 4 893	97,5
août	10 617	7 410	203 987	184 049	-19 938	90,2
septembre	12 178	8 142	240 759	227 458	-13 301	94,5
octobre	12 642	8 345	257 536	246 924	-10 612	95,9
novembre	12 743	8 774	256 279	250 854	- 5 425	97,9
décembre	12 215	7 847	252 105	241 574	-10 531	95,8
<i>Total ...</i>	140 995	91 482	2 817 019	2 650 762	-166 257	94,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

XX-2 — Indices du volume, de la valeur moyenne et des termes de l'échange

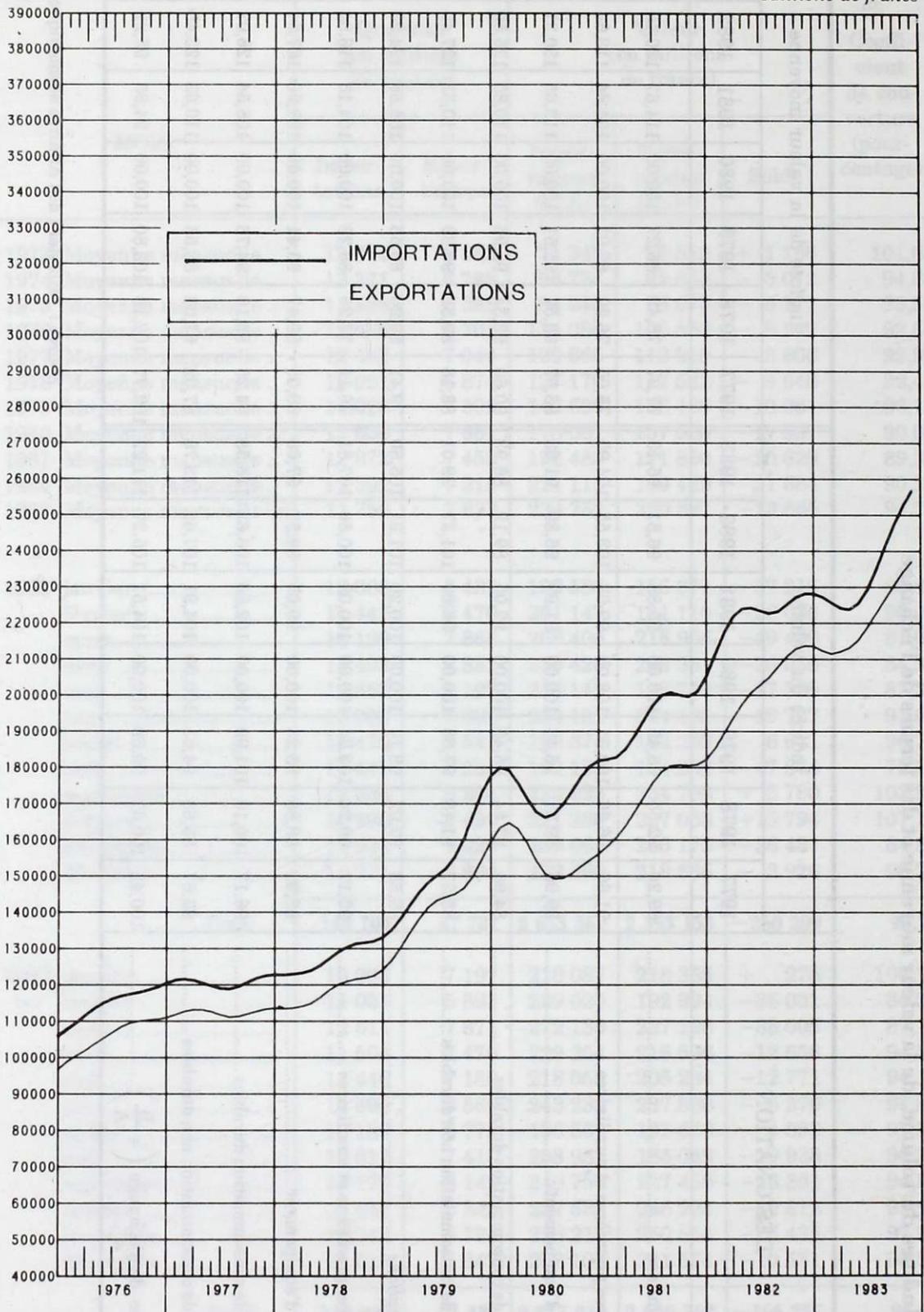
1980=100

DÉSIGNATION	Indices du volume						Indices de la valeur moyenne							
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. <i>Imports</i>	89,20	92,55	98,45	100,00	95,88	96,81	95,13	77,27	78,49	86,27	100,00	114,67	130,46	140,51
Matières premières et auxiliaires	91,66	96,36	100,31	100,00	99,03	103,55	104,95	75,05	76,20	87,01	100,00	104,64	113,64	124,18
Biens d'équipement	89,06	89,31	96,48	100,00	91,99	95,39	91,03	86,97	93,57	95,51	100,00	113,65	130,31	145,27
Biens de consommation durables	84,98	87,94	95,45	100,00	92,05	89,12	86,93	90,60	93,34	95,96	100,00	110,85	125,59	138,71
Biens de consommation non durables	85,27	91,18	97,33	100,00	98,89	101,37	99,01	88,16	89,52	93,39	100,00	110,33	127,40	133,14
B. <i>Exports</i>	89,58	93,02	98,14	100,00	100,20	101,91	105,80	79,41	80,20	89,55	100,00	108,88	124,23	132,32
Matières premières et auxiliaires	93,17	99,24	103,24	100,00	100,08	100,86	107,81	76,11	77,26	88,28	100,00	104,15	116,84	124,32
Biens d'équipement	88,92	88,85	95,23	100,00	99,05	98,51	97,60	90,09	89,47	93,41	100,00	109,96	127,54	131,71
Biens de consommation durables	96,17	100,10	101,99	100,00	102,86	108,63	115,58	84,25	88,16	94,76	100,00	108,54	126,07	141,55
Biens de consommation non durables	82,87	85,65	94,51	100,00	104,91	107,68	113,78	87,02	87,06	88,55	100,00	110,63	123,46	129,64
C. Termes de l'échange $\left(= \frac{B}{A} \right)$	100,42	100,51	99,69	100,00	104,51	105,27	111,22	102,77	102,18	103,80	100,00	94,95	95,22	94,17

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XX-A — Exportations et importations en valeur - Séries désaisonnalisées et lissées

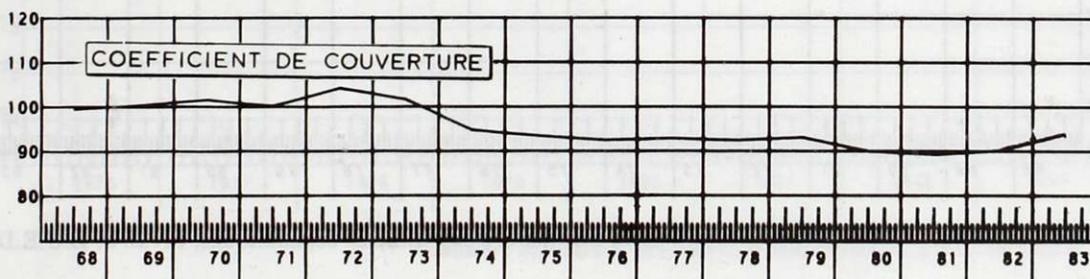
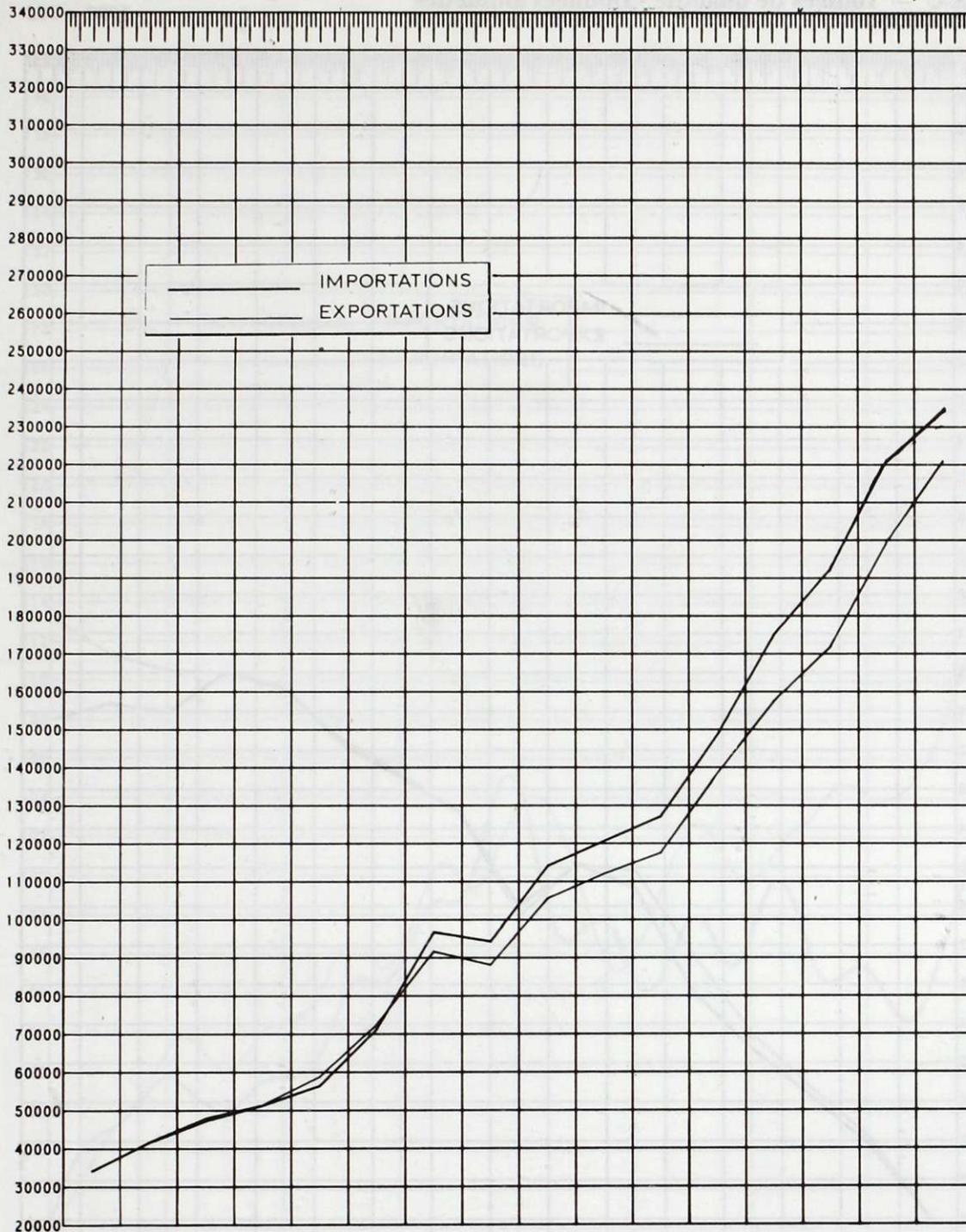
Millions de francs



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-B — Exportations et importations en valeur - Moyennes mensuelles

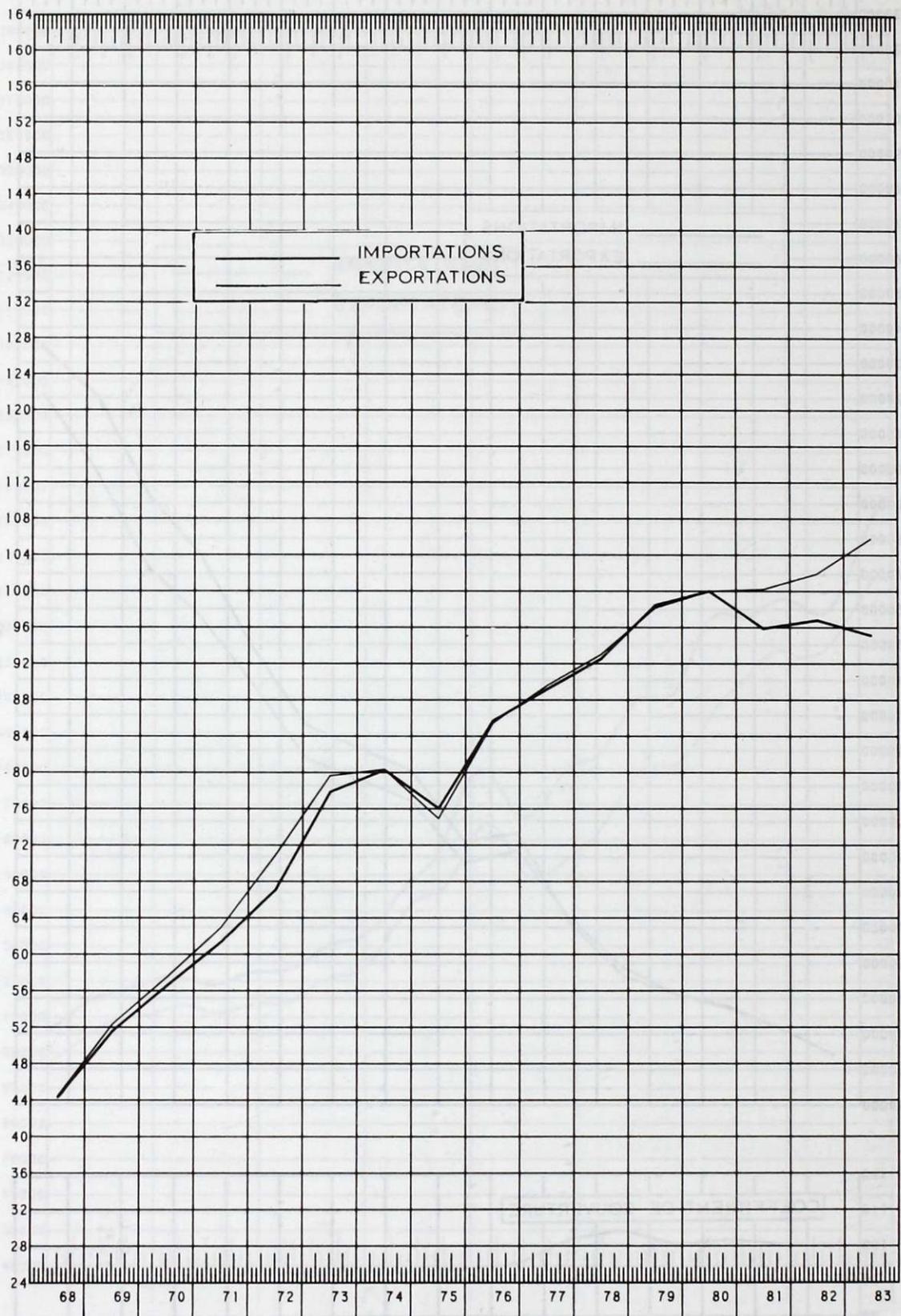
Millions de francs



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-C — Indices de quantité - Données annuelles

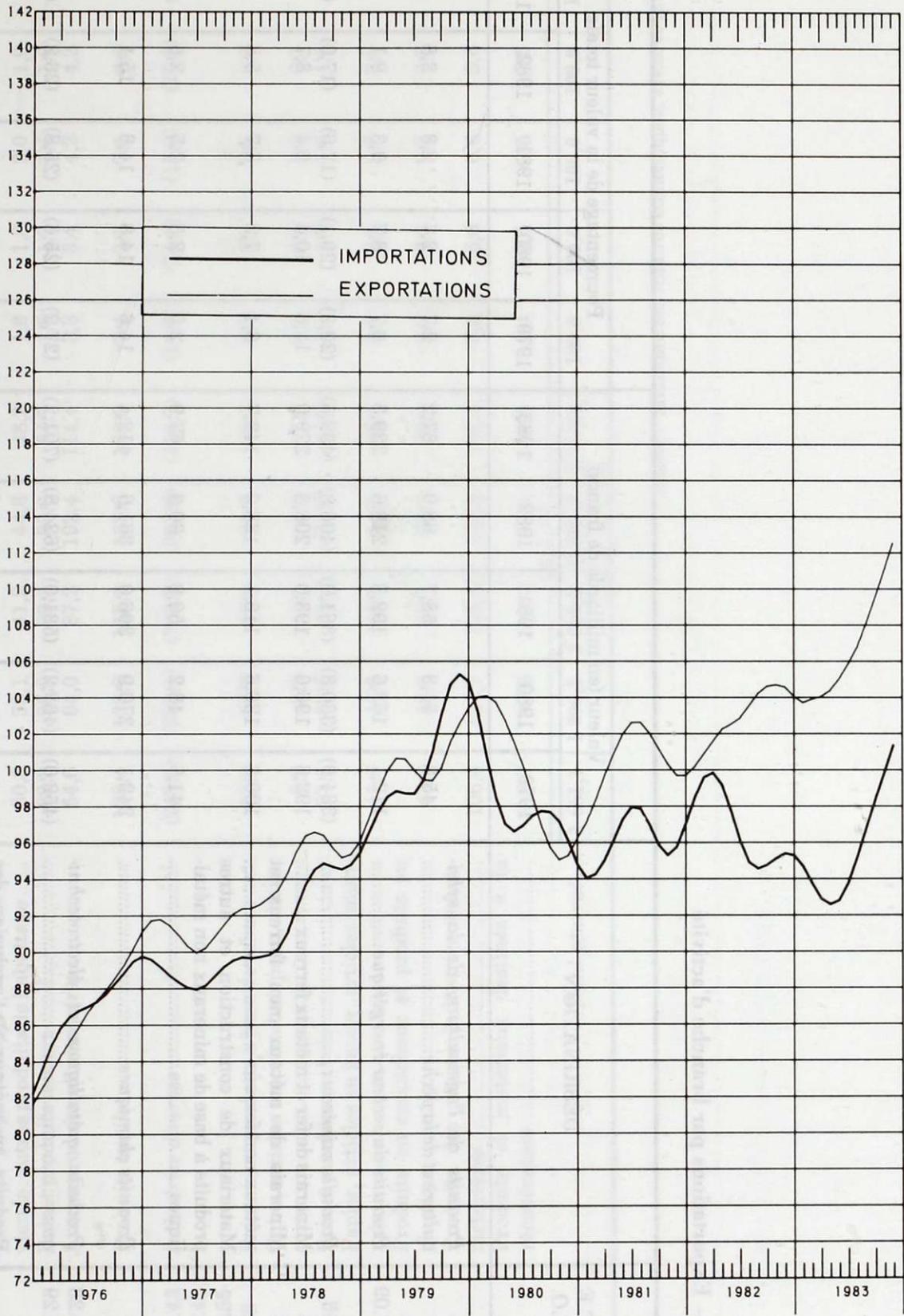
1980 = 100



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-D — Indices de quantité - Données désaisonnalisées et lissées

1980 = 100



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

B. RÉPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

XX-3 — Exportations par branche d'activité

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
01	<i>Produits de l'agriculture, de la sylvi- culture et de la pêche</i>	45,3	51,3	58,7	68,0	67,2	2,7	2,7	2,8	2,8	2,5
03.07.09	<i>Produits du secteur énergétique</i>	112,1	163,6	192,3	218,6	229,3	6,7	8,7	9,3	9,1	8,7
13.15	<i>Produits minéraux</i>	(334,9)	(380,8)	(361,9)	(406,8)	(439,6)	(20,2)	(20,1)	(17,6)	(17,0)	(16,6)
13	Minerais de fer et métaux ferreux.....	192,8	196,0	193,0	208,3	229,0	11,6	10,4	9,4	8,7	8,6
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux.....	100,6	136,6	118,1	138,2	142,7	6,1	7,2	5,7	5,8	5,4
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métal- liques.....	41,5	48,2	50,8	60,3	67,9	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6
17	<i>Produits chimiques</i>	242,1	270,9	306,0	361,6	412,4	14,6	14,3	14,8	15,1	15,6
19.21.23 25.27.29	<i>Produits métalliques et électrotechni- ques</i>	(452,0)	(483,2)	(531,0)	(624,8)	(701,2)	(27,2)	(25,6)	(25,8)	(26,2)	(26,4)
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport.....	38,5	43,9	47,7	54,5	58,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2
21	Machines agricoles et industrielles.....	113,3	122,0	129,6	140,1	152,8	6,8	6,5	6,3	5,9	5,8
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instru- ments de précision, d'optique et simila- ires.....										

29	Moyens de transport autres que véhicules automobiles	9,5	18,5	22,7	27,8	24,8	0,6	1,0	1,1	1,2	0,9
31.33.35	<i>Industries alimentaires</i>	(107,7)	(122,4)	(157,7)	(186,0)	(197,4)	(6,5)	(6,5)	(7,6)	(7,8)	(7,4)
31	Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage	30,8	33,1	41,2	44,8	48,2	1,9	1,8	2,0	1,9	1,8
33	Lait et produits laitiers	22,3	25,3	29,3	38,8	34,7	1,3	1,3	1,4	1,6	1,3
35	Autres produits alimentaires	54,6	64,0	87,2	102,4	114,4	3,3	3,4	4,2	4,3	4,3
41	<i>Produits textiles</i>	123,4	138,0	145,0	163,6	186,9	7,4	7,3	7,1	6,8	7,1
37.39.43	<i>Industries diverses</i>	(243,6)	(280,1)	(309,7)	(363,8)	(416,7)	(14,7)	(14,8)	(15,0)	(15,2)	(15,7)
45.47.49											
51.53.55											
37.39	Boissons et produits à base de tabacs	13,0	13,6	17,5	21,3	23,3	0,8	0,7	0,8	0,9	0,9
43	Cuir, articles en cuir et en peau, chaussures	5,2	5,2	5,0	6,0	7,0	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
45	Bois et meubles en bois	27,5	32,3	33,6	39,2	44,8	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7
47	Papier, articles en papier, articles imprimés	41,6	46,9	52,8	60,0	65,1	2,5	2,5	2,6	2,5	2,5
49	Produits en caoutchouc et produits en plastique	43,2	49,6	55,7	68,1	79,4	2,6	2,6	2,7	2,8	3,0
51	Produits des autres industries manufacturières.....	106,4	124,7	135,8	156,9	182,4	6,4	6,6	6,6	6,6	6,9
55	Produits et matériaux destinés à la récupération	6,7	7,8	9,3	12,3	14,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
	<i>Total général</i> ...	1 661,1	1 890,3	2 062,3	2 393,2	2 650,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX 4 — Importations par branche d'activité

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Valeur en milliards de francs						Pourcentage de la valeur totale					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983		
01	<i>Produits de l'agriculture, de la sylvi- culture et de la pêche</i>	117,1	124,3	143,1	170,8	176,6	6,6	5,9	6,2	6,4	6,3		
03.07.09	<i>Produits du secteur énergétique</i>	260,3	370,5	481,7	562,8	548,7	14,6	17,6	20,9	21,2	19,4		
13.15	<i>Produits minéraux</i>	(207,8)	(270,7)	(273,0)	(285,1)	(320,9)	(11,6)	(12,9)	(11,9)	(10,8)	(11,4)		
13	Minerais de fer et métaux ferreux	58,7	63,1	65,6	78,2	85,3	3,3	3,0	2,9	3,0	3,0		
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	111,2	164,2	163,8	157,1	184,7	6,2	7,8	7,1	5,9	6,6		
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métal- liques	37,9	43,4	43,6	49,8	50,9	2,1	2,1	1,9	1,9	1,8		
17	<i>Produits chimiques</i>	183,6	203,4	231,2	278,2	314,8	10,4	9,7	10,0	10,5	11,2		
19.21.23 25.27.29	<i>Produits métalliques et électro-techni- ques</i>	(512,6)	(556,1)	(578,6)	(670,2)	(717,4)	(28,7)	(26,5)	(25,1)	(25,3)	(25,5)		
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	50,0	56,7	55,8	59,8	59,3	2,8	2,7	2,4	2,3	2,1		
21	Machines agricoles et industrielles	103,0	120,4	115,5	135,7	138,4	5,8	5,7	5,0	5,1	4,9		
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instru- ments de précision, d'optique et similai- res	33,0	37,8	42,3	52,6	62,0	1,8	1,8	1,8	2,0	2,2		
25	Matériel et fournitures électriques	90,7	102,9	108,2	115,9	119,8	5,1	4,9	4,7	4,4	4,3		
27	Véhicules et moteurs automobiles	211,5	205,9	221,7	269,0	305,3	11,8	9,8	9,6	10,1	10,8		

33	viande, autres produits de l'abattage	18,5	18,3	20,2	24,7	24,3	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
35	Lait et produits laitiers	24,3	27,3	33,1	45,3	38,0	1,4	1,3	1,4	1,7	1,3	1,3
41	Autres produits alimentaires	62,9	67,7	77,0	90,4	98,3	3,5	3,2	3,3	3,4	3,5	3,5
	<i>Produits textiles</i>	108,0	119,6	123,0	141,0	152,3	6,0	5,7	5,3	5,3	5,4	5,4
37.39.43	<i>Produits des autres industries</i>	(289,3)	(342,9)	(348,9)	(384,8)	(425,7)	(16,2)	(16,4)	(15,1)	(14,5)	(15,1)	(15,1)
43	Boissons et produits à base de tabacs	12,5	14,0	14,7	17,3	19,0	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
45	Cuir, articles en cuir et en peau, chaussures	20,2	22,0	20,7	24,7	26,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
47	Bois et meubles en bois	39,4	40,9	39,6	40,5	40,4	2,2	2,0	1,7	1,5	1,5	1,5
49	Papier, articles en papier, articles imprimés	52,0	57,5	64,1	74,0	78,4	2,9	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8
51	Produits en caouthouc et produits en plastique	37,1	42,8	43,8	52,8	57,0	2,1	2,0	1,9	2,0	2,1	2,1
55	Produits des autres industries manufacturières	119,0	157,1	156,7	164,8	192,7	6,7	7,5	6,8	6,2	6,7	6,7
	Produits et matériaux destinés à la récupération	9,1	8,6	9,3	10,7	12,2	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	<i>Total général</i> ...	1 784,4	2 100,8	2 309,8	2 653,3	2 817,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-5 — Exportations nettes par branche d'activité

Milliards de francs

BRANCHES N.A.C.E.-C.L.I.O.	DÉSIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
01	<i>Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.....</i>	- 71,8	- 73,0	- 84,4	- 102,8	- 109,4
03.07.09	<i>Produits du secteur énergétique.....</i>	- 148,2	- 206,9	- 289,4	- 344,2	- 319,4
13.15	<i>Produits minéraux.....</i>	(+ 127,1)	(+ 110,1)	(+ 88,9)	(+ 121,7)	(+ 118,7)
13	Minerais de fer et métaux ferreux.....	+ 134,1	+ 132,9	+ 127,4	+ 130,1	+ 143,7
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux.....	- 10,6	- 27,6	- 45,7	- 18,9	- 42,0
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques.....	+ 3,6	+ 4,8	+ 7,2	+ 10,5	+ 17,0
17	<i>Produits chimiques.....</i>	+ 58,5	+ 67,5	+ 74,8	+ 83,5	+ 97,6
19.21.23.25.27.29	<i>Produits métalliques et électro-techniques.....</i>	(- 60,6)	(+ 72,9)	(- 47,6)	(- 45,4)	(- 16,2)
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport.....	- 11,5	- 12,8	- 8,1	- 5,3	- 1,2
21	Machines agricoles et industrielles.....	+ 10,3	+ 1,6	+ 14,1	+ 4,4	+ 14,4
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires.....	- 18,7	- 20,2	- 22,6	- 24,8	- 28,1
25	Matériel et fournitures électriques.....	- 7,7	- 7,9	- 8,1	- 10,7	- 2,0
27	Véhicules et moteurs automobiles.....	- 18,1	- 19,7	- 10,5	+ 0,4	+ 8,4
29	Moyens de transport autres que véhicules automobiles.....	- 14,9	- 13,9	- 12,4	- 9,4	- 7,8
31.33.35	<i>Produits alimentaires.....</i>	(+ 2,0)	(+ 9,1)	(+ 27,4)	(+ 25,6)	(+ 36,8)
31	Viandes, préparations et conserves de viande, autres produits de l'abattage.....	+ 12,3	+ 14,8	+ 21,0	+ 20,1	+ 23,9
33	Lait et produits laitiers.....	- 2,0	- 2,0	- 3,8	- 6,5	- 3,3
35	Autres produits alimentaires.....	- 8,3	- 3,7	+ 10,2	+ 12,0	+ 16,1
41	<i>Produits textiles.....</i>	+ 15,4	+ 18,4	+ 22,0	+ 22,5	+ 34,6
37.39.43.45.47	<i>Produits des autres industries.....</i>	(- 45,7)	(- 62,8)	(- 39,2)	(- 21,0)	(- 9,0)
49.51.53.55	<i>Boissons et produits à base de tabacs.....</i>	+ 0,5	- 0,4	+ 2,8	+ 4,0	+ 4,3
37.39	Cuir, articles en cuir et en peau, chaussures.....	- 15,0	- 16,8	- 15,7	- 18,7	- 19,0
43	Bois et meubles en bois.....	- 11,9	- 8,6	- 6,0	- 1,3	+ 4,4
45	Papier, articles en papier, articles imprimés.....	- 10,4	- 10,6	- 11,3	- 14,0	- 13,3
47	Produits en caoutchouc et produits en plastique.....	+ 6,1	+ 6,8	+ 11,9	+ 15,3	+ 22,4
49	Produits des autres industries manufacturières.....	- 12,6	- 32,4	- 20,9	- 7,9	- 10,2
51	Produits et matériaux destinés à la récupération.....	- 2,4	- 0,8	0,0	+ 1,6	+ 2,4
55						
	<i>Total général...</i>	- 123,3	- 210,5	- 247,5	- 260,1	- 166,2

XX-6 — Commerce extérieur du secteur énergétique - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
111	<i>Houille et agglomérés de houille</i>	19 173	20 994	28 722	37 284	29 370	1 224	1 529	2 853	2 936	2 775
	1. Anthracite	5 750	6 108	6 676	7 873	7 594	156	132	364	418	489
	2. Autres houilles	12 980	14 491	21 593	28 916	21 276	864	1 293	2 413	2 452	2 219
	3. Agglomérés de houille	443	395	453	496	500	204	104	76	66	67
112	<i>Lignite et briquettes de lignite</i>	123	293	406	554	612	1	—	—	5	2
130	<i>Pétrole brut</i>	126 337	193 751	255 666	265 084	225 787	—	—	591	2 310	758
140	<i>Produits pétroliers raffinés</i>	59 626	88 898	109 588	157 476	185 228	98 286	145 809	168 424	185 768	203 502
	1. Essences et huiles légères	16 759	25 439	24 006	36 087	39 468	35 496	52 060	53 255	49 702	58 462
	2. Huiles moyennes	848	917	633	2 537	2 075	9 918	14 087	17 924	22 624	20 719
	3. Gas-oil	19 585	24 279	35 899	51 373	60 996	28 756	39 435	37 881	48 063	53 001
	4. Fuel-oils	15 551	29 191	36 478	52 121	68 586	16 515	29 712	46 041	50 747	53 869
	5. Huiles de graissage	5 269	7 320	9 900	11 392	10 650	5 913	7 735	9 942	11 504	11 846
	6. Divers	1 614	1 752	2 672	3 965	3 452	1 688	2 780	3 381	3 128	5 605
120.151 152.161	<i>Energie électrique</i>	34 965	33 491	39 412	33 606	31 930	11 282	13 563	17 116	23 611	17 911
162	<i>Gaz naturel et gaz distribué</i>	32 205	44 529	59 244	68 822	75 809	1 375	2 725	3 305	3 986	4 301
	1. Propane, butane, etc.	2 687	3 366	5 188	6 349	6 945	1 374	2 420	3 196	3 883	4 301
	2. Gaz naturel	29 473	41 093	54 017	62 420	68 864	1	305	109	103	—
	3. Gaz distribué, autre que gaz naturel	45	70	39	52	—	—	—	—	—	—
163	<i>Vapeur, eau chaude, air comprimé</i>	—	1	—	—	3	1	3	2	3	4
170	<i>Eau, glace et neige</i>	4	4	6	4	5	1	1	1	1	1
	<i>Total général</i>	260 280	370 470	481 817	562 831	548 743	112 170	163 630	192 292	218 619	229 290

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D. et Administration de l'Energie.

XX-7 — Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
011	<i>Produits végétaux</i>	70 297	74 678	92 043	111 033	112 553	30 480	35 501	41 972	50 441	47 006
	1. Froment, méteil, non moulus	9 203	10 618	11 055	11 843	10 692	4 633	4 988	4 355	4 419	2 127
	2. Orge non mondé	7 679	7 803	12 016	13 190	11 691	2 358	4 092	6 702	5 162	3 462
	3. Maïs non moulu	13 774	13 825	16 518	20 223	21 020	8 654	10 343	12 428	17 796	17 221
	4. Autres céréales non moulues	2 381	1 787	2 009	2 684	2 127	457	448	452	416	273
	5. Légumes, plantes potagères et pom- mes de terre frais	9 632	10 589	12 224	15 055	13 719	7 014	7 263	8 805	10 836	11 010
	6. Plantes industrielles	429	732	955	730	704	223	303	380	299	298
	7. Agrumes	3 437	3 562	3 918	4 331	4 675	498	510	551	640	611
	8. Pommes	1 881	2 189	2 659	3 803	2 891	855	1 337	1 330	2 002	1 752
	9. Autres fruits et fruits à coque	3 766	4 308	4 464	4 918	5 625	1 091	1 161	1 295	1 668	2 206
	10. Foin et fourrage	741	888	895	1 170	1 505	129	107	178	420	513
	11. Tabacs bruts et déchets de tabac	3 939	4 177	3 999	5 713	6 457	232	258	385	593	861
	12. Graines, oléagineux	9 059	9 225	16 370	21 360	24 952	479	512	472	695	709
	13. Bulbes, tubercules, boutures	1 527	1 762	1 859	2 209	2 339	3 063	3 405	3 750	4 385	4 834
	14. Graines à ensemençer	922	930	980	1 283	1 199	567	484	547	703	644
	15. Divers	1 927	2 283	2 122	2 520	2 957	227	290	342	407	485
012	<i>Vin</i>	6 868	7 200	7 463	8 343	8 687	417	510	520	657	754
013	<i>Huile d'olive non raffinée</i>	76	80	90	97	117	10	10	8	6	12
014	<i>Produits animaux de l'agriculture et de la chasse</i>	14 208	14 133	15 223	20 487	22 911	10 653	11 434	11 662	12 062	14 204
	1. Bovins	3 161	2 495	2 490	3 556	2 733	1 712	1 925	2 214	2 230	3 816
	2. Porcins	2 944	3 599	4 895	6 823	6 778	4 713	4 594	4 209	4 873	5 333

019	6. Laine et poils	3 876	2 987	2 632	2 377	2 796	611	721	961	956	906
	7. Oeufs d'oiseaux en coquille	336	474	694	744	899	2 001	2 189	2 157	1 963	2 095
	8. Divers	650	779	812	888	872	195	236	293	311	250
	<i>Produits agricoles exclusivement importés.</i>	16 015	17 154	17 549	20 487	22 911	1 134	755	1 139	1 007	735
	1. Fruits frais ou secs	1 230	1 547	1 630	1 939	2 004	78	109	131	303	190
	2. Café non torréfié	9 303	9 498	9 537	11 058	12 310	849	475	779	462	280
	3. Cacao en fèves ou brisures	1 996	2 364	2 331	2 592	2 908	50	27	7	25	5
	4. Caoutchouc naturel	865	1 232	1 378	1 250	1 845	28	30	28	42	58
	5. Coton	1 799	1 879	1 875	2 522	2 977	31	26	17	39	54
	6. Divers	822	634	798	1 126	868	98	88	177	137	147
020	<i>Produits de la sylviculture</i>	4 051	4 969	4 410	5 359	5 513	1 558	1 957	1 988	2 246	2 559
	1. Bois de trituration en rondins	914	1 277	1 331	2 454	2 363	32	29	33	46	55
	2. Divers	3 137	3 692	3 079	2 904	3 150	1 526	1 928	1 955	2 200	2 504
030	<i>Produits de la pêche</i>	5 616	6 076	6 302	7 233	8 166	1 077	1 149	1 366	1 601	1 928
	1. Poissons frais ou réfrigérés	2 137	2 430	2 541	2 779	2 925	722	837	1 011	1 035	1 052
	2. Poissons congelés	699	582	658	773	762	59	50	70	88	86
	3. Poissons séchés, fumés, salés	145	140	137	162	165	46	11	19	9	6
	4. Crustacés et mollusques frais	2 252	2 438	2 365	2 654	3 425	191	187	161	333	587
	5. Divers	383	486	601	863	888	59	64	105	137	197
	<i>Total général ...</i>	117 131	124 290	143 080	170 755	176 627	45 329	51 316	58 655	68 020	67 197

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

019	6. Laine et poils	3 876	2 987	2 632	2 377	2 796	611	721	961	956	906
	7. Oeufs d'oiseaux en coquille	336	474	694	744	899	2 001	2 189	2 157	1 963	2 095
	8. Divers	650	779	812	888	872	195	236	293	311	250
	<i>Produits agricoles exclusivement importés.</i>	16 015	17 154	17 549	20 487	22 911	1 134	755	1 139	1 007	735
	1. Fruits frais ou secs	1 230	1 547	1 630	1 939	2 004	78	109	131	303	190
	2. Café non torréfié	9 303	9 498	9 537	11 058	12 310	849	475	779	462	280
	3. Cacao en fèves ou brisures	1 996	2 364	2 331	2 592	2 908	50	27	7	25	5
	4. Caoutchouc naturel	865	1 232	1 378	1 250	1 845	28	30	28	42	58
	5. Coton	1 799	1 879	1 875	2 522	2 977	31	26	17	39	54
	6. Divers	822	634	798	1 126	868	98	88	177	137	147
020	<i>Produits de la sylviculture</i>	4 051	4 969	4 410	5 359	5 513	1 558	1 957	1 988	2 246	2 559
	1. Bois de trituration en rondins	914	1 277	1 331	2 454	2 363	32	29	33	46	55
	2. Divers	3 137	3 692	3 079	2 904	3 150	1 526	1 928	1 955	2 200	2 504
030	<i>Produits de la pêche</i>	5 616	6 076	6 302	7 233	8 166	1 077	1 149	1 366	1 601	1 928
	1. Poissons frais ou réfrigérés	2 137	2 430	2 541	2 779	2 925	722	837	1 011	1 035	1 052
	2. Poissons congelés	699	582	658	773	762	59	50	70	88	86
	3. Poissons séchés, fumés, salés	145	140	137	162	165	46	11	19	9	6
	4. Crustacés et mollusques frais	2 252	2 438	2 365	2 654	3 425	191	187	161	333	587
	5. Divers	383	486	601	863	888	59	64	105	137	197
	<i>Total général ...</i>	117 131	124 290	143 080	170 755	176 627	45 329	51 316	58 655	68 020	67 197

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
211	<i>Minerais de fer</i>	12 830	11 949	14 706	14 715	14 183	70	116	79	89	21
221	<i>Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues (C.E.C.A.) ...</i>	33 576	35 937	36 246	43 765	50 753	156 647	157 986	153 234	160 601	171 612
	1. Fonte	599	601	587	683	405	136	89	122	82	54
	2. Ferromanganèse, fer et acier spongieux	811	799	1 065	627	665	518	436	137	203	208
	3. Lingots ou masses	1 316	1 205	655	770	860	225	89	110	35	202
	4. Blooms, billettes, etc.	3 447	4 255	4 310	4 115	4 333	7 404	6 348	5 564	5 917	6 838
	5. Ebauches en rouleaux par tôles	5 913	5 522	7 227	8 692	11 051	25 126	23 970	22 772	23 390	29 924
	6. Fil machine	4 620	4 909	5 108	6 518	7 526	6 345	6 671	6 860	7 385	8 519
	7. Barres	3 302	3 836	3 284	3 851	3 981	9 881	10 188	7 922	9 218	8 816
	8. Profilés et palplanches	2 065	2 108	2 023	3 005	4 162	28 461	29 052	28 146	26 421	26 014
	9. Grandes plats et tôles de plus de 4,75 mm	2 449	2 906	2 525	2 648	2 923	14 420	16 760	20 447	20 548	17 697
	10. Tôles jusqu'à 4,75 mm	4 436	4 992	4 627	6 241	7 433	39 363	38 463	36 351	40 958	42 673
	11. Tôles étamées ou ouvrées	2 815	3 169	3 661	5 333	6 121	16 359	17 185	17 796	20 403	24 362
	12. Feuillards (laminés à chaud, de fer-blanc, etc.)	898	689	581	890	965	5 976	6 121	4 644	3 714	3 977
	13. Rails, etc.	640	739	392	218	155	800	889	961	946	895
	14. Divers	265	207	201	173	173	1 633	1 725	1 402	1 382	1 433
222	<i>Tubes d'acier</i>	6 278	8 184	7 846	11 487	11 774	6 978	7 094	8 689	11 685	18 704
	1. Tubes et tuyaux sans soudure	1 967	2 545	3 041	4 223	6 111	1 372	1 594	3 771	5 821	12 908
	2. Autres tubes et tuyaux	2 634	3 645	2 701	4 925	3 165	4 891	4 506	3 870	4 629	4 358
	3. Divers	1 677	1 994	2 104	2 339	2 498	715	994	1 048	1 235	1 437
223	<i>Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier</i>	6 040	7 041	6 763	8 278	8 588	29 147	30 801	31 006	35 893	38 726
	1. Barres, formes et profilés	969	1 217	1 242	1 482	1 477	864	982	920	1 253	1 238
	2. Autres feuillards	1 397	1 446	1 438	1 985	2 022	5 117	5 180	4 877	5 922	5 738
	3. Fils en fer ou acier, autres que fil machine	1 324	1 442	1 309	1 764	1 844	10 601	11 341	12 115	13 925	14 602
	4. Ouvrages en fils métalliques	1 318	1 336	1 560	1 540	1 836	6 139	5 577	11 001	12 552	14 796
	5. Divers	1 032	1 600	1 214	1 508	1 409	6 426	7 721	2 093	2 241	2 351
	<i>Total général ...</i>	58 724	63 111	65 561	78 244	85 298	192 842	195 997	193 008	208 267	229 063

XX-9 — Commerce extérieur de minerais et de métaux non ferreux - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
212	<i>Minerais de métaux non ferreux</i>	14 287	16 628	20 678	18 030	20 398	2 560	3 236	5 468	3 957	3 538
	1. Minerais de plomb	2 215	3 751	3 468	3 535	4 202	17	174	—	—	—
	2. Minerais de zinc	3 718	2 986	4 336	5 002	7 374	387	348	806	455	1 013
	3. Minerais d'étain	940	1 086	16	18	192	20	—	—	—	—
	4. Minerais de molybdène, de niobium, etc.	6 020	7 040	9 407	6 547	6 302	2 062	2 602	4 563	3 362	2 432
	5. Divers	1 394	1 765	3 451	2 927	2 327	74	112	99	139	93
224	<i>Métaux non ferreux</i>	96 872	147 613	143 090	139 060	164 348	98 074	132 408	112 662	134 279	139 157
	<i>I. Bruts</i>	45 054	55 913	68 020	58 565	61 317	26 670	30 292	35 510	35 027	38 099
	1. Cuivre pour raffinage	10 638	17 070	16 402	17 190	21 868	173	392	746	729	854
	2. Cuivre raffiné	18 569	20 112	17 502	17 022	11 409	16 715	19 916	19 050	20 046	18 640
	3. Aluminium et alliages	11 031	13 170	13 414	14 535	19 628	492	1 076	1 574	672	945
	4. Plomb et alliages	2 253	2 210	1 434	1 709	2 810	3 283	3 164	2 648	2 756	2 703
	5. Zinc et alliages	1 084	909	1 360	1 458	2 086	4 540	3 847	4 767	5 727	7 672
	6. Etain et alliages	1 171	1 359	1 384	1 375	1 460	1 014	1 398	389	209	448
	7. Divers	1 208	1 083	16 524	5 276	2 057	453	498	6 336	4 887	6 837
	<i>II. Demi-produits</i>	50 918	91 700	75 070	80 495	103 030	71 404	103 116	77 152	99 252	101 059
	8. Barres, profilés et fils de cuivre	1 667	1 652	1 489	1 587	2 103	13 688	15 891	14 458	15 887	17 152
	9. Autres demi-produits de cuivre	1 811	2 121	1 870	2 135	2 285	4 865	5 289	4 325	4 719	5 204
	10. Résidus de cuivre	4 486	6 325	5 488	6 425	9 497	1 089	1 142	1 066	1 489	1 480
	11. Barres, profilés et fils en aluminium ..	1 411	1 880	1 820	2 220	2 881	4 087	5 293	4 711	5 474	7 117
	12. Autres demi-produits en aluminium ..	3 851	4 274	4 393	4 882	5 599	10 221	10 273	11 365	13 649	16 921
	13. Demi-produits en nickel	449	538	423	576	387	130	170	97	125	129
	14. Ferro-alliages	2 932	2 573	2 933	2 933	3 556	4 320	4 850	5 440	5 870	5 730
	15. Argent	4 840	15 190	8 004	6 430	10 514	6 048	30 540	12 614	11 152	19 430
	16. Platine, etc.	732	1 082	1 170	1 286	972	593	1 222	1 509	1 479	2 995
	17. Or non monétaire	6 578	14 769	25 538	32 489	34 987	6 284	15 762	14 968	31 995	17 047
	18. Résidus de métaux non ferreux (hormis le cuivre)	7 271	20 435	18 936	15 897	26 612	2 406	3 161	3 070	3 200	3 616
	19. Divers	14 890	18 155	3 006	3 635	3 636	17 673	6 885	3 529	4 212	4 238
	<i>Total général</i> ...	111 160	164 241	163 768	157 090	184 745	100 634	136 644	118 130	138 236	142 695

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-10 — Commerce extérieur des produits chimiques - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
252	<i>Produits de la pétrochimie et de la carbochimie</i>	91 223	97 813	113 452	136 067	152 522	114 324	118 663	133 624	155 880	182 806
	dont : 1. Hydrocarbures acycliques	17 788	20 759	22 955	26 165	28 649	2 310	2 085	2 094	2 586	2 881
	2. Hydrocarbures cycliques	11 703	11 730	20 106	21 652	26 193	2 602	2 188	7 477	9 224	11 767
	3. Dérivés halogènes, sulfones, nitres, nitroses	1 883	2 120	1 991	2 440	2 610	1 011	1 189	7 092	8 599	9 602
	4. Alcools, phénols et dérivés	3 715	4 265	6 148	7 564	7 966	3 224	2 843	2 927	3 183	3 344
	5. Composés à fonctions azotées	6 401	5 596	5 579	6 792	6 782	3 573	3 291	5 866	7 467	8 546
	6. Acides carboxyliques	5 202	5 230	7 094	8 468	9 414	5 444	5 916	14 778	17 550	19 814
	7. Composés organo-min. et hétérocycliques	3 818	4 397	7 000	10 081	10 263	14 450	15 424	20 638	23 044	25 707
	8. Autres produits chimiques organiques	5 825	5 588	6 731	9 042	10 231	4 243	4 615	5 432	5 547	5 377
	9. Matières colorantes org. synth. et luminophores	2 159	2 010	2 099	2 595	2 858	1 010	1 019	1 058	1 323	2 038
	10. Caoutchouc synthétique	3 472	4 052	4 877	5 808	6 385	4 686	5 035	6 858	7 908	9 761
	11. Phénoplastes et aminoplastes bruts	1 493	1 696	2 088	2 343	2 427	721	822	768	870	1 063
	12. Polyesters, polyamides et polyuréthanes bruts	2 650	2 299	2 877	4 058	4 041	1 874	1 976	5 014	5 711	7 307
	13. Résines époxydes bruts, silico-nes, échangeurs d'ions	2 482	2 551	1 744	2 242	2 856	6 207	4 382	1 028	1 009	1 313
	14. Polyéthylène et polypropylène brut	7 165	8 567	9 231	11 393	14 169	23 635	26 045	28 823	34 016	41 379
	15. Polystyrène et polyvinylchloride brut	4 990	5 149	5 285	6 158	6 995	15 745	15 651	15 940	18 352	22 311
	16. Autres produits de polymérisation	3 628	4 224	4 830	5 535	6 143	3 852	3 154	3 778	4 321	4 504
	17. Nitrates et acétates de cellulose, etc.	985	1 174	1 561	1 840	2 264	233	243	1 324	1 541	1 904
253	<i>Autres produits chimiques de base</i>	22 861	27 266	30 227	36 505	43 340	42 357	46 159	52 737	62 874	68 004
	dont : 1. Eléments, oxydes, acides	4 025	4 883	8 847	10 787	14 087	5 440	5 488	12 031	14 660	16 310

	7 300	8 702	8 707	10 954	12 017	17 672	20 699	24 010	28 568	30 059
255	4 142	4 881	5 212	6 212	6 748	4 768	5 470	6 318	7 564	8 971
	2 544	2 908	3 183	3 856	4 100	2 699	2 999	3 278	4 048	4 671
256	23 579	26 078	29 328	35 548	37 791	27 867	35 466	37 873	47 959	55 966
	2 211	2 458	2 753	3 312	3 491	2 710	3 185	4 094	4 556	4 945
	4 587	4 208	4 163	4 740	4 309	6 899	11 207	9 368	10 576	9 971
	1 529	1 509	1 779	2 312	2 786	1 449	2 151	3 112	4 365	5 242
	2 639	3 393	3 755	4 564	4 849	2 890	3 812	4 611	6 310	7 225
257	15 992	17 494	18 475	21 312	25 801	16 104	18 730	22 057	27 271	31 620
	1 905	2 200	2 270	2 414	3 649	1 542	1 709	1 638	2 258	2 152
	843	1 013	713	679	969	403	517	677	860	1 142
	12 196	13 047	14 123	16 501	19 276	13 741	16 031	19 236	23 391	27 439
258	5 409	6 102	6 588	8 112	8 965	5 715	6 750	7 923	9 349	10 591
	3 268	3 766	4 124	4 896	5 395	2 727	3 066	3 471	4 042	4 800
259	7 333	8 702	10 386	14 183	14 996	22 839	31 750	37 177	42 610	45 971
	3 857	5 157	6 107	7 847	7 534	16 940	24 961	29 163	34 615	38 138
	1 192	1 106	1 587	2 797	3 528	1 227	972	1 454	2 196	2 591
260	13 048	15 097	17 530	20 252	24 683	8 138	7 884	8 296	8 062	8 463
	3 868	3 797	4 569	4 636	6 527	214	254	930	578	717
	755	818	1 047	1 052	1 476	12	9	10	186	182
	770	941	1 234	1 539	2 062	1 145	1 050	2 236	2 182	2 298
	6 879	8 698	9 929	11 934	13 672	3 918	3 543	3 668	4 319	4 529
	183 587	203 433	231 198	278 193	314 847	242 112	270 872	306 005	361 569	412 391
	<i>Total général ...</i>									

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-11 — Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
231	Matériaux de construction et argile	4 147	4 844	4 866	5 358	5 384	3 204	3 846	3 871	4 327	4 729
	1. Pierres naturelles, sable et gravier	2 878	3 302	3 266	3 376	3 370	2 779	3 375	3 653	4 008	4 343
	2. Argile, craie, etc.	1 269	1 542	1 600	1 982	2 014	425	471	218	319	386
232	Phosphates naturels	2 714	4 035	5 290	5 217	5 228	15	18	34	27	66
233	Sel	1 271	1 147	1 352	1 494	1 611	277	299	315	440	510
239	Autres minéraux, tourbe	2 789	3 401	3 388	4 100	4 677	1 272	1 462	1 620	2 075	2 550
241	Briques, tuiles, etc.	1 585	1 263	954	970	838	496	555	488	469	581
242	Ciment, chaux et plâtre	781	776	831	909	1 000	4 388	5 016	5 720	6 343	6 852
243	Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre	2 529	2 616	2 379	2 780	2 804	5 114	5 582	4 917	6 225	7 282
244	Articles en amiante	571	631	569	654	591	364	421	418	455	538
245	Ouvrages en pierre, mica, etc.	2 255	2 676	2 429	2 951	3 016	1 871	2 239	2 381	2 841	3 568
246	Meules et autres produits abrasifs appli- qués	820	881	932	1 242	1 419	779	886	1 008	1 140	1 410
247	Verre et ouvrages en verre	8 342	9 663	9 023	10 979	12 074	19 078	22 320	23 981	28 223	31 554
	dont : 1. Verre étiré ou soufflé	131	129	96	123	140	1 220	868	988	946	1 116
	2. Verre coulé ou laminé	927	1 239	1 402	2 167	1 980	6 582	8 205	8 291	10 478	11 417
	3. Glaces ou verres de sécurité	497	547	499	575	704	1 507	1 414	1 573	1 804	2 302
	4. Ampoules, etc.	881	430	191	182	162	1 471	1 087	1 096	1 569	1 824
	5. Ouvrages en verre	3 594	4 414	4 295	4 918	5 518	4 052	5 203	5 590	6 197	6 605
248	Produits céramiques	10 037	11 452	11 589	13 100	12 250	4 622	5 550	6 033	7 712	8 244
	dont : 1. Matériaux réfractaires	2 263	2 396	2 741	3 294	3 081	971	1 136	998	1 182	1 122
	2. Matériaux non réfractaires	2 994	3 588	3 332	3 353	3 119	1 018	1 183	1 046	1 644	1 649
	3. Poterie	2 479	3 078	2 813	3 008	2 867	1 234	1 449	1 673	2 045	2 163
	<i>Total général ...</i>	37 841	43 385	43 602	49 754	50 891	41 480	48 194	50 786	60 279	67 883

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
311	Produits en fonte..... dont : Produits en fonte bruts, coulés ou moulés	7 101	7 039	7 145	7 040	6 524	3 669	4 254	4 117	4 500	5 063
312	Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés	1 459	1 558	1 705	1 529	1 384	493	401	415	460	358
313	Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface .. dont : Clous, vis, boulons, etc.	6 036	6 505	6 634	6 659	5 986	3 342	3 586	3 454	3 530	4 251
314	Produits de la construction métallique..... dont : 1. Constructions métalliques en fer ou acier	3 862	4 771	4 421	5 046	5 316	2 075	2 995	2 329	2 537	2 749
	2. Constructions métalliques en aluminium	2 806	3 476	3 177	3 679	3 976	1 068	1 382	1 215	1 279	1 533
	Produits de la chaudronnerie	6 691	8 324	8 741	7 981	8 053	8 579	9 231	12 684	15 203	13 660
315	Produits de la chaudronnerie	5 275	6 713	7 265	6 341	6 288	6 866	6 850	10 264	11 484	9 180
316	Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique	1 107	1 321	1 200	1 366	1 467	1 438	1 996	2 127	3 234	3 979
	dont : 1. Articles de chauffage et de cuisine	2 381	2 703	2 643	2 792	2 756	2 908	2 927	3 128	3 025	3 408
	2. Sièges	23 913	27 393	26 243	30 277	30 644	17 952	20 868	21 956	25 662	29 013
	3. Autres meubles	2 178	2 732	2 557	3 086	2 577	1 064	1 853	1 466	1 210	1 291
	4. Outils (scies, limes, tenailles, etc.)	1 157	1 360	1 409	1 566	1 582	796	913	999	1 166	1 048
	5. Coutellerie	1 944	2 138	1 898	2 101	2 227	984	1 048	1 171	1 265	1 279
	6. Articles de ménage, etc.	2 989	3 333	3 118	3 532	3 427	988	1 235	1 248	1 580	1 722
	7. Articles d'hygiène	1 075	1 296	1 261	1 429	1 477	88	151	141	198	206
	8. Serrures, coffres-forts, etc.	2 757	3 118	2 927	3 287	3 456	811	1 004	1 100	1 346	1 556
	9. Ouvrages en métaux non ferreux	667	721	544	591	594	217	247	213	234	233
	10. Fûts, boîtes, etc.	2 945	3 458	3 234	3 878	4 164	855	836	867	1 040	1 203
	11. Tuyaux flexibles, bouchons métalliques, plaques indicatrices, fils et baguettes pour soudeuse, etc.	1 521	1 766	1 755	2 144	2 143	1 635	2 022	2 010	2 508	2 680
		2 395	2 868	2 991	3 620	3 774	3 585	4 538	5 816	7 563	8 577
		1 123	1 283	1 368	1 484	1 527	823	852	846	886	1 010
	Total général ...	49 984	56 735	55 827	59 795	59 278	38 525	43 861	47 668	54 457	58 145

XX-13 — Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
321	<i>Machines et tracteurs agricoles</i>	8 214	6 996	6 628	8 700	7 892	14 237	12 698	12 191	12 468	12 718
	dont : 1. <i>Machines agricoles</i>	3 773	3 480	4 203	4 917	4 610	7 467	7 275	9 305	10 378	10 541
	2. <i>Tracteurs agricoles</i>	3 888	2 970	1 926	3 166	2 704	6 411	5 026	2 460	1 650	1 726
322	<i>Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines</i>	9 057	13 086	11 911	14 502	13 626	8 756	9 834	10 464	13 264	12 744
	dont : 1. <i>Outils</i>	2 835	3 361	3 453	5 186	4 051	2 648	3 089	3 328	4 091	4 551
	2. <i>Machines-outils</i>	5 185	8 275	7 032	7 326	7 737	4 782	5 530	5 825	2 011	1 561
323	<i>Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre</i>	4 531	5 850	5 606	6 446	7 852	7 463	8 484	7 954	8 947	7 914
324	<i>Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques</i>	11 491	14 043	13 390	15 735	17 255	9 761	11 280	12 423	14 782	15 515
	dont : 1. <i>Pour industrie alimentaire (y compris laiteries)</i>	1 760	1 866	1 937	2 228	2 463	1 228	1 204	2 245	2 244	1 968
	2. <i>Centrifugeuses, appareils pour filtration et épuration, etc.</i>	1 367	1 865	1 679	2 115	2 286	1 429	1 477	1 596	1 883	2 043
	3. <i>Machines pour nettoyer, rem- plir, emballer, etc.</i>	2 519	2 898	2 834	3 188	3 349	1 416	1 615	1 797	2 064	1 075
325	<i>Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de construction, le bâtiment, le génie civil, le lavage, la manutention</i>	21 196	24 094	22 794	25 032	23 830	26 498	28 956	30 030	31 144	31 165
	dont : 1. <i>Machines pour la construction</i>	7 204	7 671	6 269	6 523	5 612	17 280	18 318	18 744	19 696	18 145
	2. <i>Machines pour d'autres industries</i>	2 444	2 866	2 407	2 920	2 529	3 525	3 858	3 834	3 687	3 867

326	Engrenages et autres organes de transmission, roulements	6 022	7 291	7 962	8 636	9 967	3 992	5 331	5 846	6 095	6 908
	dont : Roulements	2 253	2 914	3 142	3 082	3 836	593	1 053	1 239	1 096	1 451
327	Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec	6 452	7 141	6 308	7 630	8 462	3 315	2 983	3 036	3 154	3 714
	dont : 1. Machines pour le papier	1 293	1 377	1 432	1 755	2 293	472	440	554	688	961
	2. Machines pour imprimerie, brochage, etc.	2 593	3 073	2 750	3 551	3 280	566	577	714	795	866
	3. Machines-outils, autres machines n.d.a. et pièces	1 431	1 748	1 279	1 458	1 991	900	1 256	1 075	899	961
328	Autres machines-outils et matériel mécanique	36 054	41 868	40 934	48 993	49 479	39 268	42 478	47 642	50 238	62 134
	dont : 1. Machines à vapeur sans chaudières	1 149	1 019	1 169	1 481	723	491	302	607	1 959	1 864
	2. Moteurs à explosion, à combustion interne (avions et voitures exclus)	5 808	6 751	7 911	9 097	8 285	1 976	2 558	5 862	6 609	6 481
	3. Turbines à gaz (à l'exclusion des turbo-propulseurs), autres moteurs et machines motrices	1 768	1 995	1 106	1 432	1 359	1 033	971	1 013	1 459	1 872
	4. Machines pour le chauffage et la réfrigération (à l'exclusion des gazogènes)	3 565	4 297	4 220	4 788	4 841	1 761	2 080	2 167	2 263	2 746
	5. Pompes	3 939	4 423	4 333	4 870	4 645	2 366	2 990	2 885	2 889	2 633
	6. Compresseurs, générateurs, pompes à air, ventilateurs, etc.	3 659	4 523	4 336	5 255	5 143	3 194	3 649	11 103	12 083	11 684
	7. Autres machines non-électriques (e.a. appareils de pesage, pulvérisateurs)	2 522	2 700	2 541	3 227	3 382	1 120	1 076	995	1 070	1 131
	8. Parties et pièces, non électriques, n.d.a.	6 512	7 470	7 474	8 210	8 786	2 496	2 627	2 671	2 589	2 679
	<i>Total général ...</i>	103 017	120 369	115 533	135 673	138 362	113 290	122 044	129 586	140 091	152 813

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-14 — Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques - Valeur

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
341	Fils et câbles électriques	3 064	3 635	3 513	3 827	4 047	3 963	4 322	5 925	6 850	
342	Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement	13 167	15 082	16 013	17 614	18 760	13 922	15 588	16 999	19 258	
	dont : 1. Machines électriques rotatives pour courant alternatif	2 254	2 407	2 483	3 018	3 036	1 496	1 855	1 900	2 430	
	2. Autres machines électriques rotatives	1 280	1 376	1 619	1 515	1 505	755	1 135	771	1 279	
	3. Appareils électriques pour production et transformation, etc.	2 503	2 982	3 119	3 245	3 675	3 646	5 067	5 627	6 017	
	4. Appareillage électrique	6 004	7 330	7 851	8 891	9 603	6 600	6 411	7 125	7 698	
343	Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs	10 174	11 756	12 852	14 684	15 055	11 777	13 645	18 796	21 331	
	dont : 1. Piles électriques et accumulateurs	2 191	2 714	3 041	3 597	3 608	3 111	4 113	6 684	7 625	
	2. Equipement électrique pour moteurs	3 024	3 346	2 721	3 085	3 439	3 009	3 302	7 390	8 270	
	3. Outils électromécaniques à moteur incorporé	1 525	1 703	1 388	1 641	1 877	135	198	184	379	
	4. Machines pour le soudage à l'électricité	1 001	1 189	2 410	2 685	1 742	574	692	725	724	
344	Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical	23 594	26 603	29 090	32 068	33 046	19 173	25 419	25 576	28 303	

Millions de francs

	ques	2 952	2 392	2 580	2 685	2 723	2 838	2 583	2 340	2 142
	4. Microstructures électriques, etc.	1 873	2 165	2 275	3 083	4 436	572	641	692	1 258
	5. Condensateurs	1 196	1 075	1 064	1 082	1 156	223	227	315	271
	6. Instruments de mesure ou d'analyse électroniques ou électriques, etc.	6 551	7 648	8 837	10 382	10 156	3 297	4 693	3 930	4 773
345	<i>Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés</i>									
	dont : 1. Récepteurs de télévision	23 238	26 645	27 816	27 686	28 463	26 164	27 394	27 935	29 912
	2. Récepteurs de radiodiffusion	3 310	4 393	3 918	3 899	3 894	8 594	8 203	8 977	10 291
	3. Phonographes, etc.	3 531	3 511	3 688	3 348	3 254	4 995	5 281	4 454	3 935
	4. Equipement pour télécommunication, etc.	3 752	4 782	5 998	5 911	5 439	3 168	5 284	4 674	5 814
	5. Tubes cathodique pour T.V.	5 139	6 382	6 792	6 483	6 385	5 506	7 320	8 108	7 983
	6. Semi-conducteurs	2 844	3 056	2 906	2 635	2 983	1	194	86	67
		2 153	1 703	1 421	1 524	1 901	1 347	165	145	192
346	<i>Appareils électrodomestiques</i>									
	dont : 1. Machines à laver et sécher	12 542	13 576	14 100	14 623	14 487	2 563	3 304	3 449	4 111
	2. Réfrigérateurs et congélateurs ...	2 625	2 794	3 090	3 015	2 778	275	378	470	511
	3. Appareils électromécaniques ménagers	1 934	2 261	2 243	2 556	2 662	355	534	662	873
	4. Appareils électrothermiques n.d.a.	2 225	2 302	2 467	2 351	2 514	316	382	446	516
		4 513	4 909	4 990	5 297	5 154	1 510	1 814	1 719	2 022
347	<i>Lampes, matériel d'éclairage</i>									
	dont : 1. Lampes et tubes électriques	4 877	5 652	4 824	5 423	5 940	5 429	5 805	6 541	8 070
	2. Appareils d'éclairage	1 866	2 297	1 788	2 133	2 680	3 249	3 420	3 596	4 171
		2 352	2 686	2 445	2 677	2 617	1 539	1 774	2 020	2 600
	<i>Total général ...</i>	90 656	102 949	108 208	115 925	119 797	82 991	100 060	105 223	117 835

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-15 — Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
330	<i>Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information</i>	16 950	19 626	23 514	30 702	37 888	6 981	9 080	10 727	17 433	20 315
	dont : 1. Machines de bureau	2 408	2 368	2 670	3 333	3 604	718	768	879	1 319	1 711
	2. Machines pour le traitement de l'information	10 564	11 970	14 564	19 649	24 147	4 308	5 437	5 757	10 762	11 652
371	<i>Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle</i>	3 820	4 826	4 683	5 753	5 709	1 500	1 993	1 980	2 226	2 424
372	<i>Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques</i>	3 377	3 769	4 073	4 638	5 734	3 120	3 422	3 623	4 045	5 093
373	<i>Instruments d'optique, matériel photographique</i>	6 160	6 464	6 980	8 343	9 347	2 094	2 251	2 386	3 111	4 803
	dont : 1. Photographie	2 481	2 382	2 568	2 766	2 419	816	823	872	1 206	1 053
	2. Eléments d'optique et lunetterie	1 320	1 422	1 507	1 730	2 130	260	333	346	367	472
374	<i>Montres, horloges</i>	2 682	3 071	3 012	3 203	3 365	571	810	954	1 004	1 254
	<i>Total général</i> ...	32 989	37 756	42 262	52 639	62 043	14 266	17 556	19 670	27 820	33 889

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-16— Commerce extérieur des véhicules et moteurs automobiles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
351	<i>Véhicules automobiles et moteurs automobiles</i>	160 875	174 225	192 959	234 363	269 871	164 827	158 966	181 147	237 156	278 138
	dont : 1. Véhicules pour le transport de personnes, non en commun	63 295	64 060	67 512	72 431	86 517	141 251	132 224	151 942	199 253	246 031
	2. Véhicules pour le transport en commun de personnes	731	679	590	582	609	3 350	3 533	4 391	5 337	5 217
	3. Véhicules pour le transport de marchandises	12 097	14 679	12 885	14 252	13 252	17 463	19 755	20 617	26 226	21 647
	4. Véhicules à usages spéciaux	1 127	1 248	1 068	1 249	1 053	1 002	1 132	1 423	1 651	1 217
	5. Tracteurs routiers et tracteurs à roues	1 853	2 032	1 582	2 948	2 251	527	690	793	1 313	918
	6. Châssis avec moteur	1 348	1 402	2 215	1 556	1 714	320	352	594	599	599
7. Moteurs pour véhicules	15 546	15 684	11 212	24 217	23 570	270	246	171	208	244	
352	<i>Carrosseries, remorques et bennes</i>	3 235	2 812	2 227	2 170	2 151	4 886	5 625	6 334	7 287	6 431
	dont : 1. Carrosseries	1 071	870	518	616	553	1 938	2 383	2 303	2 953	3 072
	2. Remorques pour habitation, etc.	1 375	1 121	972	765	657	1 553	1 572	1 828	1 592	1 570
353	3. Remorques pour transport de marchandises	645	652	634	650	791	1 315	1 617	2 068	2 588	1 677
	<i>Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles</i>	47 420	28 815	26 478	32 503	33 285	23 718	21 659	23 671	25 017	29 152
	dont : parties et pièces pour véhicules (châssis et carrosseries exclus)	45 859	27 285	24 829	30 667	31 651	22 884	20 726	22 662	23 882	28 104
	<i>Total général</i>	211 530	205 852	221 664	269 037	305 307	193 431	186 250	211 152	269 460	313 721

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-17 — Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles - Valeur

306

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
361	Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux	1 287	2 216	4 648	4 512	2 169	1 194	4 921	1 480	3 641	1 968
362	Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté	829	1 376	1 757	1 721	1 420	1 444	973	1 038	1 898	3 188
363	Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides	2 727	3 606	3 773	4 219	4 168	932	1 290	1 421	1 669	1 937
	dont : 1. Motocycles, etc. avec moteur	1 183	1 375	1 481	1 733	1 614	494	582	736	953	944
	2. Vélopièdes sans moteur	567	802	779	860	910	60	136	122	92	76
	3. Parties et pièces	923	1 320	1 473	1 575	1 519	375	561	556	621	915
364	Avions, hélicoptères, hovercrafts, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques	19 339	24 920	24 660	26 442	24 588	5 892	11 306	18 683	20 449	17 582
	dont : 1. Propulseurs à réaction	2 278	3 170	3 491	2 884	3 917	1 519	2 048	4 486	3 557	3 182
	2. Turbo-propulseurs et parties	922	1 260	1 343	1 074	972	665	1 201	3 004	5 501	3 282
	3. Appareils aériens	3 557	5 625	1 392	1 145	588	1 081	3 162	4 314	3 706	3 879
	4. Parties et pièces pour appareils aériens	12 551	14 663	18 246	21 163	18 980	2 574	4 815	6 789	7 417	7 091
365	Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale	242	253	259	288	294	44	46	66	122	150
	<i>Total général ...</i>	24 424	32 371	35 097	37 182	32 640	9 506	18 536	22 688	27 779	24 825

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-18 — Commerce extérieur de viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
412	1. Viandes et déchets d'abattoirs	12 201	12 407	13 414	16 337	15 440	19 750	22 422	28 538	30 200	33 418
	dont : viandes de bovins	4 642	3 653	3 769	4 665	4 121	3 587	4 952	6 880	5 928	7 171
	viandes ovines et caprines	1 448	1 693	1 750	1 927	1 630	29	46	89	218	599
	viandes porcines	578	815	1 238	1 936	1 790	12 804	13 675	16 862	18 831	19 821
	viandes de volailles de basse-cour	956	1 143	1 354	1 618	1 757	802	799	811	756	952
	viandes chevalines, etc.	2 549	2 769	3 134	3 421	3 413	342	437	620	699	992
	2. Préparations de viandes, extraits de poisson ...	2 415	2 772	2 839	3 037	3 162	6 547	7 244	8 265	9 735	9 482
	3. Graisses de porc et de volaille	313	299	456	457	545	849	756	1 010	1 100	962
	4. Cuirs et peaux bruts	1 500	957	1 000	1 685	1 970	2 140	1 285	1 763	2 201	2 683
	5. Matières brutes animales	1 138	1 104	1 219	1 672	1 567	1 197	1 003	1 137	1 039	1 111
	dont : os, ivoire, etc.	558	351	322	524	459	477	225	220	196	203
	6. Huiles et graisses animales	951	808	1 241	1 512	1 607	300	381	474	547	591
	<i>Total général ...</i>	18 518	18 347	20 169	24 699	24 292	30 783	33 091	41 187	44 821	48 247

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

417	1. Riz (à l'exclusion de riz non décortiqué)	1 851	2 321	3 513	4 241	3 824	1 990	2 652	3 332	4 792	4 579
	2. Sons, remoulages et similaires	2 427	2 663	2 870	2 881	3 472	348	377	370	470	200
	3. Farines	343	326	364	394	440	1 413	2 269	3 566	3 813	1 652
	4. Divers	779	642	913	966	1 135	495	355	298	386	465
418	Pâtes alimentaires	532	618	817	964	1 036	272	288	360	378	623
419	Produits amyliacés	1 531	1 715	1 833	1 760	2 703	3 048	3 405	4 173	5 679	6 312
420	Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie	2 862	3 258	3 667	4 315	4 334	4 106	4 960	5 431	6 440	7 661
421	Sucre	4 786	3 607	4 545	5 663	3 842	7 455	10 473	14 814	12 423	12 096
	Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation	7 146	7 857	7 564	8 660	8 904	7 104	8 467	9 190	10 840	12 586
	1. Sucreries sans cacao	1 354	1 311	1 382	1 492	1 675	1 028	1 215	1 294	1 678	1 923
	2. Cacao en poudre, beurre et pâte de cacao	2 440	2 887	2 418	3 022	2 980	92	237	529	583	699
	3. Chocolat et préparations au chocolat	3 228	3 526	3 629	3 974	4 087	5 060	6 268	6 641	7 637	8 965
	4. Divers	124	133	135	172	161	924	747	726	943	1 000
422	Produits pour l'alimentation des animaux	5 235	5 616	6 976	8 479	9 765	3 406	3 862	5 810	8 339	9 363
423	Autres produits alimentaires	7 470	8 320	8 908	10 545	12 070	6 588	7 963	11 579	11 205	14 065
	1. Café et succédanés	2 302	2 265	2 635	3 390	4 359	2 467	2 930	3 064	3 723	5 530
	2. Préparations pour soupes ou bouillons	1 464	1 647	1 624	1 977	1 910	174	194	229	286	337
	3. Divers	3 704	4 408	4 649	5 178	5 801	3 147	4 839	8 286	7 196	8 198
	Total général ...	62 857	67 748	76 958	90 487	98 263	54 594	64 043	87 208	102 391	114 446

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-20 — Commerce extérieur de lait et de produits laitiers - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
413	1. Lait et crème	3 097	3 939	4 477	7 523	7 060	7 709	8 733	12 469	14 056	13 782
	Lait en poudre	1 483	2 087	2 172	4 349	2 894	5 803	6 405	9 108	9 678	8 711
	Lait et crème, frais	495	567	918	1 626	2 246	1 660	1 898	2 718	3 196	3 730
	Divers	1 119	1 285	1 387	1 548	1 919	246	430	643	1 182	1 341
	2. Beurre	10 944	11 903	16 363	23 572	15 440	11 435	12 775	12 616	20 221	16 160
	3. Fromage et caillebotte	9 789	10 838	11 694	13 619	14 787	2 710	3 157	3 466	3 822	3 896
	4. Autres produits laitiers	458	592	528	591	710	496	605	734	716	882
	<i>Total général ...</i>	24 288	27 272	33 062	45 306	37 997	22 350	25 270	29 285	38 816	34 720

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-21 — Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
424	Levures, alcool éthylique, boissons distillées 1. Eaux de vie, whisky 2. Divers	3 596 1 853 1 743	4 255 2 183 2 072	4 082 2 013 2 069	4 142 2 053 2 088	4 490 2 085 2 405	432 34 398	426 38 388	475 40 435	399 46 353	474 39 435
425	Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin 1. Vins et mouls de raisin mutés à l'alcool 2. Apéritifs	2 827 2 033 794	3 143 2 297 846	3 160 2 237 923	3 740 2 592 1 148	4 236 3 091 1 145	368 61 307	427 80 347	468 77 391	606 139 467	831 313 518
426	Cidre et autres vins de fruits	40	50	49	71	73	64	61	69	106	123
427	Bière, malt 1. Bière 2. Malt 3. Divers	1 779 1 271 483 25	1 984 1 315 663 6	2 195 1 329 859 7	2 651 1 369 1 279 3	2 368 1 418 947 3	5 608 2 142 3 456 10	5 353 2 465 2 873 15	7 182 2 824 4 344 14	8 271 3 147 5 109 15	8 081 3 434 4 623 24
428	Eaux minérales, limonades	1 726	2 006	2 481	2 476	2 778	986	1 325	2 031	2 366	3 209
429	Produits à base de tabacs 1. Cigares et cigarillos 2. Cigarettes 3. Divers	2 571 1 340 678 553	2 561 1 237 752 572	2 721 1 226 756 739	4 220 1 380 1 478 1 362	5 008 1 146 1 682 2 180	5 535 2 772 2 575 188	6 020 3 199 2 584 237	7 228 3 194 3 471 563	9 505 3 445 4 859 1 201	10 617 3 345 5 875 1 397
	Total général ...	12 539	13 999	14 688	17 299	18 953	12 993	13 612	17 453	21 254	23 335

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-22 — Commerce extérieur des produits textiles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
431	<i>Fibres textiles préparées, produits de filature, filerie, pelotonnage</i>	21 082	23 428	24 225	27 212	32 645	20 205	23 193	23 029	26 132	31 962
	1. Lin traité, étoupes et déchets de lin	1 272	1 028	947	1 258	1 882	2 446	2 192	2 197	3 073	3 792
	2. Fibres synthétiques discontinues travaillées	711	765	876	783	1 013	110	66	844	665	1 004
	3. Laine (dégraissée, blanchie), poils, etc.	2 947	3 439	3 635	3 893	4 664	1 944	2 091	1 840	1 724	2 157
	4. Fils de laine ou de poils	3 993	4 619	4 581	4 377	4 591	5 889	7 299	7 237	7 604	8 308
	5. Fils de coton	4 230	4 905	4 889	6 411	8 076	2 524	3 117	3 074	3 816	5 380
	6. Fils 85 % et plus de fibres synthétiques, la vente au détail exclue	2 723	3 027	3 590	3 883	4 387	2 138	2 742	2 931	2 878	3 460
	7. Fils moins de 85 % de fibres synthétiques	1 449	1 488	1 577	2 222	2 975	1 871	2 003	2 148	2 462	3 200
	8. Fils de fibres artificielles, vente au détail exclue	1 851	1 965	2 003	2 171	2 113	364	448	346	422	600
	9. Divers	1 906	2 192	2 127	2 212	2 945	2 919	3 235	2 412	3 487	4 061
432	<i>Tissus, velours</i>	20 347	20 762	19 912	23 374	24 090	27 371	28 313	29 774	35 274	38 343
	1. Tissus de coton écrus	672	977	1 061	2 044	1 887	996	947	676	907	1 000
	2. Velours	3 356	2 886	2 113	2 123	1 996	3 102	2 196	2 486	2 635	2 909
	3. Autres tissus 85 % de coton ou plus	3 938	4 628	5 089	6 257	6 899	3 865	5 062	5 686	7 589	7 954
	4. Autres tissus de coton travaillés ...	831	871	624	853	732	1 073	799	906	1 263	1 655
	5. Tissus de fibres synthétiques continues	2 391	2 449	2 682	2 810	3 034	2 017	2 563	2 911	4 077	4 527
	6. Tissus principalement de fibres synthétiques discontinues	4 054	4 313	4 081	4 842	4 557	2 251	2 445	2 566	2 984	3 337
	7. Autres tissus de fibres artificielles continues ou de fibres artificielles discontinues	2 779	2 033	1 801	1 749	1 753	11 455	11 533	11 942	13 043	13 814
	8. Divers	2 326	2 605	2 461	2 695	3 233	2 612	2 768	2 601	2 777	3 147
436	<i>Produits de la bonneterie</i>	18 110	21 238	22 855	26 709	28 527	6 409	7 360	8 017	9 116	11 951
	1. Etoffes de bonneterie non élastiques	3 496	3 569	3 451	4 441	4 515	2 361	2 528	2 809	3 311	4 345
	2. Chandails, vestes, blouses, etc.	5 310	6 255	7 382	8 317	9 272	1 347	1 600	2 063	2 123	2 892

438	5. Sous-vêtements de bonneterie	3 914	4 759	5 078	6 037	6 700	7 100	7 450	7 591	7 618	7 591	7 404	6 889	9 446
	6. Ganterie, bas, chaussettes, e.s.	1 223	1 380	1 440	1 774	1 931	1 931	485	571	558	612	612	702	702
	7. Divers	352	501	551	681	684	684	57	47	61	94	94	122	122
	<i>Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries</i>													
	1. Tissus imprégnés ou enduits	6 555	7 082	6 504	6 995	7 225	7 225	29 457	34 912	38 391	42 481	42 481	48 954	48 954
	2. Tapis à points noués ou enroulés ...	986	1 102	1 056	1 102	1 136	1 136	1 531	1 665	1 787	2 139	2 139	2 226	2 226
	3. Tapis de matières synthétiques ou artificielles	1 690	1 916	1 761	1 743	1 662	1 662	200	191	208	294	294	324	324
	4. Divers	2 227	2 222	2 005	2 387	2 770	2 770	18 469	21 145	23 790	26 869	26 869	31 520	31 520
439	<i>Autres produits textiles</i>	1 652	1 842	1 682	1 762	1 657	1 657	9 257	11 911	12 606	13 178	13 178	14 883	14 883
		4 726	5 378	5 463	6 822	7 932	7 932	10 350	11 700	12 450	12 712	12 712	15 230	15 230
453	<i>Articles d'habillement et accessoires d'habillement</i>	31 131	34 196	37 059	42 308	44 381	44 381	22 323	24 040	24 920	28 249	28 249	30 552	30 552
	1. Costumes et complets	1 981	2 173	2 064	1 907	1 993	1 993	679	972	586	569	569	281	281
	2. Pantalons et culottes	6 031	6 597	7 576	8 813	9 516	9 516	9 995	11 049	12 090	13 173	13 173	13 777	13 777
	3. Vestes et vestons, pardessus, etc.	1 460	1 612	1 838	1 988	1 923	1 923	947	1 066	1 140	1 389	1 389	982	982
	4. Autres vêtements pour hommes et garçonnets	2 168	2 758	3 323	3 869	4 069	4 069	1 901	2 109	2 204	2 392	2 392	2 707	2 707
	5. Manteaux et vestes pour femmes, fillettes et enfants	2 463	2 572	2 727	3 186	3 159	3 159	1 708	1 614	1 513	1 832	1 832	2 112	2 112
	6. Robes	3 496	3 335	3 278	3 435	3 481	3 481	1 080	1 232	1 315	1 461	1 461	1 597	1 597
	7. Jupes	1 159	1 387	1 569	1 768	1 833	1 833	923	1 023	1 123	1 182	1 182	1 328	1 328
	8. Blouses	1 327	1 513	1 863	2 239	2 170	2 170	629	682	667	917	917	949	949
	9. Autres vêtements de dessus pour femmes, fillettes et enfants	4 824	5 555	6 316	7 375	7 811	7 811	2 090	1 992	2 263	2 875	2 875	3 652	3 652
	10. Sous-vêtements, bonneterie exclusive	2 905	3 134	2 540	2 871	3 262	3 262	1 040	870	703	811	811	1 079	1 079
	11. Soutiens-gorge, corsets, gaines, etc.	866	907	1 037	1 199	1 186	1 186	451	490	434	352	352	396	396
	12. Divers	2 451	2 653	2 928	3 659	3 978	3 978	880	941	882	1 297	1 297	1 694	1 694
455	<i>Linge de maison, articles de literie, d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs</i>	4 336	5 429	5 317	5 986	6 094	6 094	5 688	6 701	6 709	7 764	7 764	8 094	8 094
	1. Linge de lit, de table, etc.	2 041	2 295	2 049	2 326	2 646	2 646	3 456	3 920	3 808	4 624	4 624	5 026	5 026
	2. Divers	2 295	3 134	3 268	3 660	3 448	3 448	2 232	2 781	2 901	3 139	3 139	3 068	3 068
456	<i>Articles en fourrure</i>	1 751	2 061	1 771	1 604	1 426	1 426	1 554	1 813	1 795	1 837	1 837	1 843	1 843
	<i>Total général ...</i>	108 039	119 574	123 106	141 010	152 320	152 320	123 357	138 032	145 085	163 565	163 565	186 929	186 929

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-23 — Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
441	<i>Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées</i>	2 296	2 163	1 866	2 718	3 389	2 543	2 226	2 393	2 893	3 279
	1. Cuirs et peaux préparés	1 754	1 552	1 462	2 109	2 575	2 169	1 911	2 136	2 550	2 844
	2. Cuirs et peaux bruts	542	611	404	609	814	374	315	257	343	436
442	<i>Articles en cuir et en peau</i>	3 303	3 787	3 665	4 034	4 244	776	872	907	1 196	1 458
	1. Sacs à main	953	1 052	1 046	1 137	1 144	112	133	106	151	161
	2. Articles de voyage et autres sacs ...	1 581	1 742	1 740	1 897	2 033	503	547	619	815	1 065
	3. Ouvrages en cuir (chaussures excl.)	246	302	285	358	372	68	76	74	104	108
	4. Divers	523	691	594	643	695	93	116	108	127	123
451	<i>Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement</i>	14 600	16 035	15 209	17 927	18 331	1 843	2 057	1 702	1 936	2 215
	1. Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou plastique	13 223	14 349	13 439	15 286	15 862	1 398	1 590	1 200	1 292	1 509
	2. Autres chaussures	970	1 276	1 354	2 110	1 916	135	126	172	256	263
	3. Divers	407	410	416	531	553	310	341	330	389	444
	<i>Total général</i> ...	20 199	21 985	20 740	24 679	25 965	5 162	5 155	5 002	6 026	6 953

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
461	<i>Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés</i>	12 980	12 749	11 863	12 624	13 805	1 916	2 329	2 537	3 024	3 477
	1. Traverses pour voies ferrées	430	431	387	337	107	5	8	6	13	16
	2. Bois de conifères travaillés	5 750	5 854	5 518	5 640	5 810	745	1 054	1 181	1 424	1 537
	3. Autre bois	6 619	6 203	5 724	6 354	7 538	1 143	1 229	1 302	1 509	1 858
	4. Déchets de bois	181	261	234	292	349	22	38	48	79	67
462	<i>Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités</i>	4 755	4 980	5 360	5 705	5 926	7 769	9 419	9 218	10 451	11 413
	1. Contre-plaqués	2 244	2 205	2 627	2 776	2 780	978	1 110	1 277	1 304	1 196
	2. Bois améliorés et reconstitués	883	881	827	816	757	5 155	6 215	5 962	6 461	6 872
	3. Bois simplement sciés	716	788	848	970	1 167	1 241	1 465	1 205	1 500	1 817
	4. Plaqués pour constructions	609	755	712	814	858	95	297	404	432	590
	5. Divers	303	351	346	329	364	300	332	370	754	937
463	<i>Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets</i>	3 672	3 650	3 202	3 016	2 597	807	1 019	1 252	1 799	2 469
464	<i>Caisnes et autres emballages, ouvrages de tonnellerie</i>	348	411	376	428	369	207	199	219	245	304
465	<i>Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois</i>	2 000	2 325	2 330	2 543	2 716	705	642	879	1 039	1 190
466	<i>Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux</i>	1 151	1 301	1 234	1 384	1 411	409	435	470	574	653
467	<i>Meubles en bois, en rotin, matelas</i>	14 487	15 514	15 239	14 785	13 531	15 683	18 027	19 048	22 027	25 329
	1. Sièges	3 509	3 939	4 066	4 267	4 056	4 832	5 255	5 425	6 377	7 144
	2. Autres meubles	10 320	10 839	10 466	9 850	8 807	9 829	11 534	12 241	13 767	15 915
	3. Divers	658	736	707	668	669	1 022	1 238	1 382	1 883	2 270
	<i>Total général</i>	39 393	40 930	39 604	40 486	40 355	27 496	32 270	33 623	39 159	44 836

XX-25 — Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations				Exportations					
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
471	<i>Pâtes, papier, carton</i>	24 468	27 270	31 575	34 936	36 854	17 436	19 563	21 463	16 607	16 025
	1. Pâtes mécaniques de bois	517	635	525	693	751	4	11	2	9	10
	2. Pâtes chimiques de bois	3 514	3 930	5 393	6 761	7 234	1 742	1 981	2 349	2 614	2 548
	3. Pâtes chimiques de bois bisulfite, etc.	1 346	1 796	2 281	1 431	887	17	9	18	7	15
	4. Papier journal	2 152	2 242	2 274	2 435	2 620	439	546	668	568	756
	5. Papier pour impression et écriture	8 516	9 012	9 700	10 198	11 257	6 122	7 206	13 918	8 490	8 192
	6. Papier et carton craft	3 220	3 452	4 320	4 610	4 424	382	327	490	650	357
	7. Autres papiers et cartons	3 619	4 290	4 933	5 976	6 434	1 637	2 288	3 121	3 220	2 761
	8. Divers	1 584	1 913	2 149	2 832	3 246	7 093	7 195	897	1 049	1 387
472	<i>Articles en pâtes, papier, carton</i>	14 957	16 707	18 160	22 033	23 578	14 331	16 724	19 460	29 463	33 093
	1. Papiers et cartons travaillés	2 198	2 137	2 098	3 000	3 779	3 693	3 935	4 232	12 478	14 882
	2. Papiers et cartons transformés ...	1 307	1 333	1 421	1 464	1 409	358	388	408	339	341
	3. Boîtes, sacs et autres emballages	3 399	3 816	4 039	4 748	5 259	2 117	2 643	3 090	3 770	4 360
	4. Articles de correspondance, registres, cahiers, autres papiers et cartons découpés	2 762	3 411	4 045	5 004	5 157	3 709	4 651	5 470	5 697	6 055
	5. Tambours, assiettes, mouchoirs, serviettes, etc.	3 240	3 723	4 170	4 981	5 014	2 672	3 204	3 911	4 850	4 809
	6. Divers	2 051	2 287	2 387	2 837	2 961	1 782	1 903	2 349	2 330	2 646
473-474	<i>Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition</i>	12 553	13 493	14 346	16 993	17 936	9 835	10 663	11 925	13 914	16 005
	1. Livres, ouvrages cartographi- ques	5 163	5 579	6 021	6 905	7 024	4 365	5 014	5 541	5 838	7 127
	2. Journaux et périodiques	3 627	3 782	4 036	5 197	5 808	2 565	2 790	3 087	3 731	3 879
	3. Imprimés publicitaires, etc.	1 928	2 164	2 279	2 377	2 603	1 128	1 369	1 760	2 420	2 904
	4. Divers	1 835	1 968	2 010	2 513	2 501	1 777	1 490	1 537	1 925	2 097
	<i>Total général</i> ...	51 978	57 470	64 081	73 962	78 369	41 602	46 950	52 848	59 984	65 124

XX-26 — Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
		4 812	3 979	4 242	4 553	5 708	2 064	1 930	2 070	2 048	2 807
562	683	915	1 110	1 167	1 050	1 231	1 647	1 809	1 883		
109	255	154	223	258	505	645	572	1 160	1 284		
1 620	1 824	1 937	2 375	2 420	1 835	2 277	2 889	4 719	5 720		
292	222	278	314	432	188	204	177	183	277		
654	656	887	952	1 011	407	586	766	980	836		
968	954	751	932	1 085	533	789	986	1 157	1 501		
87	45	123	202	155	145	116	220	293	304		
9 104	8 618	9 287	10 662	12 237	6 727	7 778	9 327	12 350	14 613		
	Total général ...										

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-27 — Commerce extérieur de produits en caoutchouc et en plastique - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
481	<i>Produits en caoutchouc</i>	12 401	15 044	15 714	19 100	19 225	13 502	15 858	17 973	21 491	23 008
	1. Produits en caoutchouc (plaques, fils, tubes ébonite)	2 486	3 070	3 370	4 090	4 401	2 144	2 336	2 737	3 505	3 878
	2. Pneumatiques pour voitures	3 687	4 454	4 510	5 732	5 728	4 482	5 404	6 260	7 209	7 126
	3. Pneumatiques pour autobus et camions	2 037	2 788	2 625	3 294	2 821	2 728	3 295	3 670	4 746	5 107
	4. Autres pneus	1 714	1 909	2 308	2 574	2 759	2 331	2 779	3 077	3 179	3 589
	5. Courroies, transporteurs, articles d'hygiène, etc.	2 026	2 342	2 179	2 514	2 709	1 469	1 597	1 737	2 164	2 616
	6. Divers	451	481	722	897	807	348	447	492	689	692
482	<i>Pneumatiques rechapés</i>	434	496	527	582	565	435	510	518	380	366
483	<i>Produits en plastique (à l'exclusion de produits bruts)</i>	24 231	27 126	27 545	33 139	37 255	29 238	33 230	37 232	46 237	56 060
	1. Produits de condensation, d'addition	1 888	2 343	2 297	2 981	3 813	6 059	6 247	7 132	8 692	10 488
	2. Polyéthylène	1 416	1 675	1 470	1 809	2 269	3 276	3 408	3 104	3 755	4 940
	3. Polypropylène et polystyrène	1 044	1 304	1 453	1 816	2 287	1 669	2 178	2 987	4 712	6 374
	4. Polyvinylchloride	2 852	3 142	2 908	3 347	3 776	3 450	3 960	4 397	4 976	5 794
	5. Autres produits de polymérisation (a)	992	991	1 154	1 364	1 442	95	1 312	1 825	2 329	3 644
	6. Cellulose et dérivés, matières albuminoïdes (b)	693	767	698	967	1 297	1 638	1 480	3 177	3 976	4 480
	7. Sièges en plastique	515	623	570	749	844	102	364	295	292	274
	8. Articles de transport, emballages en plastique	5 112	5 833	6 025	7 071	7 941	4 052	4 309	4 225	4 738	5 452
	9. Divers	9 719	10 448	10 970	13 034	13 585	8 897	9 972	10 090	12 767	14 615
	<i>Total général</i> ...	37 066	42 666	43 786	52 821	57 045	43 175	49 598	55 723	68 107	79 434

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique 16 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

(b) Les données confidentielles concernant l'exportation de produits appartenant à cette rubrique ont été ajoutées à la rubrique 17 du tableau « C.E. des produits chimiques ».

N.A.C.E. C.L.I.O.	DÉSIGNATION	Importations					Exportations				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
491	<i>Bijoux précieux et de fantaisie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, métaux</i>	110 205	146 358	145 660	152 509	179 360	102 437	119 667	129 933	149 649	172 575
	1. Diamants triés	55 635	63 050	62 813	68 140	84 733	38 864	43 029	47 907	55 959	73 689
	2. Diamants taillés	41 975	46 584	41 521	52 815	57 857	54 912	64 868	70 209	76 733	84 300
	3. Autres pierres gemmes et perles fines	829	775	1 609	3 121	1 093	487	502	1 062	1 897	1 000
	4. Bijouteries, orfèvrerie, etc.	2 464	2 853	2 863	4 172	3 147	1 545	1 876	2 305	2 511	3 069
	5. Monnaies	2 643	23 091	29 549	15 454	25 854	2 060	5 067	2 541	6 440	3 908
	6. Divers	6 659	10 005	7 305	8 806	6 675	4 569	4 325	5 909	6 108	6 608
492	<i>Instruments de musique</i>	819	972	936	912	965	203	216	182	213	278
493	<i>Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques</i>	519	629	765	809	765	343	386	465	526	608
494	<i>Jeux, jouets, articles de sport</i>	5 549	6 340	7 044	8 056	8 555	2 090	2 528	3 149	3 389	4 152
	1. Jouets	3 500	3 841	4 065	4 384	4 329	962	1 056	1 496	1 537	1 647
	2. Articles pour jeux de société et articles pour divertissement	824	926	1 367	1 738	2 100	483	372	425	442	728
	3. Divers	1 225	1 573	1 612	1 934	2 126	645	1 100	1 228	1 410	1 777
495	<i>Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.</i>	1 957	2 799	2 251	2 548	3 002	1 336	1 872	2 140	3 083	4 765
	1. Porte-plumes, porte-mines, plumes à écrire, pointes, cachets, numéroteurs, etc.	729	834	859	1 081	1 202	211	248	260	368	402
	2. Divers	1 228	1 965	1 392	1 467	1 800	1 125	1 624	1 880	2 714	4 363
	<i>Total général</i>	119 049	157 098	156 656	164 834	192 646	106 409	124 669	135 869	156 859	182 378

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

C. RÉPARTITION PAR GRANDES CATÉGORIES ÉCONOMIQUES

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Produits alimentaires et boissons	105 281	108 973	115 684	131 885	150 178	185 312	210 722	216 639
1.1. Produits de base	50 873	46 741	26 909	30 969	34 593	39 632	43 288	41 414
1.2. Produits ayant subi une transformation	54 408	62 232	88 775	100 916	115 585	145 680	167 434	175 225
2. Approvisionnements industriels non désignés ailleurs	627 271	662 255	710 834	847 276	949 910	994 853	1 148 122	1 288 945
2.1. Produits de base	82 683	105 802	69 816	82 686	89 992	101 954	118 270	140 808
2.2. Produits ayant subi une transformation	544 587	556 453	641 017	764 589	859 918	892 899	1 029 852	1 148 137
3. Combustibles et lubrifiants	54 411	64 386	58 808	102 085	154 212	180 836	200 331	213 740
3.1. Produits de base	1 544	2 127	879	1 031	1 735	3 486	5 296	3 472
3.2. Produits ayant subi une transformation	52 867	62 259	57 929	101 054	152 477	177 350	195 035	210 268
4. Biens d'équipement (a)	149 009	154 621	159 534	169 969	190 859	200 975	230 170	238 788
4.1. Biens d'équipement	131 531	135 064	105 845	114 047	126 212	134 212	156 348	158 172
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	17 479	19 557	53 689	55 922	64 647	66 763	73 822	80 616
5. Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires	174 471	185 438	195 198	226 669	231 905	264 861	334 407	379 049
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	104 830	113 118	127 818	143 086	134 501	154 831	203 972	251 752
5.2. Autre matériel de transport	28 672	29 195	25 258	32 482	41 357	43 257	53 400	47 024
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	40 969	43 125	42 122	51 101	56 047	66 773	77 035	80 273
6. Biens de consommation non désignés ailleurs	142 316	152 002	155 556	168 569	194 853	215 129	245 551	278 854
6.1. Durables	56 492	60 478	64 847	68 114	79 567	84 649	91 013	104 761
6.2. Semi-durables	49 416	51 557	42 211	45 673	51 326	55 378	65 159	72 799
6.3. Non durables	36 409	39 966	48 498	54 781	63 960	75 102	89 379	101 294
7. Biens non désignés ailleurs	13 697	17 031	14 645	14 774	18 441	20 351	23 850	34 747
Total général ...	1 266 457	1 344 704	1 410 258	1 661 224	1 890 359	2 062 316	2 393 153	2 650 762

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-30 — Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques

En %

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	3,5	6,2	14,0	13,9	23,4	13,7	2,8
1.1. Produits de base.....	- 8,1	-42,4	15,1	11,7	14,6	9,2	- 4,3
1.2. Produits ayant subi une transformation.....	14,3	42,7	13,7	14,5	26,0	14,9	4,7
2. <i>Approvisionnements industriels non désignés ailleurs</i>	5,6	7,3	19,2	12,1	4,7	15,4	12,3
2.1. Produits de base.....	28,0	-34,0	18,4	8,8	13,3	16,0	19,1
2.2. Produits ayant subi une transformation.....	2,2	15,2	19,3	12,5	3,8	15,3	11,5
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	18,3	8,7	73,6	51,1	17,3	10,8	6,7
3.1. Produits de base.....	37,8	-58,7	17,3	68,3	0,9	51,9	-34,4
3.2. Produits ayant subi une transformation.....	17,8	- 7,0	74,4	50,9	16,3	10,0	7,8
4. <i>Biens d'équipement</i> (a).....	3,8	3,2	6,5	12,3	5,3	14,5	3,7
4.1. Biens d'équipement.....	2,7	-21,6	7,7	10,7	6,3	16,5	1,2
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires.....	11,9	7,5	4,2	15,6	3,3	10,6	9,2
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	6,3	5,3	16,1	2,3	14,2	26,3	13,3
5.1. Automobiles pour le transport des personnes.....	7,9	13,0	11,9	- 6,0	15,1	31,7	23,4
5.2. Autre matériel de transport.....	1,8	-13,5	28,6	27,3	4,6	23,4	-11,9
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires.....	5,3	-12,3	21,3	9,7	19,1	15,4	4,2
6. <i>Biens de consommation non désignés ailleurs</i>	6,8	2,3	8,4	15,6	10,4	14,1	13,6
6.1. Durables.....	7,1	7,2	5,0	16,8	6,4	7,5	15,0
6.2. Semi-durables.....	4,3	-18,1	8,2	12,4	7,9	17,7	11,7
6.3. Non durables.....	9,8	21,3	13,0	16,8	17,4	19,0	13,3
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	24,3	-14,0	0,8	24,8	10,4	17,2	45,7
Total général	6,2	5,4	17,8	13,8	9,1	16,0	10,8

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-31 — Importations par grandes catégories économiques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	138 482	151 641	164 015	180 077	192 831	224 511	269 977	268 960
1.1. Produits de base	77 270	82 363	70 215	76 302	81 950	100 354	120 404	122 398
1.2. Produits ayant subi une transformation	61 212	69 278	93 800	103 775	110 881	124 157	149 568	146 562
2. <i>Approvisionnements industriels non désignés ailleurs</i>	534 721	550 811	594 756	711 436	826 278	858 890	979 005	1 089 269
2.1. Produits de base	148 616	159 682	135 129	161 982	193 561	199 134	212 668	250 490
2.2. Produits ayant subi une transformation	386 105	391 129	459 627	549 454	632 717	659 756	766 337	838 779
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	191 740	201 666	188 403	249 769	361 138	468 657	542 297	529 381
3.1. Produits de base	141 569	164 839	139 696	174 606	255 633	338 223	364 632	323 913
3.2. Produits ayant subi une transformation	50 171	36 827	48 707	75 163	105 505	130 434	177 665	205 468
4. <i>Biens d'équipement (a)</i>	147 507	155 223	168 204	185 537	213 714	218 066	250 781	265 743
4.1. Biens d'équipement	121 741	127 684	103 813	114 652	130 213	133 298	153 559	161 295
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	25 766	27 539	64 391	70 885	83 501	84 768	97 222	104 448
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	193 756	210 117	227 614	254 990	260 507	279 251	333 219	365 107
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	44 809	48 332	54 437	64 915	65 884	69 448	74 806	88 938
5.2. Autre matériel de transport	16 646	22 953	22 296	26 493	32 371	28 078	30 519	26 303
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	132 301	138 832	150 881	163 582	162 252	181 725	227 894	249 866
6. <i>Biens de consommation non désignés ailleurs</i>	158 781	175 101	179 395	197 344	219 698	227 740	258 162	266 672
6.1. Durables	45 618	49 936	52 774	56 300	61 712	61 156	63 846	60 008
6.2. Semi-durables	80 062	89 930	77 446	85 853	96 626	101 274	115 614	121 465
6.3. Non durables	33 101	35 235	49 175	55 191	61 360	65 309	78 702	85 199
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	3 974	3 423	3 658	5 200	26 642	32 645	19 921	31 887
<i>Total général</i> ...	1 368 961	1 447 981	1 526 044	1 784 353	2 100 807	2 309 761	2 653 362	2 817 019

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-32 — Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	9,5	8,2	9,8	7,1	16,4	20,3	- 0,4
1.1. Produits de base	6,6	-14,7	8,7	7,4	22,5	20,0	1,6
1.2. Produits ayant subi une transformation	13,2	35,4	10,6	6,8	12,0	20,5	- 2,0
2. <i>Approvisionnement industriels non désignés ailleurs</i>	3,0	80,0	19,6	16,1	3,9	14,0	11,3
2.1. Produits de base	7,4	-15,4	19,9	19,5	2,9	6,8	17,8
2.2. Produits ayant subi une transformation	- 1,3	17,5	19,5	15,2	4,3	16,2	9,5
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	5,2	- 6,6	32,6	44,6	29,8	15,7	- 2,4
3.1. Produits de base	16,4	-15,3	25,0	46,4	32,3	7,8	-11,2
3.2. Produits ayant subi une transformation	-26,6	32,3	54,3	40,4	23,6	36,2	15,6
4. <i>Biens d'équipement (a)</i>	5,2	8,4	10,3	15,2	2,0	15,0	6,0
4.1. Biens d'équipement	4,9	-18,7	10,4	13,6	2,4	15,2	5,0
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	6,9	33,8	10,1	17,8	1,5	14,7	7,4
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	8,4	8,3	12,0	2,2	7,2	19,3	9,6
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	7,9	12,6	19,2	1,5	5,4	7,7	18,9
5.2. Autre matériel de transport	37,9	- 2,7	18,8	22,2	-13,3	8,7	-13,8
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	4,9	8,7	8,4	- 0,9	12,0	25,4	9,6
6. <i>Biens de consommation non désignés ailleurs</i>	0,3	2,5	10,0	11,3	3,7	13,4	3,3
6.1. Durables	9,5	5,7	6,7	9,6	- 0,9	4,4	- 6,0
6.2. Semi-durables	2,3	-13,9	10,9	12,5	4,8	14,2	5,1
6.3. Non durables	6,4	39,6	12,2	11,2	6,4	20,7	8,1
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	-13,9	6,9	42,2	12,3	22,5	-39,0	60,1
Total général ...	5,8	5,4	16,9	17,7	9,9	14,9	6,2

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-33 — Exportations nettes par grandes catégories économiques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Produits alimentaires et boissons	- 33 200	- 42 668	- 48 331	- 48 192	- 42 652	- 39 200	- 59 255	- 52 321
1.1. Produits de base	- 26 397	- 35 622	- 43 306	- 45 334	- 47 356	- 60 723	- 77 121	- 80 964
1.2. Produits ayant subi une transformation	- 6 803	- 7 046	- 5 025	- 2 858	4 704	21 523	17 866	28 663
2. Approvisionnements industriels non désignés ailleurs	92 550	111 444	116 077	135 840	123 632	135 963	169 117	199 676
2.1. Produits de base	- 65 933	- 53 880	- 65 313	- 79 296	- 103 569	- 97 180	- 94 398	- 109 682
2.2. Produits ayant subi une transformation	158 482	165 323	181 390	215 136	227 201	233 143	263 515	309 358
3. Combustibles et lubrifiants	- 137 329	- 137 281	- 129 595	- 147 684	- 206 926	- 287 821	- 341 966	- 315 642
3.1. Produits de base	- 140 025	- 162 712	- 138 817	- 173 575	- 253 898	- 334 737	- 359 336	- 320 441
3.2. Produits ayant subi une transformation	2 696	25 431	9 222	25 891	46 972	46 916	17 370	4 799
4. Biens d'équipement (a)	1 502	602	8 670	15 569	22 855	17 092	20 611	26 954
4.1. Biens d'équipement	9 789	7 380	2 032	606	4 001	914	2 789	3 122
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	- 8 287	- 7 982	- 10 702	- 14 963	- 18 854	- 18 006	- 23 400	- 23 832
5. Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires	- 19 284	- 24 680	- 32 417	- 28 321	- 28 601	- 14 390	1 188	13 942
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	60 022	64 785	73 380	78 171	68 617	85 382	129 166	162 814
5.2. Autre matériel de transport	12 026	6 242	2 962	5 989	8 987	15 179	22 881	20 721
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	- 91 332	- 95 707	- 108 759	- 112 481	- 106 205	- 114 952	- 150 859	- 169 593
6. Biens de consommation non désignés ailleurs	- 16 466	- 23 099	- 23 838	- 28 775	- 24 845	- 12 611	- 12 611	12 182
6.1. Durables	10 873	10 543	12 073	11 814	17 855	23 493	27 167	44 753
6.2. Semi-durables	- 30 647	- 38 372	- 35 235	- 40 179	- 45 301	- 45 897	- 50 455	48 666
6.3. Non durables	3 308	4 731	676	410	2 600	9 792	10 677	16 095
7. Biens non désignés ailleurs	9 723	13 609	10 987	9 573	8 201	12 294	3 929	2 860
<i>Total général</i>	- 102 504	- 103 277	- 115 787	- 123 129	- 210 448	- 247 445	- 260 209	- 166 257

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

XX-34 — Répartition géographique des exportations par grandes catégories économiques en 1983

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉ- RALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS A
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	58 677	49 576	40 458	13 858	13 028	1 160	842	1 450	179 049	
1.1. Produits de base	14 079	9 086	8 323	2 212	1 325	65	85	266	35 442	
1.2. Produits ayant subi une transforma- tion	44 598	40 490	32 135	11 646	11 702	1 095	757	1 185	143 608	
2. <i>Approvisionnements industriels non dési- gnés ailleurs</i>	237 299	145 753	248 401	61 206	131 015	12 485	4 856	7 133	848 148	47
2.1. Produits de base	13 792	18 484	14 818	2 885	35 455	201	105	181	85 921	
2.2. Produits ayant subi une transforma- tion	223 507	127 268	233 582	58 321	95 560	12 285	4 752	6 952	762 227	46
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	19 048	38 413	64 642	3 839	16 522	1 130	467	526	144 588	
3.1. Produits de base	683	86	1 623	1	86	—	—	412	2 890	
3.2. Produits ayant subi une transforma- tion	18 366	38 326	63 019	3 838	16 436	1 130	467	114	141 698	
4. <i>Biens d'équipement (a)</i>	44 969	36 116	32 949	10 625	18 720	2 062	967	1 112	147 521	6
4.1. Biens d'équipement	34 038	24 489	20 191	7 252	13 325	1 278	600	550	101 723	
4.2. Parties, pièces détachées et accessoi- res	10 931	11 628	12 758	3 373	5 395	784	367	562	45 798	
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	58 636	42 593	119 557	22 467	59 782	6 086	1 601	1 902	312 625	1
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	36 540	19 397	98 540	16 167	44 040	1 836	1 363	1 021	218 904	
5.2. Autre matériel de transport	10 594	5 722	5 504	3 960	5 054	3 668	19	461	34 982	
5.3. Parties, pièces détachées et accessoi- res	11 503	17 475	15 513	2 340	10 688	582	219	420	58 739	
6. <i>Biens de consommation non désignés ail- leurs</i>	63 771	64 313	53 715	11 567	21 575	3 063	1 033	892	219 928	2
6.1. Durables	22 793	17 324	23 528	4 190	10 978	1 157	468	318	80 756	
6.2. Semi-durables	18 866	20 509	14 673	3 817	4 230	675	365	175	63 310	
6.3. Non durables	22 112	26 479	15 514	3 559	6 367	1 231	201	398	75 862	
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	508	603	907	209	479	10	24	410	3 151	
Total général ...	482 910	377 366	560 629	123 770	261 121	25 996	9 791	13 427	1 855 011	61

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

AUTRES PAYS DE L'EUROPE	EUROPE	ZAIRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	Océanie ET DIVERS	TOTAL GENERAL
4 00	186 588	1 010	252	10 740	12 002	1 732	314	3 101	5 148	1 055	11 491	12 546	356	216 639
7 13	37 264	63	51	1 834	1 948	278	27	64	369	52	1 762	1 814	20	41 414
5 86	149 324	947	202	8 905	10 054	1 454	287	3 037	4 779	1 003	9 729	10 732	336	175 225
05 94	1 000 904	2 756	5 688	30 850	39 294	92 593	8 265	11 375	112 234	14 690	116 558	131 249	5 265	1 288 945
5 77	93 068	181	140	1 472	1 793	7 922	176	141	8 239	916	36 735	37 651	57	140 808
00 16	907 836	2 575	5 548	29 378	37 501	84 671	8 089	11 234	103 994	13 774	79 824	93 598	5 208	1 148 137
2E 78	171 781	127	122	5 286	5 535	9 863	487	175	10 525	103	2 198	2 300	23 598	213 740
12	3 470	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	3 472
2E 65	168 310	126	122	5 286	5 534	9 863	487	174	10 524	103	2 198	2 300	23 598	210 268
07 72	174 839	2 190	3 859	13 807	19 856	8 811	903	3 863	13 577	1 040	27 374	28 414	2 102	238 788
14 00	118 930	1 110	2 789	9 322	13 221	4 809	542	2 287	7 639	817	16 227	17 044	1 338	158 172
6 73	55 909	1 080	1 070	4 485	6 635	4 002	361	1 575	5 938	223	11 147	11 370	764	80 616
2E 01	342 934	1 533	340	7 520	9 393	13 541	204	1 028	14 772	608	10 808	11 416	533	379 049
14 19	237 871	487	26	3 027	3 540	5 684	44	230	5 958	282	4 036	4 317	65	251 752
4 92	39 966	283	79	1 865	2 227	999	5	183	1 182	55	3 529	3 585	404	47 024
4 90	65 097	763	235	2 627	3 626	6 863	155	615	7 632	271	3 243	3 514	64	80 273
2E 66	243 954	1 273	1 047	3 753	6 072	7 975	1 158	1 125	10 258	1 383	15 929	17 311	1 258	278 854
4 00	90 543	189	176	712	1 077	3 496	324	226	4 046	167	8 587	8 754	341	104 761
4 17	68 211	344	124	813	1 281	1 409	241	89	1 739	152	1 196	1 347	221	72 799
4 49	85 200	740	747	2 228	3 714	3 070	593	810	4 473	1 064	6 146	7 210	696	101 294
4 28	6 491	—	1	3 149	3 150	1 858	23	1 983	3 864	3	20 364	20 367	875	34 747
1 37	2 127 490	8 889	11 309	75 104	95 302	136 373	11 354	22 650	170 378	18 882	204 722	223 603	33 987	2 650 762

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-35 — Variation des exportations par grandes catégories économiques entre 1982 et 1983

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉ- RALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	12,5	4,3	4,5	—	10,6	5,1	29,9	9,8	7,1
1.1. Produits de base	9,6	4,8	-13,0	-31,2	-12,0	4,8	39,3	23,1	- 2,0
1.2. Produits ayant subi une transforma- tion	13,5	4,2	10,2	9,5	13,8	5,1	29,0	7,4	9,6
2. <i>Approvisionnements industriels non dési- gnés ailleurs</i>	3,4	11,2	12,7	8,8	21,2	20,3	8,7	12,3	10,7
2.1. Produits de base	-10,4	19,6	16,7	17,0	19,7	18,2	-36,0	19,1	12,9
2.2. Produits ayant subi une transforma- tion	4,4	10,1	12,4	8,4	21,8	20,3	10,4	12,2	10,4
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	- 1,1	28,7	15,3	51,9	-33,6	-27,8	-41,6	391,6	7,1
3.1. Produits de base	30,6	-65,9	-59,4	—	-50,9	—	—	—	-41,7
3.2. Produits ayant subi une transforma- tion	- 2,0	29,5	21,1	52,5	-33,5	-27,8	-41,6	6,5	8,9
4. <i>Biens d'équipement (a)</i>	- 9,6	16,4	1,9	1,4	14,1	31,6	29,8	-24,1	2,6
4.1. Biens d'équipement	-11,8	75,7	4,3	1,6	11,8	33,4	37,3	-38,1	1,9
4.2. Parties, pièces détachées et accessoi- res	- 2,2	11,2	- 1,7	0,8	20,5	28,7	19,2	- 2,4	4,3
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	7,3	5,0	27,4	-14,8	17,3	- 3,2	59,6	19,8	13,6
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	10,6	10,9	38,3	-13,3	14,8	43,0	64,6	49,5	20,6
5.2. Autre matériel de transport	4,3	- 8,1	-28,3	-27,2	32,8	-11,1	58,3	-23,0	- 8,0
5.3. Parties, pièces détachées et accessoi- res	0,3	3,6	4,2	3,2	21,2	-33,9	33,5	37,3	5,5
6. <i>Biens de consommation non désignés ail- leurs</i>	9,1	7,6	15,0	7,1	20,5	19,7	9,2	2,5	11,1
6.1. Durables	2,0	5,1	18,4	8,8	28,1	18,4	24,8	16,9	11,0
6.2. Semi-durables	12,9	8,2	12,6	9,5	16,2	22,5	- 1,1	-17,8	11,2
6.3. Non durables	13,9	8,9	12,4	2,9	11,8	19,7	- 1,0	3,6	11,1
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	56,8	80,5	115,4	-35,9	-35,9	-65,5	60,0	432,5	56,3
<i>Total général</i> ...	4,1	11,0	14,8	2,7	13,2	10,6	14,0	13,6	9,9

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

	EUROPE	ZAIRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	Océanie et DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
2,3	7,5	- 5,3	-26,7	-21,0	-20,0	33,0	40,8	-28,9	-12,5	-21,6	-21,1	-21,1	22,3	2,8
5,3	- 9,2	-45,7	-19,0	- 9,5	-11,7	63,5	28,6	-83,6	-36,6	30,0	-43,1	-42,2	33,3	-4,3
6,6	9,6	- 0,4	-27,9	-23,0	-21,5	28,3	42,1	-23,5	- 9,9	-23,1	-15,1	-15,9	22,2	4,7
0,6	10,9	4,6	4,6	1,5	2,2	25,3	38,8	-12,5	20,9	31,7	17,4	18,9	34,3	12,3
9,8	13,9	-32,5	-31,4	19,3	5,1	53,5	-34,1	-19,0	47,0	143,0	27,2	28,7	235,3	19,1
0,5	10,6	8,8	6,0	0,8	2,0	23,2	42,3	-12,4	19,2	27,9	13,4	15,3	33,5	11,5
1,7	7,4	35,1	-31,8	14,5	13,2	33,2	-58,1	-38,8	18,8	151,2	-48,1	-46,2	5,2	6,7
3,3	-34,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-34,4
1,1	8,9	35,5	-31,8	14,5	13,2	33,2	-58,1	-39,2	18,8	151,2	-48,1	-46,2	5,2	7,8
3,0	3,7	- 3,8	14,0	15,1	12,5	33,6	15,2	-28,2	6,4	-16,6	- 0,6	- 1,3	-14,6	3,7
1,0	2,5	- 2,9	14,6	10,8	10,3	21,4	12,9	-35,5	- 4,3	-18,3	- 8,5	- 9,0	-18,8	1,2
7,0	6,4	- 4,7	12,3	25,3	17,1	51,9	18,8	-14,0	24,5	-10,1	13,8	13,2	- 6,0	9,2
9,8	13,4	3,0	17,6	-12,5	- 9,4	39,6	13,3	-39,6	27,6	42,4	16,2	17,3	20,6	13,3
20,9	20,8	7,0	8,3	18,1	16,4	308,0	175,0	0,9	264,0	156,4	84,0	87,3	85,7	23,4
13,6	- 8,8	-36,0	146,9	-56,3	-53,0	30,1	-92,2	-70,4	-18,3	-55,6	10,2	7,8	797,8	-11,9
3,1	5,9	28,9	0,9	48,8	39,9	- 9,0	53,5	-28,2	-10,2	41,1	-17,0	-14,3	-82,3	4,2
14,7	11,6	-	37,6	4,2	7,8	44,2	48,8	13,4	40,5	97,9	28,5	32,2	33,8	13,6
18,0	12,0	- 9,6	41,9	-34,4	-24,2	40,0	80,0	-23,6	36,1	59,0	58,3	58,3	31,2	15,0
9,8	11,1	- 9,0	40,9	21,3	12,8	58,0	127,4	- 2,2	59,8	8,6	- 3,9	- 2,7	21,4	11,7
14,0	11,5	8,0	36,1	20,8	20,7	43,3	20,3	34,1	38,1	134,4	7,4	16,7	39,5	13,3
51,2	-23,0	-	-	29,4	29,3	83,4	-65,2	-12,6	15,3	200,0	142,8	142,8	-30,1	45,7
3,0	10,0	0,6	8,7	- 0,2	0,8	29,4	25,3	-19,1	19,5	26,8	16,5	17,3	7,1	10,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-36 — Répartition géographique des importations par grandes catégories économiques en 1983

DÉSIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉ- RALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS À
1. <i>Produits alimentaires et boissons</i>	64 592	72 403	27 027	9 340	10 533	4 942	1 618	727	191 182	2
1.1. Produits de base	27 796	25 383	5 743	3 467	3 824	2 519	125	304	69 162	
1.2. Produits ayant subi une transforma- tion	36 796	47 020	21 282	5 873	6 710	2 422	1 494	423	122 020	1
2. <i>Approvisionnements industriels non dési- gnés ailleurs</i>	151 009	180 250	212 153	32 210	118 834	3 676	5 459	2 588	706 177	24
2.1. Produits de base	25 934	18 756	12 343	1 646	69 116	797	1 079	1 006	130 676	2
2.2. Produits ayant subi une transforma- tion	125 074	161 494	199 810	30 564	49 718	2 879	4 380	1 582	575 501	22
3. <i>Combustibles et lubrifiants</i>	28 905	140 573	37 293	2 365	59 968	272	—	3 276	272 653	57
3.1. Produits de base	16 703	44 601	21 135	—	49 269	—	—	—	131 709	22
3.2. Produits ayant subi une transforma- tion	12 202	95 972	16 159	2 365	10 698	272	—	3 276	140 944	34
4. <i>Biens d'équipement (a)</i>	35 422	41 752	85 729	14 469	18 795	2 286	1 968	75	200 497	1
4.1. Biens d'équipement	20 067	25 859	51 084	9 635	11 375	1 436	1 507	14	120 978	
4.2. Pièces détachées et accessoires	15 355	15 893	34 645	4 834	7 420	850	462	61	79 519	
5. <i>Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires</i>	60 323	15 835	158 241	10 220	21 678	991	451	66	267 806	3
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	14 848	1 154	31 831	4 644	2 816	42	—	2	55 336	1
5.2. Autre matériel de transport	4 256	5 804	7 285	1 334	899	125	5	—	19 708	1
5.3. Parties, pièces détachées et accessoi- res	41 219	8 877	119 125	4 243	17 963	823	446	65	192 762	
6. <i>Biens de consommation non désignés ail- leurs</i>	54 201	59 246	56 738	34 157	11 612	2 200	937	752	219 843	4
6.1. Durables	7 167	12 794	16 881	7 624	1 905	793	286	8	47 460	1
6.2. Semi-durables	26 807	24 451	20 690	22 321	4 027	630	439	464	99 830	2
6.3. Non durables	20 226	22 001	19 167	4 211	5 680	776	212	279	72 553	
7. <i>Biens non désignés ailleurs</i>	1 545	509	4 870	692	1 917	19	11	—	9 564	
<i>Total général ...</i>	395 997	510 569	582 051	103 453	243 337	14 385	10 446	7 484	1 867 722	93

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

AUTRES PAYS DE L'EUROPE	EUROPE	ZAIRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	Océanie ET DIVERS	TOTAL GÉNÉRAL
61	203 214	407	1 053	5 454	6 915	27 469	1 585	17 712	46 766	317	9 435	9 753	2 314	268 960
69	74 165	407	882	3 923	5 212	22 636	697	12 404	35 737	9	5 633	5 642	1 643	122 398
92	129 049	—	171	1 531	1 702	4 833	888	5 308	11 029	308	3 803	4 111	671	146 562
15	830 973	19 630	9 059	29 424	58 113	90 947	12 662	34 076	137 685	7 166	48 119	55 284	7 214	1 089 269
212	146 015	4 712	2 345	21 623	28 679	37 908	7 232	15 890	61 030	582	9 178	9 760	5 006	250 490
703	684 959	14 918	6 714	7 801	29 433	53 039	5 430	18 186	76 655	6 584	38 941	45 525	2 208	838 779
47	353 292	—	5 503	68 154	73 658	9 921	71	14 605	24 597	11	76 108	76 119	1 715	529 381
16	165 149	—	5 485	60 246	65 731	8 059	18	10 191	18 269	—	73 438	73 439	1 324	323 913
31	188 143	—	18	7 908	7 926	1 862	53	4 414	6 328	11	2 669	2 680	391	205 468
13	221 575	10	76	68	153	27 503	662	461	28 627	11 999	2 867	14 866	521	265 743
87	133 459	9	30	33	72	16 255	494	358	17 107	8 153	2 204	10 358	298	161 295
25	88 116	1	45	34	81	11 248	169	103	11 520	3 845	662	4 508	223	104 448
77	305 496	54	66	796	916	17 913	300	794	19 007	35 097	2 664	37 760	1 928	365 107
69	60 418	1	—	6	6	132	1	1	133	28 270	106	28 376	4	88 938
64	23 408	—	15	7	23	248	8	116	371	2 406	88	2 494	7	26 303
44	221 670	53	51	783	887	17 534	291	678	18 503	4 420	2 470	6 890	1 917	249 866
11	240 967	9	14	2 713	2 736	5 659	222	214	6 094	4 773	11 829	16 603	273	266 672
26	53 394	5	2	111	118	1 022	19	22	1 064	2 689	2 631	5 320	112	60 008
47	108 271	3	1	2 472	2 476	1 648	88	101	1 838	1 557	7 241	8 797	83	121 465
38	79 301	1	11	130	142	2 989	114	90	3 193	528	1 958	2 485	78	85 199
91	30 081	20	109	67	196	1 086	226	63	1 375	11	208	219	16	31 887
15	2 185 598	20 131	15 880	106 675	142 686	180 499	15 728	67 925	264 151	59 374	151 229	210 604	13 981	2 817 019

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XX-37 — Variation des importations par grandes catégories économiques entre 1982 et 1983

DÉSIGNATION		PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FÉDÉ- RALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRÈCE	C.E.E.	PAYS A
1. Produits alimentaires et boissons	- 2,1	1,1	5,5	14,3	-26,0	21,7	-28,4	23,6	- 0,7	-
1.1. Produits de base	2,7	7,0	21,4	21,7	-27,0	42,4	-56,1	9,4	4,9	-
1.2. Produits ayant subi une transforma- tion	- 5,3	- 1,8	1,9	10,4	-25,4	5,6	-24,4	36,5	- 3,6	-
2. Approvisionnements industriels non dési- gnés ailleurs	7,7	11,3	11,9	11,6	19,2	19,5	23,3	21,1	12,1	-
2.1. Produits de base	23,0	1,6	11,9	2,7	25,1	9,3	35,0	67,9	19,3	-
2.2. Produits ayant subi une transforma- tion	5,0	12,6	11,9	12,1	11,8	22,7	20,8	2,8	10,6	-
3. Combustibles et lubrifiants	83,5	10,4	50,8	-19,4	188,2	1 500,0	-	397,9	41,9	-
3.1. Produits de base	484,4	- 4,5	158,4	-	401,7	-	-	-	94,9	-
3.2. Produits ayant subi une transforma- tion	- 5,4	19,1	- 2,3	-19,2	- 2,6	1 500,0	-	397,9	13,1	-
4. Biens d'équipement (a)	- 3,1	12,8	3,4	12,9	17,2	5,2	4,5	5,6	5,8	-
4.1. Biens d'équipement	- 4,8	9,8	3,8	16,2	17,9	- 2,0	3,9	-36,4	5,5	-
4.2. Parties, pièces détachées et accessoi- res	- 0,8	17,9	2,8	6,9	16,0	19,9	6,2	27,1	6,3	-
5. Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires	6,7	- 6,1	7,9	5,0	- 5,5	-12,8	-44,0	-15,4	5,1	-
5.1. Automobiles pour le transport de personnes	5,4	26,4	6,6	36,3	4,3	90,9	-	100,0	8,5	-
5.2. Autre matériel de transport	- 5,4	-15,8	-28,0	20,5	- 3,9	- 2,3	-98,6	-	-18,0	16
5.3. Parties, pièces détachées et accessoi- res	8,7	- 2,0	11,7	18,7	- 6,9	-16,6	0,7	-15,6	7,3	1
6. Biens de consommation non désignés ail- leurs	5,2	5,1	0,7	6,6	0,7	14,9	6,5	18,2	4,1	-
6.1. Durables	- 1,5	2,4	- 9,1	5,0	- 9,3	- 6,4	-10,3	-27,3	- 2,9	-
6.2. Semi-durables	3,9	9,2	2,4	4,7	- 4,3	18,9	5,8	6,2	4,8	-
6.3. Non durables	9,5	2,4	9,2	21,2	8,8	44,8	44,2	48,4	8,2	1
7. Biens non désignés ailleurs	122,3	9,7	53,6	25,4	303,6	46,2	450,0	-98,9	75,1	-
<i>Total général ...</i>	7,8	8,3	7,1	8,8	31,0	16,1	1,0	74,4	10,5	

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

AUTRES PAYS DE L'EUROPE	EUROPE	ZAIRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	AMÉRIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	Océanie et Divers	TOTAL GÉNÉRAL
7,0	- 0,4	24,1	-39,9	6,5	- 3,6	- 9,1	-17,2	39,6	4,3	18,3	-14,1	-13,3	-11,5	- 0,4
5,1	3,9	24,1	-40,8	17,8	1,2	- 9,3	-12,8	45,4	4,3	-70,0	-26,1	-26,2	-15,2	1,6
3,5	2,8	-	-26,9	-14,5	-16,0	- 8,4	-20,4	27,8	4,6	29,4	13,1	14,2	- 1,0	- 2,0
3,6	13,2	-24,6	21,7	13,9	- 2,0	4,0	-16,3	8,0	2,7	4,8	22,5	19,9	27,1	11,3
1,6	20,0	51,9	-11,6	13,7	15,5	17,2	- 6,3	6,5	11,0	36,9	44,1	43,7	15,0	17,8
5,9	11,9	-35,0	41,8	14,3	-14,7	-3,7	-26,7	9,4	-3,1	2,7	18,3	15,8	67,0	9,5
3,3	29,6	-	-33,1	-13,1	-15,0	-42,2	- 9,0	2,0	-22,0	37,5	-49,2	-49,2	- 5,6	- 2,4
4,9	48,0	-	-33,1	-16,2	-17,9	-45,9	-76,9	- 8,0	-29,9	-	-49,5	-49,5	-16,0	-11,2
1,2	16,9	-	-	21,5	21,5	-17,5	5 200,0	36,4	15,2	175,0	-39,4	-39,2	62,9	15,6
5,2	5,9	-83,3	-68,5	-50,0	-64,9	3,4	13,2	21,0	3,8	7,7	56,2	14,5	-17,8	6,0
1,1	5,0	-83,9	-81,9	-62,9	-76,8	1,2	11,0	30,7	2,0	6,8	67,2	15,7	-24,7	5,0
6,2	7,4	-75,0	-40,0	-27,7	-35,2	6,6	20,7	-3,7	6,7	9,6	28,2	12,0	- 6,3	7,4
4,2	9,0	42,1	266,7	16,5	24,1	- 2,6	-13,5	-47,6	- 6,1	34,8	-28,0	27,0	-10,6	9,6
0,9	12,0	-	-	50,0	20,0	- 5,7	-	-	-10,7	37,4	- 7,8	37,1	100,0	18,9
9,8	-11,1	-	275,0	600,0	360,0	-48,2	-75,8	383,3	-30,7	19,0	-94,5	-31,3	-70,8	-13,8
0,8	10,8	43,2	264,3	15,5	21,7	- 1,3	- 6,1	-54,4	- 5,4	28,7	25,1	27,4	-10,0	9,6
5,2	4,0	80,0	55,6	6,7	7,0	- 6,5	- 6,3	0,5	- 6,3	-15,6	4,1	- 2,5	- 3,2	3,3
4,2	- 4,3	150,0	-33,3	63,2	61,6	-17,4	-51,3	-24,1	-18,5	-31,5	0,8	-18,6	-11,8	- 6,0
1,6	5,3	50,0	-66,7	5,2	5,1	-16,8	-13,7	8,6	-15,5	22,5	4,6	7,4	50,9	5,1
5,8	8,4	-	266,7	4,0	10,9	5,5	17,5	- 1,1	5,7	15,0	6,8	8,4	-22,0	8,3
6,3	61,8	11,1	263,3	252,6	188,2	55,6	-34,7	162,5	28,7	266,7	16,9	21,0	77,8	60,1
8,5	12,1	-24,0	-10,2	- 5,4	- 9,1	- 3,3	-15,6	11,9	- 0,6	18,8	-30,3	-21,1	6,0	6,2

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

D. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

XX-38 — Répartition géographique des exportations et des importations

Milliards de francs

Pays et groupes de pays	Exportations						Importations							
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Europe	1 101,9	1 145,1	1 384,2	1 571,4	1 661,2	1 933,8	2 127,5	1 085,1	1 172,1	1 348,0	1 522,1	1 657,1	1 950,4	2 185,6
Europe occidentale	1 074,6	1 118,3	1 351,7	1 533,0	1 620,1	1 892,2	2 071,7	1 059,3	1 146,1	1 316,8	1 474,5	1 602,8	1 864,9	2 095,0
C.E.E.	964,7	1 015,9	1 214,7	1 356,5	1 442,4	1 687,7	1 855,0	981,8	1 056,2	1 204,0	1 326,5	1 415,6	1 690,0	1 867,7
Pays-Bas	226,0	231,8	268,2	287,0	305,4	340,0	377,4	245,3	250,0	297,4	344,5	394,4	471,5	510,6
France	256,7	268,4	317,6	367,1	395,6	464,1	482,9	230,2	249,7	279,3	303,3	316,0	367,2	396,0
R.F.A.	301,6	321,9	373,3	401,5	414,1	488,5	560,6	321,7	350,8	394,2	413,0	446,4	543,5	582,1
Royaume-Uni	92,0	101,7	134,5	160,3	177,7	230,6	261,1	112,8	127,8	141,5	169,5	171,4	185,7	243,3
Italie	58,9	64,5	87,7	104,3	104,7	120,6	123,8	57,4	61,2	72,4	75,3	77,6	95,1	103,5
Danemark	18,8	16,6	19,8	22,5	27,2	23,5	26,0	6,7	7,3	8,1	9,7	10,0	12,4	14,4
Irlande	3,7	4,0	5,3	5,7	7,0	8,6	9,8	5,3	7,0	7,9	7,9	8,2	10,3	10,4
Grèce	7,1	6,9	8,2	8,0	10,8	11,8	13,4	2,3	2,4	3,1	3,2	2,6	4,3	7,5
Autres	109,9	102,4	137,0	176,5	177,7	204,5	216,7	77,5	89,9	112,8	148,0	176,2	174,9	227,3
Suisse	26,7	32,7	47,6	72,3	64,8	76,9	75,4	20,6	28,4	35,7	57,8	80,5	61,4	78,8
Suède	23,5	19,4	28,2	31,0	32,9	36,0	37,9	21,0	21,2	27,3	30,6	35,0	41,7	52,1
Europe orientale	27,3	26,8	32,5	38,3	41,1	41,6	55,8	25,8	26,0	31,2	47,6	54,3	85,5	90,6
U.R.S.S.	9,8	11,0	13,8	18,1	21,9	24,5	34,0	14,5	14,8	17,4	32,5	36,3	67,9	71,4
Autres	17,5	15,8	18,7	20,2	19,3	17,1	21,8	11,3	11,2	13,8	15,1	18,0	17,6	19,2
Afrique	60,0	60,1	66,9	88,1	96,5	94,5	95,3	61,5	60,7	84,0	94,9	101,0	156,9	142,7
Afrique du Sud	4,8	4,6	5,1	7,4	11,2	10,4	11,3	10,6	10,4	12,5	13,0	14,5	17,7	15,9
Zaire, Rwanda, Burundi	7,4	6,9	7,0	9,0	8,8	10,9	11,0	23,2	25,0	28,9	37,3	36,9	28,2	21,0
Algérie	10,3	12,8	14,8	17,6	13,5	15,3	14,5	3,5	2,3	4,0	6,1	4,0	6,3	5,7
Libye	8,3	4,2	3,8	8,3	13,9	4,8	4,2	0,7	0,4	2,9	1,7	3,8	34,8	27,3

Etats-Unis	56,6	58,2	61,9	63,3	87,2	105,4	136,4	147,7	176,8	185,8	205,2	196,2
Canada	4,6	4,8	5,3	5,3	9,0	9,2	11,4	11,9	15,6	19,8	18,6	15,7
Amérique latine	22,4	19,7	23,6	27,5	30,6	27,8	22,7	26,2	42,0	48,7	60,6	68,0
Argentine	1,4	1,9	3,4	3,7	2,9	2,5	2,8	5,0	4,6	4,7	6,6	10,7
Bésil	3,7	3,5	4,4	4,3	4,6	5,0	4,1	7,1	9,1	13,2	16,8	17,0
Vénézuéla	5,0	4,1	3,2	2,8	5,1	4,8	2,4	1,5	6,6	10,9	8,2	10,0
Asie	83,2	106,7	105,0	115,4	150,3	190,6	223,6	165,4	157,4	173,9	253,5	210,6
Japon	6,0	8,9	10,2	9,2	12,1	14,9	18,9	23,1	25,3	29,9	42,0	59,4
Arabie Saoudite	12,5	15,0	14,3	15,5	25,3	29,4	34,3	54,9	44,4	58,9	121,1	29,3
Iran	8,6	10,3	4,7	7,9	9,5	6,7	13,1	26,7	24,2	11,3	7,9	9,6
Koweït	2,7	1,9	2,0	1,9	2,8	3,1	3,2	4,5	5,6	6,2	7,0	1,1
Inde	9,4	14,3	11,7	10,7	20,0	29,4	29,4	7,5	9,7	7,1	6,6	13,2
Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singa- pour	10,9	17,2	18,5	23,5	22,4	28,1	27,8	8,8	10,2	14,0	16,2	19,9
Océanie	5,1	4,6	4,3	5,2	6,0	7,2	7,6	9,8	7,5	8,8	10,1	12,0
Australie et Nouvelle- Zélande	4,5	3,9	4,0	4,9	5,7	6,8	7,1	9,4	6,9	8,4	9,6	11,4
Pays industrialisés	1 151,1	1 198,8	1 438,1	1 623,1	1 745,2	2 039,0	2 256,7	1 201,4	1 288,8	1 500,9	1 715,9	2 377,9
Pays à économie planifiée	32,0	35,0	37,1	42,4	46,9	51,9	67,8	27,7	28,0	34,0	54,3	97,0
Pays en développement ...	150,7	164,8	174,9	210,4	248,6	277,7	299,9	218,0	208,2	248,1	329,2	339,8
Divers	10,9	10,9	10,2	14,5	21,6	24,6	26,4	0,8	1,0	1,4	1,4	2,3
<i>Total ...</i>	1 344,7	1 410,3	1 661,2	1 890,4	2 062,3	2 393,2	2 650,8	1 448,0	1 526,0	1 784,4	2 100,8	2 817,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XX-39 — Répartition géographique des exportations et des importations

Variation annuelle en %

Pays et groupes de pays	Exportations						Importations					
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Europe	3,9	20,9	13,5	5,7	16,4	10,0	8,0	15,0	12,9	8,9	17,7	12,1
Europe occidentale	4,1	20,9	13,4	5,7	16,8	9,5	8,2	14,9	12,0	8,7	16,4	12,3
C.E.E.	5,3	19,6	11,7	6,3	17,0	9,9	7,6	14,0	10,2	7,5	18,5	10,5
Pays-Bas	2,6	15,7	7,0	6,4	11,3	11,0	1,9	19,0	15,8	14,5	19,5	8,3
France	4,6	18,3	15,6	7,8	17,3	4,1	8,5	11,9	8,6	4,2	16,2	7,8
R.F.A.	6,7	16,0	7,6	3,1	18,0	14,8	9,0	12,4	4,8	8,1	21,8	7,1
Royaume-Uni	10,5	32,3	19,2	10,9	29,8	13,2	13,3	10,7	19,8	1,1	8,3	31,0
Italie	9,5	36,0	18,9	0,4	15,2	2,7	6,6	18,3	4,0	3,1	22,6	8,8
Danemark	-11,7	19,3	13,6	20,9	-13,6	10,6	9,0	11,0	19,8	3,1	24,0	16,1
Irlande	8,1	32,5	7,5	22,8	22,9	14,0	32,1	12,9	0,0	3,8	25,6	1,0
Grèce	- 2,8	18,8	- 2,4	35,0	9,3	13,6	4,3	29,2	3,2	-18,8	65,4	74,4
Autres	- 6,8	33,8	28,8	0,7	15,1	6,0	16,0	25,5	31,2	19,1	- 0,7	30,0
Suisse	22,5	45,6	51,9	-10,4	18,7	- 2,0	37,9	25,7	61,9	39,3	-23,7	28,3
Suède	-17,4	45,4	9,9	6,1	9,4	5,3	1,0	28,8	12,1	14,4	19,1	24,9
Europe orientale	- 1,8	21,3	17,8	7,3	1,2	34,1	0,8	20,0	52,6	14,1	57,5	6,0
U.R.S.S.	12,2	25,5	31,2	21,0	11,9	38,8	2,1	17,6	86,8	11,7	87,1	5,2
Autres	- 9,7	18,4	8,0	- 4,5	-11,4	27,5	0,0	22,1	8,7	20,0	- 2,2	9,1
Afrique	0,2	11,3	31,7	9,5	- 2,1	0,8	- 1,3	38,4	13,0	6,4	55,3	- 9,1
Afrique du Sud	- 4,2	10,9	45,1	51,4	- 7,1	8,7	- 1,9	20,2	4,0	11,5	22,1	-10,2
Zaire, Rwanda, Burundi	- 6,8	1,4	28,6	- 2,2	23,9	0,9	7,8	15,6	29,1	- 1,1	-23,6	-25,5
Algérie	24,3	15,6	18,9	-23,3	13,3	- 5,2	-34,3	73,9	52,5	-34,4	57,5	- 9,5
Libye	-49,4	- 9,5	118,4	67,5	-65,5	-12,5	-42,9	625,0	-41,4	123,5	815,8	-21,6

Amérique du Nord	4,6	4,5	4,0	3,0	4,7	4,0	5,0	6,4	6,7	5,5	9,4	10,4	10,1	7,2	7,7	5,5	7,2	7,0	6,4
Etats-Unis	4,2	4,1	3,7	3,3	4,2	4,4	5,1	5,0	6,0	5,8	6,7	7,7	7,2	7,2	7,7	5,5	7,2	7,0	6,4
Canada	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	5,1	0,8	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	0,7	0,6	0,9	0,7	0,6
Amérique latine	1,7	1,4	1,5	1,5	1,5	1,2	0,9	0,9	1,8	1,8	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,1	2,3	2,4
Argentine	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,2	0,4
Brésil	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
Vénézuéla	0,4	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,3	0,4
Asie	6,2	7,6	6,3	6,1	7,3	8,0	8,4	8,4	11,4	10,3	9,7	12,1	13,3	13,3	12,1	9,7	13,3	10,1	7,5
Japon	0,4	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	1,6	1,7	1,7	2,0	2,4	2,4	2,0	1,7	2,4	1,9	2,1
Arabie Saoudite	0,9	1,1	0,9	0,8	1,2	1,2	1,3	1,3	3,8	2,9	3,3	5,8	7,2	7,2	5,8	3,3	7,2	4,4	1,0
Iran	0,6	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,5	1,8	1,6	0,6	0,4	0,7	0,7	0,4	0,6	0,7	0,5	0,3
Koweït	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0
Inde	0,7	1,0	0,7	0,6	1,0	1,2	1,1	1,1	0,5	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5
Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singa- pour	0,8	1,2	1,1	1,2	1,1	1,2	1,0	1,0	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
Océanie	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Australie et Nouvelle- Zélande	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Pays industrialisés	85,6	85,0	86,6	85,9	84,6	85,2	85,1	85,1	83,0	84,5	84,1	81,7	80,8	80,8	81,7	84,1	80,8	81,0	84,4
Pays à économie planifiée	2,4	2,5	2,2	2,2	2,3	2,2	2,6	2,6	1,9	1,8	1,9	2,6	2,6	2,6	2,6	1,9	2,6	3,5	3,4
Pays en développement	11,2	11,7	10,6	11,1	12,1	11,6	11,3	11,3	15,0	13,6	13,9	15,7	16,5	16,5	15,7	13,9	16,5	15,5	12,1
Divers	0,8	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

E. BALANCES COMMERCIALE ET DES PAIEMENTS.

XX-41 — Répartition géographique de la balance commerciale

Pays et groupes de pays	En milliards de francs						En pourcentage des importations totales							
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Europe	16,8	-27,0	36,2	49,3	4,1	-16,6	-58,1	1,2	-1,8	2,0	2,3	0,2	-0,6	-2,1
Europe occidentale	15,3	-27,8	34,9	58,5	17,3	27,3	23,3	1,1	-1,8	1,9	2,8	0,7	1,0	-0,8
C.E.E.	-17,1	-40,3	10,7	30,0	15,8	2,3	12,7	-1,2	-2,6	0,6	1,4	0,7	-0,1	-0,5
Pays-Bas	-19,3	-18,2	-29,2	57,5	89,0	-131,5	-133,2	-1,3	-1,2	-1,6	-2,7	-3,9	-5,0	-4,7
France	26,5	18,7	38,3	63,8	79,6	96,9	86,9	1,8	1,2	2,1	3,0	3,4	3,7	3,1
R.F.A.	-20,1	-28,9	-20,9	11,5	32,3	95,0	21,5	-1,4	-1,9	-1,2	-0,5	-1,4	-3,6	-0,8
Royaume-Uni	-20,8	-26,1	7,0	9,2	6,3	44,9	17,8	-1,4	-1,7	-0,4	-0,4	0,3	1,7	0,6
Italie	1,5	3,3	15,3	29,0	27,1	25,5	20,3	0,1	0,2	0,9	1,4	1,2	1,0	0,7
Danemark	12,1	9,3	11,7	12,8	17,2	11,1	11,6	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7	0,4	0,4
Irlande	-1,6	-3,0	-2,6	2,2	1,2	1,7	0,6	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Grèce	4,8	4,5	5,1	4,8	8,2	7,5	5,9	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,2
Autres	32,4	12,5	24,2	28,5	1,5	29,6	10,6	2,2	0,8	1,4	1,4	0,1	1,1	-0,4
Suisse	6,1	4,3	11,9	14,5	15,7	15,5	3,4	0,4	0,3	0,7	0,7	-0,7	0,6	-0,1
Suède	2,5	-1,8	0,9	0,4	2,1	5,7	14,2	1,7	-0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,5
Europe orientale	1,5	0,8	1,3	9,3	13,2	43,9	34,8	0,1	0,1	0,1	-0,4	-0,6	-1,7	-1,2
U.R.S.S.	-4,7	-3,8	-3,6	-14,4	-14,4	-43,4	-37,4	-0,3	-0,2	-0,2	-0,7	-0,6	-1,6	-1,3
Autres	6,2	4,5	4,9	5,2	1,3	0,5	2,6	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1
Afrique	-1,5	0,6	-17,1	6,8	4,5	62,4	47,1	-0,1	0,0	-1,0	-0,3	-0,2	-2,4	-1,7
Afrique du Sud	-5,8	-5,8	-7,4	5,6	3,3	7,3	4,6	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,1	-0,3	-0,2
Zaire, Rwanda, Burundi	-15,8	-18,1	-21,9	28,3	28,1	17,3	10,0	-1,1	-1,2	-1,2	-1,3	-1,2	-0,6	-0,4
Algérie	6,8	10,5	10,8	11,5	9,5	9,0	8,8	0,5	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3
Libye	7,6	3,8	0,9	6,6	10,1	30,0	23,1	0,5	0,2	0,1	0,3	0,4	-1,1	-0,8

Amerique du Nord	-31,2	-100,4	-87,1	-20,0	3,1	3,2	-4,6	3,4	3,1	-1,6
Etats-Unis	-30,6	-57,2	-78,7	-81,2	44,1	-2,1	-2,0	-3,2	-3,1	-3,4
Canada	7,3	-9,0	10,3	9,5	4,3	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,2
Amerique latine	3,8	-11,4	14,5	32,8	45,3	-0,3	-0,5	-0,6	-1,2	-1,6
Argentine	3,6	1,7	0,9	4,1	7,9	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3
Bresil	3,4	-3,8	4,8	11,8	12,9	-0,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,5
Venezuela	3,5	1,1	3,8	3,4	7,6	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,3
Asie	-82,2	-68,9	-138,1	-156,7	13,0	-5,7	-3,3	-3,9	-2,9	0,5
Japon	-17,1	-19,7	-32,8	42,3	40,5	-1,2	-1,1	-1,1	-1,3	-1,4
Arabie Saoudite	-42,4	-44,6	-105,6	-139,9	5,0	-2,9	-1,9	-2,5	-3,3	0,2
Iran	-18,1	6,6	0,0	6,5	3,5	-1,2	-0,9	-0,4	-0,3	0,1
Koweït	1,8	-4,2	5,1	0,7	2,1	-0,1	-0,2	-0,2	0,1	0,1
Inde	1,9	4,6	4,1	12,2	16,2	0,1	0,3	0,3	0,7	0,6
Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singa- pour	2,1	4,5	7,3	3,2	7,9	0,1	0,5	0,3	0,3	0,3
Océanie	-4,7	-4,5	-4,9	3,1	4,1	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Australie et Nouvelle- Zélande	-4,9	-4,4	-4,7	3,1	4,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Pays industrialisés	-50,3	-62,8	-92,8	-121,2	-121,2	-3,4	-5,9	-3,5	-4,1	-4,3
Pays à économie planifiée	4,3	3,1	12,0	14,1	29,5	0,3	0,5	0,2	-1,5	-1,1
Pays en développement	-67,3	-73,2	-118,9	-132,9	-132,9	-4,6	-2,8	-4,1	-5,0	-1,4
Total ...	-103,3	-123,2	-210,4	-247,5	-166,2	-7,1	-7,6	-6,9	-9,8	-5,9

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

XXI. DONNÉES INTERNATIONALES

XXI-1	Belgique.	346
XXI-2	Luxembourg.	347
XXI-3	Pays-Bas.	348
XXI-4	France.	349
XXI-5	République Fédérale d'Allemagne.	350
XXI-6	Royaume-Uni.	351
XXI-7	Etats-Unis.	352

XXI-1 — Belgique

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	106,2	109,5	112,2	115,8	114,5	115,8	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	108,6	111,2	116,1	114,9	111,6	111,6	113,7
biens intermédiaires	110,9	114,8	121,0	119,5	114,6	112,4	114,1
biens d'équipement	105,5	109,3	112,4	108,7	104,5	106,0	109,7
biens de consommation	105,5	104,9	108,3	108,1	107,1	110,2	112,1
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (c) (en %)	92,8	92,4	95,3	90,1	89,9	94,6	97,9
Termes de l'échange (c)	97,1	96,5	93,4	89,9	85,3	85,6	84,6
Prix à la consommation (indice général) (a)	116,9	122,1	127,6	136,1	146,5	159,2	171,4
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	107,0	109,2	111,5	113,5	115,9	114,4	112,0
Chômage enregistré (d)	7,8	8,4	8,7	9,1	11,2	13,2	14,5

Source : Eurostat, *Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1975=100.

(b) Série désaisonnalisée.

(c) De l'U.E.B.L.

(d) En pourcentage de la population active.

XXI-2 — Luxembourg

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	102,6	107,2	111,5	113,3	111,3	110,1	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	104,3	107,7	111,3	107,6	100,3	96,6	97,7
biens intermédiaires	106,6	112,4	115,5	110,1	101,3	96,8	98,0
biens d'équipement	94,1	91,8	91,1	94,4	91,2	87,6	80,1
biens de consommation	99,9	98,0	102,3	105,1	103,3	106,1	112,6
Prix à la consommation (indice général) (a)	117,2	120,8	126,3	134,2	145,1	158,6	172,4
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	107,3	112,1	111,5	111,3	107,5	105,0	..
Chômage enregistré (c)	0,5	0,7	0,7	0,7	1,0	1,3	1,5

Source : Eurostat, Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.

- (a) 1975 = 100.
- (b) Série désaisonnalisée.
- (c) En pourcentage de la population active.

XXI-3 — Pays-Bas

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	107,8	110,5	113,1	114,1	113,1	111,3	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	108,0	109,0	112,0	112,0	110,0	106,1	108,1
biens intermédiaires	110,0	109,0	113,0	110,0	105,0	98,0	102,9
biens d'équipement	106,0	106,0	109,0	113,0	115,0	115,0	109,9
biens de consommation	106,0	112,0	115,0	117,0	117,0	115,0	116,6
Exportations F. O. B./Importations C. A. F. (en %)	95,8	94,7	94,9	94,7	102,2	105,7	106,6
Termes de l'échange	98,5	100,5	98,3	95,1	95,0	98,8	98,3
Prix à la consommation (indice général) (a)	116,0	120,9	126,1	134,9	144,1	152,7	157,0
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	103,5	107,6	109,7	108,7	105,8	107,1	106,8
Chômage enregistré (c)	4,1	4,1	4,1	6,2	8,8	12,0	14,7

Source : Eurostat, Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.

(a) 1975=100.

(b) Série désaisonnalisée.

(c) En pourcentage de la population active.

XXI-4 — France

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	108,2	112,5	116,2	117,5	117,8	119,7	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	110,7	113,3	117,8	117,2	114,5	113,3	114,3
biens intermédiaires	111,0	113,4	119,9	118,6	114,5	111,0	110,6
biens d'équipement	106,6	104,8	102,6	104,4	107,3	106,1	104,8
biens de consommation	115,6	119,4	124,6	123,8	120,1	123,7	128,3
Exportations F. O. B./Importation C. A. F. (en %)	90,0	93,5	92,0	82,4	84,1	79,5	86,9
Termes de l'échange	98,2	101,2	101,7	94,2	90,2	90,8	93,7
Prix à la consommation (indice général) (a)	119,9	130,8	144,8	164,5	186,5	208,9	228,5
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	110,1	113,3	114,8	116,2	117,2	121,7	123,8
Chômage enregistré (c)	4,8	5,2	6,0	6,4	7,8	8,9	9,0

Source : Eurostat, Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.

(a) 1975=100.

(b) Série désaisonnalisée.

(c) En pourcentage de la population active.

XXI-5 — République Fédérale d'Allemagne

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	108,6	112,0	116,6	118,9	118,9	117,7	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	110,5	112,7	118,9	117,9	116,3	113,0	113,6
biens intermédiaires	112,1	115,9	124,0	120,7	116,8	112,1	113,3
biens d'équipement	105,1	104,4	110,3	117,4	116,7	118,1	115,6
biens de consommation	111,0	115,0	118,6	114,5	113,7	111,6	114,3
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	116,2	116,6	107,9	102,6	107,4	113,5	110,7
Termes de l'échange	97,8	101,1	95,4	89,1	84,4	84,3	85,7
Prix à la consommation (indice général) (a)	108,1	111,1	115,6	122,0	129,2	136,1	140,0
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	105,4	108,1	109,7	110,9	110,6	109,9	110,2
Chômage enregistré (c)	4,0	3,9	3,4	3,4	4,8	6,9	8,4

Source : Eurostat, *Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture*.

(a) 1975=100.

(b) Série désaisonnalisée.

(c) En pourcentage de la population active.

XXI-6 — Royaume-Uni

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit intérieur brut en volume (a)	105,0	108,6	110,8	107,9	106,6	109,0	..
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	107,5	111,4	115,8	108,2	103,9	104,6	109,1
biens intermédiaires	115,4	120,5	130,9	121,7	120,9	125,1	130,6
biens d'équipement	98,2	103,0	102,0	97,4	87,2	89,3	88,9
biens de consommation	104,6	106,7	106,6	98,4	94,1	92,7	95,1
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	90,2	91,2	89,0	96,3	99,9	97,0	91,4
Termes de l'échange	101,8	104,5	110,9	111,0	112,2	110,6	111,7
Prix à la consommation (indice général) (a)	135,0	146,2	165,8	195,6	218,9	237,7	248,6
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	94,6	98,3	99,2	100,3	99,2	102,3	106,3
Chômage enregistré (c)	5,7	5,7	5,0	6,3	9,2	10,6	11,5

Source : Eurostat, Revue 1973-1982 et Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.

(a) 1975=100.

(b) Série désaisonnalisée.

(c) En pourcentage de la population active.

XXI-7 — Etats-Unis

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (f)
Produit intérieur brut en volume (a)	110,4	115,6	118,3	118,0	121,5	118,7	..
Production industrielle (b) (c) :							
indice général	138,2	146,1	152,5	147,0	151,0	138,6	147,6
biens intermédiaires	145,1	154,1	160,5	151,9	154,4	143,3	156,4
biens d'équipement	123,0	132,8	142,2	145,2	151,8	139,8	140,7
biens de consommation	145,3	149,1	150,8	145,4	147,9	142,6	151,8
Exportations/Importations (en %)	82,0	83,5	88,1	91,6	89,4	87,0	77,7
Termes de l'échange	78,1	77,1	94,5	85,6	88,5	91,0	96,1
Prix à la consommation (b)	112,6	121,2	134,9	153,1	168,9	179,3	185,0
Salaires horaires dans l'industrie (c) (d)	100,0	112,9	116,7	127,3	138,9	148,3	155,0
Chômage enregistré (e)	6,9	5,9	5,7	7,0	7,6	9,7	9,6

Sources : Eurostat; *Survey of Current Business*; Calculs : Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) 1975=100.

(b) 1967=100.

(c) Série désaisonnalisée.

(d) 1977=100.

(e) En pourcentage de la population active.

(f) Moyenne des indices mensuels.

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

- *L'Economie belge en 19..*
 - Publication annuelle en deux parties. Prix : 500 F.
 - première partie : analyse conjoncturelle. Prix : 200 F.
 - seconde partie : tableaux statistiques et graphiques. Prix : 400 F.
- *Aperçu économique trimestriel*. Prix de l'abonnement annuel : 400 F; prix par numéro : 150 F.
- *Lettre de conjoncture* (mensuelle) : prix de l'abonnement annuel : 200 F.
- *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion*. 13^e Edition. Décembre 1980. Cette brochure est complétée par les mesures prises en faveur des entreprises dans le cadre de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Prix 150 F.
- *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet)*. Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro : 25 F (autres pays : 37 F).

Ces publications, pour autant qu'elles soient encore disponibles, sont en vente au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3^e étage, 1040 Bruxelles (compte chèque postal n° 000-2005876-13) et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.
